



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Revue bourguignonne

Université de Dijon





REVUE BOURGUIGNONNE
DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



UNIVERSITY of MICHIGAN
GENERAL LIBRARY
OCTAVIA WILLIAMS BATES
BEQUEST

AS
162
.D572

REVUE BOURGUIGNONNE
DE
L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DIJON, IMPRIMERIE DARANTIERE
65, Rue Chabot-Charny, 65

REVUE BOURGUIGNONNE
DE
L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR

PUBLIÉE PAR
LES PROFESSEURS DES FACULTÉS
ET DE
L'ÉCOLE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE DIJON

TOME VI



DIJON

DÉPOSITAIRES DE LA REVUE

LIBRAIRIE DAMIDOT
Rue des Forges
LIBRAIRIE LAMARCHE
Place Saint-Etienne

LIBRAIRIE REY
Rue de la Liberté
LIBRAIRIE VENOT
Place d'Armes

PARIS
LIBRAIRIE A. ROUSSEAU
14, rue Soufflot, 14

1896

La Revue paraît une fois par trimestre

20

Bates
Nijloff
6-29-26

13492 MANUSCRIT DE GÖTTINGEN

DESCARTES

(MÉDITATIONS, PRINCIPES, MÉTHODE)

INTRODUCTION

I

L'été dernier, un jeune auditeur au Conseil d'Etat, M. Paul Grunbaum signalait à M. Xavier Léon, Directeur de la *Revue de Métaphysique et de Morale*, qui en faisait part aussitôt à MM. Paul Tannery et Charles Adam, l'existence d'un manuscrit sur Descartes (*sehr wichtig und unbekannt*, disait le catalogue), à la Bibliothèque de l'Université de Göttingen. Des renseignements furent demandés à Göttingen même : la réponse ne se fit pas attendre, une réponse des plus obligeantes, et, vers la mi-octobre, le manuscrit était envoyé en communication à la Bibliothèque universitaire de Dijon, pour une durée de trois mois, pendant laquelle on a eu tout le temps de le déchiffrer; car il est, suivant le mot des Bibliothécaires allemands, *nicht leicht zu lesen und reich an Abreviaturen*.

C'est un assez gros cahier, petit in-4, relié en parchemin et catalogué maintenant *Cod. Ms. philol.* 264. Au revers de la première page se trouve le cachet : *Ex Bibliotheca Acad. Georgiæ Augustæ*. A l'endroit, l'indication suivante : *Ex Bibl. M. Crusii* : il provient donc de la bibliothèque de Crusius, philosophe et théologien allemand qui vécut de 1715 à 1775 ; au-dessus de cette indication, on lit la date de 1751. Un quart à peine du cahier est rempli (exactement 51 feuillets) ; tout le reste est en blanc. Ces 51 feuillets eux-mêmes ne contiennent pas moins de six morceaux différents ; ce qui se rapporte à Descartes ne vient qu'en cinquième lieu (feuillet 27 à 44), et n'est pas indiqué dans une petite table préliminaire, qui donne les autres titres ainsi numérotés :

1° *Observanda in recensione Clavis Talmudicæ per L'Empereur latine redditæ*, (f. 2 à 16).

2° *Collutio antiquissimi codicis Horatii de Arte poetica* (f. 16 à 19).

3° *Abamonis responsio ad epistolam Porphyrii ad Strabonem et solutio quorundam dubiorum de mysteriis Ægyptiorum* (f. 19 à 22).

4° *Addenda ad finem epistolarum ἱερωτικῶν Φιλοστράτου editarum ab Aldo* (f. 22 à 27).

5° *Excerpta manuscriptorum in Oriente exaratorum, quæ Oxoniæ et Cantabrigiæ extant* (f. 44 à 51).

Ce sont donc cinq morceaux de philologie, ce qui explique qu'on les ait réunis dans une même table sans tenir compte du fragment philosophique relatif à Descartes, et qu'on ait inscrit le cahier sous cette rubrique : *Cod. Ms. philol.* Ce L'Empereur, dont on trouve le nom tout d'abord, était un professeur de Leyde, bien connu de Descartes, comme on le voit par une lettre de celui-ci à Wilhem, du 29 sept. 1645. Plus loin, à la fin du troisième morceau (f. 21 recto), est reproduite une lettre de Morhoff à Grævius, du 26 mai 1691, avec le titre de quelques ouvrages de Santeuil, de Bossuet, et de Jérôme Bignon. Le cahier n'a donc pu être copié avant les dernières années du XVII^e siècle, et il l'a été en Hollande, comme l'indique, entre autres choses, le mot *Porphyrîi*, où l'y est écrit *ij*, signe caractéristique de l'écriture hollandaise. Ces menus détails se trouvent d'ailleurs conformes aux indications plus précises que donne le manuscrit relatif à Descartes.

En voici le titre (f. 27 recto) :

Responsiones Renati des Cartes ad quasdam difficultates ex Meditationibus ejus etc. ab ipso haustæ.

Egmondæ April. 16. 1648.

Tout à la fin (f. 43 verso) se trouve cette dernière ligne :

Amstelodami, April. 20 Anno 1648.

En marge de la première page (f. 27 recto) la note suivante complète ces deux indications :

Per Burmannum qui 20 Aprilis deinde communicavit Amstelodami cum Claubergerio, ex cujus Manuscripto ipsemet descripsi.
Dordraci : Ad 13 et 14 Julii.

Ce sont donc des difficultés proposées de vive voix à Descartes par Burmann, avec les réponses recueillies par le même Burmann de la propre bouche du philosophe, à Egmond, le 16 avril 1648. Quelques mots du feuillet 28, recto, l. 6-7, permettent de reconstituer la scène : ce fut une conversation pendant le repas ; on était à table et on causait en mangeant (*Jam ego concipio et cogito simul me loqui et edere*, dit Descartes donnant comme exemple ce qu'il fait eu ce moment). Ailleurs, ayant à citer, (f. 36 verso, l. 5) deux noms de ville, les premiers qui lui viennent à l'esprit sont Alcaer, la ville la plus proche d'Egmond, et Leyde, la ville natale de son interlocuteur.

François Burmann, en effet, était né à Leyde, en 1628. Fils de pasteur, il devint lui-même pasteur ; on le trouve un an à Hanovre, en cette qualité, puis un an à Leyde sous-régent au collège des Etats, enfin professeur de théologie à Utrecht où il mourut le 21 novembre 1679 ; son oraison funèbre fut prononcée par Grævius, dont nous avons rencontré le nom tout à l'heure, dans le même cahier, avec la date de 1691. Burmann était donc un tout jeune homme en 1648 : il n'avait que vingt ans, et on ne sait ce qu'on doit le plus admirer des difficultés qu'il propose à cet âge ou de la complaisance avec laquelle lui répond le philosophe, âgé de cinquante-deux ans déjà, et de plus auteur du *Discours de la méthode*, des *Méditations métaphysiques* et des *Principes de Philosophie*. Peut-être aussi Descartes avait-il connu le père à Leyde ; on s'expliquerait alors qu'il causât en toute liberté devant le fils d'un ami. Il parle, en effet, sans ménagement aucun, des théologiens et même de Saint Thomas ; il dit son mot sur Aristote et sur la Bible ; il met enfin ce petit

étudiant dans la confidence de ses derniers travaux, l'hiver de 1647-1648, et même de son régime de vie, régime intellectuel (s'occuper de physique surtout, bien plutôt que de métaphysique) et régime du corps ; bien des détails intimes et tout personnels viennent ainsi confirmer ou compléter ceux que l'on connaissait déjà sur Descartes.

De retour à Amsterdam, Burmann y rencontre Clauberg, qui, né en 1622, n'était son aîné que de six ans, et lui fait part de cette conversation. Avait-elle été rédigée déjà, séance tenante, par Burmann seul ? ou bien les deux jeunes gens s'entendirent-ils pour la rédiger ensemble, le 20 avril, c'est-à-dire quatre jours après la date même de la conversation, qui avait eu lieu le 16 avril ? Sont-ce enfin les propres paroles de Descartes, en quelque sorte sténographiées par son interlocuteur, ou seulement le souvenir qu'il en avait gardé, et qu'il a peut-être arrangé avec un ami préoccupé comme lui des doctrines cartésiennes ? Les mots : *responsiones Renati des Cartes... ab ipso haustæ* réponses recueillies de la bouche même de Descartes, et pour ainsi dire puisées à la source), ainsi que l'indication exacte de plus de soixante pages ou articles avec une ligne de chacun textuellement citée rendent la première supposition des plus vraisemblables. En tout cas Clauberg prit lui-même copie du texte ainsi rédigé, et c'est la copie de Clauberg qui a été copiée ensuite à Dordrecht, le 13 et 14 juillet, on ne sait en quelle année ni par qui. Clauberg mourut à Duisbourg, le 31 janvier 1665 ; en 1691, parut à Amsterdam une édition de ses *Opera philosophica*, 2 vol. in-4, où ne se trouve pas cette conversation de Descartes et de Burmann. Faut-il conjecturer de là qu'elle aurait été copiée pour compléter l'édition, et vers le même temps, cette année 1691 étant aussi mentionnée dans le cahier manuscrit, au feuillet 21, comme date d'une lettre à Grævius ? Le cahier ne serait d'ailleurs entré que plus tard dans la bibliothèque de Crusius (né lui-même en 1715), peut-être seulement à la date de 1751, inscrite, nous l'avons vu, en haut de la première page.

II

L'importance de ce manuscrit peut se juger d'après son contenu. On y trouve surtout des difficultés de métaphysique et de théologie, les deux sujets qui intéressaient le plus Burmann, futur théologien, et le métaphysicien et logicien Clauberg. Le premier, en effet, a surtout laissé des commentaires en hollandais sur divers livres de l'Ancien Testament, le *Pentateuque* (1660), *Josué*, *Ruth* et *les Juges* (1675), etc., plus une *Synopsis theologica* (1671) ; et le second, outre sa *Logica vetus et nova* (1656), une *paraphrase des Méditations de Descartes*, et des opuscules intitulés : *De conjunctione animæ et corporis humani*, *Exercitationes centum de cognitione Dei*, etc. Or des questions du même genre se retrouvent précisément dans le manuscrit qui nous occupe, et qui se compose de trois parties : la première se rapporte aux *Méditations* (texte latin), la seconde aux *Principes de philosophie* (texte latin également), et la troisième à la traduction latine du *Discours de la Méthode*. Les endroits cités le sont d'après la seconde édition des *Méditationes* (Amstelodami, apud Ludovicum Elzevirium, 1642, 2 vol. pet. in-12). On n'a pas jugé à propos de donner la concordance entre ces pages et celles d'une autre édition ; quelle autre choisir, en effet ? celles de 1650, 1654, 1663, 1667, etc., sont presque aussi anciennes pour nous, et non moins difficiles à trouver ;

quant aux éditions plus récentes, celles de Cousin (1824) et de Garnier (1835), elles ne donnent que la traduction française des *Méditations* et non le texte latin. D'ailleurs, dans l'édition nouvelle qui se prépare, la pagination des premières éditions, de celles où renvoie Descartes lui-même, sera reproduite en marge ; le lecteur n'aura donc aucune peine à retrouver les textes cités. — Les deux autres ouvrages auxquels le manuscrit renvoie sont : *Renati Descartes Principia Philosophiæ* (Amstelodami, apud Ludovicum Elzevirium, 1644, in-4°), et *Speciminu Philosophiæ seu Dissertatio de Methodo*, etc. (ib.), deux ouvrages souvent réunis en un seul volume.

MEDITATIONES

MEDIT. I

- P. 8, idées qui viennent des sens et idées innées.
13, malin génie.
155, le *cogito* est-il ou non un syllogisme?
474, l'erreur par rapport à l'homme et par rapport à Dieu.
283, cercle cartésien.
283, la pensée et la conscience de la pensée, simultanéité des deux.
283, si l'âme pense toujours, même chez l'enfant ?

MEDIT. II

- P. 18, encore le malin génie.
21, l'auteur de notre être.
23, substance et accidents (exemple de la cire).
421, ib.
254, si l'entendement est infini.

MEDIT. III

- P. 31, la matière de l'erreur.
33, nature de l'esprit.
37, preuves de Dieu *a priori* et *ab effectu*.
39, le mot *idée*.
41, être parfait et êtres imparfaits.
42, la connaissance ou la science, sorte de puissance.
44, infini et indéfini.
186, substance et attributs.
45, si la création est de toute éternité ?
48 et 436, cause créatrice.
179, substance et attributs.
153, idoles ou faux dieux, et idée de Dieu.
153, les anges, leur nature.

MEDIT. IV

- P. 33 et 438, finalité.
55, idée du parfait.
55, entendement et volonté.
61, indifférence de la volonté.
479, les idées, création de Dieu.

MEDIT. V

- P. 64, le réel et le fictif.
68, un seul Dieu, ou plusieurs ?
169, contradiction entre des idées, — entre des choses.
169, contradiction entre des idées claires ?
445, idée et image du triangle.

MEDIT. VI

- P. 73, 74, sentir et imaginer.
80, corps et âme, deux substances distinctes.
84, leur union.
94, leur union; erreurs de la connaissance sensible, effet de lois générales.
480, sur la superficie ou le plan.
481, contigu et continu.

APPENDICE

- Médit. V, p. 125, essence et existence.
Conseils pour lire les *Méditations*.
Médit. III, p. 42, retour sur les idées innées.

PRINCIPIA PHILOSOPHIÆ

LIB. I

- Art. 23, immutabilité divine, ou des décrets divins.
36, infini et indéfini.
48, vérités éternelles et vérités contingentes.

LIB. II

- Art. 1, connaissance sensible.
26, mouvement d'un navire dans l'eau.
32, mouvement d'une roue de voiture.
46, renvoi à la traduction française comme explication.

LIB. III

- Art. 2, l'homme, centre de la création ?
45, la création selon la Bible ; sens métaphorique.
46, mouvement de la matière.
46, hypothèses de Descartes ; leur caractère.
50, superficie d'un corps et sa quantité de matière.
53, la terre, centre du monde ?
62, nature de la lumière.
66, utilité des figures pour les démonstrations.
68, volume et figure des corps.
83, tourbillons.
144, tourbillons, etc.

LIB. IV

- Art. 23, explication de la pesanteur.
 27, mécanisme de la nature comparé aux machines de l'homme.
 33, trois genres de parties terrestres de la matière.
 123, explication du verre.

DISSERTATIO DE METHODO

- P. 1, le bon sens, chose du monde la mieux partagée.
 15, dialectique et logique; différence; Voetius.
 17, philosophie et théologie.
 17, utilité des mathématiques, c'est-à-dire de l'algèbre, pour la philosophie.
 20, règles de morale.
 36, encore le cercle cartésien; toujours même biais: la mémoire.
 56, prolongation de la vie humaine par la science.

III

Il reste maintenant à lire le manuscrit et à le comprendre. On rencontre à cela deux difficultés: l'une qui tient à l'écriture (*nicht leicht zu lesen und reich an Abreviaturen*); l'autre à une certaine confusion entre les demandes et les réponses. Examinons-les tour à tour.

Le texte est écrit, somme toute, assez lisiblement; mais il est écrit çà et là en abrégé, et il faut deviner le sens des abréviations. Par bonheur, quelques-unes se trouvent dans les phrases de Descartes, citées d'après les *Méditations* ou les *Principes*, et en se reportant au texte imprimé, on peut y lire en entier le mot que le manuscrit ne donne qu'en abrégé. C'est ainsi qu'on peut s'assurer que *e.* est bien pour *ergo*, *tn.* pour *tamen*, *n.* pour *enim*, *im* (avec un accent grave plutôt qu'un point sur l'*i*) pour *etiam*, etc. Voici dans l'ordre alphabétique la plupart de ces abréviations:

<i>a.</i> = <i>autem</i>	<i>pp</i> = <i>propter</i>
<i>e.</i> = <i>ergo</i>	<i>q.</i> = <i>quasi</i>
<i>é.</i> = <i>est</i>	<i>qa.</i> = <i>quia</i>
<i>ée.</i> = <i>esse</i>	<i>quó.</i> = <i>quomodo</i>
<i>ig.</i> = <i>igitur</i>	<i>s.</i> = <i>seu</i>
<i>im.</i> = <i>etiam</i>	<i>sc.</i> = <i>scilicet</i>
<i>l.</i> = <i>velut</i> ?	<i>tn.</i> = <i>tamen</i>
<i>n.</i> = <i>enim</i>	<i>tm.</i> = <i>tantum</i> (avec accent grave sur l' <i>m</i>)
<i>ó.</i> = <i>non</i>	<i>v.</i> = <i>vero</i>
<i>p.</i> = <i>per</i> (p barré en dessous)	
<i>p.</i> = <i>præ</i> (p avec un signe au-dessus)	

La plupart portent sur des mots invariables, adverbess, prépositions, conjonctions. *Tn.* est mis pour *tamen*; que l'on compare, en effet, feuille 33 *recto*, l. 8 et 26 du manuscrit, et page 53, ligne, 23, ainsi que p. 61, l. 8-9 du texte imprimé. *Im* est mis pour *etiam*: comparez f. 37 *verso*, l. 10 du manuscrit, et

art. 48, l. 1, des *Principes*. *N.* est mis pour *enim* : voir f. 80 verso, l. 4, du manuscrit, et p. 41, l. 15 de l'imprimé. Cette dernière abréviation sert à conjecturer le sens d'une autre, *l.* : c'est peut-être la consonne médiane de *velut*, ou de *videlicet*, *scilicet*, comme *n.* de *enim* ; du moins ceci est bien dans le sens de la phrase les quatre fois en tout que l'on rencontre *l.*

Le *p* barré en bas est bien pour *per*, soit au commencement des mots (*perfectio*, *perceptio*, etc.) soit à la fin (*semper*). Le *q* est pour *qui*, *quæ*, *quod*, et quelquefois aussi pour *quasi* : c'est le sens de la phrase qui en décide. Ajoutons quelques autres abréviations : *db* pour *debet* ; *pt* pour *potest*, etc. ; *2di* *2dum*, pour *secundi* (génitif de *secundus*) et *secundum* (adverbe). Enfin un signe difficile à reproduire typographiquement paraît mis pour *et similia*, plutôt que pour *et cætera*, qui est écrit avec l'abréviation ordinaire, etc.

La seconde difficulté consiste à rétablir dans l'ordre convenable le dialogue lui-même. Parfois la phrase que l'on cite de Descartes est suivie d'une simple explication, donnée sans doute par le philosophe et acceptée par son interlocuteur. Mais le plus souvent cette phrase est suivie d'une objection ou plutôt d'une demande d'explication (*rogatio*, c'est le terme employé une fois, f. 36 verso, l. 1), sans aucun signe particulier qui l'annonce. Vient ensuite la réponse toujours indiquée par un *R.* Nous indiquerons aussi la demande qui précède, non comme il faudrait peut-être par un *R* (*rogatio*), que l'on confondrait avec l'autre *R* (*re-pensio*), mais par un *O* (*objectio*) ; et encore le mettrons-nous entre crochets [O], pour bien montrer qu'il ne figure pas dans le manuscrit, et que c'est seulement une addition utile pour la clarté du sens.

S'il n'y avait chaque fois qu'une objection ou demande, avec une réponse seulement, ce ne serait qu'une bien petite difficulté. Mais à plusieurs reprises la première réponse de Descartes est suivie d'une réplique de Burmann ; et cette réplique n'est indiquée par rien, sinon de temps à autre par un petit intervalle laissé en blanc dans le texte, ce qui équivaut à mettre à la ligne. La meilleure indication, et qui ne laisse aucun doute, est un second *R* que l'on trouve bientôt après, et qui annonce que Descartes répond pour la seconde fois : donc son interlocuteur a répliqué ; mais à partir de quel endroit ? là est la difficulté. Parfois même on trouve dans le manuscrit un troisième *R*, nouvelle réponse à une réplique nouvelle, qui commence, on ne voit pas où ? il faut chercher et deviner. On n'est donc aidé qu'à moitié par les indications du manuscrit, puisqu'elles n'indiquent que les *réponses*, non les *demandes*. Il a fallu cependant reconstituer tout le dialogue. On pense y avoir réussi : mais quelques incertitudes peuvent subsister çà et là, qui seront signalées au passage ; et c'est afin de les soumettre, ainsi que quelques mots d'une lecture douteuse, à l'examen des meilleurs juges, que l'on publie ici par avance le manuscrit de Gœttingen relatif à Descartes.

RESPONSIONES
RENATI DES CARTES
AD QUASDAM DIFFICULTATES
EX MEDITATIONIBUS EJUS, ETC.
AB IPSO HAUSTÆ

Egmondæ, april. 16. 1648

MEDIT. I

p. 8, *vel a sensibus vel per sensus* ...

A sensibus videlicet (1) visu, quocolores, figuras et similia omnia percepit; præterillum autem accepi reliqua per sensus scilicet (2) per auditum, quia ita a parentibus, præceptoribus aliisque hominibus accepi et hausi ea quæ scio. Non potest hic objici, omitti hic principia communia et ideas Dei et nostri, quæ in sensibus nunquam fuere (*Med. p. 34*). Nam 1° eas etiam sic accepi per sensus scilicet auditum. 2° Considerat hic auctor hominem qui primo philosophari incipit, quique ad ea tantum attendit quæ scit se nosse. Nam quantum ad principia communia et axiomata, exempli gratiâ *impossibile est idem esse et non esse*, attinet, ea homines sensuales, ut omnes ante philosophiam sumus, non considerant, nec ad ea attendunt. Sed quia tam clare sibi innata sunt, et quia ea in semetipsis experiuntur, omittunt, et non nisi confuse considerant, nunquam vero in abstracto et separata a materiâ et singularibus. Si enim ita

*Per Burman-
num qui 20 Aprilis
deinde communicavit
Amstelodami cum
Claubergio, ex
cujus Mss. ipsemet
descripsi.
Dordraci. Ad
13 et 14 Julii.*

(1) Le ms. donne simplement un signe abrégatif qui paraît avoir le sens de *videlicet*.

(2) Le ms. donne simplement *l.*, qu'on peut interpréter *scilicet*, comme quatre lignes plus bas où les mêmes mots se retrouvent, sous cette autre forme : *per sensus sc. auditum*.

considerarent, nemo de iis dubitaret; et si id fecissent Sceptici, nemo unquam Scepticus fuisset, quoniam ea ab eo, qui attente ad illa animadvertit, negari non possunt. 3^o Hic præcipue de re existente agitur an ea sit.

p. 13, *supponam igitur...*

Reddit hic auctor hominem tam dubium, et in tantas dubitationes conjicit ac potest, ideoque non solum objicit illa quæ objici solent a Scepticis, sed etiam omnia illa quæ objici possunt, ut ita plane omnes dubitationes tollat, et in eum finem genium hic introducit, quem sursum dari aliquis objicere potest.

[p. 13,] *summe potentem...*

Loquitur hic auctor contradictoria, quia cum summâ potentiâ malignitas consistere non potest.

p. 155, *ex nullo syllogismo...*

f. 27, verso. [O]. — Sed annon contrarium ponitur., PRINC. I, 10?

R. — Ante hanc conclusionem : *cogito ergo sum*, sciri potest illa major : *quicquid cogitat est*, quia reipsâ prior est meâ conclusionem, et mea conclusio illâ nititur. Et sic in PRINCIPIS, dicit auctor eam præcedere, quia scilicet implicite semper præsupponitur et præcedit; sed non ideo semper expresse et explicite cognosco illam præcedere et scio ante meam conclusionem, quia scilicet ad id tantum attendo quod in me experior, ut *cogito, ergo sum*, non autem ita attendo ad generalem illam notionem, *quicquid cogitat est*; nam, ut ante monitum, non separamus illas propositiones a singularibus, sed eas in illis consideramus; et hoc sensu verba hæc p. 155 hic citata intelligi debent.

p. 474, in quod non potest ferri summum ens...

Nos cum simus compositi partim ex nihilo partim ex ente, ferimur etiam partim in ens partim in nihil. Deus autem, cum sit summum et merum ens, non potest ferri in nihil. Et hæc *meditatio* (1) metaphysica est et valde clara iis, qui ad eam attendunt. Et hinc Deus deberet ferri in nihil, si mea facultas percipiendi, quatenus ipsam a Deo habeo vel quatenus recte eâ utor, non assentiens nisi clare perceptis, me deciperet et falleret; sic enim ipse Deus me deciperet, et in non ens tenderet. Sed dicat aliquis: postquam demonstravi Deum esse, et non esse fallacem, possum dicere, non me quidem fallit ingenium, quia illud a Deo rectum accepi; sed fallit memoria, quia videor recordari aliquid, quod in reverâ non recordor, quia ipsa imbecillis est.

R. — De memoriâ nihil dicere possum, cum hoc quisque apud se experiri debet an bene recordetur; et si de eo dubitat, opus est scriptione et similibus quæ ipsum juvent.

p. 283, denique quod circulum...

[O]. — Videtur; nam in tertiâ Meditatione probat auctor Deum esse per axiomata, cum sibi necdum constet se in iis non falli.

R. — Probat, et scit se in iis non falli, quoniam ad ea attendit; quamdiu autem id facit, certus est se non falli, et cogitur illis assentiri.

[O]. — Sed mens nostra (2) non potest simul nisi unam | rem concipere. Demonstratio autem illa longior est, et constat ex pluribus axiomatibus (3). Tum omnis cogitatio fit in instanti,

f. 28, recto.

(1) Le ms. donne une abréviation où on distingue *m d* (?) et *o*. Est-ce bien *meditatio*? Le sens demande plutôt *rationatio*.

(2) *Sed mens nostra* .. n'est pas à la ligne dans le ms.; mais un petit intervalle en blanc le sépare de ce qui précède, et comme on trouve bientôt après un R, c'est sans doute ici que commence la réplique à laquelle Descartes va de nouveau répondre.

(3) Le ms. donne *axiomatis*.

et sic menti in illâ demonstratione multæ suboriuntur cogitationes, et sic ad illa axiomata attendere non poterit, cum una cogitatio impediât aliam.

*Conf. DIOPTR.
d. 148 (1).*

R. — 1^o Quod mens non possit nisi unam rem simul concipere, verum non est : non potest quidem simul multa concipere, sed potest tamen plura quam unum ; exempli gratiâ jam ego concipio et cogito simul me loqui et me edere. Tum 2^o quod cogitatio etiam fiat in instanti, falsum est, cum omnis actio mea (2) fiat in tempore, et ego possum dici in eâdem nostrâ cogitatione continuare et perseverare per aliquod tempus.

[O]. — Sed sic cogitatio nostra erit extensa et divisibilis.

R. — Nihil minus. Erit quidem extensa et divisibilis quoad durationem, quia ejus duratio potest dividi in partes ; sed non tamen est extensa et divisibilis quoad suam naturam, quoniam ea manet inextensa ; eodem modo ut durationem Dei possumus dividere in infinitas partes, cum tamen ideo Deus non sit divisibilis.

[O]. — Sed æternitas (3) est simul et semel.

R. — Hoc concipi non potest. Est quidem simul et semel, quatenus Dei naturæ nunquam quid additur aut ab eâ quid detrahitur. Sed non est simul et semel, quatenus simul existit ; nam cum possimus in eâ distinguere partes jam post mundi creationem, quidni illud etiam possemus facere ante eam, cum eadem duratio sit ? Ea autem jam creaturis exempli gratiâ per quinque annorum millia coextensa fuit et cum iis duravit, et sic etiam potuisset fuisse, si ante mundi creationem mensuram habuissemus. Cum igitur cogitatio nostra ita plura quam unum complecti queat, et

(1) Page de la traduction latine du *Discours de la Méthode, plus la Dioptrique etc.*, publiée en 1644 avec les *Principia Philosophiæ*. C'est au chap. VII, § xxii de la *Dioptrique*.

(2) Au-dessus de *mea* se trouve récrit de la même main une abréviation de *nostra*, sans qu'on ait effacé *mea*, qui convient mieux, en effet, à cette phrase, *nostra* n'étant qu'une assimilation anticipée avec la phrase suivante.

(3) *Sed æternitas...* même remarque que plus haut, p. 11, note 2, avec cette différence qu'il n'y a même pas ici d'intervalle en blanc qui sépare cette phrase, de la précédente.

in instanti non sint, manifestum est, nos demonstrationem de Deo integram complecti posse; quod dum facimus, certi sumus non nos falli, et sic omnis difficultas tollitur.

[p. 283] *Quod autem nihil in mente...*

[O]. — Sed quomodo conscium esse potest, cum conscium l. 28, verso esse sit cogitare? Ut autem id cogites, te conscium esse, jam transis ad aliam cogitationem, et sic non amplius de eâ re (1) de quâ prius cogitabas, et sic non es conscius te cogitare, sed te cogitasse.

R. — Conscium esse est quidem cogitare et reflectere supra suam cogitationem; sed quod id non possit fieri manente priori cogitatione, falsum est, cum, ut jam vidimus, anima plura simul cogitare et in suâ cogitatione perseverare queat, et quotiescunque ipsi libuerit ad cogitationes suas reflectere, et sic suæ cogitationis conscia esse.

[p. 283] *a cogitatione dependens...*

Ut exempli gratiâ motus brachii.

[p. 283]. *Quamobrem non dubito...*

[O]. — Conjiciebat harum objectionum auctor, mentem ergo etiam in infantibus semper debere cogitare.

R (espondet) auctor concedendo.

[O]. — Sed cum habeamus innatam Dei nostri ideam, an mens igitur infantis non haberet actualem ideam Dei?

R. — Hoc affirmare esset temerarium, cum nulla habeamus ad eam rem facientia argumenta. Tum probabile non videtur; nam mens in infantiâ ita corpori immersa est, ut nullas habeat cogitationes, nisi quas ab affectione corporis haurit.

[O]. — Sed potest plura simul cogitare.

(1) Peut-être faut-il suppléer *cogitas* qui manque dans le ms.

R. — Potest, si una non impediatur ab aliâ, ut hic contingit ; nam corpus ita afficit animam, ut eam impediat, et hoc in nobis sentimus, cum acu aut alio instrumento pungimur, hoc ita nos afficere, ut de aliâ re cogitare non possimus. Sic homines semi-somnolenti de nullâ aliâ re vix cogitant. Sic igitur etiam mens in infantiâ corpori immersa fuit, ut nihil aliud nisi corporeum cogitaret ; nam corpus, ut semper mentem in cogitando impedit, sic illud maxime fecit in juventute. Quod autem illarum cogitationum non recordemur, fit, quia nulla ejus vestigia ut hic (1) cerebro

| f. 29, *recto*. impressa sint : sic heri etc. mul-[-]ta cogitavimus, quorum jam non recordamur, et mens nunquam sine cogitatione esse potest ; potest quidem esse sine cogitatione hac aut illâ, sed tamen non sine omni, eodem modo ut corpus ne quidem per ullum momentum sine extensione esse potest.

[O]. — Sed etiam si non imprimantur vestigia cerebro, et sic memoria corporalis non sit, datur tamen memoria intellectualis, ut in angelis et animabus separatis procul (2) dubio, et sic per eam mens suarum cogitationum recordaretur.

R. — Memoriam intellectualem non nego ; ea enim datur, ut cum audiens vocem R-E-X significare supremam illam potestatem, illud memoriæ mando, et deinceps per memoriam repeto illam significationem, illud certe fit per memoriam intellectualem, cum nulla sit affinitas inter tres illas literas et earum significationem, ex quâ illam haurirem, sed per memoriam intellectualem id memini, eas literas id denotare. Verum hæc memoria intellectualis magis est universalium quam singularium, et sic per eam omnium singularium factorum nostrorum recordari non possumus.

(1) Après *hic* se trouve dans le ms. un signe dont on ne sait si c'est une sorte de figure, pour représenter les traces cérébrales, ou simplement une rature, le copiste s'étant trompé.

(2) *Procul* est récrit au-dessus de *sine*, qui n'est pas pour cela effacé.

MEDIT. II.

p. 18, *et si fas est dicere malignum...*

Additur illa restrictio ibi ideo, quia auctor contradictoria loquitur, si dicat potentissimum et malignum, quia summa potentia et malignitas simul consistere non possunt, et ideo dicit, *si fas est dicere* (1).

p. 20 (2), *is qui me creavit...*

Sed an Deus? non, nescio, potius genius ille qui me deludit, qui (3) me etiam creavit; sed hæc nondum hic cognovi, et de iis confuse solum loquor.

p. 23. *Tum quid ea sit...*

Examinavit hoc in præcedentibus, cum examinaret omnia | | f. 29, verso.
illa attributa ceræ et accidentia, quæ ab eâ modo tolli, et alia in eorum locum substitui videbat.

p. 421, *neque enim abstraxi...*

[0]. — Sed videtur id fecisse, cum in ipsâ Meditatione doceret illa accidentia a cerâ separari, et sic ipsum corpus seu substantiam ceræ remanere.

R. — Non tamen fecit; nam quamvis concesserit et dixerit hæc accidentia a cerâ tolli, ut quod dura, frigida *et similia*, dixit et animadvertit semper alia in eorum locum succedere, adeo ut cera nunquam absque accidentibus sit, et sic illam nunquam abstraxit ab accidentibus.

(1) C'est la seconde fois qu'on rencontre cette réflexion prudente de théologien. *Vide supra, Medit. I, p. 13 bis.*

(2) Le ms. donne p. 21. En réalité cette citation est prise p. 20, avant-dernière ligne.

(3) Ce second *qui* n'est-il pas de trop ?

p. 251 (1), *adæquat infinitam Dei potestatem...*

[0]. — Sed quid hoc opus, cum Deus illam suâ sponte in creaturis limitaverit, sic ut infinitam adæquare opus non habeamus ?

R. — Hoc nescimus. Exempli gratiâ sumamus triangulum, rem, ut videtur, simplicissimam, et quam facillime adæquare posse videremur ; sed nihilominus illum adæquare non possumus. Etiam si enim nos omnia quæ possumus concipere attributa in illo demonstremus, nihilominus vel post mille annos alius mathematicus in illo plures proprietates detegat, et sic ut nos nunquam certi simus nos omnia illa comprehendisse, quæ de eâ re comprehendendi poterant ; et idem etiam dici potest de corpore ejusque extensione et aliis rebus omnibus : ipse enim auctor nullius rei adæquatam cognitionem sibi tribuit, sed nihilominus certus est se in multis, si non omnibus, rebus habere eam cognitionem, et ea fundamenta, ex quibus adæquata cognitio deduci posset, et forsân deducta est, *quis* (2) enim hoc feret ?

MEDIT. III.

p. 31, *vix mihi ullam...*

[0]. — Sed cum omnis error idearum proveniat ab earum relatione et applicatione ad res externas, videtur nulla esse errandi materia, si ad eas non referantur.

[f. 30, recto.] R. — Est nihilominus | materia errandi, etiamsi eas ad nullas res extra me referam, cum possim errare in ipsâ earum naturâ, ut si considerem ideam coloris *et similia*, et dicam eam esse rem, qualitatem *et similia*, seu potius ipsum colorem, qui per eam ideam representetur tale quid esse, ut si dicam albedo est qualitas *et similia*, etiamsi illam ideam ad nullam rem extra me

(1) Le ms. donne p. 234, par erreur. Ces mots se trouvent p. 254.

(2) *Quis*, interprétation d'un signe abrégatif, d'un sens douteux.

referam, ac dicam *vel* (1) supponam nullum esse album, possem tamen in abstracto, et in ipsâ albedine ejusque naturâ seu ideâ, errare.

p. 33, *forte etiam...*

[O]. — Sed jam cognoveram me esse rem cogitantem; illas autem ideas novi non posse provenire a re cogitante.

[R] (2). — Sed 1^o est solum objectio et dubium quod objici possit. 2^o Non ita hic animadverto ad mei naturam, quemadmodum deinceps cum ad eam reflecto, sicut etiam non feci in I^a MEDIT. aut. etiam in II^a ubique; deinceps vero in hac MEDIT. paulo post cum ad me paulo accuratius reflecto, ea solvo.

p. 37, *nullum plane habeo...*

[O]. -- Sed annon postea MEDIT. V^a habuit aliud argumentum?

R. — Hic loquitur de argumento quod peti potest ex aliquo effectu Dei, ex quo deinceps summam causam scilicet Deum concludat; nullum autem invenit, quia omnia effecta diligentissime circumspexit et nullum reperit quod Deum inferat præter ejus ideam. Aliud autem illud argumentum MEDIT. V^a procedit a priori et non ab effectu. Illud autem in MEDITATIONIBUS sequitur hoc argumentum, quia auctor illa duo ita invenit ut hoc præcedat, quod in hac Meditatione deducit, aliud autem sequatur. In PRINCIPIS autem illud præmisit, quia alia est via et ordo inveniendi, alia docendi; in PRINCIPIS autem docet et synthelice agit.

p. 39, *et quia nullæ ideæ nisi tantum rei esse possunt...*

[O]. — Sed datur etiam idea nihili, quæ non est idea rei.

(1) Même signe que plus haut, au commencement de *Medit. I*, p. 8, rencontré ici pour la seconde fois : *vel*, plutôt que *scilicet* ou *videlicet* ?

(2) Aucune trace ici de R dans le ms., mais seulement un petit intervalle en blanc qui sépare *sed 1^o est solum objectio* de ce qui précède, et qui semble indiquer une réponse à une difficulté.

| f. 30, verso. R. — Illa idea est solum negativa, et | vix vocari potest idea; auctor autem hic sumit ideam proprie et stricte. Aliæ etiam dantur ideæ notionum communium, quæ non sunt ideæ rerum proprie; sed tum idea latius sumitur.

p. 41, *qua enim ratione intelligerem me dubitare...*

[O]. — Sed METH. 31 (1), dicit se evidentissime intellexisse dubitationem non esse argumentum tantæ perfectionis quam cognitionem. Ergo id cognovit sine relatione ad ens perfectum, et non cognovit prius Deum quam se.

R. — Ibi in METHODO continetur epitome harum MEDITATIONUM, quæ per eas exponi debet; ibi ergo cognovit suam imperfectionem per Dei perfectionem. Et quamvis hoc non fecerit explicite, fecit tamen implicate. Nam explicite possumus prius cognoscere nostram imperfectionem, quam Dei perfectionem, quia possumus prius ad nos attendere quam ad Deum, et prius concludere nostram finitatem, quam illius infinitatem; sed tamen implicate semper præcedere debet cognitio Dei et ejus perfectio, quam nostri etstrarum imperfectionum. Nam in re ipsâ prior est Dei infinita perfectio, quam nostra imperfectio, quoniam nostra imperfectio est defectus et negatio perfectionis Dei; omnis autem defectus et negatio præsupponit eam rem a quâ deficit, et quam negat: sed sic nihil deberet præsupponere ens?

p. 42, *non possim ejus ope...*

[O]. — Sed quid potest conferre cognitio ad acquirendas reliquas Dei perfectiones?

R. — Omnino multum; nam per eam evadimus sapientiores, prudentiores, cognoscimus clarius illas perfectiones et sic illas

(1) Cette page 31 est celle de la traduction latine du *Disc de la Méth.* publiée en 1644 chez Elsevier, avec les *Principia Philosophiæ*.

clare cognitafacilius conquiremus, cum sapientia prudentiaque media ad eas conquirendas suppeditatura sit.

p. 44, *nulla difficiliora factu mihi videntur...*

f. 31, *recto.*

Nam hic accurate distingui debet inter intellectionem, conceptionem et imaginationem, quæ distinctio est magni usus. Exempli gratiâ Dei perfectiones non imaginamur, nec concipimus, sed intelligimus : quo modo Deus unico actu omnia intelligat *et similia*, quo modo ejus decreta sint idem cum ipso, non concipimus, sed intelligimus, quoniam hoc nobis, ut ita loquar, repræsentare non possumus. Sic enim Dei perfectiones et attributa non concipimus, sed intelligimus : ut autem concipiamus, concipimus illa tanquam indefinita. Jam autem si ego mihi ipsi dedissem meam naturam et id quod sum, dedissem etiam mihi omnes Dei perfectiones : puto dedissem mihi perfectiones Dei, cum eas ut indefinitas concipio, ut, exempli gratiâ dedissem mihi cognitionem majorem quam jam habeo, eâque adhuc majorem et sic porro ; cum autem indefinita ita multiplicantur, fiunt infinita, seu potius infinitum, nam tale indefinitum et infinitum idem sunt. Ut autem ita magis et magis auxissem meam cognitionem, sic etiam auxissem reliqua mea attributa quæ mihi difficiliora non videntur cognitione, cum ita sunt attingenda (1), et sic Deus evasissem : jam autem experior me illud facere non posse, et non posse ita cognitionem meam augere, ut quidem vellem. Ergo a me non sum, etc.

p. 186, *majus est creare vel conservare subjectum quam attributa...*

[0]. — Scilicet ejusdem substantiæ. Nam non debet hic institui comparatio unius substantiæ cum attributis alterius. Sed attributa sunt idem cum substantiâ. Ergo non majus est...

(1) *Cum* est douteux, et *sunt* n'est qu'une conjecture.

R. — Omnia attributa collective sumta sunt quidem idem cum substantiâ, sed non singula et distributive sumta, et sic majus est producere substantiam quam attributa *vel* (1) ulla ex attributis,

f. 31, verso. *vel nunc unum nunc | aliud, et sic omnia et singula.*

p. 45, *tanquam si inde sequeretur...*

[0]. — Sed annon sequitur ex eorum mente qui dicunt et inde probant nullam creationem esse posse ab æterno, quia tum foret independens, ut ipse Deus?

R. — Hoc ipsi viderint; me quod attinet, non video cur creatura non potuerit a Deo ab æterno creari; cum enim Deus habuerit ab æterno potentiam suam, nihil videtur obstare cur eam ab æterno non potuerit exserere.

[0]. — Sed causa libera prius concipitur esse, quam ejus effectus et consilia.

R. — Sic et Dei decreta deberent non esse ab æterno, præcipue cum potentia et creatio non majorem in Deo dicunt actionem quam decreta; imo decreta sunt actus voluntatis, sic et creatio, cum sit solum voluntas Dei; si enim aliud esset, novi quid Deo accideret in creatione.

[0]. — Sed sic daretur numerus infinitus?

R. — Qui absurdi? annon datur ille in quantitatis divisione, etc. Distingunt quidem sed frustra, et dari potest numerus infinitus in æternitate *a parte post*, quam fide credimus, cur etiam non in æternitate *a parte ante*?

[0]. — Sed in æternitate *a parte ante* partes sunt simul et actu æternæ, in æternitate autem *a parte post* solum potentiâ et nunquam simul actu.

R. — Non sunt in æternitate *a parte ante* simul actu, cum solum unica pars simul sit, scilicet præsens, reliquæ vero eodem modo se habent, ut in æternitate *a parte post*; si ergo hæc dari

(1) Encore ce signe l., pour la troisième fois. Est-ce bien *vel*?

potest, potest etiam dari illa. Ita igitur si ab æterno essem, tamen partes mei temporis essent sejunctæ, et nihilominus a Deo dependent, et sic argumento manet sua efficacia. Auctor autem, tantum quantum ipsi possibile fuit, præcavere studuit, ut hujusmodi quæstiones ex ipsius meditationibus arcerentur, ne ita ullo modo pædagogos læderet, etc.

p. 48. *valde credibile est.* Ut p. 436, *propius tamen est...*

[0]. — Sed cur illud ? annon potuit te Deus creare, et tamen non creare ad sui imaginem ?

R. — Non. Nam | axioma est commune et verum : *effectus* | f. 32, *recto.*
similis est causæ ; jam autem Deus mei causa est ego ejus effectus, ergo ei similis.

[0]. — Sed artifex est causa domûs, nec tamen ideo ei est similis.

R. — Non est causa, ut hic eam suminus ; applicat solum activa passivis, ideoque non opus est, ut opus ipsi sit simile. Sed hic loquimur de causa totali et ipsius esse ; illa autem non potest aliquid producere, quin sibi sit simile : nam cum ipsa sit ens et substantia, producatque aliquid secundum esse, id est ex nihilo, (qui producendi modus soli Deo convenit), oportet ad minimum illud esse ens et substantiam, et sic saltem Deo simile esse et ejus imaginem referre.

[0]. — Sed sic et lapis etc. habebunt imaginem Dei.

R. — Habent etiam illa imaginem Dei et similitudinem, sed valde remotam et exiguam et confusam ; ego autem qui ex creatione Dei plura habeo, magis ejus imaginem habeo. Non sumo autem hic imaginem ut vulgo sumitur, pro eo scilicet quod ad aliud effigiatum est et depictum, sed latius pro eo quod similitudinem cum alio etc. habet, et ideo eas voces adhibui in Meditationibus quia passim in Scripturâ ad imaginem Dei conditi dicimur.

p. 179. *omnis res cui inest...*

Præter attributum quod substantiam specificat, debet adhuc concipi ipsa substantia, quæ illi attributo substernitur : ut, cum mens sit res cogitans, est præter cogitationem adhuc substantia quæ cogitat, etc.

p. 153. *aliquod idolum...*

Quod illis æquivalet ac idea nobis. Sed quia *malum* formant ideam dum idolum formant, formant ideam materialiter falsam.

[p. 153] *sed me istam vim...*

Hoc non posset valere apud Atheum, qui eo argumento se convinci non pateretur, cum ad id efficiendum idoneum etiam non sit, nec auctor hoc ita intellectum vult ; sed debet conjungi cum aliis argumentis de Deo, et præsupponit illa, et ex illis probatum Deum, ut auctor etiam in hac responsione probaverat esse Deum ex ejus idea, etc.; adeo ut sensus hic sit : cum jam sciam et probaverim esse Deum, et simul animadverto inter numerandum me

| p. 32, verso. non posse pervenire | ad numerum maximum, sed semper esse cogitabilem majorem numerum quam a me cogitari possit, sequitur illam vim me non habere a memet ipso, sed eam me accepisse ab aliquo ente me perfectiore, scilicet a Deo, quem argumentis jam allatis esse probavi.

p. 153. *de idea angeli...*

[0]. — Ideam angeli quod attinet, certum est nos illam formare ex ideâ mentis nostræ, et nullam ejus cognitionem nisi ex ideâ mentis nostræ habere ; adeo ut nihil in angelo quoad rem ipsam possimus considerare, quod etiam non in nobis esse animadvertere possimus. Sed sic angelus et mens nostra erunt idem, cum utraque sit res solum cogitans ?

R. — Ambo quidem sunt res cogitantes; sed hoc tamen non impedit quo minus angelus multo plures habeat perfectiones quam mens nostra, scilicet in majori gradu, etc.; adeo ut etiam quidem specie differre possint, ut D. Thomas volebat omnes angelos a se invicem specie differre, et singulos ita descripsit quasi in illorum medio fuisset, unde etiam Doctoris Angelici nomen et gloriam acquisivit; sed ut nullibi fere magis occupatus, ita et nullibi ineptior est. Angelorum enim cognitio nos fere latet, cum, ut dixi, eam ex mente non hauriamus; et sic etiam ignoramus ea omnia quæ de iis quæri solent, an scilicet uniri possint cum corpore, qualia illa fuerint corpora quæ in Vetere Testamento sibi sæpe adaptabant et similia. Præstat nos ea credere, prout in Scripturâ habentur, scilicet eos juvenes fuisse, ut tales apparuisse *et similia*.

MEDIT. IV.

p. 53. *atque ob hanc unicam rationem...*

Ut et p. 438: *nec fingi potest...*

Bene hoc est observandum nos nunquam debere argumentari a fine. Nam 1° cognitio finis non inducit nos in cognitionem ipsius rei, sed ejus natura nihilominus latet. Et hoc Aristotelis maximum est vitium, quod semper a fine argumentatur. 2° Omnes Dei fines nos latent, et temerarium est in eos involare velle. Non loquor autem hic de revelatis, sed quâ philosophus eos solum considero. Sed nos hic maxime erramus. Concipimus Deum tanquam magnum aliquem | hominem, qui hoc et hoc sibi proponit, et eo | f. 33, recto. his et his mediis tendit, quod certe Deo maxime indignum.

p. 55. *ex hoc ipso quod ejus ideam formare possim...*

Nam cum ex Dei ideâ sciam, Deum esse ens perfectissimum, et cui omnes absolutæ perfectiones conveniunt, non debeo ipsi tribuere quicquam, nisi quod absolute perfectum esse novi; et quic-

quid ut tale formare possum et ut absolute perfectam perfectionem concipere, illud novi, eo ipso quia id formare possum, ad Dei naturam pertinere.

[p. 55.] *non tamen in se formaliter...*

[O]. — Sed et sic intelligere est intelligere, et sic nec differet noster intellectus ab intellectu Dei, etiamsi illius ad plura se extendat.

R. — Sed intelligere non est intelligere, cum hoc dependeat ab objecto et ab eo separari non possit; nostrum autem intelligere non solum se non extendit ad tam multa quam intelligere Dei, sed et in se maxime imperfectum est; est enim obscurum et cum ignorance conjunctum, etc.

[O]. — Sed et sic nostrum velle est imperfectum: nam modo volumus, modo non, modo habemus velleitatem, modo volitionem cum perfecte non volumus.

R. — Verum hoc non arguit imperfectionem in nostro velle, sed tantum inconstantiam volitionis; interim velle est semper æque perfectum, et illa fluctuatio oritur a judicio, quia non bene judicamus.

[O]. — Sed ipsum judicium est opus voluntatis.

R. — Est quidem opus voluntatis, et quâ tale est perfectum: omnis autem imperfectio quâ laborat redundat ex ignorance intellectus, quæ si esset sublata, etiam auferretur fluctuatio, et judicium esset constans et perfectum. Sed male de hisce ita disputatur; descendat modo unusquisque in semetipsum et experiatur annon perfectam et absolutam habeat voluntatem, et an possit quicquam concipere quod in voluntatis libertate se antecellat (1). Nemo sane aliter experturus est. In eo igitur major est voluntas intellectu et Deo similior.

(1) Le sens de la phrase demanderait plutôt: *quod voluntatis libertate (ou libertatem) in se antecellat.*

p. 61. *possum tamen illo altero...*

[0]. — Sed cur etiam non possem idem in prosecutione boni et mali? Cur non in rebus supernaturalibus, cum *etiam* (1) pendent a voluntate — te, quæ sui juris semper est et indifferens? | f. 33, verso.

R. — Hoc Theologis explicandum relinquendum; sufficit modo Philosophus hominem consideret, prout in naturalibus suis jam est; et ego ita scripsi meam philosophiam, ut ubique recipi possit, vel etiam apud Turcas, ne ulli offendiculo sim. Jam autem nos intime conscii sumus nostræ libertatis, et nos ita posse cohibere assensum, cum volumus. In bono autem et malo, cum voluntas ad utrumque est indifferens, jam est in vitio, cum solum bonum sine indifferentiâ illâ appetere debeat secus quam in theoreticis. Quantum ad supernaturalia, in iis nos corruptos esse docent Theologi per peccatum originale, et ut apti simus opus est gratiâ, quâ bonum illud cognoscamus, ut sic appetamus. Peccata enim fluunt fere ex ignorantia, quia nemo malum quâ malum appelare potest. Sic Deus nobis gratiam fecit, cum bonis nostris operibus, quæ alias nihilominus præstare tenemur, pollicitus sit vitam æternam, de quâ nemo cogitasset aut ad eam unquam aspirasset. Corrupta autem dici potest voluntas per affectus.

p. 479. *cujus idea in intellectu divino prius fuerit...*

[0]. — Sed unde igitur illæ ideæ rerum possibilium, quæ voluntatem antecedunt?

R. — Et illa et omnia alia pendent a Deo; illius enim voluntas non solum est causa rerum actualium et futurarum, sed etiam possibilem et naturarum simplicium, nec quicquam fingi potest aut debet quod non a Deo pendere dicamus.

[0]. — Sed an ergo potuisset Deus imperare creaturæ ut se odisset, et hoc bonum ita instituisse?

(1) Le ms. donne ici une abréviation, qu'on ne sait comment interpréter. Est-ce bien *etiam*?

R. — Jam non potest ; sed quid poluerit, nescimus ; et quidni creaturæ hoc imperare potuisset ?

MEDIT. V.

p. 64. *ut patet ex eo...*

[O]. — Sed sic nec chimæra erat ens fictum, cum etiam de eâ varias proprietates demonstrare queam.

| f. 34, recto.

R. — Quicquid distincte et clare in chimæra concipi potest, illud est ens verum ; nec est fictum, quia | habet veram et intellectualem essentiam ; et illa essentia tam a Deo est, quam actualis aliarum rerum. Dicitur autem tum ens fictum, cum nos illud existere supponimus. (Sic etiam omnes demonstrationes Mathematicorum versantur circa vera entia et objecta, et sic totum et universum Matheseos objectum, et quicquid illa in eo considerat est verum et reale ens, et habet veram ac realem naturam, non minus quam objectum ipsius Physices. Sed differentia in eo solum est, quod Physica considerat objectum suum (1) verum et reale ens, sed tanquam actu et qua tale existens, Mathesis autem solum, qua possibile, et quod in *spatio* (2) actu quidem non existit, at existere tamen posset). Notandum autem hic est nos loqui de clarâ perceptione, non imaginatione ; quamvis enim quam clarissime imaginemur caput leonis adjunctum corpori capræ *et similia*, non tamen inde sequitur ea existere, quoniam non clare percipimus velut (3) nexum illum qui inter illa est ; ut clare video Petrum stantem, sed non ideo clare stare contineri et connexum esse cum Petro. Claris autem perceptionibus si adsueti simus, nihil falsi concipiemus ; an autem illæ claræ sint necne, ex propriâ conscientiâ optime sciemus, et huc con-

(1) Peut-être faut-il ici suppléer *non solum*, qui manque dans le ms.

(2) Faut-il lire *spatio* ? ou peut-être *specifico* ? Le ms. donne seulement *spo* avec un signe particulier sur l'o (est-ce bien un o ?).

(3) Le ms. donne une troisième fois ce signe l., qu'on ne sait comment interpréter. Est-ce bien *velut* ?

ferunt illæ omnes rerum (1) quas auctor PRINCIP. I recensuit, quas novisse plurimum juvat.

p. 68 — [69]. *non possum duos aut plures ejusmodi Deos intelligere...*

[O]. — Sed cur non, cum tamen Dii erunt ?

R. — Imo Dii non essent, cum Deus tale quid dicat quod omnes omnino perfectiones in se comprehendit.

[O]. — Sed hoc verum est de Deo specificative, ut ila dicam, sumto, non vero individualiter, cum unus non excluderet ita alium ; ut una mens habet omnes perfectiones mentis, et tamen non excludit aliam mentem.

[R]. — Sed alia ratio est ; mens enim non dicit omnes omnino perfectiones, ut Deus ; et ideo illæ solum in uno esse possunt. Si enim essent plures, non esset Deus, quia non essent summi, estque contradictio. Non repugnat autem tres esse personas, quia eadem est essentia, suntque unus Deus (2).

p. 169. *nec in ulla re...*

| p. 34, verso.

[O]. — Sed ideæ nostræ pendent a rebus ; si ergo in iis sit contradictio, etiam in rebus erit.

R. — Ideæ pendent quidem a rebus, quatenus eas repræsentant ; sed interim non est in rebus contradictio, sed in solis ideis nostris, quia ideas solas ita conjungimus ut sibi repugnent. Non autem repugnant sibi invicem res, quia omnes existere possunt, et sic una non repugnat alii ; in ideis autem contra fit, quia in iis res diversas et quæ sibi non repugnant seorsim, conjungimus, et ex iis unam efficimus, et sic contradictio oritur.

(1) Ne manque-t-il pas encore un mot ici, comme *dilucidationes* ?

(2) Dans le ms., une seule réponse est indiquée par un R : *imo Dii non essent...* Pourtant les deux phrases qui suivent semblent bien être, la première une réplique de Burmann, et la seconde une nouvelle réponse de Descartes. D'ailleurs cette seconde phrase est séparée de ce qui précède par un petit intervalle en blanc : cette particularité, le sens aidant, nous autorise à distinguer, dans tout ce morceau, comme nous avons fait, deux objections et deux réponses.

[p. 169]. *nec ulla unquam in claris et distinctis esse potest...*

[O]. — Sed cur non in claris quæ sibi invicem repugnant, ut exempli gratiâ idea entis finiti et infiniti, cum simul combinantur ?

R. — Imo etiam si illæ ideæ seorsim claræ sint, non tamen conjunctæ sunt claræ ; et sic obscurissimam habes ideam, quia illam conjunctionem et unitatem non clare, sed obscurissime concipis.

p. 445. *ac proinde...*

[O]. — Sed ex imperfecto illo triangulo effingis perfectum. Verum cur illud imperfectum mihi potius exhibet ideam perfecti trianguli, quam sui ipsius ?

R. — Exhibet utrumque, sed prius seipsum, et tum ex se perfectum, quia illud inde deducis.

Sed hoc esse non potest ; non possem enim concipere imperfectum triangulum, nisi in me esset idea perfecti, quia illud est hujus negatio ; et ideo, viso triangulo, concipio perfectum, ex cujus comparatione deinceps illud quod video imperfectum esse animadverto (1).

MEDIT. VI.

p. 73. *illas existere...*

Scilicet corpus meum, quo in imaginando utor.

p. 74. *quamvis illa ahesset...*

Tunc essem sicut angeli, qui non imaginantur.

(1) *Sed hoc esse* dans le ms. se trouve séparé de ce qui précède par un petit intervalle en blanc. Ce n'est cependant pas, ce semble, une nouvelle objection de Burmann ; car elle est bien conforme à la doctrine de Descartes. Peut-être le R. est-il mal placé, et doit-il être reporté avant *Sed hoc est*, tout ce qui précède n'étant qu'une objection ? Ou mieux encore, si l'on osait ne pas tenir compte de cet R. du ms., la première phrase (*Sed ex imperfecto...*) serait de Burmann, la seconde (*Verum cur illud...*) de Descartes, la troisième (*Exhibet utrumque...*) de Burmann encore, la quatrième (*Sed hoc esse...*) de Descartes. — Le passage en question se trouve dans les *Réponses aux 5^{es} objections*, à l'endroit qui regarde la 5^e Méditation, alinéa 3^e.

[p. 74] *ad illud velut inspiciendum...*

[0]. — Quid illud inspicere est? an intelligere? si ita, cur ergo ab eo distinctum ponitur? si non, ergo mens plus est quam res intelligens seu cogitans, et sic ante corpus habet potentiam inspiciendi corpus; vel an resultat in mente ex unione ejus cum corpore?

R. — P. 81 est specialis quidam modus cogitandi, qui ita | f. 35, recto fit. Quando objecta externa agunt in sensus meos, et in iis pingunt sui ideam seu potius figuram, tum mens, quando ad eas imagines quæ in glandulâ inde pinguntur advertit, sentire dicitur; cum vero illæ imagines in glandulâ non pinguntur ab ipsis rebus externis, sed ab ipsâ mente, quæ, rebus externis absentibus, eas in cerebro effingit et format, tum imaginatio est; adeo ut differentia imaginationis et sensus consistat in eo tantum, quod in hoc imagines pingantur ab objectis externis, iisque præsentibus, in illâ autem a mente sine objectis externis et tanquam clausis fenestris. Hinc jam clare patet, cur possim imaginari triangulum, pentangulum (1), et similia, non autem ita chiliogonum, etc. Cum enim mens facile possit tres lineas formare in cerebro et eas depingere, potest facile illas tum inspicere, et sic imaginari triangulum, pentangulum et similia. Cum autem non ita possit mille lineolas ducere et formare in cerebro, sed confuse solum, hinc etiam non imaginatur distincte chiliogonum, sed solum confuse; et hoc ita procedit, ut difficillime possimus vel septangulum aut octogonum imaginari. Auctor qui satis imaginativus est, et ingenium suum diu in eo exercuit, potest satis distincte ea imaginari; alii vero non ita possunt. Et hinc jam etiam patet quomodo illas lineolas tanquam præsentis intueamur, quomodo singulari animi contentione opus sit ad imaginandum, et corpus ita inspiciendum. Hæc enim ex dictis manifesta sunt.

(1) *Pentangulum* est écrit d'abord, puis barré dans le ms; mais on le retrouve deux lignes plus bas.

p. 80. *et primo quoniam...*

| f. 35, verso.

Non potest quæri an mens sit substantia, an vero modus, aut dici illam utrumque esse posse, quia hæc est contradictio ; et si unum sit, non est aliud. Sed quæri posset, cum sit attributum cogitare et cogitatio, cui substantiæ illud conveniat ? an corporeæ ? an vero incorporeæ et spirituali ? Tum autem responsio clara est : cum enim concipias clare substantiam corpoream | et clare etiam concipias substantiam cogitantem distinctam a substantiâ corporeâ quæque illam negat, ut illa negat substantiam cogitantem, ageres certe contra tuam intellectionem et perquam absurde, si illa duo diceres esse eandem substantiam, quæ tanquam duas substantias, quarum una non solum non involvit alteram, sed etiam negat, clare concipis.

p. 84. *arctissime esse conjunctum et quasi permixtum...*

[O]. — Sed quomodo hoc fieri potest, et quomodo anima affici potest a corpore et vicissim, cum sint diversæ plane naturæ ?

R. — Hoc explicatu difficillimum ; sed sufficit hic experientia, quæ hic adeo clara est, ut negari nullo modo possit, ut illud in passionibus, etc. apparet.

p. 94. *longe melius est...*

[O]. — Sed si ea sit naturalis constitutio sensuum nostrorum, cur Deus hunc defectum non supplevit in animâ, dando illi cognitionem illorum errorum, ut eos caveret ?

R. — Deus corpus nostrum fabricavit ut machinam, et voluit illud agere ut instrumentum universale, quod semper operaretur eodem modo juxta leges suas. Et hinc cum bene est dispositum, dat animæ cognitionem rectam ; cum male, nihilominus tamen juxta leges suas ita afficit animam, ut inde resultare debeat talis cognitio a quâ illa decipiatur ; quam si non suppedicaret corpus, non ageret æqualiter et juxta leges suas universales, essetque in

Deo defectus constantiæ, quo illud non permetteret æqualiter agere, cum æquales agendi modi et leges adsunt.

p. 480 (1). *Nulla cum profunditate spectatur...*

Ut Mathematici superficiem concipiunt, quæ constat ex multis lineis sine profunditate : sic vocamus exempli gratiâ hos asseres planos, cum nullam in iis profunditatem spectamus.

p. 481. *quorum extremitates sunt simul...*

[0]. — Hæc non dicuntur secundum rei veritatem, nam sic una solum est extremitas, quæ utriusque est communis, sed secundum vulgarem dicendi modum, quo in Scholis ea dicuntur contigua, quorum extremitates sunt simul. Si igitur extremitates sint simul, seu, ut nos | dicimus, si sit una extremitas utriusque, an tum | f. 36, recto. sunt contigua aut continua ? Videntur continua, cum nihil amplius ad continuum requiri posse videatur, quam ut duo corpora eandem extremitatem habeant. Si autem sint continua, quomodo erunt contigua ? an ea quibus interjacet aliud corpus ? At ea ne talia quidem sunt.

R. — Quomodo alii ea definiant, mihi perinde est ; ego voco ea continua, cum superficies duorum corporum sibi immediate ita junctæ sunt, ut ambo uno et eodem motu moveantur aut ambo simul quiescant ; quæ autem aliter se habent contigua sunt.

Ad Medit. V, p. 125. *quia sumus assueti* (2)...

[0]. — Sed an recte ? an ergo essentia est ante existentiam, et Deus producendo res nihil produxit nisi existentiam ?

R. — Recte nos illa duo cogitatione nostrâ separamus, quia concipere possumus [*essentiam*] (3) sine actuali existentia, ut rosam

(1) Le ms. donne p. 488 ; mais la citation se trouve p. 480 de la petite édit. in-12 des *Principia* (Elzevier, 1642).

(2) Le ms. donne p. 123 ; mais la citation se trouve p. 125.

(3) *Essentiam* manque dans le ms., mais doit être suppléé, ce semble.

in hieme ; sed tamen reipsâ separari non possunt, ut solent distinguui, quia essentia ante existentiam non fuit, cum existentia nihil sit aliud quam essentia existens, ut proinde unum altero non prius, nec ab eo diversum aut distinctum.

Observandum, non adeo incumbendum esse meditationibus, nec rebus metaphysicis, nec eas commentariis *et similibus* elaborandas, multo minus altius repetendas quam author fecit, ut quidam id tentant, nam ipse satis alte eas exorsus est. Sed sufficere semel in genere hæc novisse, et tum recordari conclusionem ; alias nimis abstrahunt mentem a rebus physicis et sensibilibus, et faciunt eam ineptam ad illas considerandas, quod tamen maxime optandum ut homines facerent, quia inde utilitas ad vitam redundaret : ipse autem satis est persecutus res metaphysicas in MEDITATIONIBUS contra Scepticos, etc., et adstruxit earum certitudinem, sic ut id omnes tentare et aggredi non debeant, aut meditando diu se vexare in eis rebus opus habent (1) ; sed sufficit nosse primum PRINCIPIORUM librum, in quo continentur ea quæ ex Metaphysicis ad Physica, etc. scitu sunt necessaria.

f. 36, verso. In Resp. ad Rog. p. 42. dicit author a sensis nullas rerum ideas prout eas cogitatione formamus exhiberi, sed omnes innatas esse. Sed an ergo mysterium Trinitatis, etc. sunt innata ?

R. — Non dicit sibi omnes ideas esse innatas, sed quasdam etiam esse adventitias, ut quid sit urbs Lugdunensis, Alcmaria, etc. 2° Etiam si illa idea tam expresse, ut nobis Trinitatem repræsentat, innata non sit, ejus tamen elementa et rudimenta nobis innata sunt, ut habemus ideam Dei, numeri ternarii, *et similia*, innatam, ex quibus facile, accedente ex Scripturâ revelatione, plenam mysterii Trinitatis ideam formamus, et illud sic formatum concipimus.

(1) Ainsi dans le ms. ; ne faudrait-il pas lire *habeant*, au subjonctif comme *debeant*, et suppléer *non* devant *habeant*, comme il y a aussi *non debeant*.

PRINCIPIA PHILOSOPHIÆ

LIB. I

ART. 23. — *ita ut per unicam...*

Quomodo id fiat, concipere non possumus ; sed id solum intelligimus. Quod autem aliter concipiamus, inde oritur, quia Deum tanquam hominem consideramus, qui per multas et diversas actiones, ut nos, omnia effecit. Sed si bene advertamus ad naturam Dei, videbimus nos eum aliter intelligere non posse, quam ut per unicam actionem omnia efficiat.

[O]. — Videtur autem id esse non posse, cum aliqua Dei decreta possimus concipere tanquam non facta et mutabilia, quæ ergo unicâ Dei actione ipse Deus non sint, cum ab eo separari non possint aut saltem potuerint, ut exempli gratiâ decretum de creando mundo *et similia*, ad quod plane indifferens fuit (1).

R. — Quicquid in Deo est, non est realiter diversum a Deo ipso, imo est ipse Deus. Quantum autem ad ipsa Dei decreta quæ jam facta sunt attinet, in iis Deus est plane immutabilis, nec metaphysice id aliter concipi potest. Quantum autem ad ethicam et religionem attinet, in eâ invaluit illa opinio Deum esse mutabilem, propter preces hominum ; nemo enim Deum precatus esset, si sciret, aut sibi persuaderet eum esse immutabilem. Ut autem illa diffi -| cultas tollatur, et Dei immutabilitas cum hominum precibus reconcilietur, dicendum est Deum esse quidem plane immutabilem, et ab æterno decrevisse hoc quod peto se mihi daturum, aut

| f. 37, recto.

(1) Le ms. ne donne aucune indication avant le R. de *Quicquid in Deo est...*, qui vient ensuite. Tout ce qui précède n'est-il qu'une objection de Burmann, ou ne doit-on pas plutôt y distinguer, comme nous avons fait, deux parties : d'abord une explication de Descartes qui finirait aux mots *omni- efficiat* ; puis une objection de Burmann qui commencerait à *videtur autem id esse .. ?* Ce qui le ferait croire, c'est, outre le sens, un petit intervalle en blanc qui sépare *videtur autem id esse...* des mots qui précèdent.

non daturum, sed tamen ita decrevisse, ut simul decreverit hoc mihi dare per meas preces, et me simul precante et bene vivente, adeo ut mihi precandum et bene vivendum sit, si quid a Deo obtinere velim. Et ita quidem id ethice se habet, in quo auctor examinans rei veritatem vidit se convenire cum Gomaristis, et non cum Arminianis, nec etiam cum Jesuitis inter suos (1). Metaphysice autem id aliter intelligi non potest, quam Deum esse plane immutabilem. Nec refert illa decreta a Deo separari potuisse ; hoc enim vix dici debet ; quamvis enim Deus ad omnia indifferens sit (2), necessario tamen ita decrevit, quia necessario opti-

(1) Arminiens et Gomaristes, ainsi appelés du nom de deux théologiens des Pays-Bas, Arminius (1560-1609) et Gomar (1563-1641), étaient les deux partis à la fois politiques et religieux qui se partageaient la Hollande. Politiquement les Gomaristes étaient partisans du prince d'Orange, et lors du premier séjour de Descartes dans les Provinces Unies, ils avaient triomphé au synode de Dordrecht (13 nov 1618 au 9 mai 1619), et fait décapiter le chef des Arminiens, Barneveldt (13 mai 1619). Les Arminiens, partisans de la liberté en politique, l'étaient aussi en philosophie et en théologie, tandis que les Gomaristes soutenaient l'immutabilité des décrets divins, et, partant, la doctrine de la prédestination. Descartes s'était déjà expliqué sur ce point, et presque dans les mêmes termes, avec la princesse Elisabeth, lettre d'oct. 1646 : « Je ne croy pas aussi que par cete providence particuliere de Dieu, que vostre Altesse dit estre le fondement de la theologie, vous entendiez quelque changement qui arriue en ses decrets a l'occasion des actions qui depen lent de nostre libre arbitre : car la theologie n'admet point ce changement. Et lors qu'elle nous oblige a prier Dieu, ce n'est pas afin que nous luy enseignions de quoy c'est que nous auons besoin, ny afin que nous taschions d'impetrer de luy qu'il change quelque chose en l'ordre establi de toute eternité par sa providence, l'un et l'autre seroit blasmable ; mais c'est seulement afin que nous obtenions ce qu'il a voulu de toute eternité estre obtenu par nos prieres. Et ie croy que tous les theologiens sont d'accord en cecy, mesme ceux qu'on nomme icy Arminiens, qui semblent estre ceux qui deferent le plus au libre arbitre » (Lettres, édit. Clers., I, 34-35). Ainsi Descartes, lorsqu'il considère Dieu, pense plutôt comme les Gomaristes ; mais, d'autre part, lorsqu'il considère l'homme et la liberté humaine, il se rapproche des Arminiens, et ses adversaires de Leyde, les théologiens Ravius et Triglandius, devaient en profiter pour l'accuser, bien qu'il s'en défendit avec force, de donner dans le Pélagianisme (Baillet, *Vie de M. Descartes*, 1691, II, 313, 318, 312-3-4). — Notons que sur cette question de la liberté humaine, au moins considérée par rapport à la prédestination divine, Descartes avoue ici qu'il se sépare des jésuites (en conséquence, il se rapprocherait des jansénistes).

(2) Le ms. donne *fuit*, pour *fuert*, sans doute, ou plutôt pour *sit*, que le copiste aura mal lu (*s* étant écrit à l'ancienne mode, comme un *f* non barré).

mum voluit, quamvis suâ voluntate id optimum fecerit; non deberet hic sejungi necessitas et indifferentia in Dei decretis, et quamvis maxime indifferenter egerit, simul tamen maxime necessario egit. Tum etiamsi concipiamus illa decreta a Deo separari potuisse, non tamen tantum concipimus in signo et momento rationis, quod mentalem quidem distinctionem decretorum Dei ab ipso Deo infert, sed non realem, adeo ut reipsâ illa decreta a Deo separari non potuerint, nec eo posteriora aut ab eo distincta sint, nec Deus sine illis esse potuerit, adeo ut satis tamen pateat, quomodo Deus unicâ actione omnia efficiat. Sed hæc nostris ratiociniis noscenda non sunt, et nunquam tantum nobis indulgere aut permittere debemus, ut Dei naturam et operationes nostræ rationi subjiciamus.

Art. 26. *indefinitum...*

[O]. — Distinctio illa ab auctore primùm est inventa. Sed dicet aliquis: quomodo se habet mundus? annon habet certos limites? an potest quicquam existere actu et singulariter, quod non habeat determinatam naturam et limites? et sic etiam de numero, quante, etc.

R. — Quod ad nos attinet, nos non possumus unquam in illis terminum aliquem invenire, | et sic nostri respectu sunt indefinita, quin etiam forsitan infinita, nam indefinitum semper et semper multiplicatum, ut hic fit, est ipsum infinitum. Et sic forsitan dicere possumus mundum esse infinitum; sic etiam de numero, etc. Sed quantum ad Deum attinet, forsitan ille concipit et intelligit certos limites in mundo, numero, quanto, et intelligit majus quid quam mundus, numerus, etc.; et sic hæc illi erunt finita. Ibi quod attinet, videmus earum rerum naturam nostras vires superare, et nos qua finiti sumus, illa comprehendere non posse, et sic nostri respectu indefinita aut infinita sunt. | f. 37, verso.

ART. 48. *Tanquam etiam æternas veritates...*

[0]. — Sed ubi manent contingentes, ut canis currit, etc.

R. — Per æternas veritates hic intelligit auctor eas, quæ communes notiones vocantur, ut impossibile (1) *et similia*. Quantum ad veritates contingentes, eæ pertinent ad res existentes quas involvunt, ut ab illis etiam involvuntur.

LIBER II.

Art. 1. *clare videre nobis videmur...*

[0]. — Sed cur videmur, dubitationis signum?

R. — Hoc ideo positum, quia quisquam forsitan negare posset nos illud videre. Sed tamen hoc ipsum videri sufficit ad demonstrationem hanc; cum enim sit opus mentis et conscientiæ, illud videre ultimo debet resolvi in nostrum videri, et illud videri re ipsa res materiales a quibus idæ illæ proveniant exigit.

Art. 26. *aquæ ab eo sublevatæ gravitas et ejusdem lentor* (2)...

Hoc semper videmus, cum navis aliqua navigat, ab ejus lateribus aquam sublevari et altius quam reliqua supra sese congregari; quæ ita congregata, quia gravis est, manet, et ita posset navem sistere, nisi pellatur. Quid lentor sit, satis nolum est.

Art. 32. *sæpe sit valde contorta...*

Est scilicet valde contorta, quia continuo movetur per multos circulos, cum rota movetur circa axem, eosque non | f. 38, recto. | simplices et perfectos, sed progredientes continuo et sic compositos et contortos: et hinc jam intelligi possunt reliqua illa sub finem.

(1) C'est le premier mot de l'axiome *impossibile est idem esse et non esse*.

(2) Ces mots se trouvent dans l'imprimé à la fin de l'art. 26, et non pas, comme l'indique le ms., art. 27.

Art. 46, *prima...*

Illas leges, quia de earum obscuritate multi querebantur, dilucidavit et explicavit auctor paululum in Principiis Gallicis (1).

LIB. III.

Art. 2. *propter nos solos...*

Et nihilominus hæc est usitata consuetudo hominum, qui ipsi putant se Deo carissimos esse, et ideo propter se omnia facta esse, suam habitationem, terram, omnia antecedere, omnia in illâ esse et propter illam facta esse. Sed quid nos scimus, quod Deus extra

(1) Ce sont les règles du mouvement, au nombre de sept. Il suffit, en effet, de comparer le texte latin des art. 46 à 54, livre II des *Principia Philosophia*, et les passages correspondants des *Principes* en français, pour voir qu'ici la traduction est accompagnée d'une explication et d'un éclaircissement. Ces quelques mots de Burmann confirment ce que faisaient déjà conjecturer deux lettres de Descartes, à savoir qu'éclaircissement et explication ne sont pas du traducteur, l'abbé Picot, mais bien de Descartes lui-même. Le 17 février 1645, il écrivait à Clerselier : « Il faut pourtant icy que ie vous aune que ces regles ne sont pas sans difficulté, et ie tascherois de les esclaireir dauantage si i'en estois maintenant capable... » (Lettres, édit. Clers., I, 533). Et le 20 avril 1646, au Père Merseune : « Si vous voyez Monsieur Picot, ie vous prie de luy dire que j'ay receu ses lettres, mais que ie ne puis encore luy enuoyer la suite de sa version pour ce que ie n'ay encore sceu trouver un quart d'heure en tout vn an qu'il y a que i'en suis a cet article, pour esclaireir mes lois du mouuement, » (Ib., III, 522). — Ce n'est pas là d'ailleurs le seul passage de la traduction française des *Principes*, qui soit de Descartes lui-même. Dans la *Revue philosophique* de sept. 1890, M. Victor Egger publiait la note suivante, trouvée en marge d'un exemplaire des *Principes* (p. 139, édit. de 1659), au début de l'art. 41 de la III^e partie : « La version est depuis ici de M. Des. M. Clerselier a le reste de ce livre en manuscrit de M. Descartes mesme. Il me la monsté. » Le hasard d'une vente a fait tomber entre nos mains un autre exemplaire des *Principes* en français (Paris, Pierre Deshayes, M. DC. XLVII), couvert aussi d'annotations à la main, dont un bon nombre sont de l'abbé Legrand, à qui Clerselier légua les papiers de Descartes (une lettre autographe de Legrand lui-même a permis d'établir l'identité de l'écriture). Or une note placée justement en face de l'art. 41 de la III^e partie, p. 152, est ainsi conçue : « La version est depuis icy de M. D. (ces quelques mots sont peut-être de la main de Baillet ; mais tout le reste est de Legrand) ce que nous iugeons ainsy a cause de l'original que nous en auons entre les mains écrit de sa propre main de M. Descartes (ces trois derniers mots sont barrés comme inutiles, en effet). Et il n'est pas croyable, que, si cette version n'étoit pas de luy, il se fut donné la peine de la transcrire luy qui d'ailleurs étoit si accablé d'affaires. »

hanc terram in stellis, etc., non produxerit? Quid scimus annon alias creaturas specie distinctas, alias vitas, et, ut ita dicam, homines, aut saltem homini analogos in iis posuerit? Forsan in illis possunt vivere animæ separatæ aut aliæ creaturæ, quarum natura nos fugit : et quid scimus annon Deus infinitas creaturarum species produxerit, et ita potentiam suam quasi effuderit in rerum creatione? Nos certe hæc omnia plane latent, quia nos Dei fines latent, ideoque non debemus de nobis tam magnifice sentire, quasi omnia apud nos et propter nos essent, cum forsan infinitæ aliæ creaturæ nobis longe meliores alibi existant.

Art. 45. *creatus cum omni sua perfectione...*

Mundi creationem satis ex suâ philosophiâ, prout illa in Genesi (quem librum ut et Canticum et Apocalypsin, si quis auctori explicet, magnus ipsi erit Apollo) describitur, auctor explicare posset, et jam olim aliquando id facere aggressus fuit (1), sed

(1) Nouveau témoignage sur un fait curieux que l'on connoissait déjà par Baillet (*Vie de M. Descartes*, 1691, II, 511 et 544). Baillet cite son auteur : Cordemoy, dans une lettre du 5 nov. 1667 à un jésuite, le P. Cossart, imprimée en 1668, Baillet rappelle, en outre, qu'un hollandais, Amerpoel, en avait parlé dans un livret intitulé : *Cartesius Mosaitans*, ainsi que Morhof, Polyhist. (1688), I. I, c. 24, p. 297. Descartes, dit Baillet, avait eu le dessein de faire examiner par la Sorbonne et de publier « une explication qu'il avoit faite du premier chapitre de la Genèse. Car en décrivant la naissance du monde, selon les principes de sa Physique, il s'étoit souvenu de relire ce premier chapitre concernant la création. Et il avoit trouvé, comme par miracle, qu'il pouvoit s'expliquer entièrement suivant ses imaginations, beaucoup mieux, ce luy sembloit, qu'en toutes les façons dont les interprètes l'expliquent. C'est ce qu'il n'avoit osé espérer jusques-là ». Et il rappelle encore ailleurs que « M. Descartes avoit fait, dit-il, un commentaire sur le premier chapitre de la Genèse, pour faire voir la conformité de ses Principes avec ceux de Moïse ». Ainsi parle Baillet, et il exagère un peu, par un soin scrupuleux de sauvegarder l'orthodoxie du philosophe. Ce zélé biographe fut accusé par ses contemporains d'avoir un peu trop fait de Descartes « un bon dévot? » Le texte de Burmann remet les choses au point, et confirme à merveille un autre témoignage sur le même sujet, relevé par Foucher de Careil dans la *Vie de Labadie* (1670) et qu'il a publié p. 150-152 de son livre, *Descartes et la princesse Elisabeth*, 1879. « M. Descartes vint voir M^{lle} de Schurmann chez elle à Utrecht, et comme il se passa quelque chose de particulier en leur conversation, dont M^{lle} de Schurmann a voulu laisser quelque mémoire, je crois que je serai bien de le rapporter icy fidèlement. Il la trouva livrée à son

studia reliquit et destitit, *quia* id Theologis relinquere volebat, ideoque ipse explicare nolebat. Quantum autem ad Genesin attinet, forsan illa creationis narratio, quæ ibi habetur, est metaphorica, ideoque Theologis relinquenda; nec tum sumi debet creatio tanquam | sex diebus distincta, sed tantum hoc ob nostrum concipiendi modum ita distingui dies (1) debet, quemadmodum Augustinus per cogitationes Angelicas illa distinxit. Cur enim dicitur tenebras præcessisse lucem? Quod autem ad aquas diluvii attinet, eæ supernaturales et miraculosæ procul dubio fuere; quod etiam de cataractis abyssi dicitur, metaphoricum est, quæ metaphora nos latet. Quidam eas ex cælo deducunt, in quo aquas locatas fuisse ex creatione probant, quia Deus dicitur aquas הַשָּׁמַיִם locasse (2). Sed הַשָּׁמַיִם apud Hæbræos usitatissime etiam aerem denotat, idque (ni fallor) ex nostris præjudiciis,

étude favorite qui étoit celle de l'Écriture-Sainte, d'après le texte original en hébreu. Descartes fut étonné qu'une personne de ce mérite donnât tant de temps à une chose de si peu d'importance : ce furent les termes mêmes dont il se servit. Comme cette demoiselle cherchoit à lui démontrer l'importance capitale de cette étude pour la connaissance de la parole divine, Descartes lui répondit que lui aussi avoit eu cette pensée et que dans ce dessein il avoit appris cette langue qu'on appelle sainte, qu'il avoit même commencé à lire dans le texte hébreu le 1^{er} chap. de la Genèse qui traite de la création du monde, mais que quelque eût été la profondeur de ses méditations, il avoit eu beau réfléchir, *il n'y avoit rien trouvé de clair et de distinct, rien qu'on pût comprendre clairement et distinctement. Alors s'étant aperçu qu'il ne pouvoit point entendre ce que Moïse avoit voulu dire et même qu'au lieu de lui apporter de nouvelles lumières, tout ce qu'il disoit (ou lisoit) ne servoit qu'à l'embrouiller davantage*, il avoit dû renoncer à cette étude. Cette réponse surprit extraordinairement M^{lle} de Schirmann; elle la blessa profondément, et elle en conçut une telle antipathie contre le philosophe, qu'elle évita depuis ce jour de jamais se trouver en relation avec lui. Dans le journal où elle fait mention de cet événement, elle avoit mis à la marge sous cet titre : *Bienfaits du Seigneur*, les paroles suivantes : Dieu a éloigné mon cœur de l'homme profane, et il s'est servi de lui comme d'un aiguillon pour ranimer en moi la piété. »

(1) Peut-être faut-il suppléer *in* avant *dies*, dont la lecture d'ailleurs est incertaine.

(2) Ces mots hébreux (*haschomaïme* = הַשָּׁמַיִם) = (*et ho oretz* הָאָרֶץ)

sont pris l'un et l'autre de la Genèse, I, 1. Mais Burmann (ou Descartes) leur donne ici un sens abusif, un peu trop, ce semble, pour les besoins de la cause. Le premier mot, dont la lecture ne laisse aucun doute, signifie seulement *le ciel* et non point *l'air*, si non, tout au plus, lorsqu'on dit : les oiseaux volent

quibus illum pro cœlo habemus. Igitur aquæ supra aerem collocatæ sunt nubes. Habent et aliam vocem, quâ aerem denotant, scilicet הָאֵרִץ.

Art. 46. *motusque habent aliquo modo circulares...*

[0]. — Sed ubi hoc suppositum aut probatum ?

R. — Lib. 2 ubi author docuit omnem motum esse quodammodo circularem.

[Art. 46] *magnitudine mediocres...*

Vocat mediocres in ordine ad primum elementum, quamvis sint adeo exiles, ut sensus nostros ex centesima parte aut ulterius effugiant; et vocat medios, quia inter primum et tertium elementum mediæ sunt.

[Art. 46] *circa alia quædam puncta...*

[0]. — Sed hæc hypothesis composita paulo videtur satis simplex, REGIUSQUE illam videtur ex motu deducere (1).

R. — Est certe satis simplex, quin et simplicissima, si attendamus ad infinita illa, quæ ex illâ deducuntur : quid enim simplicius fingi potest quam corpus fluidum, qualis est omnis materia

au ciel, ou en l'air. Le second, dont la lecture offre quelque difficulté à cause, semble-t-il, d'une transposition de lettres, ne signifie que *la terre* et non pas *l'air*. La terre est sèche et aride, sans doute, par l'effet de l'air; mais ce n'est pas une raison de l'identifier avec l'air, pas plus que tout à l'heure l'air avec le ciel. Ces interprétations de textes sacrés par les philosophes et même par les théologiens sont toujours un peu, comme dira plus tard Pascal, « tirées par les cheveux » (Note due à l'obligeance de M. le rabbin Gerson, de Dijon).

(1) Regius, ou Henry de Roy, avait publié, fin de sept. 1646, les *Fundamenta Physices*. Descartes s'en plaint amèrement dans plusieurs lettres à Mersenne du 5 oct. et du 23 nov. 1646, à Elisabeth, en février ou mars 1647, à un inconnu (*Lettres*, Clers., II, 160), enfin dans la préface de la traduction française de ses *Principes*, cette même année 1647; et toutes ses plaintes se résument dans le double reproche qu'on retrouve ci-après : Regius ne se montre que trop fidèle à la physique de Descartes, mais à sa métaphysique, trop peu.

hæc, moveri diversis vorticibus, cum ea sit corporis fluidi natura, ut per [vortices] (1) et in vorticibus moveatur. REGIUM autem quod attinet, ejus demonstratio nulla est; et quod mirum, in physicis ille semper auctoris opiniones, etiam ubi eas nesciebat, sequi et conjicere studuit, in metaphysicis autem auctori quantum potuit | et ejus opiniones novit, contradixit. Auctoris autem hypothesis hæc valde est simplex, si ad ea quæ inde deduxit attendamus, quæ certe infinita fere sunt, et illam satis illa connexio et deductio probat. Nam ex eâ author postea se vel omnia deducere, posse animadvertit, et coram Deo jurare vult, cum has hypotheses poneret, se de reliquis, ut igne, magnete, etc., non cogitasse quæ tamen postea ex iis pulcherrime explicari posse vidit. Quin etiam in ipso ANIMALIS TRACTATU (2), in quo hoc hieme laboravit, id animadvertit : cum enim solum animalis functiones explicare vellet, vidit se id facere vix posse sine eo quod animalis conformationem ab ovo explicare necesse haberet, quam ex suis principiis ita sequi advertit, ut rationem cur oculus, nasus, cerebrum, etc. essent, dare posset; et plane perspexit naturam rerum ex suis principiis ita constitutam esse, ut aliter non posset. Quæ omnia

| f. 39, recto.

(1) Le ms. donne seulement : *ut p. et in vorticibus*. Mais le *p* est barré, ce qui est l'abréviation de *per* ; ne faut-il pas alors suppléer *vortices*, qui manque ?

(2) C'est le même traité dont Descartes parle dans une lettre à Elisabeth, fin de janvier 1648 (peut-être le 31 janv. ?) : « *J'ay maintenant un autre écrit entre les mains... c'est la description des fonctions de l'animal, et de l'homme ; car ce que j'en avois brouillé il y a douze ou treize ans, qui a esté vu par vostre Altesse, estant venu entre les mains de plusieurs qui l'ont mal transcrit, s'uy crû estre obligé de le mettre plus au net, c'est-à-dire, de le refaire. Et mesme ie me suis avanturé (mais depuis huit ou dix iours seulement) d'y vouloir expliquer la façon dont se forme l'animal des le commencement de son origine ; ie dis l'animal en general, car pour l'homme en particulier ie ne l'oserois entreprendre, seule d'avoir assez d'expériences pour cet effet. Au reste ie considere ce qui me reste de cet hyuer comme le tems le plus tranquille que j'auray peut estre de ma vie ; ce qui est cause que j'aime mieux l'employer a cete estude qu'a vne autre qui ne requert pas tant d'attention.* » (Lettres, édit. Clers., I, 78-9). Ce traité de l'animal serait donc le même que la description de l'animal, ou de la formation du fœtus, publiée après la mort de Descartes, à Leyde, par Schuyt, en 1662 (traduction latine de *Homine*) et à Paris par Clerselier, en 1664 (texte français).

quia persequi tam fuisse nolebat, ideo illum tractatum scribere superpersedit. Fatetur autem se illas cogitationes paucas quas de mundo habuit summâ cum voluptate reminisci, maximeque æstimare, nec cum ullis aliis alterius materiæ commutare velle.

Art. 50. *quia quo minima* (1)...

Hoc mathematicum est. Debet autem intelligi de corporibus eandem figuram habentibus, ut si ambo sint spherica, *et similia*; alias enim comparatio non valet. Vid. p. 160.

[Art. 50]. *dividuntur vero secundum molem*...

Non debet excludi superficies, cum moles absque eâ non sit, ut nec illa absque mole; sed hic solum ratio formalis uniuscujusque assignatur.

Art. 53. *pro tertio*...

Tertium hoc auctor pro cœlo empyreo habet, statuitque respectu secundi, multo magis nostri, esse immensum. Quod autem nos nostrum cœlum et nostram terram tam magna concipiamus et omnia continentem, | orlum est ex præjudiciis : spectamus enim eam ut omnium finem, et non cogitamus æque illum (2) esse planetam, quique similiter moveatur ac Mars, Saturnus, etc., quæ corpora tanti non facimus. Ante autem mundi hujus et spatii creationem nihil erat, nec spatium erat necquicquam, et tamen Deus immensus et omnipræsens, æque ac jam est, erat; erat enim in sese; postquam autem creaturam creavit, non potuit non ei præsens esse.

(1) Texte imprimé : *quia quo minora*... — La p. 160, à laquelle on renvoie, contient la fin de l'art. 122 et le commencement de l'art. 123 de la III^e partie des *Principes*.

(2) On attendrait plutôt ici *illam*, et deux mots plus loin *quæque*, se rapportant à *terram*; mais le ms. semble bien donner le masculin, *illum* et *quique*, sans doute par attraction avec *planetam* qui est du masculin en latin.

Art. 63. *sed tantummodo in pressione...*

Ea potest fieri absque motu. Ut si nos instrumentum aliquod ferreum, aut ferrum lignumve, ita ab utrâque parte premamus nostris manibus, ut nullus tamen producat^r motus, quia scilicet ab utrâque parte æqualiter premitur, et æqualis est resistentia. Sic et hic contingit. Materia secundi elementi premitur ad oculum nostrum ; quia autem in illo est resistentia, premit ille vicissim materiam illam ; et sic utrinque premitur, sine tamen motu ullo. Quamvis homines jam naturam luminis ita explicatam acceptare nolint, videbunt tamen satis post 150 annos (1) eam bonam et veram esse.

Art. 66.

Figura hæc intelligi vix potest sine ope 8 aut circiter globulorum, quibus motus ille demonstretur (2) ; et quamvis auctor ingenium suum imaginationi adeo adsuefecisset, vix tamen ea sine globulis concipere poterat. Multo igitur difficilior alii, quia hæc a mathesi et mechanicâ pendent, et melius oculari demonstratione quam verbali explicatione demonstrari queunt.

Art. 68. *non esse inter se æquales...*

[0]. — Sed forsân sunt æquales ; videntur autem inæquales, quia inæqualiter a se invicem distant.

R. — Imo eo ipso sunt inæquales magnitudine ; inæqualis enim distantia stellarum pendet ab inæqualitate vorticum ipsas ambientium, quæ ideo magnitudine inæquales sunt.

(1) Faut-il lire 150 ? (auquel cas Descartes assignerait une date assez éloignée au triomphe de sa doctriue). Ce nombre cependant s'impose à la lecture, comme tout à fait semblable à celui qu'on trouve un peu plus loin : art. 150 de la III^e partie des *Principes* (f. 40, recto, l. 19).

(2) *Demonstratur* écrit d'abord ; puis a est barré, et un e est récrit par dessus.

Art. 83. *angustius e regione centri...*

l. f. 40, *recto*.

Ut in figura p. 78 patet (1) | materiam inter S et F centrum vicini vorticis contentam, arctari angustiori spatio, quam illam quæ continetur inter S et E et F, quia scilicet ab S et F arctatur et compingitur, quæ sibi mutuo adjacent, ab S et E et F autem non ita compingitur, quia spatium ibi est liberum, et nihil est quod eam constringat aut compingat.

Art. 144. *ut enim videmus turbinem...*

Comparatio hæc satis clara est. Ut enim turbo ille semper perseveraret in suo motu nisi ab aere ambiente impediretur, et quia parvus est, ideo etiam solum per exiguum tempus scilicet aliquot minuta resistit: sic illæ stellæ semper perseverarent in suo motu, nisi a corporibus vicinis impedirentur. Quia autem sunt corpora valde magna, ideo facilius aeri ambienti aut aliis corporibus resistunt, idque per aliquot annorum millia: quo enim corpus est majus, eo facilius motum continuat, et aliis corporibus resistit; ut testatur auctor se vidisse turbinem pueri cujusdam majorem, qui per horæ quadrantem fere movebatur, idque ideo quia magnus erat. Sic etiam stellæ. Turbinem autem aeri resistere patet inde, quod si propius te ei admoveas, animadvertis ventum, qui ab illâ turbinis resistentiâ et motu aeris quem ei imprimit, producit.

Art. 150. *ipsamque impellit...*

Interne scilicet quatenus eam per partes movet, eodem modo ut videmus ventum vesicam impellere et movere ejus partes, cum semel illi immittitur.

Art. 50. *plus habent superficiei...*

Hoc patet in divisione cubi. Si enim exempli gratiâ sumamus

(1) P. 78 de l'édit. Elzevier, 1644; renvoi à la figure de l'art. 23.

cubum, qui constat superficiebus sex, et dividamus illum in 4 partes, habebimus superficies multo plures multo plures sc. longe plus multiplicatur ab omni parte (1).

LIB. IV

Art. 23. *talis propensio non sit tanta...*

[0]. — Sed quo solidius, eo majori | vi recedit a centro, ut in | f. 40, verso.
lapide constat etiam fundæ, qui celerius movetur quam lignum :
sed corpora terrestria simul solidiora, ergo...

R. — Retorqueo. [1°] Corpora enim terrestria non sunt solidiora globulis cœlestibus, cum hi sint solidiores corporibus terrestribus, aut ad minimum æque solidi, et sic celerius illis moventur. 2° Hi globuli moventur longe celerius quam ipsa corpora terrestria; sunt enim minora, et ipsa terra est magnum corpus multis cavitatibus porisque constans, quod ideo facile motum perdit aliique corpori communicat, sic ut tam celeriter moveri non possit quam hi globuli, et sic hi globuli terrestribus corporibus celerius moti ea detrudunt et gravia faciunt.

Art. 27. *in æquipondio consistere...*

Ita consistit universum totum in æquipondio. Sed hoc difficilimum conceptu est, quia mathematicum et mechanicum est; nos autem machinas non satis assueti sumus considerare, et hinc omnis fere error in philosophiâ exorsus est. Licet tamen illam conspirationem videre in vento vel aere vesicæ immisso, qui similiter conspirat ad vesicam inflandam motusque in eâ producidos, et tanquam in æquipondio consistit, etiamsi diversis motibus ejus partes agitentur.

(1) Le ms. est ainsi, sans ponctuation. Sans doute il faut mettre un point entre les deux *multo plures* et lire *si* au lieu de *sc.* (pour *scilicet*), ce qui donne : *Multo plures (habebimus superficies), si longe plus multiplicatur ab omni parte.*

Art. 33. *in tria præcipua genera.*

[O]. — Sed unde constant hæc tria genera nobis?

R. — Per ratiocinationem et deinceps etiam per experientiam, quæ rationem confirmat; videmus enim omnia terrestria corpora ex illis figuris constare: aqua enim constat oblongis, oleum ramosis, etc.

Art. 125. *supra aliud oblique ducitur...*

[O]. — Sed et tum secundum lineam rectam sibi invicem occurrunt, quamvis solum quoad aliam partem; et quæ est ratio, quomodo duo corpora juxta se quiescentia tam firmiter sibi adhæreant, cum utrumque facile moveri et sic separari possit?

R. — Cum ducuntur et moventur secundum lineas rectas, | f. 41, recto. non impelluntur globuli | secundi elementi inter illa intercepti; cum ergo oblique moventur et hinc inde (scilicet Σ , sic enim primo movetur vitrum celerrime hinc inde, cum calet, deinde remissius cum frigere incipit, et denique quiescit cum friget), possunt expellere illos globulos et sic sibi invicem jungi, et ita unum corpus continuum efficere; quid autem corpus continuum et immobile efficiat præter quietem concipi non potest.

[O]. — Sed possem facile meâ manu tam parvas partes movere, quas jam video adeo immobiles esse.

R. — Si hoc posses motusque tuæ manus earum quietem superaret, non essent immobiles. Sed quomodo hoc fieri non possit, quomodoque pars tuæ manus eas corporis duri partes contingens eis mollior sit, et proinde eas movere non possit, satis in secundo libro ostensum est. Ex hisce autem principiis natura vitri, quæ alias tam difficilis est, facillima fit.

EX DISSERTATIONE DE METHODO

p. 1. *abundare se putat...*

[O]. — Sed multi homines obtusi ingenium exoptant sæpe minus et præstantius?

R. — Fateor, multi sunt, qui agnoscunt se deficere ab aliis ingenio, memoriâ, etc. Sed tamen unusquisque putat ita se excellere judicio, sententiam ferendi aptitudine, ut omnibus aliis in eâ re æqualis sit. Nam omnibus arrident suæ sententiæ, et quot capita tot sensus. Et hoc per bonam mentem hic intelligit auctor.

p. 15. *ad logicam...*

Ea potius est Dialectica, cum doceat nos de omnibus rebus disserere, quam Logica, quæ de omnibus rebus demonstrationes dat. Et sic bonam mentem magis evertit quam adstruit; nam dum nos divertit et digredi facit in hos locos communes et capita, quæ rei externa sunt, divertit nos ab ipsâ rei naturâ. In eâ autem valde exercitatus | est Dn. Voetius, qui [nihil] (1) in libris suis habet, | f. 41, verso. nisi quod ferat sententias, seu constituat decreta, asserendo hoc ita et ita est, et quod multa testimonia conglomeret.

p. 17. *eodem pacto se mutuo sequi...*

[O]. — Sed an etiâ in Theologiâ omnia ita se sequuntur et connexa sunt?

R. — Imo procul dubio, sed nos earum veritatum nexum ita consequi et intelligere non possumus, quia a revelatione dependet. Et certe Theologia nostris ratiociniis, quæ in Mathesi et aliis veritatibus adhibemus, subjicienda non est, cum nos eam capere non possimus; et quanto eam servamus simpliciore, eo meliorem habemus. Et si sciret auctor aliquem ex suâ Philosophiâ ratiocinia deducturum in Theologiâ, et in eum modum suâ Philosophiâ abusurum, eum operæ suæ pœniteret. Possumus quidem et debemus demonstrare Theologicas veritates non repugnare Philosophicis; sed non debemus eas ullo modo examinare.

(1) *Nihil* ne se trouve pas dans le ms. N'est-il pas exigé cependant par le sens de la phrase? — Ce n'est pas ici le lieu de raconter toute l'histoire des démêlés de Descartes et de Voet.

Et per hoc monachi occasionem dederunt omnibus sectis et hæresibus, per suam Theologiam Scholasticam, scilicet quæ ante omnia exterminanda esset. Et quorsum opus tanto molimine, cum videamus idiotas ac rusticos æque cœlo potiri posse ac nos; et hoc certe nos monere deberet, longe satius esse tam simplicem habere Theologiam ac illi, quam eam multis controversiis vexare, et ita corrumpere, et occasionem dare jurgiis, rixis, bellis, *et similibus*, et præcipue cum hinc adsueverint Theologi adversæ partis suæ Theologis omnia affingere et calumniari, ut calumniandi artem plane sibi familiarem reddiderint, et vix aliter quam calumniari, etiam inadvertentes, possint.

[p. 17]. *assuefacerem ingenium meum veritati agnoscendæ...*

[f. 42, recto.

Ille usus ex Ma -|- thesi vulgari hauriri non potest; ea enim constat solâ fere historiâ seu explicatione terminorum *et similibus*, quæ omnia facile per memoriam addisci possunt, quam etiam excolunt. Sed ingenium non item: ut autem illud excoli possit, opus est scientiâ mathematicâ, et ea non ex libris, sed ex ipso usu et arte hauriri debet. Auctor, quia libros nullos habebat secum, ideo eam ex sese ediscere opus habebat, quod ei etiam feliciter successit. Omnes autem homines ad eam apti non sunt, sed requiritur ad id ingenium mathematicum, quodque usu poliri debet. Ea autem haurienda est ex Algebrâ. Sed vix hic possumus nos expedire sine præceptore, nisi velimus presso pede sequi auctoris vestigia in Geometriâ nobis exhibitâ, ut sic ad ipsam aptitudinem quævis resolvendi et inveniendi perveniamus, ut Gallus quidam Parisiis fecit. Et *quodam* sic Matheseos studio opus est ad nova invenienda tum in Mathesi, tum in Philosophiâ. Ad ea autem quæ auctor in Philosophiâ scripsit intelligenda, Mathesi non opus est, nisi forte pauca quædam in Dioptricâ, quæ mathematica sunt, excipias. Quæstiones autem simplicissimæ in quibus auctor nos exerceri vult, sunt exempli gratiâ natura trianguli

ejusque proprietates *et similia*, quæ considerari debent et perpendi. Assuefacit autem Mathesis ingenium veritati agnoscendæ, quia in Mathesi reperiuntur recta ratiocinia, quæ nullibi invenias alibi. Et proinde ille qui semel assuefecerit ingenium suum ratiociniis mathematicis, habebit etiam illud aptum ad investigandas alias veritates, cum sit ratiocinatio ubique una et eadem. Quod autem (1) *quidam* in Mathesi ingeniosi, qui tamen in physicis rebus *et similibus* infeliciores sunt, non contingit ex defectu ratiocinii, sed inde quod mathesin tractarint non ratiocinando | sed imagi- | l. 42, verso.
nando, et omnia egerint per imaginationem; quæ cum in Physicâ locum non habeat, hinc contingit, quod adeo in Physicâ sint infelices. Tum etiam assuefacit Mathesis ingenium ad dignoscendum quænam ratiocinationes sint veræ et demonstrativæ, quænam probabiles et falsæ. Nam si quis in eâ solum probabilibus nitatur, decipietur et deducetur in absurdum, et sic videbit demonstrationem non procedere ex probabilibus, quæ hic falsis æquipollent, sed ex solum certis. Philosophi autem cum hoc non fecerint, non possunt unquam dignoscere demonstrationes in Philosophicis et Physicis ab argumentis probabilibus, ideoque semper fere probabilibus certant, quia etiam non credunt in realibus scientiis demonstrationes locum habere posse. Et hinc Sceptici, etc., crediderunt Dei existentiam demonstrari non posse, et multi adhuc illam pro indemonstrabili habent, cum contra maxime demonstrabilis sit, et firmitus (ut et omnes veritates metaphysicæ) demonstrari possit demonstrationibus mathematicis. Si enim apud Mathematicos in dubium revocarentur omnia illa, quæ in dubium revocavit auctor in Metaphysicis, nulla certe mathematica demonstratio dari posset, cum nihilominus Metaphysicas auctor tum dederit. Ergo hæc illis certiores sunt. Et auctor ubique conatus est adhibere demonstrationes mathematicas (ut vulgo vocantur) in suâ philosophiâ, quamvis eæ ab illis, qui Mathesi assueti non sunt, ita capi non possint.

(1) Peut-être faut-il suppléer *sunt* devant *quidam*....

p. 20. *non pigebit adscribere...*

Auctor non libenter scribit ethica, sed propter pædagogos *et similes* coactus est has regulas adscribere, quia alias dicerent | f. 43, *recto.* illum *esse* sine religione, fide, et per suam methodum | hæc evertere velle.

p. 36. *sed si nesciremus...*

Si enim ignoraremus veritatem omnem oriri a Deo, quamvis tam claræ essent ideæ nostræ, non sciremus eas esse veras, nec nos non falli, scilicet cum ad eas non adverteremus, et quando solum recordaremur nos illas clare et distincte percepisse. Alias enim, etiamsi nesciamus esse Deum, quando ad ipsas veritates advertimus, non possumus de iis dubitare ; nam alias non possemus demonstrare Deum esse.

p. 56. *fortassis a senectutis debilitatione...*

An et quomodo homo ante lapsum immortalis fuisset, philosopho non est inquirendum, sed Theologis relinquendum. Quomodo etiam homines ante diluvium adeo protraxerint ætatem, philosophum superat, forsanique Deus id per miraculum et extraordinarias causas sine ullis causis physicis fecit ; tum etiam potuit tum esse alia naturæ ante diluvium constitutio, quæ per illud deterior reddita sit. Philosophus naturam ut et hominem solum considerat, prout jam est, nec ulterius ejus causas investigat, quia hæc illum superant. Quin autem humana vita prolongari posset, si ejus artem novissemus, dubitari non debet ; cum plantarum *et similibus* vita augere et prolongare possimus, quia artem earum novimus, quidni ergo etiam hominis ? Optima autem vitam prolongandi via, et bonam diætam conservandi ratio est, quando vivimus et edimus *et similia* sicut bestię, *videlicet* (1) :

(1) Encore une fois le même signe *l.* mis pour *videlicet*, ou *scilicet*, on ne sait.

omne id quod nobis arridet, sapit, et quidem id eatenus tantum.

[O]. — Sed hoc bene quidem procederet in corporibus bene dispositis et sanis, quorum appetitus est ordinatus et corpori conducens, non autem in valetudinariis.

[R]. — Verum hoc nihil ; etiamsi enim ægrotemus, manet nihilominus eadem natura, quæ etiam ideo hominem videtur in morbos con-jicere, ut tanto validius se exserere possit, et impedimenta contraria despicere, si ei obsequamur. Et forte si medici permitterent hominibus eos cibos et potus, quos valetudinarii sæpe exoptant, longe melius sæpe sanitati restituerentur, quam per tædiosa illa medicamenta, ut id experientia etiam probat, quoniam in talibus casibus natura ipsa sui restitutionem consequi studet, quod ipsa sui optime conscia melius quam externus medicus novit. | f. 43, verso.

[O]. — Sed sunt tam infiniti cibi *et similia* ; quis delectus in iis habendus, quo ordine assumendi, *et similia* ?

R. — Hoc ipsa nos experientia docet ; semper enim scimus an cibus aliquis nobis profuerit, necne, et inde semper addiscere possumus in futurum, an idem et eodem modo et ordine rursus assumendus sit, necne : adeo ut juxta Cæsaris Tiberii (1) (puto

(1) Même citation à la fin d'une lettre de Descartes au marquis de Newcastle, octobre 1646 (Clers., I, 157). Le mot est bien de Tibère : cf. Suétone, *vita Tiberii*, art. 69. — Dès 1687, dans le *Discours de la Méthode*, Descartes avait laissé entrevoir ses espérances au sujet de la prolongation de la vie humaine. La question était à l'ordre du jour en Hollande, au moins depuis 1632, et divisait médecins, théologiens et même les érudits ; c'est ainsi que Saumaise intervint dans le débat à grand renfort de citations, selon sa coutume. Voici là-dessus une page curieuse, tirée d'un ms. inédit de la Bibliothèque de la Ville de Dijon : *Claudii Salmasii Eruditorum vita, Auctore DD. Philiberto De la Mare Senatore Divion.* (De la Mare mourut le 16 mai 1687). C'est la p. 96, année 1632 :

« Ventilatam olim veterum Philosophorum scriptis nobilissimam quæstionem suscitavit hoc anno Joannes Beverovicus Senator ac Medicus Dordracenus, vir doctrinæ famâ, et rerum scriptarum gloriâ insignis. Hanc autem omnia pene orbis literati Principibus enodandam proposuit : *utrum scilicet humanæ vitæ terminus adeo fatalis esset, ut ullâ medendi arte, nullis caute vivendi legibus extendi, aut prævitæ ratione, intemperantiâ, vel fortuitis quas vocant causis aut casibus breviori posset.* Doctissimorum virorum inge-

Calonis) effalum, nemo trigenarius medico opus habere debeat, quia eâ ætate satis ipsemet per experientiam, quid sibi prosit, quid obstat, scire potest, et ita sibi medicus esse.

Amstelodami, april. 20. anno 1648.

nia exercuit diu propositionis hujus disquisitio, utrisque in eam prolabantibus sententiam, quæ arti suæ faveret : Theologorum plerisque immutabilem esse vitæ terminum unicuique hominum a Deo constitutum, quem ultra citraque consistere nequeant, sentientibus; cæteris vero contra, vitæ limitem artis medicæ præsidii protrahi posse, contendentibus, quorum agmen ducebat ipse quæstionis motus auctor Beverovicus, et cum eo omnes medicorum filii, qui ne sibi deessent, quia de rei medicæ summâ agi arbitrabantur, in Beverovicii sententiam pedibus iverant. Rogatus eâ de re sententiam Salmasius, et veteris amicitie jure, et beneficii recentis memoriâ, medicinæ quippe munere ab ipso pæne mortis limine nuper revocatus fuerat, operam amico petenti denegare non sustinuit. Arduam itaque ac difficilem controversiam tanquam honorarius arbiter componendam suscepit, etsi valetudine tunc uteretur imbecillâ, opere ideo sæpius interrupto, sæpius repetito, quod propter voluminis molem, seorsim ab aliis quæ Beverovicus simul collecta vulgavit, edere decreverat; cujus rei fidem facit servata apud me Salmasii epistola sine tantum mutila, quæ omnem illam de fato materiam complectitur, quæque sic ad prælum comparata fuerat, immo et adhibita, ut etiam priores paginas habeat structoris typographici manu subnotatas. »

L'ouvrage de ce médecin de Dordrecht, Jan van Beverwick, avec qui Descartes fut aussi en relations, parut en 1634 : *Epistolica quæstio de vitæ termino fatali an mobili* (Dordrecht, in-8) ; il eut une 2^{me} édition, à Leyde, en 1636, une 3^{me} en 1639, une 4^{me} en 1651. Saumaise fit enfin paraître un gros volume *De annis climactericis et antiqua astrologia diatribæ*. (Lugd. Batav., ex officina Elzeviriorum, 1648, in-8). Il combattait, toujours à grand renfort de textes, la superstition de l'année climatérique, qui était, pour l'homme, chaque septième ou neuvième année, le corps humain mettant, disait-on, sept ans ou neuf ans à se renouveler en entier. Mais l'année dangereuse par excellence, qui est mortelle à bien des gens, était, disait-on encore, la 63^{me}, 63 étant à la fois un multiple de 7 et de 9. Justement le prince d'Orange, Frédéric-Henri, venait de mourir, le 14 mars 1647, à 63 ans, et on l'avait remarqué. — L'opinion de Descartes sur la prolongation de la vie humaine était bien connue, et on en avait même fait une légende. Notons qu'ici du moins le philosophe parle très raisonnablement et sans espérance vaine. Ce qui n'empêcha pas les remarques maligènes peu après sa mort. Christiaan Huygens écrivait de La Haye à son frère Constantin, le 12 avril 1650 : « Il y avoit dans la gazette d'Anvers le dimanche passé : *dat in Suede een geck gestorven was die seyde dat hy soo langh leven kon als hy wilde*. Notez que c'est icy M. des Cartes. » (Œuvres de Christiaan Huygens, 1888, t. I, p. 127), c'est-à-dire « qu'en Suède un sot était mort qui disait qu'il pouvait vivre aussi longtemps qu'il voulait. »

Un arrêté ministériel du 28 juillet 1894 a institué, dans les Facultés des Lettres, un *Diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie*, que devra produire tout candidat à l'agrégation d'histoire et de géographie, mais qui peut aussi être délivré à tout étudiant, qu'il ait en vue ou non l'agrégation. La principale épreuve est un mémoire d'histoire ou de géographie dont le sujet, choisi par l'étudiant, a été agréé par les professeurs ou maîtres de conférences d'histoire et de géographie d'une Faculté des Lettres. A Dijon, quatre mémoires de ce genre ont été présentés dès le mois de juillet 1895, et ont subi avec succès l'examen et la discussion d'un jury composé de MM. Gaffarel, d'Hugues et Stouff. Ce sont les mémoires de MM. Marc, Roupnel, Gauthier et Servais. La *Revue bourguignonne de l'enseignement supérieure*, regrettant de ne pouvoir les publier tous quatre, donne au moins le premier, de M. Marc, sur la *Condition des personnes dans le domaine de l'abbaye de Saint-Seine*, et rappelle que c'est un travail fait à Dijon même, par un étudiant de la Faculté des Lettres, sous la direction de ses maîtres, et en particulier de M. Stouff, et à l'aide des documents, mis avec tant d'obligeance à la disposition des jeunes gens par le savant archiviste de la Côte-d'Or, M. Garnier. Le mémoire de M. Roupnel, qui n'est pas moins bon que celui de

M. Marc, a pour titre : *le régime féodal à Châtillon-sur-Seine* ; celui de M. Gauthier : *Etude du domaine et des personnes à l'abbaye de Beize* ; enfin celui de M. Servais (mémoire de géographie) : *Etude sur le Transsaharien*. Ce dernier d'ailleurs doit aussi paraître dans les publications de la Société bourguignonne de géographie et d'histoire..

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE
DU
RÉGIME FÉODAL
SUR LE DOMAINE DE
L'ABBAYE DE SAINT-SEINE

L'abbaye de Saint-Seine (1) fut fondée vers 530 (2), au milieu des montagnes, des ravins, des forêts du haut Ignon (3). Elle s'appela d'abord abbaye de Sainte-Marie ; mais au ix^e siècle, on commença à joindre au nom de sa patronne celui de son fondateur, Sequanus (4), fils d'un comte de Mémont (5), celui même à qui sa vie édifiante avait fait donner le nom de saint (6). Ce dernier nom prévalut au xiii^e siècle.

(1) Saint-Seine-l'Abbaye est aujourd'hui un chef-lieu de canton du département de la Côte-d'Or (arrondissement de Dijon). Ce petit bourg, de 546 habitants, est situé à 26 kil. N.-O. de Dijon, sur la route de Paris à Dijon par Troyes. Les bâtiments de l'abbaye, en grande partie conservés, sont occupés aujourd'hui par un établissement d'hydrothérapie. — L'église, construite au xiii^e siècle, devenue église paroissiale, a été récemment restaurée. Voir sur cette église une belle monographie de M. H. Chabeuf dans les *Mémoires de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or*, t. XI, p. 31-223.

(2) La date de 530 est une date moyenne : en 1730 les moines de Saint-Seine adoptent pour la date de la fondation de leur abbaye l'année 525 (*Inventaire*, n^o 1615). — Courtépée (édit. de 1848, t. IV, p. 222) fixe l'année 534.

(3) Affluent de la Tille, qui elle-même se jette dans la Saône. L'Ignon prend sa source sur le territoire de Poncey-les-Pellerey (canton de Saint-Seine).

(4) Sa vie se trouve dans le recueil des Bollandistes, à la date du 19 septembre.

(5) Mémont (Castrum Magnimontense), ancienne ville gallo-romaine, chef-lieu du pagus Magnimontensis (Bailliage de la Montagne), auquel elle avait donné son nom, est aujourd'hui un village de 226 habitants (canton de Sombornon), à 27 kil. ouest de Dijon.

(6) *Monasterium quod est in honore Sancte Marie et Sancti Sequani in pago*

Au domaine primitif donné à Sequanus par son père, les concessions des papes, la munificence des princes, les offrandes des fidèles⁽¹⁾ ajoutèrent peu à peu des églises, des terres, des villages nouveaux. En 1178 ⁽²⁾ le patrimoine de l'abbaye se composait de sept domaines assez éloignés les uns des autres :

1° Sur le territoire ⁽³⁾ de Beaune des vignes ou des églises à Corboin, Chassagne, Savigny, Serrigny et Bouze ;

2° Sur le territoire de Chalon-sur-Saône, des vignes ou des dimes à Rully, Mellecey et Gigny ;

3° A Barbonne, cinq arpents de terre et les hommes qui habitent ce domaine ;

4° Des terres, des moulins, et des hommes à Rouvres et Fauverney ;

5° A Langres, l'église de Saint-Martin ;

6° A Salins, un droit sur les salines ;

7° Enfin et surtout le domaine principal qui entourait l'abbaye et s'étendait dans la direction Nord-Sud de Salives et Lamargelle, à Savigny et Saint-Hélier, et, de l'Est à l'Ouest, de Daix à Chanceaux et Salmaise.

Grâce à de nombreux actes de vente, d'échange, de donation, ce domaine principal se resserra peu à peu. Dans sa forme définitive il comprit, en un seul bloc, les territoires de dix-huit villages actuels, soit une superficie de vingt-huit mille six cent quarante

Magnimontensi constructum. Diplôme de Charles le Gros, année 886. Cartulaire de Saint-Seine, n° 3. Archives départementales de la Côte-d'Or, H. 165, p. 247. Voir pièces justificatives.

⁽¹⁾ *Concessionem pontificum, largitionem regum vel principum, oblationem fidelium.* Bulle d'Alexandre III, année 1178, Cartul. de Saint-Seine, n° 1. Arch. Côte-d'Or, H. 165, p. 245. Pièces justificatives.

⁽²⁾ La composition du domaine à cette époque nous est donnée d'une façon très précise par la bulle d'Alexandre III citée à la note précédente. On trouvera, aux pièces justificatives, avec le texte de cette bulle, l'identification des noms de lieux.

⁽³⁾ Ce mot « territoire » rend mal l'idée exprimée par le mot « territorium » qu'emploie la bulle. Mais on ne peut le remplacer ni par celui de comté ni par celui de bailliage : le comté n'est plus à cette époque une division administrative ; la division en bailliages n'a pas encore paru.

et un hectares (1). C'était proprement le patrimoine du Saint, et, comme disent les documents, la « Terre de Saint-Seine » (2). Elle était séparée des domaines voisins par des bornes aux armes de l'abbé; dans une certaine mesure elle a survécu à la Révolution puisque encore aujourd'hui elle forme à peu près le canton de Saint-Seine (3).

C'est à cette partie du domaine que cette étude est limitée.

DOCUMENTS

Les documents sont de trois sortes :

- 1° Les documents manuscrits ;
- 2° — imprimés ;
- 3° Les travaux de seconde main.

I. — DOCUMENTS MANUSCRITS

Les documents manuscrits sont déposés pour la plupart aux Archives départementales de la Côte-d'Or ; suivant leur origine ils ont été répartis dans trois séries :

La série H, fonds 10, comprend les documents provenant des Archives de l'ancienne abbaye.

(1) Il comprenait les communes actuelles de : Saint-Seine, Saint-Martin-du-Mont, Baulme-la-Roche, Panges, Turcey, Saint-Mesmin, Saint-Hélier, Villotte, Bligny-le-Sec, Champagny, Poncey, Pellerey, Léry, Lamargelle, Frénois, Moloy, Vaux-Saules et Francheville. — Pour évaluer la superficie de l'ancienne « Terre de Saint-Seine », on a pris pour base la superficie actuelle des villages qui la composaient.

(2) Terra Sancti Sequani. Charte d'affranchissement de 1324, Garnier, *Chartes de Communes*, t. II, p. 449. — La Terre de Saint-Seigne, Arrêt général de 1497, *passim*.

(3) Le canton actuel de Saint-Seine comprend 19 communes parmi lesquelles celles de Curtil, Poiseul, Saussy, Trouhaut, Val-Suzon, ne faisaient pas partie de la terre de Saint-Seine ; celle-ci comprenait en revanche les communes de Baulme-la-Roche (canton de Somberuon), Moloy (canton d'Is-sur-Tille), Saint-Hélier et Saint-Mémin (canton de Vitteaux). La superficie du canton de Saint-Seine est aujourd'hui de 81417 hectares.

La série B comprend les documents officiels de la Chambre des Comptes de Dijon.

La série E comprend un certain nombre de documents d'origine diverse que les hasards des aliénations de terres, et les unions de familles ont amenés là.

1^o Série II : reste des Archives de l'abbaye.

Si tous les documents, que la prévoyance des moines avait accumulés dans leur chartrier existaient encore, ils formeraient des sources d'une richesse presque inépuisable. Malheureusement plusieurs accidents, survenus à différentes époques, n'en ont laissé subsister que des débris. Ce fut d'abord en 731 un pillage de l'abbaye par les Sarrazins (1) ; vers 937 elle est ravagée par les Hongrois (2). En 1255 elle est en partie détruite par un incendie, dont l'église, récemment bâtie, porte encore aujourd'hui les traces (3). Trois siècles se passent ensuite pendant lesquels les archives, entretenues avec soin, semblent n'avoir subi aucune perte. Les nombreuses difficultés que les moines eurent au xv^e siècle avec les hommes de leur domaine furent sans doute pour beaucoup dans cette conservation. Au début du xvii^e siècle les titres de l'abbaye de Saint-Seine étaient conservés dans un coffre de bois haut de deux pieds, entouré de bandes de fer et fermé par trois serrures. Les moines avaient placé ce coffre dans la sacristie de leur église et ils y enfermèrent, avec leurs titres, leur argent et les ornements sacerdotaux. Or le 1^{er} décembre 1624 ils remarquèrent et firent constater par le bailli de Saint-Seine qu'au fond de ce coffre on avait fait, avec du feu, une ouverture assez large

(1) Courtépée, édit. de 1848, t. IV, p. 223.

(2) Chronique de Bèze, *Analecta Divionensia*, t. IX, p. 287.

(3) L'église de Saint-Seine avait été bâtie au début du xiii^e siècle. On a conservé la lettre par laquelle l'abbé Olivier (1204-1230 ?) sollicitait la charité des fidèles pour l'aider à construire son église (Cartul. Saint-Seine, n^o 85, Arch. Côte-d'Or, H. 165, p. 276, publié dans l'ouvrage déjà cité de M. Chaubeuf, p. 141).

pour que la main pût y passer ; plusieurs papiers avaient été en partie brûlés, d'autres avaient disparu (1). On ne découvrit jamais les auteurs de ce vol singulier. L'introduction des fameux bénédictins de Saint-Maur (2) n'eut guère d'influence sur la conservation des archives de Saint-Seine. Jusqu'à la fin de l'ancien régime elles furent assez négligées. Cette négligence s'expliquait par le calme relatif du ^{xvii}^e siècle et du début du ^{xviii}^e, autant que par la résignation des paysans. Les religieux ne songeaient qu'en cas de procès à consulter leurs titres et à les soustraire aux souris (3). Ils ne laissaient pas facilement pénétrer des intrus dans la chambre où ils avaient relégué leurs archives. Chose curieuse, la personne qu'ils en écartaient le plus soigneusement était leur abbé. En 1774 l'abbé de Luzines, dernier abbé de Saint-Seine, déclarait n'avoir jamais eu, ni par lui-même, ni par ses agents, les clefs du chartrier ; il n'y était entré que deux fois dans sa vie, et encore sous bonne escorte, accompagné par plusieurs des religieux de la maison (4). Ceux-ci surveillaient les lectures de leur abbé et réprimaient sa curiosité qui eût pu devenir indiscreète. Apparemment ils lui cachaient le manuel des revenus du couvent auquel ils avaient épinglé cette note : « Ce présent registre ou manuel ne doit pas être montré à M. l'abbé ni à ses agents, parce qu'il fait mention de l'inventaire des titres, et autres droits qu'il faut céler audit sieur abbé (5). »

La Révolution trouva les titres de Saint-Seine dispersés dans

(1) Procès-verbal dressé le 1^{er} décembre 1624 par Guy Brigandet, bailli de Saint-Seine (Arch. de la Côte-d'Or, H. 385).

(2) La réforme de Saint-Maur fut introduite à Saint-Seine le 14 septembre 1647 par le prince de Conti, frère du Grand Condé (Les documents relatifs à cette réforme se trouvent aux Archives de la Côte-d'Or, H. 385). Elle se rattachait à l'exécution du plan formé, à la veille de la Fronde, par les princes de la maison de Condé pour mettre la main sur toutes les forces militaires, civiles et religieuses de la province de Bourgogne qu'ils considéraient comme leur fief et dont ils étaient, en fait, les gouverneurs héréditaires.

(3) En 1774, lors de l'inventaire des archives de Saint-Seine, plusieurs titres se trouvèrent endommagés par les souris (Inventaire de 1774, cote 993).

(4) Voir inventaire de 1774, folios 776-777.

(5) Ibid., cote 1603.

deux dépôts : l'un était le chartrier de l'abbaye à Saint-Seine, l'autre la bibliothèque particulière de l'abbé au château de Lamargelle. Ces deux dépôts eurent un sort différent. Devenus propriété nationale, les titres déposés au chartrier de Saint-Seine furent sommairement inventoriés le 30 mars 1791 par les administrateurs du district d'Is-sur-Tille (1), puis envoyés au chef-lieu du district. C'est là que tous les titres féodaux furent tirés de ces papiers et brûlés le 17 juin 1793 (2). Le reste, c'est-à-dire tous les documents relatifs aux bois, et un certain nombre de pièces qui, si elles avaient été l'objet d'un examen sérieux, auraient dû être brûlées comme féodales, fut envoyé au département (3).

Ces pièces furent déposées aux Archives, elles formèrent le noyau du fonds 10 de la série H que vinrent compléter pendant la Restauration un certain nombre de terriers. Pour être exact, il convient d'ajouter qu'un certain nombre de pièces se rapportant aux possessions éloignées du monastère furent envoyées aux districts de Beaune, Dijon, Semur et Châtillon. Quant aux titres conservés au château de Lamargelle leur destinée fut plus prosaïque, ils servirent à envelopper des pots de confitures.

Les titres qui ont survécu à tous ces accidents peuvent se classer en cinq catégories : ils comprennent les cartulaires, les chartes, les sentences arbitrales, le « papier de la foresterie », les inventaires.

a) Cartulaire de Saint-Seine classé dans la série H, fonds 10, sous la cote 165. C'est un in-quarto en parchemin, avec une mau-

(1) Cet inventaire se trouve aux Archives de la Côte-d'Or, H. 389.

(2) Voir une note qui se trouve sur la couverture de l'Inventaire de 1774.

(3) L'étiquette qui accompagnait cet envoi était ainsi conçue :

Seine-en-Montagne
Domaines nationaux

Liasse de papiers avec inventaires non revêtus, la majeure partie des pièces en ayant été tirées.

Au département.

(Arch. de la Côte-d'Or, H. 389. Cette feuille se trouve dans l'inventaire cité à la note 1 de la présente page).

vaïse reliure en bois recouvert de cuir, et piqué par les vers. Il comprend 186 feuillets dont le premier est à moitié déchiré. Le parchemin est jauni, certains feuillets ont une transparence qui en rend la lecture fort difficile. L'écriture, de plusieurs mains, est fine et serrée ; elle ne se distingue ni par la forme des lettres, ni par la nature des abréviations de l'écriture ordinaire du XIII^e siècle. Le cartulaire renferme 85 bulles, diplômes et chartes. La pièce la plus ancienne est de 830, environ ; la plus récente de 1222, ce qui permet de placer la rédaction de ce cartulaire entre les années 1222 et 1225. Ces 85 pièces occupent 16 feuillets de la page 245 à la page 277. Le volume comprend en outre diverses pièces sans intérêt : des remarques sur la liturgie, un poème latin sur la messe, une lettre de Pierre le Vénérable à Saint Bernard et des sermons (1).

A la fin du siècle dernier il existait un autre cartulaire beaucoup plus important ; c'était un in-folio en parchemin de 162 pages, contenant la transcription de 248 chartes. Quelques-unes étaient la reproduction de pièces copiées au précédent cartulaire ; la majeure partie appartenait à une époque postérieure (1220-1250). Il fut détruit avec les autres pièces conservées à Lamarque (2). Heureusement des érudits bourguignons en avaient eu connaissance et en avaient pris des copies qui sont déposées aujourd'hui aux Archives de la Côte-d'Or et à la Bibliothèque Nationale (3).

(1) Dans cette étude on désignera ce cartulaire par cette abréviation : Cartul. de S.-S.

(2) Ce cartulaire, omis en 1774-5, fut décrit dans un inventaire supplémentaire, fait par-devant un commissaire du Parlement de Dijon, le 2 juillet 1787. Voici cette description : « Un livre écrit sur parchemin, format petit in-folio, relié en bois, recouvert de peau, lequel livre est un cartulaire ou transcriptions de différentes chartes concernant ladite abbaye de Saint-Seine ; ledit cartulaire écrit en 152 pages, non compris 5 feuillets ou 10 pages en tête dudit cartulaire dont les 8 dernières contiennent une table des chartes, lesdites chartes écrites de différentes mains et au nombre de 248 dont 236 sont cotées à la marge en chiffres romains et les 12 autres par 12 lettres, depuis la lettre A jusqu'à la lettre M inclusivement... » Inventaire de 1774, cote 2821.

(3) Aux archives de la Côte-d'Or : une copie de chartes (H. 385) ; en outre

b) *Chartes*. — Elles sont au nombre d'une centaine. Réparties dans 14 cartons (1), mêlées à des papiers de date récente, elles n'ont jamais été analysées.

c) *Sentences arbitrales*. — Il existe deux sentences arbitrales d'importance fort inégale. L'une (2) fut rendue en 1489 entre l'abbé et les religieux, elle n'est guère intéressante qu'au point de vue de l'administration intérieure du couvent. L'autre, au contraire, rendue le 20 décembre 1496, confirmée le 7 avril 1497 par arrêt du Parlement de Dijon, devenue ainsi « l'Arrêt général de la terre de Saint-Seine », mit fin à de longs procès entre l'abbaye et ses hommes, détermina les droits des deux parties, et fut observée jusqu'à la Révolution. L'exemplaire de cette sentence qui existe aux Archives (3) n'est qu'une copie, d'ailleurs contemporaine, du prononcé de l'arrêt. Le registre du Parlement qui contenait l'original de l'arrêt ayant été égaré, l'authenticité de cette copie fut attaquée en 1780 par les habitants de Frénois. Les moines défendirent leurs titres victorieusement : ils publièrent deux descriptions de la sentence arbitrale, quatre mémoires justificatifs (4). Le Parlement de Dijon rejeta le 16 mars 1781 les moyens de faux présentés par les habitants de Frénois (5) ; admis toutefois à prouver la fausseté de la signature apposée à la fin de

une analyse des chartes de ce cartulaire faite par *Peincedé*, le dernier archiviste de la Chambre des Comptes de Dijon, dans le tome XVIII (p. 115-141) de son recueil manuscrit « Nouveaux renseignements pour la noblesse, principalement pour celle des deux Bourgognes. » — A la Bibliothèque nationale : une copie anonyme (fonds latin, n° 9874) ; — une copie de Dom Aubrée (ibid., n° 12824) ; — une copie provenant de la bibliothèque du président Bouhier (ibid., n° 17085).

(1) Arch. de la Côte-d'Or, H. 385-398. — Ces chartes sont classées dans les cartons non pas d'après leur date, mais d'après le village ou l'objet auquel elles se rapportent.

(2) Arch. de la Côte-d'Or, H. 385.

(3) Arch. de la Côte-d'Or, H. 385.

(4) Toutes ces pièces sont publiées dans le « Recueil de différentes pièces, concernant les droits de l'abbaye de Saint-Seine, sur les habitants de la terre dudit lieu ». — A Dijon, chez A. M. Defay, 1784, 1 vol. in-4 de xvi-369 pp. sous les numéros 7, 8, 9, 10, 11, 12, p. 235-323.

(5) Ibid., n° 15, p. 330-351.

l'arrêt, ceux-ci se virent, le 9 juillet 1782, déchus, par défaut, de leur droit de preuve (1). L'issue du procès n'avait pas été douteuse ; les moyens proposés par les habitants ne prouvaient qu'une chose : leur ignorance et celle de leurs conseils en matière de diplomatique (2), les bénédictins de Saint-Maur y avaient répondu victorieusement et avec une douce ironie.

d) Papier de la foresterie (3). — C'est un registre in-folio de 321 feuillets en papier. Il comprend les revenus de l'officier claustral chargé d'administrer les bois de l'abbaye de l'année 1453 à l'année 1490. On y trouve : la désignation des coupes, le prix de vente, le nom des acquéreurs ; les revenus des terres et des prés appartenant au forestier ; les noms et les cotes des habitants qui payaient en avoine le bois mort qu'ils tiraient des bois de l'abbaye.

e) Inventaires. — Il existe deux anciens inventaires des titres de l'abbaye de Saint-Seine ; tous deux sont antérieurs à la révolution. Le premier fut dressé en 1609 (4) ; il comprend 3 volumes ; les pièces y sont analysées très sommairement ; sa valeur est très petite. Il en est autrement de l'inventaire qui fut dressé en 1774-5 (5), sur l'ordre du Parlement, par les officiers du bailliage de Châtillon. Ils s'étaient adjoints, à titre d'expert, l'archiviste Peincedé (6). Les pièces sont longuement et consciencieusement

(1) Ibid., n° 16, p. 352-356.

(2) Les habitants de Frénois disaient par exemple que la sentence arbitrale était récente parce que le parchemin était peu détérioré. — L'arrêt était daté du 7 avril 1497 après Pâques ; Pâques tombait en 1497 le 15 avril : les habitants de Frénois en concluaient que la date était fautive. Ils ignoraient que, d'après l'ancienne façon de dater, l'année 1497, qui s'étendait de Pâques (26 mars) 1497 à Pâques (15 avril) 1498, contenait deux fois cette date du 7 avril à laquelle on rapportait l'arrêt, et qu'on désignait ces deux dates par ces expressions : le 7 avril après Pâques et le 7 avril avant Pâques.

(3) Arch. de la Côte-d'Or, H. 1561.

(4) Arch. de la Côte-d'Or, Anciens inventaires, n°s 20, 21, 22. Cet inventaire fut commencé le 21 mai 1609 par Autoine de Fery, Grand Prieur, Claude-Myottet, sacristain, Louis de Saint-Privat, écuyer, demeurant à Saint-Seine. Il fut revêtu le 20 mai 1611 par François Fyot, sieur de Barain, conseiller au Parlement de Dijon et commis à cet effet.

(5) Arch. de la Côte-d'Or, Anciens inventaires, n° 98, 1 vol. petit in-folio de 784 feuillets en papier ; couverture en carton revêtu de parchemin.

(6) Ils travaillèrent pendant près de six mois (du 19 août 1774 au 3 février

analysées; et ces analyses, grâce à l'autorité de l'expert, ont presque toute la valeur d'un vidimus.

2° Série B. Documents provenant de la Chambre des Comptes (1).

Ils comprennent :

a) Sous le titre d'affaires religieuses une liasse (2) dont les titres se rapportent aux démêlés de l'abbé de Saint-Seine avec le duc de Bourgogne au sujet de la garde de l'abbaye.

b) Les recherches de feux du bailliage de Châtillon ou de la Montagne (3) auquel ressortissait en grande partie la terre de Saint-Seine.

3° Série E. Documents divers.

Ce sont des chartes, des baux, des protocoles de notaires dispersés dans différents fonds et différentes liasses, et qu'on indiquera lorsqu'on aura à citer ces documents.

II. — DOCUMENTS IMPRIMÉS

Les documents relatifs à l'abbaye de Saint-Seine ne sont pas tous inédits; un certain nombre ont été publiés :

1° Dans un « Recueil de différentes pièces concernant les droits de l'abbaye de Saint-Seine sur les habitants de la terre dudit lieu » (4).

1775) à raison de six jours par semaine et de sept heures par jour : le matin de huit heures et demie à midi ; le soir de deux heures et demie à six ; ils ne prirent que quelques jours de vacances à l'occasion des fêtes de Noël et du nouvel an. Ils surent d'ailleurs se faire payer de leur assiduité ; la rédaction de cet inventaire coûta 7568 livres 14 sous 6 deniers ; divers frais accessoires portèrent cette somme à 9556 livres 9 deniers (Voir, pour le détail des frais, Arch. de la Côte-d'Or, H. 387).

(1) On n'entrera pas dans le détail de ces documents dont l'inventaire très complet et très détaillé a été fait et publié par M. J. Garnier, Dijon, Darautière.

(2) B. 11552.

(3) Année 1376, B. 11559 ; — 1384, B. 11561 ; — 1390, B. 11562 ; — 1397, B. 11563 ; — 1400, B. 11564 ; — 1406, B. 11565 ; — 1413, B. 11566 ; — 1417, B. 11567 ; — 1421, B. 11568.

(4) A Dijon, chez A. M. Defay, 1784, 1 vol. in-4 de xvi-369 pages. Ce livre,

2° Dans les divers recueils bourguignons.

1° Le « Recueil » comprend 17 pièces dont 5 seulement sont antérieures à l'année 1502; les autres sont de la seconde moitié du xviii^e siècle :

a) Une « Charte de grâce ou d'affranchissement, donnée le 17 mars 1323 aux habitants de la terre de Saint-Seine par les abbé et religieux dudit lieu. » Cette charte n'est plus connue aujourd'hui que par la copie imprimée dans le « Recueil »; l'original en a disparu. Il existait encore à la fin du siècle dernier, puisqu'il fut déposé le 26 juin 1786 au greffe du Parlement de Dijon (1).

b) Une « sentence arbitrale du 20-21 décembre 1496 ».

c) Un « arrêt du Parlement de Dijon du 7 avril 1497 » confirmatif de cette sentence.

d) « Commission levée le 7 juin 1502 par les habitants de Saint-Seine pour faire mettre à exécution l'arrêt ci-dessus dans les points qui leur étaient favorables. »

e) « Procès-verbal d'exécution de l'arrêt ci-dessus, fait le 16 juin 1502 en vertu de la commission précédente ».

Les douze autres pièces sont relatives à des procès que les moines de Saint-Seine eurent à soutenir dans la seconde moitié du xviii^e siècle contre les habitants de leur domaine.

2° Les recueils bourguignons de Dom Plancher (2) et de M. Petit de Vausse (3) renferment un certain nombre de chartes empruntées aux cartulaires de Saint-Seine. M. Garnier, dans ses *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne* (4) a

très rare, ne se trouve pas à la Bibliothèque de Dijon. Il en existe un exemplaire aux Archives de la Côte-d'Or. — Dans le cours de ce travail on le désignera par ce mot : Recueil.

(1) Arch. Côte-d'Or, H. 386.

(2) *Histoire générale et particulière de Bourgogne...* par un religieux bénédictin de l'abbaye de Saint-Bénigne de Dijon, et de la Congrégation de Saint-Maur, à Dijon, chez Antoine de Fay, 1739.

(3) *Histoire des Ducs de Bourgogne de la race Capétienne*, par M. Ernest Petit, Dijon, Darantière, 5 vol. parus, en cours.

(4) *Chartes de communes et d'affranchissements en Bourgogne*, par M. Joseph

réédité d'après le « Recueil » la charte d'affranchissement de 1323.

3° Enfin un arrêt du Parlement de Dijon, du 15 août 1786, énumère un certain nombre de donations faites à l'abbaye (1).

III. — ETUDES MANUSCRITES ET IMPRIMÉES

La plus ancienne étude sur Saint-Seine fut publiée par Courtépée dans son ouvrage *Description du duché de Bourgogne* (2). Elle contenait de nombreuses erreurs historiques qu'ont rectifiées depuis le « *Gallia Christiana* » (3) et d'excellentes études publiées dans les *Mémoires de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or*, par MM. Rossignol (4), Mignard (5) et Chabeuf (6).

Il existe en outre à la Bibliothèque Nationale et à la bibliothèque municipale de Dijon plusieurs études manuscrites (7).

Garnier. Dijon, Rabutôt, 1868, 3 vol. L'introduction de cet ouvrage, qui contiendra des renseignements et des développements du plus haut intérêt, est prête à paraître.

(1) Cet arrêt intervint dans un procès relatif aux aumônes de l'abbaye ; la copie imprimée de cet arrêt se trouve aux Archives de la Côte-d'Or, H. 387. L'énumération des donations commence à la page 15.

(2) Edit. de 1848, t. IV, p. 222 sqq.

(3) T. IV, colonne 695.

(4) T. II, p. 193. *Saint-Seine-l'Abbaye ; croquis historique et archéologique.*

(5) T. VI, *Histoire des principales fondations religieuses du bailliage de la Montagne.*

(6) T. XI, *L'Église bénédictine de Saint-Seine-l'Abbaye.*

(7) Ce sont :

D. Germain, Notice ms. sur Saint-Seine pour le Monasticon Gallicanum Bib. Nat., fonds lat., ms. 11819, f° 239 sqq. ;

Mémoires pour faire la chronique du Monastère de Saint-Seine, ibidem, n° 12696, f. 141-173 ;

Veuillet, Description de Châtillon (Bibl. munic., Dijon, fonds Baudot, 79.

Il faut citer enfin pour être complet une « Histoire chronologique (sic) du monastère et aboaye de Saint-Seine, faite par Dom Nicolas de la Sale, prieur du monastère, en 1637 ». Cette histoire, dont il n'est fait mention que dans l'inventaire du 30 mars 1791, sous la cote 39, a disparu pendant la révolution.

LES PERSONNES

Les personnes laïques forment deux classes :

- 1° Les nobles ;
- 2° Les non nobles.

LES NOBLES

La population noble fut formée de deux couches successives et distinctes, elle comprit :

1° Les chevaliers, milites, qui se rattachaient à la féodalité militaire.

2° Des personnages d'origine diverse anoblis par les moines à titre de serviteurs ou d'hommes du couvent.

LES CHEVALIERS

Au commencement du ^{xiii}^e siècle dix chevaliers environ avaient des droits sur la terre de Saint-Seine. Cela ne veut pas dire qu'ils habitaient le domaine de l'abbaye ; la plupart d'entre eux y avaient des intérêts mais n'y résidaient pas. A cette époque en effet le domaine de l'abbaye n'avait pas encore sa forme définitive ; les possessions des chevaliers s'enchevêtraient avec celles des moines, à tel point que les moines arrondirent leur terre en accaparant, par des procédés divers, les biens des chevaliers. Ce fut là toute l'histoire de leurs relations.

La situation incertaine des chevaliers favorisait cette conduite. La plupart d'entre eux ne sont pas la souche d'une famille qui, pendant des siècles habite le même village ; ils apparaissent comme des hommes en quête d'aventures, venus souvent de fort loin, et dont un seigneur puissant récompensait les services par la concession d'un fief. De fait tous les chevaliers dont les docu-

ments ont gardé le souvenir étaient les vassaux des sires de Sombernon ou de Saux : en 1200, Eudes de Mirebeau, Jean de Bar, Jocelin son fils, Regnaud de Turcey, Guillaume de Verrey, Garnier de Brognon, tiennent à Turcey des fiefs de Gauthier de Sombernon (1). A côté d'eux on trouve, sans indication de résidence deux personnages qui portent le titre de chevaliers, et dont le nom démontre clairement l'origine allemande : Guillaume Fro-mund et Gui Fuxeloz. La plupart de ces chevaliers passent sans laisser de traces ; quelques-uns pourtant ont des descendants dont on suit les traces pendant quelques générations.

Pendant le ^{xiii}^e siècle les documents mentionnent :

A Ancey et Saint-Mémin : Guillaume de Saint-Seine, damoiseau en 1253 (2), chevalier en 1258 (3) ;

A Frénois : Pautonier, chevalier en 1188 (4), son frère, sa femme Guillemette, ses trois fils Guy, Guillaume et Hugues ; Milon le Borgne, de Bère, chevalier en 1219 (5) et en 1230 (6) ;

A Panges : Guy Luscard en 1206 (7), son fils Eudes de Panges, damoiseau en mars 1234 (8) ;

A Baume-la-Roche : dame Bonne tient un fief en 1218 (9) ;

A Turcey les chevaliers abondent. On y trouve en 1220 Guillaume et Eudes de Lamarche (10), Blanchard en 1231 (11), ces trois personnages ne sont d'ailleurs mentionnés qu'une fois. A côté d'eux on trouve de véritables familles de chevaliers. C'est tout d'abord la famille de Renaud de Turcey. Renaud paraît dans

(1) Cartul. S.-S., n° 47, p. 264, publ. dans D. Plancher, I, pr. 156.

(2) Gros cartulaire, n° 230, f. 139 ; Peincedé, XVIII, p. 139.

(3) Ibid., n° 229, f° 138 ; Peincedé, XVIII, p. 139.

(4) Cartul. St S., n° 35, p. 259 ; Plancher, I, pr. 114.

(5) Inventaire, n° 680.

(6) Plancher, I, pr. 183.

(7) Cartul. S.-S., n° 53, pièces justif.

(8) Cartul. St-Seine, copie de Bouhier, Bib. Nat., f. lat, n° 17085, p. 40-41, analysée dans Petit, IV, pr. 2128.

(9) Gros cartulaire, n° 93, f. 58 ; Peincedé, XVIII, p. 127.

(10) Cartul. S.-S., n° 78, publ. dans Petit, IV, pr. 1604.

(11) Inventaire, n° 633.

les actes de 1200 à 1215 (1); son fils Gui surnommé le Moine apparaît de 1215 à 1238 (2), Hugues de Turcey qui paraît en 1265 (3) appartenait sans doute à cette famille. — C'est ensuite la lignée des descendants de Jean de Bar. Jean de Bar qui est cité en 1200 (4) eut un fils Jocelin qui devint moine à Saint-Seine (5); Jean de Turcey, damoiseau, dit d'Etaules ou des Etables, qui paraît dans les actes de 1225 à 1242, était fils de Jocelin (6). — Ce sont enfin les seigneurs de Verrey avec Guillaume de Verrey (7) (1200-1217) et Jean de Verrey (1271-1272) (8).

Ces hommes, outre le nom de chevaliers (*milites*) portent encore celui de *casati* (9). Le *casatus* est l'homme qui possède un chaisement (*casamentum*) (10) ou fief (11), qui vit noblement, qui est ou deviendra chevalier. Il sert un seigneur puissant à titre de soldat, et a reçu de ce seigneur un domaine qu'il tient en fief, c'est-à-dire en tenure noble. Les documents ne disent pas que son fief lui appartient, qu'il est sa propriété, ils disent simplement qu'il le tient (*tenet*) c'est-à-dire que sa possession est conditionnelle et subordonnée à certaines règles. Son fief ne relève pas de lui seul, n'est pas sa chose, puisqu'il ne peut l'aliéner (12). Bien mieux il semble qu'il soit attaché à son fief, qu'il

(1) Eu 1200, Plancher, I, pr. 156; — en 1206, Inventaire, n° 648; — en 1215, Cartul. S.-S., n° 8.

(2) En 1224, Gui de Turcey, surnommé le Moine damoiseau, Gros Cartul., n° 108, f. 68; Peincedé, XVIII, p. 128; — en 1238, Gui, chevalier de Turcey, Inventaire, n° 431; — en 1215, Cartul. S.-S., n° 48.

(3) Acte de septembre 1265, Inventaire, n° 432.

(4) Plancher, I, pr. 156.

(5) Actes de 1238, Gros cartul., n° 100, f. 64; Peincedé, XVIII, p. 128 et de 1225, ibid., n° 203, f. 122, XVIII, p. 137.

(6) Mêmes actes que dans la note 5 et en outre : 1227, gros cartul., n° 144, f. 88; Peincedé, XVIII, p. 132; 1239 et 1242, ibid., n° 103 et 104, f. 66; Peincedé, XVIII, p. 128.

(7) En 1200, Plancher, I, pr. 156; — en 1205, Cartul. S.-S., n° 44 et 45; — en 1217, gros cartul., n° 134, f. 85; Peincedé, XVIII, p. 131.

(8) Inventaire, n° 130 et 109.

(9) Cartul. S.-S., n° 46, année 1200.

(10) Ibidem et Plancher, I, pr. 183.

(11) Acte de 1188; Cartul. S.-S., n° 35.

(12) *Casamenta vero ipsa... per illos qui ea tenent vel tenebunt, nullo modo*

en soit inséparable. Plusieurs chartes montrent en effet un seigneur ordonnant à l'un de ses chevaliers de reprendre désormais son fief de l'abbé. « J'ai ordonné à Renaud de Turcey, dit en 1203 Gauthier de Sombernon, de recevoir son fief de l'abbé Olivier en la même manière qu'il le tenait de moi » (1). Guy de Saulx, et Barthélemy, son fils, tiennent en 1230 un langage analogue : « Milon le Borgne de Bère, disent-ils, a repris (2), sur notre ordre de l'abbé et du couvent de Saint-Seine, le fief qu'il tient de nous à Frénois, de sorte que l'abbaye de Saint-Seine possédera ce fief à perpétuité. » Le chevalier est donc, dans une certaine mesure, attaché à la terre. — Il est en outre attaché à la personne de son suzerain ; à raison de la possession de son fief il se trouve dans une dépendance personnelle. C'est ce qu'on exprime en disant que le fief du chevalier est « jurable et rendable à l'abbé de Saint-Seine » (3). Non seulement au moment de l'hommage, mais encore à toutes réquisitions de l'abbé, le chevalier est tenu de lui livrer son fief sans aucune contradiction, et l'abbé est tenu de le lui rendre selon les us et coutumes de Bourgogne (4).

En retour de l'hommage le chevalier prétend recevoir de son seigneur le droit de palefroi (*palefridus*). Une charte de 1202 donnée par Guillaume de Marigny (5) rappelle que « ses ancêtres et lui voulaient extorquer à l'abbé de Saint-Seine un pale-

poterunt alienari, nec fieri de ipsis sicut sit de justo casamento (Plancher, I, pr. 156).

(1) *Et eidem precepi ut casamentum ipsum ab Oliverio, abbate, acciperet sicut a me illud tenebat* (Cartul. S.-S., n° 53).

(2) *Casamentum quod Fraisnoy situm quod Milo li Bornes de Bera tenet a nobis ita quod dictus Milo dictum casamentum a dictis abbate et conventu ad mandatum nostrum recepit et hoc in perpetuum ecclesia Sancti Sequani habebit* (Plancher, I, pr. 183).

(3) Chartes de 1227, 1239, 1242, gros cartul., nos 144, 103, 104, fol. 88 et 66 ; Peincedé, XVIII, p. 132 et 128.

(4) Charte de 1238, invent., n° 431. — Ces formalités avaient pour but d'établir et de rappeler les droits des deux parties.

(5) Les seigneurs de Marigny habitaient le château dont on voit aujourd'hui les ruines dans la vallée de l'Ouche sur le territoire de Saint-Victor (canton de Sombernon), ils n'ont été mêlés que de très loin à l'histoire de l'abbaye de Saint-Seine.

froi, toutes les fois qu'ils lui faisaient hommage pour leur fief (1). » De même en 1242, Millon de Frolois prétendait recevoir de l'abbé un palefroi lorsqu'il reprenait de fief, l'abbé prétendait n'avoir à lui payer qu'une somme de quinze livres dijonnaises (2).

Les documents fournissent peu de détails sur les obligations des chevaliers vis-à-vis de l'abbaye, aussi bien que sur leur manière de vivre. Il est certain que les chevaliers ne dirigeaient pas l'exploitation de leur terre; ils se contentaient de percevoir sur les hommes qui l'habitaient un certain nombre de taxes. En 1215 l'exploitation de ses hommes, et divers autres revenus (3) rapportent à Regnaut de Turcey environ quarante livres. En 1230 Guy de Turcey a le droit de lever la tierce sur ses terres; il possède de plus avec les moines la moitié d'un des deux fours banaux de Turcey (4).

Ces chevaliers n'eurent qu'une durée éphémère. Au début du xiv^e siècle les chartes ne parlent plus d'eux; à la fin du xv^e il ne subsiste qu'un écuyer dans toute la terre de Saint-Seine : Guillaume de Carrières qui possède une partie du village et des hommes de Turcey, qui exerce sur ses terres la moyenne et la basse justice (5). Les causes de la disparition des chevaliers sont multiples. On peut citer leur ardeur belliqueuse et leur foi ardente qui les poussèrent en masse aux croisades d'où bien peu revinrent.

(1) *Palafidum quem ego et antecessores mei volebamus ab eis extorquere cum hominum eis faciebamus pro casamento quod antecessores mei de abbate et ecclesia tennerunt.* Cartul. S.-S., n° 59.

(2) Invent., n° 377.

(3) Cartul. S.-S., n° 48. — Regnaut de Turcey s'engage à donner chaque année à l'abbé de Saint-Seine une somme de 20 livres, pendant 20 ans. Ce n'était là d'ailleurs qu'une clause exceptionnelle, Regnaut avait donné aux moines de Saint-Seine sa terre en gage d'un prêt. L'arrangement de 1215 stipulait le remboursement du prêt par annuités, et la restitution de sa terre à Regnaut.

(4) Inventaire, n° 652.

(5) Sur le fief de Guillaume de Carrières voir : Terrier de Turcey rédigé le 1^{er} février 1478 (Arch. Côte-d'Or, E. 727); — Sentence arbitrale entre l'abbé de Saint-Seine et Guillaume de Carrières au sujet de leurs droits respectifs (ibid., E. 786).

A la veille du grand voyage, ils se préparaient au départ par des donations à l'abbaye, dont le cartulaire de Saint-Seine est rempli. Ceux qui revenaient étaient ruinés par les frais de leur voyage et de leur équipement ; réduits à un état voisin de la misère, ils concluaient avec l'abbaye des arrangements qui attestent leur détresse et ne constituent que des expédients. Moyennant une somme qu'il leur avançait, ils donnaient en gage à l'abbé leur terre pour en jouir en toute propriété (1). Dans leur esprit cet acte n'était qu'un prêt, car ils avaient soin d'insérer dans la charte une clause de rachat. En fait cette clause restait souvent à l'état de lettre morte. L'abbé de Saint-Seine n'aimait pas rendre à ses anciens possesseurs le domaine dont il avait joui un instant. Aussi reculait-il le plus possible la date du rachat, en stipulant qu'il ne pourrait être effectué qu'après un certain nombre d'années (2). Et quand le délai fixé était écoulé, si le chevalier avait encore la volonté et les moyens de racheter son domaine, il se heurtait à des difficultés de toute nature ; finalement il ne recouvrait son domaine qu'en en laissant un lambeau au monastère (3). Mais les cas de rachat étaient rares ; une fois qu'avec l'argent emprunté à l'abbaye les chevaliers avaient payé leurs autres dettes, il ne leur restait rien et la vente de leur domaine devenait définitive. Alors c'en était

(1) En 1188, Pautonier, chevalier, donne en gagerie aux religieux de Saint-Seine pour une somme de 60 livres tout ce qu'il a depuis le territoire de Mo-lois jusqu'à Saint-Seine (Cartul. S.-S., n° 35). — En 1205, Guillaume de Verrey, chevalier, engage à l'église de Saint-Seine pour 200 livres dijonnaises son domaine de Turcey (ibid., n° 44). — En 1206, Renaud de Turcey, chevalier, vend au couvent de Saint-Seine son domaine de Turcey moyennant 960 marcs d'argent en réservant pour lui et ses enfants la faculté de le racheter (Inventaire, n° 648). — C'étaient là de véritables prêts à intérêt, les moines de Saint-Seine respectaient, en la tournant, la règle canonique qui interdisait aux chrétiens le prêt à intérêt : ils ne réclamaient aucun intérêt pour l'argent prêté, mais ils touchaient les revenus du domaine qui leur était donné en garantie ; cela ressemblait fort à de « l'usure » — en laissant au mot usure le sens qu'il avait au moyen âge.

(2) Quand, en 1205, Guillaume de Verrey engagea son domaine, il fut convenu qu'il ne pourrait le dégager avant six ans : *hæc autem gagia ante sex annos redimi non poterit* (Cartul. S.-S., n° 44).

(3) Cartul. S.-S., n° 48. — Voir à ce sujet la note 3, p. 71.

fait de leur condition de chevaliers : les uns prenaient l'habit à Saint-Seine et donnaient à l'abbaye ce qui leur restait, comme fit Jocelin de Turcey, en 1238 (1) ; d'autres, renonçant à posséder une terre noble, accensaient leur fief à l'abbaye ; ils continuaient ainsi d'en jouir, mais ils devaient désormais payer une redevance et n'avaient plus qu'une terre serve ; c'est ce que fit en 1200 Alix, femme d'Héluin de Bussy (2).

Ainsi la première couche des nobles disparut presque entièrement par la guerre, l'entrée en religion, la ruine ou le servage. L'abbaye n'avait pas été étrangère à cette disparition ; elle avait été peu favorable à ces hommes qui appartenaient à une hiérarchie laïque et dont l'élévation n'était pas son fait. Un jour, par une donation ou une vente, ils étaient devenus ses vassaux ; mais ce qu'elle avait vu surtout dans cet acte c'était l'acquisition d'un domaine nouveau qui complétait les siens ; elle se serait volontiers passée de ces chevaliers qui à raison de leur aisance et de leur noblesse étaient d'un revenu moins sûr et d'une exploitation moins facile que les serfs. Sans leur montrer d'hostilité, elle ne leur avait guère accordé de faveurs. Tout d'abord elle avait exigé la rupture complète du lien féodal qui les attachait aux seigneurs laïcs (3). Pour les faire disparaître presque complètement, elle n'avait eu qu'à laisser les choses suivre leur cours régulier.

LES ANOBLIS

Après s'être débarrassée de la noblesse militaire, l'abbaye essaya d'en constituer une nouvelle qui, lui devant son élévation, lui serait toute dévouée. A cet effet elle choisit parmi les serfs de ses

(1) Gros cartul., n° 100, fol. 64, Peincedé, XVIII, p. 128.

(2) Illud (casamentum) vero, quod domina Aalidis uxor Heluini de Buxi tenebat, totum apud Torce accensivit.... Cartul. S.-S., n° 46, année 1200.

(3) Voir sur ce point une charte curieuse (Cartul. S.-S., n° 34). Dans cet acte, qui est un véritable certificat, Gauthier de Sombernon déclare que depuis qu'il a donné à l'abbaye le fief de Guillaume de Verrey, il n'a exigé de Guillaume aucun service à raison de ce fief.

domaines ceux que désignait leur dévouement ou leur aisance ; elle les éleva au-dessus des autres par des affranchissements individuels, et par l'exercice des charges laïques dont elle disposait.

Les premiers affranchissements individuels mentionnés dans les chartes remontent à l'année 1287. Au mois d'avril 1287 l'abbé Guillaume affranchit de la mainmorte trois frères Jeann, Nicolas et Guy dits de Fontaine, et leur donne en fief à titre d'hommage tous les immeubles qu'ils possédaient dans la terre de Saint-Seine (1). La même année, le jeudi après la Pentecôte, l'abbé Guillaume et le couvent de Saint-Seine « reçoivent dans leur bourgeoisie et sous leur main Geoffroy dit Peigey et le déclarent franc et quitte de toutes tailles, exactions et servitudes » (2). Enfin le jeudi avant la Saint-Michel de septembre 1308, le cuisinier de l'abbaye déclare qu'un certain Pierre de Molois et ses héritiers lui « payeront chaque année quatre livres de poivre le jour de la Saint-Gilles, sans aucunes autres charges, soit de tailles, corvées ou autres, sans même qu'ils soient assujettis au maire de Molois » (3). Ces trois actes ont un caractère commun ; tous constituent des privilèges : possession à titre de fief, à titre d'hommage, admission à une bourgeoisie, exemption de tailles et d'autres taxes. Il semble que les moines veulent constituer à Saint-Seine une sorte de bourgeoisie attachée à leur service, et même qu'ils désirent conférer à ces bourgeois la noblesse et s'en faire des vassaux.

A côté de ces actes qui montrent les moines constituant des privilégiés, une série de documents mentionnent des personnages dont la condition est indécise mais évidemment supérieure à celle de la majorité des habitants. En 1300 on trouve un certain Jean de Pontailler damoiseau de l'abbé de Saint-Seine (4). Une charte

(1) Inventaire, n° 98.

(2) Ibid., n° 168.

(3) Inventaire, n° 1657.

(4) Ibid., n° 1962.

du 25 avril 1318 mentionne Laurent Portillet, écuyer, maire de Saint-Seine. Le 8 décembre 1397 et le 1^{er} novembre 1399, Guillaume Poinot reprend en fief de l'abbé de Saint-Seine un certain nombre d'héritages (1). En 1399 ce Poinot est appelé damoiseau et exerce les fonctions de chambellan du monastère ; le 10 octobre 1444 il porte le titre d'écuyer (2). L'exercice de la fonction de chambellan avait en effet pour conséquence d'anoblir ceux qui la remplissaient. A l'origine l'abbé choisissait pour chambellan un chevalier : ainsi en 1249 l'abbé de Saint-Seine prenait pour chambellan Thibaud, fils de Geoffroy de la Porte, chevalier (3) ; mais en même temps (4), il recevait Thibaud comme homme du monastère et la charte indiquait que le couvent avait d'autres serviteurs (*servientes*) du même genre. A raison de son office le chambellan était tenu de servir l'abbé comme écuyer, de l'accompagner partout où il lui plairait d'aller, lorsque son service l'exigerait (5). C'étaient là ces fonctions de domesticité noble qui étaient un des traits caractéristiques de la vie féodale. Aussi les premiers chambellans furent-ils choisis parmi les chevaliers ; plus tard ils cessèrent d'être pris parmi les nobles ; mais pour soutenir l'éclat de leur charge, l'abbé les anoblit en la leur donnant (6).

Les anoblissements faits par l'abbé n'étaient pas acceptés sans protestations par les hommes de l'abbaye et par les agents du duc. Les hommes étaient jaloux de ces parvenus, de ces nobles qu'ils avaient connus leurs égaux ; les agents du duc contestaient cette noblesse récente dont l'effet principal était, à leurs yeux, d'exempter des aides payées au duc ceux qui l'avaient acquise. Les nota-

(1) Ibid , nos 375 et 377.

(2) Ibid., nos 377 et 213.

(3) Gros cartul., n° 192, fol. 116 ; charte copiée dans Peincedé, t. XVIII, p. 135.

(4) *Hominem sui monasterii ad usus et consuetudines terræ ecclesiæ Sancti Sequani...* (ibidem).

(5) Charte du 7 octobre 1348, invent., n° 1759.

(6) C'est ainsi que Huguenin Jacquin, maire de Cestre, acheta la chambellanerie le 17 août 1373 (Invent , 1760) et que Guillaume Poinot la possédait en 1399 (supra, note 2).

bles chargés de rédiger à Saint-Seine la recherche des feux de 1406 (1) déclarèrent que Guillaume Poinso, Michel Bolart et Huguenin Bolart se prétendaient nobles, et que les habitants n'avaient pas voulu les comprendre au rôle de crainte d'avoir à soutenir un procès. Les Élus décidèrent que les deux Bolart seraient contraints de payer comme les autres habitants, mais que Guillaume Poinso étant noble ne payerait rien (2).

Tels sont les faits et les documents qui révèlent l'existence à Saint-Seine de privilégiés et même de nobles tenant leurs privilèges et leur noblesse du couvent. Malheureusement les renseignements manquent pour fixer leur condition d'une manière précise. On peut toutefois en indiquer quelques traits.

1° Ils ne se rattachent pas aux anciens chevaliers ; ce sont d'anciens serfs, ils étaient à l'origine les égaux des autres habitants.

2° Leur affranchissement et leur noblesse viennent, pour la plupart, des fonctions qu'ils ont remplies dans la domesticité de l'abbaye.

3° Le principal de leurs privilèges consiste à n'avoir plus à compter avec les fonctionnaires inférieurs de l'abbaye, les maires par exemple ; à être directement sous la main des moines, à être leurs hommes au sens féodal du mot, à entrer dans leur bourgeoisie. Bourgeoisie, ce mot qui évoque à l'esprit l'image des grandes et redoutables communes, n'avait, à Saint-Seine, qu'un sens restreint. Jamais les habitants de Saint-Seine, c'est-à-dire du village formé autour du monastère, n'eurent le droit d'élire leur maire ni de s'administrer eux-mêmes, ils n'eurent jamais qu'un privilège : ils ne payaient pas la redevance caractéristique du servage, la géline ou poule de coutume que devaient les autres habitants du domaine (3). Le mot de bourgeoisie s'explique par

(1) Arch. Côte-d'Or, B. 11563.

(2) Déjà en 1300, Guillaume Poinso n'avait rien payé (Arch. Côte-d'Or, B. 11564).

(3) Sentence arbitrale de 1496, § 36.

ce que l'abbé ne savait comment appeler les hommes de sa domesticité, il les nommait tantôt ses écuyers, tantôt sa bourgeoisie.

4° Les privilégiés recevaient du couvent une tenure de caractère noble, un fief ; ils reprenaient ce fief de l'abbé et, à chaque reprise, lui en fournissaient le dénombrement.

LES NON NOBLES

1° Leur nombre.

Les non nobles forment la grande majorité de la population. En face des religieux, dont le nombre fut réduit à quatorze vers l'année 1320, ils sont environ 2000. Ce chiffre ne présente pas d'ailleurs un caractère de certitude absolue. Les documents en effet ne fournissent le nombre des habitants que pour une période de 45 ans, de 1376 à 1421 ; pour les siècles précédents on en est réduit à des conjectures. Même pour cette période de 45 années, la nature des documents rend leur témoignage difficile à interpréter. Ce sont des recherches de feux qui mentionnent le nombre des ménages et non celui des habitants. La question revient à déterminer quel pouvait être à cette époque le nombre des personnes constituant un ménage. Si le chiffre de cinq personnes par ménage, que les érudits s'accordent d'ordinaire à adopter, n'est pas exagéré pour les années prospères du début du xiv^e siècle, il l'est visiblement pour les années du xv^e qui comptent parmi les plus malheureuses de l'histoire de France. A vrai dire toutes les recherches de feux prouvent que la misère et la dépopulation des campagnes ravagées par l'invasion étrangère vont croissant. Si grâce au règne réparateur de Charles V la population, qui était de 372 feux en 1376, s'élève à 518 en 1384, elle retombe bientôt en 1390 à 422 ; elle n'est plus que de 375 en 1397, 357 en 1400, 363 en 1406, 301 en 1413, 270 en 1417 ; en 1421 elle se relève à 339. La pauvreté des habitants

augmentait en même temps que diminuait leur nombre. En 1376 il n'existe qu'une catégorie de feux payant tous l'impôt ; en 1384, on crée la catégorie des misérables et du coup la moitié de la population s'y trouve rangée ; en 1390 à côté des solvables et des misérables apparaissent les mendiants, et dès cette année sur sept feux, deux mendient ; en 1406 deux mendient sur cinq, et, depuis la dernière recherche qui remonte à six ans quatre-vingt-douze personnes sont mortes ou bien ont quitté le pays. En 1413 la misère est si générale, que les agents du duc chargés de faire la recherche des feux ne distinguent plus les feux solvables des autres, ils en trouvent 301, mais à raison de leur pauvreté ne les comptent dans la répartition de l'impôt que pour 66 feux et demi. La distinction entre les feux est reprise en 1417, cette année-là sur six feux un seul était solvable ; en 1421 sur quinze feux onze sont considérés comme misérables, un seul est solvable, trois mendient (1). Les biens des mendiants sont peu considérables ; un procès-verbal d'un sergent en date du 5 décembre 1406 montre que les biens meubles et immeubles de Guiot Fleutelot de Moly étaient estimés 22 livres 3 sous et 4 deniers ; or dans la recherche des feux de 1400 Guiot Fleutelot était compté parmi les mendiants (2). Aussi la dépopulation et la misère du xv^e siècle furent sans doute pour beaucoup dans les nombreuses difficultés que les moines de Saint-Seine eurent alors avec leurs hommes.

2^e Rapports des non-nobles avec les moines.

L'histoire des rapports du couvent avec ses hommes présente deux périodes distinctes. Dans la première période le régime féo-

(1) Voir, pour le détail de tous ces chiffres, aux pièces justificatives, le tableau des variations de la population.

(2) Guiot Fleutelot dut payer pour la taille 22 sous 2 deniers soit la vingtième partie de ses biens : ceux-ci s'élevaient donc à 22 livres 3 sous 4 deniers (Inventaire, n^o 1684).

dal s'établit et fait de tous les hommes du domaine des serfs. La charte d'affranchissement de 1323 marque le début d'une seconde période : les hommes, cherchant à étendre les libertés illusoires qu'ils ont achetées, soutiennent contre le couvent une lutte de près de deux siècles.

1° Le document le plus ancien, — c'est un diplôme de Louis le Débonnaire donné vers l'an 830 (1), — montre qu'au ix^e siècle quatre classes d'hommes existaient sur les domaines de l'abbaye : des serfs (*mancipia*), des colons (*accolæ*), des hommes de l'abbaye (*homines... ipsius monasterii*) et des hommes libres. Quatre siècles plus tard, vers la fin du xiii^e siècle, tous les hommes non nobles habitant la terre de Saint-Seine étaient serfs, et il fallut des affranchissements individuels pour que la charte de grâce de 1323 pût mentionner deux catégories de personnes, les serfs et ceux qui jouissaient de quelque liberté (2). C'est que dans l'intervalle le régime féodal s'est constitué à Saint-Seine, l'abbé a resserré par la recommandation et la précaire la dépendance des hommes de ses domaines ; en même temps, grâce à l'immunité, les liens qui l'attachaient au pouvoir central se sont relâchés. Il en est venu à posséder toutes les terres, ou du moins à avoir des droits sur toutes les terres, à posséder tous les hommes, à être haut justicier sur toute l'étendue du domaine, à ne devoir d'abord à l'empereur (3) puis au duc de Bourgogne aucun service militaire. En 1189 le duc de Bourgogne confirme et étend les privilèges de l'abbaye (4) ; sans doute il maintient son droit de garde et de régale ; il conserve le droit de gîte dans quelques villages, mais il le cède dans d'autres. Ce qu'il garde de ses droits est peu de chose : pour le service militaire,

(1) Cartul. Saint-Seine, n° 2.

(2) Quicumque libertate fruentes... Garnier, *Chartes de communes et d'affranchissements*, t. II, p. 449.

(3) Dès 817 l'abbaye de Saint-Seine se trouve parmi les seize monastères qui joignent à l'Empereur des dons sans soldats. *Recueil des historiens des Gaules et de la France*, t. VI, p. 408.

(4) Cartul. de Saint-Seine, n° 7.

quand il va à l'armée du roi de France, il ne peut exiger de l'abbé qu'une bête de somme et un valet pour la conduire; les hommes du domaine ne doivent rejoindre son armée que s'il fait un siège. Pour la justice, l'abbé est l'intermédiaire obligé entre les hommes et le duc, qui ne garde pour lui que la connaissance des vols sur les grands chemins. En fait l'abbé est le maître absolu sur ses domaines; aux yeux des hommes il est à la fois le chef du culte, le dépositaire de la puissance publique et le propriétaire du domaine.

Jusqu'en 1323, les hommes de Saint-Seine ne contestèrent pas les droits des moines; il ne pouvait d'ailleurs y avoir aucune discussion, aucun procès sur la nature et l'étendue des droits des deux partis : les hommes du domaine étaient taillables au gré des moines, c'était très clair. Loin de songer à faire une Jacquerie locale, loin de se révolter contre l'autorité des religieux, les paysans vivaient avec eux en bonne intelligence, ils étaient à leur dévotion. En 1129, par exemple, ils se firent leurs complices et se mirent dans un assez mauvais cas. Les moines de Saint-Seine et les chanoines de Saint-Etienne de Dijon étaient depuis longtemps en procès au sujet des églises de Darois et d'Etaules. Porté de juridiction en juridiction le différend avait fini par être tranché au profit de l'abbé de Saint-Etienne. Un beau jour, les moines de Saint-Seine ameutent leurs hommes et les conduisent sur les terres de l'abbé de Saint-Etienne; là ils fondent tous ensemble sur le village d'Ahuy (1), pénètrent de force dans l'église et les maisons, brisent les tonneaux, renversent le vin, jettent le blé dans la rue, emportent tout ce qu'ils peuvent, détruisent le reste et font pour dix livres de dégât (2). L'explication de cette intimité

(1) A 6 kilom. au nord de Dijon.

(2) ...cum innumerabili rusticorum multitudine ad Aqueductum villam irruentes, tam canonicorum quam hominum ibi commaneantium res invaserunt, ecclesiam et atrium violaverunt, cicla sciderunt, vina fuderunt, annonas sparserunt et cuncta quæ poterant secum tollentes; diripuerunt, damno precii decem librarum et plus illis illato (Charte de 1133, *Pérard*, p. 106.

se trouve dans ce fait que les moines n'exercent pas par eux-mêmes leurs droits ; ils ont des agents, des intermédiaires chargés des détails d'administration et de perception. Le maire est un de ces agents, et le plus important, le moins populaire de tous ; aussi l'affranchissement individuel a-t-il pour principal effet de soustraire à son autorité.

2° Ces affranchissements particuliers n'eurent aucune influence sur la condition de la masse de la population ; tout au plus donnèrent-ils aux hommes de Saint-Seine l'exemple et le désir d'une dépendance moins étroite, sauvegardant mieux leur dignité, mais l'affranchissement de tous ne pouvait être produit que par des causes exceptionnelles, indépendantes des moines et supérieures à leur volonté. La vraie, la seule cause de l'affranchissement général fut la situation obérée dans laquelle se trouva l'abbaye au début du xiv^e siècle et dont elle ne put sortir qu'en vendant la liberté à ses hommes. Ceux-ci effectuèrent en 1323 un véritable rachat des charges qui pesaient sur eux ; moyennant un capital, une fois payé, ils furent quittes d'un certain nombre de redevances et obtinrent une diminution des autres.

Il n'est pas sans intérêt de chercher l'origine de cette situation dans laquelle l'abbaye de Saint-Seine se débattait péniblement. Elle durait depuis un siècle. Déjà en mars 1221, l'abbé Garnier avait acquitté les dettes contractées par l'abbaye envers trois « citoyens romains » (1). Depuis cette époque les dettes n'avaient fait qu'augmenter. En 1230, l'abbé Eudes énumérant les maux dont souffrait son église notait : 1° le grand nombre de ses créanciers ; 2° les prébendes quotidiennes qu'elle était tenue de fournir ; 3° les invasions des malfaiteurs sur ses terres ; 4° le mauvais état des bâtiments du monastère qui menacent ruine de toutes parts. Aussi l'église est-elle endettée de 500 livres (2). D'ailleurs il

(1) Inventaire, n° 172.

(2) Ibid., n° 353. Cette chartre exprime avec énergie la détresse de l'abbaye ; elle est si malheureuse qu'il n'y a plus de maux qui puisse désormais l'atteindre (*ita ut vix habeat in nobis nova plaga locum*).

semblait qu'elle fût poursuivie par la fatalité. Tout d'abord l'entretien des bâtiments coûtait cher. Vers 1213, l'abbé Olivier faisait appel à la charité de tous les fidèles pour construire son église (1); à peine construite celle-ci était consumée par un incendie dont elle porte encore aujourd'hui les traces, et les papes Clément VI et Alexandre IV accordaient l'un soixante, l'autre cent jours d'indulgence aux personnes qui feraient des aumônes en vue de la reconstruire (2). Leur pauvreté n'empêchait pourtant pas les moines de faire des dépenses de luxe : en juin 1272 l'abbé concluait avec un certain Aubert Lallemand un marché pour faire au couvent de Saint-Seine soixante-quatre sièges semblables à ceux des chanoines de Vergy (3).

Les moines avaient en outre à fournir des subsides de tous côtés : en 1230 ils se portaient garants d'un emprunt contracté par Hugues, duc de Bourgogne, envers les bourgeois de Vézelay (4). En 1266 l'abbaye payait pour l'aide fournie à Charles d'Anjou cent cinquante livres laugroises, son prieuré de Baume payait pour le même motif cent sous, celui de Léry 50 (5). En 1270 elle devait fournir dix livres pour sa part des sommes accordées par le Pape aux étudiants d'outre-mer venant à Paris (6). Les guerres privées avaient aussi contribué à ruiner l'abbaye; Henri de Vergy, maréchal de Bourgogne, faisait sur ses terres, en 1250, soixante livres dijonnaises de dégât dans sa guerre de Frolois (7).

En vain, les moines prenaient parfois des mesures de conservation; elles n'étaient pas faites pour relever leur crédit : en août 1228, Alix, duchesse de Bourgogne affranchissait l'abbaye

(1) Cartul. Saint-Seine, n° 85.

(2) Inventaire n° 180 et 181.

(3) Inventaire, n° 178. Vergy, hameau de l'arrière-côte, canton de Gevrey.

(4) Cartulaire de Saint-Seine, Bibl. Nat., f. lat., 9374, p. 20, publié Petit, IV, n° 1982.

(5) Arch. Côte-d'Or, H. 390.

(6) Inventaire, n° 112.

(7) Inventaire, n° 110.

de toutes les dettes qu'elle pouvait avoir contractées envers les Juifs du duché (1). En avril 1239, Eudes, seigneur de Frolois, devait payer au juif Samson une somme dont il avait eu l'imprudence de se rendre garant pour les moines de Saint-Seine (2). Tout en contractant des dettes ceux-ci se garantissaient en effet contre les contraintes qui auraient pu les atteindre. En 1241, ils juraient que ni eux ni leurs successeurs n'aliéneraient jamais leurs domaines de La Margelle, Turcey, Langres (3). — Plus tard ils obtinrent d'Innocent IV une bulle déclarant qu'ils ne pourraient être contraints par lettres apostoliques au paiement de leurs dettes, que si la preuve de leur utilité était faite (4).

De tels procédés décourageaient à la fois les prêteurs et les garants. Aussi les moines en furent réduits à user d'expédients pour se procurer de l'argent. Tantôt il leur fallait charger l'un des leurs, muni d'une charte dûment scellée, d'un véritable voyage d'exploration à la recherche d'un prêteur, dans une contrée où l'on ne connût pas encore leurs procédés. Ainsi en 1282, ils chargèrent Guy de Salins, prieur de Saint-Mémin, de contracter un emprunt de cent livres. La charte dont il était porteur contenait les garanties les plus solides, les promesses les plus magnifiques (5). Tantôt ils en venaient à vendre, pour ainsi dire, la peau de l'ours. En février 1301, Gui, cuisinier de l'abbaye, procureur de l'abbé Guillaume, reconnaît devoir à Guiot dit de Fontaine, de Saint-Seine, à Henry de Poligny et à son fils, douze muids d'avoine, deux muids de conceau et un muid de « leuns » qu'il leur a vendus pour 140 livres huit sous tournois payés comptant (6). Ainsi les moines en sont réduits à vendre

(1) Cartulaire de Saint-Seine. Bib. Nat., f. lat., 17085, f. 29.

(2) Inventaire, n° 85.

(3) Gros cartulaire, n° 215, f. 129; Peincedé, XVIII, p. 158.

(4) Inventaire, n° 178.

(5) Arch. Côte-d'Or, H. 391.

(6) Inventaire, n° 1677. Le conceau est un mélange de blé et de seigle; les leuns (etym. lenticum) sont des légumes et de menues graines.

des fruits avant d'avoir mis en terre la semence qui doit les produire.

Aussi vers 1320 l'abbaye était-elle à bout de ressources : en janvier 1321 l'abbé Jean de Jaucourt et les moines déclarent que les revenus de leur pitance sont si petits que, s'il n'y est apporté remède, ils seront à l'avenir insuffisants pour leur nourriture (1). En conséquence ils prennent des mesures pour assurer la rentrée de leurs revenus, et décident de n'accorder désormais les prébendes de pain et de vin qu'aux clercs et aux laïcs qui feront don de leurs biens au couvent (2). Mais ces mesures étaient insuffisantes ; il fallut, pour remettre en ordre le temporel de l'abbaye gravement compromis, l'intervention du duc de Bourgogne. Les agents du duc ont tracé de l'abbaye un tableau peu flatteur. Sans parler des affaires spirituelles ou de la conduite des moines qui n'observaient plus la règle de Saint Benoît, quittaient leurs habits et sortaient en armes, le temporel de l'abbaye était dans un état déplorable : les bâtiments tombaient en ruines ; avec les matériaux destinés à les réparer, les moines se faisaient des maisons particulières ; les bois étaient mal exploités, les terres mal cultivées ; l'abbaye laissait dépérir ses juridictions et prescrire ses droits ; ses agents aliénaient ses domaines, faisaient de grandes levées de tailles à leur profit ; les serfs étaient grevés de lourdes charges et fort maltraités (3). Pour mettre fin à ces désordres diverses mesures furent prises : on décida qu'à l'avenir le nombre des moines ne pourrait être supérieur à quatorze. Il restait à liquider le passé, à trouver l'argent nécessaire pour acquitter les dettes de l'abbaye ; l'abbé Jean de Jaucourt eut recours à l'affranchissement de ses hommes, et la charte spécifia que dans la délibération capitulaire où fut décidé l'affranchissement, les moines eurent en vue les énormes besoins du monastère (4). Ainsi l'affranchissement fut

(1) Inventaire, 1541.

(2) Inventaire, n°s 1541 et 153.

(3) Arch. Côte-d'Or, B. 11652. Voir aux pièces justificatives.

(4) ... *considerata magna utilitate monasterii*... Garnier, t. II, p. 449.

à Saint-Seine une véritable opération financière ; obligés de se procurer de l'argent à tout prix, ne pouvant aliéner aucune portion de leur domaine, les moines vendirent à leurs hommes la liberté.

Les conditions de cette vente furent arrêtées entre l'abbé et le couvent d'une part, et de l'autre six habitants de la terre de Saint-Seine agissant au nom et par procuration du reste des habitants (1). Les habitants s'engagèrent à payer 1° une somme de 100 livres pour placer dans le monastère une statue de la Vierge (2); 2° une somme de 6000 livres tournois dont la destination était imposée par la charte : cette somme devait être employée au profit du monastère, qui était accablé par d'énormes charges, qui avait contracté des obligations envers de nombreux prêteurs ; elle devait servir à payer ses dettes (3). La charte portait quittance de ces deux sommes. De leur côté les moines s'engageaient à les consacrer à l'érection de la statue et au payement de leurs dettes ; ils s'engageaient en outre à célébrer chaque année une messe solennelle du Saint-Esprit à l'intention des hommes de Saint-Seine et de leurs descendants. Grâce à ces conventions l'affranchissement des habitants de la terre de Saint-Seine eut ce caractère particulier d'être un contrat bilatéral créant aux deux parties des droits et des obligations.

L'acte d'affranchissement de 1323 marqua le commencement d'une lutte qui dura 173 ans. En donnant des droits, des libertés à leurs hommes, les moines avaient créé de nombreuses causes de procès. Dès l'origine il y avait eu entre les deux parties un malentendu : leurs intentions, au moment de signer la charte, étaient aussi opposées que possible. Les moines entendaient, moyennant quelques promesses vagues et certaines concessions illusoire, qui flattaient l'amour-propre de leurs hommes, se

(1) Garnier, II, p. 448.

(2) Ibid., II, p. 453-454.

(3) Ibid., II, p. 454.

procurer la forte somme dont ils avaient besoin pour payer leurs dettes ; ils aviseraient plus tard aux moyens d'éluder les concessions. Les hommes estimaient au contraire qu'ils avaient payé leur liberté assez cher pour en jouir toujours, dans toute sa plénitude. La charte fut rédigée avec des formules assez vagues qui flattaient les espérances des deux parties contractantes et qui réservaient l'avenir (1) ; on négligea même de mentionner un certain nombre de droits seigneuriaux, on laissa, comme à plaisir, une foule de véritables « nids à procès ».

Quelques années se passèrent pourtant d'une façon paisible ; mais bientôt surgirent des difficultés. Quand les agents des moines se présentaient pour percevoir certains droits, on leur disait : « Reportez-vous à la charte de grâce ; elle ne mentionne pas le droit que vous exigez, donc nous ne le devons pas. — Sans doute, ripostaient les religieux ; mais la charte ne mentionne que les droits remis ou modérés ; elle ne parle pas de celui-ci, donc vous le devez ; reportez-vous du reste à la coutume de Bourgogne ». Or les deux interprétations étaient également soutenables : de là ces procès nombreux qui durèrent un siècle. C'est d'abord à la taille jurée que les habitants s'en prennent. En 1401, Oudot Vivant, de La Margelle, refuse de payer sa cote ; mais il cède bientôt, on ne sait pourquoi (2). Le 23 mai 1405 un arrêt du Parlement de Paris règle la forme dans laquelle sera faite l'estimation des biens en cas de contestation au sujet de la taille (3). Le 5 décembre 1406 un sergent royal contraint en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris Guiot Fleutelot, de Moloy, Jean Esmard et Huguenet le Poiret, de Francheville, à payer leur cote de la jurée (4). Le 22 août 1407 un commissaire du Parlement de Bour-

(1) Voir par exemple en quels termes, d'une obscurité sibylline, est traitée la question si grave des droits d'usage. *Garner*, II, p. 456.

(2) Inventaire, n° 53.

(3) Inventaire, n° 43.

(4) Inventaire, v. 1684.

gogne condamne les habitants de la terre de Saint-Seine aux dépens d'un arrêt rendu sur le fait de la jurée (1). Malgré la transaction d'août 1416 qui règle l'assiette et la perception de la taille (2), les refus individuels de paiement continuent : le Parlement de Paris, le 28 février 1431, le Parlement de Bourgogne, le 12 février 1478, condamnent plusieurs habitants à payer les tailles.

Mais déjà les habitants, non contents de discuter la taille, s'en prenaient à tous les droits féodaux, à toutes les prétentions des moines. Dès 1416 ils soulevaient des procès au sujet de la valeur de la monnaie avec laquelle ils payaient les cens (3). La crise devint particulièrement aiguë dans les dernières années du siècle. Les habitants étaient encouragés par les divisions des moines alors en procès avec leur abbé (4). Dans certains villages, les maires, fonctionnaires des moines, se mettaient contre eux à la tête des habitants : en 1467 le maire de Saint-Mémin amène les habitants du village contre les officiers de l'abbé (5). Ainsi tous les pouvoirs, que les habitants de la terre de Saint-Seine avaient immédiatement au-dessus d'eux, leur semblaient ébranlés et chancelants, d'autres faisaient cause commune avec eux. En outre ils avaient vu au cours de leurs procès qu'il y avait une autorité supérieure à celle des moines, et que les Parlements pouvaient casser les décisions de leurs prévôts. D'une façon générale les Parlements du roi n'avaient pas été favorables aux hommes de Saint-Seine ; mais l'autorité royale leur semblait moins lourde, moins gênante, moins tracassière que celle des moines, d'abord parce qu'ils se la représentaient avec leurs espérances, ensuite parce qu'elle était plus lointaine. Aussi contestent-ils aux moines toutes leurs prétentions : ils s'assemblent, délibèrent, s'imposent pour

(1) Inventaire, n° 54.

(2) Arch. Côte-d'Or, B. 11330, f° 48.

(3) Inventaire, n° 22.

(4) Voir la sentence arbitrale du 21 mai 1489 entre l'abbé et les religieux. Arch. Côte-d'Or, H. 385.

(5) Inventaire, n° 2679.

subvenir aux frais de procédure sans l'autorisation des moines (1). Ils refusent de faire guet et garde, de reconnaître les blaviers, de payer les bans-vins, la dîme de chanvre (2), les avoines, les poules, les deniers de la foresterie, les droits d'épousailles, de rouherie, les lods et ventes (3) ; ils prétendent chasser et pêcher à leur guise. En vain les moines obtiennent contre eux des lettres-royaux, des arrêts possessoires, les habitants ne se tiennent pas pour battus ; ils soulèvent à nouveau les questions, tant qu'enfin les moines, las de ces procès continuels, obligés de tenir un compte spécial très chargé pour les frais de justice (4), consentent à soumettre les questions en litige à un arbitrage. Au moment où l'affaire fut soumise aux arbitres, il n'y avait pas moins de huit procès pendants devant diverses juridictions entre les moines et leurs hommes ; et encore les parties n'étaient-elles pas sûres, en déclarant ce chiffre, de n'en avoir pas oublié quelques-uns (5). De mémoire de procureur on n'avait jamais vu si « grandes involutions de procès, merveilleux travaux, frais et despens » ; la chose était si extraordinaire qu'on l'inséra au commencement de la sentence (6).

Dès que les arbitres furent choisis, les deux parties invitées à exposer leurs griefs et leurs prétentions s'exprimèrent sans aucune mesure. Les écritures et les plaidés des habitants en particulier sont des plus remarquables ; ils forment ce qu'on pourrait appeler les « cahiers de doléance » des habitants de Saint-Seine en 1496. Non seulement les habitants contestent les droits seigneuriaux dans la pratique, mais ils portent la question sur le terrain des principes, ils l'étendent et lui donnent une portée qui dépasse de beaucoup le xv^e siècle. On entend dans leurs doléances comme

(1) Inventaire, n° 18.

(2) Inventaire, n° 30.

(3) Inventaire, n° 10.

(4) Inventaire, n° 998.

(5) Recueil, p. 27.

(6) Recueil, p. 79.

un écho des discours éloquents de Philippe Pot, leur compatriote, aux États généraux de 1484. Tout d'abord ils sentent que, seule, l'union leur permettra de faire triompher leurs revendications. Au couvent, qui forme contre eux un corps uni, ils veulent opposer « la communauté de la terre de Saint-Seigne (1) ». Cette communauté ne sera pas un accident, elle survivra au procès qui l'a fait naître, elle aura, jusqu'à un certain point, un caractère politique : les habitants pourront élire des mandataires, s'imposer pour des travaux d'intérêt commun, passer procuration et contracter des emprunts. Après s'être donné cette organisation, ils se cherchent des alliés ; ils veulent intéresser les puissances à leur cause, ils essayent de se concilier le pouvoir royal et le clergé régulier : le clergé régulier en réclamant pour le curé de Saint-Seine le droit de faire des processions et de sonner les cloches de son église quand bon lui semble (2) ; le pouvoir royal, en ne soumettant pas les causes jugées en première instance au juge d'appel des religieux (3). En vain les moines leur représentent qu'il leur est plus facile, moins dommageable et moins coûteux de poursuivre leurs procès devant le juge d'appel de Saint-Seine que devant les baillis royaux ; les habitants insistent, ils sentent qu'ils ont plus de chances de triompher si leur cause est aussi celle du roi. — Après avoir cherché à intéresser des tiers à leur cause, ils exposent leurs demandes en les fondant sur la raison, la possession immémoriale et le contrat. Et d'abord ils invoquent la raison et le droit ; non pas le droit au sens juridique du mot, le droit fondé sur la coutume ou sur la loi ; mais le droit absolu, le droit philosophique (4). Ils repoussent certaines taxes comme « chose exorbitante de tout droit et de toute raison (5) » ; telle autre

(1) Recueil, p. 46.

(2) Recueil, p. 32.

(3) Recueil, p. 18.

(4) Si elle ne constituait un anachronisme, on serait tenté d'appliquer à la conception que les hommes de Saint-Seine se font du droit, cette expression toute moderne « les Droits de l'homme ».

(5) Recueil, p. 30 et 32.

comme une « dérision contre toute honnêteté (1) ». Ils reprochent aux religieux de faire « querelles et pourchas d'ung tas de petites choses qu'estoient de peu d'effect (2) ». A leur sens l'hésitation n'est pas possible : ces choses « de prime face se doibvent rebouter (3) ». Enfin ils lâchent le grand mot : les demandes des moines sont, disent-ils, « de plus de voulenté que de raison ». En face du principe des moines qui est « la voulenté » — entendez l'autorité — ils font appel à la raison. — Ils invoquent l'origine immémoriale pour les droits de chasse, de pêche, d'usage dans les bois, les carrières et les lavières (4). En dernier lieu ils rappellent que la charte de 1323 est un traité et que ce traité leur a coûté cher ; en conséquence ils demandent qu'il soit exécuté dans toutes ses dispositions, et que toutes les charges qui n'y sont pas comprises soient considérées comme nulles. Aussi n'est-il guère de droits dont ils ne réclament la suppression ou l'allègement. Et parfois ils accompagnent leurs réclamations de paroles et d'attaques fort vives contre les religieux, témoin ce passage où ils parlent de la chandelle de cire que les épousées devaient offrir le jour de leurs noces sur l'autel de la Sainte Vierge (5).

Les réponses des moines étaient un peu plus modérées. Repe-

(1) Recueil, p. 32.

(2) Recueil, p. 32.

(3) Recueil, p. 32.

(4) Les lavières sont des carrières où l'on exploite la lave. Cette lave des montagnes de la Côte-d'Or n'a rien de commun avec le produit volcanique qui d'ordinaire porte ce nom ; c'est une roche calcaire qui se débite facilement en tranches minces de quelques centimètres d'épaisseur, et qui est employée exclusivement à couvrir les maisons. Recueil, p. 28.

(5) ...c'estoit proprement une superstition et dérision contre toute honnêteté, inductive à péchié, murmure et présomption ; l'abolition de laquelle coustume prétendue, ou corrupte, devoit estre plustost poursuyve par lesdits religieux, en quérant et poursuivant ce qu'estoit de Dieu, et de dévotion, et non pas quereller, sercher et poursuivre telles foles superstitions et dérisions que vrais religieux devroient aborror, selon que en aucunes religions l'on avoit accoustumé de prohiber l'entrée en leurs églises et monastères de toutes femmes, et si elles y entroient, ils purifioient l'entrée, par mondicité de feu, qu'ils faisoient par les lieux où elles avoient esté. Recueil, p. 64.

nant les arguments des habitants ils les réfutaient point par point. A la raison ils opposent le droit strict et la coutume (1); eux aussi invoquent l'origine immémoriale (2); quant à la charte, ils déclarent que, si les habitants s'en sont toujours réjouis, c'est qu'ils en entendaient mal l'effet (3). Ils invoquent en outre le vœu des habitants qui serait, disent-ils, l'origine du droit sur les nouvelles épousées; ils rappellent qu'il n'est pas toujours prudent de lutter contre son seigneur, surtout quand ce seigneur est un ecclésiastique; ils rappellent aussi la terrible et édifiante histoire de ce Pierre Balesmeet de sa femme qui furent les premiers à refuser de payer la chandelle des épousées et qui, peu de temps après, « moururent de mort plus piteuse qu'à peine pourrait l'on penser... et devoient avoir crainte et terreur ceux qui faisoient la dite poursuite » (4). Enfin ils croient que leur conscience leur défend de relâcher aucun des droits de leur église, et ces droits, ils doivent plutôt les accroître que les amoindrir (5). — Certaines de leurs phrases sont bien curieuses; elles montrent, autant que les exigences des hommes, qu'à Saint-Seine la lutte des classes était arrivée vers la fin du xv^e siècle à l'état aigu. A plusieurs reprises les religieux expriment leur regret du temps passé, de ce temps heureux où il leur suffisait de dire : « j'ai tel droit » pour introduire toutes les nouveautés qui leur plaisaient (6). Les habitants étaient vraiment d'une insolence intolérable, faisaient preuve de « grande témérité et vouloir désordonné et déraisonné » (7), lorsqu'ils « se vouloient et prétendoient dire pareils auxdits vénérables en tout et pour tout » (8). Mais on leur apprendrait les égards

(1) Recueil, p. 19, 36, 39.

(2) Recueil, p. 36.

(3) Recueil, p. 35.

(4) Recueil, p. 44.

(5) Recueil, p. 44-45.

(6) Recueil, p. 39 et 45.

(7) Recueil, p. 45.

(8) Recueil, p. 43.

que « subjects devoient avoir envers leurs seigneurs • et on y aviserait « en mettant bride auxdits habitants telle qu'il appartenait à subjects (1) ». Ne leur suffisait-il pas d'être affranchis des corvées de corps, des tierces et des tailles à volonté (2) ? »

En présence de prétentions aussi contradictoires, les arbitres entreprirent la tâche pénible de faire l'apaisement à Saint-Seine ; ils adressèrent plusieurs remontrances aux parties ; ils rappelèrent aux religieux « qu'ils devaient entretenir et aider à nourrir et soulager lesdits habitants qui sont leurs hommes et subjects » (3). Les arbitres réussirent ; l'équité et la précision de leur sentence qui exigeait des sacrifices mutuels, et ne laissait aucun point dans l'obscurité, apaisèrent les esprits. Pendant 250 ans les religieux de Saint-Seine vécurent en paix avec leurs hommes ; ce ne fut qu'au milieu du xviii^e siècle que ceux-ci recommencèrent à contester aux moines les droits seigneuriaux.

3^e Conditions des non-nobles

Au milieu de toutes ces vicissitudes les conditions et les charges des serfs changèrent plusieurs fois.

1^o Condition des hommes avant l'affranchissement de 1323. La charte d'affranchissement indique certains traits de la condition antérieure des hommes. Sans aucun doute ils étaient serfs puisqu'ils étaient astreints à plusieurs charges que la charte appelle servitudes (*servitudes*), servitudes non pas au sens affaibli qu'on donne aujourd'hui à ce mot, mais au sens énergique qu'il tirait de son étymologie : charges qui forment la condition du serf. Ces charges étaient au nombre de quatre ; elles comprenaient la taille, la mainmorte, l'obligation de résider sur le domaine et la corvée.

Taille. Les serfs devaient « à raison de leur sujétion la taille

(1) Recueil, p. 45.

(2) Recueil, p. 90.

(3) Recueil, p. 105.

haute et basse deux fois par an » (1). Le montant de cette taille était arbitraire, de l'aveu même des hommes qui la payaient : en janvier 1308 dix personnes reconnaissent « être hommes en totalité du prieuré de Baulme, tailliables, justiciables et exploitables à la volonté du prieur » (2). En outre à l'élection de chaque nouvel abbé, les serfs payaient une somme, fixée, suivant leurs ressources, par le bon vouloir de l'abbé : la bienvenue (3).

Mainmorte. La mainmorte est énoncée dans la charte en termes formels : « les habitants sont de la condition de mainmorte, et cette mainmorte appartient à l'abbé et au couvent » (4), ce qui veut dire qu'en cas de décès l'abbé et le couvent héritaient du défunt. Mais les documents ne montrent pas clairement quelle était l'étendue de la mainmorte ; l'abbé exerçait-il son droit en toutes circonstances, ou seulement à défaut d'héritiers en ligne directe ? Il semble qu'on doive s'attacher à cette dernière interprétation, on voit en effet en avril 1309 une femme faire une vente en qualité de tutrice de ses enfants (5). Une des conséquences de la mainmorte était le formariage qui consistait dans l'interdiction absolue à deux personnes appartenant à des domaines différents de contracter mariage. Rien n'indique que cette coutume ait jamais été appliquée dans toute sa rigueur à Saint-Seine : la charte de 1323 n'en parle pas ; et un acte de 1185 prouve que ce droit avait subi des adoucissements : le mariage avait été autorisé entre personnes de deux domaines ; mais les enfants appartenaient au maître de qui dépendait la femme (6). Le même acte enre-

(1) ... prout nobis subiciebantur talliam alte et basse imponere bis in anno (Garnier, t. II, p. 448).

(2) Inventaire, n° 2475.

(3) ... in quolibet adventu cujuslibet abbatis de novo creati in monasterio predicto, subventionem facere .. secundum ipsius beneplacitum et predictorum hominum facultates. Garnier, t. II, p. 448.

(4) ... habitantes esse conditionis, manus mortue, et ad nos dictam manum mortuam pertinere. Ibid., p. 448.

(5) Inventaire, n° 296.

(6) Cartul. Saint-Seine, n° 42. Le texte est assez obscur, c'est un accord entre l'abbé de Saint-Seine et le prieur de Trouhant. De mulieribus, autem, as-

giste un nouvel adoucissement : désormais les enfants seront libres, ils n'auront pas la condition d'hommes libres, mais ils pourront choisir entre les seigneurs à qui appartenaient leurs ascendants celui dont ils voudront être les serfs.

Obligation de résider dans le domaine. Cette obligation n'est pas absolue. Nulle part on ne voit que les serfs de l'abbaye soient forcés de résider sur son domaine, ni que l'abbé ait le droit de les revendiquer sur la terre d'autrui. Le serf est donc libre de choisir son maître, et de le quitter s'il lui déplaît. Mais cette liberté est limitée en fait par certaines restrictions : il existe entre l'abbé et les seigneurs dont les terres confinent aux siennes des traités : ainsi en 1209 Eudes, duc de Bourgogne, promet de ne pas retenir sur ses terres les hommes de l'abbé qui voudraient le quitter (1). D'autres fois ces traités stipulaient que l'homme qui quitterait son seigneur perdrait son héritage. Ainsi en 1216 l'abbé de Saint-Seine reconnaît que si ses hommes de Pellerey et Poncey vont habiter à Chanceaux, ils perdront leur héritage ; dans le même acte l'abbé de Saint-Pierre de Flavigny fait une déclaration semblable au sujet de ses hommes de Chanceaux qui iront demeurer à Pellerey et Poncey (2). En 1236 un traité analogue est conclu entre l'abbé de

sensu pari dignum duximus diffinire quod si mulier pertinens prioratui de Troaut viro pertinenti ecclesie Sancti Sequani nupserit vel nupsit, vel si mulier pertinens ad ecclesiam Sancti Sequani viro pertinenti ad prioratum de Troaut nupserit vel nupsit, delata consuetudine qua heredes solebamus utrinque reclamare, filii et filie libere erunt. Ce texte semble prouver que l'origine seule des femmes déterminerait le sort des enfants. Tout d'abord le titre même de l'article « de mulieribus » indique l'importance du rôle que jouent les femmes ; s'il s'agissait du partage des enfants entre les deux seigneurs, le rédacteur de cette charte, dont le style est très soigné, aurait choisi ce titre « de liberis » ou « de divisione liberorum ». En outre dans tout cet article la femme joue un rôle important, tandis que les hommes sont considérés comme des personnages secondaires ; ce n'est pas l'homme qui épouse la femme, c'est la femme qui épouse l'homme. Quant à ces mots « utrinque reclamare » ils signifient non pas que les deux seigneurs partagent les enfants, mais bien qu'ils les revendiquent chacun de leur côté, en s'appuyant sur ce que la femme leur appartient.

(1) *Homines vestros a vobis diffugere volentes in terra nostra nequaquam retinebimus.* Cartul. Saint-Seine, n° 13.

(2) Gros cartul., n° 178, f° 108; Peiacedé, t. XVIII, p. 134.

Saint-Seine et le seigneur de Courlivron (1). Il y a mieux ; cette coutume est parfois attestée par des actes émanant des habitants eux-mêmes : en avril 1238 (2) un certain Lambert de Francheville reconnaît que, s'il passe sous la puissance d'un autre seigneur, ses biens devront être réunis au domaine de l'abbaye. Ainsi l'homme qui abandonne le domaine s'expose à n'être pas accueilli par le maître qu'il s'est choisi, et à perdre le bien qu'il tenait de celui qu'il a quitté. Aussi pour empêcher ces désertions les seigneurs essayent d'établir entre chaque domaine une division infranchissable ; chacun d'eux craint que ses hommes achètent des terres au dehors pour se ménager une retraite, et que les étrangers qui posséderaient ses terres n'acquittent pas leurs redevances.

Corvée. Avant la charte de 1323 les habitants devaient chaque année plusieurs corvées d'hommes et de chevaux (3). Ces corvées, exigibles dans les diverses saisons, s'appliquaient aux travaux urgents de la terre (4) (corvées de labour, de moisson, de fenaison, etc.). Elles consistaient aussi en corvées de charroi (angaries et parangaries) (5).

2° Condition des habitants d'après la charte de 1323. Si les habitants de Saint-Seine étaient serfs avant le 17 mars 1323, il est fort difficile de dire quelle condition la charte d'affranchissement leur donna. Elle ne fit pas d'eux des hommes libres (6) ; des

(1) Plancher, I, p. 192.

(2) Inventaire, n° 146.

(3) ... operas animalium, ipsorum hominum corveyas plures in anno capere. Garnier, t. II, p. 448.

(4) Voir p. ex. Cartul. S.-S., n° 42 : Ecclesia Sancti Sequani carrucas ville Je Trouaut etiam anno habebit scilicet ad sumbrum et ad venisum... quando abbas aut sui eos invitabunt. — On pourrait d'ailleurs reconstituer la nature de ces corvées en prenant pour base d'autres textes relatifs à la Bourgogne : p. ex la « prisee du frauc-alleu du Vault » en 1347. Arch. Côte-d'Or B 10424, f° 74, publ. Seignobos, *le Régime féodal en Bourgogne*, Appendice n° IV, p. 370.

(5) Inventaire n° 38. — Les habitants de Saint-Seine ne furent déchargés des parangaries que par la sentence arbitrale du 16 octobre 1491.

(6) Ces mots « hommes libres » ne se trouvent qu'une fois dans la charte

hommes qui payent la taille ne sont pas des hommes libres. D'autre part, depuis le 17 mars 1323, les habitants ne sont plus serfs au sens rigoureux du mot, puisque certaines de leurs servitudes, — et ce sont les plus caractéristiques, — ont été supprimées ou modérées. A vrai dire ils se trouvent dans cette condition personnelle un peu vague qui les a fait désigner dans les recherches de feux sous le nom d'hommes « abonnez à l'abbé de Saint-Geigne. » Ils sont abonnés, cela veut dire qu'ils ont racheté une partie de leurs charges, de celles qui étaient laissées à l'arbitraire ; mais ils n'en sont pas moins des hommes de l'abbé et du couvent.

Les clauses de la charte de 1323 qui changeaient la condition personnelle des hommes de Saint-Seine portaient sur trois points : la taille, la mainmorte, la corvée.

La taille à volonté était remplacée par une taille modérée qui prit le nom de « taille abonnée » ou « taille jurée » (1). C'était bien en effet un abonnement que les habitants contractaient : moyennant une redevance fixe, ils s'assuraient contre les prétentions des moines qui, dans l'ancien système, n'avaient pas de limites légales. Dès lors le taux de la taille fut fixe, et la cote proportionnée à la fortune de chacun. La base de la taille était l'évaluation des biens. On appréciait en bloc la valeur des biens meubles et immeubles (2) de chacun. Les taillables étaient tenus de faire eux-mêmes cette déclaration sous serment ; si l'on avait quelque raison de soupçonner leur sincérité, on faisait évaluer leurs biens par quelques notables de leurs voi-

(Garnier, II, p. 450) et encore ne s'appliquent-ils qu'indirectement aux habitants ; les auteurs de la charte se contentent de dire que, sur un point particulier, un usage observé entre les hommes libres sera applicable aux hommes de Saint Seine (*secundum consuetudinem inter liberos homines observatum*). Il s'en faut que cette phrase donne aux hommes la liberté civile.

(1) *Pro tallia inferiori moderata* (Garnier, II, p. 449) — *tallia abonata* (*ibidem*). La taille était appelée « abonnée » parce que les habitants, promettant de payer une somme fixe, avaient fait un véritable abonnement ; taille jurée, parce que pour asseoir la taille, chacun faisait sous la foi du serment déclaration de tous ses biens (Voir plus bas).

(2) ... *in bonis mobilibus et immobilibus*... Garnier, II, p. 451.

sins; l'estimation de ces hommes faisait foi, et, même lorsqu'elle était supérieure à celle de l'intéressé, la fraude ne donnait pas lieu à la perception d'une amende (1). D'après leur fortune les taillables étaient rangés dans trois catégories (2) : la première classe comprenait ceux dont l'avoir était évalué à quatre-vingts livres dijonnaises et au-dessus : ils payaient une somme fixe de quatre livres dijonnaises ; dans la deuxième classe étaient rangés ceux qui avaient moins de quatre-vingts livres dijonnaises et plus de soixante sous ; ils payaient une somme variable suivant leur fortune : cette somme était de douze deniers par livre. Ceux qui avaient pour toute fortune soixante sous et moins formaient la troisième classe et étaient astreints à une taxe fixe de trois sous. Cette classification des taillables avait-elle pour but d'établir la proportionnalité de l'impôt ? On ne peut le savoir. En réalité elle présentait peu d'intérêt, car, tous les hommes, dans quelque classe qu'ils fussent rangés, payaient un vingtième de leur capital, pour la taille seulement, ce qui était énorme. Mais cette distinction était fort onéreuse pour ceux qui, possédant moins de soixante sous, étaient, malgré tout, astreints à une cote fixe de trois sous ; en revanche elle déchargeait ceux qui possédaient plus de quatre-vingts livres et qui, malgré leur richesse, ne payaient pas plus de quatre livres. Aussi est-il permis de croire que les première et troisième classes comprenaient fort peu d'individus et que les fortunes supérieures à quatre-vingts livres, ou inférieures à soixante sous étaient fort rares.

(1) *Fiet extimacio valoris predictorum bonorum per sacramentum cujusbet ; si autem sit aliqua presumptio contra jurantem, per vicinos jurantes melioris fame... inquiretur de valore, et solvet secundum quod iuventum fuerit per vicinos eosdem ; nec propter hoc jurans qui plus solvet aliquam solvet emendam.* Garnier, II, p. 451.

(2) *Quilibet habitancium... habens... valorem quatuor viginti librorum dyvionensium, vel ultra quantumcumque, solvet monasterio... quolibet anno nomine taillie abonate et pro taillia solum quatuor libras bonorum et forcium divionensium ; habentes vero minus quatuor viginti librarum dyvionensium, plus tamen sexaginta solidorum, solvent pro qualibet libra duodecim denarios dicte monete ; alii autem qui sexaginta solidos vel minus habent... tres solidos dicte monete...* Garnier, II, p. 451.

La mainmorte fut supprimée en termes formels par la charte de 1323 (1). « Nous remettons et nous quittons, disaient les moines, toute la mainmorte que nous avons et que nous avons sur ces hommes et sur leurs biens. » Pour plus de clarté, la charte réglait l'ordre de la succession ; elle posait d'abord un principe général : si l'un des habitants de la terre de Saint-Seine mourait, son héritier le plus proche lui succéderait, comme il est d'usage entre les hommes libres, le couvent ne pourrait rien exiger de lui, ni lui créer des ennuis à cause de la mainmorte (?). La charte se hâtait d'ailleurs d'apporter à cette faveur une restriction : seuls les habitants de la terre de Saint-Seine devaient en bénéficier et voici comment : Il pouvait arriver qu'un habitant de Saint-Seine eût des parents en dehors des domaines de l'abbaye, et alors deux cas se présentaient : ou bien ces étrangers étaient les seuls parents du défunt ; ou bien le défunt avait à la fois des héritiers sur la terre de Saint-Seine et en dehors de ses limites. Dans le premier cas l'héritier avait un délai d'un an et un jour pour transférer à un habitant de la terre les biens qui composaient la succession, faute de quoi ces biens tombaient en commise et devenaient la propriété du couvent. Dans le second cas les parents domiciliés hors de la terre héritaient au même titre que ceux qui l'habitaient ; mais ils devaient, dans le délai d'un an et un jour, transférer leur part à un habitant de Saint-Seine, sinon elle tombait en commise (3). En fait rien n'était plus juste que cette application stricte de la coutume : les étrangers n'avaient pas

(1) *Omnem manum mortuam quocumque nomine censeatur quam in dictis hominibus vel eorum bonis habebamus vel habemus modo quo supra remicimus et quiclamus.* Garnier, II, p. 450.

(2) Garnier, II, p. 450. *Si aliquis hominum nostrorum, ubicumque degat, vel habitantium terre Sancti Sequani, cujuscumque sexus, cujuscumque ætatis, decedat vel moriatur, quod successor eorum in perpetuum proximior in genere succedat... secundum consuetudinem inter liberos homines observatam; nec in bonis seu hereditatibus talis decedentis, seu ejus persona de cetero poterimus reclamare, vel impedimentum ponere ratione manus mortue.*

(3) Garnier, II, p. 450.

contribué à payer les six mille livres avec lesquelles les habitants de Saint-Seine avaient acheté leurs privilèges : ils ne pouvaient prétendre en recueillir le bénéfice. Mais, malgré ces privilèges, le droit de tester n'était pas reconnu dans la charte ; celle-ci n'admettait que l'ordre de succession naturel ; l'abbé succédait « au même titre que le fisc » (1) à ceux qui mouraient sans parents. Enfin la charte supprimait les corvées (2).

Ce n'était là qu'une partie des éléments de la condition personnelle et des charges qui en découlaient ; mais sur les autres points la charte restait muette ; ils furent mieux indiqués par l'arrêt de 1497.

3^e Conditions et charges des personnes d'après l'arrêt général de 1497.

Les auteurs de l'arrêt général prirent pour base de leurs décisions la charte de 1323. Ils commencèrent par poser en principe que tout ce qui n'était pas expressément supprimé dans la charte serait maintenu (3).

Toutefois la taille reçut une organisation nouvelle et plus complète. Déjà les dispositifs de la charte avaient été complétés par divers arrêts au cours du x^v^e siècle. Les religieux avaient été admis à assister aux serments des hommes, à l'estimation faite par les notables et même à choisir ces notables (4). La déclaration devait être faite par serment chaque année le 19 septembre ; tous les biens devaient y être compris sauf les vêtements journaliers (5). Toutes ces innovations ne facilitèrent pas la perception de la taille ; elle était d'un revenu très variable : en 1496 les religieux prétendaient que la taille leur rapportait bon an mal an de

(1) *Sed si homo terre Sancti Sequani decedat sine liberis, agnatis vel cognatis, vel aliis heredibus, tunc nos succedemus sicut fiscus.* Garnier, II, p. 450-451.

(2) Garnier, II, p. 451.

(3) C'est l'objet de l'article 18 de la Sentence. Recueil, p. 90.

(4) Arrêt du Parlement de Paris 23 mai 1405 (Inventaire, n° 43).

(5) Arrêt du Parlement de Dijon, 19 février 1490 (Inventaire, n° 40).

neuf cents à mille livres, et qu'elle devait s'élever à plus de quinze cents livres si les déclarations des habitants étaient sincères (1); or depuis peu de temps le Parlement de Dijon leur avait adjugé, par provision, le droit de lever la taille jusqu'à concurrence de trois cent cinquante livres seulement. Aussi les auteurs de l'arrêt général comprirent-ils la nécessité de modifier l'assiette de la taille.

L'arrêt de 1497 laissait les habitants libres de choisir entre deux modes de payer la taille. Tout d'abord il confirmait, en les précisant, les dispositions de la charte de 1323, et des arrêts des différentes juridictions au sujet de la taille. Les trois catégories de taillables, la proportion du vingtième, la date du 19 septembre, l'exemption des vêtements journaliers furent maintenues. Mais les détails de la procédure étaient changés. Ce n'étaient plus les habitants qui faisaient une déclaration d'après laquelle les moines ou leurs commis fixaient leur cote; mais les moines imposaient chaque taillable à leur gré, en tenant compte toutefois de ses facultés et en se conformant aux règles énoncées plus haut. Les habitants prenaient connaissance du rôle le 19 septembre. Ceux qui se trouvaient trop imposés affirmaient par serment prêté sur l'Evangile la valeur de leurs biens. Si les religieux suspectaient la sincérité de cette déclaration, ils pouvaient se rendre dans la maison de celui qui l'avait faite, escortés de deux notables et d'un notaire. Les religieux avaient le droit de rechercher tous les objets appartenant au taillable; les notables les évaluaient, et le notaire rédigeait un procès-verbal qui servait de base à la nouvelle cote (2). Ce mode de perception était loin d'être parfait; il ne satisfaisait aucune des deux parties. Les hommes de l'abbaye se plaignaient d'être forcés d'ouvrir aux religieux et à leurs commis leurs maisons et leurs meubles, et de leur présenter tous leurs biens. Ils ne trouvaient pas dans ce système les garanties de l'abonnement qu'ils avaient toujours recherchées; il avait pu leur sem-

(1) Recueil, p. 19-21.

(2) Arrêt général de 1497, § 42. Recueil, p. 99-102.

bler bon en 1323 quand ils le comparaient à la taille à volonté ; maintenant ils le trouvaient vexatoire. D'autre part les religieux trouvaient les frais de perception fort élevés ; la dissimulation était habituelle chez les hommes, et l'évaluation des biens entraînait des formalités longues et coûteuses. Tout le monde avait intérêt à ce que la taille fût représentée par une somme fixe. Ainsi fut fait : l'arrêt accordait un délai de six ans aux hommes de l'abbaye pour opter entre l'ancien mode de perception et un nouveau.

D'après le nouveau système les habitants devaient verser chaque année aux mains des religieux, le 9 novembre à 10 heures du matin, une somme de cinq cents livres tournois, franche de tous frais de recette et autres. Ainsi les hommes de Saint-Seine obtenaient le droit de s'imposer et de lever la taille eux-mêmes. A cet effet, après en avoir obtenu de l'abbé la permission, ils s'assembleraient chaque année le 19 septembre et dans cette assemblée choisiraient huit délégués qui jureraient aux mains des religieux d'imposer loyalement tous les habitants suivant leurs ressources. « Le fort porterait le faible » et personne ne serait taxé à plus de cent sous ou cinq livres. Ceux qui refuseraient de payer leur cote seraient contraints par les voies légales. Les prud'hommes élus pourraient lever outre les cinq cents livres de la taille une somme de cinquante livres pour fournir les gages des receveurs, subvenir aux mauvaises payes et aux frais imprévus. Dans le cas où les cinq cents livres ne seraient pas payées au terme fixé, ou le seraient incomplètement, les religieux pourraient asseoir eux-mêmes la totalité ou la portion restante des cinq cents livres (1). Les habitants préférèrent cette façon de payer la taille (2).

Enfin dans une dernière disposition la sentence arbitrale admettait le rachat partiel de la taille. Trois cents livres de la taille

(1) Arrêt général, § 42. Recueil, p. 102.

(2) Le 7 juin 1502 ils levaient une commission pour faire mettre à exécution cette partie de l'arrêt. Le 16 du même mois elle était exécutée (Recueil, pièces 4 et 5, page 143-155).

étaient déclarées rachetables à perpétuité. Pour effectuer ce rachat les hommes devaient transmettre sans frais à l'abbaye une terre dont le revenu net serait de trois cents livres, ou qui payerait une rente de même valeur. Afin de faciliter cette opération le rachat pourrait être effectué par fractions de cinquante livres (1). Les habitants n'usèrent d'ailleurs jamais de ce droit.

Ainsi la taille, en échappant aux recherches des religieux, avait perdu presque entièrement son caractère servile. D'abord arbitraire, elle avait ensuite été perçue d'après un taux fixe sur la fortune de chacun ; on fixait maintenant une somme invariable que les taillables devaient lever eux-mêmes ; on entrevoyait déjà l'époque où, étant en majeure partie transformée en rentes foncières, la taille d'origine servile deviendrait une redevance minime.

Si l'arrêt général modifia profondément la perception et le caractère de la taille, il ne changea rien aux règles relatives aux successions, et confirma l'abolition des corvées. En outre un certain nombre de droits qui, à n'en pas douter, existaient antérieurement, furent précisés, savoir :

Le denier de croix. Cette redevance consistait en un denier parisis que chaque feu devait payer annuellement au terme de Sainte-Croix : de là son nom (2).

Les droits sur les nouveaux mariés. Ces droits étaient de nature diverse suivant les lieux. A Saint-Seine, les nouveaux époux étaient tenus d'aller, le jour de leurs noces, à l'heure de vêpres, offrir devant l'image de Notre-Dame, derrière le maître autel du monastère, une grande chandelle de cire en forme d'étrier (3). L'arrêt général leur laissa le choix entre cette offrande et celle

(1) Arrêt général, § 42. Recueil, p. 103-104. — Les terres sur lesquelles seraient assises ces reutes de 50 livres devaient être d'un seul tenant, ou ne pas être éloignées les unes des autres de plus d'une demi-lieue.

(2) Arrêt général, § 29. Recueil, p. 94. — C'était la taxe connue généralement sous le nom de fouage.

(3) Il est à peu près certain que cette offrande était un souvenir du phallus antique.

d'un demi-quarteron de cire vierge qu'ils devraient donner le lendemain de leurs noces, à 9 heures du matin (1). A Bligny-le-Sec les jeunes mariés devaient au maire du village une pinte de vin, un pain et un quartier de viande (2).

Enfin tous ceux qui payaient la taille devaient chaque année, au terme du carême prenant, la redevance caractéristique du servage : la géline ou poule de coutume ; les habitants de Saint-Seine et de Turcey en étaient exempts (3).

4° Droits politiques des non-nobles.

L'affranchissement des hommes leur avait-il donné des droits ou seulement des prétentions à un semblant de liberté politique ?

Il est certain qu'au moment où fut prononcé l'arrêt général les hommes de la terre de Saint-Seine prétendaient former un corps politique, une communauté. Aucune charte, aucun titre n'autorisait leurs prétentions. Nulle part on ne lisait dans la charte de 1323 que la remise de la mainmorte, la modération de la taille entraînaient des privilèges pour les habitants. Le titre de maire qu'on trouve dès l'année 1199 (4) ne prouve rien ; l'autorité du maire n'émane pas des habitants, mais bien des religieux : lorsqu'en effet les religieux affranchissent un individu, un des éléments de cet affranchissement consiste à n'être plus soumis au maire du village (5) ; la mairie est vendue (6) par son possesseur, ou donnée au maire par les religieux (7) ; ceux-ci peu-

(1) Arrêt général, § 15. Recueil, p. 89.

(2) De Pâques à la fête de Saint-Remi c'était un quartier de mouton, de la fête de Saint-Remi à Pâques, un quartier de porc. (Arrêt général, § 6. Recueil, p. 84). — Rapprocher de ces usages bizarres, l'usage plus bizarre encore qui s'est perpétué longtemps dans une ville de Bourgogne : à Semur les jeunes mariés étaient tenus de planter deux arbres dans la forêt communale, et de les remplacer s'ils périssaient. (Arch. Côte-d'Or).

(3) Arrêt général, § 36. Recueil, p. 97.

(4) Cartul. S.-S. n° 63: Ojo villicus Sigestri.

(5) Charte de septembre 1308. Inventaire, n° 1657.

(6) Charte de 1300. Inventaire, n° 1962.

(7) Charte de 1238. Gros cartul., f. 151. Peincedé, XVIII, p. 141.

vent faire saisir l'office de maire et les droits qui en dépendent (1) ; enfin, à son entrée en charge, le maire prête serment entre les mains de l'abbé (2). Le maire est donc un agent des religieux, il n'est pas un représentant élu des habitants.

Cependant les habitants commencent à avoir la notion de la liberté politique, à désirer de s'administrer par eux-mêmes. Peut-être ont-ils entendu parler d'une façon vague des franchises municipales accordées à quelques villes voisines ; en plusieurs occasions ils ont agi par eux-mêmes : en 1323 ils ont choisi des délégués (3) qui ont négocié la charte d'affranchissement ; ils se sont imposés pour payer les six mille livres qu'elle leur a coûtées : comment admettraient-ils que cette charte ne laisse pas subsister un état de choses auquel elle doit d'avoir été conclue ? Plus tard on est venu de la part du duc, qui voulait, leur a-t-on dit, connaître leurs noms, leur nombre, leurs ressources, pour fixer leur quote-part dans les aides : les agents du duc ne se sont pas adressés aux religieux pour connaître ces détails ; ils les ont demandés aux hommes de la terre, aux taillables, et ce sont les notables qui, dans chaque village, en fournissant des renseignements sur leurs voisins, ont contribué, pour une faible part sans doute, mais n'en ont pas moins contribué à l'administration de la chose publique. Les hommes trouvent étrange que le duc, dont l'éloignement augmente le prestige, prenne leurs conseils, tandis que l'abbé, qui est là, tout près, ne les prend pas. Plus tard encore, quand ils se sont soulevés contre l'autorité des religieux (soulèvement tout légal, puisqu'il s'est effectué par la voie judiciaire) ; quand ils ont fait une sorte de jacquerie (une jacquerie toute pacifique, sans effusion de sang, où les armes ont été non des fourches mais des exploits), ils ont été amenés à s'unir, ils ont formé « la communauté de la terre de Saint-Seigne » (4), ils se sont imposés,

(1) Charte du 19 mars 1465. Inventaire, n° 2676.

(2) Charte du 27 juin 1446. Inventaire, n° 313.

(3) *Procuratores habitancium dicte terre*. Garnier, II, p. 448.

(4) Recueil, p. 46.

ils ont choisi des mandataires pour suivre leurs procès. En fait, le Parlement de Dijon a reconnu leur existence en tant que communauté, puisqu'il les a admis comme partie, qu'il leur a demandé leurs raisons et leurs désirs, qu'il consent à prononcer entre eux et les religieux : les habitants espèrent bien que leur communauté survivra au procès ; les religieux veulent la détruire.

Ce fut à ces derniers que le parlement donna raison. A dater de l'arrêt général, les habitants ne pourront s'assembler, s'imposer, passer procuration sans l'autorisation de l'abbé ; cette autorisation sera spéciale à chaque affaire ; l'objet devra être expliqué dans la demande et, sous aucun prétexte, les habitants ne pourront excéder la permission que l'abbé leur aura donnée (1) ; le titre de communauté lui-même leur est enlevé (2). A plusieurs reprises l'arrêt insiste sur ce point, d'autant plus que, de gré ou de force, les religieux leur fournissent des occasions de s'assembler : les habitants choisissent leurs blaviers et leurs messiers chargés de surveiller les récoltes ; mais aussitôt on introduit un correctif : les messiers et blaviers doivent prêter serment aux mains de l'abbé ou de ses commis (3). Les habitants s'assemblent pour élire les huit collecteurs de la taille ; mais ils doivent demander à l'abbé la permission de s'assembler (4) ; la situation sur ce point est très obscure : les habitants ne peuvent s'assembler et ils ont à traiter des affaires multiples qui nécessitent des assemblées ; ils doivent demander aux religieux la permission de s'assembler, et, si ceux-ci la leur refusent, ils peuvent recourir au prince ou à ses officiers (5). Enfin on leur enlève tout ce qui pourrait préjuger en faveur de leur droit de communauté ; ils n'ont le droit de sonner les cloches qu'à certaines conditions (6) ; pour porter

(1) Arrêt général, § 2. Recueil, p. 81-82.

(2) Arrêt général, § 17. Recueil, p. 90-91.

(3) Arrêt général, § 27. Recueil, p. 93.

(4) Arrêt général, § 42. Recueil, p. 102.

(5) Arrêt général, § 2. Recueil, p. 81-82.

(6) Arrêt général, § 4. Recueil, p. 83. — Les habitants du bourg de Saint-

des emblèmes et des bannières aux processions de l'abbaye, les habitants sont tenus de demander à chaque abbé dans les trois mois qui suivaient sa réception une permission, que, d'ailleurs, il ne pouvait leur refuser (1).

Ainsi, en droit, les habitants ne s'administrent pas eux-mêmes, et pourtant, en fait, ils traitent certaines affaires ; en droit ils n'ont pas de commune, en fait ils ont, avec certaines restrictions, les droits qu'on retrouve à l'origine de toutes les communes : droit de sonner les cloches et de porter des emblèmes. Peut-être, à une autre époque ces droits se seraient-ils développés, mais à la fin du xv^e siècle, les libertés locales attaquées par la royauté commençaient à décliner ; le moment était mal choisi pour chercher à les étendre, en formant cette chose qui, dans l'immense variété du moyen âge, n'aurait pas été surprenante, qui aurait constitué une sorte de commune rurale embrassant plusieurs villages : la terre de Saint Seine ne forma jamais une « communauté ».

Seine ne peuvent sonner les cloches que pour les baptêmes, les décès, « l'indisposition du temps et orvalle de feu ». Pour les autres circonstances les habitants ne devront annoncer à son de cloches les offices de leur église paroissiale que lorsque la cloche de l'abbaye aura annoncé les mêmes offices.

(1) Arrêt général, § 5. Recueil, p. 84.

CONCLUSION

En résumé, depuis l'époque carolingienne, des changements nombreux s'étaient introduits dans la condition des hommes de Saint-Seine. Au ix^e siècle, rien n'était plus varié que leur condition ; le régime féodal s'était constitué, deux siècles plus tard, et si, dans l'ensemble de la France, il avait créé une variété infinie de conditions, il avait, à Saint-Seine, fait de tous les hommes du domaine des serfs. Deux cents ans s'étaient passés ainsi, deux cents ans qui comptent peut-être parmi les plus paisibles et les plus prospères de l'histoire de France, pendant lesquels les serfs, satisfaits de leur état parce qu'ils n'en concevaient pas d'autre, s'étaient attachés à leurs seigneurs par habitude et par dévotion. Alors était venu le bruit des franchises accordées aux villes et aux villages voisins ; ces nouveautés avaient excité l'amour-propre des hommes ; pour la première fois le servage leur avait semblé lourd, et l'on avait vu les plus riches obtenir l'affranchissement individuel, tant qu'enfin, grâce aux dettes de l'abbaye, tous les serfs s'étaient cotisés pour acheter, sinon la liberté, du moins l'apparence et le nom de la liberté. C'étaient été ensuite des déboires et des désillusions : les serfs s'étaient mépris sur la portée de l'affranchissement ; tout compte fait, leur charte ne leur accordait qu'une satisfaction d'amour-propre et fort peu d'avantages pécuniaires. Puis étaient venus les grands désastres de la guerre de cent ans, les invasions, les pestes, les guerres civiles, les famines ; à cette rude école ceux des hommes de Saint-Seine qui échappaient aux fléaux avaient appris autre chose que la résignation : ils avaient soutenu, pendant près d'un siècle, une

lutte légale contre leurs seigneurs ; ils avaient contesté tous les droits seigneuriaux ; et toute cette lutte avait abouti à un arrêt du parlement qui avait défini leurs charges, et qui, par sa précision, ne permettait aucun procès. Voilà ce qu'avait été pendant le moyen âge la vie de deux mille hommes exploités par quatorze moines.

A côté d'eux et plus haut dans la hiérarchie, il avait existé des nobles. C'étaient été d'abord les chevaliers, représentants de la noblesse militaire, attachés au service des grands seigneurs laïcs ; peu à peu ils avaient été rattachés à l'abbaye, pour leur ruine. Les moines ne pouvaient en effet souffrir sur leurs domaines des distinctions qu'ils n'avaient pas créées : ils avaient vu sans regret et plutôt avec plaisir les chevaliers mourir à la guerre, à la croisade, s'appauvrir, contracter des dettes, mettre leurs fiefs en gage, finir dans le servage, la ruine ou le cloître. Et quand ces hommes avaient à peu près disparu, les moines avaient repris pour leur propre compte une institution qui ne les choquait que parce qu'elle s'exerçait à leur détriment ; ils avaient eux aussi créé des nobles, qui leur devaient tout ; ils leur avaient donné les charges laïques de leur abbaye. Peu à peu ces nobles s'étaient élevés ; mal accueillis d'abord par ceux qui avaient été leurs égaux et par les agents du pouvoir, ils avaient peu à peu fait leur chemin dans le monde ; à mesure qu'ils s'étaient enrichis, ils avaient quitté l'abbaye, son service et ses domaines pour recevoir, d'abord du duc de Bourgogne, puis du roi de France, des charges d'administration, de judicature ou de finance. Ainsi avait disparu la seconde couche de nobles, créée par l'abbaye. Les moines avaient échoué dans leur essai d'établir entre eux et leurs hommes une classe intermédiaire. Pendant les derniers siècles du régime seigneurial ils restèrent seuls en face de leurs hommes.

APPENDICE I

La préparation de la Révolution à Saint-Seine.

Jusqu'à la fin du xviii^e siècle les hommes de la terre de Saint-Seine vécurent sous le régime que l'arrêt de 1497 avait créé. Pendant 230 ans ils supportèrent tous les droits féodaux sans que leurs plaintes aient laissé de traces et créé des ennuis sérieux à leurs seigneurs. Vers l'année 1765 les choses changent brusquement : l'esprit nouveau, que les écrits des philosophes répandent à Paris et dans les villes de province, pénètre dans les campagnes, et là il se traduit autrement que par des pamphlets, des épigrammes et des chansons ; le paysan, tenace, chicaneur, mettant au service de ses convoitises ce qu'il entend répéter des idées nouvelles, exprime ses haines et ses désirs par les procès qu'il intente à ses seigneurs. L'étude de ces procès qui furent le prélude de la révolution sera la conclusion naturelle de ce travail.

La révolution avec ses violences serait inexplicable si, de longue main, elle n'avait été préparée dans les campagnes. A Saint-Seine deux sortes de personnes contribuèrent à répandre les idées nouvelles : ce furent les prêtres séculiers et les procureurs. Leur instruction les rendait capables de connaître les théories des philosophes ; par les rapports journaliers qu'ils avaient avec la population rurale ils étaient pour elles des vulgarisateurs. — A Saint-Seine le prêtre séculier n'aimait pas les moines ; le point de départ et la cause de cette haine étaient assez mesquins. Barthélemy, curé de Saint-Seine, s'indignait que, dans les manifestations du culte, les moines eussent le pas sur lui, qu'il ne pût annoncer les offices de son église à son de cloche avant qu'il eût plu aux moines de célébrer les leurs. Une chose augmentait l'amertume de ses ressentiments : c'était la disproportion entre les revenus d'une douzaine de réguliers et les maigres ressources de son casuel et de sa portion congrue. Attaquer directement les moines lui était impos-

sible : ils avaient pour eux le droit. Il n'en chercha pas moins comment il pourrait les frapper. On le vit se perfectionner dans l'art de lire les chartes anciennes, s'efforcer par tous les moyens de pénétrer les secrets du chartrier de Saint-Seine ; et, un beau jour, se croyant suffisamment documenté, il annonça son dessein d'employer contre les moines le témoignage de leurs parchemins. Les habitants de Poncey et de Pellerey avaient alors (1768) un procès avec les moines à propos du triage de leurs bois communaux. A l'instigation de Barthélemy ils insérèrent dans leur mémoire un développement étranger à l'objet du litige, et qui, disaient-ils, n'avait « pour objet que d'instruire M. le procureur général, chargé de veiller à l'exécution des fondations, du peu de soin qu'ont les religieux d'acquitter celles auxquelles ils sont obligés » (1). C'était une véritable dénonciation contre les religieux ; elle fut l'origine d'un procès qui dura 18 ans, souleva de nombreuses questions incidentes : le procès des aumônes. Barthélemy avait eu l'art de faire servir ses rancunes par les habitants.

Le procès une fois engagé, les procureurs entrèrent en jeu. Ces procureurs de l'ancien régime, qui remplissaient à peu près les fonctions des avoués actuels, ont laissé le souvenir de chicaneurs émérites. Passant leur vie au palais, ils suivaient avec passion les phases de la lutte engagée entre les Parlements d'une part, la monarchie et le clergé de l'autre. L'esprit de corps, leur humeur belliqueuse les rangeaient du côté du Parlement ; ils se passaient entre eux les remontrances de la Cour, et ils s'en inspi-raient en rédigeant les mémoires pour leurs clients. Telle semble avoir été la physionomie du procureur Potel qui paraît dans tous les démêlés des habitants avec les moines de Saint-Seine. Pen-

(1) Mémoire et..., p. 11. Arch. Côte-d'Or, H. 396. — Ce mémoire fut désavoué le 28 avril 1768 et le 13 septembre 1768, par « la plus saine et meilleure partie des habitants » de Poncey et de Pellerey, — il n'en avait pas moins produit l'effet que désirait Barthélemy.

dant 20 ans il les conduisit de procès en procès, entassa mémoire sur mémoire pour le plus grand profit de son étude. Ils sont tous intéressants ces mémoires qui contiennent les déclamations les plus fortes contre les religieux. Un jour même Potel alla si loin qu'un de ses mémoires fut supprimé par arrêt du Parlement. Ces mémoires faits pour éclairer la religion des juges étaient, à n'en pas douter, un moyen de propagande ; on les répandait à Saint-Seine et dans les villages voisins ; et là ils étaient lus, commentés. C'était par ces mémoires que les paysans se formaient une idée sur les procès, et les arrêts du Parlement étaient impuissants à la modifier. On leur disait : « Les religieux sont si exacts dans la perception de leurs droits qu'ils ne craignent pas de les faire payer deux fois » (1). On leur disait encore que tous ces vieux parchemins au nom desquels les religieux percevaient les tailles, les dîmes, les banalités, les droits féodaux de toute nature étaient faux ou supposés (2) : Comment n'auraient-ils pas ajouté foi à des affirmations qui répondaient à leurs désirs secrets ?

Les religieux sont en mauvaise posture pour résister à ces attaques ardentes : ils sont divisés. Entre les moines qui demeurent dans l'abbaye, et leur abbé commendataire que les intrigues de Versailles leur ont imposé, qui réside habituellement à Versailles ou à Paris, naissent des conflits d'intérêts que la distance ne suffit pas à amortir. Ces conflits, loin d'être une exception, sont passés dans les habitudes et dans les mœurs : l'abbé de Luzines, dernier abbé de Saint-Seine, au moment de prendre possession de son bénéfice, n'essaye même pas d'établir avec les moines des relations cordiales. La première lettre qu'il leur adresse leur apprend deux choses également désagréables : il charge le curé Barthélemy, l'ennemi des moines, de prendre possession de l'ab-

(1) Mémoire pour les habitants de Pellerey et Poncey, année 1768, p. 11. Arch. Côte-d'Or, H. 396.

(2) Voir tous les documents relatifs au procès sur l'authenticité de l'arrêt général dans le Recueil...

baye en son lieu et place, et un huissier de leur signifier un exploit : « Je viens de recevoir mes bulles, mes très Révérends Pères, et dans le moment même j'envoie une procuration faite à M. le curé de Saint-Seine pour prendre possession de l'abbaye en mon nom. C'est une cérémonie que j'aurais désiré d'accomplir par moi-même : mais les occupations indispensables qui me retiennent ici m'en empêchent ; et d'ailleurs je vous avoue que la joye que j'aurais ressentie en cette occasion aurait été troublée par la démarche que je me vois obligé de faire à votre égard. La signification qui vous sera faite en mon nom vous prouvera, mes R. P., comme vous avez dû présumer depuis longtemps, que mon intention n'est aucunement de m'en tenir au traité prétendu perpétuel passé entre vous et feu M. l'abbé de Corberon : ce traité blesse également mes droits, ceux de mes successeurs et ceux du roi dont il a diminué les jouissances et la collation ; je ne dois donc ni ne veux le laisser subsister davantage... » Voici une partie de la réponse des moines : ...« Nous sommes on ne peut plus sensibles à la manière honnête et polie dont vous nous annoncez vos desseins, nous ne nous écarterons jamais du retour qu'elle nous impose. Une seule chose nous paraît de mauvais présage, c'est le choix que vous avez fait de la personne qui doit vous représenter dans votre prise de possession : ce curé est l'ennemi le plus décidé de notre maison et des droits de l'abbaye ; il nous a suscité et à M. votre prédécesseur trois procès considérables dont il en reste deux à juger ; si nous osions nous prendrions la liberté de vous adresser un de ses mémoires pour vous mettre sous les yeux la façon indigne dont il traite MM. nos abbés et leurs religieux. Vos affaires ne vous permettant pas de prendre possession de votre abbaye par vous-même, nous nous étions flattés que quelqu'un de nous aurait suppléé ; c'est un honneur que MM. nos abbés ont coutume de nous faire (sic)... (1)... » Ces relations, si mal commen-

(1) Extrait des Registres capitulaires. Arch. Côte-d'Or, t. II, à la date du

cées, restèrent toujours aussi tendues. On croirait peut-être que les procès intentés par les habitants vont les réconcilier en les forçant à s'unir pour se défendre ; il n'en est rien. Pendant que les officiers de justice sont dans l'abbaye, qu'à la demande du curé Barthélemy ils inventorient à grands frais les titres du chartrier, les moines et l'abbé ne songent qu'à rejeter les uns sur les autres le soin de payer les dépens (1). Il semble que l'abbé de Luzines ne voie pas sans un secret plaisir ses « très Révérends Pères » accablés par de nombreux procès ; pendant 16 ans, il reste « spectateur indifférent et muet du combat » (2), et, pour le tirer de sa réserve, pour le décider à user de son crédit, il faut que les revenus de l'abbaye et les siens propres soient sérieusement menacés (3). — Aussi les religieux de Saint-Seine laissés à eux-mêmes se défendent-ils maladroitement ; tantôt ils invoquent le témoignage des philosophes et des économistes, ils citent « un homme du monde et que l'on n'accuse point de prévention, le marquis de Mirabeau, l'ami des hommes » (4) ; tantôt ils accordent à un homme, qui n'a pas voulu prendre part aux procès intentés contre eux, une exemption de taxes « pour récompenser sa fidélité et pour l'exemple des autres » (5) ; tantôt ils n'osent

15 mars 1771. — La lettre de l'abbé de Luzines est du 9 mars, celle des religieux est du 15.

(1) Registres capitulaires, t. II, à la date du 3 octobre 1774. — Voir aussi dans l'Inventaire, passim, les conclusions que l'abbé dépose contre les religieux.

(2) Mémoire pour l'abbé de Luzines, 28 juin 1786, p. 6. Arch. Côte-d'Or) H. 392.

(3) « Ce n'est pas la première fois que les ennemis de l'abbaye de Saint-Seine ligués pour détruire, s'ils l'avaient pu, les droits et les titres de cette maison, ont essayé de persuader que c'était à ses religieux seuls et non pas à lui qu'ils en voulaient. Mais ce piège est trop grossier ; jamais ils n'ont réussi, et ils ne réussiront jamais ni à lui faire méconnaître ses véritables intérêts, ni à lui rendre indifférents ceux de la maison dont il est le chef. » Même mémoire, p. 6. — Quoi qu'en dise l'abbé de Luzines, il avait donné pendant 16 ans dans ce piège, si grossier qu'il fût ; et il avait fallu le souci de ses intérêts propres pour lui rappeler que ceux de l'abbaye étaient en péril.

(4) Mémoire du 5 mai 1774, p. 5. Arch. Côte-d'Or, H. 392.

(5) Registres capitul., t. II, 24 octobre 1783.

pas exiger le double lod parce que « cette rigueur les ferait passer comme trop exigeants et les ferait regarder de mauvais œil » (1). On sent dans tous ces actes des hommes qui ne sont plus sûrs de leurs droits, on sent qu'ils ont à compter avec une force nouvelle : l'opinion, qu'ils redoutent ces « esprits inquiets et turbulents guidés plutôt par leurs passions personnelles que par le véritable intérêt de la communauté (2) ». Et pourtant les moines de Saint-Seine s'associaient à cette campagne menée dans toute la France par les privilégiés pour obtenir le renouvellement des terriers, et qui fut une des causes principales de la Révolution. Les moines s'imaginaient qu'en face des attaques dont leurs droits étaient l'objet, ils n'avaient qu'une ressource : renouveler leurs titres, les renouveler souvent ; ils espéraient que les hommes n'oseraient pas renier une signature récente. Pendant le XVIII^e siècle tous les papiers censiers de la terre de Saint-Seine sont renouvelés ; mais dans le trouble des esprits, au milieu des nombreux procès, les titres féodaux vieillissent vite : à la veille de la Révolution, après la promesse faite par le roi de convoquer les États Généraux, l'abbé de Saint-Seine somme, à la date du 10 octobre 1788, tous les propriétaires de déclarer leurs héritages et de les faire inscrire aux terriers avant le 1^{er} juillet 1789 (3). Quelle ironie, que la fixation de ce terme pour le renouvellement des droits féodaux !

Mais déjà les habitants savaient se servir des titres féodaux et les tourner contre leurs possesseurs. Les trois grands procès qu'eurent à soutenir les moines à la fin du XVIII^e siècle montrent une évolution intéressante dans l'esprit des habitants et de leurs conseils : en 1765 dans le « procès de la taille » ils invoquent, à

(1) Registres capitulaires, t. II, 4 juin 1786.

(2) Mémoire pour l'abbé de Luzieux contre les habitants de Turcey, année 1788. Arch. Côte-d'Or, H. 397.

(3) Cette sommation fut faite sous la forme d'une affiche placardée dans tous les villages de la terre de Saint-Seine (Arch. Côte-d'Or, H. 386) ; elle s'appuyait sur le § 19 de l'arrêt général.

bon droit, le témoignage des documents ; dans le « procès des aumônes » ils veulent tirer des titres féodaux des conséquences qui auraient bien étonné leurs auteurs ; dans le « procès de l'arrêt général » ils s'inscrivirent en faux contre le plus important des titres des religieux.

Rien n'était plus juste que la requête des habitants de Moley en date du 12 juin 1765. Depuis 1497 l'abbé et le couvent de Saint-Seine avaient aliéné huit villages dépendant de l'abbaye (1) et pourtant les habitants des villages, qui restaient la propriété du couvent, payaient la totalité de la taille de cinq cents livres, qui jadis était répartie entre eux et les habitants des huit villages aliénés ; ils demandaient en conséquence que la taille fût réduite de cent livres, ce qui leur fut accordé le 29 mars 1768 par arrêt du Parlement de Dijon (2).

Le procès des aumônes posait une question très simple : il s'agissait de savoir si les aumônes faites avec l'argent du couvent seraient distribuées par les moines ou par le curé Barthélemy, à titre d'administrateur des biens des pauvres. Barthélemy sentait bien que la question ainsi posée ne serait pas résolue à son avantage : aussi émit-il des doutes sur la réalité des aumônes que faisaient les religieux, et, s'appuyant sur un contre-sens, il prétendit que les nombreuses donations faites jadis à l'abbaye « in eleemosinam » entraînaient pour elle l'obligation de faire l'aumône (3). De concert avec le Procureur Général du Parlement de Dijon, Barthélemy obtint successivement le dépôt au greffe de plusieurs chartes, la confection d'un inventaire général de tous

(1) C'étaient les villages de Villotte, Saint-Mémin, Godan, Bonidan, la Grange-Guyot, Saint-Hélier, Baume-la-Roche et Panges.

(2) Recueil, n° 6, p. 156-234.

(3) Barthélemy traduisait les mots in eleemosinam par « à charge de faire l'aumône », ce qui était inexact. — Il n'en était pas moins vrai que, dans l'esprit du donateur, les revenus de sa donation devaient être employés au soulagement des pauvres, sauf une part minime que les religieux prélèveraient pour leur entretien. — A la fin du XVIII^e siècle, la majeure partie de ces revenus servait à faire vivre à Paris et à Versailles un abbé de cour.

les titres conservés au chartrier de Saint-Seine. Ce premier point une fois acquis Barthélemy s'arrêta ; ne lui fallait-il pas examiner soigneusement l'inventaire, documenter ses prétentions appuyées jusque-là sur des conjectures ? L'affaire des aumônes resta près de dix années en suspens. Quand Barthélemy se décida à la reprendre (1) il présenta un mémoire formidable contenant des demandes précises appuyées sur des documents certains (2). L'arrêt du 14 août 1786, sans admettre toutes les conclusions de Barthélemy, déclara obligatoires la majeure partie des fondations énumérées dans son mémoire ; il permit aux curés des villages et aux syndics des communautés d'intervenir dans la distribution des aumônes de l'abbaye.

Cependant les relations entre les moines et les habitants de la terre de Saint-Seine étaient de plus en plus tendues. A propos des sujets les plus futiles ils soulevaient les questions les plus graves ; c'est ainsi qu'à propos d'un procès du triage des bois communaux les habitants de Frénois s'inscrivirent en faux contre l'arrêt général, et perdirent leur procès (3).

Mais il n'en restait pas moins dans l'esprit des hommes cette idée, que les Arrêts du Parlement ne pouvaient en faire sortir : c'est que toutes ces écritures bizarres, auxquelles ils ne comprenaient rien, grâce auxquelles ils payaient dîmes, tailles, lods et ventes, tous les droits féodaux, étaient fausses ou supposées. Et quand ils avaient une idée pareille, quand ils se sentaient soute-

(1) Il avait dans l'intervalle échangé sa cure de Saint-Seine contre celle de Saint-Martin-du-Mont. — C'était là une intrigue des moines qui voulaient lui enlever le droit d'intervenir au procès comme administrateur des biens des pauvres de Saint-Seine.

(2) Ce mémoire daté du 2 mai 1786 se trouve aux Arch. de la Côte-d'Or, H. 392. — Barthélemy s'était donné beaucoup de mal pour le composer ; il avait fait des recherches aux archives de la Chambre des Comptes de Dijon. Il y avait trouvé trois rapports du début du XIV^e siècle, dont le témoignage n'était pas flatteur pour les moines. Il cita un passage de l'un d'eux (p. 36). — Nous avons publié un de ces mémoires. Voir pièces justificatives.

(3) Toutes les pièces du procès se trouvent dans le Recueil. Voir plus haut, p. 63, n. 2.

nus par les prêtres séculiers, quand ils trouvaient des procureurs pour attiser leurs haines, les habitants de Saint-Seine étaient las de se résigner, ils étaient mûrs pour la révolution.

APPENDICE II

Les noms de personnes en 1400.

Au début du ^{xv}^e siècle les hommes n'emploient pas encore d'une façon régulière, pour exprimer les rapports de famille et de filiation, ce procédé si simple, qui consiste à donner à tous les descendants d'un même ancêtre mâle un même nom, qui s'appelle le nom de famille. Les hommes ont en général deux noms : le premier semble être un prénom ; le second correspond au nom de famille et n'est, cette époque, qu'un sobriquet (1).

1^o Le premier nom.

Encore qu'il se soit transformé depuis, et qu'une grande partie des familles actuelles soient désignées par cet ancien prénom (Jehan, Jehannin, Huguenin, Guillaume, Perrenot, Girard, Guiot, Henriot, Oudot, Regnault, etc.....), le premier nom n'est qu'un prénom. C'est en effet ce nom qui distingue deux frères désignés par le même second nom, par exemple Jehan Groiselier et Jehannot Groiselier, Jehannot le Clerc et Raou le Clerc, Jehan des Rues et Regnaut des Rues. Ces prénoms donnent lieu à plusieurs observations :

a) Il semble que la religion catholique n'ait eu aucune influence sur leur choix. En effet, si les habitants de Saint-Seine avaient eu coutume de donner à leurs enfants un prénom emprunté au répertoire des Saints de l'Eglise, ils leur auraient apparemment donné celui du fondateur du monastère : Saint Seine, ou du patron de l'église paroissiale : Saint Gilles. Or dans la liste des noms de

(1) On s'est servi pour cette étude des noms qui se trouvent dans la recherche des feux de 1400 (Arch. Côte-d'Or, B. 11564).

1400, on ne trouve pas un seul Seine, et le nom de Saint Gilles n'est rappelé que par deux hommes, qui s'appellent Gillot. Quelques autres saints sont, on ne sait pourquoi, mieux partagés. On compte par exemple soixante-quatre Jehan et quinze Jehannot ou Jehannin ; treize Andrie ; trois Thomas ; deux Constan ; deux Alexandre ; un Mathieu ; un Ambroise ; un Clément ; un Simon, et six Simonnot ; trois Nicolas, un Colin, deux Coulas ; quatre Michiel et un Michelot ; trois Estienne et un Estiennot. Les noms de quelques saints ne sont rappelés que par des dérivés : Denis par un Denisot ; Jacques par un Jacquinot et neuf Jacot ; Barthélemy par un Bertholomot ; Pierre par des dérivés encore plus lointains : un Perrin et vingt-neuf Perrenot. Enfin le nom de Saint Martin si populaire dans toute la France, et surtout en Bourgogne au moyen âge, n'est porté que par trois Martin et un Martinot. Ce nombre des noms de Saints paraîtra peut-être considérable si l'on pense que trois cent quatre-vingt-sept noms seulement ont été examinés ; il n'en est pas moins vrai que les noms de Jehannot, Jehannin, Michelot, Perrenot s'éloignent assez de Jean, Michel et Pierre pour que des paysans du x^v siècle n'aient guère vu d'analogie entre eux ; il est probable qu'en appelant quelqu'un Bertholomot, Denisot ou Jacot on ne pensait pas lui donner le nom d'un Saint.

b) Un grand nombre de prénoms viennent de ce fonds de noms germaniques que les invasions ont introduits et que le régime féodal a accrédités en France. C'est ainsi qu'on trouve vingt Huguenin et cinq Huguenot ; vingt-trois Guillaume, trois Guillemain et un Villemot ; onze Thiebaut ; huit Girard et un Girardot ; sept Brenot ; treize Guiot et un Guiart ; dix Oudot ; deux Moingeot ; deux Adin ; deux Arvier ; un Garnier ; un Eudelot ; un Gauthier ; quatre Robert ; un Berthier et un Berthiot ; trois Joffroy ; deux Lambert ; deux Durant ; deux Humbert.

c) Il faut enfin noter l'altération que subissent les prénoms sous l'influence de la langue parlée. Les noms même qui ont une ori-

gine latine et chrétienne subissent cette influence ; ils sont défigurés, ils prennent des formes plus qu'à moitié barbares : ils s'allongent, prennent des terminaisons nouvelles, surtout les terminaisons *enot* ou *ot*, *in* ou *enin* : ainsi Hugues donne Huguenot et Huguenin, Pierre donne Perrin ou Perrenot. De ces deux terminaisons, la terminaison *ot* est la plus fréquente ; on l'ajoute aux mots à tort et à travers. Sur quatre-vingt-six prénoms, quarante, soit près de la moitié, se terminent par le suffixe *ot* ; certains d'entre eux sont même de vrais chefs-d'œuvre de lourdeur et de cacophonie, choses dont ceux, qui s'appelaient en leur langage les Bourgoingnons, semblent avoir eu le secret : témoin les noms de Moingeot, Beroingnot, Dencoinguot.

Aussi, grâce à ces altérations, les prénoms se perpétuent de génération en génération ; certains d'entre eux tendent à devenir héréditaires, ce qui est le trait principal des noms de famille.

2° Le second nom.

Pour la grande majorité des habitants, le second nom n'est qu'un sobriquet ; ce sobriquet est à eux, à eux seuls et ne sera pas celui de leurs enfants. C'est si vrai que la filiation elle-même constitue parfois un véritable sobriquet ; par exemple certains hommes sont appelés : « Guillaume filz au Maire, Adin, filz Maigot, Huguenin, filz à la Poutelle, Henriot, filz au Lièvre, Laurenceot, fils au Bon, etc... » L'origine et la nature de ces sobriquets sont très variées :

Tantôt c'est un nom de métier, par exemple : le Mugnier, Martelier, Poistereaul, le Barbier, le Maireschaut (1), le Teixier, le Pourcheret, le Bergier, le Meriglier (2), Bon Vallot, le Poitier, le Bourrellier, Marchandot, le Rouier (3), Fusiert (4), etc...

Tantôt ils viennent d'une qualité physique : le Rousseaul, Pe-

(1) Maireschaut = maréchal ferrant ; ce mot est encore employé aujourd'hui.

(2) Meriglier = Marguillier (encore employé).

(3) Rouier = charron.

(4) Fusiert = bûcheron.

titot, Bourru (1), le Borne (2), le Brun, Blainchot, Joli, le Petit, le Gros, Noirot.

Tantôt d'une qualité morale : le Gentilz, Male Beste, le Prodomme, la Fourbe, le Degoiset, Sauvaigeot, le Seure, Lavoquet, Bonne Foy, Male Foy, Grondart, le Quoquet, Perreseaul (3), Soinnot (4).

D'autres portent des noms d'animaux : la Gruie, Baudot, Aignelot, le Lièvre, le Fourest, Tarterey (5) ; ou encore des noms de plantes : de Lourme, Rave, Groiselier, Radis.

Le nom de Parti fait allusion à une circonstance inconnue de la vie d'un homme ; celui de Riche-Homme ou de Degnillot, à sa situation de fortune ; le nom de Coitret rappelle que celui qui le porte est un bâtard.

D'autres — ce sont en général les étrangers, — tirent leur nom de leur pays d'origine ; c'est ainsi qu'on trouve le Saonnois, Chanceaul, Gros Bois, Bourgoingne, Andrie de Saint-Alier, Guillemine de Poncey, le Galois, le Bourgoingnon, Monnot de Frambons, Perrenot de Léry, Jehan de Ponsey, Jehan de Lirey, Guillaume de Fraignoul, le Beraingnot.

Les noms de Hérault, Maire, le Clerc, l'Escholey, le Paige rappellent des fonctions que l'on remplit ou que l'on a remplies.

D'autres noms sont des sobriquets ironiques ou injurieux ; n'est-ce pas en effet une ironie que de donner les noms de le Baron, Andrie de Belle Maniere, le Prince, le Capitain, Robert de la Court à des serfs ou à des mendiants ? Et si le surnom de Levesque peut être flatteur, il en est autrement de ceux-ci : Poul de pain, Faul Villain et Tirepain.

Enfin il arrive que certaines personnes soient désignées par

(1) Bourru = fourni de poils.

(2) Borne = qui louche et non pas borgne.

(3) Perreseaul = paresseux.

(4) Soinnot. Peut-être faut-il rapprocher ce mot du vieux mot soing qui signifiait souci ?

(5) Tartaret = sorte de faucon ?

deux prénoms seulement : par exemple : Brenot Guillaume, Jehan Guillot, Guiot Jehannel, Jehan Henry, Girart Berthier, Oudot Gauthier, Jehan le Thoine (1), etc.

Il ne faut pourtant pas exagérer : dès le début du xv^e siècle certains sobriquets se transmettent de génération en génération et perdent de plus en plus, par l'altération du mot et par l'oubli de la chose, leur sens primitif; les noms de famille commencent à se constituer (2).

(1) Thoine = Antoine.

(2) En 1400 on retrouve deux descendants des mandataires que les habitants avaient choisi en 1393 : Chemars à Francheville et Gaudot aux Bordes. — De même en 1496 on retrouve parmi ceux qui ont signé l'original de la sentence un grand nombre d'habitants portant les mêmes noms qu'en 1400.

	1376			1384				1390				1397			
	Abonnés	Serfs	Total	Abonnés		Serfs	Total	Abonnés			Serfs	Abonnés			Total
				Solvables	Misérables			Solvables	Misérables	Mendians		Solvables	Misérables	Mendians	
Léry	12		12	12	13		25	9	3	3		15	8	4	16
Grange-de-Villers. . .	1		1												
Frénois	15		15	11	11		22	6	1	3		10	5	7	14
Maisons-Millot. . . .	4		4					2	1	2		5			
Moloy	10		10	11	11	2	24	10	9		3	22	9	7	18
Labergement-les-Moloy	3		3												
La Margelle.	15		15	12	10		22	8	2	2		12	7	7	15
Saint-Seine	71		71	42	38		80	42	11	24		77	25	26	63
Poncey	12		12	9	9		18	7	1	3		11	7	4	14
Pellerey.	5		5	9	10		19	7	4	6		17	5	3	11
Chauban.	»		»	»	»		»	»	»	»		»	1	2	3
Bligny-le-Sec.	22		22	16	20		39	14	4	7		25	11	9	26
Champagny.	9		9	5	6		11	5	2	3		10	3	3	6
Froideville.				2				3		4		7	3	4	7
Cestre.				7				6	2	2		10	5	5	13
Bordes-Margot.				1				2	1	2		5	1	1	2
Saint-Martin-du-Mont .	41		41	5	30		57	9	3	4		16	7	6	15
Bordes-Bricart.				6											
Bordes-Pillot.				4				3		3		6	2	3	5
Bordes Gaudot.				2				2	1	1		4	2	1	3
Vaux-Saule.	12		12	8	8		16	7	2	3		12	4	3	8
Cheveroilles	6		6	5	5		10	5	1	2		8	2	2	5
Cinqfonds	5		5	4	6		10	3	1	3		7	3	4	7
Villette	18	2	20	10	15	9	27	13	5	7	2	27	9	15	31
Turcey	23	7	30	8	9	8	25	4	4	4	5	17	4	1	15
La Rochotte.	9		9	8	5		13	7	1	4		12	6	4	13
Panges	10		10	4	6		10	3	1	2		6	3	4	7
Baume	20		20	11	14		25	11	5	7		23	9	8	20
Francheville	40		40												
Prairay	»		»	40	29		69	38	4	16		58	24	11	38

de Saint-Seine aux XIV^e et XV^e siècles.

1400					1406					1413				1417					1421					1892	
Abonnés			Serfs	Total	Morts ou partis depuis 1400	Abonnés			Total	Abonnés	Serfs	Total	Comptés pour	Abonnés			Serfs	Total	Abonnés			Serfs	Total		
Solvables	Misérables	Mendians				Solvables	Misérables	Mendians						Solvables	Misérables	Mendians			Solvables	Misérables	Mendians				Solvables
4	7	2		13	2	3	6	5	14	16		16	3	2	11	2	15	2	8	4		14	201		
4	6	4		14	3	3	5	4	12	14		14	3	2	7	3	12	1	10	2		13	150		
6	5	4		15	4	4	6	9	19	14		14	3	3	9	3	15	1	10	4		15	334		
4	4	3		11	5	3	7	2	12	18		18	3	2	6	2	10	1	10	2		13	408		
17	30	17		64	25	8	22	19	49	32		32	6	4	26		30	2	38	15		55	546		
5	8	4		17	5	3	5	4	12	10		10	3	2	4	2	8	1	13	2		16	203		
4	3	3		10	6	3	2	4	9	8		8	2	1	3	2	6		9	1		10	217		
	2			2						2		2	1/2						2	1		3			
8	10			18	3	6	7	12	25	13		13	4	3	9	4	16		15	5		20	426		
2	4	1		7		1	4	2	7	5		5	1	1	3	2	6		4	2		6	91		
2	4	1		7	1	1	4	2	7	5		5	1	1	2		3	1	4	1		6			
4	6	4		14	7	2	4	3	9	11		11	2	2	6	3	11		12	1		13			
	2			2			2	2	4	2		2	1/2						2			2			
5	7	2		14	5	3	5	4	12	13		13	4	3	4	4	11	2	10	2		14	525		
1	3	1		5	2	1	2	1	4	6		6	2	1	4	2	7	1	4	1		6			
1	1	1		3	1		2	2	4	2		2	1/2												
3	3	3		9		2	4	4	10	6		6	2	2	2	3	7	2	5	3		10			
2	3	3		8	2	2	1	4	7	5		5	1	1	4		5		6	2		8	378		
1	1	1		3	1	1	2	3	6	4		4	2	1	2	1	4	1	3			4			
7	9	7	2	25	7	4	11	16	3	34	19	4	23	5	3	11	4	3	21	1	8	4	1	14	199
2	4	2	6	14	3	2	5	2	4	13	6	5	11	4	1	4	2	3	10	1	6	1	6	14	331
4	4	4		12	1	2	5	5	12	9		9	2	2	6	2	10		6	1		7			
2	4	2		8		2	3	3	8	8		8	2		7		7	1	8			9		145	
6	8	3		17	1	4	7	11	22	17		17	3	3	12	6	21		17	4		21		211	
18	19	8		45	8	11	23	16	52	47		47	7	5	22	8	35	4	33	9		46		365	

APPENDICE III. — Statistique de la Terre

	1876			1884			1890					1897					
	Abonnés	Serfs	Total	Abon.		Serfs	Total	Abonnés			Serfs	Total	Abonnés			Serfs	Total
				Solvables	Misérables			Solvables	Misérables	Mendians			Solvables	Misérables	Mendians		
Léry	12		12	12	13		25	9	3	3		15	8	4	4		16
Grange-de-Villers. . .	1		1														
Frénois	15		15	11	11		22	6	1	3		10	5	7	2		14
Maisons-Millot. . . .	4		4					2	1	2		5					
Moloy	10		10	11	11	2	24	10	9		3	22	9	7	2		18
Labergement-les-Moloy	3		3														
La Margelle.	15		15	12	10		22	8	2	2		12	7	7	1		15
Saint-Seine	71		71	42	38		80	42	11	24		77	25	26	12		63
Poncey	12		12	9	9		18	7	1	3		11	7	4	3		14
Pellerey.	5		5	9	10		19	7	4	6		17	5	3	3		11
Chauban.	»		»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	1	2			3
Bligny-le-Sec	22		22	16	20		39	14	4	7		25	11	9	6		26
Champagny.	9		9	5	6		11	5	2	3		10	3	3			6
Froideville.				2				3	4			7	3	4			7
Cestre.				7				6	2	2		10	5	5	3		13
Bordes-Margot. . . .				1				2	1	2		5	1	1			2
Saint-Martin-du-Mont .	41		41	5	30		57	9	3	4		16	7	6	2		15
Bordes-Bricart. . . .				6													
Bordes-Pillot				4				3	3			6	2	3			5
Bordes Gaudot. . . .				2				2	1	1		4	2	1			3
Vaux-Saule.	12		12	8	8		16	7	2	3		12	4	3	1		8
Cheneroilles	6		6	5	5		10	5	1	2		8	2	2	1		5
Cinqfonds	5		5	4	6		10	3	1	3		7	3	4			7
Villotte	18	2	20	10	15	2	27	13	5	7	2	27	9	11	6	2	31
Turcey	23	7	30	8	9	8	25	4	4	4	5	17	3	4	1	7	15
La Rochotte.	9		9	8	5		13	7	1	7		12	6	3	3		13
Panges	10		10	4	6		10	3	1	2		6	3	4			7
Baume	20		20	11	14		25	11	5	7		23	9	8	3		20
Francheville	40		40	40	20		69	38	4	16		58	24	11	3		38
Prairay	»		»														

372 feux. 518 feux. 424 feux. 373 feux.

Digitized by Google

de Saint-Seine aux XIV^e et XV^e siècles.

1400				1406					1413				1417				1421				1892	
Abonnés			Total	Morts ou partis depuis 1400	Abonnés			Total	Abonnés	Serfs	Total	Comptés pour	Abonnés			Total	Abonnés			Total		
Solvables	Misérables	Mendians			Solvables	Misérables	Mendians						Serfs	Solvables	Misérables		Mendians	Serfs	Solvables			Misérables
4	7	2	13	2	3	6	5	14	16		16	3	2	11	2	15	2	8	4	14	201	
4	6	4	14	3	3	5	4	12	14		14	3	2	7	3	12	1	10	2	13	150	
6	5	4	15	4	4	6	9	19	14		14	3	3	9	3	15	1	10	4	15	334	
4	4	3	11	5	3	7	2	12	18		18	3	2	6	2	10	1	10	2	13	408	
17	30	17	64	25	8	22	19	49	32		32	6	4	26		30	2	38	15	55	546	
5	8	4	17	5	3	5	4	12	10		10	3	2	4	2	8	1	13	2	16	203	
4	3	3	10	6	3	2	4	9	8		8	2	1	3	2	6		9	1	10	217	
		2	2						2		2	1/2						2	1	3		
8	10		18	3	6	7	12	25	13		13	4	3	9	4	16		15	5	20	426	
2	4	1	7		1	4	2	7	5		5	1	1	3	2	6		4	2	6	91	
2	4	1	7	1	1	4	2	7	5		5	1	1	2		3	1	4	1	6		
4	6	4	14	7	2	4	3	9	11		11	2	2	6	3	11		12	1	13		
		2	2			2	2	4	2		2	1/2						2		2		
5	7	2	14	5	3	5	4	12	13		13	4	3	4	4	11	2	10	2	14	525	
1	3	1	5	2	1	2	1	4	6		6	2	1	4	2	7	1	4	1	6		
1	1	1	3	1		2	2	4	2		2	1/2										
3	3	3	9		2	4	4	10	6		6	2	2	2	3	7	2	5	3	10		
2	3	3	8	2	2	1	4	7	5		5	1	1	4		5		6	2	8	378	
1	1	1	3	1	1	2	3	6	4		4	2	1	2	1	4	1	3		4		
7	9	7	25	7	4	11	16	34	19	4	23	5	3	11	4	32	1	8	4	14	199	
2	4	2	6	3	2	5	2	13	6	5	11	4	1	4	2	10	1	6	1	6	331	
4	4	4	12	1	2	5	5	12	9		9	2	2	6	2	10		6	1	7		
2	4	2	8		2	3	3	8	8		8	2		7		7	1	8		9	145	
6	8	3	17	1	4	7	11	22	17		17	3	3	12	6	21		17	4	21	211	
18	19	8	45	8	14	25	16	52	47		47	7	5	22	8	35	4	33	9	46	365	
357 feux.				363 feux.					301 feux.				270 feux.				339 feux.				1730 habit.	

COURS D'ANATOMIE DESCRIPTIVE

HISTOIRE DE LA DISSECTION

PAR
LE D^r ZIPFEL
Chef des travaux anatomiques.

MESSIEURS,

En commençant le cours d'anatomie descriptive de ce semestre d'hiver, je ne puis m'empêcher de me rappeler avant tout que je suis désigné pour vous diriger dans vos travaux de dissection, c'est ce qui m'engage à vous dire quelques mots de l'histoire de la dissection, à laquelle vous allez consacrer la plus grande partie de vos journées.

Il y a trois ans, j'avais donné à vos prédécesseurs un aperçu rapide de l'histoire de l'anatomie, en leur citant les noms célèbres des anatomistes qui avaient marqué les principales étapes de l'étude de cette science qui forme la base de tout l'édifice médical, base de la physiologie, de la médecine et de la chirurgie. La dissection étant intimement liée, ne faisant qu'un seul tout avec l'anatomie, il est donc assez naturel que nous consacrons cette leçon à l'étude des différentes phases par lesquelles a passé la dissection.

Dans l'antiquité on a disséqué des plantes et des animaux et les premiers cadavres disséqués furent fournis par les exécutions ; Michel Glycas, auteur byzantin du xvi^e siècle, affirme qu'en Egypte

on disséquait vivants les malheureux condamnés à mort pour vol ou empoisonnement.

A Alexandrie revient l'honneur d'avoir possédé le premier établissement pour l'enseignement des sciences. Galien y envoie ses élèves étudier l'ostéologie parce qu'il y a un squelette. Herophile, Erasistrate ouvrent vivants les criminels que le roi Séleucus et son fils Nicanor leur abandonnent au sortir du cachot ; estimant avec Celse qu'il n'y a pas de cruauté à chercher, dans le supplice d'un petit nombre de scélérats, le moyen de conserver d'âge en âge les générations innocentes.

Le respect que l'on avait pour les morts nous explique pourquoi Hippocrate n'a jamais disséqué de cadavres, de même Galien qui mettait largement à contribution les singes, les magots, au dire de Cuvier, appliqua à l'homme l'anatomie du singe. Aussi avoir pu examiner à loisir des os humains que le courant d'une rivière débordée avait jetés dans un terrain marécageux, ou les os d'un larron dont les vautours avaient mangé la chair, constituait une bonne fortune pour Galien.

Réunissant les connaissances de ses devanciers, Galien compose une anatomie qui jusqu'au xvi^e siècle fut le seul guide.

L'ostéologie était bien connue grâce aux squelettes d'Alexandrie, les os divisés en os longs et en os plats, avec ou sans canal médullaire. Les épiphyses et diaphyses étaient connues ainsi qu'en arthrologie les synarthroses et les diarthroses. Les muscles étaient définis, des corps nerveux mélangés de chair, faits pour les mouvements des parties du corps.

L'appareil circulatoire était comparé à un arbre avec ses branches et ses racines ; on connaissait les veines pulmonaires, coronaires, azygos ; celles du cerveau, le pressoir d'Herophile ; le cœur avec ses valvules, ligaments, ventricules et oreillettes.

Le cerveau, le cervelet avec leurs enveloppes et les ventricules sont connus de Galien ; de même les nerfs crâniens et médullaires.

Il décrit le larynx, l'œsophage, l'estomac ; sur les intestins les erreurs abondent. Les organes génitaux sont bien étudiés, surtout ceux de la femme, Galien décrit l'utérus, les ovaires, *testes muliebres* et les trompes.

Son génie fut tel que, comme précurseur, il devina la structure de l'homme dans celle des êtres inférieurs et cela avec une justesse telle qu'il trompa les hommes les plus éminents de la science, en leur faisant croire que le cadavre humain avait servi de type à ses descriptions.

A la mort de Galien, 210 ans après J.-C., les sciences médicales furent pour longtemps fixées. L'anatomie ne fit aucun progrès pendant 1300 ans ; chez les arabes les dissections sont prohibées ; c'est à l'Ecole italienne que revient l'honneur d'avoir renouvelé l'ère des dissections.

Malgré les excommunications des papes on disséquait en Italie depuis 1230 et même avant. Frédéric II, empereur d'Allemagne et roi des deux Siciles, prescrit par deux fois la dissection d'un cadavre, à la place des démonstrations faites sur les animaux. L'Italie brille alors d'un vif éclat, Salerne rappelle Alexandrie. L'Ecole italienne fournit des médecins à toutes les cours de l'Europe, jusqu'au moment où Paris et Montpellier prennent sa place.

A Montpellier on dissèque à partir de 1376 ; ce que Frédéric II avait fait pour Salerne, Louis d'Anjou le fait pour Montpellier ; chaque année on y dissèque le cadavre d'un criminel et Charles VI, par des lettres patentes de 1396, confirme cette habitude.

A cette époque, on n'avait pas encore fait de dissections à l'université de Paris, dont je vais vous tracer l'histoire.

Ignorant le luxe, peu soucieux du bien-être, sans domicile, sans mobilier, nos aînés avaient primitivement comme lieu de réunion l'église des Mathurins, l'église Notre-Dame auprès du bénitier, proche des tours. La première installation de l'Ecole de médecine se fit à côté de l'Ecole des arts, dans la rue Fouarre, ainsi nommée à cause de la paille dont elle était couverte et où

s'asseyaient les étudiants. Le 29 mai 1369 elle se logea dans une bicoque située au coin de la rue Fouarre et de la rue des Rats (1).

En 1454, le chanoine Jacques Desparts, premier médecin de Charles VII, ayant convoqué la faculté au bénitier de Notre-Dame, fit ressortir la nécessité de créer des Ecoles plus convenables, mais la guerre contre les Anglais retarda l'exécution de ce projet. Jacques Desparts légua alors à la faculté 300 écus d'or, ses meubles et ses manuscrits pour que l'on pût commencer la construction projetée. Ce legs permit d'acquérir un terrain au bourg de la Bûcherie où s'élevèrent en 1472 les premiers bâtiments.

On y enseignait les principes diététiques de l'école de Salerne que Gilles de Corbeil avait rédigés en six mille vers, l'anatomie de Théophile, la botanique de Dioscoride et les commentaires de Desparts sur Avicenne. Huit ou dix ouvrages constituaient toute la bibliothèque de l'Ecole. L'un de ces ouvrages, le traité de Rhasès, médecin arabe, fut demandé en 1471 à la Faculté par Louis XI, qui voulait le faire transcrire. Cette demande suscita le plus vif émoi ; nos vieux docteurs ne consentirent à se dessaisir de leur Rhasès que contre le dépôt de douze marcs de vaisselle d'argent et d'un billet de cent écus d'or qu'un riche bourgeois nommé Malingre souscrivit pour le roi à cette occasion.

L'extraordinaire formule du serment que prêtaient les professeurs de l'Ecole nous a été conservée :

« Nous jurons et promettons solennellement de faire nos leçons en robe longue à grandes manches, ayant le bonnet carré sur notre tête, le rabat au cou et la chausse d'écarlate à l'épaule.

« *Item* de faire nos leçons sans interruption, nous-mêmes, à moins d'urgente nécessité, chacune d'elles pendant une heure au

(1) Aujourd'hui à l'angle de la rue de la Bûcherie et de la rue Hôtel-Colbert, où existe un lavoir public. Un billard occupe l'emplacement de la chaire de Riolan (Note, thèse de Chapoutot).

moins, tous les jours de l'année qui ne seront pas jours de fête, etc. »

Cela se disait, bien entendu, en latin.

La faculté ne pouvait se contenter pendant longtemps des étroites écoles de la rue de la Bûcherie devenues insuffisantes quoique ayant coûté fort cher. D'ailleurs l'étude de l'anatomie, jusqu'ici théorique, allait devenir pratique, grâce à l'impulsion d'un homme jeune et plein de génie, audacieux que rien n'ébranle, qui, au profit de la science, de la vérité, brise tout sur son passage et renverse les barrières qui avaient arrêté l'essor de ses prédécesseurs.

Ce jeune homme fut André Vésale (1), le promoteur des études anatomiques basées sur les dissections qui dès ce moment plus nombreuses permettent le contrôle des idées galléniques. De tous les côtés attaqué, rien n'est sacré pour les novateurs, sous les coups desquels l'édifice entier élevé par Galien s'écroule.

C'est à cette époque que Riolan enseigne à Paris et dissèque dans un amphithéâtre, vermoulu, miné par l'infiltration des eaux de la Seine, sans vitre ni toiture par suite du vol des lames de plomb laissant les auditeurs assis sur le pavé, exposés à toutes les intempéries des saisons. Cet amphithéâtre servit jusqu'en 1745, époque à laquelle fut inauguré, par le célèbre Winslow (2), celui construit par la faculté.

Au reste, selon les mœurs du temps, cette mémorable séance avait été annoncée par l'affiche suivante placardée dans tous les carrefours de Paris (3) :

(1) Voir ouverture du cours d'anatomie descriptive, même Revue, 1893.

(2) Jacques-Bénigne Winslow (1669-1760), d'origine danoise et protestante, fut converti au catholicisme par la conversation de Bossuet, qui devint son parrain et son protecteur.

(3) Chapoutot. Paris, 1894.

D. A.

JACQUES-BÉNIGNE WINSLOW

DOCTEUR RÉGENT

et ancien professeur de la Faculté de médecine de Paris,
Bibliothécaire,

Interprète du Roy en langue teutonque dans sa Bibliothèque, des Académies royales es-sciences de Paris et Berlin, professeur en anatomie au Jardin royal,

Fera pour l'inauguration du nouvel amphithéâtre de l'école de médecine un cours public d'anatomie en langue française, et exécutera lui-même la dissection et la démonstration des parties du corps humain sur un cadavre masculin, comme il a fait cy-devant dans l'ancien amphithéâtre.

IL COMMENCERA JEUDI 18 FÉVRIER 1745,

A 3 heures après midy précises

Dans l'amphithéâtre des Ecoles de médecine, rue de la Bucherie,
vis-à-vis le petit pont de l'Hôtel-Dieu,

Défense d'entrer avec cannes et épées.

L'enseignement de l'anatomie se faisait d'une façon magistrale *ex cathedra* par les docteurs régents, personnages érudits suivant le serment cité plus haut, le bonnet carré sur la tête, le rabat au cou, la chausse d'écarlate à l'épaule ; un barbier, le scalpel à la main, remplissait les fonctions de prosecteur, et démontrait ce que le professeur venait d'enseigner.

Ces dissections étaient publiques et avaient lieu en hiver ; elles étaient annoncées par des affiches apposées aux portes de l'Ecole et aux carrefours ; ces affiches étaient ainsi conçues :

DEO ADJUVANTE

MAÎTRE FRANÇOIS MERRY, docteur régent

de la Faculté de médecine en l'Université de Paris

et ancien professeur de chirurgie en langue française, expliquera publiquement, en faveur des étudiants en chirurgie, tout ce qui concerne les opérations chirurgicales et les fera exécuter sur le cadavre d'un homme par maître Antoine-François Barbault, habile chirurgien juré de Saint-Côme.

Il existait encore des billets d'invitation ainsi conçus :

Monsieur,

Vous êtes avertis que M. Verdier, chirurgien juré à Paris et démonstrateur royal d'anatomie, fera gratuitement, en faveur des étudiants en chirurgie, les démonstrations des parties qui composent le corps de l'homme, conformément aux lettres patentes de sa majesté.

Il commencera dimanche 18^e jour de novembre de l'année 1725, à deux heures, dans l'amphithéâtre Saint-Côme, rue des Cordeliers.

Ces dissections encore peu fréquentes étaient considérées comme un événement. Assister à l'ouverture d'un cadavre, à une « Anatomie », selon l'expression du temps, était un régal pour les gens du bel air. L'auditoire était composé d'étudiants, de bourgeois, de grands seigneurs, de dames et même de moines.

En 1663, le vice-président du Parlement, Seguier, assistait à une anatomie et en 1763 le Dauphin était présent à une de Du Verney (Chapoutot).

En dehors des cours officiels, il existait des cours libres, comme ceux de Dubois, Boyer ; et les étudiants disséquaient dans des chambres le cadavre ou les morceaux qu'ils avaient volés. Une anatomie durait sept jours, sept jours de fête pour les étudiants ; les cadavres ne pouvaient se conserver plus longtemps, nos procédés actuels d'injection étant alors inconnus.

Si les dissections étaient si rares et si recherchées, cela tenait à la difficulté qu'il y avait à se procurer des cadavres : aussi voyons-nous à quels expédients sont obligés d'avoir recours les étudiants et même les maîtres de cette époque.

Le cimetière de Clamart, grâce à son mode d'inhumation, était visité par les étudiants dans un but scientifique, par d'autres dans un but lucratif, souvent même il y avait lutte entre les fossoyeurs et les ravisseurs.

A Montpellier il fallait, chaque jour, user de ruse pour pénétrer dans l'enclos des moines où se trouvait le cimetière.

Les sujets étaient aussi fournis par les exécutions ; aussi ne

disséquait-on que quatre ou cinq fois l'an et y avait-il fête parmi les escoliers les jours d'exécution.

Différents décrets et ordonnances règlent le mode de délivrance des cadavres, les droits dus à l'exécuteur et désignent le pilier des Halles, comme l'endroit de Paris où se fera la livraison des corps. Le duc de Lorraine, par un édit de 1708, recommande aux magistrats de disposer en faveur des universités des corps provenant des prisons et des exécutions judiciaires.

Par un décret de 1877, il est spécifié que les corps suppliciés non réclamés appartiendront de droit à l'École de médecine.

Le progrès des sciences médicales ayant amené l'extension des études, on joignit par autorisation, au siècle dernier, aux corps des suppliciés, ceux des individus morts dans les hôpitaux et non réclamés par leur famille. Malheureusement nous trouvons ici de nombreux préjugés, portant un tort considérable à l'anatomie et privant l'anatomie pathologique de précieux renseignements. Il s'est en effet créé des sociétés de personnes pieuses qui s'opposent à la dissection des cadavres. Leur existence peut être considérée comme diminuant le nombre des cadavres non réclamés et dont l'administration hospitalière pourrait profiter. Tout le monde reconnaît que les études anatomiques sont la base des sciences médicales, que l'instruction du médecin intéresse au plus haut point la santé publique, mais de l'intention au fait il y a loin !

Exagération du respect porté à notre pauvre individu, écrit Chapoutot, sensibilité ou orgueil, nous refusons à la science la lueur qui doit la guider. On retarde les progrès, les savants étrangers nous distancent facilement, et nos regrets doivent être d'autant plus cuisants que ces entraves n'ont aucune raison d'être et ne s'appuient sur aucun texte légal formel.

La multiplicité des journaux a contribué à répandre dans la population l'horreur des autopsies, et à cet égard l'administration française n'est pas exempte de tous reproches. Malgré les efforts

des médecins elle apporte des restrictions qui entretiennent plus vivace encore la répugnance que l'homme éprouve pour le cadavre. Autrefois peu de personnages marquants ne mouraient sans que l'on se crût obligé de faire leur autopsie. En cela on obéissait beaucoup à la curiosité scientifique et un peu au besoin de s'occuper, après leur mort, de personnages ayant fait du bruit de leur vivant. Cet exemple est bon à suivre, car il y a pour la science en général, pour la famille en particulier des résultats excellents. Mais des préjugés nombreux s'opposent à l'extension de cette pratique féconde et pour les vaincre s'est fondée la société d'autopsie mutuelle. Cette société s'adresse, sans distinction de sexe, de position sociale, d'opinions politiques et religieuses, à tous ceux qui ont souci des intérêts de la science et de l'humanité, à tous ceux qui, s'étant efforcés d'être utiles pendant leur vie, désirent l'être encore après leur mort.

La difficulté de se procurer des sujets devient donc actuellement de plus en plus difficile ; que deviendra l'enseignement de l'anatomie, enseignement dont l'Ecole française était à juste titre si fière ? Ainsi à la faculté de médecine de Paris il y avait les années dernières, écrit le professeur Brouardel, 1348 élèves inscrits pour disséquer ; or le nombre des sujets diminue au fur et à mesure qu'augmente le nombre des inscriptions ; 496 sujets ont été distribués, pour les études anatomiques, à ces 1348 élèves. Le rapport officiel conclut d'ailleurs avec amertume : « Si l'accroissement des étudiants persistait, ou s'il se maintenait au chiffre actuel, les études anatomiques seraient sérieusement compromises. » C'est là, Messieurs, l'avantage que vous offrent les Ecoles de médecine, c'est de pouvoir disséquer beaucoup et avec fruit. Les sujets jusqu'alors ne nous ont point fait défaut à l'Ecole de Dijon ; ainsi depuis trois ans, pour 18 à 25 élèves, nous disposons en moyenne de 20 à 28 sujets. Mais cette année, en sera-t-il de même ? vous êtes 35 élèves, et il est certain que le nombre de sujets mis à notre disposition ne sera pas augmenté, il

vous faudra donc disséquer avec soin, minutieusement, profiter de toutes les pièces que vous aurez entre les mains, apprendre l'anatomie qui est, comme je vous le disais au début de cette conférence, la base des sciences médicales.

LES LETTRES & LA SOCIÉTÉ

DANS LA

PREMIÈRE MOITIÉ DU XVII^e SIÈCLE

LEÇON D'OUVERTURE

DU COURS DE LITTÉRATURE FRANÇAISE
à la Faculté des Lettres de Dijon

PAR
M. E. ROY, CHARGÉ DE COURS
(6 déc. 1895.)

En me chargeant d'un cours de Littérature française à la Faculté des Lettres de Dijon, M. le Ministre de l'instruction publique et M. le Directeur de l'Enseignement supérieur m'ont fait un grand honneur ; mon premier devoir est de leur adresser ici l'hommage de ma respectueuse reconnaissance.

Qu'il me soit aussi permis d'exprimer toute ma gratitude au chef de cette Académie qui m'a reçu avec tant de bienveillance, et à mes nouveaux collègues et à mes anciens amis qui n'ont pas seulement escompté mes services avec une confiance exagérée et certainement dangereuse pour moi, mais qui m'ont accueilli au milieu d'eux avec une bonne grâce cordiale dont je suis profondément touché.

Vous n'attendez pas de moi, messieurs, un nouvel éloge du professeur éminent auquel M. le Doyen vient de rendre un si beau témoignage, et qui reste vraiment l'honneur de cette Faculté (1).

(1) M. Adam, Doyen de la Faculté des Lettres, avait ouvert la séance en prononçant l'allocution suivante :

Mesdames, Messieurs,

Permettez au Doyen de la Faculté des Lettres de vous présenter son nouveau collègue, M. Roy, chargé du cours de littérature française, en remplacement de

Je ne sais qui pourrait vous restituer cette vaste érudition qui a élevé un monument à la France du moyen âge et un autre à

M. Aubertin. Celui-ci nous quitte, vous le savez, pour prendre, ainsi que son âge l'exige, une retraite qui sera laborieuse et fructueuse encore ; et vous ne me pardonneriez pas, si je n'adressais d'abord un salut plein de la plus affectueuse déférence à un professeur qui a grandement honoré la Faculté de Dijon, l'Ecole Normale elle-même et toute l'Université de France. J'aurais voulu qu'à la fin de sa cinquantième année d'enseignement, dans une grande fête universitaire, à laquelle auraient pris part étudiants et professeurs, amis et anciens élèves (nous aurions eu des adhésions de tous les points de la France), on célébrât ici le jubilé de M. Aubertin ; mais son horreur de toute manifestation (horreur qui accompagne si souvent le vrai mérite) ne l'a pas permis, et nous avons dû nous incliner devant un refus formel, dicté par une très sincère et très respectable modestie. Il est rare cependant qu'un des nôtres laisse autant de travaux dont il aurait bien droit d'être fier. Ce professeur, que l'on se représente volontiers, à cause de ses goûts classiques, scrupuleusement confiné dans le xviii^e siècle, en est souvent sorti, au contraire, pour porter ailleurs une hardie initiative. Le premier à l'Ecole Normale (où il avait été appelé sur la recommandation de Victor Cousin, qui se connaissait en hommes), il enseigna *la littérature française du moyen âge* ; je me souviens de la séance solennelle où notre ancien directeur, M. Bersot, rendit un bel hommage au savant livre tiré de ses leçons ; et tous les normaliens qui se sont engagés plus tard dans la même voie n'ont fait que suivre les traces de M. Aubertin, ainsi que l'a déclaré récemment le directeur actuel, M. Perrot. Autre exemple encore : l'œuvre maîtresse de M. Aubertin est sur *l'Esprit public en France au xviii^e siècle*, et Taine lui-même n'a pas dédaigné de lui emprunter de solides matériaux pour le premier volume de ses *Origines de la France contemporaine : l'Ancien régime*. Enfin M. Aubertin avait débuté par un bel ouvrage sur *Sénèque et saint Paul*, qui était presque un coup d'audace en ce temps-là ; lorsqu'il songea à le présenter à l'Académie française pour une récompense, un ami lui conseilla d'ôter au moins la dédicace à Ernest Havet (c'était l'année où Renan venait de publier sa *Vie de Jésus*, et Havet allait encore plus loin que Renan) : M. Aubertin refusa noblement d'effacer de son livre le nom d'un maître à qui il devait beaucoup, et remporta quand même le prix. Il méritait bien de retrouver plus tard d'anciens élèves, qui lui témoigneraient les plus affectueux égards : M. Liard, Directeur de notre Enseignement supérieur en France, et M. Rivos, Recteur de cette Académie, eurent ensemble la même bonne pensée de faire obtenir à leur maître la rosette d'Officier de la Légion d'honneur. Par une attention délicate qui alla droit au cœur du vieux normalien, longtemps maître à l'Ecole où il avait été élève, ils choisirent, pour lui accorder cette suprême récompense, les fêtes du Centenaire de l'Ecole normale à Paris. J'étais là, Messieurs, je fus témoin de la joie sincère avec laquelle cet acte de justice fut accueilli de tous, et je pris largement ma part à cette joie. M. Aubertin nous quitte ; mais il demeure le plus grand nom de notre Faculté, un nom que je voudrais voir, dans le Palais que Dijon nous élèvera peut-être un jour, inscrit en lettres d'or au-dessus de la porte d'une salle de littérature française : car M. Aubertin n'est pas seulement l'homme d'étude et l'écrivain que vous connaissez, il est pour nous tous un haut exemple de droiture professionnelle, et de la conscience avec laquelle on doit servir l'Université.

celle du XVIII^e siècle, cet esprit critique respectueux des seuls traditions qu'il avait contrôlées et qui dans le grand silence des histoires officielles savait retrouver l'éloquence politique et parlementaire avant 1789 ; cette fermeté d'un goût classique, hospitalier à toutes les nouveautés durables, cette admiration sincère du beau qui s'exprimait en termes si simples et cette industrie diligente à épuiser tous les sujets sans épuiser jamais l'attention de son auditoire, cette autorité enfin, grandissant avec les années et ce dévouement d'un professeur consacré tout entier à sa tâche, que j'aurais plaisir à vous retracer sous tous ses aspects et que personne ne se fatiguerait d'entendre louer longuement sinon peut-être M. Aubertin lui-même. Pour moi, parmi tous les mérites d'un maître illustre, qui fut d'abord un grand travailleur, j'en vois deux heureusement que les talents les plus modestes peuvent s'approprier, je veux dire la conscience et la sincérité. Elles me suffiront, je l'espère, pour mériter votre bienveillante attention.

De cette sincérité je vous donnerai aujourd'hui une première preuve en choisissant le sujet de nos entretiens, non pas comme

« Maintenant, mon cher Roy, je suis un peu embarrassé pour dire tout le bien que je pense de vous, d'abord parce que nous avons été camarades d'Ecole, puis parce que vous êtes là auprès de moi et que je parle en votre présence. Laissez-moi cependant rappeler deux simples faits. A Paris, lorsqu'on sut que c'était vous qui étiez nommé à la Faculté de Dijon : « Bon choix, me dit quelqu'un qui vous connaissait bien : tout ce qu'a fait Roy, comme érudition, est irréprochable. » Témoin votre thèse si érudite sur *Charles Sorcl*. Et longtemps auparavant, en 1879, à la fin de notre seconde année d'Ecole, je me souviens du jugement porté sur vous par un de nos maîtres, celui que nous redoutions le plus, M. Gaston Boissier : il louait surtout en vous un rare souci de bien dire, heureux présage pour le futur professeur de littérature française. Aujourd'hui vous avez la confiance de l'Administration supérieure, puisqu'elle vous a choisi ; vous avez aussi, je vous assure, la confiance et l'amitié de vos collègues ; vous ne tarderez pas à gagner celle de nos étudiants, j'en ai pour garant les succès avec lequel vous avez déjà dirigé des conférences de Faculté, cinq ans à Clermont-Ferrand et trois ans à Besançon ; enfin notre public dijonnais n'aura qu'à vous entendre pour vous accorder toute son estime et sa sympathie. Bon courage donc, mon cher collègue ; je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue au nom de la Faculté tout entière, en attendant que votre auditoire vous la souhaite aussi bientôt lui-même. »

j'aurais dû le faire peut-être, pour ma bienvenue, dans l'histoire littéraire si riche de votre province, ni encore dans la littérature contemporaine qui, plus voisine de nous, nous touche aussi de plus près, mais dans celle que j'ai le mieux étudiée, la littérature du règne de Louis XIII. Peut-être ne perdrez-vous pas trop au change et c'est aussi un joli sujet, a dit Sainte-Beuve, que le débrouillement de la littérature française entre Richelieu et Mazarin. Dans quel esprit et dans quels cadres je me propose de l'étudier avec vous, permettez-moi de l'expliquer un peu longuement et de consacrer à ces généralités forcément abstraites ma première leçon. On sait dans quelle confusion le xvi^e siècle a fini. Deux peuples dans une même nation, l'extermination des sujets ordonnée par la royauté, deux rois assassinés, huit guerres civiles, l'invasion étrangère, l'anarchie dans les esprits, dans les institutions, dans la langue même, tels sont les résultats réels ou apparents d'un siècle qui fut salué d'abord du beau nom de Renaissance. Cinquante ans plus tard les guerres féodales et les guerres civiles sont finies. Les vieux châteaux forts, places de sûreté des huguenots et des grands, nids d'aigles et repaires des bandes, restent démantelés et solitaires sur le mont et dans la plaine. Richelieu a passé par là, comme on l'a dit, et Louis XIV n'est pas loin. Deux générations ont suffi à la France pour réparer ses pertes, pour renvoyer à la frontière les courages mutins, pour amasser une moisson de gloire littéraire qui suffirait à toute autre nation, et pour préparer encore une nouvelle lignée de grands esprits, qui vont se développer sous le règne du grand roi, aux rayons du soleil. Comment donc s'est faite cette transformation, je n'ai pas dit cette évolution, grand mot scientifique qui serait trop ambitieux pour nos entretiens ? Le plus simple, puisqu'il s'agit d'étudier le développement de notre littérature classique, ce serait peut-être d'étudier l'esprit classique en lui-même et d'en analyser les éléments. Le premier serait sans doute l'imitation de cette antiquité dont le xvi^e siècle avait l'idolâtrie et la superstition

et dont le xviii^e siècle aura le culte raisonneur d'abord et plus tard raisonné. Les chefs-d'œuvre des Grecs et des Latins paraissent si beaux que non seulement on leur attribue une perfection absolue, mais qu'on les étudie pour en tirer les règles de la perfection et comme les recettes du génie. Il faut un instrument à cette imitation, une langue littéraire, capable de rivaliser non seulement avec les langues modernes, mais avec les idiomes antiques dont le français atteindra un jour la puissance, nos pères en étaient bien convaincus et les premiers Académiciens ne se sont pas fait faute de le répéter. Cette langue que la Pléiade aurait voulu former aux dépens des Grecs et des Latins, Malherbe la constitue avec le parler de tous, auquel il impose des règles et une syntaxe et telle est la force de cette réforme si simple que dès lors commence cette séparation de la langue écrite et du langage parlé qui a subsisté jusqu'à nos jours. Si Malherbe réussit au delà de ses espérances, c'est qu'apparemment il trouve des auxiliaires inattendus. Ses disciples proprement dits étaient six et s'asseyaient sur six chaises de paille, dans une petite chambre d'auberge. Ses élèves seront légion. La grammaire aura labouret à la cour, elle trônera dans les salons aussi bien qu'à l'Académie française, qui n'est qu'un salon sans les dames, et elle régentera toute la société française, en attendant qu'elle révolutionne le monde et lui apprenne le secret de ses origines et de ses destinées, comme elle le promet quelquefois. Mais si ambitieuse et si amusante que soit la grammaire, elle ne peut à elle seule suffire au plaisir des gens qui se réunissent pour le plaisir de converser au sortir des guerres civiles. Il faut d'autres sujets de conversation, à la portée de tous les esprits, et le principal de ces sujets est sans doute vieux comme le monde, mais sous sa forme actuelle, il nous est revenu d'Italie, au temps de François I^{er} et de Marguerite de Navarre, c'est l'amour platonique ou plutôt la galanterie. L'amour doit régner avec les dames et triompher dans le roman et le théâtre. Le roman a commencé le

premier, il est le principe et le fond qu'il faut examiner d'abord afin de voir quelles ressources et quel vocabulaire ce roman doit transmettre aux écrivains dans la suite. L'imagination haubaine d'un Corneille se complait à exalter la volonté et à célébrer sans trêve le triomphe de la raison sur les passions ; le janséniste Racine, plus instruit par l'expérience du monde et par les faiblesses de son propre cœur, ne croit guère à ces triomphes et nous montre juste le contraire, mais tous deux n'en ont pas moins appris à pratiquer les passions dans le roman de l'Astrée. Tandis que la conversation et le roman donnent ainsi le ton à la littérature et l'inclinent de plus en plus vers l'observation morale, la philosophie l'y ramène de son côté et la religion l'y maintient. En même temps que les salons, se réorganisent les couvents. Excitée plutôt qu'affaiblie par sa lutte contre la Réforme, l'Eglise catholique restaure ses règles, fonde de nouveaux ordres et séduit les âmes par la rigueur de la prédication et de la discipline. Mais une partie des vérités dont cette Eglise a la garde, la spiritualité de l'âme, le libre arbitre, l'existence de Dieu viennent d'être affirmées par une philosophie nouvelle, « subtile, engageante et hardie », dont on écrit ici-même, avec quelle science et quelle conscience vous le savez, l'histoire définitive. Pendant près d'un siècle l'Eglise va donc s'unir au cartésianisme, comme elle s'appuie lorsqu'elle y voit son intérêt, sur tous les régimes, sur tous les systèmes philosophiques, tous les roseaux pensants qu'elle rencontre sur sa route jusqu'au jour où ils blessent sa main, qu'elle aperçoit leurs conséquences extrêmes et qu'elle les rejette. Et la littérature à son tour sera imprégnée de cartésianisme parce qu'elle voit réalisées à côté d'elle par un puissant esprit les vérités et les vertus qu'elle ambitionne pour elle-même, l'esprit d'ordre et de déduction, la subordination de toutes les facultés à la raison, la coercion de l'imagination et du sentiment personnel, le culte des idées générales. L'action de Descartes n'a été si grande que parce qu'elle s'exerçait sur un terrain bien préparé et parce que toute la

littérature française était cartésienne avant Descartes, comme il serait facile de le prouver. « Le libre arbitre est de soi la chose la plus nette qui puisse être en nous, d'autant qu'il nous rend en quelque sorte pareils à Dieu et semble nous exempter de lui être sujets. » Cette phrase de Descartes aurait pu inspirer tous les héros de Corneille, mattres d'eux-mêmes comme de l'univers, et pourtant elle les a suivis d'une vingtaine d'années, puisqu'elle est extraite d'une lettre de Descartes à la reine Christine de Suède, et réciproquement dans les *Sentiments de l'Académie française sur le Cid*, Chapelain écrivait dès 1637 « que l'art doit se proposer l'idée universelle des choses. » Chapelain qui n'avait pas inventé le *Discours de la Méthode*, et qui ne l'avait pas encore lu. Quoi qu'il en soit de ces coïncidences, il est bien certain que cet esprit classique dont nous faisons l'analyse pourrait se définir un rationalisme cartésien et chrétien qui, dans la littérature comme dans la religion, proscriit toutes les doctrines dissidentes et ramène tout à l'unité, à l'ordre.

Tel serait donc, si j'avais le goût et le don des généralisations, le plan de ce cours, et, de fait, je vous aurais indiqué par un procédé commode les grandes divisions de mon sujet, la formation de la société polie, la réforme de la langue, la constitution du roman et du théâtre, la promulgation des règles, l'ardeur des polémiques religieuses et littéraires, sinon politiques. Mais qui ne voit combien cette généralisation serait fausse puisqu'elle serait incomplète, et qu'il n'est pour ainsi dire aucune des propositions précédentes dont la réciproque ne soit également vraie, je ne dis pas seulement dans la première moitié du siècle, période de préparation et de lutttes, mais dans le cours du siècle tout entier ? Car ce n'est pas directement et tout d'abord que le xvii^e siècle a aimé les anciens, puisqu'il a commencé par imiter les littératures étrangères : la discussion des règles elles-mêmes nous est venue d'Italie, et Corneille, suivant le mot énergique de Victor Hugo, nous a fait une Rome espagnole. Ces anciens, qui

passent pour les maîtres du goût, n'ont pas cessé d'être honnis par des esprits aventureux, bien longtemps avant la fameuse querelle de Boileau et de Perrault ; c'est à Paris et au début du règne de Louis XIII, que les Italiens ont imprimé les premiers réquisitoires contre l'antiquité classique, et c'est aux premiers jours de l'Académie française que l'abbé de Boisrobert comparait Homère à un violoneux de village qui s'en serait allé, comme Colletet,

..... Mendier son pain de cuisine en cuisine.

Tout de même, si Malherbe domine la langue, il ne régenté ni le Parnasse ni les vers, mais la poésie française, si rudement émondée par le vieux maître, repousse des branches folles et revient à ses origines. Marot et Desportes sont les maîtres de Voiture et des poètes de salon et Ronsard inspire ce prodigieux développement de la littérature épique, qui commence à Chapelain pour finir à Voltaire. Il y a plus. Au moment même où l'Astrée égarait les imaginations aristocratiques dans un monde de bergeries et de vains enchantements, un ancêtre de nos romanciers réalistes, un bourgeois malicieux, Charles Sorel s'amuse à nous décrire minutieusement le vieux Paris, nous donnait la satire piquante de la ville et de la cour, des ruelles et des cabarets. Les deux œuvres, s'il faut en juger par les éditions, eurent même succès et égal nombre de lecteurs, de même qu'au déclin du siècle la cour du grand roi goûtera pareillement les nobles œuvres de Racine et les farces crues de Molière, la perruque des héros tragiques et les seringues d'Argan ou de Pourceaugnac. Dirai-je que ces sujets si soumis ont fait la Fronde et ces raisonnables le burlesque ? Enfin la religion même, qui semble dominer tous les hommes de ce temps, n'a cessé d'être minée par le scepticisme. Ce bruit sourd d'impiété que Fénelon croyait distinguer à la fin de sa vie et qu'il entendait grandir, comme le murmure des grandes eaux, on le perçoit à tous les moments du siècle ; il a effrayé

Pascal et Bossuet comme, avant eux, le Père Mersenne, et en réalité l'histoire des idées ne s'arrête jamais, mais les libertins et les esprits forts de la Régence d'Anne d'Autriche vont rejoindre sans interruption les incrédules et les philosophes de la seconde Régence ou de la vraie. En somme, ce siècle qui nous apparaît de loin dans sa majestueuse unité, telle une vaste symphonie aux accords harmonieux et parfaits, ce siècle est comme tous les autres plein de contrastes et de dissonances, et ce sont précisément ces dissonances qui sont peut-être les plus agréables pour les oreilles modernes ; elles prouvent en tout cas la variété et le mouvement, et il faut les noter au moins rapidement sous peine d'être dupe.

Ainsi donc, à ne suivre dans l'histoire littéraire que le développement d'une idée générale ou d'une loi, en supprimant les détails et les groupes de faits contradictoires, on se priverait d'un grand intérêt et la vérité souffrirait trop des formules étroites où on voudrait l'emprisonner. Une erreur analogue consisterait à n'étudier que les plus grands noms depuis longtemps consacrés par l'admiration universelle. Sans doute, c'est marque de force de se restreindre à l'étude des chefs-d'œuvre et d'essayer de dire sur ce qui est le plus connu un mot qui ne soit pas banal. Mais il y a quelque équité aussi à ne pas dédaigner les écrivains secondaires qui ont préparé les plus grands : il y a même un singulier plaisir à retrouver la famille ou la lignée des grands écrivains et à voir comment la nature, éternelle pourvoyeuse, se complait à recommencer éternellement les mêmes natures d'esprit, avec toutes les nuances et tous les degrés du talent au génie, et comment un Mairet ou un Scudéry a précédé Corneille, et le tendre Tristan, le doux Racine. D'autant que cet examen des imitations et des sources profite le plus souvent au génie lui-même ; en comparant un chef-d'œuvre authentique au livre analogue dont il s'est inspiré, on saisit mieux les beautés originales, on découvre plus nettement les intentions de l'auteur, de même qu'une

gravure médiocre, mais ancienne, est souvent plus lisible que le tableau ou la planche originale trop raturée par le burin des critiques successifs. Ce n'est même pas assez, pour connaître les grands auteurs, d'étudier leurs rivaux et leurs émules, mais il est bon de connaître encore leurs lecteurs, la foule anonyme dont ils ont traduit les pensées en beaux vers, et dont ils ont transformé les figures banales en caractères immortels. Et cet esprit public d'une époque, cette âme du passé ne hante pas seulement les vieux livres, mais aussi les vieilles maisons, palais ou logis que nos pères ont remplis de leur vie. Car la face des lieux change, malgré le mot du vieux Tacite, et la nature oublieuse se transforme incessamment, mais la pâle immobilité de la pierre garde les traces effacées du cœur des anciens hommes. Si donc, chemin faisant, et sans la moindre prétention d'architecte je pouvais vous ouvrir un salon, un couvent, un théâtre, une bibliothèque ou un cabinet d'autrefois, le vieux Louvre de Henri IV et de Louis XIII, moitié palais, moitié caserne, l'hôtel des Confrères de la Passion où la tragédie française a grandi à l'ombre de l'ancienne tour des ducs de Bourgogne, et la grande salle gothique du Palais de justice ou l'ancre de la chicane, et la Place Royale dans sa robe de briques et de pierres, égayée par les vertes charmilles, et le Pont-Neuf tout neuf où bat vraiment le cœur du Paris populaire ; si je pouvais parfois évoquer devant vous la vision d'un Paris oublié, à peine éclairé de quelques rares lanternes, sillonné de ruelles, hérissé de vieilles maisons qui surplombent la rue et de grands hôtels dont le vaste porche peut abriter des voleurs, des amoureux, des marchands d'oublies et de vieilles chansons, je ne croirais pas avoir perdu votre temps ni le mien pour l'intelligence même des œuvres littéraires qui sont nées dans ce milieu. Il y a plus. Sans aller jusqu'à dire, comme cet ami de Taine, que la moitié de l'histoire de France est au Cabinet des Estampes, il est permis de ne pas dédaigner ce genre d'informations et pour mon compte je trouverais incomplète une littérature où manquerait

ce fameux Chapitre des Chapeaux qui n'est pas dans Hippocrate ni dans Aristote, mais qui mériterait d'y être, tant il est philosophique et tant il influe sur le budget des familles comme sur celui des nations. C'est assez vous dire que l'esprit de ce cours sera avant tout historique ; nous étudierons la société autant que les lettres et pour aujourd'hui, avant d'aborder les livres, je voudrais vous présenter rapidement leurs lecteurs, c'est-à-dire le public du temps de Louis XIII.

Si vaste que semble cette enquête, elle est en réalité restreinte, puisque nous n'aurons à faire que de rares excursions en province. Ce n'est pas à dire que dans certaines grandes villes à Rouen, à Toulouse, à Lyon, à Dijon même il n'y ait une littérature locale très curieuse, dont un de vos compatriotes racontait récemment l'histoire avec autant d'érudition que d'esprit (1) ; mais dès le commencement du xvii^e siècle la province n'influe plus guère sur Paris et sur la littérature française, elle s'appelle Sau-maise ou Aimé Piron, elle recueille des notes ou des Noëls, elle fredonne ou elle griffonne, et elle n'écrit pas. Les seuls provinciaux dont nous aurons à nous occuper, le grand Corneille, qui reçoit les vieux Romains dans sa petite maison de la rue de la Pie, à Rouen, et l'ermite de la Charente, l'épistolier Balzac, sont des exceptions, tous deux d'ailleurs ayant les yeux tournés vers Paris qui est déjà « le grand bureau des merveilles, le centre du bon goût, du bel esprit et de la galanterie ». J'en atteste Mascarille et l'ami de Corneille, le poète Grenailles, qui s'excuse ainsi dans une préface : « Ayant produit cet ouvrage à la campagne, où je ne voyais ni poètes ni comédiens, je ne pouvais pas faire un chef-d'œuvre de cour (2). » — Et Grenailles a raison, Paris est le meilleur lieu du monde pour décrire non seulement Paris, mais la campagne elle-même. C'est quand il était logé à

(1) J. Durandeau, *Aimé Piron ou la Vie littéraire à Dijon pendant le XVII^e siècle*.

(2) Grenailles, *l'Innocent malheureux*, 1639.

Paris, dans un petit cabaret borgne, et qu'il était pauvre et amoureux que Racan écrivit ses Stances sur la Retraite et ses délicieuses *Bergeries* ; plus tard quand il fut revenu se marier en province, et qu'il fut devenu propriétaire d'une belle femme et d'une belle ferme, il ne fit plus rien que des Psaumes. Restons donc à Paris nous-mêmes, dans un Paris qui ne ressemble guère à la Babel cosmopolite d'aujourd'hui, mais dont les rois de France eux-mêmes prennent soin de restreindre l'étendue, comme s'ils voulaient faciliter notre étude. Je n'invente rien et je lis textuellement dans les arrêts du Conseil d'État de l'an 1638 ce qui suit : « Le roi voulant réprimer l'horrible malice que les habitants prennent de construire des maisons aux lieux où jusqu'à présent il n'avait été fait aucun édifice, sur les terres qui servaient précédemment à l'agriculture, ce qui rendrait à la longue les bourgades désertes, pour ces motifs défendons de bâtir dans Paris même, sous la menace de 3000 livres d'amende, avec injonction à qui de droit de faire démolir les nouvelles constructions. » Anciennes et nouvelles constructions ne contiennent guère plus de 500.000 habitants que l'on peut diviser en noblesse, bourgeoisie et peuple, ou comme le vieil auteur de la *Monarchie de France*, en noblesse, peuple moyen et peuple menu, à condition de réserver le clergé. Quels sont les sentiments et les goûts littéraires de ces trois classes de lecteurs, c'est ce qu'il s'agit maintenant d'examiner.

Et voici d'abord la fleur de la nation, héroïque et guerrière, la noblesse si haut placée qu'elle proclame à bon droit qu'entre elle et le peuple il y a juste autant de différence qu'entre le maître et le valet. Deux traits la distinguent, rapprochés par la langue : la braverie et la bravoure, l'élégance du costume et du courage, l'égle prodigalité du sang et de l'argent. Revêtu de sa lourde armure ou du sombre costume espagnol, le seigneur du temps de Henri IV semblait un cavalier plutôt qu'un courtisan, mais le jeune muguet du règne de Louis XIII, ce petit maître qui passe devant nous dans un nuage de poudre et de dentelles, n'étaient sa

longue rapière et ses grandes bottes, on dirait d'une poupée. Ces poupées sont d'acier, assouplies par tous les exercices du corps, par la paume, les tournois et les carrousels, d'une ardeur intrépide sur tous les champs de bataille et aussi dans cette guerre incessante, dans ces duels admirés du terrible cardinal lui-même, et qui restent, malgré tout, la meilleure recommandation, je ne dis pas seulement aux yeux des jeunes filles, des héritières, mais aussi des pères de famille. Écoutons plutôt cette réponse à une demande en mariage prématurée. « M. d'Isancourt me dit : Il n'est pas encore temps de vous marier. Si vous voulez devenir un honnête homme, il vous faut d'abord tuer en combat singulier deux ou trois hommes, puis vous vous marierez et vous aurez deux ou trois enfants (1). C'est ainsi que par vous le monde n'aura rien gagné ni perdu ». Et en effet les duels de ce temps ne ressemblent guère à ces cérémonies minutieusement réglées d'aujourd'hui, parties de campagnes ou de plaisir, où les plus exposés sont souvent les témoins. L'épée à la main, le gentilhomme, qui tout à l'heure faisait si galamment la révérence, redevient féroce, combat sans merci ni scrupules un adversaire désarmé, au besoin fond sur lui à l'improviste et lui passe son épée au travers du corps avant de lui donner le temps de dégainer, ainsi que fit le jeune chevalier de Guise, pour le vieux baron de Lux, Edme de Malain, lieutenant du roi en Bourgogne vers 1610. Le *Mercur* de 1613 (t. III, p. 48 et 49) nous a conservé le beau cartel que le fils de la victime adressait quelques jours plus tard au meurtrier : « Monseigneur, nul ne peut être plus fidèle témoin du juste sujet de ma douleur que vous, c'est pourquoi je vous supplie très humblement de pardonner à mon ressentiment. Je vous convie par ce billet de me faire tant d'honneur que je me puisse voir l'épée à la main contre vous, pour tirer la raison de la mort de mon père. » — Si j'écrivais un roman, je ne manquerais pas d'a-

(1) *Mémoires de lord Herbert Cherbury*, p. 60.

jouter, pour satisfaire la morale et les âmes sensibles, que le jeune baron de Lux tua le chevalier de Guise ; la vérité est qu'il fut à son tour tué par lui. Ce sont là jeux de princes. Malherbe, qui n'avait pas encore perdu son fils dans une rencontre analogue, constate le fait-divers avec indifférence et Corneille a résumé l'esprit du temps dans l'hémistiche célèbre : « Meurs ou tue ! »

En attendant cette solution, les jeunes hommes profitent avidement de la vie. La guerre se pratique encore comme au temps de Thucydide ; on fait campagne au printemps ou en été, l'hiver est réservé aux négociations diplomatiques et tous les jeunes officiers, les « *plumets* », comme on les appelle, reviennent en hâte à Paris papillonner dans les salons, courir les bals et les mascarades, battre le guet, décrocher les enseignes, s'amuser comme des enfants. Parmi tous ces plaisirs, ceux de l'esprit ont leur part, non la moindre et elle s'explique. Un jour que Henri IV se trouvait à Fresne et qu'il demandait malicieusement à son entourage l'explication d'une inscription en vers grecs, quelques maîtres des requêtes qui se trouvaient là firent semblant de ne pas entendre. Le duc de Biron en passant donna le sens des vers, et s'enfuit en courant, tant il avait honte d'en savoir plus long que des gens de robe (1). Ce capitaine de dragons, qui s'enfuit comme Galathée, représente assez bien la jeune noblesse qui sous des dehors frivoles ou une ignorance affectée cache souvent une instruction solide. Si tous les nobles n'écrivent pas le latin comme le jeune prince de Condé ou comme le Père Jésuite, son précepteur, s'ils n'ont pas tous passé par les Universités allemandes comme Malherbe et Bassompierre, tous, au collège ou à l'Académie, en ont appris assez pour tourner une lettre ou un madrigal, discuter sur le mérite d'un sonnet ou d'une dentelle, tous savent du moins assez de géographie pour s'orienter sur la fameuse carte de Tendre. Mais la galanterie, l'esprit, la bravoure, la braverie

(1) Balzac, *Entretiens*, IV, 8.

ne sont que des moyens, la fin c'est l'honneur qui prime tout, comme le dit rudement le vieux Don Diègue.

Nous n'avons qu'un honneur, il est tant de maîtresses.

Avant d'appartenir au roi ou à sa dame, le gentilhomme appartient à son nom, à l'honneur de sa maison. C'est pour cet honneur que le chef de famille a passé les trois quarts de sa vie au service du Roi et que sur le tard il est rentré plus riche de gloire que d'argent dans sa gentilhommière, la tête haute sous les yeux des ancêtres qui le regardaient du haut de leurs cadres ternis ; c'est pour l'honneur, et pour que le fils aîné puisse faire figure à la cour, que sa mère, encore jeune souvent et élégante, renonce au monde et vient recueillir les redevances de ses paysans, avec l'âpreté d'une fermière ; c'est toujours pour l'honneur que les filles trop nombreuses sont précipitées au couvent et impitoyablement sacrifiées, telles Iphigénie et Marie-Blanche, « les petites entrailles » de M^{me} de Sévigné. Conception singulièrement étroite et laide de la vie, conception vraiment haute et généreuse aussi, puisque l'honneur du nom ou d'un seul, la noblesse, n'est pas seulement le souvenir des services rendus, mais aussi la plus belle des vanités que l'homme ait jamais inventée pour donner aux générations qui passent l'illusion de la durée et de la perpétuité.

Mais voici maintenant le revers de la médaille. Que cette noblesse si fière manque de sensibilité ce serait un anachronisme que de le lui reprocher, comme aussi l'avidité avec laquelle elle quémande les faveurs du roi, les charges, les pensions et les bénéfices, ecclésiastiques ou autres. S'il est vrai, comme le dit du Refuge dans son *Traité de la Cour*, en 1615, que le Roi est « le Dieu, le Créateur, le Père des courtisans », il est juste que le père nourrisse ses enfants. Le mal est que le Roi des Lys cède souvent son tour à la Reine de pique, que les tricheries au jeu n'ont jamais été plus fréquentes, non pas même du temps de la Régence ou du comte d'Hamilton, et qu'enfin jamais les vrais chevaliers n'ont

été plus mêlés de chevaliers d'industrie. C'est un signe du temps que Molière ait choisi le type de son aigrefin du grand monde, Dorante, dans un petit livret du règne de Louis XIII, les *Lois de la galanterie*, et c'en est un autre que la scène fameuse où le tailleur vient prendre mesure d'un habit en musique soit tirée d'un ballet de la même époque, où l'on voit un grand seigneur recevoir un habit avec les mêmes cérémonies, et moins poli que M. Jourdain, payer le tailleur en coups de bâton. Quoi plus ? Cette propreté ou cette élégance si facilement acquise est souvent bien superficielle, le musc et les parfums d'Espagne recouvrent d'étranges choses, et l'on n'est pas peu surpris de voir les traités de civilité de l'époque recommander aux élégants de se laver la figure tous les jours et les mains quelquefois. La galanterie est exquise, une politesse raffinée règle les actes et les paroles, les révérences et les moindres formules, si bien qu'un père de ce temps, qui avait pressenti le nôtre, se croyait obligé de signer une lettre à son fils : « Votre très humble et très obéissant serviteur et père. » Mais cette politesse est un cérémonial plutôt qu'une courtoisie et cette galanterie, un simple jeu de l'esprit où le cœur n'a point de part. Cette galanterie même offre des contrastes bizarres et la grossièreté des camps s'allie comme elle peut à la casuistique amoureuse ; les poètes font une effroyable consommation de plaintes, de larmes, de soupirs et souvent aussi ils parlent d'une femme comme d'une place de guerre à emporter d'assaut.

Il convient de rappeler ces contrastes puisque, à la différence de la littérature d'aujourd'hui qui, je le crois, nous déprécie, la littérature du XVII^e siècle donnerait une idée trop avantageuse des hommes d'autrefois. Corneille et même la Calprenède ont exalté la génération héroïque de Richelieu, ils ont dit les volontés tendues, les grandes ambitions et les grands courages, et Voiture et Malleville ont chanté leurs amours. Mais au roman et à la tragédie et au madrigal, on peut opposer l'histoire ou même l'historiette ; à

Corneille il est bon d'opposer Tallemant des Réaux, Tallemant qui jamais ne ment, quoi qu'en ait dit M. Cousin, et qui se contente de médire avec délices.

A côté de cette noblesse d'épée, séparée d'elle par les préjugés et plus encore par les mœurs, se trouve la noblesse de robe. Certes la distinction n'est pas absolue, et sous la poudre du greffe on a vu naître non pas seulement plus d'un poète, mais aussi plus d'un soldat. Il était robin, fils d'un président au Parlement de Pau, le petit Gassion qui s'enfuit un jour de chez son père, en tenant ses souliers à la main, pour aller rejoindre l'armée où il devait gagner de compte à demi avec Condé la bataille de Rocroy. Et plus bas encore, c'est d'une âme bourgeoise, c'est du cœur d'un petit libraire devenu, par la grâce de Dieu et de son épée, le maréchal de camp Fabert, que sont sorties ces paroles qui restent gravées, reproche inoubliable, au pied de sa statue sur la grande place de Metz : « Si pour empêcher qu'une ville que le roi m'a confiée ne tombe au pouvoir de l'ennemi il me fallait mettre sur la brèche ma personne, ma famille et tout mon bien, je le ferais sans hésiter. » Mais si la petite comme la haute bourgeoisie, si la magistrature surtout n'a jamais manqué de courage puisqu'elle était française, d'autres qualités la distinguent mieux appropriées à son office ou comme ils disaient eux-mêmes « à la sainteté de leur profession » et qui de ces hommes graves, vêtus de noir, au rabat tout uni font véritablement une caste à part, quelque chose comme « le clergé de la loi » (1). Les gentilshommes ont l'honneur; eux, ils ont l'honnêteté, cet honneur de tous les jours, la simplicité de la vie et la dignité des mœurs, l'humanité et l'amour des lettres, la passion de la justice et des intérêts de l'Etat. Si intéressantes que soient ces nobles figures et si curieux que soient leurs écrits, ils ne nous arrêteront pas longtemps, d'abord et surtout parce que mon prédécesseur vous les a retracés de main de maître, en-

(1) Mignet.

suite parce que les qualités et les défauts de leur style les différencient de leurs contemporains. Le *Conciones* français qu'on pourrait extraire de leurs œuvres procède du xvi^e siècle et annonce le xviii^e, c'est un souvenir et une espérance. Et la même observation vaut pour les avocats qui ont l'honneur de haranguer des grands personnages et qui les harangent à leur goût, moitié en français, moitié en grec et latin. Un des plus célèbres, Maître Julien Peleus, qui n'est pas éloigné de se croire cousin d'Achille, intitule ses Plaidoyers *Actions forenses*, et telle autorité du droit coutumier, le grand feudiste Louis le Caron, disciple attardé de la Pléiade, signe ses œuvres Charondas, Droit-conseillant parisien. Mais à côté de la noblesse de robe et de la haute bourgeoisie, voici un autre monde d'éléments et de professions divers, cinq ou six étages de petite bourgeoisie à peine sortie du peuple et lui restant attachée par toutes ses racines. Voici les marchands cossus des Piliers des Halles et de la Galerie du Palais qui appellent et provoquent les clients comme dans la jolie scène de la comédie de Corneille, et les procureurs ou les avoués qui l'attendent au logis dans leur cabinet, blottis dans leurs sacs de procédure comme l'araignée dans sa toile ; à côté d'eux les notaires et les sergents, et les Régents de l'Université, et voici encore trottant allègrement, l'un portant l'autre, le médecin et sa mule qui vont visiter les malades. Il semble que les lettres n'aient pas de prise sur des esprits aussi affairés, aussi positifs. S'ils forcent leur talent et se mêlent de badiner avec les dames, leurs madrigaux ressemblent encore à ceux que leurs ancêtres rimèrent jadis en l'honneur d'une puce qui s'était aventurée sur le corsage de M^{lle} des Roches et l'on sait que jamais puce et petits vers n'ont sautillé plus lourdement. S'ils se laissent aller à ce talent, c'est encore pis, c'est la verve grossière des fabliaux qui réapparaît chez nos bourgeois. La Bruyère a composé un joli chapitre des *Femmes* qu'il a placé à côté du *Cœur*; les ancêtres de La Bruyère, que l'on connaît mal, écrivaient l'*Alphabet de la malice du sexe féminin* dont

vous me dispenserez d'énumérer les vingt-quatre chapitres. Ce sont là bagatelles sans conséquence et, au fond, et avec une nuance de supériorité amusante, nos bourgeois aiment leurs femmes, ces femmes qui font et qui défont les maisons, ils adorent leurs enfants et leur foyer, c'est un trait caractéristique, persistant, et le plus illustre d'entre eux, Molière, le comédien errant, va consacrer les trois quarts de ses pièces aux questions de la famille et de l'éducation des filles. L'esprit de malice n'étouffe donc pas la sensibilité et cet esprit est réel sous son enveloppe un peu grosse. Peut-être nos bourgeois sont-ils trop enclins à médire du gouvernement qui fait déjà des conversions et des suppressions de rentes à l'Hôtel de ville ; mais après tout ils sont bons sujets, point dupes des mots ni des gens, capables, durant la Fronde et en toute saison, de vite démêler le jeu des princes ou des énergumènes. Leur horizon n'est pas très étendu et s'ils sortent de leur quartier, ils ne dépassent guère Saint-Cloud ou Pontoise, mais ce qu'ils voient, ils le voient bien, ils excellent déjà à noter les silhouettes et les ridicules, les cris et les embarras de la grande ville, ils ont le goût et le don de l'observation. Presque tous les pamphlets, satires ou romans, qui nous ont conservé la physionomie du vieux Paris ont été écrits par de bons bourgeois réunis chez l'un d'entre eux, sous le manteau d'une vaste cheminée, assis sur des chaises de paille qui n'étaient pas pour rien appelées « *caquetoires* », ou mieux encore, c'est quelque savant bourgeois qui les a composés pour se délasser de travaux plus graves. D'ailleurs ici l'instruction est générale. Dans presque tous les inventaires de famille bourgeoise on trouve une petite bibliothèque assez bien montée, on y trouve à tout le moins, Chrysale nous le dit, « un gros Plutarque à mettre mes rabats ». Mais ce n'est pas seulement les rabats du père de famille qui reposent dans le gros Plutarque, c'est aussi toute la sagesse et la grâce de l'antiquité, qui corrigeront peut-être un jour ce que l'esprit bourgeois a de trop âpre, qui rendront cette raison plai-

sante et cette plaisanterie raisonnable. En attendant il y a là une veine comique, un peu mince, mais saine et franche qui rappelle l'esprit gaulois au sein de la préciosité.

Au-dessous de la noblesse et de la bourgeoisie, nous trouvons enfin le peuple, taillable et corvéable à merci, suivant l'épithète homérique. Il semble bien que cette dernière division doive rester vide et que ce soit un paradoxe de parler de littérature pour le peuple au xvii^e siècle. N'a-t-on pas appelé cent fois la littérature de ce siècle une littérature faite par le monde et pour le monde, réservée à l'aristocratie du sang, de la fortune ou de l'instruction ? Et nos ancêtres à la plupart d'entre nous, si ancêtres il y a, n'étaient pas d'assez bonne maison pour participer à tous ces avantages. « Ils appartenaient, j'en suis sûr, à la majorité décrite par la Bruyère dans son paragraphe des paysans ou par la Fontaine dans la fable du Bûcheron couvert de ramée. Les jours où Bossuet prêchait sur l'aumône, ils quétaient pour eux-mêmes ou vendaient les chaises aux portes de l'église ; quand M^{me} de Sévigné écrivait à sa fille, ils portaient la lettre ; quand Mansard construisait un hôtel au milieu d'un jardin de Lenôtre, ils polissaient la pierre ou ils ratissaient les allées (1). » Voilà l'objection reproduite dans toute sa force et je n'ai garde d'oublier les malheurs du bon vieux temps, les révoltes des Lanturelus de Bourgogne ou des Vanu-pieds de Normandie, la misère au temps de la Fronde, ces lits de l'Hôtel-Dieu où le pauvre n'a pas le droit de mourir seul, mais côte à côte, avec sept ou huit compagnons d'infortune. Mais sans introduire ici une discussion détaillée, ni combattre les textes par d'autres textes, n'y a-t-il pas après les périodes les plus sombres et les ravages des épidémies et des armées quelques éclaircies, et la gaieté naturelle de la race ne se réveille-t-elle pas au premier rayon de soleil. Le manant de la Fontaine n'a-t-il pas son jardinet, clos de haies vives, où croît à plaisir

De quoi faire à Margot pour sa fête un bouquet ?

(1) E. About, *le Progrès*.

Pourquoi donc n'aurait-il pas son petit coin de poésie ? Et l'ouvrier des villes, moins libre et moins payé que le nôtre, ne connaît pas non plus l'entassement dans les grandes usines malsaines, mais travaillant en famille ou dans le petit atelier de son patron, il partage avec lui, suivant les naïves ordonnances « même pot et même feu ». Que si, dans certaines corporations, on travaille non pas 8, mais 16 et 18 heures par jour, sauf le temps des repas, c'est sans doute pour rattraper le temps perdu en fêtes et compenser les nombreux chômages, car

..... Monsieur le curé

De quel que nouveau saint charge toujours son prône.

En vain le roi et le pape lui-même firent-ils la guerre à toutes ces fêtes et à tous ces saints fainéants. Les saints résistaient avec la connivence sinon du gaillard savetier, du moins des ouvriers, payés au mois, quoi qu'il arrive. Ceux-là sans doute n'étaient pas fâchés d'aller goûter le plus souvent possible le « *guinguet* » ou le vin aigre dans les guinguettes des faubourgs ; ils trouvaient aussi le temps de lire, qui sait, ils aimaient peut-être autant que M^{me} de Sévigné les grands romans de la Calprenède, de même qu'aujourd'hui dans les bibliothèques populaires ce n'est pas la littérature terre à terre et les romans réalistes qui sont le plus demandés, mais bien les voyages en lointain pays et les beaux coups d'épée et les merveilleuses aventures des Trois Mousquetaires. Il est temps d'ailleurs de citer des faits précis et de nous en tenir au seul xvii^e siècle. Son intérêt même pousse le peuple à s'instruire, lui ou ses fils, qu'il veut tirer de sa condition pour les donner à l'Eglise et à l'Université avec une générosité qui n'a pas été dépassée même aujourd'hui, puisque, toutes proportions gardées, il y avait au commencement du xvii^e siècle, faisant du grec et du latin à tort ou à raison, trois fois plus d'élèves et de boursiers qu'aujourd'hui (1). Il n'est pas rare de rencontrer en ce temps-là

(1) M. Hanotaux, *la Jeunesse de Richelieu*, tome I, p. 462.

des ouvriers, comme ce pauvre serrurier, cité dans les plaidoyers d'Antoine Le Maître, lequel, locataire de deux petites chambres, en réserve une aux études de son fils dont il veut faire un régent ou un tabellion. Ainsi répandue à tous les degrés de la société, l'instruction classique devait donner même au peuple la notion de l'antiquité, et en fait la lui donna. Ce n'est pas l'aristocratie qui a rendu possible l'établissement de la tragédie française, puisque pendant vingt ans elle a fui le théâtre comme un lieu suspect et de mauvaise compagnie, mais seul ou presque seul le bon peuple de Paris a protégé cet art nouveau et ne s'est pas lassé d'applaudir les Grecs et les Romains du vieil Hardy. Et cette faveur ne s'est pas démentie quand les chefs-d'œuvre ont succédé aux ébauches. Bien loin que le peuple ait jamais dédaigné nos grands auteurs tragiques, ce sont les auteurs au contraire qui l'ont dédaigné, c'est Chapelain et Scudéry qui traitent de haut « la racaille du parterre » et les places à quinze sous ; c'est Corneille lui-même qui a peut-être repoussé ses humbles amis et trop estimé les suffrages aristocratiques par la bouche d'un de ses héros :

Horace, ne crois pas que le peuple stupide
Soit le maître absolu d'un renom bien solide ;
Sa voix tumultueuse assez souvent fait bruit,
Mais un moment l'élève, un moment la détruit,
Et ce qu'il contribue à notre renommée,
Toujours, en moins de rien, se dissipe en fumée.
C'est aux rois, c'est aux grands, c'est aux esprits bien faits
A voir la vertu pleine en ses moindres effets,
C'est d'eux seuls qu'on reçoit la véritable gloire.

Mais il est inutile d'épiloguer sur des vers qui s'adressaient peut-être à Richelieu et qui étaient comme la rançon du Cid, puisqu'il existe au xvii^e siècle une littérature populaire assez riche de son propre fonds et qui ne doit rien à l'autre. Je ne vous conduirai pas, aujourd'hui du moins, à la pointe Saint-Eustache, sur le Pont-Neuf où à la place Dauphine entendre les chansons des opérateurs et les farces et les questions mirifiques de Tabarin ; nous pour-

rions nous attirer les censures de Boileau. Il nous suffira de jeter un coup d'œil sur les balles des colporteurs ambulants et les boîtes des bouquinistes qui bordent déjà les rives de la Seine. C'est là que nous retrouverons les origines et le moyen âge et la fantaisie dont on a si souvent regretté l'absence ou l'oubli dans les œuvres du grand siècle, sans ajouter que le peuple avait conservé tout cela. Les Amadis, Robert le Diable, Fierabras, Ogier le Danois, les quatre fils Aymon sont descendus de leurs grands chevaux et des hauteurs de la poésie ; on a rogné leur grande taille, abrégé leurs exploits, on les a mis en prose et imprimés sur le papier à chandelles de la Bibliothèque bleue, mais, tels quels, ils séduisent encore les cœurs naïfs et ingénus, ils ont peut-être plus de lecteurs dans le peuple que jadis à la cour, lorsqu'ils s'étaient en belle page des manuscrits aristocratiques enluminés d'or et d'azur. A côté des preux et des nobles barons, voici leur ennemi éternel, Maître Renard qui survit à leurs côtés et qui partage avec eux la faveur populaire. On s'est souvent demandé si la Fontaine avait connu le roman du Renard, dont les érudits seuls de son temps, Borel, Ménage et du Cange consultaient encore les textes originaux. Et en effet les remaniements du roman s'arrêtent à la fin du xiv^e siècle et les manuscrits sont presque tous aussi anciens ; depuis ce temps Maître Renard a disparu, il reste blotti dans son terrier, dans les vieilles bibliothèques. Si nous retrouvons pourtant en 1623 une adaptation populaire du fameux Roman, que la Fontaine a pu acheter tout comme les *Œuvres et Fantaisies* de Tabarin, où il a pris la fable du Gland et de la Citrouille, ne sera-t-il pas intéressant de rechercher pourquoi la Fontaine a imité quelques épisodes du Renard et laissé délibérément de côté tout le reste ? C'est aussi une question de savoir comment la Fontaine a connu un certain nombre de fables orientales qui, au moment où paraissaient ses premiers Recueils, n'avaient pas encore été imprimées. Ici encore la littérature populaire nous donne la réponse. A la fin du xvi^e siècle il y avait un bon chanoine, Pierre Larrivey, issu

d'une famille d'imprimeurs de Florence ou de Venise, et qui passa sa vie à Troyes, la vieille ville aux maisons grises baignées par la Seine, verdâtre à Troyes, cette autre Venise de tanneurs et de bonnetiers. Entre deux sermons, le bon chanoine composait des almanachs et des comédies gaillardes, mais il avait aussi des acteurs plus décents, des acteurs à quatre pattes ; il traduisait en bonne prose les fables des Italiens, disciples des Orientaux. C'est là et non chez les Italiens que la Fontaine a lu les fables controversées, le bonhomme était trop nonchalant pour lire même de l'italien quand il avait sous la main une bonne traduction française ; c'est cette *Philosophie fabuleuse* de Larrivey souvent réimprimée qui, bien longtemps avant le *Livre des lumières*, lui a donné la première vision de l'Orient, de même que c'est dans un autre livret populaire complètement inconnu, le *Grand Théâtre des animaux*, qu'il a peut-être pris l'idée des vers fameux sur :

Cette ample comédie à cent actes divers,
Et dont la scène est l'Univers.

Que si nous sortions de la ville, que d'observations il y aurait encore à faire sur ces chansons où la vieille France a noté ses joies et ses peines, chansons de guerre et d'amour, chansons des gais compagnons qui s'en vont faire leur tour de France, le bâton blanc à la main, chansons de laboureurs attachés à cette terre qu'ils fouillent avec une invincible opiniâtreté, graves et dolentes. De tout temps les esprits cultivés ont aimé cette Muse du peuple, cette Muse en sabots aussi gracieuse et plus simple que ses grandes sœurs. Racan a rappelé dans ses poésies la fameuse chanson du roi Henri qui devait être immortalisée par Molière. M^{me} de Sévigné a entendu avec plaisir et retenu pour les citer à sa fille, les vers naïfs :

Rossignolet du bois, rossignolet sauvage,
Va-t'en trouver ma mie et lui porte une lettre.

Avant Victor Hugo, Scarron avait recueilli ces vers d'une vieille

chanson de la Beauce qui vont retentir dans le *Pas d'Armes du Roi Jean* avec des sonorités de cloches :

Orléans, Beaugency
Et Notre-Dame de Cléry
Vendôme, Vendôme.

La chanson est protégée et portée par le rythme et le vers, elle est conservée dans des recueils au joli titre, *la Fleur des chansons nouvelles* ; mais bien d'autres souvenirs ne sont transmis que par la tradition orale et sont d'autant plus curieux à retrouver dans la littérature écrite. Les antiques bahuts de nos fermes sont encore habités par la troupe maligne des servants dont l'office est de stimuler la paresse et de seconder la vaillance. Ils font tomber la couverture du lit du paresseux, ils tordent dans l'étable le cou de la vache la plus belle ou font choir le lait que porte la fille mal peignée, puis on entend la troupe folâtre qui s'enfuit avec des rires moqueurs. Ces servants sont les esprits follets de Ronsard et de la Fontaine qui ont peut-être habité le Mogol, mais qui ont certainement émigré en Franche-Comté. Et voici encore Obéron, le nain vert, et Arlequin ou le roi des Aunes, fantastique chasseur, et le Gargantua de Rabelais qui s'assied parfois sur une roche massive près de Baume-les-Dames, sur le fauteuil de Gargantua, et avale d'un trait le Doubs qui coule à ses pieds. Que dire enfin de ces antiques légendes de l'humanité primitive, de ces contes que ma mère l'Oye ou la reine Berthe aux grands pieds pattus, sculptée sur le portail de Saint-Bénigne, racontait jadis à Charlemagne et qui amuseront jusqu'à la fin du monde deux catégories de lecteurs qui se ressemblent au moins par une curiosité insatiable, les grands savants et les petits enfants ? N'est-il pas curieux de rechercher comment ces contes nous ont été transmis, jusqu'au jour où Charles Perrault s'est fait l'historiographe du petit Chaperon rouge et du Chat botté ? Voilà les richesses de la littérature populaire, humbles richesses qui attendent des artistes pour les mettre en œuvre.

Il nous faut maintenant revenir en arrière et résumer l'état de cette littérature au point où nous arrêterons notre étude, c'est-à-dire au moment où Louis XIV inaugure un régime nouveau dans les lettres comme dans la politique. En examinant cette première période, on s'apercevra facilement que les divisions susdites ne sont pas artificielles, et qu'il y a véritablement trois classes séparées de lecteurs, n'ayant entre eux que de rares communications ou contacts, ou, pour reprendre une expression de Pascal, qu'il y a trois chambres d'esprit diverses : la noblesse, la bourgeoisie, le peuple. Si ces classes n'avaient été rapprochées par une politique et des mœurs nouvelles, notre littérature serait restée divisée comme la nation elle-même ; la noblesse ne se serait pas lassée de contempler son image idéalisée dans les tragédies et les madrigaux, la bourgeoisie n'avait aucune raison de renoncer à ses romans comiques et à ses gazettes, la petite source de la poésie populaire aurait continué à chanter obscurément, tandis que les grandes eaux auraient jailli et que les grands genres se seraient développés, ou non à Versailles. Comment donc s'est faite cette fusion et pourquoi était-il bon qu'elle s'opérât, même au prix de quelques sacrifices, c'est ce que je voudrais examiner rapidement dans ma conclusion.

De toutes ces influences la plus heureuse tout d'abord a été celle de la noblesse ; c'est elle qui a le plus fait pour les mœurs, pour les lettres et les écrivains en leur imposant la politesse, c'est elle en un mot qui de la littérature latine et gauloise que nous avons au xvi^e siècle a fait la littérature française. Mais qui ne voit qu'à la longue la littérature avait tout à perdre à cette domesticité élégante, et comment l'influence de la préciosité ou du monde, bonne en principe, aurait fini par tout gâter ? Le monde favorise et développe les talents souples et gracieux qui se donnent à lui tout entiers, mais il respecte plutôt qu'il n'aime le génie, il le gêne d'ailleurs parce qu'il lui demande trop de concessions et qu'il préfère volontiers un madrigal à une tragédie en cinq actes ou

telles fleurettes de la *Guirlande de Julie* à *Polyeucte*. Ainsi l'hôtel de Rambouillet a pu admirer à l'occasion les odes de Malherbe et les pièces de Corneille, grandes ou petites, mais il goûtait encore davantage ses petits vers à lui, les sonnets sans défaut qui valent un long poème (et quel sonnet ne se croit pas sans défaut ?), toutes les bagatelles en vers ou prose qui encombrèrent les manuscrits de Conrart et les recueils de Sercy. Allons plus loin, l'esprit même du monde, esprit de divertissement et de plaisir, ne peut aborder les grandes questions que de biais. Ni la haute poésie, ni la religion, ni la philosophie, ni la science ne sont objets de salon, mais seulement les sermons des enfants prodiges, l'animal machine ou la machine arithmétique et les expériences de physique amusante. C'est sous cette forme sans doute que la science est reçue dans le monde, et quand elle s'y présente autrement avec ses cornues, ses compas ou ses scalpels, elle a soin d'y joindre d'autres frivolités. Je vous laisserai faire tout seuls les réflexions que suggère ce titre d'un ouvrage de science sérieuse, d'un recueil de conférences faites vers l'an 1634 par l'académicien Marin Cureau de la Chambre : « *Nouvelles Pensées sur les causes de la lumière, du débordement du Nil et de l'amour d'inclination.* »

Il y a plus encore. Des sentiments qui semblent devoir se rencontrer naturellement dans le monde ne s'y rencontrent guère, ou s'y cachent si bien qu'ils échappent à la description. La passion est aussi rare que l'héroïsme, elle peut plaire au théâtre, dans le roman, à titre d'exception ; dans la vie réelle elle détonne par ses éclats ou ses scandales, elle est exigeante et égoïste, elle est même muette et sotte puisque, par définition, elle nous fait perdre la tête et l'esprit, et partant elle n'a rien à faire dans les salons. C'est pour ces raisons sans doute que les courtisans de ce temps-là, déjà très pratiques, lui préféraient l'art d'aimer ou la simple galanterie, c'est pour cette raison aussi qu'on délaissa les tragédies héroïques du vieux Corneille pour les tragédies galantes de Quinault bien mieux faites pour « les esprits doux », comme ils

s'appelaient eux-mêmes. Mais la galanterie continue, et « les tragédies à l'eau de rose », et les petits vers devaient amener une réaction, la littérature précieuse devait se doubler d'une littérature burlesque et bouffonne. Comme on s'excitait à « pousser les beaux sentiments », ainsi l'on demandait le rire aux fantaisies les plus extravagantes et la même rhétorique, et souvent les mêmes écrivains suffisaient aux deux genres. C'est un fait que les madrigaux les plus fades et les plus alambiqués du genre précieux ne sont pas signés, comme l'on pouvait s'y attendre, de l'abbé Cotin, mais de Cyrano de Bergerac, de Saint-Amant et de Scarron qui, lorsqu'ils avaient charmé les salons pour de l'argent, s'en allaient rimer au cabaret pour leur plaisir, et entraînaient souvent les grands seigneurs à leur suite. Ainsi la littérature aristocratique devait finir dans l'afféterie et la grossièreté, et dans ses genres les plus opposés elle justifiait les critiques de Pascal : « Je hais également le bouffon et l'enflé, ... masquer la nature et non la déguiser. »

Cette nature et cette vérité, qui sont le but de l'art, c'étaient les bourgeois après tout qui s'en étaient le moins éloignés, protégés par leur isolement même contre les caprices de la mode. Bien humbles étaient les sujets de leurs observations, mais ils les décrivaient tels qu'ils les voyaient. Ils étaient sensés et instruits, ils ne manquaient ni de force ni de finesse, mais seulement de délicatesse et de goût, qualités qui peuvent s'acquérir avec l'âge, comme un vin naturellement généreux se dépouille et prend avec les années plus de parfum et de douceur. Viennent les circonstances favorables et ce sont ces bourgeois qui répareront la littérature française et réaliseront l'union de l'art antique et de la raison moderne. Ces circonstances vous les connaissez. La Fronde met les passions et les caractères à nu, elle déchaîne les ambitions et les intérêts, elle disperse le monde frivole des salons ; mais bientôt va s'ouvrir le salon de la France, la cour où le roi de France attire tout ce qui a quelque mérite personnel et où la nation tout entière est représentée, autant qu'elle pouvait l'être de ce temps.

Comme le champ de l'observation est plus large, l'art devient aussi plus libre, les écrivains ne travaillent plus pour telle ou telle coterie, mais, pensionnaires du roi ou de leur propre talent, indépendants par leur fortune ou leur ministère, ils disent ce qu'ils pensent, au moins sur certaines questions, et ils le disent comme ils le pensent, simplement et raisonnablement. Et à cette raison ne manqueront même pas la grâce et les souvenirs du passé, puisqu'elle aura la Fontaine qui s'est défini lui-même et ses amis en disant que :

..... Maintenant il ne faut pas
Quitter la nature d'un pas.

Quel que soit donc le genre de ces écrivains « naturalistes », les premiers et les plus grands, — qu'ils poursuivent le mauvais goût et fondent sur la raison l'autorité des anciens ; qu'ils élèvent jusqu'à la comédie la farce antique, naïve expression des sentiments populaires, et, rieurs mélancoliques, qu'ils fassent jaillir une gaieté intarissable de la simple observation de nos défauts et de nos misères morales ; qu'ils fassent monter sur le théâtre les passions vraiment tragiques et, sous le voile élégant des mots, belles d'impudeur, ou qu'ils donnent aux peuples et aux rois de grandes et terribles leçons et qu'ils montrent au monde dans sa réalité ce qu'au milieu de ses plaisirs ou de ses ennuis le monde a tant de peine à regarder fixement, la mort, — tous, un même esprit les anime et le génie n'est chez eux que la forme supérieure de l'observation et du bon sens. Et comme ils ont même esprit, ils ont aussi même origine. En jugeant un jour la brillante monarchie de Louis XIV, le duc de Saint-Simon a dit : « ce long règne de vile bourgeoisie ». Le mot est aussi vrai des lettres que de l'administration. A part quelques exceptions illustres ou charmantes qui se sont donné la peine de naître et d'écrire, notre littérature classique est l'œuvre de bourgeois qui ont porté au plus haut degré les qualités de leur classe et de la nation elle-même,

littérature de raison et d'expérience plutôt que d'imagination et de fantaisie.

Nous n'aborderons pas cet âge de raison de la littérature française et nous nous bornerons à étudier sa jeunesse capricieuse et folle, qui fait l'école buissonnière jusqu'au jour où l'esprit classique la domine et l'organise à son image. J'ai dit assez quels étaient les défauts de cette première période pour ne pas être suspect en rappelant aussi ses qualités et ce qu'il peut y avoir d'énergie et de grâce dans des œuvres oubliées. Si les œuvres classiques sont les plus belles aux yeux de la critique parce qu'elles présentent un corps de doctrine nettement arrêté, les époques de transition sont plus intéressantes, plus curieuses pour l'histoire littéraire, avec la grâce fuyante de leurs contours, avec leur gaucherie et leurs brusqueries qui sont des promesses, leurs imitations qui nous reportent à tout instant vers les littératures étrangères, leurs reminiscences et leurs souvenirs qui nous rappellent nos propres origines et nous permettent de renouer le fil de la tradition. Tel est, si je ne m'abuse, l'intérêt de cette littérature du règne de Louis XIII qui provoque aussi des questions encore actuelles. Pourquoi comprenons-nous ou croyons-nous comprendre, pourquoi lisons-nous couramment un texte quelconque du ^{xvii}^e siècle, tandis que pour Rabelais ou Ronsard, à peine de cinquante ans plus éloignés, il nous faut recourir à un lexique? Qu'est-il resté dans notre langue et dans nos mœurs des mœurs et de la langue des Précieuses? Pourquoi notre poésie lyrique est-elle si différente de la poésie lyrique du ^{xviii}^e siècle dont la Fontaine disait très sérieusement et sans la moindre intention ironique : « L'Ode veut de la patience (1). » Pourquoi nos pères ont-ils fait des tragédies après avoir fait des drames, tandis que nous avons suivi la marche inverse, et qu'est-ce au juste que ces fameuses règles du théâtre, promulguées en 1625 par un poète bisontin de

(1) La Fontaine, IX, 205, 91.

talent, Jean Mairet, et renversées deux siècles plus tard par un Bisontin de génie, Victor Hugo ? Qui valait le mieux des anciens romans ou des nôtres, et ceux qui ont ressuscité le roman psychologique et l'analyse des états d'âme ont-ils bien le droit de trouver M^{lle} de Scudéry si ridicule ?

Telles sont les questions auxquelles j'essaierai de répondre au moins en partie ; telles sont aussi les principales étapes du long voyage que je voudrais entreprendre avec vous dans le passé.

E. ROY.



LE RÉGIME FÉODAL

DANS LE

BOURG DE CHATILLON-SUR-SEINE

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

I. — HISTOIRES LOCALES

La plus importante des publications locales parmi celles qui intéressent la ville de Châtillon, est l'*Histoire de Châtillon*, par Lapérouse (Châtillon, librairie Cornillac, 2 vol., 1837). Mais écrite à une époque où la critique historique n'avait pas encore établi ses règles, ni imposé son autorité, l'*Histoire de Châtillon* semble, pour la partie du moyen âge, n'être qu'une compilation assez mal ordonnée de traditions quelquefois sans valeur. Si l'auteur essaye de pénétrer dans le secret des institutions, les deux chapitres qu'il consacre à cette tentative ne sont que la reproduction littérale ou le commentaire mal compris des anciennes chartes de la ville et de l'enquête de 1371.

Les autres histoires locales de la ville de Châtillon sont encore moins utiles pour l'étude des institutions du moyen âge. Nous citerons entre autres ouvrages :

Le P. Legrand, *Histoire sainte de la ville de Châtillon-sur-Seine*.
Mignard, *Girard de Rossillon*.

— *Les Etablissements ecclésiastiques du Châtillonnais*.

Le P. Fodéré, *Histoire des couvents de l'ordre de saint Bonaventure*.
Nesle, *Album pittoresque et historique de l'arrondissement de Châtillon*.

Abbé Tridon, *Vie de saint Vorles*, etc.

II. — DOCUMENTS PUBLIÉS

C'est surtout dans l'ouvrage de M. Garnier (*Chartes de communes et d'affranchissement*, t. I.) que se trouvent les documents les plus importants parmi ceux qui nous intéressent.

M. Garnier a publié successivement dans ce volume :

1° La plupart des traités qui sont intervenus entre les différents seigneurs de Châtillon, le duc de Bourgogne, l'évêque de Langres, l'abbé de Notre-Dame, pour déterminer leurs droits réciproques.

2° La grande enquête de 1371. Elle constitue à elle seule un fonds inépuisable de renseignements précieux ; elle fait pénétrer dans le détail des institutions privées ; elle offre le tableau précis et pittoresque de la vie d'une petite ville au moyen âge ; en un mot, elle est un document d'une haute valeur historique. Elle fut faite sur l'ordre du bailli Jean de Foissy en 1371.

« En prenant pour la première fois possession de son siège, Jean de Foissy, qui était du pays, et qui partant n'ignorait point les difficultés auxquelles donnait fréquemment lieu la communauté des droits du duc et de l'évêque, aussi bien à Châtillon que dans la banlieue, résolut d'y couper court ou tout au moins d'en diminuer le nombre, en spécifiant nettement la nature et l'étendue des droits de l'un et de l'autre. A cet effet il fit dresser par ses prévôts une enquête générale sur les différentes branches du domaine du prince dans toute l'étendue du bailliage ; il confronta ce travail avec les chartes qui avaient jadis déterminé ces droits, emprunta le texte de ces actes lorsqu'il le jugea nécessaire et rédigea du tout une sorte de somme rurale, de style ou de coutume, qui fut, durant des siècles, le code et la règle de conduite des officiers du souverain (1). »

Nous avons respecté en partie le texte donné par M. Garnier. Il est cependant nécessaire de lui apporter parfois certaines corrections qui peuvent modifier le sens. Nous citerons, entre autres passages, le cinquième paragraphe (2).

3° A la suite de ces différents documents, M. Garnier en a publié d'au-

(1) Garnier, *Communes*, I, p. 348, note.

(2) Ce § doit être lu de la manière suivante : « Ceulx sont appelés *commans* en la ville de Chastillon, qui *paient* la reconnoissance dessus-dite ausdits seigneurs qui viennent faire mansion en la ville de Chastillon, qui sont d'estranges pays, qui ne sont des demoinnes, baronies, fiefz, reiefiefz ou gardes des seigneurs ; et iceulx *commans* alès de vie à trespasement, leurs enfans sont *communs* aux deux seigneurs, taillables et justiciables avec les autres *communs*, et ne usent point de la liberté de commandise. »

tres, postérieurs au xiv^e siècle, et qui concernent les débats survenus entre le Bourg et Chaumont, débats qui ont précédé leur réuion définitive.

Autres ouvrages :

Dom Plancher, *Histoire de Bourgogne* (Preuves).

Brussel, *Usage des fiefs*.

Bouhier, *Coutumes de Bourgogne*.

Seignobos, *le Régime féodal en Bourgogne*.

Gallia Christiana.

Pérard (Preuves).

Dumont, *Corps Diplomatique*, etc.

III. — DOCUMENTS MANUSCRITS ET INÉDITS

1^o MANUSCRITS

Le manuscrit *Bourceret* est le plus important de ceux que nous avons pu étudier. C'est dans ce manuscrit que M. Lapérouse a puisé presque tous ses renseignements ; il y a emprunté quelquefois le texte même de ses chapitres. Cet important manuscrit appartient aujourd'hui à M. Jully, de Châtillon-sur-Seine. C'est à son extrême obligeance que nous sommes redevables d'en avoir pris connaissance.

Il est regrettable que le manuscrit *Delamothe* (1) ait été perdu l'année dernière. Sa valeur historique était considérable ; il constituait pour la ville de Châtillon un fond inépuisable, une mine précieuse, où d'ailleurs les historiens locaux ne se sont pas fait faute de largement puiser. Quant à nous, le secours de ce précieux manuscrit nous a complètement manqué.

Autres manuscrits :

Le manuscrit *Verniquet* (documents de Courtépée, Bibliothèque de Dijon).

Les manuscrits (documents de Pérard, fonds Baudot, Bibliothèque de Dijon).

Enfin un dernier manuscrit, le plus important de tous, celui d'*Hocmelle*. Hocmelle était un moine de l'abbaye de Châtillon, qui mourut prieur de l'abbaye d'Ogny, au milieu du xviii^e siècle. Il retraça, dans un latin pur et élégant, l'histoire de Châtillon, sa ville natale, et celle de son abbaye. A la

(1) Le manuscrit Delamothe faisait partie de la bibliothèque municipale de Châtillon.

suite de ces deux histoires, il plaça une copie très consciencieuse des chartes intéressant l'abbaye de Châtillon. C'est dans ces chartes que nous avons trouvé la plupart des renseignements relatifs au domaine et aux serfs de l'abbaye.

2° DOCUMENTS DES ARCHIVES (*inédits*).

Ce sont ces documents que nous avons consultés avec le plus de profit.
Ce sont :

I. — ARCHIVES DE LA COTE-D'OR

- A. — *Le cartulaire de l'abbaye Notre-Dame.*
- B. — *Les terriers de l'évêché* (G : terriers 405, 406, 407, etc...)
- C. — *Les terriers du duc* (B : 989, 989 bis, 987, 988, 990, 990 bis, 990 ter, 990 quater, E : 2029).
- D. — *Les registres de compte du bailliage de Châtillon* (B : 4008, 4009, 4010 ... 4030, 4031).
- E. — B : 44504 (Enquêtes de 1429, sur la condition des personnes pour la répartition de la taille).
 - B : 992, 11605, 384, etc...
 - H : 625, 626, 627.... 639.

II. — ARCHIVES DE LA HAUTE-MARNE

Ces archives sont spécialement intéressantes pour le domaine de l'évêque.
G : 345 (9 pièces), 347, 350, 351, 352, 353, 354, 385, 389, 619 et 620.

III. — ARCHIVES MUNICIPALES DE CHÂTILLON

Le registre des copies de chartes municipales.

PREMIÈRE PARTIE

LES GOUVERNEMENTS

I^{re} PÉRIODE — XII^e SIÈCLE

L'EXPLOITATION SEIGNEURIALE

LES DOMAINES

La ville de Châtillon au moyen âge était divisée en deux parties très distinctes : le Bourg et la rue de Chaumont. La rue de Chaumont appartenait aux ducs de Bourgogne, le Bourg appartenait à trois coseigneurs ; le duc de Bourgogne, l'évêque de Langres et l'abbé de Notre-Dame de Châtillon. Le régime féodal a donc pris dans les deux parties de la ville un caractère absolument différent. Tandis que l'histoire de la rue de Chaumont est celle de toutes les villes du duché de Bourgogne qui reçurent du duc les libertés communales (1), le Bourg a eu une destinée autrement agitée. La présence dans la même ville de trois pouvoirs seigneuriaux distincts, la rivalité de ces pouvoirs, y a donné lieu à une situation étrange et y a imprimé au régime féodal un caractère particulier. C'est ce caractère que nous nous proposons de déterminer en considérant d'abord les domaines en eux-mêmes et ensuite les personnes qui les composent.

I. — ORIGINE DES DOMAINES

Le plus ancien est celui de l'évêque. Il semble bien difficile de dire l'origine de son droit. Jusqu'en 889 on constate que Châtill-

(1) Une charte de commune fut octroyée en 1218 par le duc à la rue de Chaumont. V. Garnier, I, 178, *Communes*.

lon relevait encore directement du roi de France. C'est de 889 à 973 que les évêques y acquirent leurs premiers droits. On les voit en effet, en 973, faire une donation, à titre bénéficiaire, de trente manses situées dans la ville, à Henri, comte du Lassois, frère d'Hugues Capet (1). Mais l'évêque n'était pas le seul seigneur de la ville. Il en existait d'autres, résidant dans la ville même et qui en portaient le nom. Ils étaient les descendants des anciens comtes du Lassois (2).

En tous cas, entre 1142 et 1152 il arriva que Godefroy, l'héritier d'une de ces familles de Châtillon, devint évêque de Langres ; il réunissait ainsi deux seigneuries : celle des évêques de Langres et celle qu'il tenait de ses ancêtres. C'est alors que trop éloigné et impuissant à faire respecter ses droits dans la ville, il fut contraint de céder aux ducs de Bourgogne ce que ces derniers cherchaient vraisemblablement à acquérir de force. Déjà seigneurs en toute propriété de la rue de Chaumont, les ducs de Bourgogne acquirent ainsi, au milieu du XII^e siècle, la moitié de ce que les évêques possédaient dans le Bourg.

C'est encore à la même époque que se constitua le domaine de l'abbaye. Brunon, évêque de Langres, donna à l'ancienne église de Saint-Vorles, à Châtillon, plusieurs fonds de terre et quelques églises voisines (3). En outre, il y établit un corps de chanoines. Sous l'influence de saint Bernard, en 1138, une réforme se produisit et les chanoines de la première collégiale furent remplacés par une communauté régulière de l'ordre d'Aroaise en Artois. Alors se construisit l'abbaye même, à l'est du Bourg et de Chaumont, entre les deux villes. Son domaine se constitua donc par

(1) V. la charte de donation dans Mignard, *Girart de Rossillon*, p. 405 et sqq.

(2) V. Mignard, *Girart de Rossillon*. « ... Au territoire de Langres, il y a une ville très noble et très considérable, nommée Chastillon, dans laquelle demeuroient plusieurs grands seigneurs renommés par leur habileté dans les armes, entre lesquels se distinguait Teceliu, père de saint Bernard. » *Passage cité par Hocmelle*, p. 66.

(3) V. Lapérouse, *Hist. de Châtillon*, I, p. 153.

une concession primitive des évêques de Langres; les libéralités des ducs de Bourgogne et de plusieurs seigneurs, entre autres Arnaud et Hugues de Grancey, vinrent l'augmenter (1).

A la fin du XII^e siècle la situation dans le Bourg était donc celle-ci : 1^o Trois grands domaines, celui du duc, celui de l'évêque, celui de l'abbaye ; 2^o d'autres domaines plus petits appartenant à différents seigneurs.

II. — CARACTÈRE DES DOMAINES

C'est l'origine des domaines qui a déterminé leurs caractères.

1. — D'abord *ils n'étaient pas nettement séparés les uns des autres*. Ils avaient été composés de parties diverses, qui avaient été rassemblées au hasard des concessions et des achats. Aucun domaine ne constituait un tout homogène. Ils étaient enchevêtrés les uns dans les autres. Pas de délimitations territoriales, partout des partages indivis. L'évêque a le tiers indivis de la terre qui s'étend du chemin d'Ampilly passant devant la Léproserie, jusqu'à l'étang de Marmont ; il a la moitié indivis de la terre qui s'étend de Chaumont jusqu'à ce chemin (2). La séparation n'est pas plus nette entre les droits qu'entre les terres. La plupart sont partagés d'une façon indivis. L'évêque a la moitié de la vente de Châtillon, le duc a l'autre moitié. Le droit de justicier les crimes capitaux est partagé de la même manière par le duc et l'évêque, etc... (3).

(1) V. la bulle du pape Eugène III qui, en 1145, confirme toutes les donations faites à l'abbaye. — *Arch. Cartul. de Notre-Dame de Chdt.*, fol. 1 et 2. — Dom Plancher, *Hist. Bourg.*, I, pr., p. 44. — En 1160 le duc Eudes notifie la donation faite à l'abbaye par Godefroy de Châtillon. — Petit, *Hist. ducs de Bourg.*, II, p. 279. — *Arch. Cart. d'Hocmelle*.

(2) « *Medietas terre illius que extra fossaria est, de Chamonte usque ad viam que est ante domum leprosororum que vadit ad Ampillicum, est episcopi, et de censu et justicia : a via vero illa usque ad stagnum de Marmont, et quantum sinagium de Marmont durat in terra et in nemore, tertiam partem habet episcopus.* » — Garnier, *Communes*, I, 185, § 14.

(3) « *Medietas vante Castellionis est episcopi, altera medietas est mea. Similiter medietas omnium magnorum forefactorum est episcopi, altera medietas est mea.* » *Id.*, § 6.

2. — Non seulement il y a confusion entre les domaines, mais encore il y a *confusion entre les parties d'un même domaine*. Ils manquent chacun de cohésion ; leur caractère est hétérogène. Le même seigneur arrive à posséder des droits absolument différents, parfois opposés. Peu de temps avant 1370 on voit encore le duc posséder « *en la rue qui va au bout de la rue de Seine* » des hommes qui lui payaient des redevances en nature d'un caractère particulièrement servile : ils lui doivent chaque année un setier de vin et une géline. Et cependant depuis longtemps, dans tout le reste du domaine ducal, les habitants jouissaient d'une condition privilégiée (1).

3. — Si étroitement enchevêtrés les uns dans les autres, se pénétrant mutuellement, ces domaines étaient *semblables* entre eux et *dépendants les uns des autres*. Le plus souvent en effet ils avaient été le résultat d'un partage indivis ; les petites seigneuries procédaient toutes d'une origine commune, elles étaient locales. Les donations, les partages, les achats, leur avaient donné à toutes un caractère uniforme. Aucun seigneur ne pouvait rien entreprendre sans le consentement d'un autre. Le duc ne pouvait pas introduire de nouvelles coutumes dans la ville et dans la banlieue sans le consentement de l'évêque et réciproquement (2).

Toutes les parties, tous les domaines du Bourg, étaient donc soumis à un même régime uniforme. Ce régime était celui de l'exploitation domaniale.

(1) « Mémoire que touz les habitanz demorant oultre le pont d'Estroichey en la rue qui va au bout de la rue de Seine doivent chascun an le jour Saint-Remy un *sextier* de vin et une *geline*, dont le prevost ne compte riens pour ce qu'il n'y demeure aucun a present ». — Arch. B. 4008, f° 2, v°.

(2) « Ego non possum elevare novas costumias ad Castellionem, vel infra banni leugam Castellionis, *sine episcopo, nec episcopus sine me.* » Garnier, *Communes*, I, 185, § 10. — (L'évêque parlant devant le roi Louis VIII et le duc à Moret, énumère ses griefs contre le duc) : « ... *quæro dimidium pedagii quod accipit in Castellione, quia sine me ibi nichil debet habere.* » Dom Plancher, I, pr. n° LXXII (*original endommagé aux Arch. de la Haute-Marne*, G. 351).

III. — L'EXPLOITATION DOMANIALE.

Le principe de cette exploitation est que le seigneur est le propriétaire de la terre et de l'homme. Il exploite l'un et l'autre. Mais le principe n'est que théorique. Il n'y a de réel que les droits que l'homme paye au seigneur en raison de sa condition personnelle ou à l'occasion de la terre qu'il occupe. Ces droits, nous les étudierons quand ils seront devenus assez précis, c'est-à-dire au XIII^e siècle. Le procédé de l'exploitation est l'ancien procédé romain : un intendant placé à la tête du domaine, y percevant les revenus et y rendant la justice domaniale. Le prévôt est l'intendant du duc, le maire est celui de l'évêque (1). Le prévôt du duc apparaît dès l'origine même du domaine, au milieu du XII^e siècle. C'est le prévôt qui perçoit tous les revenus du domaine. En 1170 par exemple il est chargé d'aller à Flavigny toucher 100 sols dus au duc pour la garde de l'abbaye (2).

(1) « *Bonus qui loco mei iudex erat curiæ.* » Petit, *Hist. ducs de Bourg.*, pr. n° 512.

(2) Petit, II, pr. n° 494.

LE POUVOIR FÉODAL

I

LES TRANSFORMATIONS DU XIII^e SIÈCLE

Plusieurs grandes transformations se sont accomplies dans le cours du XIII^e siècle à Châtillon. Elles ont eu pour conséquences de modifier le régime domanial dans la ville.

I. — Disparition des petits domaines et de la féodalité locale.

Dans le cours du XIII^e siècle les petits domaines seigneuriaux disparurent à Châtillon. Ils se fondirent dans les domaines du duc, de l'évêque et de l'abbé. Mais il faudrait se garder de croire que l'agrandissement progressif des trois grandes seigneuries, au détriment des petites, fut le résultat d'un plan suivi, d'une politique réfléchie. Il n'en fut rien. Les seigneurs se faisaient mutuellement des concessions, des aliénations. Or, à force de se morceler, les petites seigneuries finirent par être considérablement réduites. Ceux qui les tenaient comme alleutiers devinrent alors vassaux du duc ou de l'évêque, quand la hiérarchie féodale commença à se constituer. Puis leur dépendance ne fit qu'augmenter. Un grand nombre de ces vassaux devinrent des tenanciers libres, les guerres les ayant ruinés. Enfin les croisades éteignirent les vieilles familles nobles.

C'est ce que l'on peut constater par l'histoire détaillée de la dé-

cadence d'une de ces familles, la plus importante, celle qui portait le nom de la ville.

Au XII^e siècle on rencontre de nombreux chevaliers possesseurs de biens dans la ville. Ces biens ne sont pas des fiefs, ce sont des francs-alleux. En 1215, Ponce de Arnet; damoiseau, possède ainsi comme alleu une terre à Châtillon (1). En 1160, un Godefroy de Châtillon, chevalier, fait une donation à l'abbaye Notre-Dame (2). En 1196, Hugues de Nesle, fait donation à la même abbaye de deux manses qu'il possède à Chaumont (3). En 1289, on voit encore André et Jean des Chireaulx, écuyers, vendre une vigne à un habitant de Châtillon (4). Mais de toutes ces familles, la plus importante était celle qui portait le nom de Châtillon. Beaucoup des officiers et des chevaliers du duc s'appellent ainsi. « Ils remplissaient à la cour du duc les principaux offices, surtout ceux de dapifer et de sénéchal (5). »

Cette famille possédait à titre héréditaire (*jure hereditario*) la mairie de Châtillon. Ses membres étaient ainsi dans la ville les représentants de l'évêque. Peut-être à l'origine ne furent-ils même que ses intendants. Nommés par l'évêque et se succédant de père en fils, ils finirent par faire admettre que la charge, qui n'était en réalité qu'une concession seigneuriale, était leur propriété héréditaire.

Le premier membre de cette famille qu'on rencontre est un Boinus, maire de Châtillon, qui achète en 1201 de Jean de Cros un four avec ses dépendances (6). Il paiera, à l'occasion de ce four, un cens annuel à l'évêque. Ce même Boinus, en 1200, fait une donation au Val-des-Choux (7).

(1) V. Dom Plancher, II, pr. n° x.

(2) V. Hocmelle; Petit, *Hist. ducs de Bourg.*, II, p. 279.

(3) V. Petit, id., III, pr., p. 338.

(4) Arch. B. 991, cote 6.

(5) V. Petit, id., II, p. 279.

(6) Arch. de la Haute-Marne. *Inventaire de Châtillon*, G. 31, p. 5.

(7) Arch. *Invent. de Peincédé*, XXVIII, p. 1197.

Il eut deux fils : Pierre et Lambert. C'est Pierre, l'aîné, qui hérita de la mairie. Quant à Lambert, en 1206, il entre au service du comte de Champagne. Il part pour la croisade (1). En récompense de ses services, le comte de Champagne lui accorde le domaine de Risoncourt. Il est spécifié dans l'acte de donation que cette concession ne devra pas empêcher Lambert de remplir loyalement envers l'évêque de Langres ses devoirs de vassal (2). Ensuite Lambert succède à son frère comme maire de Châtillon. Il devait être alors un seigneur assez puissant. Cette puissance inquiète les évêques de Langres. Ils ne voient pas sans crainte leur mairie en la possession d'une famille, dont le rôle grandit avec la richesse. En 1207, l'évêque essaie donc de reprendre le droit de choisir son maire. Il ne réussit pas sans difficultés. Un arrangement intervient cependant ; Lambert abandonne la mairie et déclare tenir en fief de l'évêque tous les biens et tous les droits qu'il possède à Châtillon (3). En 1223, Lambert sert de conseiller au comte de Champagne (4). En 1236, il rend une sentence d'arbitrage entre Girard de Montagny et l'évêque de Langres (5).

Mais après lui, la puissance de sa famille diminue d'une façon continue. Les causes de cette décadence sont certainement dues à des embarras financiers. Les croisades et les autres guerres ruinaient les petits seigneurs. Déjà Lambert, en 1229, avait été obligé d'engager tous ses biens à l'évêque de Langres pour la somme de cinq mille livres (6). L'histoire des successeurs de Lambert ne se compose que d'une longue suite d'aliénations du domaine patrimonial. En 1244, Marguerite, leur parente, femme de Renaud de Grancey, vend au duc une rente de soixante livres sur le péage

(1) Le comte de Champagne dit que Lambert est allé « *ultra mare pro nobis* ». Duchesne, *Maison de Châtillon*, pr. p. 2.

(2) « *Salva ligeitate Domini Episcopi Lingonensis...* ». Duchesne, *id.*

(3) Dom Plancher, I, pr. CLIX.

(4) Duchesne, *Maison de Vergy*, p. 2.

(5) Duchesne, *id.*

(6) Duchesne, *Maison de Vergy*, pr. p. 2.

de Châtillon, ainsi qu'un homme nommé Braymancion (1). En 1246, Jean, fils de Lambert, vend à l'abbaye sa portion des moulins de Châtillon pour le prix de quatre-vingts livres (2). En 1258, ses deux fils Lambert et Jean vendent à l'évêque tous les cens qu'ils possèdent à Châtillon et dans le finage (3). En 1259, la situation de la famille est devenue si embarrassée que Lambert, l'aîné des deux frères, reprend en censive de l'évêque tous les biens qu'il tenait de lui en fief (4). L'évêque achetait en effet, certainement à prix d'argent, cette transformation si avantageuse de son droit. En 1262, Jean de Châtillon, l'autre frère, conclut avec l'évêque une transaction du même genre (5). En 1264, son fils Lambert vend à l'évêque soixante sous de rente sur la vente de Châtillon (6). Il ne prend même plus le titre de chevalier qu'avaient porté tous ses ancêtres et il se contente de celui d'écuyer (7). C'était, pour les familles seigneuriales de l'époque, la marque évidente de la déchéance. La famille de Châtillon disparaît en effet dès ce moment. Comme on l'a vu ce furent les grands domaines de l'abbaye et de l'évêque qui s'accrurent de ses dépouilles.

II. — La hiérarchie féodale se constitue.

Au XII^e siècle, entre les seigneurs du duché, les relations se

(1) Arch. B. 991.

(2) Cartul. d'Hocmelle.

(3) Peincedé.

(4) « ... que omnia dictus Lambertus a nobis tenebat *in feodum*, cujus modi feodum *commutavimus in censivam*, ita quod censiva dictarum domus, grangie, vinee et propriis erit ad usus et consuetudinem aliarum censivarum nostrarum de Castellione... » Arch. de la Haute-Marne, *Inventaire de Châtillon*, G. 31, p. 37.

(5) « ... se tenere a domino episcopo Lingonensi *in feodo et casamento* quandam donum..... quam domum dictus Johannes *accensivit* a Reverendo Patre Guidone Dei gratia tunc temporis episcopo Lingouensi... » Arch. Haute-Marne, *Invent. de Chât.*, G. 31, p. 41 et 42.

(6) « sexaginta solidos divionenses annui redditus, quos, ut dicitur, habebant in venta Castellionis et que de feodo dicti episcopi movebant. » Arch. Haute-Marne, *Invent. de Chât.*, G. 349, p. 45.

(7) Arch. Haute-Marne, *id.*

multiplièrent et se régularisèrent. Les concessions des fiefs se font désormais suivant certaines règles fixes. Ainsi se constitua la hiérarchie féodale. Le duc de Bourgogne, héritier, par son titre et sa puissance, des anciennes traditions monarchiques, en fut le chef. Par le fait même il arriva que presque tous les seigneurs lui furent plus ou moins rattachés. C'est ainsi que la nouvelle féodalité qui se constitue à cette époque à Châtillon est placée dans sa dépendance.

III. — *Une nouvelle féodalité locale et militaire se constitue.*

A l'ancienne féodalité locale et territoriale dont le principe reposait sur la possession domaniale, la possession d'un bien originellement libre, se substitua une nouvelle féodalité toute militaire. C'est celle des officiers du duc et de ses chevaliers. Cette féodalité était étroitement rattachée au duc, son chef militaire. Ce sont des soldats qui obéissent, ce ne sont plus des seigneurs indépendants dans leur domaine. Les expressions employées dans les textes nous donnent un précieux renseignement : les *domini* disparaissent, on ne trouve plus que des *milites* (1).

Tous ces chevaliers reçoivent dans la ville des fiefs du duc (2). Ils sont appelés à cause de cela ses *chazés* (*casati*) (3). Ils continuent néanmoins à rester à la cour du duc ou à son service direct ; ils ne deviennent jamais ce qu'on pourrait appeler des seigneurs domaniaux. Les obligations qui les rattachent à leur suzerain sont précises et étroites ; ils sont sous sa dépendance, non seulement comme ses vassaux, mais comme ses officiers. Constamment ils doivent veiller à maintenir les droits du duc.

(1) « *Milites Castellionis sunt homines ducis...* Garnier, *Communes*, I, 183, § 21. — « *Homines vero canonicorum et militum...* » — Garnier, *id.*, § 20.

(2) « ... omnia feoda Castellionis, que milites tenent de me... » Garnier, *id.*, § 15.

(3) « *Ego vel meus vicarius, medietatem militum meorum de casatis, qui pertinent ad Castellionem, ad consulendum episcopo tenemur impartiri.* » Garnier, *id.*, § 16.

C'est un devoir précis qu'on exige d'eux, un service d'officier, même parfois un service de police. Les chazés du duc doivent poursuivre les hommes qui s'enfuient du domaine du duc. Ils sont tenus d'arrêter les gens qui se battent dans la rue et de les conduire devant le prévôt ou le maire (1). Quelquefois ces nobles ne sont que les agents du duc. Souvent le prévôt est un noble. Boin, prévôt en 1191, donne à l'abbaye de Cîteaux une maison sise à Chaumont, à la condition que l'homme qui y sera placé par les religieux sera libre (2). Ce n'est pas là la donation d'un homme privé lui-même de sa liberté. D'ailleurs son père était viguier et noble (3).

Bref, dès le XIII^e siècle, la féodalité militaire remplace à Châtillon la féodalité domaniale. Au XIV^e siècle il n'y aura plus d'autres nobles à Châtillon que des officiers du duc le plus souvent annoblis par lui (4).

IV. — *Les alleux disparaissent.*

En même temps que disparaissaient les nobles indépendants, les terres indépendantes disparaissaient. Tous les seigneurs ou tous les hommes libres qui en possèdent les reprennent en fief du grand feudataire de la région. Ainsi Lambert de Châtillon reprend ses biens en fief de l'évêque en 1208 (5). Partout en effet il y a une tendance générale à faire disparaître ces terres libres qui faisaient sortir leurs possesseurs de la condition commune et leur créaient une condition particulière et privilégiée (6). De nom-

(1) « Si quis autem iratus domino suo, villam fugiat aut relinquat, *casatorem* ville licet eum reducere, et coram domino suo salvo conducere. » Garnier, *id.*, § 24.

(2) Arch. H. 1158. — Petit, *Hist. ducs de Bourg.*, III, pr. n° 868.

(3) Petit, pr. n° 2078.

(4) Arch. B. 11504. Voir aux documents les noms, l'origine et la qualité des nobles résidant à Châtillon en 1429.

(5) Dom Plaucher, I, pr. CLIX.

(6) Ainsi, en 1295 on voit le sire de Noyers reprendre son alleu de Noyers

breuses contestations surgissent de ce fait. Généralement les prétendus possesseurs des alleux étaient obligés de les donner pour les reprendre ensuite en fiefs ou en censives. En 1173, on voit des hommes de Fontaines prétendre posséder des alleux. L'abbaye de Châtillon soutient le contraire. Il fut décidé, pour mettre fin à la contestation, que les hommes de Fontaines devaient renoncer à leurs droits, et pour cela faire une donation de leurs terres ou employer un autre moyen quelconque (1).

Et cependant les alleux ne disparurent que très lentement. Ils perdirent d'ailleurs leur caractère primitif et cessèrent d'être considérés comme les terres nobles par excellence. En 1398 il semble que bien des gens non nobles en acquièrent ; il n'est pas dit que ces acquisitions sont irrégulières, mais seulement qu'il faut pour les légitimer la formalité de l'amortissement (2).

V. — *Le principe domanial disparaît.*

Le principe originaire du domaine est le droit de propriété absolu du seigneur sur la terre et sur l'homme qui la cultive. Comme la terre le serf est une chose, un bien. Mais le serf cultivait toujours la même terre. Il jouissait en partie de ses produits.

en fief du duc (« omne jus omnemque possessionem, que nobis competeant in iustitia allodii castri... »). Dom Plancher, II, 142.

(1) « Homines de Fontaines in prædicto territorio *allodia se habere dicebant*, et canonici hoc se nescire asserabant. Hæc erat controversia et tali modo terminata est. Totum autem prædictum territorium ab utraque parte in commune positum est et prædictus Panericus et fratres ejus promiserunt quod omnes homines qui in prædicto territorio *se allodia habere dicebant*, *dimittere et stare in pace facerent suas proprias terras dando vel alio cumque modo.* » Hocmelle, f° 126, v°.

(2) Arch. H. 636, cote 8 des amortissements (préambule de la charte) « comme nous heussions précaï este suffisamment informes que plusieurs gens d'eglie et bourgeois et personnes *non nobles* de nostre dit duchie eussent acquis puis quarante ans acompter des lors plusieurs rentes, terres et heritaiges, tant en nos fiedz, rerefiez et justices comme es fiez, rerefiez et justices de nos vassaulz et en *frans alleux* ou autrement sans avoir sur ce amortissement ou licence suffisans pour les pouvoir tenir... etc... »

Cette terre à laquelle il était habitué le nourrissait avec sa famille. S'il continua donc à se considérer comme la chose, le bien, la propriété de son seigneur, puisqu'il était son serf, il commença cependant à prétendre à un certain droit sur la terre qu'il cultivait. Alors ce qui devint important dans le domaine ce fut l'homme.

Puisque les hommes constituaient le seul élément vraiment réel du domaine, on s'habitua à déterminer la condition d'une terre d'après la condition de l'homme qui l'occupait. Si la terre était grevée de certaines charges, c'était uniquement parce qu'elle était occupée par un homme soumis à ces charges. Progressivement, les charges se fixèrent sur elle; et, il arriva que si le seigneur possédait sur la terre un certain droit, ce droit il ne le possédait pas parce que l'immeuble lui appartenait, mais uniquement parce qu'il lui payait des redevances. Comme la terre était un élément invariable, tous les individus qui venaient l'occuper devenaient soumis aux charges dont elle était l'occasion.

Les faits confirment cette manière de voir. En 1206, à Châtillon, pour dire que telle partie du territoire appartient à l'évêque, on ne se contente pas de cette simple affirmation, on ajoute qu'elle lui appartient puisqu'elle lui paie certaines redevances, les droits de cens et les droits de justice (1). En 1283, à la fin du siècle, on ne dit même plus que l'immeuble appartient à un seigneur, on se contente de dire qu'il lui paie les droits de cens et de justice (2). En un mot la propriété directe du seigneur sur la terre et sur l'homme est disparue; peu importait de savoir quelle était la véritable condition du fond ou de l'individu, si ce dernier payait bien les droits qu'il devait. C'était en effet là l'élément qui variait le moins.

En résumé, ce qui constitue le domaine au XIII^e siècle, ce

(1) « *Medietas terre illius que extra fossaria est, de Chamonte usque ad viam que est ante domum leprosorum que vadit ad Ampillicum, est episcopi et de censu et iusticia.* » Garnier, *Communes*, 1, 185, § 15.

(2) « *...dicta domus dicti Odeti est de censiva et iustitia dicti episcopi.* ... » Dom Plancher, II, 99.

n'est plus un ensemble de terres ou un ensemble d'individus : c'est l'ensemble des revenus, des droits payés par les individus à l'occasion des terres, ou de leur condition personnelle, ou à l'occasion de certaines circonstances. L'idée de propriété est disparue. Le domaine en est diminué : il ne se présente plus au XIII^e siècle que comme l'*ensemble des droits seigneuriaux* (1).

II

LES DROITS SEIGNEURIAUX

1. — *Droits de justice.*

Le plus important des droits seigneuriaux est celui de la justice.

La justice à Châtillon, comme partout ailleurs, dérive du droit de propriété (2). Au XIII^e siècle elle est attachée encore à la terre ; on dit parfaitement d'une maison qu'elle est de la justice de tel seigneur (3).

La justice constitue en effet le plus lucratif des droits. Elle n'a pas pour objet de protéger les individus ; elle est simplement le droit pour le seigneur de percevoir des amendes. Ces amendes se perçoivent à l'occasion des infractions aux coutumes. Et par infraction on ne désigne pas des actes ayant un caractère déli-

(1) En 1348 l'évêque de Langres, pour assurer le paiement de 3000 livres d'amende, abandonne son domaine de Châtillon (la mairie). Or, il ne dit pas qu'il abandonne les revenus de telles terres ou de tels hommes, mais les revenus de certains droits, dont l'ensemble constitue son domaine (la mairie) : « Et pour ycelles estre paiees en la manière dessus dite, ycelui évesque eust et ait baillie, obligié, assis et assigne aus diz executeurs la mairie de la ville de Châtillon sur Saine avecques touz les profitz, yssues, revenues, emolumentz d'icelle, soit en terres, prez, vignes, cens, rentes, champars, tailles, forages, rouages, amendes, droitures, aventures, forfaitures, confiscations, yeaux, bois, foins, flez, arrestez, justice, juridiction et autres droits quelconques... » Arch. Haute-Marne, G. 353, année 1348.

(2) V. Seignobos, p. 241 et sqq.

(3) Dom Plancher, II, 99, « dicta domus dicti Odeti est de censiva et justitia dicti episcopi ».

tueux ; l'infraction, c'est essentiellement tout ce qui n'est pas permis par les seigneurs (1).

A chaque délit, à chaque infraction, correspond une amende déterminée ; aussi, ne peut-on pas dire que les coutumes de 1371 constituent un code ; elles sont simplement un tarif d'amendes et toutes les circonstances y sont prévues avec les pénalités qu'elles comportent. Les coutumes pénètrent même dans les détails les plus petits, les plus insignifiants (2) : « Quiconques fait souliers en la ville de Chastillon, se l'empaigne devant est de meilleur beste que le talonnier derrière, ainsi comme se l'empaingne du soulier estoit de cuyr douen et le talonnier de vaiche, ou l'empaingne de vaiche et le talonnier de bazenne, telz souliers sont soupçonneux ou par tricherie, et pour ce ilz sont amendables de LXV sols. Quiconques met ung picheron vielz à ung soulier neuf, il est amendables de LXV sols tournois ; et se la semelle du soulier est arse, les souliers doivent être ars et amendables en LXV sols tournois. Se ungs souliers ne sont cousuz de deux chanons, ilz sont dignes d'ardoir et amendables en LXV sols tournois... »

Deux genres de délits surtout sont punis de l'amende de soixante-cinq sols.

Ce sont d'abord tous les actes, toutes les fraudes qui lèsent les intérêts ou les droits du seigneur. Ainsi les habitants qui font pâturer les bêtes avant d'avoir payé les droits exigés à cette occasion, le pâtissier qui fait un gâteau sans en avoir reçu « *licence* » du seigneur, paient l'amende de LXV sols. Le boulanger peut bien faire cuire dans son four un gâteau qu'on lui apporte, mais si c'est lui qui a vendu la farine, il est censé avoir fait le gâteau et il paie l'amende de LXV sols (3).

(1) « Toutes voyes se la mesure est petite, il doit LXV sols tournois d'amende pour cause de la mauvaistié et selle est trop grand, il doit V sols d'amende, pour ce qu'il n'y a point de mauvaistié, fors que trespasement de l'édit des seigneurs. » Garnier, *Communes*, I, 196, § 85. — V. aussi Seignobos, p. 249.

(2) Garnier, *Communes*, *id.*, § 82. — Seignobos, p. 253.

(3) Garnier, *id.*, § 89, § 91.

Les autres délits qui sont punis de l'amende de haute justice sont les abus de confiance commis par les artisans et les commerçants. Le cordonnier qui vend de mauvais souliers, qui se sert de cuir mal tanné, le marchand de poisson qui vend du mauvais poisson, le boucher qui vend de la mauvaise viande, le marchand de drap qui vend du mauvais drap, etc..., tous paient l'amende de LXV sols (1).

2. — *Banalités*

Les banalités originaires étaient les redevances payées par les serfs pour se servir des dépendances du domaine. Ainsi le serf payait pour se servir du four du seigneur, de son pressoir, de son moulin, etc... Mais peu à peu il se fit une assimilation. Tout devint une dépendance du domaine ; la place de la ville, les portes de la ville, devinrent des objets d'utilité commune comme le four, le pressoir du seigneur. Or on payait pour se servir de ce four, de ce pressoir, on paya donc plus tard pour se servir de la place commune, des portes de la ville, des routes, etc...

Dans un domaine urbain, les banalités n'étaient pas les mêmes que dans un domaine rural. A Châtillon on ne constate plus les banalités de four, de moulin, de pressoir, etc... qui avaient leur nécessité surtout pour une exploitation agricole (2). Mais toutes les autres banalités sont conservées. Elles ne semblent pas toujours avoir le caractère de redevances payées pour l'usage d'une partie du domaine ; et cependant, ce fut toujours là leur caractère primitif. On a eu et on aura souvent l'occasion de dire que toutes les institutions de Châtillon s'expliquaient par la nécessité d'y créer et d'y développer le commerce. L'exploitation

(1) V. le passage cité plus haut. — V. Garnier, *Communes*, I, 196, § 82, 83, 84.

(2) « *En la ville de Chastillon n'a four ne moulin banal, mais va ung chacun cuyre son pain quelque part qu'il lui plaist, et moldre son blet la ou il lui plaist, il fait four en quelconque partie de la ville qu'il lui plaist, ou il peult, puis qu'il ait place.* » Garnier, *id.*, § 74.

domaniale dans la ville est donc ce qu'on pourrait appeler une exploitation commerciale. De même que dans un domaine rural, le four et le pressoir ont leur utilité puisqu'ils sont utilisés par les habitants à raison de leur métier de cultivateur, dans la ville, les places, les rues, les boutiques, les portes sont utilisées par les habitants ou les étrangers à raison de leur métier de commerçant.

Les principales banalités sont :

1° *Les droits généraux de vente.* — Tous ceux qui vendent, achètent ou échangent payent un droit de quatre deniers par franc. Sont exempts en tout ou en partie de ce droit : les habitants de Châtillon, les clercs, les nobles, les habitants de certains villages voisins (1).

2° *Les droits payés pour vendre sur les places communes.* — Toute personne qui, les jours de marché, amène des denrées sur un char, ou une charrette ou une brouette pour les vendre sur les places communes paie un droit de quatre deniers. Certaines denrées sont exemptes de payer ce droit : le blé, le bois, le charbon et la braise (2). Celui qui apporte ses denrées sur son dos ne doit que deux deniers et encore si les denrées sont d'une valeur supérieure à deux sols. Le lait, les fromages « en panier », les choux, les poireaux sont exempts de toute redevance.

3° *Droits payés pour passer par les portes de la ville ou sur les ponts.* — Ces droits portent le nom de *droits de péage et de portage*.

4° *Droits payés pour circuler dans les rues ou sur les routes.* — Ces droits s'appellent droits de rouage.

5° *Droits payés pour exercer certains métiers.* — Les pâtissiers

(1) Garnier, *id.*, § 98 et sqq.

(2) Garnier, *id.*, § 95.

payent une redevance annuelle (1), les boulangers qui font la grosse boulangerie, ceux qui font la petite, payent neuf deniers par an. Les marchands de sel en détail doivent une mesure de sel à chaque seigneur ; chaque jour de foire, ils doivent payer une poignée « ... l'en prent devant chacun vendeur seel a estail tant comme ung homs peult lever de seel en sa main dedenz le seel ; et s'il demeure sur le bras du seel, l'on l'abat pas, et n'en demeure fors que ce qui est sur la main (2). »

Les droits de justice et les banalités étaient les principaux droits seigneuriaux. Tous les autres droits étaient plus ou moins la conséquence de la condition personnelle des habitants.

(1) Garnier, *id.*, § 91.

(2) Garnier, *id.*, § 94.

LE GOUVERNEMENT DUCAL

I

ORIGINE DU GOUVERNEMENT DUCAL

Si les domaines du xiii^e et du xiv^e siècle avaient été exclusivement constitués par l'ensemble des droits seigneuriaux qu'on vient d'étudier, il faudrait reconnaître que leur importance aurait singulièrement diminué. Mais ce qu'ils perdaient d'un côté, ils le recouvraient de l'autre. A mesure qu'il se désorganisait, le domaine se reconstituait avec un caractère nouveau. Cette reconstitution s'est faite d'une manière toute naturelle, elle ne fut pas le résultat d'un plan suivi ; même, elle ne se produisit ni au grand jour, ni brusquement, mais lentement, et dissimulée sous des apparences. En même temps que l'ancien domaine se désorganisait, le nouveau s'organisait pour ainsi dire d'avec les éléments dispersés de l'autre et d'après de nouveaux principes ; de sorte que quand l'ancien édifice se trouva ruiné, la charpente du nouveau apparut.

Mais cette reconstitution du domaine ne s'est pas partout opérée de la même manière. Les pouvoirs du duc, de l'évêque et de l'abbé étaient devenus trois pouvoirs essentiellement différents entre eux. Si les domaines du xii^e siècle étaient à peu près semblables, c'est que les pouvoirs seigneuriaux étaient semblables ; le principe commun était la propriété domaniale constituée partout d'une manière presque uniforme. Mais au xiii^e siècle, quand le duc, l'évêque, l'abbé réorganisent leurs domaines, ces trois sei-

gneurs ne remplissent plus le même rôle politique, leur autorité n'a pas le même caractère, leur activité s'exerce sur des objets différents en vue d'intérêts différents. Les domaines se reconstituent donc sur des plans différents, conformes au caractère particulier du pouvoir qui les organise et qui les fabrique pour ainsi dire à son image.

Etudier la réorganisation des domaines c'est donc en même temps étudier comment les domaines prennent chacun des caractères particuliers. Certains de ces caractères apparaissent dès le XII^e siècle ; au XIII^e et au XIV^e siècle ils augmentent et s'accusent.

PREMIÈRE PÉRIODE (XII^e SIÈCLE)

Dans cette période les trois domaines sont presque semblables : les trois seigneurs exercent des pouvoirs presque semblables. Le duc de Bourgogne n'était pas alors ce qu'il devait être plus tard, le souverain du duché. Il n'en était que le seigneur le plus puissant. Il n'avait pas l'occasion ni l'intention de constituer sous son autorité une grande unité territoriale. Les parties de son domaine étaient pour lui comme pour l'évêque et l'abbé des sources de revenus qui pouvaient s'aliéner, se vendre, se concéder. En 1189, il donne une rente sur le péage du château à l'abbaye Notre-Dame (1). En 1196, il donne à l'abbaye de Moutiers-Saint-Jean un de ses hommes à Châtillon avec ses héritiers (2). En 1209, il donne à l'abbaye de Clairvaux une rente de 100 sols sur le péage, et le droit de pâturage dans les bois et sur le territoire de Châtillon, etc. (3). En 1377, on constate encore qu'un grand nombre de seigneuries possèdent des revenus à Châtillon qui leur ont été jadis concédés par le duc (4). L'ab-

(1) Anc. cart. de N.-D. Chât., f^o 145.

(2) Reomaus, p. 231, 232.

(3) Arch. H. 548.

(4) Arch. B. 4010, f^o 14.

baye de Moutiers-Saint-Jean possède sur le péage sept livres de rente, l'abbé de Quincey cent sols, le chapitre de Saint-Menier de Langres cent livres de cire et dix livres de rente ; etc... (1).

Mais cependant déjà certaines différences se manifestent entre les trois domaines. Ces différences viennent de la situation très particulière que chaque domaine occupait à l'égard des autres. Le duc occupait entre l'évêque et l'abbé une situation intermédiaire: il était le vassal de l'évêque (2), et il avait la garde de l'abbaye (3). Comme vassal de l'évêque, il n'était tenu qu'à une dépendance toute théorique. Cette dépendance s'exprimait par une simple cérémonie, celle de l'hommage. A son avènement, il se rendait dans un lieu déterminé de Châtillon, au perron de « Maul-Conseil » (4). Le duc tenait ses mains jointes entre les mains de l'évêque qui lui donnait le baiser de paix, et qui, après, l'investissait du fief en lui mettant en main son anneau (5). Le duc n'était tenu envers l'évêque qu'à une obligation extrêmement vague : il lui promettait par serment, et faisait jurer la même promesse à ses chevaliers et à ses officiers, de ne jamais rien entreprendre contre le droit de l'évêque et celui de ses gens (6).

Envers l'abbaye au contraire, le duc de Bourgogne exerçait un droit réel, celui de la garde. L'abbaye ne peut rien acquérir sans l'autorisation du duc. Elle est tenue de lui payer certaines rede-

(1) En 1170 le duc donne aussi à l'abbaye la moitié du droit d'éminage. *Arch.*, H. 1159.

(2) « Ego teneo de episcopo, quicquid ad Castellionem habeo et in castellaría, et omnia feoda Castellionis, que milites tenent de me, et pro istis feodis sum homo ligius, post Regem, domini Lingonensis episcopi. » Garnier, I, 185, § 15.

(3) « Hec omnia et quecumque ubicumque supredicta ecclesia possidet, sunt in custodia et tuitione ducis Burgundiæ. » Garnier, *id.*, 180.

(4) V. tous les actes d'hommage du duc dans : *Arch. B.* 988.

(5) *Arch. de la Haute-Marne*, Invent de Chât. G. 31, p. 63.

(6) « Unum pactum est inter ipsos, quod quoniam dux Burgundiæ debet accipere feodum Castellionis ab episcopo, jurare tenetur et assecurare, et facere milites et servientes suos de Castellione jurare, quod manum non ponent in rebus quas habeat episcopus infra Castellionem et in appenditiis Castellionis, nec in hominum suorum corpora, qualiscumque inter ipsos oritur discordia. » Garnier, *Communes*, I, 185, § 11.

vances dans certains cas (1). Enfin, dans l'ordre judiciaire, son droit de juridiction est contrôlé et restreint par le duc (2). Cette dépendance n'a fait que se préciser, et en 1371 encore, on dit que les hommes de l'église sont ceux du duc (3).

Ainsi, dès le XII^e siècle, la situation du duc dans le Bourg de Châtillon est privilégiée, puisqu'il n'est tenu envers l'évêque qu'à des obligations théoriques et qu'il possède à l'égard de l'abbaye des droits réels.

Elle est encore privilégiée sous un autre rapport. Les ducs de Bourgogne désiraient posséder une place militaire dans le nord de leur duché, pour défendre celui-ci contre les entreprises envahissantes des rois de France. Par sa position, la ville de Châtillon répondait admirablement à ce dessein. Hugues III obtint en 1160 de son oncle, l'évêque Gauthier, la permission de fortifier la ville (4). C'est là un fait capital. L'évêque a beau faire promettre au duc que les fortifications de Châtillon ne pourront pas servir contre lui : exiger cette promesse, c'est déjà faire preuve d'impuissance. Il est évident en effet que le duc possède dès lors exclusivement à Châtillon le pouvoir militaire. Il y entretenait un corps de troupe, des officiers, des chevaliers. Désormais le duc fera de cette ville une de ses résidences habituelles (5). En 1184, le roi Philippe-Auguste vint l'y assiéger. Les habitants se défendirent aussi bien que les hommes d'armes. Guillaume le Breton, qui a raconté le siège, parle de la ville comme si elle appartenait exclusivement au duc : c'est l'honneur de la Bourgogne,

(1) « Quod si dux Hierosolymam adeat, vel filiam suam maritet, vel captus sit et redemptus, vel terram emat unde universa terra sua aggravetur, ipse ab abbate ecclesie beate Marie de Castellione auxilium debet petere, aut per se, aut per honestas personas : Et si forte abbas et canonici in auxilium denegaverunt, trecentis solidis tantummodo terram ecclesie aggravare poterit. » Garnier, *id.*, I, 180.

(2) V. Garnier, *id.*, I, 196, § 38 et 39.

(3) « ... pour ce que parmi la chartre, monseigneur le Duc dit que les hommes de l'église sont ses hommes. » Garnier, *id.*, I, 196, § 38.

(4) Dom Plancher, t. I, *pr.* n° LXXX.

(5) V. Courtépée. — Mignard, *Girard de Rossillon*, p. 415.

c'est le boulevard de la province, dit-il (1). Bref, dès cette époque, *Châtillon, au point de vue militaire, est rattaché directement au duché de Bourgogne.*

Au ^{xii}^e siècle les domaines, considérés en eux-mêmes, se ressemblent par leur organisation et leur caractère. Mais le rôle joué par le duc est déjà un rôle plus actif. Il semble exercer un pouvoir privilégié : il a accompli ce qu'on pourrait appeler la CONQUÊTE MILITAIRE de la ville.

DEUXIÈME PÉRIODE (XIII^e ET XIV^e SIÈCLES)

Au ^{xiii}^e siècle, il en fait la CONQUÊTE POLITIQUE.

On a vu qu'au ^{xii}^e et au ^{xiii}^e siècle les domaines avaient perdu leur ancien caractère, et qu'au ^{xiii}^e siècle ils commencèrent à se réorganiser sur des plans différents.

Le bail à cens fut pour l'évêque et l'abbé le procédé de reconstitution du domaine. Par ce bail, le seigneur reconquiert en effet sur la terre et sur tous les immeubles un certain droit de propriété réelle. On voit donc son usage se répandre au ^{xiii}^e siècle. Par exemple tous les nobles de la ville finirent par reprendre leurs biens en cens de l'évêque ou de l'abbaye (2). En 1259 Lambert de Châtillon reprend de l'évêque, à charge de cens, ce qu'il possédait jusque-là comme fief (3). En 1262 son fils Jean reprend aussi de l'évêque à charge de cens une maison située dans le Bourg (4). Pendant tout le cours des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles on voit continuellement les évêques s'efforcer d'acquérir de nouveaux cens. Parfois

(1) V. Guillaume le Breton, *Philippide*, liv. I^{er}. — Lapérouse, *Hist. de Chât.*, I, p. 227.

(2) V. le chapitre précédent. Au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle presque tous les habitants payent des cens à l'évêque : « Et sy n'avoient iceulx habitans aucunes avantages comme de vains paturages... ne aultres droits quelconques, terres ne vignes, qui ne fussent tersables ou *censables* a mondit seigneur de Lengres, ceulx de Saint Jehan de Jerusalem ou autres seigneurs. » (*Arch. B.* 11504, 32^e déposition.)

(3) *Arch. Haute-Marne*, Invent. Chât., G. 31, p. 37.

(4) *Arch. Haute-Marne*, *id.*, p. 41 et 42.

même ils achètent en bloc tous les cens que possède une personne. Ainsi en 1258 Lambert, fils de Jean de Châtillon, vend à l'évêque tous ceux qu'il possède dans la ville et dans les environs. Les terriers de l'évêché, à la fin du *xiv^e* siècle, ne se composent que des longues listes des cens dus à l'évêque (1). Or la cense n'est qu'un simple contrat de fermage. Elle ne diminue ni n'augmente la condition personnelle ; la preuve en est que les nobles, comme les hommes libres et même comme les serfs payent des cens. Elle ne donne donc au seigneur aucun droit domanial ; elle ne lui concède que le domaine éminent. Le domaine de l'évêque nous apparaît donc au *xiii^e* et au *xiv^e* siècle comme composé de deux parties : 1° un ensemble de droits seigneuriaux ; 2° un grand nombre de cens portant sur presque le quart des propriétés de la ville (2). Ce sera là le caractère définitif de ce domaine.

Le domaine de l'abbaye eut de commun avec celui de l'évêque, d'être reconstitué par l'acquisition de nombreux cens. Mais il en différait pour le reste. Il s'était formé en effet par des donations et des achats. Les différentes fractions qui étaient venues successivement le constituer étaient donc elles-mêmes détachées de domaines très différents et quelquefois très éloignés les uns des autres. Il était ainsi, des trois domaines, le plus disséminé et le plus hétérogène. Mais en outre, son caractère particulier était d'être surtout rural. Les seigneurs, dès le *xiii^e* siècle, hésitent en

(1) V. *Arch. B.* 990 bis. — G. terrier 406. — E. 2029, etc... En 1334, l'évêque touchait 18 livres de cens à la saint Jean-Baptiste. Les droits de lods et vente lui rapportaient 48 livres par an. Ils étaient payés à raison de 40 deniers par franc sur la valeur de la mutation. — *Arch. B.* 988.

(2) Le caractère du domaine épiscopal apparaît bien dans l'acte suivant, daté de 1348, par lequel l'évêque, pour assurer le paiement de 3000 livres d'amende, abandonne les revenus de son domaine : « Et pour ycelles estre paiees en la manière dessus dite, ycelui evesque eust et ait baillie, obligié, assis, et assigne aus dix executeurs, la mairie de la ville de Chastillon-sur-Seine avecques touz les profits, yssues, revenues, emolumens d'icelle, soit en terres, prez, vignes, ceus, rentes, champars, tailles, forages, rouages, amendes, droitures, aventures, forfaitures, confiscations, yeaux, bois, foin, flex, arrestez, justices, juridiction, et autres droits quelconques appartenanz à la dicte mairie. » *Arch. Haute-Marne*, G. 353, année 1348.

effet à concéder leurs droits dans la ville ; ils préfèrent toujours aliéner des parties de leurs domaines ruraux ; c'est ainsi que presque toutes les donations qu'on rencontre dans le cartulaire d'Hocmelle portent sur des immeubles situés, non pas à Châtillon, mais dans les villages voisins.

A la fin du **xiii^e** siècle on ne voit plus les abbés posséder et exploiter un domaine à Châtillon. Ils y sont devenus propriétaires d'un grand nombre d'immeubles, mais ils ont cessé d'y être seigneurs. A partir de 1380 on ne trouve plus un seul texte qui permette de leur attribuer un pareil caractère.

Le bail à cens parut tout d'abord, dans le **xii^e** siècle, être aussi le procédé de reconstitution du domaine ducal. On voit en effet le duc acheter des cens et en posséder (1). Mais ces cens n'étaient pas nombreux et ils diminuent au lieu d'augmenter. En 1371, le duc n'en touche que de six personnes (2). En 1388 il ne reçoit à titre de cens que 16 deniers oboles tournois et trente sols dijonnais (3). En 1398 il ne touche que 18 sols 7 deniers (4).

C'est d'une autre manière que le domaine ducal allait se reconstituer.

Quand le système féodal se fut définitivement établi, il arriva que le duc de Bourgogne réunit en sa personne deux caractères particuliers : il fut d'abord le chef de tout le duché, ensuite il fut le représentant du roi. Ces deux caractères dépendaient étroitement l'un de l'autre. Cette situation nouvelle devait lui donner des droits nouveaux (5). C'est au **xiii^e** siècle en effet que le duc organise l'administration du duché, suivant ainsi l'exemple que

(1) On voit encore le duc acquérir en 1304 une vigne à Mussy. C'est le bailli Joffroy Bairot qui est chargé de la payer ; en 1307 il acquiert de Jean dit Pioche, de Marcenay, tous les biens de ce dernier, biens qui mouvaient d'ailleurs de son fief. — *Arch.* 991, cote 7.

(2) *V. Arch. B.* 989 bis, § 106.

(3) *V. Arch. B.* 339.

(4) *V. Arch. B.* 4021, f° 2, v°.

(5) *V. Seignobos, le Régime féodal en Bourg.*, p. 339.

le roi de France lui donnait. Cette organisation se fit de deux manières : 1° les pouvoirs des agents domaniaux deviennent ceux d'agents administratifs, 2° de nouveaux agents sont créés pour surveiller les premiers.

A Châtillon, le duc devait essayer d'exercer ses droits non seulement de seigneur, mais encore de souverain. Tandis que l'évêque devient donc dans la ville surtout un propriétaire, le duc y prend peu à peu l'autorité d'un souverain et en remplit le rôle. En un mot au XIII^e et au XIV^e siècle Châtillon est rattaché au duché au point de vue administratif comme il l'était déjà au point de vue militaire. L'histoire de ces deux siècles n'est que l'histoire des empiètements successifs du duc.

Ces progrès du pouvoir ducal se manifestent de quatre manières :

1. — *Les ducs cessent d'aliéner des parties de leurs domaines.*

Ils se rendirent compte en effet de la valeur de Châtillon et de son importance politique et militaire. Ce fait apparaît bien nettement si l'on considère avec quelle facilité le duc Hugues III « mit hors de ses mains des fiefs importants placés sur la frontière septentrionale de la province (1) », et avec quelle âpreté il chercha au contraire à augmenter ses droits sur Châtillon. C'est lui qui signa avec l'évêque le traité des fortifications en 1168 (2), le traité de 1178 qui détermine de quelle manière doit se faire le partage des étrangers arrivant dans la ville (3). C'est lui encore qui en 1185 déclare avec l'évêque qu'il nedoit y avoir d'autres monnaies à Châtillon que celles de Langres et de Dijon (4). A la fin du XIII^e siècle Châtillon est devenu une place si importante que le duc Robert II, dans un codicille de son testament, déclare formellement que ses successeurs ne doivent pas « mettre hors de leurs

(1) V. Mignard, *Girard de Rossillon*, p. 418.

(2) Dom Plancher, I, pr., n° LXX.

(3) Garnier, *Communes*, I, 179.

(4) Dom Plancher, I, n° CIV.

maines les fiefs de Bourgogne, et notamment ceux de Châtillon et de Rossillon (1). »

2. — *Les ducs acquièrent de nouveaux droits seigneuriaux.*

Loin d'aliéner, les ducs acquièrent. On a vu avec quelle facilité ils concédaient au XII^e siècle leurs revenus et leurs droits. Au XIII^e siècle ils se montrent jaloux de les conserver et soucieux de les augmenter. En 1244 ils achètent soixante livres de rente sur le château (2). Cette rente leur est vendue par Marguerite, femme de Renaut de Grancey. En 1251 le duc acquiert de la dame Agnès, dite Teste (3), l'*edictum* de Châtillon pour le prix de cent livres dijonnaises. Le duc acquiert encore en 1293 de la dame Jeanne, femme d'André, seigneur de Marmeaux, chevalier : le vingtième denier de la vente, la quatrième partie du salage, et enfin tout ce que Jeanne possède à Châtillon. Ces trois acquisitions sont faites au prix de cent livres viennoises (4).

3. — *Les ducs cherchent à se soustraire à la dépendance de l'évêque et à agir comme les seuls maîtres de la ville.*

Dès le commencement du XIII^e siècle les ducs de Bourgogne cherchent à agir dans Châtillon comme s'ils y étaient des seigneurs indépendants. Dans tout le reste de leur duché ils favorisaient alors les libertés communales. Ils en firent de même à Châtillon. En 1208 Eudes III, deux ans seulement après avoir signé la con-

(1) V. Mignard, *id.*, p. 422.

(2) *Arch. B.* 991.

(3) « Domina Agnes dicta Teste Pontius et Johannes liberi ejusdem recognoverunt se vendidisse et in perpetuum quittasse nobili viro et illustri dominoque suo et carissimo Hugoni duci Burgundiæ suum *edictum* de Castellione pro centum libris divionensibus..... » — Bibliothèque ville Dijon, *Fonds Baudot*, n° 8, fo 38, *ms. de Pérard*. Cet *edictum* est synonyme de *bannum*. Le *bannum vini* n'en est qu'un élément (V. Ducange, *v° edictum*. V. encore Garnier, *Communes*, I, 180).

(4) *Arch. B.* 991.

vention de 1206, établit une commune dans la ville (1). L'évêque Robert proteste contre cet acte et excommunie tous les membres de la commune. Le duc effrayé des conséquences de cette excommunication se soumet au jugement de la cour épiscopale (2). Cette dernière ordonne naturellement l'abolition de la commune. Sous l'épiscopat de Guillaume de Joinville, successeur de Robert, Eudes III fit de nouveaux efforts aussi infructueux que les premiers (3).

Son successeur Hugues IV ne fut pas plus heureux. Il chercha tout à la fois à se soustraire au lien de vasselage auquel il était tenu envers l'évêque, et à constituer une commune à Châtillon. En 1232 il profite de la vacance épiscopale pour refuser le serment d'hommage et pour établir la commune (4). Mais le nouvel évêque Robert de Torote était un homme d'une vigoureuse énergie. Il força le duc à accepter l'arbitrage de l'archevêque de Lyon. L'archevêque ordonna au duc de se soumettre, de prêter le serment d'hommage à l'évêque et de supprimer la commune (5). Hugues IV obéit (6), mais il protesta, disant qu'il se soumettait seulement pour éviter la guerre et mériter l'affection de l'évêque. « Nous avons cru, et nous persistons à croire, ajoutait-il, que nous avons le droit d'établir la commune (7). »

4. — *Le duc institue de nouveaux agents à Châtillon, et il leur donne un rôle essentiellement administratif.*

Ces nouveaux agents sont le bailli, le conseiller du bailliage et le receveur du bailliage. Ils ne furent pas tous créés en même

(1) *Mss.* Bourceret, p. 35 et 36.

(2) Dom Plancher, année 1208.

(3) *Mss.* Bourceret, *id.*

(4) Garnier, *Communes*, 190.

(5) Garnier, *id.*, 191.

(6) Garnier, *id.*, 192.

(7) « ...Licet crederemus nos in tenenda communia jus habere, volentes pacem et amorem ejusdem episcopi retinere, eandem communiam, sive juste, sive injuste posita esset, amovimus et omnino fecimus amoveri. » Garnier, *id.*

temps. Ce sont les baillis qui apparaissent les premiers, sous le duc Hugues IV, dès le milieu du ^{xiii}^e siècle. Les plus célèbres furent Viard de Saint-Bénigne (1267), Pierre d'Ostun (1277), Pierre de la Jaisse (1364), Jean de Foissy (1371), Adam Remond (1373), P. Rouillé (1386), Jean de Chappes (1400), Thomas de la Rochette, Jean de Neuville (1415), Jacques de Menthon, seigneur de Dheune (1442), Jean Bastard de Mirebel, Jean de Cusanges, etc. (1).

Si les baillis apparaissent les premiers, c'est qu'ils étaient les plus nécessaires. A Châtillon leur rôle fut encore plus important que partout ailleurs, car il devait consister à rattacher directement la ville au duché, à confondre les droits souverains du duc avec ses droits seigneuriaux, à restreindre les droits de l'évêque et en un mot à créer dans une ville *partagée et contestée* un pouvoir administratif souverain et uniforme.

Les autres agents du duc furent créés dans la deuxième moitié du ^{xiv}^e siècle.

Etudier le rôle que jouent ces agents, la manière dont ils interviennent dans les affaires publiques de la cité, c'est y étudier le caractère du gouvernement ducal, au ^{xiv}^e siècle.

II

CARACTÈRE DU GOUVERNEMENT DUCAL

Le gouvernement ducal a pu se constituer dans le Bourg de Châtillon en vertu de ce principe que le duc y était, comme dans tout le reste du duché, le représentant du roi. A ce titre il exerce certains droits. Ces droits s'augmentent si bien qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle le duc est le maître dans la ville, qui est désormais

(1) Nesle, *Excursion dans l'arrondissement de Châtillon*, p. 3.

rattachée au duché : 1° au point de vue militaire, 2° au point de vue judiciaire, 3° au point de vue administratif.

1. — *Châtillon est rattaché au duché au point de vue militaire.*

C'est là un fait qui date du XII^e siècle, ainsi qu'on l'a vu plus haut.

Le duc entretenait à Châtillon un capitaine (1). Ce capitaine était logé au château. En temps ordinaire ses attributions consistaient uniquement dans la garde de ce château. En temps de guerre, il était chargé de défendre la ville avec le concours des habitants, qui se trouvaient tous placés sous ses ordres. Ainsi les habitants étaient pour ainsi dire les soldats du duc. Le comte de Montbéliard en 1364 veut surprendre la ville : immédiatement le conseil du duc en avertit les habitants qui se hâtent de pourvoir à leur défense. En cas d'alerte de ce genre, ils devaient tous en effet se retirer dans le château avec les biens meubles qu'ils pouvaient emporter et de grandes provisions de vivres. Ils étaient surtout obligés de ne laisser chez eux ni vivres, ni munitions de guerre, qui puissent servir à l'ennemi (2).

A cet égard donc, le duc exerçait un pouvoir général sur toute la ville ; tous les habitants étaient tenus d'obéir à ses ordres militaires, de défendre ses droits, d'être ses soldats. Vers 1400 il arriva que des troupes de soldats, sans doute des débris des grandes compagnies, parcouraient le pays en le ravageant. Le bailli ordonne alors que tous les habitants se réfugient au château avec leurs vivres. Seul, l'abbé de Notre-Dame refuse d'obéir. Les pillards arrivent, s'emparent de l'abbaye et y trouvent suffisamment de vivres pour se nourrir pendant deux jours. De ce

(1) En 1365 le capitaine du château recevait 120 florins de gage par an, en 1367, 100 francs, en 1387, 20 florins seulement. Il devait entretenir un homme d'armes à ses frais. *Arch. B.* 11826. — V. aussi B. 4010, f° 5 et 17, v°.

(2) Voir dans les documents (*Arch. H.* 925, original).

chef le procureur du duc intenta un procès à l'abbé, demandant qu'il fût condamné à payer une amende de deux mille florins ou à abandonner au duc tout le temporel de l'abbaye (1).

Non seulement la ville de Châtillon au point de vue militaire appartient exclusivement au duc, mais encore elle est pour lui un centre militaire de première importance. C'est là que se rassemble l'armée ducale avant d'entrer en campagne. C'est de là qu'elle part en 1364 (2), 1367 (3), 1368 (4), 1415 (5) pour faire la guerre aux Anglais. C'est là que le duc passe les grandes revues militaires, *les montres d'armes* (6).

2. — *Châtillon est rattaché au duché au point de vue judiciaire.*

Pour se rendre compte comment ce second fait a pu se produire, il faut considérer QUELS ÉTAIENT LES ANCIENS DROITS DE SOUVERAINETÉ QUE LE DUC AVAIT CONSERVÉS. L'ensemble de ces droits de souveraineté s'appelait la baronnie. La baronnie comprenait deux juridictions spéciales.

1. Le duc avait d'abord la juridiction de tous les délits commis sur les *grands chemins* (7). Toutes les grandes routes du duché lui appartenaient en effet, et la conséquence de ce droit de propriété était un droit de justice. Ceux qui, par exemple, en labourant empiétaient sur le chemin, ceux qui coupaient les arbres, les

(1) V. dans les documents (*Arch. H. 925*, original).

(2) Peincedé, XXII, p. 47.

(3) Peincedé, *id.*, p. 58.

(4) Peincedé, *id.*, p. 63.

(5) Peincedé, *id.*, p. 469.

(6) Peincedé, t. XXVI, p. 154.

(7) « Monseigneur le Duc est sires des grands chemins estans en Bourgogne quelque part qu'ilz soient, et à lui appartient toute la congnoissance de tous deliz et les amendes appendans des diz delis faiz es diz grands chemins... » Garnier, *Communes*, I, 196, § 63. — Tous les ormes et les arbres qui sont sur les grans chemins, quelque part que ce soit au domaine et au ressort de la prevoasté de Chastillon, sont monseigneur le Duc pour raison du fons; car *qui est sires du fons, il est sires de l'édifice qui est sur le fons.....* » — Garnier, *id.*, § 64.

ormes placés sur les bords, étaient tous, quelle que soit leur condition, justiciables du duc.

2. La seconde juridiction spéciale que le duc exerçait était celle de la *chancellerie* (1). « Monseigneur le duc a à Chastillon une moult noble juridiction lige, sanz ce que Monseigneur de Lengres y ait aucune chose, c'est la juridiction de la chancellerie; car tous ceulx et toutes celles qui se obligent en lettres scellées en la court monseigneur le duc de Bourgogne ou qui promettent a eulx obliger, soient homme lige monseigneur le duc, un homme monseigneur l'Evesque ou homme lige Monsieur l'abbé, soient clers, prestres, religieux, nobles, communs, communaux à quelconques et de quelque juridiction qu'ils soient, toutes exécutions, rebellions, de tous deliz civilz ou criminelz touchant le fait d'icelles lettres et les deppendances à la congnoissance et la pugnicion en appartient à monseigneur le duc en l'auditoire de la chancellerie seul et singulier. »

Cette juridiction avait donc pour objet d'assurer l'exécution des contrats passés sous le sceau ducal (2). Il y avait six sièges de chancellerie dans le duché. Châtillon en était un. Le chancelier de Bourgogne venait par lui-même y exercer deux fois par an sa juridiction (3). Quand il arrivait, tous les notaires étaient obligés de lui porter les contrats qu'ils avaient passés et de les faire sceller en sa présence par le garde-scel. Philippe le Hardi en 1395 établit un gouverneur de la chancellerie à Dijon et il institua un lieutenant dans chaque siège.

3. Le duc a acquis en outre une troisième juridiction spéciale qu'on pourrait appeler la *juridiction commerciale*. C'est là le point le plus important à signaler. Par le fait même qu'ils possédaient certains droits souverains comme la propriété des grands chemins, les ducs ont usé, à l'égard des gens du duché, d'une politi-

(1) V. Garnier, *Communes*, I, 196, § 68.

(2) Nesle, *Excursion dans l'arrondissement de Châtillon*, p. 110, notes.

(3) Mes. Bourceret, p. 80.

que plus large que ne le pouvaient faire des seigneurs, qui, comme l'évêque de Langres, ne possédaient que les droits domaniaux, Les ducs furent partout les protecteurs du commerce. Il semble en effet que le commerce soit comme un élément qui circule librement à travers tout le duché, et sur lequel les pouvoirs locaux n'ont pas de prise. Il faut, pour dominer cet élément, un pouvoir plus général, plus vague, et par là même plus libéral. Le pouvoir du duc en tant que pouvoir souverain était éminemment susceptible de régir les intérêts commerciaux. Le duc possédait en grande partie dans tout le duché les droits de *conduit* et de *garde* ; il protégeait la circulation sur les grandes routes, il supprimait toutes les redevances qui, ayant un caractère trop servil, trop domanial, entravaient la liberté des gens ; bref, il était seul capable de créer ou de favoriser les relations commerciales.

A Châtillon tous les ponts lui appartiennent. C'est à lui seul que les droits de péage sont payés (1). C'est dans son domaine propre, dans la rue de Chaumont, que les foires se tiennent (2). Toutes les affaires qui naissent du fait de ces foires relèvent donc de sa juridiction. Or, ces foires attirent, pendant les quatre jours qu'elles durent, tout le commerce et toute l'activité de la ville. Voilà donc, pour la justice du duc, une série d'occasions d'intervenir, et de s'imposer peu à peu comme la seule justice commune à tous les habitants.

Tandis que l'évêque conservait son ancien droit de justice domanial aussi précis qu'il l'avait reçu, sans aucune chance de jamais l'augmenter, le duc possède, outre ce même droit de justice domanial, trois juridictions spéciales. Rien ne limite ces

(1) « Tous les péages de Chastillon sont monseigneur le Duc... » Garnier, *Communes*, I, 196, § 123.

(2) « En la rue de Chamont monseigneur le duc y a chacun an deux foyres, c'est assavoir à la saint Andrié et à la saint Jean-Baptiste, desquelles les prouffiz et émolumens sont tous à monseigneur le duc et est assavoir le émolument qu'in'aist à cause de la foyre ; et aussi est sien le prouffiz de justice. » Garnier, *id.*, § 167.

juridictions ; elles sont vagues, indéterminées, elles s'appliquent à des sujets très multiples et très différents. Elles risquent ainsi de se confondre avec l'ancienne juridiction domaniale. Confondues, la nouvelle et l'ancienne justice perdent chacune leur caractère particulier : L'ancienne justice cesse d'être le droit du seigneur du domaine, la nouvelle cesse de paraître le privilège du seigneur du duché ; de leur union naît une nouvelle forme de justice, qui n'est plus le droit d'un propriétaire ni le privilège d'un seigneur, mais l'attribut caractéristique d'un gouvernement.

3. — *Châtillon est rattaché au duché au point de vue administratif.*

Gouverné par les agents administratifs du duché, Châtillon devient une circonscription administrative du duché.

Tandis qu'en effet les agents de l'évêque sont surtout des intendants, les agents du duc sont des administrateurs. Dès le ^{xii}^e siècle, le prévôt même est considéré déjà comme le représentant du duc. En 1170 le duc dit de son prévôt qu'il rend la justice à sa place et comme son lieutenant (1). Le prévôt exerce la surveillance administrative. En 1370 on le voit se rendre à la foire de Molesme pour s'informer « se aucun serait passez par les destroiz du paaige de Châtillon et alez à la dicte foire sanz paier le droit d'icellui (2). »

Il y avait une hiérarchie entre les agents du duc. Le prévôt était sous les ordres directs du bailli (3). Le bailli du duc, appelé bailli de la Montagne, réunissait en effet en sa personne les attributions les plus multiples : il était même un chef militaire et on le voit donner des ordres au capitaine du château, le traduire de-

(1) « Boinus qui loco mei judex erat curiæ. » Petit, *Hist. ducs Bourg.*, pr., n° 512.

(2) *Arch. B.* 4008, f° 2, v°.

(3) « Pour plusieurs fraiz et despens faiz par Guille, bourgeois, lors prevot de Chastillon de l'ordonnance et commandement du bailli de la Montagne... » *Arch. B.* 4010, f° 7.

vant son tribunal, le condamner (1). Les attributions du bailli s'étendaient parfois au delà du bailliage et on le voit en 1377 aller visiter des forteresses construites de l'autre côté de la Saône. Son déplacement lui a été payé : il a reçu quatre francs pour son voyage (2).

Châtillon était le centre administratif de toute la région. Une vingtaine de villages ressortissaient de son prévôt. Il était la résidence du bailli qui y tenait ses audiences. Il était même une des résidences habituelles du duc (3). Les officiers qu'il y entretenait étaient nombreux ; outre ses agents administratifs, le duc avait à Châtillon une multitude de personnes attachées à sa personne, entre autres dix-sept veneurs qui touchent à eux tous réunis seize cent cinquante-deux francs de gages par an (4).

Deux faits achèvent de prouver combien dès la fin du xiv^e siècle Châtillon était étroitement rattaché au duché de Bourgogne : 1^o Ce sont les coutumes de Bourgogne qui y sont observées et non pas les coutumes de l'évêché de Langres (5). 2^o Tandis que l'ordre des appels de la justice épiscopale était très limité puisqu'il n'y avait pour les gens de l'évêque que deux juridictions d'appel, celle du bailli et celle du roi à Sens, l'ordre des appels du duc présentait l'ensemble d'une hiérarchie régulière et complète. C'était d'abord le bailli, puis les auditeurs à Beaune, en-

(1) « A Guiart de Genrol, capitaine du Chastel de Chastillon, pour remise à li faicte de mouseigneur le duc, par ses lettres données VI^e jour d'octobre 1376, de la moitié de 200 frans en quoy le bailli de la montagne l'avait condampné... » *Arch. B. 4010, f^o 6.*

(2) *Arch. B. 4010, f^o 7.* — (Les gages du bailli étaient en 1377 de 140 livres par an. *Arch. B. 4010, f^o 4, v^o.*)

(3) Du mois de mars 1377 jusqu'à la Toussaint de 1378, les enfants du duc résidèrent continuellement à Châtillon. Ils étaient logés dans la maison de Jean de Belaon, chevalier, ou dans les hôtels d'autres chevaliers. En 1378 le duc fit réparer et aménager ces hôtels à ses frais. *Arch. B. 4010, f^o 15.*

(4) *Arch. B. 4010, f^o 19, v^o.*

(5) V. Garnier, *Comm.*, I, 196, § 50.

suite le Parlement de Beaune et enfin le Parlement de Paris (1).

Et partout il serait facile de constater par quels liens étroits et *réguliers* Châtillon est rattaché au duché de Bourgogne. Au contraire, dès qu'on regarde les liens qui le rattachent à l'évêché de Langres, on ne trouve qu'irrégularité. C'est que la ville, par rapport au duc de Bourgogne, est soumise à son gouvernement, tandis que par rapport à l'évêque, elle continue encore d'être soumise à son exploitation. L'évêque n'apparaît plus que comme un propriétaire possesseur de cens et de certains revenus féodaux (2). Désormais l'évêque cesse de compter dans la ville ; son rôle y est effacé ; son droit de suzeraineté n'est plus qu'un vain titre qui disparaît quand les rois de France héritent du duché de Bourgogne.

Ce qui a fait la force du duc dans la ville c'est qu'il apportait avec lui les principes d'un nouveau régime, l'idée de gouvernement. Ce gouvernement ne s'est pas établi en un jour. Propriétaire du domaine au XII^e siècle, le duc n'en retient que des droits seigneuriaux auxquels il ajoute ses droits de souverain, jusqu'à ce qu'il finisse par faire prévaloir ces derniers. S'appuyant sur les institutions juridiques, militaires et administratives, le pouvoir du duc s'est affermi et comme disent naïvement les textes de l'époque, le duc a fini par étendre sur la ville « *sa main souveraine* ».

(1) V. Garnier, *Communes*, I, 196, § 49 et sqq.

(2) *Arch. G.* 50.

DEUXIÈME PARTIE

LES PERSONNES

1^{re} PÉRIODE — XII^e SIÈCLE

LES SERFS

I

DIVISION DES PERSONNES (1)

Vers la fin du xiv^e siècle, en 1371 par exemple, époque de la rédaction des coutumes de Châtillon, on distingue dans cette ville des conditions très diverses de gens. Outre les nobles, les clercs, les recommandés, c'est-à-dire les personnes qu'on pourrait appeler privilégiées, outre les étrangers, les juifs, les bâtards, c'est-à-dire les personnes qu'on pourrait appeler intérieures, on distingue trois grandes classes d'hommes.

1. — LES HOMMES QUI N'APPARTIENNENT QU'A UN SEUL SEIGNEUR

Il y en a de trois conditions différentes : les hommes du duc, les hommes de l'évêque et les hommes de l'abbé.

A. — Hommes du duc. — Sont hommes du duc : 1^o Ceux qui sont nés de l'homme et de la femme du duc ; 2^o Ceux qui vien-

(1) Pour la division des personnes consulter spécialement les neuf premiers § de Garnier, *Communes*, I, 196.

nent des terres de Pothières, de Flavigny et de Moustier-en-Der.

B. — Hommes de l'évêque. — Sont hommes de l'évêque : 1° Ceux qui sont nés de l'homme et de la femme de l'évêque ; 2° Ceux qui viennent des terres de Chacenay et de Bar-sur-Seine.

C. — Hommes de l'abbé. — Sont hommes de l'abbé : 1° Ceux qui sont nés de l'homme et de la femme de l'abbé ; 2° Les étrangers, de quelque lieu qu'ils viennent, qui veulent s'avouer à l'abbé.

2. — LES HOMMES QUI APPARTIENNENT EN COMMUN A DEUX SEIGNEURS

Il y en a encore de trois conditions différentes.

A. — Les hommes communs au duc et à l'évêque.

B. — Les hommes communs à l'évêque et à l'abbé.

C. — Les hommes communs au duc et à l'abbé.

On est commun à deux seigneurs :

1° Par la naissance, parce qu'on est né de parents appartenant chacun à un seigneur différent ;

2° Par suite de l'extranéité, en ce sens que les étrangers venant s'établir à Châtillon, s'ils ne s'avouent pas spécialement à l'abbé, quel que soit le domaine d'où ils viennent, sont communs au duc et à l'évêque. Il faut excepter cependant les étrangers qui viennent d'abord de Chacenay et de Bar-sur-Seine et qui appartiennent à l'évêque, ensuite ceux qui viennent de Pothières, de Flavigny et de Moustier-en-Der et qui appartiennent au duc.

3. — LES HOMMES QUI APPARTIENNENT EN COMMUN A TROIS SEIGNEURS

Ils ne le sont devenus que par la naissance. Ce sont seulement en effet ceux qui sont nés de parents dont l'un est déjà commun à deux seigneurs et dont l'autre appartient au troisième seigneur.

En résumé, aux **xiii^e** et **xiv^e** siècles on distingue donc les hommes liges à un seigneur, les hommes communs à deux seigneurs, les hommes communs à trois seigneurs.

*Comment de cette diversité dans les conditions est-on arrivé
à l'unité de condition ?*

Au point de vue de la condition même des personnes, toutes les distinctions précédentes n'ont qu'une valeur restreinte, d'abord parce que la condition était presque la même entre un homme appartenant à un seul seigneur et un homme commun à deux seigneurs, ensuite parce que ces distinctions se sont effacées dès la fin du **xiv^e** siècle. A ce moment, il y a seulement lieu de distinguer trois grandes classes d'hommes dans Châtillon :

1° Les serfs de l'abbaye (les hommes liges de l'abbé).

2° Les demi-libres du Bourg qui sont presque tous communs entre le duc et l'évêque.

3° Les hommes libres de Chaumont qui appartiennent au duc.

Puis, au **xv^e** siècle, on ne rencontre plus que les demi-libres du Bourg et les hommes libres de Chaumont : les serfs sont disparus. Enfin dans le même siècle, la distinction entre la demi-liberté des gens du Bourg et la liberté complète des gens de Chaumont commence à n'être plus que toute théorique.

Aux **xvi^e** et **xvii^e** siècles tous deviennent d'une condition uniforme et libre.

En ce qui concerne les serfs, on verra plus loin à quelles causes ils doivent leur disparition.

Mais pour expliquer la disparition des hommes liges du duc, des hommes liges de l'évêque, des hommes communs à l'abbé et à l'évêque, des hommes communs aux trois seigneurs, il faut avoir recours à des hypothèses seulement vraisemblables.

Originellement il n'y avait surtout que des hommes liges à un seul seigneur : hommes de l'évêque, hommes du duc, hommes de

l'abbé, hommes d'autres seigneurs (1). Mais un fait intervint qui vint modifier cette situation.

Les conditions des individus étaient en effet d'abord personnelles et héréditaires, indépendantes complètement du domicile. Puis l'homme imposa sa condition à la terre qui devint tantôt « *servilis* », tantôt « *colonica* ». Cette condition, après l'avoir reçue de l'homme, la terre du xiv^e siècle la lui retransmit, quand dans la confusion de l'époque il était devenu difficile de reconnaître les conditions toujours si changeantes de possesseurs si divers (2). Lorsque intervinrent les traités spéciaux qui autorisaient les formariages entre les gens des trois grandes seigneuries de Châtillon, il arriva que de nombreux habitants en vinrent, par des héritages, à posséder des biens relevant de deux seigneurs différents. Mais comme alors la condition des individus commençait à être déterminée par la condition de la terre qu'il occupait, un homme de l'évêque par exemple, qui possédait des biens relevant du duc, fut peu à peu considéré, à raison de ces biens, comme relevant lui-même personnellement du duc. Il n'y eut d'exception que pour l'abbaye. On essayait en effet par tous les moyens d'échapper à la condition servile qui était le propre des gens de l'abbé. On se serait donc bien gardé de donner prise sur sa liberté en achetant des biens relevant de l'abbaye. Mais, d'autre part, les abbés, prenant conscience de cette situation et guidés par leur intérêt, préféraient aliéner leur domaine à titre de cense. Tous les biens de l'abbaye finirent donc par être tenus en censives. Il ne restait que les biens relevant du duc ou de l'évêque qui pouvaient communiquer leur condition à ceux qui les détenaient. Or, par le hasard des successions, des ventes, des achats, tous les habitants de Châtillon étaient appelés à posséder des biens dans l'un et l'autre

(1) V. Garnier, *Communes*, I, 185. Il n'est pas parlé dans cet acte d'hommes communs à plusieurs seigneurs.

(2) « La cause est telle que le lieu donne la franchise, non pas la personne. » Garnier, *Comm.*, I, 196, § 100. V. aussi plus haut au § intitulé : le principe domanial disparaît.

domaine ; et c'est ainsi que presque tous devinrent communs au duc et à l'évêque (1).

On peut faire à cette théorie l'objection suivante : Les habitants de Chaumont sont toujours restés exclusivement les sujets du duc ; eux aussi cependant ont certainement acquis des biens relevant de l'évêque. Mais ce qui a permis aux hommes de l'évêque et à ceux du duc de confondre leur condition, c'est la similitude absolue de ces conditions ; elles étaient analogues : elles pouvaient donc se confondre. Au contraire, à Chaumont, les habitants jouissent de privilèges politiques spéciaux, leur condition est spéciale, privilégiée, par cela même isolée.

Il n'y a donc aucun inconvénient, en étudiant la condition des habitants du Bourg, d'assimiler les hommes liges du duc, les hommes liges de l'évêque, aux habitants communs aux deux seigneurs. D'une manière générale nous les appellerons tous, simplement les habitants du Bourg, et nous les opposerons aux serfs de l'abbaye, aux habitants libres de Chaumont, et aux recommandés.

Voyons quelle est la condition des uns et des autres.

II

SERFS RURAUX

§ 1^{er}. — ORIGINE ET SOURCES DU SERVAGE

L'origine des serfs de l'abbaye est étroitement liée à l'origine même de son domaine.

Pour s'expliquer comment, dans une même ville, ont pu coexister

(1) Ce qui prouve que tous les habitants de Châtillon sont alors communs au duc et à l'évêque, c'est qu'ils payent la taille au duc et à l'évêque : « lesdits suppliants sont tellement chargés esdites *deux tailles*, qu'il leur faut paier deux fois l'an, l'une à vous, l'autre audit monseigneur de Lengres... » (Arch. B. 11504. *Pétition des habitants*).

tout à la fois des hommes libres et des serfs, il faut remonter à ces origines lointaines où les trois grands domaines seigneuriaux de Châtillon se sont constitués. Alors étaient en présence, d'un côté une population urbaine jouissant de toute antiquité de certains privilèges commerciaux qu'on précisera plus loin, et d'un autre côté une population servile. C'est dans la différence de la condition économique de ces deux populations qu'il faut chercher la cause de leurs différences sociales. Le servage était, si l'on peut s'exprimer ainsi, le mode d'exploitation de la terre, mode transmis par la coutume, créé par la tradition romaine, modifié par la tradition germanique. Or le domaine de l'abbaye était essentiellement un domaine rural ; les hommes qui le composaient étaient donc des serfs.

Il y avait plusieurs manières de devenir serf :

1° *Par la naissance et par le mariage.* — Le principe général est celui-ci : c'est la condition de l'homme qui détermine la condition de la femme et des enfants (1). Mais ce principe est tout théorique : de grandes restrictions lui sont apportées qui le modifient dans un sens libéral. Le principe cesse en effet de subsister quand le mari meurt ou quand les enfants sont assez âgés pour cesser de vivre en communauté avec leurs parents ; dans le premier cas, la femme retourne à sa condition originaire (2), dans le second cas, les enfants deviennent communs au seigneur de leur père et au seigneur de leur mère (3). Même pendant qu'il est en vigueur, le principe n'est accepté qu'avec la réserve générale suivante : c'est seulement au point de vue des actions personnelles

(1) « Le mariage durant, le seigneur duquel l'homme sera homme, justiciera la femme et enfans. » Garnier, *Comm.*, I, 196, § 40.

(2) « Et se l'homme va de vie à trépasement avant la femme, la femme sera femme au seigneur dont elle partist origielement. Car parmi la communauté l'homme ne acquiert point la femme, le mariage failli, fors que le mariage durant. » Garnier, *id.*

(3) « ou que les enfans soient hors de puissance, et lors seront communs par la manière comme dit est. » Garnier, *id.*

que la femme et les enfants sont justiciables du seigneur auquel le père de famille appartient. Pour les actions réelles, ils sont responsables au seigneur « dessous qui la réalité est assise ».

Entouré de restrictions si précises, qui sauvegardaient en partie les droits de l'évêque et du duc sur les personnes, et qui empêchaient les biens de tomber dans le domaine de l'abbaye, il est évident que le mariage était un élément bien insuffisant d'extension du servage. En outre, ces règles, formulées à un point de vue général, recevaient leur application aussi bien dans les unions entre hommes libres et femmes serves que dans les unions entre femmes libres et hommes serfs. On comprend donc que, par une conséquence rigoureuse, elles favorisaient surtout les mariages des hommes libres avec les femmes serves. C'est qu'en effet dans ce cas, elles concédaient aux enfants quelques éléments de la franchise, tandis que dans l'autre cas elles ne lui apportaient que des restrictions.

Toutes ces coutumes si détaillées sont venues confirmer un état de choses qui existait dans la pratique bien auparavant. La coutume la plus ancienne à cet égard semble avoir été celle-ci : A l'occasion de chaque formariage, un traité spécial intervenait. Dans ce traité, on n'a d'abord rien spécifié au sujet de la condition nouvelle créée aux deux conjoints par le fait de leur mariage. Cette réserve semblerait laisser croire que chaque seigneur conserve sur son homme ou sur sa femme les mêmes droits exclusifs qu'il avait précédemment. Ensuite, on a déclaré les enfants communs (1). Enfin, vers la fin du ^{xii}^e siècle, un seul traité intervenait généralement pour plusieurs unions : le père, la mère et les enfants étaient tous déclarés communs.

(1) « Manifestum sit omnibus tam presentibus quam futuris, quod Huer, filius Johannis Marriglerii canonicorum Castellionis, Hudeart filiam Brutini Rufi que femina erat ducis, matrimonio sibi copulavit laude ipsius ducis et Antelmi abbatis canonicorum, quarum predictus Huer homo erat. Hec autem copulatio ea conventionione facta fuit : quod filii eorum communes essent ducis et canonicorum... » — Arch. H. 637. Original parchemin (endommagé) (sans date).

Puis se conclurent les traités de 1190 entre le duc et l'abbé (1), entre l'évêque et l'abbé (2), qui réglèrent la question d'une manière générale et définitive.

2° La deuxième manière de devenir serf, c'est de le devenir par *donation*. On rencontre en effet de nombreuses chartes par lesquelles des seigneurs donnent à l'abbaye un ou plusieurs serfs. Généralement on les donne avec tout ce qu'ils possèdent (3). Mais quelquefois il arrive qu'on retient sur eux certains droits. On trouve par exemple des donations de serfs faites avec réserve d'usufruit. Huon, seigneur de Poyre, donne une femme et ses enfants à l'abbaye, mais à la condition que la donation n'aura sa pleine valeur qu'après sa mort. Jusque-là la femme paiera seulement à l'église un droit de reconnaissance (4).

Quelquefois c'étaient les serfs d'un domaine entier qui étaient donnés en même temps que le domaine. Souvent un noble ou un homme libre se donnait à l'abbaye pour être moine et en même temps il apportait comme dot toutes ses terres avec tous les serfs qui les occupaient. En 1170, une damé Danmeta donne à l'abbaye son fils pour être moine, sa fille pour être converse, et en même temps toutes les terres et tous les serfs de sa fille et de son fils (5).

(1) Garnier, *Comm.*, I, 183.

(2) Garnier, *id.*, 183.

(3) En 1191 l'abbé de Notre-Dame donne à l'évêque « Petrum de Chauvenni, cum omni possessione sua, salvis tamen censibus et costumis ab eodem Petro præfatæ ecclesiæ debitiss. » Hocmelle, f° 102, v°.

(4) ... « Dedit etiam (Huo, dominus de Foyre) quandam mulierem vocatam Fillon et filios et filias ipsius, et Renaudum Pistorem cum heredibus suis, qui dictæ ecclesiæ persolverent quinque solidos *de recognitione annuatim* in dicta Dominicia quandiu vixerit dictus Huo ad conventus refectionem. Sed post ejus decessum tenebantur jure hereditaria dictæ ecclesiæ *deservire*..... » Hocmelle, f° 149, v°.

(5) «..... dedit duos infantes quos ex secundo marito scilicet Hugone Lugay habebat. et omnem terram quæ ad prædictos infantes ex Patre eorum hereditario jure pertinebat, in villis, in *hominibus*, in terris, in pratis, in aquis, in nemoribus, et quidquid pater eorum in vita sua tenuerat, totum dedit prædicta Domina cum prædictis infantibus Deo et ecclesiæ Beatæ Mariæ de Castellione, ubi unus canonicus esse deberet, et alter conversa... », année 1170. Hocmelle, f° 101, original aux Arch. (V. aux documents).

Mais les donations de serfs se font de plus en plus rares et dès le début du ^{xiii}^e siècle on n'en rencontre plus.

3° On peut encore devenir serf d'une troisième manière : par *oblation volontaire* ou *aveu*.

Il faut distinguer deux espèces de gens qui sont susceptibles de s'avouer à l'abbaye. Ce sont d'abord des serfs fugitifs, venant d'autre domaine ; ce sont ensuite des étrangers, hommes libres, venant s'établir à Châtillon et s'y faisant volontairement serfs de l'abbaye. Mais au ^{xiv}^e siècle on ne voit plus d'exemples de pareils aveux. Les coutumes rédigées en 1371 mentionnent encore la règle, mais depuis longtemps l'occasion ne se présentait plus de l'appliquer.

Disparition du servage.

De toutes ces manières de détenir serfs de l'abbaye, pas une seule n'était vraiment importante. Au contraire les formariages et le droit de désaveu étaient pour l'abbaye deux causes de dépeuplement. On trouve de nombreux serfs qui quittent ses terres et s'en vont ailleurs, renonçant ainsi volontairement à leurs biens. Une autre cause agit d'une manière plus secrète mais peut-être encore plus efficace. Le domaine de l'abbaye au ^{xiv}^e siècle s'est modifié. Le mode d'exploitation se transforme. Les abbés, pour simplifier leur situation, s'appliquent surtout à augmenter la valeur et le nombre des cens qui leur sont payés. On les voit par exemple abandonner des serfs en retenant sur eux certains cens et rentes. Sous l'action puissante de toutes ces causes, les serfs disparaissent à Châtillon dès la fin du ^{xiv}^e siècle. Dans les recherches de feux qui furent faites à cette époque on ne trouve plus aucune mention des serfs de l'abbaye Notre-Dame. Ils se conservèrent plus longtemps dans les environs et dans le reste du domaine, où nous n'avons pas à suivre les destinées de leur condition.

§ 2. — CHARGES AUXQUELLES ÉTAIENT SOUMIS LES SERFS

On peut en distinguer de deux sortes : 1° Celles auxquelles ils sont soumis à raison de leur condition servile ; 2° Celles qu'ils partagent avec tous les autres habitants de Châtillon. Les gens du duc et de l'évêque ne sont pas en effet des hommes entièrement libres. Il n'est donc pas étrange de les voir supporter des charges en commun avec les serfs. Ensuite des restrictions ont été apportées par le temps au servage. Dès lors il sera bien difficile de distinguer nettement la situation des serfs d'avec celle des autres habitants.

Les serfs sont qualifiés dans les textes de « *taillables, exploitables à volonté et de mainmorte, et justiceables* » (1).

Le caractère de leur situation, c'est en effet qu'ils sont :

- 1° *Exploitable à volonté,*
- 2° *Soumis à la mainmorte et à ses conséquences,*
- 3° *Limités dans l'exercice de leur liberté.*

Ces trois éléments caractéristiques du servage sont en effet ceux qui rappellent exactement les causes et l'origine de la condition elle-même.

1. — *Les serfs sont exploitables à volonté.*

Par cela même qu'ils sont taillables à merci, les redevances qu'ils payent varient à l'infini toutes les fois qu'elles ne sont pas fixées par la coutume. On voit en 1196 un certain Eurard, à Mas-singy, près de Châtillon, exiger de certains serfs les redevances suivantes : Un setier de froment, un setier d'avoine, un lit non monté, trois pains, un denier sur quatre, trois setiers de vin, les quatre membres d'un porc âgé d'un an, enfin la troisième partie des dîmes (2).

(1) *Arch. H. 626.*

(2) *Hocmelle, f° 184.*

Dès le début du ^{xiii}^e siècle il se produisit un double phénomène qui vint modifier le caractère des redevances. Elles tendent d'abord à se préciser, à devenir fixes, ensuite à se transformer toutes en redevances numéraires. En 1207 on voit l'abbaye déclarer que sur certains serfs qu'elle a en commun avec Baudouin, elle ne veut pas exiger plus qu'ils ne voudront lui donner « *ultra velle suum* » (1). Dans un autre acte de 1265 on voit la redevance d'un pain due par les habitants de Poissons, près de Châtillon, transformée en une redevance de 18 deniers, parce que « *discors fuist aucunes fois de lu paye desdits payns* » (2).

2. — *Les serfs sont soumis à la mainmorte et à ses conséquences* (3).

La mainmorte suffirait à elle seule pour distinguer le servage des conditions voisines.

La conséquence de la mainmorte était le formariage. « Le serf de formariage ne peut se marier hors de son seigneur sans sa permission. » Des traités en 1188 et 1190 vinrent régler la situation créée par les formariages entre les serfs de l'abbaye et les gens du duc ou de l'évêque (4).

Une deuxième conséquence de la mainmorte était que quand le serf abandonnait sa seigneurie, ses biens revenaient à l'abbaye (5) ; c'est toujours en vertu de ce principe que les biens du serf sont en réalité les biens du seigneur qui ne fait que de les lui concéder à titre d'usage. Plusieurs fois l'abbaye eut l'occasion d'exercer ce droit. Elle concédait probablement ces biens ainsi délaissés à des gens du duc ou de l'évêque à charge de lui payer annuellement un cens.

(1) «.... Dictus vero Tecelinus debet utrique nostrum persolvere viginti solidos annuatim et nos *ultra velle suum nihil amplius ab eo tenemur extorquere*. » Hocmelle, f° 150.

(2) Hocmelle, f° 149, v°.

(3) Arch. H. 637 (V. dans les documents).

(4) Garnier, *Comm.*, I, 180, 181, 182.

(5) Voir des exemples dans Arch. H. 625.

3. — *Les serfs sont limités dans l'exercice de leur liberté.*

Les restrictions apportées à la liberté du serf achèvent de distinguer sa condition d'avec celle de l'homme du duc ou de l'évêque. Les serfs sont un objet de propriété, et sans parler de la faculté de les donner ou de les vendre, ce qui appartient à la condition de droit commun, l'abbé peut leur interdire de se réfugier sur les terres du duc ou de l'évêque. S'ils s'y retirent, il a le droit de les y poursuivre. Au contraire les gens du duc ou de l'évêque peuvent très librement se retirer sur les terres de l'abbé. En outre, les serfs de l'abbaye n'ont pas le droit de se mettre sous la garde d'un seigneur, tandis que les hommes du duc ou de l'évêque peuvent le faire.

Telle était la condition des serfs à Châtillon.

Mais dès le ^{xiii}^e et surtout au ^{xiv}^e siècle, par bien des points, pénétrant dans les mœurs et dans les usages certaines habitudes qui modifient cette condition des serfs.

La principale de ces nouveautés est que les serfs peuvent devenir propriétaires dans d'autres domaines, soit en achetant des terres, soit que cette acquisition fût le fait du formariage. Or, en ce qui concerne ces terres ainsi acquises chez un autre seigneur, ils cessaient d'être les serfs de l'abbaye, et ils agissaient au même titre et dans les mêmes conditions que les hommes du seigneur, de qui relevaient les terres acquises. Ainsi en 1235 on voit à Cherrey un serf de l'abbaye Notre-Dame de Châtillon avoir le droit d'acquérir des terres dans toute l'étendue du domaine de l'abbaye de Polhières (1). Dans un grand nombre de chartes on voit aussi les serfs payer des cens. Or les cens sont des redevances franches puisqu'ils sont le signe que le tenancier possède sur sa terre le

(1) V. dans les documents. — Hocmelle, ⁿo 14, ^vo — «... et etiam in finibus dictæ villæ acquirere poterit sicut alii salvis tertiis et costumiliis quæ de jure nostra debentur... »

domaine utile(1). Si l'on considère maintenant qu'une fois devenus propriétaires dans d'autres domaines, les serfs peuvent abandonner sans regret celui qui les entache de servitude, on comprendra que c'est là encore une des causes de la diminution de leur nombre au xiv^e siècle.

III

LES SERFS URBAINS

Nous avons étudié la condition des gens de l'abbé, nous allons étudier celle des gens de l'évêque et du duc, c'est-à-dire des gens que nous sommes convenus d'appeler les habitants du Bourg.

§ 1. — CHARGES COMMUNES AVEC LES SERFS

Deux faits caractérisent la condition des habitants du Bourg pendant le xii^e et le xiii^e siècle : d'abord leur condition est encore très mal dégagée de celle des serfs, ensuite, elle s'en distingue cependant par certains privilèges assez mal définis.

Ils ont en effet de commun avec les serfs certaines charges.

1^o Ils payent parfois certaines *redevances serviles*. Ce sont des redevances en nature. On voit par exemple un grand nombre des habitants qui payent des cens à l'évêque, lui doivent annuellement une ou plusieurs gelines avec un certain nombre d'œufs, généralement cinq. On voit cette charge encore mentionnée, même dans les terriers de l'évêché de la fin du xiv^e siècle (2).

2^o Ils sont astreints à la *formalité du désaveu*. Et c'est bien là une des charges absolument particulières aux serfs. « Homme franc, dit la coutume ancienne, se peut faire serf et advouer sei-

(1) Hocmelle, f^o 102, v^o.

(2) V. tous les terriers de l'évêché en particulier B. 988, 990 bis, etc...

gneur en servitude. Mais homs serf ne peut devenir franc, sans faire désaveu au seigneur dessous qui il part. » La convention de 1206 parle de cette formalité avec une grande précision. Si quelque habitant, mécontent de son seigneur, s'enfuit de sa terre, les vassaux du seigneur devront poursuivre le fugitif et le ramener en présence de son seigneur, mais sans lui faire violence. Seulement alors, s'il persiste dans son dessein, il pourra se retirer et le seigneur, loin de le retenir, devra le faire conduire et protéger jusqu'à ce qu'il soit arrivé en lieu sûr (1).

3. S'il désavoue ainsi son seigneur, l'habitant du Bourg, de même que le serf de l'abbaye, doit *abandonner tous ses biens* ; et, si le serf quelquefois abandonne sans regret son maigre héritage, l'habitant du Bourg, ayant acquis une grande aisance par le commerce, se trouve attaché d'une manière encore plus définitive, par les biens de l'intérêt. En 1266 on voit Goloz de Flavigny, bourgeois de Châtillon, se retirer à Villeneuve et y devenir bourgeois du roi. Ses biens sont alors confisqués par le duc, et plus tard, quand il manifeste le désir de rentrer à Châtillon, il est obligé de les racheter moyennant mille livres tournois (2).

4. Comme les serfs, les habitants du Bourg *peuvent être donnés ou vendus* (3). Il est vrai cependant d'ajouter que jusqu'au XIII^e siècle des hommes libres pouvaient être eux aussi l'objet de donations ou de ventes.

5. Soumis à des charges serviles, limités dans l'exercice de leur liberté, les habitants du Bourg ne nous paraissent pas se distinguer des serfs ; et ils nous apparaissent encore comme assimilés à eux jusque dans les *termes mêmes employés dans les textes*.

(1) « Si quis autem irātus domino suo, villam fugiat aut relinquat, casatorum ville cuilibet licet eum reducere, et coram domino suo salvo conducere : et si tunc eum domino suo concordare nequeat, recedentem illum licite potest usque ad locum conducere salvum per iter et securum. » Garnier, *Comm.* I, 185, § 24.

(2) Bibl. ville Dijon, *fonds Baudot*, n° 8, fo 29-40, mss. de Perard.

(3) Petil, *Hist. ducs de Bourg.*, III, pr. n° 930.

Dans le traité d'entrecours de 1190, conclu entre l'abbé et le duc, les mêmes expressions sont employées pour caractériser la condition des serfs de l'abbé et des hommes du duc. Les uns et les autres sont soumis à la taille : l'abbé ne la percevra pas sur l'homme du duc marié à une de ses femmes, le duc ne la percevra pas sur l'homme de l'abbé marié à une de ses femmes (1). Dans la charte par laquelle en 1196 le duc donne à l'abbaye de Moutiers-Saint-Jean un de ses hommes, Angebert de Chaumont, il est bien spécifié que le duc le donne afin qu'il soit libre, genre de donation qui est un des moyens d'affranchir les serfs (2). Enfin, jamais nulle part il n'est fait allusion dans les textes à une condition privilégiée des habitants du Bourg, et l'épithète de « *libres* » est exclusivement réservée aux *recommandés* (3).

Si les habitants du Bourg nous apparaissent donc, au *xii^e* et au *xiii^e* siècle, comme à peine dégagés des liens du servage, il est vrai de dire cependant que leur servage originaire a revêtu une forme spéciale que nous allons essayer de déterminer.

§ 2. -- PRIVILÈGES SPÉCIAUX

Tandis que les serfs de l'abbaye étaient surtout chargés de l'exploitation rurale, les habitants du Bourg, groupés à l'intérieur de la ville, étaient surtout des artisans et des commerçants. Or, la condition servile complète était essentiellement incompatible avec l'exercice d'un commerce ou d'une industrie ; comme de tout temps à Châtillon, il y avait eu de nombreuses fabriques de drap et des foires importantes, il faut en conclure que de tout temps les habitants y ont joui de certains privilèges propres à créer et à faciliter les rapports commerciaux.

(1) « ... nullam potestatem habebit Dux capiendi talliam in eis nec in pueris ipsorum, donec ad talem etatem devenierint quod a patre vel a matre debeant separari... » Garnier, *Comm.*, I, 183.

(2) Petit, III, pr. n° 930.

(3) Garnier, *id.*, I, 185, § 19.

Les textes les plus anciens nous éclairent suffisamment sur ce sujet. Nous étudierons ailleurs quelle fut l'histoire des corporations de métiers à Châtillon, et quelle fut leur organisation. Mais on peut déjà dire que de tout temps il exista dans la ville une corporation très importante, celle des drapiers, ayant des règlements et des privilèges spéciaux. Les maîtres de cette corporation exerçaient une juridiction spéciale de police sur les affaires du métier (1). Toutes ces institutions étaient les débris de l'ancien héritage municipal. Si elles avaient été créées de toute pièce vers le XII^e ou le XIII^e siècle, il serait certainement resté des traces de cette fondation dans les textes de l'époque. D'ailleurs, toutes ces choses portant gravée en elles l'empreinte de leur antiquité. En outre, certaines libertés municipales existaient qui garantissaient les libertés corporatives. On trouve en effet les bourgeois en possession de certains droits, tels que celui d'élire les huit sergents de la ville (2). On ne s'expliquerait pas la concession faite par les seigneurs d'un tel droit, que rien ne justifie, et qui se présente avec un caractère particulièrement exceptionnel. Les textes eux aussi ajoutent que ce droit existait dans les chartes anciennes : c'était l'un des derniers vestiges d'une administration municipale indépendante. Ce n'était pas l'administration municipale du Bas-Empire. La ville de Châtillon à cette époque n'existait pas encore ou n'était qu'une humble bourgade. Elle n'est devenue un centre que quand de grandes foires s'y furent créées, probablement vers le VII^e ou le VIII^e siècle. Alors se créa dans la nouvelle cité une organisation municipale, faite de toute pièce et rudimentaire, qui n'avait d'autre but que de protéger les rapports commerciaux, qui devait répondre à un besoin pressant, à une utilité immédiate. Cette organisation primitive

(1) V. plus loin.

(2) « Selon les chartes anciennes, nos seigneurs ne doivent constituer ne ordonner en la ville de Chastillon sergens, se ce n'est par l'élection des bourgeois de ladite ville. » Garnier, *Comm.*, I, 196, § 29.

n'a pas été détruite et remplacée par l'organisation seigneuriale, mais cette dernière, plus compliquée parce qu'elle était moins locale, plus puissante parce qu'elle s'intéressait à des intérêts plus généraux, s'est superposée sans effort sur l'organisation primitive, puis elle l'a recouverte, elle l'a cachée, elle s'est substituée à elle. Et ce qui est resté de la première, ce sont ces institutions urbaines, que le système seigneurial si rigide et si précis ne pouvait remplacer, ces institutions vagues et mal définies, mais à l'abri desquelles a pu se conserver jalousement l'initiative individuelle du commerçant ou de l'artisan.

Dans les textes les plus anciens on trouve en effet mentionnées certaines prescriptions qui intéressent : 1° la liberté individuelle, 2° la liberté commerciale qui implique la première. On ne trouve rien de relatif aux corporations, mais on verra ailleurs qu'il était impossible de ne pas admettre l'existence à cette époque d'un troisième élément : la liberté corporative.

1° Les habitants ne peuvent être arrêtés sur-le-champ et traduits en justice que quand ils sont pris en flagrant délit, et dans certains cas bien déterminés. Tel est le principe qu'on rencontre exprimé dès 1182 (1). Dans chaque convention, on trouve ce principe répété parfois avec insistance (2).

2° Mais ce qu'il y a d'essentiellement intéressant dans les anciennes coutumes de Châtillon, ce sont les prescriptions qui intéressent plus spécialement la liberté commerciale. On constate alors deux faits.

Toutes les fois qu'il est parlé des franchises de la ville, c'est exclusivement des franchises commerciales qu'il s'agit, c'est-à-dire du droit de vendre, d'acheter et de faire circuler des mar-

(1) « Si autem juratus perpetratione reus apprehensus non fuerit, ab abbate sive ab ejus proposito ad jus stare compelletur, *facta proclamatione* a maiore episcopi et Ducis preposito. Si vero accusator accusatum in objectis convincere non poterit, immunis accusatus abscedat; accusator autem super hiis abbati vel ejus ministro satisfaciat. » Garnier, *id.*, I, 180.

(2) «... sed nisi sit in mellea capiatur. » Garnier, *id.*, I, 185, § 20.

chandises sans payer les droits de vente, de péage et de portage, ou en ne payant que des redevances minimales (1).

D'autre part, dans certaines grandes chartes de commune, par exemple dans la charte de Dijon et dans celle de Soissons, il est spécifié que le seigneur a le droit d'acheter à crédit chez ses vassaux pour un temps déterminé. A Châtillon, on voit, d'après la convention de 1206, que les marchands de la ville peuvent refuser de faire crédit au duc, à l'évêque, et à leurs vassaux et qu'ils n'y sont contraints que lorsqu'il leur est donné un gage important. Après un certain temps déterminé (un an et un jour pour les gages du duc, une semaine pour ceux de ses vassaux) le gage appartient aux marchands (2). Ce n'est là qu'un simple fait, mais il est étrange de constater que dans une ville ne jouissant d'aucun véritable privilège politique, la liberté de vendre est gardée par les habitants avec un soin plus jaloux, respectée par le pouvoir seigneurial avec une tolérance plus grande, que dans des villes jouissant des franchises communales complètes.

Ainsi il a existé à Châtillon un ensemble de franchises, grâce auxquelles le commerce et l'industrie ont pu librement se développer dans la ville. Exempts de la mainmorte, de la plupart des redevances en nature, respectés dans leur liberté individuelle, jouissant de la liberté commerciale et du droit de s'organiser en corporations, les habitants de Châtillon au XII^e et au XIII^e siècle nous apparaissent comme jouissant d'une condition spéciale, qui pourrait se définir, par opposition avec le servage rural, le servage urbain.

(1) V. plus loin : (la liberté commerciale).

(2) « Pretera tam dominus Lingonensis quam dominus Dux, apud Castellionem venientes, si rebus venalibus ville credenciam querant, non debent cogi nisi super eorum vadia venditores accedere illis, sed eorum vadia tenentur accipere, et ea per annum et diem reservare, sic et caratorum vadis in rebus venalibus et apertis tenentur accipi, et per spatium septem noctium custodiri. » Garnier, I, 185, § 28.

LES VILAINS

1

LES TRANSFORMATIONS DU XIII^e SIÈCLE

Pendant tout le XIII^e siècle et la première moitié du XIV^e siècle, la condition des habitants du Bourg a subi certaines transformations.

Les charges serviles disparaissent.

Originellement les gens de Châtillon se partageaient entre plusieurs seigneuries, les unes très importantes, les autres secondaires. Dans une même seigneurie, il arrivait encore que par suite de donations ou d'achats, les hommes n'avaient pas tous la même condition. Le rapport entre l'homme et son seigneur persistait donc très réel et très précis. Mais peu à peu les petites seigneuries disparurent ; bientôt même le domaine du duc devint tout à fait différent de celui de l'évêque. Les habitants au XIV^e siècle appartenrent presque tous en commun aux deux seigneurs principaux, le duc et l'évêque. Mais ils n'étaient pas tenus aux mêmes droits envers le duc et envers l'évêque. A l'évêque, ils payaient surtout les cens, les droits de lods et ventes, l'évêque était surtout leur propriétaire ; le duc était déjà essentiellement leur souverain. Les rapports directs, personnels et purement seigneuriaux qui existaient jadis entre les hommes et leurs seigneurs sont presque disparus. Ils sont remplacés par ce qu'on pourrait appeler les rapports collectifs ou de souve-

raineté. Dès lors tout ce qui rappelle l'ancienne relation personnelle disparaît ; le seigneur n'a plus le droit d'exiger la formalité du désaveu, il n'a plus le pouvoir de vendre ou de donner son homme. S'il réclame encore des redevances en nature, elles ne sont plus que les conséquences d'une sorte de fermage. Enfin l'usage de fournir des corvées à l'évêque est aboli (1). L'habitant a cessé d'être exploitable, il est devenu le fermier de l'évêque, le sujet du duc. Les institutions et les charges communes aux serfs et aux habitants du Bourg disparaissent donc ou perdent leur caractère primitif.

Les charges se précisent.

D'autre part les deux domaines coexistent toujours. Mais si jadis il était encore relativement facile de les distinguer, puisqu'ils se composaient d'individus distincts et déterminés, au ^{xiv}^e siècle, beaucoup de ces individus devenant communs entre les deux domaines, il en résulta une confusion. Les charges, a-t-on dit, n'étaient pas toujours les mêmes envers le duc et envers l'évêque. Cependant combien de revenus à partager, d'amendes, de redevances de toute sorte ! Il fallait donc, pour écarter toute contestation, rendre fixes tous ces droits, tous ces revenus, toutes ces amendes, afin de les partager d'une manière toujours fixe.

Les garanties et les privilèges sont confirmés par les coutumes écrites.

Alors aussi apparaissent, dans les coutumes écrites, tous ces anciens droits respectés seulement jusque-là dans la pratique et qui n'avaient pas encore été confirmés d'une manière précise par les seigneurs. La convention de 1206, mais surtout la grande en-

(1) A partir du commencement du ^{xiv}^e siècle, les terriers de l'évêché ne mentionnent plus de corvées dues à l'évêque.

quête de 1371 (1) constituèrent pour les habitants comme des chartes de franchise, en ce sens que, sans introduire par elles-mêmes aucun élément nouveau, elles confirment les usages qui existaient, les vieilles libertés commerciales, fixent les redevances dues par les habitants. Elles forment ainsi une sorte de Code où tous les délits sont prévus et les amendes fixées. Le fait, pour les seigneurs, d'observer la coutume, ne sera désormais plus la tolérance d'un usage, mais le respect d'un droit.

Les garanties augmentent.

Ainsi garantis contre l'arbitraire de l'exploitation seigneuriale, les habitants du Bourg ont acquis encore d'autres garanties, qui par leur origine, leur caractère et leurs conséquences, se distinguent entièrement des premières. Ces garanties peuvent se résumer dans le principe suivant : les habitants ont le droit de recourir à la protection royale contre leur seigneur. Et cette protection peut s'exercer à leur profit de deux manières : Juridiquement ils peuvent en appeler de la juridiction du seigneur à la juridiction du roi ; administrativement, ils peuvent réclamer l'appui du roi pour faire réprimer les excès du seigneur (2)

L'institution des appels royaux a été la conséquence de la substitution du régime féodal au régime seigneurial. L'idée de la dépendance féodale a trouvé sa principale expression en s'appliquant aux plus importants des droits seigneuriaux, aux droits de justice.

(1) V. ces actes dans Garnier, *Communes*, I, 185 et 196.

(2) Garnier, *Comm.*, I, 196, § 50 et sqq.

II

CHARGES AUXQUELLES ÉTAIENT SOUMIS LES HABITANTS DU BOURG

De toutes les charges auxquelles ils étaient soumis, une seule leur était particulière : c'était la taille. En effet, si l'on veut définir la condition des habitants du Bourg au xiv^e siècle, en les considérant au point de vue des charges qu'ils payent, ils se présentent à nous comme des gens de commune. Ils ne sont soumis qu'aux banalités de passage, de ban et de vente, les autres banalités n'ayant jamais existé à Châtillon. Ils ne payent plus de redevances, les corvées sont disparues. Ils ne payent que les tailles fixes, les cens et les lods et ventes. De toutes les charges personnelles, ce sont donc les tailles fixes qui ont seules quelque valeur pour déterminer la condition personnelle.

Il y a lieu de distinguer la taille due à l'évêque et la taille due au duc.

Origine des tailles.

Les textes ne donnent aucun renseignement sérieux sur cette origine. On voit seulement dans le traité d'entrecours de 1190 que le duc avait l'habitude de percevoir une certaine taille sur ses hommes (1).

Cependant on peut faire deux remarques. D'abord la taille du duc est presque double de celle de l'évêque ; ensuite, la première seule est exprimée par un chiffre rond.

Il serait possible de tirer de ces deux faits certaines conclusions.

L'évêque de Langres ayant concédé la moitié du Bourg de Châtillon au duc, la taille du duc originellement devait porter à

(1) Garnier, *Comm.*, I, 183.

peu près sur le même nombre d'individus que celle de l'évêque. Si la première a une valeur double de la valeur de la seconde, ce serait donc que le duc aurait dès le début supprimé les redevances en nature et les autres charges, mais que par contre il aurait augmenté la taille. Ce qui le prouverait encore, c'est que le chiffre de cette taille est un chiffre rond : 300 livres. Il a donc dû être fixé d'une manière conventionnelle. La taille de l'évêque au contraire ne serait autre chose qu'une taille restée à volonté. On la voit en effet varier. Elle est de 155 livres en 1334 (1), de 150 livres en 1371 (2), de 155 livres en 1403 (3), de 157 livres en 1429 (4). Elle se percevait sur chaque feu. La valeur totale en pouvait originairement beaucoup varier, car on ne considérait que la somme qui pouvait être individuellement exigée de chaque habitant, « *selon ses facultez* (5). » Puis le montant total de la taille, restant sensiblement le même, fut ainsi à peu près fixé par l'usage à un chiffre qui n'avait pas été déterminé par une convention, et qui par cela même n'était pas un chiffre rond. On a vu d'ailleurs comment l'évêque continuait de prélever les autres redevances et charges que le duc avait abandonnées dans son domaine.

Valeur et caractère.

Ainsi la taille du duc aurait été dès l'origine une taille abonnée ; la taille de l'évêque, qui en principe était une taille à volonté, serait devenue fixe. La distinction primitive s'efface alors, et dans les textes du xiv^e siècle, les deux tailles sont considérées comme ayant le même caractère : on les appelle l'une et l'autre des tailles abonnées.

(1) Arch. B. 988.

(2) Garnier, *Comm.*, I, 196, § 14.

(3) Arch. G. 3, terrier n° 409.

(4) Arch. B. 11504, cote 2, f° 1. Pétition des habitants, f° 6 et v° (2^e déposition). V. aux documents.

(5) Arch. B. 11504, *id.*

La valeur de celle de l'évêque aurait varié de 150 à 157 livres. Il ne faut pas s'exagérer l'importance de ces variations, qui ne suivent pas une marche rationnelle, et qui, montrant seulement l'incertitude des scribes ou des témoins, prouvent le caractère assez peu fixe de cette redevance.

La taille du duc s'élevait à 300 livres.

Mais les deux tailles ne portaient pas exclusivement sur les habitants de Châtillon. Les hommes du duc et de l'évêque habitant les villages des environs y contribuaient, ainsi que les habitants de Chaumont (1). Les hommes de l'évêque à Courcelles-Prévoires, Massingy, et Mosson lui payaient 27 livres. En outre les habitants de Chaumont payaient 20 livres au duc, et les commans participaient à chacune des deux tailles à peu près pour deux livres. Les hommes du duc à Ampilly, Courcelles-Prévoires, Etrochey, Montlyot, Chaveney, Cerilly, Bissey-la-Pierre, payaient près de 80 livres. Ainsi les habitants de Châtillon n'étaient guère chargés que de 200 livres de taille envers le duc et de 128 envers l'évêque.

Mais peu à peu tous les hommes du duc et de l'évêque qui habitaient les villages voisins disparurent, ainsi que les commans. En 1429 cette disparition est un fait accompli. Seuls les habitants de Chaumont continuèrent à payer leur taille de 20 livres. Tout le poids de la charge retomba donc sur les gens du Bourg et ils durent payer intégralement 280 livres au duc et 157 à l'évêque(2).

Comment se répartit, se lève et se verse la taille.

Tous les ans à la même époque, le dimanche après la Saint-

(1) V. Garnier, *Comm.*, I, 196, 200, p. 420. — Id., I, 196, § 11 et 14. — Arch. B. 11504.

(2) Arch. B. 11504. Cette lourdeur de la taille est une des causes de la grande misère où la population était tombée vers 1429. Voir des détails dans Arch. B. 11504. V. aux documents.

Remy pour les gens du duc, le premier dimanche de carême pour les gens de l'évêque, chaque feu envoie un représentant en un lieu déterminé. Là, l'assemblée élit un certain nombre de commissaires. Ce sont les « *élus* (1) ». Ils sont chargés de répartir, de lever et de verser la taille. Aussitôt après leur élection ils allaient prêter serment entre les mains du prévôt, s'ils appartenaient au duc, du maire, s'ils appartenaient à l'évêque. Par ce serment, ils s'engageaient, à « bien et loyalement distribuer à ung chacun sa porcion, selon sa faculté », à lever et à verser la taille aux agents du duc ou de l'évêque.

Ensuite le rôle de la taille était écrit par un clerc (2) : quatre copies en étaient faites. La taille était répartie « selon les facultez » de chacun ; à ce point de vue, on distinguait les habitants en trois classes : les misérables, les mendiants et les solvables (3). La moyenne de ce que payait chaque habitant était à peu près d'un franc. Mais quand les villages voisins ne contribuèrent plus à la taille, et que dans Châtillon même, la population eut sensiblement diminué, il arriva que la taille, portant sur un nombre plus restreint d'individus, fut plus lourde à chacun d'eux. Ainsi en 1423 certains habitants payent jusqu'à 10, 15, 25 francs de taille (4), et, en 1429, il n'y a guère plus de sept ou huit personnes pour en supporter tout le poids « ... Lesdiz taillables n'auraient pas pain à mangier, après paiement, excepté sept ou huit personnes qui portent la charge de ladite taille (5). »

La taille répartie, les collecteurs passaient dans chaque maison pour la lever. Ces collecteurs étaient toujours les *élus* de l'assemblée des habitants. Ils pouvaient se faire remplacer par d'autres individus choisis par eux et dont ils étaient respon-

(1) Garnier, I, 196, § 13 et 14.

(2) « Pour le salaire du clerc qui écrit le giet d'icelle taille dont il fait quatre doubles » Arch. B. 11504.

(3) V. les recherches de feux (Garnier, *Cherches de feux*).

(4) Arch. B. 11504. Pétition des habitants (Voir aux documents).

(5) Arch. B. 11504, première déposition (Voir aux documents).

sables (1). Les collecteurs étaient accompagnés d'un sergent. Ce sergent était chargé de contraindre les contribuables à payer, et en cas de non-paiement, de faire vendre leurs biens meubles (2). Ce procédé sévère était appliqué souvent. En 1429 on voyait tous les jours de telles ventes (3).

Tous les frais de la répartition et de la levée de la taille étaient à la charge des habitants. C'étaient eux qui indemnisaient les collecteurs et les sergents ; ceux du duc recevaient 16 livres, ceux de l'évêque 12. Si des contestations surgissaient à l'occasion de la répartition, c'étaient eux qui payaient le procureur, chargé de poursuivre l'affaire en leur nom. Le procureur du duc touchait de ce fait 40 sols ; celui de l'évêque en touchait 20. Tous les autres frais pouvant survenir à l'occasion de la taille étaient encore à la charge des contribuables. Les évaluations portent à une moyenne de 11 livres le total de ces frais de procès, chaque année. A chaque instant on trouve en effet répété dans les textes cette mention, que l'évêque et le duc veulent recevoir intégralement le montant de leurs tailles ; ils se désintéressent des autres dépenses, auxquelles la répartition peut donner lieu, et ils les laissent à la charge des habitants (4).

Bref, c'était au moins 500 livres que les habitants étaient tenus de payer chaque année au duc et à l'évêque (5).

Les tailles une fois levées étaient versées entre les mains du prévôt ou du maire.

(1) « ... et iceulx là distribueront (la taille) et leveront ou feront lever. » Garnier, I, 196, § 13.

(2) « ... il a esté (Perrin-Carel) comme sergent avec les collecteurs de la taille audit monseigneur de Bourgogne, pour contraindre iceulx contribubles. » — B. 11504, sixième déposition.

(3) Arch. B. 11504, 36^e déposition.

(4) « Et par ainsi sont franchises et quittes audit évesque lesdiz 155 livres tournois... » G. 3, terrier n° 409.

(5) Lesquelles deux tailles, tant ou sort d'icelle comme aussi en salaires de collecteurs pour icelles lever, et recevoir, pour salaires de sergens pour icelles exécuter, fraiz à faire icelles tailles, et pour plusieurs autres frais, peuvent monter à l'c livres tournois et plus. » Garnier, I, 200.

Nombre et condition des personnes qui payaient la taille.

Le nombre des personnes qui payaient la taille a sensiblement varié. Durant tout le cours du xiv^e siècle et dans la première moitié du xv^e, on constate une diminution progressive du nombre de ces taillables (1). C'est ainsi qu'en 1429 on peut estimer sans exagération que la ville a perdu la moitié de la population qu'elle avait au commencement du xiv^e siècle. En trois années seulement, de 1426 à 1429, plus de quatre-vingts ménages, payant la taille, et en 1429 plus de trente ménages, quittèrent la ville (2). Cette même année, il est répété dans plusieurs dépositions de témoins qu'il reste seulement une centaine de taillables à Châtillon. Ces cent habitants représentent à peine le tiers de la population totale.

Si les habitants taillables quittent ainsi la ville, c'est que, comme nous l'avons vu, les charges qu'ils y supportent sont trop lourdes. Non seulement ils sont soumis à la taille, mais encore ils doivent payer une foule de redevances extraordinaires, « impositions, foudaiges, empruns, marcs d'argent, fortification de la ville, refection de ponts, gages de capitaines, etc. (3)... »

Parmi ces redevances, les unes étaient constantes, les autres se percevaient à l'occasion de certaines circonstances.

La condition des taillables était donc des plus misérables. Ce sont tous des artisans, presque exclusivement des ouvriers drapiers. 36 métiers de drapiers existaient dans la ville à la fin du xiv^e siècle, qui faisaient vivre 180 ou 200 ménages; en 1429, il

(1) « Croit que de présent lesdiz supplians (les hommes taillables) ne sont point plus d'environ cent ou Vxxx, tous lesquels ou la plus grant partie sont trespouvres. » Arch. B. 11504, 3^e déposition. — « Requiz se ilz sont gueres de taillables, dit qu'il ne croit mie que ils soient la tierce partie des habitanz dudit Chastillon... » Arch. B. 11504, première déposition (V. documents). — «...et si ne sont mie iceulx supplians tant en nombre de personnes comme en facultez de chevances, la tierce partie des habitans d'icelui Bourg qui est moult peu de chose et poure. » Garnier, I, 200, p. 429.

(2) V. Arch. B. 11504, 8^e déposition, — 5^e déposition.

(3) Arch. B. 11504, 6^e déposition.

n'y a plus que neuf métiers qui « ne trouvent pas au quart à ouvrir. » Les drapiers sont si pauvres qu'ils ne trouvent personne pour leur vendre des laines à crédit. Ainsi ruinée, l'industrie de la draperie ne se releva plus dans la ville de Châtillon (1).

Toutes les propriétés des taillables étaient hypothéquées (2); ils ne pouvaient non plus chercher dans la culture de la terre un moyen de vivre, car il y avait peu de vignes et peu de terres de labour à Châtillon (3). Ceux qui possédaient des champs aux environs de la ville étaient obligés de les laisser en friche, faute d'argent pour les mettre en valeur (4).

Nombre et condition des personnes exemptes de la taille.

Les personnes exemptes de la taille étaient les clercs, les nobles, les commans, les officiers du duc ou de l'évêque, leurs serviteurs, les ouvriers attachés au service particulier des seigneurs.

Les clercs et les nobles formaient dans la ville deux grandes classes privilégiées.

(1) « ... Ung peu de drapperie dont ils se souloient entremettre et vivre est de present tout perdue et mise au néant; car pour leurs pouvretés, ilz ne trouvent qui leur baille laines ne autres denrées pour marchandise. » Garnier, *Comm.*, I, p. 421. — V. aussi : Arch. B. 11504, 8^e déposition : Pierre de Buxies, tainturier, franc sergent du duc, âgé de 50 ans, dit qu'il a vu dans la ville 36 métiers de drapiers ouvrant et tissant : « mez depuis VII ans ença la chose est tellement tournée par guerres et mortalitez, que presentement ilz ne sont que 9 mestiers qu'ils ne trouvent pas au quart à ouvrir, et si font presentement meilleur marché de leur dit mestier qu'ils ne souloient pour lors de trop. A l'occasion duquel mestier estoient en ladite ville environ II^e ou IX^e menaiges dont les plusieurs ou la plus grant partie estoient contribuables es tailles desdiz seigneurs qui sont telles comme le porte ladite requête, et presentement ne sont pas plus hault de III^e menaiges en tout a cause dudit mestier... »

(2) « ... Ils sont tellement appouvris et endebtez envers plusieurs personnes, que ilz doivent trop plus qu'ils n'ont vaillant.... et mesmement leurs dits héritaiges que puis peu de temps en ça y ont par chacun au tant en censes comme en rentes, de VII a VIII^e livres tournois, qui rien ne paient de icelles charges... » Garnier, *Comm.*, I, p. 421.

(3) « ... Et ne sont mie situez ne assis en lieu de labour ne de vignobles où ilz se puissent employer pour soutenir leurs pources vies... » Garnier, *Comm.*, I, p. 421.

(4) Arch. B. 11504, 23^e déposition.

1° *Les clercs.* — Le second tiers des habitants de la ville se composait de clercs mariés. Il y avait à Châtillon, en 1429, 104 clercs mariés(1). Leur entrée dans les ordres ne leur imposait aucune obligation et leur concédait le privilège exorbitant d'être exempts de payer la taille; ils n'étaient tenus qu'à contribuer aux aides extraordinaires. Aussi, la plupart se faisaient clercs uniquement pour en obtenir les privilèges, sans qu'ils fussent préparés par leur éducation et leurs mœurs à en exercer sérieusement les fonctions (2).

Ainsi favorisés, ces clercs étaient les habitants les plus riches de la ville. Ils possédaient plus de 600 livres tournois de rente que leur payaient les autres habitants taillables. Tout le commerce de la ville était entre leurs mains car ils avaient seuls les capitaux nécessaires. Ils exerçaient les professions les plus diverses. Beaucoup étaient des gens de « vil mestier ». On en rencontre qui sont bouchers, cordonniers, barbiers, etc. (3).

Les autres habitants de la ville, obligés de supporter tout le poids de la taille, trouvèrent que le privilège de ces clercs mariés n'était plus qu'un abus. En 1429, ils firent une pétition, demandant au duc la suppression de ce privilège. Le duc nomma une commission d'enquête qui reconnut la justesse des plaintes formulées. Sur les conclusions de cette commission, la chambre

(1) Garuier, *Comm.*, I, 200.

(2) « ... Pour eschever la charge desdites tailles, ung chacun s'est efforcie et efforce chacun jour d'acquérir clergie et sont de présent en ladite ville en tres grand nombre et par especial clers mariez de tous mestiers comme de bouchers, barbiers, corduanners et autres gens de vil mestier qui renz ne scavent et ne vivent en renz comme clers..... et leur suffit qu'ils puissent dire « *j'ay coronne* »..... » Arch. B. 11504, 3^e déposition, f^o 7. — D'autres dépositions mentionnent que ces clercs « a grant peine scevent leur *Patre-nostre* ne leur *Ave Maria* » (*id.*, 1^{re} déposition), qu'ils ne peuvent pas distinguer un *A* d'un *B*, etc..... Arch. B. 11504. — « plusieurs d'iceulx qui se dient clercs ne sont onques en escole et se font faire clercs pour estre exemps d'icelles tailles, tant seulement. » Garnier, *Comm.*, I, 200.

(3) « ... Il scet bien que il a grant foison de clercs mariez lesquels sont marchans et aussi qui sont de vil meastier comme bouchers et d'autres mestiers... » Arch. B. 11504, 1^{re} déposition.

du conseil et des comptes nomma six commissaires, chargés d'aller à Châtillon et d'y répartir la taille à la fois sur les clercs et sur les habitants laïques. Mais déjà les clercs avaient cédé, de telle sorte qu'à l'arrivée des commissaires, le différend était terminé (1).

Ayant perdu leur privilège le plus considérable, le nombre des clercs mariés diminua dans la ville ; dans les textes postérieurs à l'année 1439, ils n'apparaissent plus comme une classe sociale influente et privilégiée. Ils sont dispersés dans le reste de la population. Il n'y a plus d'autres clercs que ceux qui ont reçu les ordres d'une manière régulière et complète.

2° *Les nobles.* — Il y a à Châtillon, en 1429, treize personnes qui se prétendent nobles, et il n'y en a qu'une dont la noblesse ne soit pas contestée par les témoins de l'enquête. Pour les gens de l'époque la véritable noblesse implique encore en effet trois conditions : 1° Il faut que le noble se consacre exclusivement au métier des armes, 2° qu'il possède un fief, 3° qu'il descende d'une ancienne famille noble. Seul Guillaume de Cisse y réunit ces trois conditions (2).

Mais il était presque admis depuis longtemps que la noblesse pouvait être conférée par une concession ducale. Sur les sept familles nobles de la ville, il y en a cinq dont la noblesse n'a pas d'autre origine, et encore, le fait est-il contesté pour deux de ces familles. En réalité, il n'y a plus aucun élément vraiment caractéristique de la noblesse. On voit même un noble, Arnolet de Huissans, exercer la profession de teinturier et de regrettier » (3). Un autre noble, Jean de Reculaine, dont la mère

(1) V. Garnier, *Comm.*, I, p. 422, et aussi Arch. B. 11504.

(2) « Guillaume de Cisse y a present capitaine de Gye-sur-Seine est noble derive tient en fief et se poursuyes les armes et ne se mesle point de merchandise. » Arch. B. 11504.

(3) Arnolet de Huissans lors ne scet riens de sa noblesse fors que par son seul dire il a poursuyes les armes en plusieurs pays, mais depuis X ou XII ans qu'il a este marié audit Chastillon, il a vecqu et s'est mesle de hostellerie, de scie, tainturier et regrettier. Arch. B. 11504.

était la fille d'un boucher, se prétend noble parce que son père a été dispensé par le duc de payer la taille. La veuve de Nicolas de la Grappe, remariée à un pelletier, prétend que son premier mari, ayant été annobli par le duc, elle doit être elle-même considérée comme noble. Bref, il n'existe désormais plus dans la ville aucun représentant de l'ancienne noblesse héréditaire et domaniale (1).

(1) V. aux documents les noms et les qualités de tous ces nobles.

LES BOURGEOIS

I

LES PRIVILÈGES

Les privilèges des habitants à la fin du XIV^e siècle ont toujours le même caractère ; ils n'ont plus la même valeur.

Ces privilèges, ainsi qu'on l'a vu, étaient les restes d'institutions primitives, antérieures au régime seigneurial. Ils modifiaient la condition servile générale en l'adaptant aux nécessités sociales d'une population urbaine. Ils composaient le droit particulier de la ville. Ce droit particulier était constitué par trois éléments : 1^o la liberté d'association, 2^o la liberté commerciale, 3^o la liberté individuelle.

§ 1. — LIBERTÉ D'ASSOCIATION

A Châtillon les corporations sont antérieures au régime seigneurial et au régime féodal, et leur ont survécu.

Le régime féodal n'aurait pu en effet les remplacer par rien. Il ne pouvait pénétrer dans le détail intérieur des diverses industries. Et d'ailleurs ces corporations ne le gênaient pas. Elles ne faisaient pas sortir leurs membres de la condition commune et générale dont ils participaient au même titre que les autres habitants ; à cette condition commune, elles en ajoutaient seulement une autre spéciale et particulière. Pour les mêmes raisons les corporations devaient persister jusqu'à la Révolution.

Elles reposaient sur deux principes :

1° Le droit pour tous les hommes d'un même métier de s'assembler en une communauté, jouissant d'une personnalité civile.

2° Le droit pour cette communauté d'exercer à l'égard des membres qui la composaient une juridiction spéciale. •

De toutes les corporations de la ville, la plus complète et la plus importante était celle des drapiers.

C'est celle-là que nous allons particulièrement étudier.

Les drapiers forment une communauté. Ils se rassemblent deux fois par an en assemblée générale : le lendemain de Noël et le jour de la Nativité de Saint-Jean-Baptiste. Ce sont les droits de cette communauté que les maîtres du métier jurent de défendre. C'est en son nom qu'ils exercent leurs droits de justice.

La communauté a en outre son organisation propre.

A sa tête, deux sortes de gens.

1. — *Les courtiers jurés* (1).

Ils sont nommés de la même façon et en même temps que les esgardeurs. Ils sont chargés de faire vendre les draps fabriqués par les drapiers. Ils prêtent le serment de s'occuper autant des affaires des pauvres que de celles des riches. Ils perçoivent comme rétribution 12 deniers sur les ventes en gros et 2 deniers sur chaque pièce de drap vendue au détail. Leurs attributions sont donc exclusivement professionnelles (2).

2. — *Les Esgardeurs* (3).

Ils sont élus dans les deux assemblées annuelles par le suffrage à deux degrés. Les membres des assemblées, c'est-à-dire tous les

(1) Garnier, I, 196, § 309.

(2) Garnier, I, 196, *id.*

(3) « Comment il plaista nos seigneurs que les VI esgardeurs soient ordonnez et instituez s'ensuit. Chacun ou il leur plaist que le commun de la draperie se mectent ensemble deux fois l'an, c'est assavoir lendemain de la nativité Notre Seigneur l'une des foyz, l'autre le jour de la Nativité saint Jehan-Baptiste, et iceulx communs elisent XXIII qui ait la puissance du commun de eilre VI maistre du métier... » Garnier, I, 196, § 305.

drapiers réunis nomment d'abord vingt-trois d'entre eux. Ce sont ces vingt-trois élus qui désignent les six esgardeurs. Deux de ces esgardeurs sont pris parmi les ouvriers (varlets), deux parmi les tisserands, et deux parmi les tainturiers.

Une fois élus, ils se présentent devant les deux baillis, et, en leur présence, jurent de bien remplir leurs fonctions.

Fonctions. — Les six esgardeurs sont chargés : 1° d'administrer la corporation, 2° de rendre la justice en son nom.

Ils sont aidés dans leurs attributions administratives par deux sergents. Ces sergents sont nommés par un conseil composé des six esgardeurs et des quatre maires de Chaumont. Leurs fonctions consistent à informer les esgardeurs de tout ce qui concerne le métier, d'exécuter leurs arrêts, de faire les saisies de marchandises falsifiées. Ces deux sergents sont appelés bolliers (1).

Nous avons dit que la corporation avait son administration propre ; elle a aussi ses finances particulières. Dans chaque atelier de draperie, se trouve une boîte spéciale. Toutes les semaines le tisserand y dépose un denier et l'ouvrier une maille. Les sergents passent à jour fixe, ouvrent les boîtes et recueillent les sommes. C'est là l'origine des revenus de la corporation.

Ce trésor est affecté à une destination particulière. Tous les drapiers, maîtres ou ouvriers, devenus par l'âge ou les circonstances, incapables de travailler et dépourvus de ressources, reçoivent une pension. Quand les drapiers meurent, le drap qui recouvre le mort, les cierges de cire, l'offrande de l'église, tout cela est payé par la caisse commune. En un mot, il est formellement dit que « l'argent des boîtes ne se doit convertir en autres œuvres que en œuvres de miséricorde » (2). Le trésor de la corporation forme ainsi ce qu'on pourrait appeler une caisse de secours ; et, envisagée à ce premier point de vue, la corporation serait une

(1) Garnier, I, 196, § 207.

(2) Garnier, *id.*, § 206.

société de secours mutuels. Mais son rôle le plus essentiel c'est de posséder et d'exercer envers ses membres une juridiction spéciale.

Cette juridiction est exercée par les esgardeurs. Quel est donc le caractère du tribunal des esgardeurs.

1. — C'est d'abord un tribunal d'arbitrage chargé de régler les différends entre maîtres et ouvriers, une sorte de conseil des prud'hommes.

2. — C'est ensuite un tribunal correctionnel chargé d'appliquer aux drapiers dans certains cas certaines pénalités.

La façon de tisser, de teindre, en un mot tous les détails de l'industrie des drapiers, étaient fixés par une sorte de Code, qui constituait le règlement du métier. Tous ceux qui contrevenaient à ce règlement devenaient justiciables du conseil des esgardeurs. Les contraventions étaient relevées par les sergents, qui exerçaient une surveillance constante sur tous les ateliers. Les arrêts étaient exécutés par eux (1).

Le tribunal des esgardeurs participait aussi à une sorte de jury d'expertise. Il arrivait, en effet, quand il s'agissait de falsifications de drap, que les contraventions au règlement intérieur du métier devenaient des contraventions d'ordre public, puisque la vente du drap lésait ou pouvait léser les intérêts de personnes étrangères à la corporation. Les esgardeurs n'étaient plus alors que des experts. Leur nombre était fixé à quatre. On leur adjoignait quatre ouvriers, quatre tisserands et quatre autres habitants de la ville. Ces seize personnes formaient le conseil d'expertise. Ce conseil prononçait sur la qualité du drap, et le prévôt ou le maire rendait son jugement d'après son avis. Puis le drap était donné aux esgardeurs qui, devant tous les drapiers assemblés, le faisaient brûler en place publique avec les outils ayant servi à le tisser (2).

Telle était l'organisation, le caractère et le rôle de la corpora-

(1) Garnier, I, 196, § 206.

(2) Garnier, *id.*, § 22 et 204.

tion des drapiers. D'autres corporations existaient dans la ville, organisées sur le même modèle. On trouve en effet des maîtres cordonniers, des maîtres bouchers, etc... C'est la corporation des bouchers qui est, après celle des drapiers, la plus importante (1).

Rapports des corporations avec le pouvoir féodal.

De tout temps, disions-nous, les corporations ont existé à Châtillon. Elles sont nées avec la ville même, de l'essor commercial du VIII^e siècle. Le signe de leur origine et de leur indépendance primitive s'est conservé dans ce fait qu'elles n'ont jamais cessé de constituer dans la ville des unités compactes. La séparation de la ville en deux parties : le Bourg et Chaumont n'a pas entamé ces unités ; elles sont restées indépendantes des transformations, des divisions, des partages territoriaux de la ville. Trois des esgardeurs et un des courtiers jurés sont choisis dans Chaumont ; les trois autres esgardeurs et l'autre courtier-juré sont pris dans le Bourg. Le régime seigneurial a multiplié partout les inégalités, il divise les conditions, il isole les personnes, il partage la ville entre deux seigneurs, il crée dans Chaumont un régime absolument différent de celui qu'il crée dans le Bourg : seules, les corporations maintiennent leur unité dans cette ville.

Ainsi considérées les corporations nous apparaîtraient comme des corps politiques fonctionnant d'une vie propre, ayant leurs institutions particulières et préparés pour faire participer le reste de la cité à cette vie et à ces institutions.

Ce n'est là que l'apparence.

1. — Les corporations de Châtillon ont maintenu leur individualité et par là même elles ont conservé leur isolement. Si la séparation entre les institutions corporatives et les autres institutions municipales eût été plus vague et moins absolue, les privilèges corporatifs auraient pu se confondre avec les privilèges

(1) Garnier, *id.*

municipaux et communiquer leur force et leur énergie à ces derniers. Mais la séparation existait, très précise. Les corporations formaient des groupes isolés dans la ville. Ces groupes étaient si bien isolés, si bien incapables de toute action extérieure, de toute influence gouvernementale, qu'ils participaient, au point de vue général, d'un gouvernement communal à Chaumont, d'un gouvernement seigneurial dans le Bourg, et que néanmoins leur unité se maintenait. Il fallait que l'action des corporations fût bien restreinte, bien limitée, bien précise, pour qu'elles ne prennent pas, au contact d'institutions si différentes, un caractère différent dans le Bourg et à Chaumont.

2. — Les corporations ont maintenu leur unité et par cela même elles ont conservé leur dépendance.

Les deux pouvoirs seigneuriaux du duc et de l'évêque, auxquels elles sont demeurées soumises, n'étaient pas de même nature et ne poursuivaient pas le même but politique.

Soumises exclusivement aux évêques, les corporations auraient pu, quand le pouvoir de l'évêque a cessé d'être celui d'un seigneur pour devenir celui d'un propriétaire, retirer de cette lente transformation quelques avantages. Tout au moins elles se seraient transformées. Les institutions éminemment vitales qui les régissaient auraient eu un grand rôle à exercer, le rôle que ne pouvait pas exercer l'évêque, un rôle d'administration et de gouvernement. Tout ce que le pouvoir seigneurial aurait abandonné de ses privilèges de souveraineté, les corporations l'auraient retenu pour elles, et elles auraient fini par tout absorber. La commune féodale aurait pu naître encore de cette manière.

Soumises exclusivement au pouvoir ducal, les corporations auraient vu leurs franchises devenir celles de la cité entière, ainsi qu'il arriva dans toutes les autres villes du duché, et cela, sous l'initiative intelligente et intéressée du duc lui-même. C'est de cette manière qu'il créa les communes de Dijon, Semur, Beaune et Montbard.

Valeur réelle des franchises corporatives.

Ainsi les corporations de Châtillon restèrent sous la dépendance du duc et de l'évêque. Etudier le caractère de cette dépendance, c'est en même temps étudier la valeur réelle des franchises corporatives.

La dépendance des corporations se manifeste à la fois dans l'ordre administratif et dans l'ordre juridique.

Dans l'ordre administratif, l'origine des règlements corporatifs cesse d'être connue ; le souvenir s'en perd, et les seigneurs ayant confirmé ces règlements à plusieurs reprises, ils n'apparaissent bientôt plus comme des institutions indépendantes et nées d'elles-mêmes, mais comme des concessions seigneuriales (1).

C'est en vertu de ce principe que le pouvoir seigneurial intervient dans l'administration des corporations. C'est lui qui reçoit le serment des esgardeurs et des jurés ; c'est lui qui contrôle leurs actes et qui, si la nécessité l'exige, réprime leurs méfaits (2).

Dans l'ordre juridique, on peut dire que la juridiction très particulière dont jouissent les corporations est restreinte et sanctionnée par le pouvoir seigneurial.

Leur juridiction est restreinte, car dans toutes les circonstances où elle pourrait s'exercer d'une manière extérieure, c'est-à-dire régir des intérêts qui ne seraient plus exclusivement les intérêts

(1) «... et est la cause que le délit de ces amendes naissent et procèdent d'ordonnances et dédiz faits par les deux seigneurs. » Garnier, *Communes*, I, 196, 84.

(2) «... et ceulx qui sont esleuz l'en les présente aux bailliz de nos seigneurs, et jurent sur Sainctes Evangiles de Dieu, bien et loyalement gouverner la drapperie et tous les points contenus es chartes, et le droit des seigneurs garder en tous les lieux où il appartiendra à garder, et lors sont iustitez pour ung terme et ont toute puissance des fais de la drapperie, et leur enjoint l'en de bien garder, ou ils en sont punis griefement. » Garnier, *Communes*, I, 196, § 205.

particuliers de la corporation, c'est la juridiction seigneuriale qui intervient à sa place (1).

La juridiction des corporations est sanctionnée par le pouvoir seigneurial. Le tribunal des esgardeurs n'a en effet à sa disposition aucune autorité qui lui soit propre pour contraindre et faire exécuter ses jugements. Cette autorité, c'est le pouvoir seigneurial qui seul la possède ; c'est donc lui qui contraint et qui fait exécuter les arrêts ; aussi, toutes les fois que les décisions des esgardeurs sont enfreintes, ce n'est plus l'infraction à une autorité spéciale, mais à l'autorité seigneuriale : elle est alors punie de l'amende de 65 sols.

Ainsi les corporations ne sont indépendantes qu'en apparence ; en réalité elles sont sous la surveillance administrative du prévôt, du maire et des baillis. Leur juridiction n'apparaît que comme une juridiction de police, qui a besoin, pour avoir force réelle, du contrôle et de la garantie des seigneurs. Protégées et contrôlées par le gouvernement, les corporations portent l'empreinte de la sujétion gouvernementale.

§ 2. — LA LIBERTÉ COMMERCIALE

(Franchise municipale).

L'élément de beaucoup le plus important de la franchise municipale, c'est la liberté commerciale. L'infériorité de condition de celui qui ne possède pas la franchise, c'est, d'après les textes, de payer les droits d'octroi, de péage, de vente, d'achat (2). La

(1) V. plus haut. — « Toutes voyes se ung drap est arrestez par soupçon de faulseté, les maltres n'aront pas cette congnoissance, mais le prevost et le maire, s'il est arrestez ou Bourg, et s'il est arrestez en Chamont, les maieurs en congnoistront. » Garnier, *Communes*, I, 196, § 204.

(2) « Li prevoz de Chastillon et le mateur dou lieu peuent baillier franchise en ladicte ville et baillier leurs lettres sur ce qui vault pour tout le temps advenir à toutes personnes quelzconques qui viennent demorer en ladicte ville... de vendre, de acheter et de passer franchement par les portes. » Arch. B. 989, 1^{er} fasc.

supériorité évidente de celui qui la possède c'est d'être « *frans de vente* ». Le nom même par lequel la franchise municipale est désignée le plus ordinairement, montre bien qu'elle était assimilée complètement à une sorte de privilège commercial : on l'appelle *estalage, franc marché* (1).

Caractère du privilège.

Ce privilège consistait donc à être exempt des redevances qui se payaient à l'occasion des transactions commerciales, c'est-à-dire de toutes les ventes, de tous les achats et de tous les échanges. Cette redevance était en général de quatre deniers par franc. Mais il y avait un tarif spécial pour certaines marchandises. Ce tarif est longuement détaillé dans l'enquête de 1371. Ce sont surtout les cuirs, les peaux, les draps et en général tous les produits de la tannerie et de la draperie, c'est-à-dire des industries propres à la ville, qui sont frappés des taxes les moins élevées (2). On remarque aussi que le petit commerce est plus privilégié que le grand ; la vente en détail du blé, du vin, est exempte de tout droit ; une petite pièce de toile écrue mesurant moins de treize aunes, ne doit qu'un denier ; celles qui sont plus grandes payent la taxe de quatre deniers par franc (3).

Or, les habitants de Châtillon, jouissant du franc marché, ne payent aucune de ces taxes, pendant la plus grande partie de l'année. Pendant les foires, ils n'en paient que la moitié.

(1) « C'est assavoir que quant ung homme forain vient demourer à Chastillon, le prevost et le maire le puet donner son *ostelaige* et *francmarchié* a touz jours pour li et ses hoirs tant qu'il demoura à Chasteillon. Et promi ce il est *frans de vente* et de toutes servitudes quelconques excepte les charges ordinaires entre les habitants de la ville », année 1370. *Arch. B.* 4008, fo 3, v°.

(2) « ...qui vent ung drap en gros, il ue doit de vente que II sols ; qui vent une étamine ou une tirelene en gros, chacune pièce ne doit de vente que XII deniers tournois. » Garnier, *Communes*, I, 196, § 101. V. aussi le même § tout entier.

(3) « ... qui vent (vin) a taverne, il ne doit point de vente. » Garnier, *id.* — « ... et qui vent blet quelconques en menu, il ne doit poiut de vente. » Garnier, *id.*

Les autres redevances dont ils sont exempts sont celles du portage. Toutes les marchandises, toutes les voitures, tous les animaux de trait payent un droit en entrant ou en sortant de la ville (1).

Valeur du privilège.

Les habitants du Bourg ne sont pas les seuls à jouir de ces exemptions : les clercs, les nobles, les habitants des villages voisins en profitent aussi (2). Mais le privilège des habitants du Bourg a un caractère et une valeur spéciale. Les autres privilégiés ne sont en effet exempts de ces redevances qu'à une condition : c'est qu'ils ne vendent, ni n'achètent, ni ne fassent circuler des marchandises, autrement que pour leur usage personnel. Ils ne doivent donc pas en faire métier, ni en retirer un bénéfice. Ils ne vendent que les produits de leur récolte, n'achètent ou ne font circuler que les objets nécessaires à leur consommation. En un mot ce que l'on veut éviter, c'est qu'ils n'exercent le commerce en profitant du privilège (3).

Au contraire, les habitants du Bourg jouissent du privilège sans aucune restriction. Ce privilège a donc pour résultat de favoriser exclusivement leur commerce. C'est là sa seule utilité, son seul caractère. Il est le dernier vestige de la condition primitive des habitants, quand le régime seigneurial, leur imposant une condition presque servile, leur laissa cependant les libertés né-

(1) V. Garnier, *Communes*, I, 196, § 101. « La servitude du portage est telle : le cheval, le mulot, l'âne et le bœuf doivent un denier ; la jument, la mule, l'ânesse, la vache, chacune doit une maille de porte, et est à entendre bêtes qui charroient ou portent à bast, ou bestes à marchans ou qui sont menées en autrui pays pour profiter. » *Id.*, § 108.

(2) V. Garnier, *Communes*, I, 196, § 96, 98, 109, 110, 124.

(3) « De cette servitude n'en doivent point, mais sont frans les habitans de Chastillon qui ont leur franc marchié soit de leur creu, ou pour leur user ou pour marchandise ; et ainsi en sont frans clercs, nobles, religieux, de ce qui est de leur creu, ou pour leur user, et non point du fait de marchandise, car en ce cas ils doivent portage. » Garnier, *Communes*, I, 196, § 109. — Voir aussi *id.*, § 96, 97, 98, 100.

cessaires à des artisans et à des commerçants. Pendant longtemps elles suffisent. Mais au commencement du ^{xiv}^e siècle, il arrive que la condition des habitants est modifiée. Le gouvernement féodal avait précisé leurs charges, fixé leur situation. La condition commune s'étant ainsi améliorée d'une manière générale, ce qui jadis s'en détachait avec un caractère bien tranché d'exception et de privilège, n'apparaît plus que comme une particularité accessoire. En outre le commerce et l'industrie des habitants sont protégés dorénavant par les coutumes écrites, par les garanties gouvernementales. La nécessité n'est plus aussi grande de les protéger par des privilèges. Dès lors, ayant cessé d'être un signe caractéristique de la condition des habitants, l'exemption des redevances commerciales n'apparaît plus comme un privilège personnel ; ce n'est plus la franchise des habitants, c'est la franchise de la ville, la franchise locale (1). Et cela est si vrai que les habitants des villages voisins qui en jouissent partiellement, s'ils viennent s'établir à Châtillon, sont obligés de l'acheter à nouveau. On continue dans les textes d'obéir aux anciens usages en appelant la condition privilégiée des habitants le franc-marché. Employée avec justesse aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles pour exprimer cette condition originaire, au ^{xiv}^e et au ^{xv}^e siècle, l'expression consacrée par l'usage semble sans signification quand elle sert à exprimer la nouvelle condition.

Le privilège commercial, à la fin du ^{xiv}^e siècle, n'a donc plus pour but de favoriser le commerce des habitants, mais seulement le commerce de la ville. Il augmente l'affluence des marchands ambulants aux foires et aux marchés ; c'est à eux surtout qu'il se concède et se vend. En 1206 quand il est bien encore le privilège spécial des habitants, le *signe de la bourgeoisie*, il faut, pour l'acquérir, comme condition préliminaire, avoir fait résidence dans la ville pendant un an et un jour.

(1) « La cause est telle que le lieu donne la franchise, non pas la personne. » Garnier, *Communes*, I, 196, § 100.

En outre, chaque année, il faut payer une redevance de un denier aux deux seigneurs, le jour de la Saint-Martin. Enfin il faut payer, au moment de l'achat du privilège, un setier de vin au prévôt, un au maire, deux aux vantiers (1).

En 1371 la condition préliminaire du domicile n'est plus exigée. Le privilège n'est plus celui de la bourgeoisie. N'importe quels forains peuvent l'acquérir « *quand il leur plaist* ». Le prix d'achat en est diminué; l'étranger paye plus qu'un setier de vin au lieu de quatre, et encore « ne du pire, ne du meilleur, que l'on vende en ville ». Il doit toujours la redevance annuelle d'un denier (2).

Il semble, à voir cette différence dans les conditions d'achat, que les seigneurs aient voulu permettre aux simples marchands de passage d'acquérir la franchise pour leur séjour dans la ville.

En tous cas, en 1403, tous les marchands acquièrent ce franc-marché. Il ne leur est même plus vendu, mais seulement concédé sur leur demande. Ils ne payent plus que l'ancienne redevance annuelle d'un denier. En 1403, 150 personnes ont payé cette redevance (3). Evidemment, à une époque où la population diminuait dans une proportion considérable, on ne s'expliquerait pas la présence dans la ville d'un aussi grand nombre de gens venus pour s'y établir.

Le franc-marché, au commencement du xv^e siècle, a donc com-

(1) « Nec eidem (alienigena) liberum ville forum conceditur, donec per annum et diem in illa fecerit mantionem; et si tunc demum velit forum requirere, et annalia ville ritus executus fuerit, sibi ville forum conceditur, in hunc modum, quod preposito sextarium vini, et majori sextarium, et duobus ville vantariis, pro rei laudatione et concessione, duos denarios tenetur exhibere. Duobus etiam dominis, pro rei recognitione, die festo Sancti Martini debet unum solvere denarium annuatim... » Garnier, *Communes*, I, 185, § 25.

(2) Garnier, *Communes*, I, 196, § 24.

(3) « Les estrangers qui viennent demeurer à Chasteillon doivent chacun au le jour de la feste saint Martin d'iver aux ventiers pour estalaige ung denier, et par ce sont quittes de la dicte vente pour tout l'an. Et puet valoir chacun an par commune année aucunes fois plus, aucunes fois moins Vixx petis tournois dont les IIII valent V deniers tournois, etc..... » *Arch. G. 3*, terrier, n° 409.

plètement perdu son ancien caractère et son ancienne importance. Il ne représente plus que le droit de séjour dans la ville, le droit d'y exercer librement le commerce.

§ 3. — LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE.

Le troisième élément dont se compose le droit particulier de la ville est la liberté individuelle. Or, dans les coutumes rédigées en 1371 elle se devine partout, elle n'apparaît jamais. Des prescriptions minutieuses indiquent la manière dont les gens doivent être convoqués en justice. Un formalisme rigoureux détermine les conditions dans lesquelles les saisies, les ventes par autorité judiciaire, les arrestations doivent être opérées (1).

Mais toutes ces choses ne constituent pas des privilèges réels. Elles ne sont jamais considérées ainsi dans les textes ; *elles nous apparaissent seulement comme la* CONSÉQUENCE D'UN GOUVERNEMENT RÉGULIER : *Les garanties ont remplacé les privilèges.*

II

LES GARANTIES

En étudiant ce qu'étaient devenues à la fin du xiv^e siècle les anciennes libertés municipales, les anciens privilèges de la ville, on constate que la liberté corporative a été étroitement limitée, restreinte, soumise au contrôle actif des agents seigneuriaux. La franchise municipale n'existe plus. La liberté individuelle a cessé d'être un privilège personnel.

Ce ne seront donc pas ces vieilles institutions déperissantes qui vont être, pour la ville, le germe fécond d'une transformation ; ce

(1) Garnier, *Communes*, I, 196, § 18, 71, 70.

ne sont pas là les éléments autour desquels va se constituer la cité du xvi^e siècle. Ce ne sont pas là les éléments de l'avenir : ce ne sont que les ruines du passé.

Le caractère vraiment important de la condition des habitants du Bourg à la fin du xiv^e siècle, *c'est qu'ils sont soumis à un gouvernement régulier*, qui précise toutes les circonstances de leur vie publique, et la manière dont il doit intervenir dans ces circonstances.

Nous avons vu plus haut quels avaient été les grands changements apportés, au début du xiv^e siècle, à la condition des habitants. Les charges serviles sont disparues, les autres charges s'étaient précisées, enfin les privilèges avaient été inscrits dans la coutume et les garanties s'étaient augmentées. La conséquence de tout cela était que les habitants échappaient entièrement à l'arbitraire seigneurial.

A la fin du xv^e siècle les garanties seules ont une valeur réelle.

Au point de vue des charges, tout ce que les habitants doivent est fixé exactement. Non seulement les charges ordinaires sont déterminées, mais les charges extraordinaires le sont aussi ; tous les droits qui peuvent être exigés, à l'occasion de certaines circonstances, sont fixés avec précision. Le jour du mariage, les épousées doivent quatre deniers tournois au crieur (1) ; si le mariage a lieu dans la chapelle du château, elles doivent douze deniers au garde du château (2). Pour se rendre compte du soin avec lequel sont prévues toutes les circonstances où une redevance peut être exigée, il suffit de lire les droits du crieur. « Et sont les droits du criaige telz : si aucun est exécutez pour ses démérites en la ville de Chastillon, dont le crieur fait le cry, il a le chapperon s'il en a point ; s'il crye vin en la ville de Chastillon, il en a une pinte

(1) Garnier, *Communes*, I, 196, § 28.

(2) Garnier, *id*, § 33.

ou quatre deniers, lequel qu'il plaist à celui qui est le vin ; s'il crye huile, miel ou autre graisse, il a III deniers tournois ; s'il crye une chose perdue, il en a eu IIII deniers ; s'il crye une vendue de bois ou d'eaux il doit avoir V sols tournois, mais il les doit crier par quatre justices (1)... » Les redevances extraordinaires ne varient pas seulement suivant les circonstances, mais encore avec les individus et suivant les professions (2). Là encore même précision. Les pâtissiers, les boulangers de gros pain, les boulangers de petit pain, paient tous une redevance annuelle fixe : neuf deniers. Les marchands de sel, d'huile, etc. sont tous astreints à des redevances fixes (3). Pour les charges de justice, il y a un tarif des amendes. Quelquefois l'amende est arbitraire, mais pareille chose ne se produit que dans des cas graves, et la coutume spécifie formellement ces cas. Il y a aussi un tarif des droits de vente. Bref, *au point de vue fiscal, rien ne peut être exigé des habitants à part de ce qui est fixé par les coutumes.*

Au point de vue administratif, les habitants sont garantis contre le duc et l'évêque et contre leurs agents.

Le prévôt, le maire et le bailli, loin d'être investis d'un pouvoir discrétionnaire, ne sont plus que les agents chargés d'appliquer les règlements et de faire respecter les coutumes. Le prévôt par exemple veut-il exercer à l'égard des habitants un acte illégal : les habitants ne sont pas tenus de répondre à sa convocation ni de lui obéir (4). Les jugements rendus par ces agents paraissent-ils injustes : l'individu lésé peut recourir à la juridiction d'appel (5). L'homme du duc peut appeler du prévôt au bailli, du

(1) Garnier, *id.*, § 28.

(2) « Nul ne peult faire en la ville de Chastillon gasteaux ne vendre iceulx sans licence. » Garnier, *id.* § 98.

(3) Garuier, *id.*, § 91 ... 96.

(4) Et en cas qu'il ne le feroit demande, mais les voudroit vexer et travailler, ils ne sont plus tenus de venir à son appel, s'ils ne sont appellés par le mandement du bailli et se est par ordonnance. » Garnier, *id.*, § 132.

(5) Garnier, *id.*, § 49, 52.

bailli à la cour des auditeurs de Beaune, de la cour des auditeurs au Parlement de Beaune, du Parlement de Beaune au Parlement royal à Paris. L'homme de l'évêque peut appeler du maire au bailli, du bailli de l'évêque au bailli du roi à Sens. Si l'affaire appartient à la juridiction commune des deux seigneurs, l'appel devra être porté du maire et du prévôt aux deux baillis, et des deux baillis au bailli royal à Sens.

Enfin les habitants sont protégés contre le duc et contre l'évêque lui-même. Par exemple en 1379, un certain Perrin de Pouisson, drapier, avait été reconnu coupable de vol. Il avait en outre acheté aux Anglais, qui venaient de piller Pothières, les produits de leur pillage. Il fut soumis à la torture, et le supplice fut si rigoureux qu'un de ses bras resta mutilé. Le duc lui fit remise de sa peine moyennant le paiement d'une amende de cent francs. Perrin avait déjà payé trente francs, quand, se voyant presque ruiné, il se réfugia à Sens. Là, il déposa une plainte entre les mains du bailli royal. Ce dernier intenta une action au duc et à son prévôt. Le duc, certain d'être condamné, abandonna alors les 70 francs d'amende qui lui restaient dus. Le bailli de Sens prétendait en effet « mettre au neant la dicte composition comme torturement faite et par force de gehne et de prison (1). »

Les habitants du Bourg de Châtillon, à la fin du xiv^e siècle et au commencement du xv^e, semblent jouir des avantages d'un gouvernement régulier ; ce sont déjà des bourgeois.

III

LA BOURGEOISIE

§ 1. — LA FAUSSE BOURGEOISIE.

Il ne faut donc pas chercher l'origine de la bourgeoisie dans

(1) Arch. B. 4011, fo 16, v^o.

l'extension de la condition exceptionnelle de quelques personnes privilégiées.

Ces personnes portaient à Châtillon le nom de *commans* (recommandés).

Leur condition a beaucoup varié et il est difficile de la préciser.

Leur origine surtout est très mal connue. Dans la convention de 1206 ils sont qualifiés « d'hommes libres placés sous la protection commune des deux seigneurs (1). » Ces hommes libres le sont évidemment par la naissance. Ils descendraient d'anciens propriétaires libres de la ville. Le régime seigneurial aurait modifié leur condition primitive. Les évêques de Langres possédaient en effet dans la ville les droits domaniaux et des pouvoirs souverains, les premiers très précis, les seconds mal déterminés. En vertu des premiers ils se rattachaient la plupart des habitants, en vertu des seconds ils se rattachaient les hommes libres. Mais tout cela n'était qu'une division théorique; les droits de souveraineté se modifièrent en même temps que le souvenir de leur origine disparaissait; et le rapport qui rattachait les hommes libres aux évêques, par analogie avec le rapport qui rattachait les hommes non libres à leur seigneur, devint un rapport purement personnel. Jadis les hommes libres étaient protégés par le pouvoir souverain et le signe de cette dépendance était le paiement de l'impôt. Au *x^e* siècle chaque homme libre fut protégé individuellement par le seigneur, et le signe par lequel s'exprima ce nouveau rapport fut le paiement d'une redevance personnelle : la *commandise*. Ainsi s'expliquent les expressions qu'on rencontre dans la convention de 1206 : « *liberi homines utriusque domini tutelae submissi*. » Quand l'évêque de Langres concéda la moitié de

(1) « *Preterea liberi homines utriusque domini tutelae submissi, ad nullam tenentur exire expeditionem, vel etiam equitaturam, nisi edicti clamatio ex parte domini precedat utriusque.* » Garnier, *Comm*, 185, § 19.

ses droits au duc de Bourgogne, cette concession étant indivis, il en résulta que les hommes libres furent placés sous la dépendance commune des deux seigneurs. La condition de ces hommes libres était alors héréditaire, car leur privilège n'était pas la conséquence d'une concession. Ils étaient exempts de toute taille et de toute charge, et n'étaient tenus de rendre le service militaire, au duc et à l'évêque, que quand ces deux derniers les convoquaient tous deux ensemble, pour une opération militaire entreprise en commun.

Trois faits vinrent modifier ce régime originaire.

1° Les hommes libres étaient ainsi soumis à la protection spéciale des deux seigneurs parce qu'ils étaient nés libres ; mais peu à peu, l'idée que cette protection spéciale était la conséquence de leur condition privilégiée s'affaiblit ; les termes se renversèrent, et on en vint à croire que ces hommes libres jouissaient d'une condition privilégiée parce qu'ils étaient précisément soumis à la protection spéciale des deux seigneurs.

2° Dès lors les étrangers venant se fixer dans la ville pouvaient acquérir cette condition en acquérant le privilège d'être placés sous la *tutela*, la *commendatio* des deux seigneurs.

3° Mais il devait être aussi facile de perdre cette condition privilégiée que de l'acquérir. C'est qu'en effet les occasions de tomber dans la servitude étaient fréquentes ; on peut même dire que des nécessités fatales y conduisaient. Il suffisait qu'on acquière une terre chargée de servitude pour que la charge du fonds se transmette à la personne. Or, toutes les terres libres primitivement ont été, à partir du XIII^e siècle, reprises de l'évêque ou de l'abbaye à charge de cens. Impossible donc d'acquérir dans la ville ou dans la banlieue sans donner prise sur sa liberté. Les hommes libres de naissance disparaissent ainsi.

La conséquence de tout cela c'est qu'il ne resta comme libres dans la ville que les étrangers qui y arrivaient et s'y mettaient sous la protection spéciale des deux seigneurs. Ils

prennent alors une nouvelle qualification : ils s'appellent les *commans*.

Ces commans n'arrivent pas dans la ville dans le but de s'y fixer. Ils ne peuvent en effet tout à la fois résider et acquérir dans la ville, car ils risqueraient d'être d'abord soumis à des charges de servitude, d'être ensuite confondus avec ceux qui payaient ces charges et de perdre ainsi leur condition privilégiée.

Ils ne peuvent jouir des franchises communales de Chaumont ou des franchises commerciales du Bourg, car ils ne participent en rien de la condition commune des habitants. Quand ces franchises leur sont nécessaires, il faut qu'ils les acquièrent par un acte spécial (1).

D'autre part il est bien spécifié dans les textes que nul ne peut être reçu *commans* s'il ne vient d'un pays étranger et éloigné (2).

Enfin la condition de ces commans est exactement celle des hommes placés sous la *garde* et sous le *conduit* d'un seigneur.

De tout cela il résulte que les commans ne sont autre chose que les grands trafiquants de l'époque. En 1370 on en voit arriver de Chaumont en Bassigny, de Chartres ; il en vient six de la Lorraine, trois de Besançon ; il y en a même plusieurs qui viennent de la Flandre (3).

Mais il pouvait très bien arriver aussi que des hommes d'autres seigneuries, ayant acquis l'aisance ou la richesse, mais soumis à une condition inférieure, vinssent se mettre sous la protec-

(1) « Les estalaiges et frans marchies de la dicte ville qui se vendent par le prevôt et maieur de Chastillon aus diz commans et a autres gens forains qui ne sont de la taille des 100 livres tournois cy devant dicte. » Arch. B. 989.

(2) « Jasoit ce que par raison ne se puisse dire commans se ilz ne viennent d'estrange pays de langues estrange et d'oultre mer ou d'oultre les mons. » Arch. B. 11504. — « Et faut que il soient et vaignent d'autres terres que des dictes baronnies, et en ce cassont commans. » Arch. B. 989, 1^{re} fasc. — « Nombre et taxation des habitanz surveneuz a Chastillon lesquels sont appelez commanz. » Arch. B. 4008, fo 5, v^o. — « Les commandises des hommes estrangers demeurant a Chastillon sont communes a uosdiz seigneurs. » Arch. G. 3, terrier n^o 409.

(3) Arch. B. 4008, fo 5, v^o.

tion directe d'autres seigneurs, et acquérir la commandise qui leur procurait une condition suffisamment libre.

Quoi qu'il en soit les commans constituaient dans la ville un élément séparé et privilégié. Ou cet élément en a groupé d'autres autour de lui pour former une nouvelle classe de gens, ou bien au contraire il a disparu complètement. Conformément à la première hypothèse, on a voulu voir souvent, dans le privilège de la commandise, l'origine du privilège de la bourgeoisie royale.

La commandise était l'application du contrat de recommandation ; la bourgeoisie était la conséquence du contrat municipal. Or, la commandise était un privilège personnel, tandis que la bourgeoisie était un privilège public. Le contrat de recommandation s'appliquait à l'individu ; son caractère, sa raison d'être, était précisément de l'isoler de la communauté des habitants et de le faire échapper à la condition commune. Les commans étaient donc exempts de toutes les charges municipales, de toute taille, de tout service ; ils relevaient de la justice commune du duc et de l'évêque. Le signe de cette simple dépendance était le paiement d'une redevance de douze deniers, partagée entre le duc et l'évêque (1).

Le contrat municipal au contraire avait pour raison d'être de constituer les habitants en une communauté.

Enfin la commandise était un privilège non héréditaire et même seulement temporaire (2) ; la bourgeoisie au contraire était un privilège permanent et héréditaire.

Les faits confirment le principe ; et loin d'augmenter en nombre, les commans disparurent dès le début du xv^e siècle. La condition des habitants du Bourg était alors transformée ; ils étaient constitués en une communauté, et les commans s'en séparaient d'une

(1) Garnier, *Comm.*, I, 196, § 1^{er} a... et sont appelez communaux et ne doivent a deux seigneurs chacun an fors que a chacun VI deniers tournois le jour de la saint Remy pour recongnissance. »

(2) V. Seignobos, *le Régime féodal en Bourg.*, p. 188.

manière trop précise, pour qu'elle n'apparût pas trop arbitraire. En outre, le grand trafic commercial du ^{xiii}^e et du ^{xiv}^e siècle était anéanti. Privilégiés par leur condition, les commans ne le paraissaient plus par leur rôle. Enfin les contrats féodaux ne réussissaient plus à exprimer que des hiérarchies assez factices de pouvoirs et n'avaient plus l'autorité nécessaire pour maintenir des relations sociales fixes entre les personnes ; or, le contrat de recommandation ne pouvait exprimer autre chose qu'une de ces relations personnelles.

Les commans disparurent donc, et il est facile de suivre la progression décroissante de leur nombre. On en trouve 96 en 1370 (1), 80 en 1371 (2), 70 en 1398 (3), 40 en 1405 (4). En 1429, dans les différentes enquêtes au sujet de la répartition de la taille, alors qu'on parle longuement des nobles et des autres privilégiés, on fait à peine mention des commans (5). Enfin, en 1464, les habitants les plus âgés étant appelés à déposer, déclarent que de mémoire d'homme on n'a pas vu de commans à Châtillon (6).

§ 2. — LA VRAIE BOURGEOISIE

Nous avons vu quelle était la condition politique des habitants du Bourg de Châtillon au commencement du ^{xv}^e siècle ; nous avons constaté que cette condition était améliorée. Ce qui leur manque pour être de vrais bourgeois, c'est qu'ils ne constituent pas une communauté capable de défendre ses droits et de faire représenter ses intérêts. Il leur manque une municipalité. Le duc Philippe le Bon l'institue.

(1) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4008, f^o 5, v^o.

(2) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4008, § 12, p. 353.

(3) *Arch. Côte-d'Or*, B. 4021, f^o 2, v^o.

(4) *Arch. Côte-d'Or*, G. 3, terrier n^o 409.

(5) *Arch. Côte-d'Or*, B. 11504.

(6) *Arch. Côte d'Or*, B. 990 ter.

Par un acte daté du mois d'octobre 1423, il autorise les habitants du Bourg :

1° A se rassembler en assemblées de ville toutes les fois qu'ils le voudront (1) ;

2° A nommer chaque année, le lendemain de Pâques, quatre échevins (2) ;

3° Le duc accorde à ces échevins le droit de gérer les finances de la ville, le droit de la représenter en justice, le droit de convoquer et de présider l'assemblée de ville (3).

Si l'on considère l'ensemble de ces concessions on s'apercevra qu'elles n'aliénaient aucun des droits du duc. Ce dernier réservait complètement la plénitude de son autorité et le libre exercice de son contrôle. Il est formellement stipulé en effet, d'abord que les assemblées de ville seraient placées sous la surveillance du bailli ou de son lieutenant, ensuite que le conseil d'échevinage n'aurait aucun droit de juridiction, enfin qu'il n'aurait pas le droit de sceller des actes d'un sceau spécial (4). En résumé, ce que le duc accorde à Châtillon, c'est le droit d'avoir une vie municipale, mais ce n'est pas le privilège de constituer une commune féodale.

(1) « Ausquels eschevins, nous, de nostre certaine science et grâce spéciale, avons donné et octroyé, donnons et octroyons par ces mesures présentes, plaine licence et autorité de faire assembler le peuple de la dicte ville en nombre compétent et raisonnable pour les affaires dessus diz d'icelles ville et Bourgc, toutes et quantes fois que besoing sera. » Garnier, *Comm.*, I, 199.

(2) « a iceulx avons octroyé et octroyons de grâce espécial licence, pouvoir, auctorité et faculté de eulz assembler..... le lendemain de Pasques charnelz, pour eslire entr'eulz quatre notables preudhommes, habitans du dit Bourgc, qui auront et porteront les noms de eschevins. » Garnier, *id.*

(3) « de oir les comptes de ceulx qui auront eu ou temps passé et qui auront le temps advenir la maniance et charge de recepte des deniers de la dicte communauté, de clorre et affiner les diz comptes,..... de poursuivre et requérir les droits de la dicte communauté en quelque manière et pour quelque cause que ce soit, contre toutes personnes, etc..... » Garnier, *id.*

(4) « Et pourrout noz diz bailliz ou leurs lieutenans estre préens se bon leur semble, ou autres de noz officiers, comme dit est, à toutes les assemblées des diz habitans. Et parce que dit est, n'est aucunement nostre intencion que les diz habitans ou eschevins aient aucune cognoissance de cause, les uns sur les autres ou autrement, par quelque manière que ce soit, ou exercer aucun fait de justice ou avoir scel commun. » Garnier, *id.*

Chaumont au contraire possédait les privilèges spéciaux qui le constituaient en une commune, qui lui conféraient, avec la personnalité féodale, une vie indépendante, une action qui pouvait s'exercer en dehors de l'action du gouvernement général du duché. Dans un régime monarchique ces privilèges étaient des entraves. Ils perdent donc progressivement leur énergie première ; et ils n'apparaissent plus au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècle que comme des institutions factices. Entre Chaumont, la ville privilégiée, et le Bourg, la ville non privilégiée, les distinctions vont ainsi s'effacer, et à la fin du ^{xvi}^e siècle, les deux villes pourront se confondre en une seule, sans qu'il fût besoin pour cela de faire violences aux choses (1).

Au ^{xv}^e siècle, les habitants du Bourg sont soustraits à l'arbitraire seigneurial et les privilèges féodaux cessent de leur être nécessaires. D'autre part, ils jouissent de certaines institutions municipales, et ces institutions ne sont pas assez indépendantes pour entraver l'intervention active et protectrice d'un gouvernement centralisé et régulier. Tel qu'il est, le Bourg de Châtillon, au moment de la réunion de la Bourgogne à la France, est préparé pour s'adapter sans efforts au régime monarchique, et la condition de ses habitants est celle des bourgeois des villes royales.

La bourgeoisie royale y est sortie, par une lente évolution, de la condition commune des habitants, des serfs du ^{xii}^e siècle.

(1) V. Garuier, *Comm.*, I, les actes 209, 211, 212, 213, 214.

CONCLUSION

Trois gouvernements se sont succédé dans le Bourg de Châtillon : l'*exploitation domaniale*, le *pouvoir féodal*, le *gouvernement ducal*. A chacune de ces formes de gouvernement a correspondu une forme particulière de la condition des personnes : Ce sont les *serfs* qui sont exploités par l'exploitation domaniale, des *villains* qui sont soumis au pouvoir féodal, des *bourgeois* qui sont régis par le gouvernement ducal.

Au *xiii^e* siècle, les serfs payent des *charges serviles*, ils possèdent cependant certains *privilèges commerciaux* ; au *xiii^e* siècle, à côté de ces privilèges ils acquièrent *certaines garanties* d'ordre gouvernemental ; au *xiv^e* siècle, ces *garanties finissent par prévaloir* et les privilèges par disparaître.

Au *xii^e* siècle, le duc possède à Châtillon des droits *domaniaux* ; au *xiii^e* siècle, à côté de ces droits domaniaux il commence à exercer des *droits souverains* ; au *xiv^e* siècle, les droits domaniaux se confondent avec les droits *souverains*, et ce sont ces derniers qui l'emportent.

Au moyen âge, les villes de commune sont entrées dans le système féodal, elles ont acquis des droits féodaux, elles sont devenues des personnes féodales. Au *xv^e* siècle, ces droits féodaux disparaissent, les villes cessent d'être des personnes féodales. Partout une condition uniforme s'impose aux bourgeois des cités ; ce ne sont plus les bourgeois indépendants, turbulents, les féodaux du *xiii^e* siècle ; ce sont des sujets et ils sont soumis à un gouvernement qui est le gouvernement monarchique (1).

(1) L'expression est prise dans son sens le plus large.

Au début du xve siècle, cette condition est celle des habitants du Bourg, ce gouvernement est celui qui existe dans le Bourg de Châtillon. Là, rien à détruire, pas de droits féodaux à renverser ; la condition des habitants et la forme du gouvernement se sont lentement transformées par une évolution commune ; à chaque transformation dans la condition des habitants a correspondu une transformation dans la forme du gouvernement. De cette lente évolution est née la cité ducale, puis royale du xve siècle.

Le régime qui existe à Châtillon à cette époque est celui qui va exister dans toute la France quand les rois auront dégagé les villes des institutions féodales sous lesquelles elles s'abritaient et s'isolaient. *C'est le régime de la France monarchique.*

PIÈCES JUSTIFICATIVES

Année 1160

*Donation faite à l'abbaye de Châtillon par un chanoine
de l'abbaye.*

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis notum sit fidelibus tam futuris quam præsentibus quod ego Petrus de Bania Cabliensis canonicus dedi ecclesiæ Castellionis totam terram quam *jure canonico* possidebam, quæ vulgo Petura dicitur, sub annuo censu quatuor solidorum, laudantibus confratribus meis canonicis.....

Arch. Côte-d'Or, Hocmelle, f° 109.

Sans date

*Chartes de communauté spéciales pour un ou plusieurs
formariages.*

Notum sit omnibus tam presentibus quam futuris quod antequam Rodulfus duceret filiam Constantii Pediscanis que femina ducisse erat, ipsa Ducissa communicavit canonicis Castellionis filias et filios ex eis nascituros. Hujus vero communicationis sunt testes.....

Hocmelle, f° 112. Original Arch. Côte-d'Or, H. 636.

Sans date

Notum sit omnibus presentibus et futuris quod ego Hugo dux Burgundie feci communionem cum canonicis Castellionis, de Widone, filio Bernardi tinctoris et uxore ejus filia Bernardi meitor, que Alvidis nominatur, et Renfrero filio Baldimi et Elisabeth uxore ejus filia Liebaldi, et de Elmere et uxore ejus Marta, filia Liebaldi de sancta Columba. Hujus rei testes sunt magister Hugo, Johannes Clericus, abe Spine filius, Boinus prepositus Castellionis.

Hocmelle, f° 113. Original Arch. Côte-d'Or, H. 636.

Sans date

Manifestum sit omnibus tam presentibus quam futuris, quod Huer, filius Johannis Marriglerii canonicorum Castellionis, Hudeart filiam Brutini Rufi que femina erat ducis, matrimonio sibi copulavit, laude ipsius ducis et Antelmi abbatis canonicorum, quorum predictus Huer homo erat. Hec autem copulatio ea conventionione facta fuit: quod filii eorum communes essent ducis et canonicorum. Et ut in posterum notior atque ratio haberetur, dux ipse Hugo sigilli sui impressione confirmari precepit. Hujus autem rei testes sunt. Warnerius de Esgeio, Henricus Chanlata, Boinus, Petrus Rufus, Himbertus filius Wirrici palm(a)tarii, Wiardus de Villeta, Ebrardus Chataus, X(i)p(ri)anus, Soinus, Fulio Lupus, Henricus de Maseio, qui tunc erat prepositus, Himbertus villicus.

Arch. Côte-d'Or, H. 637. Original parchemin.

Année 1170

Donation faite à l'abbaye de deux enfants avec toutes les terres et tous les serfs qui leur appartiennent.

Ego Gauterus Dei gratia Lingonensis episcopus, notum esse volo præsentibus et futuris quod Danneta prius uxor Anserieri Matroil, postea vero Hugonis Lugay, per manum meam dedit duos infantes quos ex secundo marito scilicet Hugone Lugay habebat, et omnem terram quæ ad prædictos infantes ex Patre eorum hereditario jure pertinebat, in villis, in hominibus, in terris, in pratis, in aquis, in nemoribus et quidquid pater eorum in vita sua tenuerat, totum dedit prædicta Domina cum prædictis infantibus Deo et ecclesiæ Beatæ Mariæ de Castellione, ubi unus canonicus esse deberet (1), et alter conversa.....

Arch. Côte-d'Or. Hocmelle, f° 101.

Année 1173

Francs-alleux.

..... In prædicto territorio habebat medietatem prædicta ecclesia, pro Milone de Aiseio sub censu quinque solidorum; alia vero media pars erat

(1) Plus tard les oncles de ce chanoine aïnaï donné, c'est-à-dire les frères de Hugon Legay réclamèrent ses biens, mais ils furent déboutés de leur demande par l'évêque de Langres, qui cependant leur reconnut un certain droit puisque ces biens furent donnés à l'abbaye comme dons de leur part (Hocmelle, f° 115).

prædicti Panerici et fratrum ejus, excepto quod homines de Fontaines in prædicto territorio allodia se habere dicebant, et canonici hoc se nescire asserebant. Hæc erat controversia et tali modo terminata est. Totum autem prædictum territorium ab utraque parte in commune positum est et prædictus Panericus et fratres ejus promiserunt quod omnes homines qui in prædicto territorio se allodia habere dicebant, dimittere et stare in pace facerent suas proprias terras dando vel aliocumque modo. Statutum est etiam ut si canonici vel homines ipsorum terram illam colere vellent, tota tertia in commune veniret, et per medium partiretur; similiter ut si prædicti milites vel homines eorum, vel alius quis, terram colere vellet, tota tertia per medium partiretur; et uterque dominus, ecclesia scilicet et prædicti milites, suum proprium ministrum haberent.

Hocmelle, fol. 126, verso.

Année 1207

Charte de communauté et condition des serfs.

Ego Hugo abbas Castellionis et ego Bauduinus Flandrensis, notum facimus quod nos communitatem facimus de Fecelinus de Brion et uxore ejus et infantibus ipsorum, et de omnibus quæ ad hereditatem eorum pertinent. De aliis etiam hominibus et feminabuis nostris, si contraxerint, similiter communitatem fecimus. Dictus vero Fecelinus debet utrique nostrum persolvere viginti solidos annuatim, et *nos ultra velle suum nihil amplius ab eo tenemur extorquere*. Ego autem Bauduinus quia sigillum non habeo, sigillo Domini Willelmi de Verge de cujus feodo sunt hæc, assensu cujus et laude facta est hac communitas, ut stabilis sit et firma, cartam presentem feci sigillari. Actum anno gratiæ M^o CC^o VII^o, mense martio.

Hocmelle, f^o 150.

Année 1218

Charte de communauté de certains hommes des environs de Châtillon (Larrey, Poissons) entre le sire de Grancey et l'abbaye de Châtillon.

De communitate vero hominum ita compositum est et statutum, quod omnes heredes hominum ecclesiæ Castellionis tunc temporis viventium, tam viduorum quam uxorum, et feminarum viduarum ac defunctorum ecclesiæ Castellionis sunt sicuti Henricus de Chauvigne et Agnes ejus uxor et alii apud Poisson, apud Lerreium, apud Cirille, isti cum hæredibus

suis homines sunt ecclesiæ Castellionis. Similiter omnes heredes hominum meorum nunc temporis viventium, tam viduorum, quam uxorum, et fæminarum viduarum ac defunctorum mei sunt, sicuti Galterus Tampeste etc., isti cum hæredibus suis homines mei sunt. De matrimoniis autem quæ fient amodo inter homines et feminas utriusque dominationis grahamus ego et abbas prædictus tenere justam et firmam de cætero communitatem, exceptis illis de Rievilla quæ non sunt in hac communitate. Omnes autem illi qui post divisionem communitatis ad partem abbatis devenient habebunt hæreditatem quæ movet ab ecclesia Castellionis et eam possidebunt. Similiter omnes illi qui ad partem meam devenient habebunt hæreditatem quæ movet a me et eam possidebunt.

Statuimus etiam tam ego quam abbas et per sacramentum firmavimus quod non imponemus vim, præcom, vel admonitionem ad resistendum matrimonio quæ gens unius dominationis ad gentem alterius dominationis voluerit celebrari

Hocmelle, f° 145.

Année 1235

Convention passée entre l'abbaye de Pothières et l'abbaye de Châtillon.

Nos Hugo abbas totusque conventus Pulteriarum, notum facimus universis præsentibus litteras inspecturis, quod cum nos homines et feminas apud Poisson haberemus, et abbas et conventus de Castellione similiter homines et feminas et redditus et res alias haberent apud Chevreium, nos commoditatem utriusque ecclesiæ attendentes, commutationes rerum nostrarum per pactiones fecimus in hunc modum. Quod dicti abbas et conventus de Castellione quitaverunt nobis quicquid juris habebant vel se habere dicebant apud Cherreium exceptis vineis suis quas ibidem habent, quas etiam sine censu et omnino liberas possidebunt præter dimidiam decimam ad quam nobis tenentur, exceptis etiam duobus mansis quos ubidem habent, unum ad opus suum in quo domum et torcular propter vineas suas, solum modo facere poterunt, alium vero ad opus hominis sui, ibi enim semper unum solum hominem habere poterunt, cum familia sua, nec aliquis nisi sit homo ipsorum in eodem poterit manere. Et si hominem eorum qui ibi erit, mori contigerit, vel alium ipsis ponere placuerit, alium pro sua poterunt ponere voluntate, sed in alia manu quam in Pulteriansi non poterunt mittere dictos mansos vel hominem. Ita quod neque nos neque aliquis nomine Ecclesiæ nostræ in dictis mansis vel super hominem eorum justitiam vel banum habebimus. Homo etiam ipsorum cum familia

sua libere utetur omnibus quibus alii homines ipsius villæ utentur, et etiam in finibus dictæ villæ acquirere poterit sicut alii salvis tertiis et costumiis quæ de jure nostro debentur, et quod tenebit commune usagium dictæ villæ. Exceptis etiam duobus pratis quæ ibi quitta et libera possidebunt. Pro his omnibus et pro sex solidis qui debebantur iisdem apud Vilers pro quadam procuracione de quadam terra, nos abbas et conventus Pulteriarum tenemur iisdem solvere in Domo sua apud Castellionem quadraginta solidos censuales in Octavis Beati Hilarii. Et si dicti denarii eis non solvantur ad dictam diem apud Castellionem nos tenebimur eisdem in quinque solidis pro emenda. Tonemur etiam ipsis annuatim solvere unum sextarium frumenti, et unum ordei et tres et dimidium avenæ in grangia nostra vel granario nostro apud Pulterias a nativitate Domini usque ad octavas Beati Hilarii; et si in tempore prænominato pro dicto blado quærendo ipsos mittere contigerit et nos requisiti vel mandatum nostrum non solverimus, eisdem in septem solidis tenebimur pro emenda. Pro quibus omnibus si tempore debito et determinato non solvantur tum pro censu et blado tum pro emenda, pignora Ecclesiæ nostræ capere poterunt ubi cumque commodius poterunt invenire. Nos vero homines nostros et feminas de Poisson dictis abbati et conventui quittavimus; ita quod de cetero apud Poisson nullum hominem et fæminam habebimus vel habere poterimus. Homines etiam illi et eorum heredes libere utentur omnibus quibus prius usi fuerunt salvis redditibus et censibus Ecclesiæ nostræ ad usus et consuetudines. Ita etiam quod homines eorum de Poisson libere poterunt recedere et ire in terram nostram et erunt nostri homines, sed sæpe dictis abbati et conventui illorum hominum hereditate remanebit similiter homines nostri de terra nostra poterunt ire apud Poisson et erunt ipsorum homines, sed hereditas illorum erit nostra. Testibus autem villucis scilicet Cerilleio, Estrocheyo, et monte leonis tenet communitas quæ inter nos esse dicebatur. Actum anno Domini M° CC° XXXV° mense maio.

Hocmelle, f° 147 v° et sqq.

Année 1260

Gui de Rochefort, évêque de Langres, donne à Pierre, fils de feu Lambert de Châtillon, des terres aux finages de Châtillon et de Marigny.

Après avoir énuméré ces terres, l'évêque ajoute :

« Et hec predicta jornaia terre dedimus et concessimus eidem Petro in perpetuum tenenda et heredibus ejus, que venerunt ad partem

hominum nostrum vel fuerunt homines nostri, ad vicesimam quintam gerbam, vel etiam quamdiu fuerint homines nostri, et soluta vicesima quinta gerba sicut superius est expressum, terra predicta eidem Petro et ipsius heredibus existentibus hominibus nostris libera et immunis ab omni alia exactione et custuma remanebit. Si vero, quod absit, contingeret quod dictus Petrus, aliquo casu contingere, vel heredes ejus seu aliquis vel aliqui ipsorum, ad aliud dominum se transferant, terra ipsa ad illos qui essent homines nostri deveniret. Hoc autem fecimus, salvis tamen laudibus et ventis.... »

Titre original en parchemin, Archives Haute-Marne, G. 384.

Année 1311

Exemple d'un différend entre le duc et l'évêque.

A tous ceux qui verront et orront ces presentes lettres, Thiebaut des Molins, prevost de Dijon, salut. Saichent tant que je heu et receu de Jehan Robelot, prevost de Chastillon une somme quarante livres de bons tornois petiz, de la somme de cinc cenx livres tornois les quieux lidiz prevost ma promi paier et rendre pour monseigneur le duc de Burgoigne pour cause d'un arrest donne en la cour de France contre le dit duc pour monseigneur l'evesque de Leingres, des quieux quarante livres dessus dix je me tien pour bien paiez et en tain quite ledit prevost et ses hoirs. A touz jourz mais en temoignage de laquelle chose je hay icelle ces presentes lettres de mon scel donné le vendredi jour de feste Saint-Remy, l'an de grace mil trois cenx et onze.

Arch. de la Côte-d'Or. B. 389.

Année 1322

Autre exemple. De sa seule autorité le duc avait frappé les Juifs de Châtillon d'une contribution de 10000 livres; l'évêque en réclamait la moitié.

Richars dou bec lieutenant dou bailli de Senz au premier sergent le Roy de la prevoste de Senz et des ressors dicelle au quel ces lettres venront salut. Les lettres dou Roy nostre sire avons receues contenez ceste forme — Carolus, dei gratia francorum et Navarre rex Baillivo senonensi vel ejus locum tenenti salutem. Dilectus et fidelis noster episcopus Lingonensis sua nobis conqueire monstravit quod cum ipse sit suique predecessores ab olim pacifisse fuerint in possessione vel quasi de quibus cumque

forefacturis escadentiis et emolumentis quocumque provenientibus ratione alte justitie et meri imperii in villa de Castellione super Sequanam percipiendi contra ducem burgondiæ medietatem ; nuper ipse dux et gentes ejus omnia bona judeorum ejusdem villæ ad valorem et extimationem decem milium librarum turonensium ex integro per se occupaverint et ea detinentes inde medietatem eadem episcopo tradere contra dicunt, sic ipsum in dicta possessione sua turbando et impediendo indebite ac de novo. Quocirca vobis committimus et mandamus quatinus si vocis evocatis ita esse noveritis dictum ducem et gentes ipsius ad tradendum et dimittendum eandem episcopo medietatem premissorum viribus compellatis amotisqueurbatione impedimento et novitate predictis eundem episcopum in sua manuteneatis possessione predicta. Si vero dux ipse in contrarium se opponat, debato in manu nostra tanquam superiorum ponito et per eam factis recessinis de recedentiis ubi faciende fuerint, partes adjornetis ad vestre diem bellivie nostri futuri proximo parlamenti super iis justitiam recepturas nostram inde certificantes curiam competentem. Ceterum si quid iuris nobis competere noveritis in præmissis id nostrorum gentibus compotorum quam citius quomodo poteritis intimetis. Datum Parisiis VIII^e die aprilis anno domini M^o CCC^o vicesimo primo. » Par la vertu desqueles lettres nous vous mandons et commettons que vous le dit monseigneur le duc ou sum procureur et les gens dou dit duc, lesquels li procureur dou dit evesque vous nommerai et requerai, adjornez par devant nostre maistre le bailli ou par devant nous a Chastoillon dessus dit au mardi apres la feste de la Nativité Saint Jehan Baptiste prochien pour voir enteriner et accomplir lesdites lettres et pour aler avant selonc la vertu et la tenour d'icelles en la maniere que raisons donra, ce que li rois nostre sires le nous mande, l'ajornement et tout ce que fait en aurez certifiez a la dito jornee. De ce faire nous vous donons pouvoir, mandons et commandons a touz nos subgiez requerons a touz autres que ils obéissent a vous en ce font. Done a Senz le jeudi devant Penthecoste l'an mil CCC et vint et deus.

Original. Arch. Haute-Marne, G. 845.

Année 1326

Procès intervenu entre l'abbaye de Châtillon et différents habitants de la ville au sujet d'un cas de mainmorte.

A tous celz qui verront et orront ces presentes lettres ; nous Guillaume li forz dostum, *Bailliz d'Auwois et de la Montaigne* pour noble baron Eude duc de bourgogne, facons savoir que com plaiz fust par devant nous en noz assises de Chastoillon, entre le procureur de religieuses per-

sonnes labbe et le couvent de leglise de notre dame de Chastoillon en nom de procureur des diz religieux pour aux et pour leur dicte eglise d'une part, et Jehannot Cornoille, le grand Jehannot, le petit som frere, Droyrn de poinz en nom et pour raisom de ysabiau sa femme, suer des diz freres et Juhannote femme fu milot lou doien, touz de Chastoillon d'autre part, surs ceu que li procureur des diz religieux, em nom que dessus disoit et proposoit en jugement par devant nous ancontre les diz freres et suers, que com li diz religieux tant par eaux com par leur devanciers fuissaint en saisine par tant de temps que il suffist a acquerir saisine de havoir en la ville de Chastoillon, par touz les lous ou il hont hommes et femmes lescheoite de leur hommes et femmes qui sont de leur main morte, en cas qu'il morent sans hoirs de leur propres corps on partiz et denis de leurs autres cohoirs, et Alnyote jadis femme huguenin Bernardin de Chastoillon fust femme de la dicte eglise de main morte, laquelle estoit alee de vie a mort sans hoirs de som propre corps et partie et denise de ses autres cohoirs et par la coustume qui telle est que *li-morz saisist le vif* soignour par la condiction de la main morte dom elle estoit ley morte, la possessions de touz les biens dom elle morut saisie fust acquise es diz religieux et transportee de li en aux et de ses diz biens fuissaint saizis et vestuz de droit, et il en leur possessiom de fait se boutessaint; et li dessus dit Jehannot, Juhannote femme Milot le doien et Droyrn de poinz en nom que dessus les troublessaint et ampeschessaint en leur dicte possession. Pour ceu nous requeroit li diz procureres en nom que dessus qui se li dessus dit Jehannot et leur suignant ou cohoirs em nom que dessus li cognoissent les choses dessus dictes estre veraies que nous les condempnassins et condempnez, contreignessins par notre sentence diffinitive doudit trouble et ampeschement cesser, a fim que de leur dicte possession, li dit religieux peussient paisiblement johir et qui li nyeroit, li diz procureres en nom que dessus antreprenoit a prover de som fait ceu qui li en suffiroit a havoir sentention en protestant que ceu que il en proveroit en tout ou en partie li vaussist et fust sauf. A quoy fuit respondu de par les diz Jehannoz, Droyrn et Juhannote ou nom que dessus que la dicte Alniote estoit leur suers germene et femme monsoignour lavesque et par la coustume il estoient hoirs de la dicte Alniote li plus prochain sanz testament qui sappareussaint et a aux devoit appartenir la possessions de touz les biens dont la dicte Alniote estoit morte saisie non obstant chose que doit li diz procureres en nom que dessus, par la coustume qui telle est que li morz saisist le vif. Et comme il fuissaint saisi de droit et il se fuissaint boutez en leur possession de fait, et li diz procureur en nom que dessus les troublast et ampeschast. Pour ceu requeroient li dit Jehannoz et suy

suignant au dit procureur en nom que dessus que cessast des diz troubles et ampeschement en suppliant a nous li dit Jehannot et lour suignant que se li procureur dessus dit en nom que dessus lour cognossoit les choses dessus, dictes estre veraies, que nous le procureur dessus dit condampnassains et condampney, controignessains par notre sentence diffinitive ou nom que dessus a cesser dou dit trouble et ampeschement afin que il de la possession des diz biens peussaint johir paisiblement. Et qui lour nieroit il offroient a prover de lour fait ceu qui lour en suffiroit em protestant que ceu que il em proveroient tout ou partie leur vaussist et fust sauf. Les quelz faiz ansuite proposez chascune des parties nia l'autre lou fait de sa partie adverse em tant coin il estoit recevables et contraires au suen. Et sur ceu plusours tesmoins traiz et amenez de chascune des dictes parties a prover sentencion dessus dicte. Recehuz premierement les sairemenz des principaulx, et apres de lour tesmoins en presence de partie ; les diz tesmoins diligemment examinez, lour depositions mises par écrit et copie baillié a chascune des dites parties pour dire ancontre, vehues et odes les raisons et les replications et tout ceu que les dictes parties ont volu dire, baillier et proposer en la dicte cause, conclus sur ceu et remercie des dictes parties en ycelle. Et journees plusours assignees de nous es dictes parties a plusours de nos assises de Chastoillon de lour assentement et surs esperance de pais a ohir droit en la dicte cause. A la presunte journee assignee de nous es dictes parties de lour assentement a Chastoillon a noz assises du jeudi apres loctave de la nativite Saint Jehan baptiste, a ohir tranchiement droit de nous en la dicte cause. Nous vehuz les actes, les exploiz et tout le demene de la dicte cause, considere tout ceu qui nous yponoit et devoit movoir tant de fait quant de droit, hau surs ceu consoil de prodommes et de saiges, les dictes parties estanz en jugement par devant nous en nos dictes assises qui commanceront lou juedi dessus dit, requeranz instamment droit *Deu haienz seulement devant les eolz* (1). Ou nom dou père et dou fil et dou saint esperit, amen. Disons et pronunçons et a droit que li procurerres des diz religious, ha bien et suffisamment prove ou nom que dessus sentencion quant a la saisine de havoit la succession des hommes et des femmes de la dicte eglise pour cause de mainmorte moranz a Chastoillon sans hoirs de lour propres corps ou partiz et deniz de lour autres cohoirs pour tel partie comme il sont lour hommes ou lour femmes,

(1) On trouve une expression analogue dans une charte de 1318 : le bailli juge de *consoil de prodommes et saiges deu nient tant seulement devant les eulz dou cuer*. — On trouve encore une autre expression analogue dans un jugement rendu par l'officiel de Langres en 1346 : *Deum solum habens pro oculis...* Arch. Côte-d'Or, H. 625.

c'est a savoir de la dicte eglise. Item que la dicte alniote estoit femme de la dicte eglise pour la moitié pour cause de milot cornoille jadis som père, dou quel la dicte eglise estoit en possession au temps qu'il ala de vie a mort. Item que la dicte alniote est morte sanz hoirs de som propre corps, partie et denise de ses autres cohoirs. Et quant a celle moitié le dit Jehannot, Jehannot et Droyms ou non que dessus nont provéy chose quil lour puisse ne doige valoir. Pour quoy nous les condempnons par notre sentence diffinitive a cesser dou trouble et lampeschement que il mettoient es diz religieux quant a la saisine de la moitié des biens de la succession de la dicte alniote, sanne a aux la question de la propriety. Item pronunceons et disons et a droit que li desours dit Jehannot, Jehannot et Droyms ou nom que dessus hont bien et suffisamment provey la dicte alniote havoir estey lour suer germainne, et que elle estoit femme monsoignour lavesque de loingres pour la moitief pour cause de Colote sa mere de la quele li diz avesques estoit en possession au jour que elle ala de vie a mort et que par la coustume gardée a Chastoillon il sont hoir li plus prunchain qui se puissaint apparoir quant a la saisine de lautre moitié des biens demorez de la dicte alniote et que li dit religieux quant a celle saisine de lautre moitié des diz biens nont prove chose qui lour puisse ne doige valoir. Pour quoy nous ycelx religieux en la personne de lour dit procureur et le dit procureur en nom quo dessus condempnons par notre sentence déffinitive a cesser dou trouble et de lampeschement que il lour mettoient quant a la saisine de la moitié des diz biens ; sanne la question de la propriety. Donne sou lou seaul dou bailliage de la montaigne lou jeudi dessus dit, lam de grace mil troiz cenz vint et sex.

Arch. de la Côte-d'Or, H. 637. Original en parchemin, bien conservé, très lisible aucun sceau ni trace de sceau.

On lit au dos : Santance au fait de certaines genz de main morte de Chastoillon.

Année 1341

Différend entre le duc et l'évêque au sujet de la juridiction criminelle.

Philippe par la grace de Dieu roys de France, au bailli de Senz ou a son lieutenant salut. Monstre nous a encompleignant notre ame et feal conseiller levesque de Langres per de France que ja soit ce que il et ses predecesseurs evesques de Langres soit et aient este par tant de temps quil nest memoire du contraire ou quil suffist a bonne saisine avoir acquise en saisine et en possession davoir et de faire par leurs bailliz, mai-

res ou autres leurs sergens et officiers de la ville de Chasteillon sur Seine l'exequcion de touz maulfauteurs pris pour cas de crime en la ville Dampilley et ou finaige et convencuz de leurs meffais avec les genz de notre ame et feal frere le duc de Bourgoigne communement et des diz malfaiteurs ainsi pris et convencuz a Ampilley justicier et exequter audit Chasteillon a la justice commune des diz duc et evesque, neantmoins les genz du dit duc de novel ont pris un homme pour cause dun murtre quil avoit fait en la ville Dampilley et l'ont mene hors dicelle ville jusques a la ville Daisey et la l'ont fait exequter et pendre en la justice singuliere du dit duc combien quil le deussient avoir amene a Chasteillon pour yqui exequter a la Justice commune des diz duc et evesque laquelle chose est ou grand grief et prejudice du dit evesque et de sa juridiction temporele la quele il tient de nous sicomme il dit et en li troublant et empeschant en sa dicto possession et saisine a tort indeuement et de nouvel sicomme il afferme ensuppliant que sur ce li vuillions pourveoir de remeide convenable. Pour quoy nous vous mandons et pour ce que le dit evesque est per de France commettons que se appelez ceus qui feront a appell il vous appert des choses dessus dictes vous contraignez les genz du dit duc ceus qui a contraindre feront a resaisir le dic lieu ou li diz maulfauteurs fuit pris de son corps ou par figure et apres ce a amener le dic corps ou figure a la dicte ville de Chasteillon, a la dicte justice commune et le dit evesque faites jour de sa dicto saisine sicomme de raison sera. Et se les dictes genz ou le dit duc pour euls se veulent opposer au contraire le debat mis en notre main comme souveraine, assignez jour aus parties aus jours de votre bailliage en parlement proichain advenir pour aler avant en la dicte opposition et pour respondre au dit evesque sur les choses dessus dictes et pour aler avant en la maniere que raison sera. Encertiffiant suffisant le dit adjournement et ce que fait en aurez. Donné à Paris le XX^e jour de mars lan de grace mil CCC quarante et un.

Original papier, Arch. de la Haute-Marne, G. 345.

Année 1369

• *Points de l'enquête demandée par le duc au prévôt de Villeneuve-le-Roi, sur les droits réels de l'évêque à Châtillon.* •

Ce sont les faiz et articles sur les quelz le procureur de monseigneur le duc de Bourgoigne encacant a informer vaillent homme et saige Guiot le sairiolat prevost de la Villeneuve-le-Roy, commis en ceste partie dou roy messire contre reverant pere en Dieu monseigneur l'evesque de Lingres,

maistre Symon arbeleste son vicaire et perrivot aubory qui se dit promotour de la cour esperituelle d'icellui seigneur ; les quelz faiz et articles sont en brioif contenus et exprimez en ong rescript des lettres dou roy messire impetrant sur ce et ou nom et au priffit doudit monseigneur le duc, adressez par le dit procureur au dit prevost.

Premierement que lidiz reverant pour lui ou pour ses gens a cause de sa juridiction esperituelle ne puet ne ne doit faire aucune prise en la ville de Chastillon de quelconques personnes, mesmement des hommes lieges et estant en l'asvoir doudit monseigneur le duc et estant mariez et sans habits et tonsure de clerc.

Item que ou mois de novembre de cest present an courant mil III^e LXIX, perrivot auberiz son disent et pourtans promotour de la cour esperituelle doudit reverant, vint en la ville de Chastillon ensemble plusieurs autres estant en sa compaignie et tant fit que pour paroles blandices ou autrement, il fist yssir Hugues dit le petit biardot de Flavigny d'une maison en laquelle il estoit a Chastillon et encontenent lidiz promotour et autres qui avec lui estoient ycelluy Hugues par force et par violence emmenent prisonnier en une maison laquelle len dit le dit reverant avoir ou chastel de Chastillon.

Item que au temps et heure d'ycelle prise et devant, lidiz Hugues estoit homme lieges doudit monseigneur le duc pour tel se pourtoit et tenoit et li tenoit len notoirement en la ville de Chastillon.

Item que ou temps et heure de la dite prise lidiz Hugues se dist et tint pour homme liege doudit monseigneur le duc et pour tel se advoa et notiffia expressement audit promotour et a ses complices. Et que plus est, que puis la dicte prise, hun pou apres, il dist expressement qu'il n'estoit point clers ne n'avoit aucune tonsure de clerc, et monstra sa teste a plusieurs en laquelle il n'avoit point de tonsure de clerc.

Item que lidiz hugues a este et encore est et doit demourer homme lieges de monseigneur le duc pour..... de temps ancien notoirement a Chastillon et par point de chartre faite entre monseigneur le duc de Bourgogne et messires les evesques de Lingres qui par le temps estoient, sur la compaignie qu'ils ont en la ville de Chastillon, liquelx... et point de chartre sont que tuit celz qui sont nez de Flavigy venant a Chastillon demourer sont hommes lieges a Chastillon doudit monseigneur le duc.

Item que lidiz Hugues ou temps de la dicte prise estoit et demouroit en la ville de Chastillon et si fut nez de Flavigy.

Item que ou temps d'icelle prise lidiz Hugues estoit homme mariez sans tonsure et sanz habit de clerc et estoit vestuz de rohes deshonestez comme d'un gippon court que point ne regarde habit de clerc mais purement habit de lais.

Item que ou temps d'ycelle prise lidiz Hugues estoit prisonnier doudit monseigneur le duc en la dicte ville de Chastillon et yqui pris et arrestez pour ses genz pour certaine et juste cause.

Item que ung pou de temps apres ces choses acordez fut entre maistre symon arbeleleste qui se disoit vicaire dou dit reverant d'une part, et le bailli et capitaine doudit monseigneur le duc d'autre part, que le diz vicaire parleroit audit prisonnier et se ycilz prisonnier se disoit estre clerc, lidiz bailliz et capitaine ycelluy comme clerc le laisseroit aller et laisseroit mener audit vicaire la ou illi plairoit.

Item que ja soit ce que ces choses feussent eussi accordees toutes voies lidiz vicaires ne les tint pas, mais malecieusement incontinent se departi de la ville de Chastillon et le ces en toutes les eglises de Chastillon mist ou convertit a mettre et les diz bailliz et capitaines ung pou apres ce manda lidiz reverent denuncier pour excomenies de canon et lescomeniement il manda et fist mettre et cloer es portes des eglises de la dicte ville de Chastillon.

Item que pendent ledit ces il a mort audit Chastillon IIII^{xx} personnes mises hors de terre benoite.

Item que apres ces choses lidiz vicaires et les autres gens doudit reverant prirent le dit prisonnier et len menerent en ses prisons la ou il leur plust.

Item que jasoit ce que apres ces choses lidiz baillis et capitaine requerrrent ledit reverant et son dit vicaire que ledit ces et sentences descomeniement revoquessrent et adnullessrent toutes voye rens nen vous-sit faire mais ont tenu ledit ces et ont fait provulguer la dicte sentence comme eulx de jour en jour.

Item que les choses dessus dictes sont noitiores et en est voix et commune renommée ; et hay este en la ville de Chastillon ; et les ont cognues competamment estre verays lidiz reverans, ses diz vicaire et ses diz promoteur.

Des choses dessus dictes ne se restroint lidiz procureur a informer fors au seulement quil en souffira.

Arch. Côte-d'Or. B. 11474.

Année 1394

Contribution du duc aux fortifications de Châtillon.

Saichent tint que nous Guillaume Baudot et Jehan de Cerilley, bourgeois de Chastillon, receveurs pour et en nom des habitans de la ville de Chas-

tillon, confessons avoir eue et recehu de Pierre de la Jaisse grenetier du grenier dudit Chastillon sur ce qu'il puet devoir a cause de ung poin sa-lignon qui ce vend oudit grenier; lequel denier monseigneur de Bourgo-gne a donne aux dix habitans pour amortir es reparations de la dicte ville la somme de VI vingt et dix frans, de laquelle somme nous nous tenons pour contenz et paieiz, et en quictons le dit pierre ou non que dessus et tous *maîtres* a cui il appartient. Et ycelle somme de six vins dix frans promec-tons de convertir en la forteresse et fortification dudit Chastillon et non ailleurs. En tesmoing de ce nous avons mis en ces presentes lettres nos soins manuels et scaulz, et donne le V^e jour de juillet mil III cent LXXX et quatorze.

Arch. Côte-d'Or, B. 11605, liasse 7, cote 12.

Année 1400 (?)

Différend entre le duc et l'abbé. L'abbé avait refusé d'obéir à un ordre du capitaine du château.

Premierement que de par le dit procureur de monseigneur le duc ha este proposey par devant vous, a l'encontre dou dit monseigneur l'abbey en effect ou en substance, par la maniere qui s'ensuit. C'est assavoir que comme il fut criei generalmente en la ville de Chastillon, de par noz si-gneurs monseigneur le duc et monseigneur de lengres, par especial fait a savoir par monseigneur le capitain de la ville de Chastillon, en la dicte abbaye et eglise, que pour le doute de ces routes de gens d'armes dont lon esperoit fermement a l'environ dou dit lieu, chascun se retrahast en la forteresse de la dicte ville touz bien meubles, vevres et autres quelcon-ques; par especial vous messire li bailliz en vostre personne, le havoies exposey au dit monseigneur l'abbey en sa personne, que aucuns biens, vevres, ne autres ne laissast en sa dicte eglise, lequel cri ordenance ou commandement; lidiz messire l'abbes ou contempt d'iceulx, et en conten-tant taisiblement la venue des enemis, ne retrahist pas ses diz biens, mas y en laissa tellement et tant que la route dou petit meschin avecques li grant quantitey le genz d'armes se trahirent et loigerent en la dicte eglise. Et bien il trouvarent VII amy de froment, et plux de sept bacons aultres vivres et meubles plusours; dont les dix enemis sont ehu sustentey. Et pour la dicte occasion demorarent au dit lieu deux jours ou environ dont li pais d'environ ha estey tres grandement dommaigiez. Si saccoit sa con-clusion encontre le dit messire l'abbe, que il fut condampnez a rendre, restituer les diz domaiges et avec ce fust condempnez a monseigneur le

duc en amande pour la cause dessus dicte, en la somme de deux mile le florin, ou que li temporelz de la dicte eglise demorast en la main de monseigneur le duc, durant la vie du dit abbey.

Item que la dicte demande ou propoz fait par le dit procureur fust proposey de par le dit monseigneur l'abbey par exception declamatoire ; que considerey le propoz, demande et conclusion dudit procureur, il n'estoit tenuz de donner response par devant vous, ne en ce ne pooit ne devoit accepter vostre juridiction, comme ce fust action ou accusation personnelle. Et il est certain que toute action ou accusation personnelle, li prelaz de saite eglise ne sont tenuz de repondre devant juge seculier. Et combien que il le voussiss(is), si ne pourroient il accepter leur juridiction, et ne vaulroit la sentence par eulx dennee. Pour quoi comme volui le dit propoz du dit procureur. Il soit purs personelz tuichant la personne d'iceli monseigneur l'abbey et non realitey appert il que au dit cas, n'est tenuz ne ne pourroit de raison accepter vostre juridiction. Comme sa personne soit subiette en tout au saint pere et a monseigneur de Lengres.

Item ehu regard par especial ad ce, que consideree la demande dudit procureur, il suppose le dit monseigneur l'abbey estre taiseblement ascendent de la venue et mauvaiz faiz des dictes routes. Et par ce conclust en contre ly en telle et cy grosse somme de deux mile florins, comme dit est ; laquelle demande et conclusion tuiche singulièrement le delict et faite de sa dicte personne, et non aultre. Pour quoi il appert clèrement que la dicte pugnition ne charroit pas en vostre dicte juridiction.

Item et supposey que li diz procureur deist en repliquans ad ce que dit que il faceoit sa conclusion seulement contre le temporel de la dicte eglise, et ad fin pecuniaire et non fin que li diz messire l'abbes fust pugniz corporelement, ce ne seroit ce ad recevoir ne de valeur. Et vehu que les premisses de la demande du dit procureur sont toutes personnelles, si ne pourroit estre recevable ne valable sa conclusion icelle faite par vertuz de moiens personelz.

Item quar vehue sa dicte conclusion qui est ad fin de comdampnation de la dicte somme d'argent dessus dicte, icelle est toute personnelle. Et combien que il querist que l'exsequion de la dicte somme fust faite sur le temporel si ne mueroit ce point la forme ne substance de sa dicte petition, que elle ne fust tenuz et reputez pour personnelle.

Item que il nest point de doubte, de raison escripte que icelle demande est et doit estre tenue pour personnelle, et par consequent le dit monseigneur l'abbey, comme personne d'église, non estre tenu pour ce a repondre par devant vous, quar il est certain que li temporelz de la dicte eglise na commis aucun delict que l'on ne dit pas que pour cause d'iceli tempo-

rel ou realitey aucun malx no dommaiges se soit ensuigvi. Pour quoy il est clerement comme dit est.

Item senz for departir dou dit jugement et par la protestation avant dicte. Supposez que li diz procureur, dou dit monseigneur le duc, en voulut faire instance par devant vous et que li diz abbes fust tenuz de respondre en vostre juridiction pour le fait dou fait dessusdit ; si ne seroit a recevoir lidiz procureur a faire la dicte demande et conclusion en contre le dit abbé, quar abien que li diz abbes se teigne pour veray menistre et chapellain de monseigneur le duc de Bourgogne, le temporel de la dicte eglise en la plus grant partie d'iceli, et pare especial le siege d'icelle eglise estre de la garde, et souverainetey doudit monseigneur le duc et pour amour de dieu aucuns de nos seigneurs des devanciers dux de Bourgogne, haient voulu et consenti havoir la garde d'icelle en laquelle subiection, garde et souverainnetey soit et vuille demorer lidiz messire l'abbes de tout son cuer et volunty, et tousiours y hont demorey my seigneur et ses devanciers senz aucune inqeration.

Arch. Côte-d'Or, H. 625.

• Année 1405

Enquête sur les droits de l'évêque de Langres à Châtillon ordonnée par le duc de Bourgogne.

Tres chiers et bien amez, nous avons seu par notre ame et feal conseiller maistre Guibert de Loyesime pourteur de cestes commant il a senti tant de notre tres cher et ame cousin le cardinal de Bar, comme de ses plus pri-ves conseillers et officiers que bien volontiers icellui notre cousin nous cederait et transporterait tout ce qu'il a, a puet avoir, en notre ville de Chasteillon pourveu que d'autant nous le recompensserons ailleurs convenablement, et pour ce que ce transport ou eschange nous seroit tres prouffitabel et bien seant que nous savons certainement que les bonnes gens et habitans dudit lieu de Chasteillon, pour la bonne affection qu'il ont de nous en sont tres désirant, vous mandons que le plus diligemment et par toutes les meilleurs voyes et manieres que vous pourrez, vous enqueriez et sachiez ou faictes enquerir et savoir au plus veritablement et a plain que faire se pourra des droits, seignories, juridictions et revenues que notre dit cousin a en icelle notre ville de Chasteillon et ce fait advisez quel part nous le pourrons d'autant recompenser en lieu moins dommaigeable pour nous et plus acceptable pour lui en nous rescerpant un aplain et par bonne declaration ce que fait treuvé et advisez y aurez afin de proceder au surplus par vio bon advis ainsi quil appart.

Tres chier et bien amez, mesire vous ait en sa garde. Escript a Paris le VIII^e jour de fevrier. Vignier.

Et la prescription estoit escript a noz amez et feaux les gens de nos comptes a Dijon.

La maison de l'evesque ou chastel.

Premier a le dit monseigneur de Lengres ou chastel dudit Chasteillon son hostel de coste les murs dudit chastel d'une part et l'ostel des chenoines d'autre, ainsui comme il se comporte de long et de large lequel se presera c'est assavoir de toute la valeur de la revenue que le dit evesque a audit Chasteillon selon la coustume de toute la somme 2 sols tournois pour livre.

La moitié de la justice audit Chasteillon par indivis portant a monseigneur de Bourgogne est et appartient a mon dit seigneur de Lengres, excepte de la rue de Chamont en laquelle mon dit seigneur de Lengres n'a que la metié par indivis de la haulte justice de l'exécution seulement et neant de la traherie et monseigneur de Bourgogne a le demeurant du tout laquelle se presera de la somme toute de ce que le dit evesque y puet avoir selon la dicte coutume 2 sols pour livre en la fin de cest registre.

La mayerie

Item a mondit seigneur de Lengres en la dicte ville de Chasteillon, finage et appartenance un maieur pour et en son nom, pour garder et gouverner la basse juridiction dudit monseigneur de Lengres, laquelle l'on admodie et a lon adcoustume de admodier chacun an, ou de trois ans en trois ans a un souffisant et ydoine homme le pris chacun an de XXVIII livres tournois ou environ monnoye courant peu plus peu moins, et autant de livres de cire comme de livre d'argent. Au quel maieur a cause de la dicte mayerie appartiennent plusieurs droits; c'est assavoir les admendes de la dicte justice de 60 sols et en avel et plusieurs autres choses qui seront en nos déclarations et qui ne seront plus tausez que a ceste somme, pour ce quell y sont comprises comme cy apres sera dit. Et pour ce a este taxé la dicte mayrie XXVIII livres monnoye courant. Et XXVIII livres cire a II sols VI deniers fors valant 70 sols fors, ramenez a XX sols tournois le franc valant IIII livres VII sols tournois.

La taille lige et commune de levesque.

Item a mon dit seigneur de Lengres audit Chasteillon tant sur ses hommes liges comme sur les communs sa taille chacun an a quaresme prenant qui monte VII^{xxv} livres tournois. Et an ce les diz hommes liges dudit seigneur et communs sunt compris en icelle taille ses hommes des villes de Mousson pour XV livres, ses hommes de Massingey pour VI livres X

sols tournois et ses hommes de Courcelles prevoires pour VI livres III sols a la descharge de ses diz hommes de Chasteillon. Ainsui monte la dicte taille par advis et taxation a VII^mXV livres tournois monnoye courant pour ce VII^mXV livres.

Et oultre et an ce la dicte somme de VII^mXV livres ont acoustume de avoir, percevoir et recevoir chacun an en et sur icelle taille le receveur general de l'eveschie de Lengres IIII liv. tournois ; et le lieutenant du bailli de Lengres XV sols. Et se doivent lesdiz taillables imposer, getier, cueillir, lever et recevoir la dicte taille a leurs despens et missions. Et par ainsui sont franchises et quittees audit evesque lesdiz VII^mXV livres tournois et ne se prise point la dicte charge.

La vente.

Item a mondit seigneur de Lengres audit Chasteillon la metie de la vente de toutes denrees que lon vent audit lieu, finaige et appartenance, a jours de marchies et autrement, portant aux religieux de Clugny et doit lon de vint solz quatre deniers de vente ; et sur le tout dicelle vente prant monseigneur de Bourgogne le vintiesme denier, c'est assavoir de vint deniers un. Et pavoit valoir ou temps ancien la part de mon dit seigneur de lengres d'icelle vente, comme il puet apparor par un livre que l'on appelle le terrier chacun an VIII^m livres tournois que lon ne admodie presentement que XXX livres monnoye courante.

Et XXX livres cire ou environ pou plus pou moins. Et tant est advisee et pour ce XXX livres cire au pris de II sols VI den. de fort monnoie valant LXXV sols fors, ramenez a XX sols tournois le frant ; pour ce IIII livres XIII sols IX deniers tournois.

Les estrangiers qui viennent demeurer a Chasteillon doivent chacun an lejour de la feste Saint-Martind'iver aux ventiers pour estalaige ung denier et par ce sunt quittees de la dicte vente pourtout l'an. Et puet valoir chacun an par commune annee aucune fois plus, aucune fois moins VI^m petis tournois dont les IIII valent V deniers tournois ; ou le dit evesque a la metie et mon dit seigneur de Bourgogne l'autre moitie. Pour ce a la part dudit evesque par an LX petis tournois qui valent a monnoye aient a present cours VI sols III den. tourn. Et ne sont point avaluees les admendes que len fait a cause d'icelle vente non paier, qui sont de LXV sols pour ce qu'il est compris en la valeur de la ferme de la mayerie dont cy devant est faite mention, pour ce VI sols III deniers tournois.

Les bans.

Item a le dit monseigneur de lengres audit Chasteillon neuf sepmaignes de bans de vendue vin et monseigneur de Bourgogne ung moys. Et souloient valoir les bans appartenans a mondit seigneur de lengres ou temps

ancien environ C livres que de present lon ne admodie que environ XXX livres, et sont les fourfais et amendes desdiz bans tant de mon dit seigneur de lengres comme de monseigneur de Bourgogne communs ausdiz seigneurs, et sont les dictes amendes appartenans a mon dit seigneur de lengres de la ferme du maieur dudit Chasteillon pour ledit seigneur. Pour ce sens les amendes qui sont comprises en la ferme de la mayerie, comme dessus est dit, qui en ce ne se preseront point. Et pour ce XXX livres.

La talemeterie.

Item un chacun facent pain a vendre audit Chasteillon, doit a monseigneur de lengres et a monseigneur de Bourgogne chacun an, en la feste Saint Remy XVIII den. tourn. monnoye courrans, par indivis, en nom de estalaige. Et pavoit valoir ou temps ancien la part de monseigneur de lengres comme appert par le terrier, XV sols croissans et descroissans; et de present ne puet valoir que VII sols. Et ce droit est de la ferme du maieur au dit Chasteillon, ensemble les amendes, et pour ce ne se prise point.

La gastellerie.

Item la gastellerie de Chasteillon est commune entre monseigneur de lengres et monseigneur de Bourgogne, et ny puet len ou doit faire gestiaux sens la licence desdiz seigneurs, et souloit estre admodiee la part de mon dit seigneur de lengres anciennement X sols tournois qui puet valoir de present V sols tournois. Et ce droit est de la ferme dudit maieur, ensemble les amendes qui en viennent. Et pour ce ne se prise point.

La vaicherie.

Item, la *pargie* (1) de Chasteillon et le pasturaige est communs aux diz deux seigneurs monseigneur de lengres et monseigneur de Bourgogne. Pour lequel pasturaige ou *champoaigne*, les diz seigneurs ont par moitie, pour une chacune beste menue a laigne pourtant, une maille en un an; maz il n'en lievent ne recoivent en l'autre an suignant aucune chose. Et pavoit valoir la part de mondit seigneur de lengres ou temps ancien comme il appert par le terrier en et pour II ans XX sols croissans et descroissans. Et de present puet valoir V sols. Et est ce droit de la ferme du maieur. Et ne puet l'en audit Chasteillon constituer ne ordonner pastie ne garde des dictes bestes se nest par la licence desdiz seigneurs ou de leurs gens, excepte que il lait et appartient a un chacun, sens licence desdits seigneurs mettre garde en ses propres bestes a laigne telle comme il lui plait et es estranges il est deffendu.

La messerie.

(1) Amende payée pour le dommage fait par les bestiaux dans les prés ou dans les blés.

Item la messerie dudit Chasteillon et du finaige est commune a nos dis-seigneurs et se doit mettre et constituer le messier par les gens et officiers des diz seigneurs communement. Et pavoit valoir la part de mon dit seigneur de lengres du droit de la dicte messerie anciennement, selon le terrier, XX sols croissans et decroissans; et de present puet valoir X sols. Et est ce drois de la ferme dudit maieur monseigneur de lengres, ensemble les amendes.

Les places.

Item les places de environ le pais du bourg sunt communes a nos dit seigneurs monseigneur de lengres et monseigneur de Bourgogne, par indivis, pour vendre pouroz, sel et autres marchandises. Et puet valoir de present la part de mondit seigneur de lengres croissans et descroissans environ XI sols VI deniers. Et est ce droit de la ferme de la mayerie ensemble les amendes comme dessus est dit.

Les portes.

Item les portages de Chasteillon sunt communs entre les dessus diz seigneurs monseigneur de lengres et monseigneur de Bourgogne par indivis. Et souloit valoir la part de monseigneur de lengres anciennement comme il appert par le terrier, environ XXXVI livres croissans et descroissans; et de present ne vault que environ XXVII livres, pou plus, pou moins. Et sont les amendes des dictes portes communes a nos disseigneurs. Et lieve et recoit le maieur dudit Chasteillon la moitié des dictes amendes a cause de la ferme de sa dicte mayrie: c'est assavoir la portion de mondit seigneur de lengres. Et pour ce taux XXVII livres, et ne taux lon point les amendes qui en viennent, pour ce quelles sunt de la ferme de la mayrie. Pour ce XXVII livres tourn.

Les comandises.

Item les comandises des hommes estrangers demeurant a Chasteillon sunt communes a nosdiz seigneurs. Et souloit valoir chacun an la part de monseigneur de lengres anciennement comme il puet apparoir par le terrier, XLV sols croissans et descroissans. Et de present ne vault que environ XX sols. Et ce recoivent icelles commandises, cest assavoir le droit de mondit seigneur, par le maieur du dit Chasteillon a cause de la ferme de la dicte mayerie. Et pour ce nest point taux.

Les tierces.

Item les tierces des blefs des terres tierceables du finaige dudit Chasteillon sunt et appartiennent a mon dit seigneur de lengres seul et singulier. Et puent valoir chacun an croissans et descroissans environ deux muys et demy par tiers soigle, orge et aveno. Et sont les amendes des tierces non paiees de LX sols qui sunt communes a nos diz seigneurs et se

recoivent par les prevost et maieur a cause de leurs offices. Pour ce environ deux muys et demy par tiers comme dit est dessus. Et pour taxe pour ce X sextiers soie du pris de XV sols fors le sextier, valant VII livres fors, X sextiers orge a XII sols fors le sextier valant VI livres fors, X sextiers avene a X sols fors le sextier valant C sols fors. Pour tout XVIII livres X sols fors ramenez a XX sols tournois pour le frant valant XXIII livres II sols VI deniers tournois.

Les prez.

Item les prez de mondit seigneur de lengres assiz audit Chasteillon entre l'abbaye d'illec et la fontaigne de la doiz, contenans environ trante fauchies de prey, desquels la despoille et herbe d'iceulx puet valoir chacun an croissant et descroissant XXV livres tourn. pour ce taxe XXV livres tournois.

Les censives.

Item a mondit seigneur de lengres en la dicte ville et finaige dudit Chasteillon plusieurs censés qui ly sont dehues a plusieurs et diverses fois et a divers termes en menue partie chacun an sur plusieurs heritaiges de la dicte ville et finaige dudit Chasteillon, tant sur maisons, cultis, prez, champs, vignes comme autres tant en argent, geline comme en autres choses pour loux ventes et amende de V sols pour non paie au jour quelles sont dehues. Et puent valoir de present icelles censés tout mis et avalue a argent et par communes annees pour plus pou moins environ XVI livres VI sols tournois (4).

Desquelles censives nont point este vehues les parties menues ; mais cest ung moult noble heritaige ; et, *a poue audit Chasteillon ne ou finaige de maisons ne heritaige qui ne soient chargies des dictes censés*, et par consequent doivent loux, ventes et amendes comme dessus est dit et qui est chose toute notoire en la dicte ville de Chasteillon, c'est assavoir de la livre XL deniers. Et par la coustume gardee en cest cas les dictes censés se preseront au double, tant pour les censives comme pour les loux et ventes, et puet valoir par lenqueste qui en a este faite de present pour le double comme dessus est dit XXXII livres XII sols dont il fault rabatre ce que lo maieur y puet prandre : c'est assavoir de LX sols en aval pour les loux tant seulement. Et aura len advis de la chose se prise de rabatre en ceste

(1) Item que touteffois quil advient que aulcuns heritaiges chargez des censés sont vendus et mis en aultres mains ou que lon met aulcunes aultres charges sur telz heritaiges de rente d'argent ou d'aultres, lesdits seigneurs y a ung droict qui s'appelle lodz et ventes qui est tel que ledit seigneur y prent de vingt solz IIII sols IIII deniers. Et de plus plus. (*note copiée, en 1549, par Brossin, du terrier de 1371*).

somme ce que le dit maire y prant la portion dessus dicte aucune fois plus, aucune fois moins, a cause de sa dicte ferme. Et neantmoins len prise les dictes censives, considere les choses dessus dictes : XXXII livres XII sols monnoye courant.

Item. A droit le dit monseigneur de lengres de avoir et percevoir sur ses hommes de Chasteillon, de Marrigney, de Prulley, de Mousson, de Massingey, les lis de plume pour ses hostels de Chasteillon et de la Chassaingne.

La dicte servitude se presera selon ce qu'elle puet valoir par an, quar c'est une chose volontaire et de pou de profit, pour ce que il n'avient pas souvent et ne se fait se l'evesque n'y est. Et pour ce ne se prise pas pour le present.

Somme toute des revenus audit evesque de lengres a Chastillon cy devant declare : III^eLIX livres XV sols IX deniers.

Item pour la presie pour tout : III^eIII^eXV livres XV sols III deniers tournois.

De la fort maison qu'il a ou chastel de Chasteillon, au pris de II sols pour livre de la revenue cy dessus selon la coustume; pour ce : XXXV livres XIX sols VII deniers. Et pour la justice audit pris de II sols tournois pour livre : XXXIX livres XI sols VI deniers oboles tournois.

Somme toute pour le dit Chasteillon III^eXXXV livres VI sols X deniers oboles tournois.

Le terrier se termine par une déclaration des commissaires chargés de l'enquête. Ils déclarent que la manière la plus profitable pour le duc de dédommager l'évêque de la cession de ses droits à Châtillon, ce serait de lui céder la terre de Jaucourt. Il ne fut d'ailleurs donné aucune suite au projet.

Ont signé la déclaration d'enquête : Jean de Foissy, bailli de la Montagne; d'Aigueville, receveur du bailliage.

Arch. Côte-d'Or, G. 3, terrier n° 409.

Année 1423

Pétition des habitants de Châtillon en 1423.

Supplient humblement vos humbles creatures vos sujets et habitans du bourg de votre bonne ville de Chastillon-sur-Seine, comme la dicte ville soit chargé et affecte de vous paier chacun an au terme de la feste de Toussains III^e livres et aussi a monseigneur de lengres le jour de quaresme prenant VII^e XV livres tournois; desquelles cherges paier se dient exempts et quictes les nobles vivans noblement, les clers et aussi une maniere de gens qui se commans manans et demourans en votre dicte ville, et aussi les habitants de la rue de Chamont dudit

Chastillon, moienant et parmi la somme de XX livres, dont ils contribuent ou paiement desdites III^e livres a vous deues comme dit est. Et il soit que ou temps passié tant pour le fait des guerres comme autrement, plusieurs personnes estranges soient venues demeurer et eulz marier en votre dicte ville dont les aucuns se dient nobles, les aucuns clerks et les autres commans ; et, par ce, sont aforcies et afforcent meismement pour les grans pois et faveurs qu'ils ont audit lieu de eulx exempter desdites charges ; et par ce sont lesdits supplians tellement chergies envers vous et ledit monseigneur de lengres qu'il en convient paier a l'un XXV frans a l'autre XV, a l'autre X et a tel de XX ou XXX frans, senz les autres frais et charges qu'ils ont porte ou temps passe et portent chacun jour pour le fait de vos aides de feu monseigneur votre pere. Et pour ce que lesdits supplians nont aucuneschevins, gouverneurs ne autres par qui ils soient gouvernes, ont este et sont souvantefoiz contre les ungs aux autres et par ce nont peu entreprendre plusieurs causes et proces qu'ils ont eues et ont encore contre les dessusdits ou autres d'eulx, meismement qu'ils n'ont povoir deulz assembler ne de faire procuration convenable ne especiale en leurs causes, se non par la licence de votre bailli de la montagne et du bailli dudit monseigneur de Lengres ou leurs lieutenans audit Chastillon, qui est chose de grant pene et nont somptueuse, veu que plusieurs foiz leur seroit de necessite deux ou trois foiz la septmaine. Et par ainsi est advenu que plusieurs, senz cause, se sont faiz les aucuns nobles, qui aucunement ne le sont de leur nativite, ne nen ont aucun privilege, les autres clerks qui onques ne le furent, et les autres commans, ja soit ce que par raison ne se puisse dire commans se ilz ne viennent d'estrangle pays de langue estrange et d'oultre mer ou d'oultre les mons. Et desja ils sont tellement que plus du tiers de votre dicte ville oultre la dite rue de Chamont, soubz ombre de ce que dit est, se vuillent exempter desdites charges ; pour quoy lesdits supplians sont tellement chergies esdites deux tailles, qu'ilz leur fault paier deux fois l'an, l'une a vous, l'autre audit monseigneur de lengres ; meismement pour cause des grans mortalites qui ont este ou temps passe audit Chastillon, qu'ils sont en voie de desheritance et de delaissier le lieu se par vos ne leur est sur ce pourveu de votre benigne grace et remede convenable. Que ces choses considerees, et que se pourroit ou temps a advenir, est diminution de notre droit pour la depopulation desdits supplians, il vous plaise octroier ausdiz supplians deulz assembler chacun an une foiz et de eslire entre eulx chacun an six ou quatre deulx, lesquelz aient le gouvernement faiz et charge desdiz habitans, de leurs causes et proces touchant les matieres dessusdites sanz eulz aucunement entremettre de fait de justice. Lesquelz esleus puissent faire assembler

lesdits supplians par devant eulz pour les faiz et besoignes qui regarderont le profit commun desdits supplians. Et a iceulz supplians donner conge et licence des maintenant pour tousjours de faire et constituer procureur en la presence desdits esleus ou des deux d'eulz en toutes leurs causes et besoingnes en demandant et en defendent toutefois qu'ilz leur plaira, senz ce que jamais pour le temps a advenir, soient tenuz d'en prendre ou demander d'autre licence a vous ou a vos gens. De imposer et faire giestz et impôts sur eulz pour le fait de la fortification de votre dicte ville et pour les fraiz, proces et misses d'icelle; et de contraindre a en rendre compte a eulz ceulz qui ou temps passe et ou temps ancien ont receu et recevront les deniers leves et receuz au profit et pour la communalte de ladite ville, tant par gietz et impôts sur culz comme autrement. De mettre fin et concentir en iceulz, et que ce que par eulz sera fait pour le fait de ladite ville, eulz esleus comme dit est et durant le temps de leur dicte election tiengne et vaille comme se par touz lesdits habitans estoit fait et passé. Et ils preront dieu pour vous et toute votre noble lignée.

Arch. Côte-d'Or, B. 11504.

Année 1429

Enquête sur la condition des habitants. Déposition du conseiller du bailliage.

Maistre Guibert de Loysme licencié en loiz, conseiller et advocat de mondit seigneur ou bailliage de la Montagne, aigé d'environ 67 ans, Jure et diligemment examiné sur le contenu en la dite requeste a lui leue et donnée a entendre. Sur laquelle dit et depose que depuis 35 ans qu'il a demeure en ladite ville de Chastillon, au bourg d'illec, il a veu et seu que ledit monseigneur de Bourgogne qui a present est et ses predecesseurs ducz de Bourgogne, ont accoustumé prandre, lever et recevoir par leurs receveurs de la montagne ou par les prevôts d'illec la dite somme de 400 livres tournois de taille abonnée due a mondit seigneur de Bourgogne par les habitants taillables dudit Chasteillon demeurant tant ou dit bourg comme en la rue de Chamont, laquelle rue est de ladite ville de Chasteillon notwithstanding que y ait deux fermetés separees l'une de l'autre; car anciennement il n'y avoit que une fermete comme il appert encor de present par les murs et fossez anciens qui foisoient ladite fermeté et fut faicte ladite separation comme dient les anciens pour les guerres car il y avoit trop grant circuite qui était chose difficile de la garder. Requis quelz gens

paient ladite taille. Dit et depose que en ladite ville comprinse ladite rue de Chamont, il a plusieurs personnes desquelles il en y a aucunes qui sont liges et appartiennent a mondit seigneur le duc de Bourgogne, seul et pour le tout, et d'autres qui sont communes entre mondit seigneur de Bourgogne et monseigneur l'evesque de Langres; et ces gens là ont accoustume de paier taille à mondit seigneur de Bourgogne et est donc icelle taille chacun an à la feste de saint Remy et se livre a la feste de Toussaint suignant et est appelée ladite taille la taille de la saint Remy. Requis se il scet combien paient de la dite taille les demeurans en la dite rue de Chamont; dit et depose que il scet bien que ceulx qui sont hommes liges de mondit seigneur de Bourgogne ont accoustume de en paier chacun an audit terme de Saint Remy 20 livres tournois et les paient en la main du Receveur de mondit seigneur et non mie audit prevot. Et les hommes qui sont communs estant en icelle rue payent de ladite taille avec ceulx dudit bourg comme les autres habitants communs en icelli bourg. Requis se il scet point que les habitants qui sont demeurans es villes nommées en ladite requeste payent et doivent payer d'icelle taille les sommes d'argent illec comprinse. Dit que non si non par ouy dire. Mais il a oy dire et tenir notoirement audit Chasteillon et de piéca a plusieurs dont il n'est recors que ils estoient comprehensables en ladite taille de 300 livres tournois avec ceulx dudit Chasteillon. Requis se il scet point que les diz de Chamont soient abonnez a ladite somme de 20 livres tournois: dit que il n'en scet renz, maz il ly semble et est bien racors que il a veu la copie des chartres didit Chamont ou il est contenu que le plus riche d'illec ne doit paier de ladite taille que 20 solstournois et ne voit mie que il y ait autre abonnement. Mesmement que il a oy dire ja piéca a feux Jehan de Foissy pour lors bailly de la montaigne et a Nicolin d'Angueville que quant feu maiestre Pierre Boville jadiz receveur de la montaigne et ceulx dudit Chamont lui apportoint les dites 20 livres tournois au jour de Saint Remy il nestoit mie contenz mais disoit qu'il les prenoit tant moins de ce que ilz devoient de ladite taille. Requis quelx gens se dient estre exempts audit Chasteillon de ladite taille: Dit que il scet bien que les nobles et les clers demourant illec s'en dient exemps et de tout son temps qu'il a demeure audit Chasteillon, il a veu et sceu iceulx nobles et clers estre exemps de ladite taille et comme clers et nobles il a joy de ladite exemption. Requis se il a audit Chastillon aucuns clers qui ne vivent mie clergement mariez, dit et depose que il scet bien que il a grant foison de clers mariez lesquels sont marchans et aussi qui sont de vil mestier comme bouchers et d'autres mestiers; et si scet bien que il en y a aucuns que a grant peine scevent leur patrenostre ne leur ave maria et si joyassent de ladite exemption

comme se ilz fussent clerz vivenz clergement. Requis se iceulz clerks sont riches, dit que ouy trop plus que lesdiz taillables et de son souvenant il a veu et sceu morir plusieurs personnes taillables qui avoient este riches en leur temps que pour la charge que lon leur bailloit des tailles dudit Chastillon dont est mention en ladite requeste qui sont mors tres pouvres et comme mendians et pour les aides qu'ils paioient a mondit seigneur de Bourgogne. Requis se ilz sont gueres de taillables, dit que il ne croit mie que ilz soient la tierce partie des habitans dudit Chastillon et si sont tous pouvres gens et tient que les diz taillables nauroient pas pain a mangier apres paiement excepte sept ou huit personnes qui portent la charge de la dite taille et ne cuide mie, lui qui depose, que longuement ils puissent demeurer audit Chastillon qu'il ne faille qu'ilz se departent du lieu ; et en y a desjà qui sen sont departiz comme la femme feu guillaume baudot laquelle est allee demeurer a Mussi et feu symoniet le mareschal a Rougemont et autres dont il nest racors.

Requis se gens forains ont acquis audit Chastillon heritaiges, rentes et censes : dit que ouy. Requis comment il le scet : dit que, pour ce qu'il a veue plusieurs roles ou les forains et gens d'eglise estoient imposez a plusieurs sommes d'argent pour convertir icelles sommes en la fortification de la dite ville et selon ce qu'il apparroit par iceulx roles, les gens d'eglise et les forains tenoient bien en ladite ville que de louyers de maisons, rentes et censes environ VI ou VII^e livres tournois ou plus, qu'ilz ne paient rens de ladite taille ne des autres chairges, se non de ladite fortification encore a grant peine. Dit oultre que il a en ladite ville deux frans sergens, l'un pour mondit seigneur de Bourgogne, l'autre pour mondit seigneur de Langres, qu'ils ne paient renz des tailles dudit Chastillon, mez ont accoustume d'en estre exemps de tout le temps passe. Requis en oultre sur le fait de la drapperie dudit Chastillon : dit que il scet bien que pour la povrete des diz habitants et pour les cherges qu'ils ont portees ou temps passe, que ladite drapperie est de present toute perdue et demement les drappiers, laboreurs de terres arables et de vignes, qui est ung grant inconvenient, et dont a perdu et pert le dit Chastillon son nom qui estoient ville de loy et des dix sept villes de loy de ce royaume sur le fait de drapperie. Et plus ne scet du contenu en ladite requeste lui sur ce souffisamment requis et interrogué.

Arch. Côte-d'Or, B. 11504, liasse 54, cote 20, première déposition.

Année 1429

Liste des nobles en 1429.

On lit au dos : « Cy dedans sont contenuz les noms et surnoms de iceulx qui se dient nobles et cleres en la juridiction commune de Chastillon sur Seine. »

Les enfans feu Pierre de la Jaisse. Leur pere grant fut anobly et vivent de leurs heritaiges, censes et rentes, et depuis vint ans enca ont poursuyes les armes, et tiennent aucune choses en fiedz et ne sont encoir separez ou divisez les ungs des autres, et sont V enfans.

Les enfans feu Nicolin d'Angueville leur pere grant fut anobly et ne tiennent aucunes choses en fiedz et ont les aucuns deulx poursuyes les armes et si vivent de heritaiges qu'ilz ont et mesmement de bestes grosses et menues que lon tient deulx et sont deux enfans.

Maistre Guibert Symonin. Il a este nagueres anobly et il ne tient rens en fied et si ne poursuyt oncques armes et vit de ses rantes et censes avec sa pratique.

La vesve de feu Nicolas Grappe, le Roy anoblyt feu Jehan de Namur son mary qui estoit pelletier de peaulx et puet estre elle avec ly et fut ledit Jehan pelletier dudit duc Phelippe, qui oncques ne poursuyt armes et qui riens ne tint en fiedz et depuis sest mariee oudit feu Nicolas qui estoit ung marchant tanneur et depuis son trespassement a contribue a tous les aides dudit Chastillon, jusques nagueres quelles s'est voulu exempter des tailles ordinaires de nos seigneurs.

Jehan de Reculaine. Quelque chose quil die son pere ne fut oncques noble et sa mere fut dudit Chastillon, fille dun boucher mais icelle son pere qui avoit servy feu maistre Jehan potier au temps du duc Phelippe, obtint unes lettres restubandes d'icelli seigneur, adrecans aux habitants dudit Chastillon contenu que lon ne limposast point aux subsides d'illec. A quoy aucun ne contraria par police telle quelle. Il ne tint oncques riens en fied ledit Jehan de Reculaine sest armes comme font dautres et n'est mie encoir marie et vit par servise avec ce quil a deritaige.

Arnolet de buissans lors ne scet riens de sa noblesse fors que par son seul dire il a poursuyes les armes en plusieurs pays mais depuis X ou XII ans quil a este marie audit Chastillon il a vesqu et sest mesle de hostellerie de scie tainturier et regrettier.

Guillaume de Cisey a present capitaine de Gye-sur-Seine est noble de-

rivé tient en fied et se poursuyes les armes et ne se mesle point de merchandise.

En tout XIII nobles.

Arch. Côte-d'Or, B. 11504.

Année 1470

« *Pétition des habitants de Châtillon en 1470 à Madame la duchesse de Bourgogne, à cause du paiement du capitaine du château* (1). »

« (Les habitants) sont tellement apouvris de chavances et biens que presentement il na mie en icelle ville de douze manaiges ung manaige qui ne vivent chacun jour de pain achete a boulangiers, et que par la plus grant partie d'iceulx habitans vendent et engaigent leurs pouvres biens meubles pour avoir icelli pain.

Item que le pouvre peuple menu ne trouve presentement ad quoy lui embesoingnier tant par ce que ou finaige dudit Chastillon a tres pou de labours en terres et vignes et aussi que la merchandise de la drapperie sur laquelle ou temps passe iceulx supplians ont vescu en la plus grant partie, et estoit leur principale fondation et mestier est toute destruite (il n'y a plus qu'une tainturerie pour draps et laines au lieu de 8 ou 10). Et ils nont audit lieu aucuns autres mestiers ou marchandises se pou nou dont ils se puissent thenir ne vivre. Et si sont endebtes en la plus grant partie envers plusieurs bourgeois et merchans forains de plus la metie qu'ils n'ont vaillant pour eschat de laignes et d'autres denrees lesquels debtes peullent monter a X ou XII mille frans et plus.

(Il n'y a pas plus de 240 à 260 menages dans le Bourg, y compris les veuves et les mendiants et pas plus de 200 dans Chaumont), « entre lesquels nen puet mie avoir vint qu'ils ne doivent autant qu'ils ont vaillant et plus. »

Arch. Côte-d'Or, B. 11504.

(1) Ce texte prouve bien que la condition misérable des habitants de Châtillon n'a pas été améliorée par les deux réformes politiques de 1423 et 1429. Cette gêne générale était la conséquence de causes économiques et non pas de causes politiques.

TABLE SOMMAIRE DES MATIÈRES

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	467
Histoires locales	467
Documents publiés	468
Documents manuscrits et inédits.	469
Manuscrits.	469
Documents des Archives.	470

PREMIÈRE PARTIE

LES GOUVERNEMENTS

1^{re} PÉRIODE — XII^e SIÈCLE

L'EXPLOITATION SEIGNEURIALE

LES DOMAINES	474
Introduction	474
Origine des domaines	471
Caractères des domaines. — Ils ne sont pas nettement séparés les uns des autres. — Aucun domaine n'est homogène. — Ils sont semblables entre eux et dépendants les uns des autres	473
L'exploitation domaniale	475

2^e PÉRIODE — XIII^e SIÈCLE

LE POUVOIR FÉODAL

I. — LES TRANSFORMATIONS DU XIII ^e SIÈCLE	476
Disparition des petits domaines et de la féodalité locale	476
La hiérarchie féodale se constitue	479
Une nouvelle féodalité locale et militaire se constitue	480
Les alleux disparaissent	481
Le principe domanial disparaît	482
II. — LES DROITS SEIGNEURIAUX	484
Droits de justice	484
Banalités. — Origine et caractère des banalités. — Les différentes banalités	486

3^e PÉRIODE — XIV^e ET XV^e SIÈCLES

LE GOUVERNEMENT DUCAL

I. — ORIGINE DU GOUVERNEMENT DUCAL	489
Reconstitution des domaines	489
Conquête militaire de la ville par le duc	490
Conquête politique de la ville par le duc. — Chaque domaine se reconstitue sur un plan différent. — Progrès du pouvoir ducal dans la ville. — Le duc cesse d'y aliéner des parties de son domaine. — Il y acquiert de nouveaux droits seigneuriaux. — Il cherche à se soustraire à la dépendance de l'évêque et à agir comme le seul maître de la ville. — Le duc institue de nouveaux agents à Châtillon	493
II. — CARACTÈRE DU GOUVERNEMENT DUCAL	499
Châtillon est rattaché au duché au point de vue militaire.	200
Châtillon est rattaché au duché au point de vue judiciaire. — Le duc y possède trois juridictions spéciales : la juridiction des grands chemins, la juridiction de la chancellerie, la juridiction commerciale	201
Châtillon est rattaché au duché au point de vue administratif. — Les agents du duc y sont des administrateurs. — Les baillis. — Les prévôts. — Châtillon, centre administratif. — Caractère politique et réel de l'autorité que le duc y exerce.	204

DEUXIÈME PARTIE

LES PERSONNES

4^{re} PÉRIODE — XII^e SIÈCLE

LES SERFS

I — DIVISION DES PERSONNES	207
Diversité dans la condition des personnes. — Comment on est arrivé de cette diversité dans les conditions à l'unité de condition	207
II. — SERFS RURAUX	211
§ 1 ^{er} . — <i>Origine et sources du servage.</i> — On devient serf : 1 ^o Par la naissance ou par le mariage ; — 2 ^o Par donation ; — 3 ^o Par aveu. — Disparition du servage.	211

§ 2. — *Charges auxquelles étaient soumis les serfs.* — Ils sont exploitables à volonté. — Ils sont soumis à la mainmorte et à ses conséquences. — Ils sont limités dans l'exercice de leur liberté. — Modifications apportées à la condition des serfs. 215

III. — SERFS URBAINS 219

§ 1^{er}. — *Charges communes avec les serfs.* — Ils payent parfois certaines redevances serviles. — Ils sont astreints à la formalité du désaveu. — En cas de désaveu ils doivent faire l'abandon de leurs biens. — Ils peuvent être donnés ou vendus. — Enfin jusque dans les termes mêmes employés dans les textes, ils sont assimilés aux serfs. 219

§ 2. — *Privilèges spéciaux.* — Nécessité pour les habitants de posséder certains privilèges nécessaires pour l'exercice du commerce — Origine de ces privilèges — Nature de ces privilèges : ils intéressent la liberté individuelle et la liberté commerciale. 221

2^e PÉRIODE — XIII^e SIÈCLE

LES VILAINS

I. — LES TRANSFORMATIONS DU XIII^e SIÈCLE 225

Les charges serviles disparaissent. — Les charges se précisent. — Les garanties et les privilèges sont confirmés par les coutumes écrites. — Les garanties augmentent. 225

II. — CHARGES AUXQUELLES SONT SOUMIS LES HABITANTS 228

La taille est la plus essentielle et la plus caractéristique de ces charges. — Origine de la taille. — Valeur et caractère de la taille. — Comment se répartit, se lève et se verse la taille. — Nombre et condition des personnes qui payaient la taille. — Nombre et condition des personnes privilégiées exemptes de la taille 228

3^e PÉRIODE — XIV^e ET XV^e SIÈCLES

LES BOURGEOIS

I. — LES PRIVILÈGES 238

§ 1^{er}. — *La liberté d'association* 238

Origine des corporations. — La corporation des drapiers. — La corporation forme une communauté. — Organisation de la corporation. — Assemblées générales. — Les courtiers-jurés. — Les esgardeurs. — Election et attri- butions des esgardeurs. — Les finances de la corpora- tion. — La corporation, société de secours mutuels. — La corporation possède une juridiction spéciale sur ses membres.	238
Rapports des corporations avec le pouvoir féodal. . . .	242
Valeur réelle de la franchise corporative	244
§ 2. — <i>La liberté commerciale.</i> — Caractère du privilège commercial. — Valeur du privilège commercial	245
§ 3. — <i>La liberté individuelle</i>	250
II. — LES GARANTIES	250
Leur importance de plus en plus grande. — Les charges sont fixées d'une manière définitive. — Les habitants sont pro- tégés contre l'arbitraire du duc et de l'évêque, contre l'ar- bitraire de leurs agents	250
III. — LA BOURGEOISIE	253
§ 1 ^{er} — <i>La fausse bourgeoisie : Les commans.</i>	253
Leur origine. — Modifications apportées à la condition ori- ginaire des privilégiés	253
Caractère de leur condition. — Quels sont les commans. — Différences entre le contrat de recommandation et le contrat municipal	255
Disparition des commans	257
§ 2. — <i>La vraie bourgeoisie.</i> — Le duc Philippe le Bon, en instituant l'échevinage du Bourg, fait des habitants du Bourg de véritables bourgeois.	258
Différences entre cette bourgeoisie nouvelle et la bourgeoi- sie féodale qui existe dans Chaumont. Cette bourgeoisie nouvelle est la bourgeoisie royale	259
CONCLUSION.	261
Pièces justificatives	263

DOCUMENTS INÉDITS

RELATIFS A

L'ABBAYE DE SAINT-SEINE

CARTULAIRE DE L'ABBAYE DE SAINT-SEINE (1)

1

1178

Privilegium Alexandri pontificis

Alexander servus servorum Dei, dilectis filiis Haymoni abbati monasterii Sancti Secani ejusque fratribus tam presentibus quam futuris monasticam vitam professis in Christum. Quotiens a nobis illud petitur, quod religioni et honestati convenire dinoscitur, animo nos decet libenti concedere et petencium desideriis congruum impertiri suffragium. Eapropter, in domino filii, vestris justis postulationibus clementer annuimus, et prefatum monasterium Sancti Sequani, in quo divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus, in primis siquidem statuantes, ut ordo monasticus, qui, secundum Dei timorem et beati Benedicti regulam, in monasterio vestro institutum esse dinoscitur, perpetuis ibidem temporibus inviolabiliter observetur. Preterea, quascumque possessiones, quecumque bona idem monasterium in presentiarum juste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis prestante domino poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata permaneant. In quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis : locum ipsum, in quo prefatum monasterium situm est, cum omnibus suis pertinentiis, Novam Villam cum mancipiis et omnibus aliis ad eandem villam pertinentibus, Sigestrum, Belent, Munellum, Sauciniacum, Campaniacum cum capella, Vallem, cum capella, Quinque Fontes, Meletum cum capella : res que sunt in villa de Tarsu, Frasnatum cum capella, et aliis adjacentibus, Lyriacum cum capella, Buxerias, Pel-

(1) Arch. de la Côte d'Or, H. 165.

liriacum cum capella, Puntiacum cum capella, res quas habetis in Cancellio, in Juniaco, in Blasiaco, in Buso, in Prusiliaco, in Turciaco, in Tiniaco, in Gisiaco, in Porciniaco, Salmasia, Sollotia, Villulam cum capella, Turciacum cum capella, Villam que vocatur ad Sanctum Hyllarium cum suis omnibus pertinentiis, villam Sancti Maximini cum capella, ecclesiam Sancti Johannis de Socce, ecclesiam de Rupe, possessiones et vineas in Brino, in Saniaco et Jonicello, mansos et terras juxta Viites, castrum Antiniacum cum pertinentiis suis, Unciacum cum pertinentiis suis, ecclesiam de Maviley, ecclesiam de Sarigniaco, cum pertinentiis suis, ecclesiam de Blasiaco, ecclesiam Sancti Martini de Monte; in comitatu Divionensi ecclesiam de Alta Villa, cum pertinentiis suis, capellam de Dist, capellam de Carmo Rotundo, Darensem cum ecclesia et aliis suis pertinentiis, vicum qui vocatur Stabula, ecclesiam de Scalo cum capella de Saliva, ecclesiam Sancti Martini de Lingonis, terram Dedelet, ecclesiam de Rupe Scissa cum medietate ipsius ville, capellam Sancti Egydii de Magnovalle, quinque arpenta terre, que Henricus comes Trecarum libere concessit ecclesie Sancti Sequani cum hominibus, qui sunt in villa, que dicitur Barbonia; in territorio Belnensi, possessiones et vineas que sunt in villa Carboni, et in Cassaneas, in Saviniaco mansum cum vineis et aliis consuetudinibus suis, capellam de Tapet, ecclesiam de Busa; in territorio Cabulonsensi possessiones et vineas quas habetis in villa Gigonia, et in Ruliaco, cum decimis de Miliciaco; in pago Senosensi possessiones quas habetis in Blanciaco; in Salinis lebetes duas post puteum prioris loco constitutas uno tamen pariete disjunctas, casale unum cum furno in Grosono, casalia cum terris apud Farniacum, quatuor farinarios, et mansum cum hominibus in villa que dicitur Ruwra, mansum cum pertinentiis suis, ecclesiam de Dixis cum decimis et aliis pertinentiis suis; oblationes etiam que tempore Rogationum de diversis ecclesiis ad vestrum monasterium perferuntur; villam de Pangis cum capella, terram de Seuville et terram de Britiniera, Balma cum capella, in Saviniaco, terras prata et homines, homines quos habetis in Flaviniaco, duas eminas, unam de frumento et aliam de sabis quas canonici de Sancto Stephano singulis annis vobis solvunt, tres eminas, medietatem de frumento et medietatem de avena, quas canonici Sancte Marie de Uniaco, singulis annis vobis persolvunt; octo solidos quos canonici de Bassofonte, singulis annis nobisolvere tenentur, et villam de Martreis. Cum autem generale interdictum terre fuerit, liceat vobis, clausis januis, exclusis excommunicatis et interdictis, non pulsatis campanis, suppressa voce divina, officia celebrare. Liceat quoque vobis, personas liberas et absolutas e seculo fugientes ad conversionem recipere, et eas sine aliqua contradictione retinere. Sepulturam quoque ipsius liberam esse decrevimus, ut eorum de-

volitioni et extreme voluntati, qui se illic sepeliri deliberaverunt, nisi forte excommunicati vel interdicti sint, nullus obsistat, salva tamen justitia illarum ecclesiarum, a quibus mortuorum corpora assumuntur. Obeunte vero te nunc ejusdem loci abbate, vel tuorum quolibet successorum, nullus ibi qualibus subreptionis astucia seu molentia preponatur, nisi cum fratres communi consensu, vel fratrum pars consilii sanioris secundum Dei timorem et beati Benedicti regulam providerinteligendum. Decrevimus ergo, ut nulli omnino hominum fas sit, prefatum monasterium temere perturbare aut ejus possessiones auferre, vel oblatas retinere, minuire, seu quibuscumque vexationibus fatigare; sed omnia integra conserventur eorum, pro quorum gubernatione ac sustentione concessa sunt usibus omnimodis profutura; salva apostolice sedis auctoritate et dicocesis episcopi canonica justitia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularive persona, hanc nostre constitutionis paginam sciens, contra eam temere venire temptaverit, secundo tertiove commonita, nisi reatum suum digna satisfactione rexerit, potestatis honorisque sui dignitate careat, reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore et sanguine Dei et Domini Redemptoris nostri Jesu Christi aliena fiat, atque in extremo examine divine ultioni subjaceat. Cunctis eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini nostri Jesu Christi, quatinus et hinc fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem presentiam eterne pacis inveniant. Amen.

Petrus et Paulus Alexander papa III.

Ego Johannes presbiter cardinalis Sancti Johannis tituli.

Ego Johannes presbiter cardinalis tituli Sancti Marci.

Ego Petrus presbiter cardinalis tituli Sancte Susanne.

Ego Petrus presbiter cardinalis tituli Sancti Crisogoni.

Ego Centius presbiter cardinalis tituli Sancte Cecilie.

Ego Reyturius diaconus cardinalis Sancti Georgii ad velum aureum.

Ego Matheus Sancte Marie diaconus cardinalis.

Ego Alexander catholice ecclesie episcopus.

Ego Hubaldus Ostiensis episcopus.

Ego Jacobus Sancte Marie in Cosmydyn diaconus cardinalis.

Ego Arditio diaconus cardinalis Sancti Theodori.

Ego Laborans diaconus cardinalis Sancte Marie in Porticu.

Ego Johannes Georgius diaconus cardinalis Sancti Angeli.

Data Laterani, per manum Alberti Sancte Romane Ecclesie presbiter cardinalis et cancellarii, VII ydus Marti, indictione duodecima, incarnatio-

nis dominice anno M^o C^o L XXXVIII^o pontificatus vero domini Alexandri VIII^o pape tertio anno vicesimo.

II

Vers 830.

Privilegium Ludovici imperatoris augusti.

In nomine Domini Dei ac Salvatoris nostri Jesu Christi, Ludovicus, divina ordinante providentia, Imperator Augustus. Si liberalitatis nostre munere de beneficiis a Deo nobis conlatis locis Deo dicatis aliquid conferimus, id nobis, et ad mortalem vitam feliciter transigendam, et ad eternam perpetualiter obtinendam, profuturum liquido credimus. Idcirco notum sit omnibus fidelibus Sancte Dei Ecclesie nostrisque presentibus scilicet et futuris quod Warembertus abbas ex venerabili monasterio, quod est Sancti Sequani in pago magnimontensi constructum, ante presentiam nostram quedam strumenta cartarum detulit, in quibus continebatur, non nullos liberos homines res proprietatis sue intra fiscum nostrum, qui est positus in confinio Sigestrensi et vocatur Nova Villa, jam olim tradidisse ad prefatum monasterium. Retulit etiam nobis quod, hujus rei occasione, inter homines ejusdem fisci nostri et ipsius monasterii sepiissime lites et simultates orirentur, eo quod non liquido distinctum nec impromptum apertum esset, quid pars ejusdem monasterii habere deberet. Nos itaque, divina inspiratione compuncti, et celestis patrie amore succensi, ob animarum nostrarum salutem, memoratum fiscum nostrum cum omni re, in quibuslibet pagis et territoriis ad se juste et liberaliter pertinente, ad prefatum monasterium per hanc paginam donationis nostre a die presenti perpetuo ad habendum concessimus, et de jure fisci nostri in ditione ejusdem monasterii transtulimus, cum domibus, edificiis, accollabus, mancipiis, terris cultis et incultis, vineis, pratis, silvis, pascuis, aquis, aquarumve decursibus, officinis, quantumcumque in eodem fisco nostra est legitima possessio cum omni integritate, ita dumtaxat ut eundem fiscum absque ullius contrarietate inviolabiliter monachi in predicto monasterio teneant atque possideant. Sed et easdem res, quas liberi homines intra eundem fiscum aut per donationes, cessiones aut venditiones ad ipsum contulerant monasterium, per hanc nostram auctoritatem nichilominus eidem perhennibus temporibus confirmavimus monasterio absque ullius contrarietate aut prejudicio ad habendum. Jubemus ergo, atque decernimus, ut nullus quilibet fidelium nostrorum, tam presentum quam et futurorum, de predicto fisco, quem ad ydem monasterium cum omnibus ad se pertinentibus vel aspitientibus in nostra elemosina contulimus, monachos in eodem monasterio degentes

injuste inquietare, aut aliquid abstrahere eis, aut minuire, vel contra rationis ordinem facere, aut aliquam calumpniam inferre presumat. Sed, sicut nobis ob amorem Dei memoratus fiscus noster cum omni integritate sui ad subsidia monachorum ibidem Deo famulantium fuerit concessum, ita, domino protegente, perhennibus temporibus maneat inconvulsum. Et ut hec auctoritas largitionis atque confirmationis nostre per curricula annorum inviolabilem atque inconvulsam obtineat firmitatem, et ab omnibus verius credatur et diligentius conservetur, manu propria subter firmavimus, et anuli nostri impressione signari iussimus.

Privilegium Karoli Imperatoris Augusti.

In nomine sancte et individue Trinitatis; Karolus, divina largiente clementia, Imperator Augustus. Si liberalitatis nostre munere de beneficiis a Deo nobis conlatis locis Deo dicatis aliquid conferimus, id nobis et ad mortalem vitam feliciter transigendam et ad eternam perpetualiter obtinendam in futurum liquido credimus. Idcirco, notum sit omnibus fidelibus Sancte Dei ecclesie nostrisque presentibus scilicet et futuris, quia Bonifacius abbas, simulque monachi ex venerabili monasterio, quod est in honore Sancte Marie et Sancti Sequani in pago magnimontensi constructum, petierunt celsitudinem nostram, ut res, quas dominus avus noster Ludovicus Piissimus Augustus ob amorem Dei omnipotentis eisdem monachis in eodem monasterio degentibus concessit, ita quoque et nos per nostre auctoritatis et per imperialem preceptum concederemus. Quorum petitionibus, pro mercedis anime nostre augmento, denegare nolimus sed absolute ex rebus eidem monasterio conlatis portionem eis concedimus; videlicet Novam Villam cum omnibus rebus et mancipiis ad eandem villam pertinentibus, quam supradictus avus meus eisdem monachis concessit; Segestrem quoque, Belent, Munellum, Salciniacum, Campaniacum cum capella, Vallem, Quinque Fontes, Meletum cum capella et rebus ibi adherentibus, Podentiacum et in Pyliiaco capellam, et res que sunt in Cancelllo, et Juviniacono et in Blaciniaco, et Buxerias, et in Buxo, et Prusiliaco, et in Ruiliaco, et Gyssciaco, et Berysciniaco, et Porciniaco, et Sarmasia, et Salicia villam quoque que vocatur ad Sanctum Hylarium cum rebus sibi adherentibus; res quoque et vineas que sunt in Brinone, in Saniaco et Jovicello; in pago quoque Belnensi res et vineas que sunt in villa Carboinensi, et in Cassaneas; et in cabilonensi res et vineas que sunt in villa Gingoia, et in Ruiliaco, cum decimis ex Miliciaco; et in pago Senonensi

res que sunt in Blanciaco, mansum etiam et vineas quas in Laviniaco, lebetes quoque que sunt in Berosone et in Salinis. Decrevimus etiam ut res, quas liberi homines pro helemosina eidem monasterio conferre voluerint, monachi in predicto monasterio consistentes teneant atque possideant. Precipientes ergo jubemus, ut nullus abbas ex eodem monasterio, nullusque fidelium nostrorum, tam presentum quam futurorum, de predicta portione fratrum jam dicti monasterii aliquid abstrahere vel minuere, aut beneficiare, vel concamiare potestatem non habeat, nisi aut pro utilitate eorum, aut per consensum eorum. Sed, sicut a nobis ob amorem Dei memorata portio cum omni firmitate sui ad subsidia monachorum ibidem Deo famulantium firmiter est concessa, ita domino protegente, perhennibus temporibus maneat inconversa. Et ut hec auctoritas preceptionis nostre per cuncta preseverabilem atque inviolabilem obtineat firmitatem, et ab omnibus verius credatur et curiosius observetur, manu propria subter firmavimus, et impressione anuli nostri signiri jussimus.

Signum domini Karoli serenissimi et piissimi Augusti; Amabertus cancellarius, ad vicem Lyinthuardi archicancellarii, recognovi. Datum pridie nonas septembris anno incarnationis dominice DCCCLXXXVI^o indictione IIII anno imperii imperatoris Karoli VI Actum Clarisiaco palatio In Dei nomine feliciter; amen.

IV

1174

Louis VII confirme les possessions et les privilèges de l'abbaye de Saint-Seine; publ. *Luchaire*, Recueil des actes de Louis VII, n^o 667, p. 450.

V

11 avril 1093

Eudes I, duc de Bourgogne, confirme la donation de quatre moulins que son frère, le duc Hugues, a faite à l'abbaye de Saint-Seine; publ. *Plancher*, Histoire de Bourgogne, t. I, preuve 43; *Chifflet*, Lettre touchant Béatrix, p. 170-171.

VI

1142

Hugues II, duc de Bourgogne, confirme la donation faite par le duc son père à l'abbaye de Saint-Seine; publ. *Plancher*, t. I, pr. 66.

VII

1189

Hugues III, duc de Bourgogne, déclare que l'abbaye de Saint-Seine est de sa garde et de sa régale, énumère les droits qu'il possède sur les domaines de l'abbaye, et lui abandonne le droit de gîte qu'il possédait dans divers villages; publ. *Plancher*, t. I, pr. 117.

VIII

1181

Hugues III, duc de Bourgogne, donne à l'abbaye de Saint-Seine le moulin et le four de Pâques; publ. *Plancher*, t. I, pr. 99.

IX 1182

Confirmation de la chartre précédente par Eudes, fils de Hugues III, duc de Bourgogne; publ. *Plancher*, t. I, preuve 100.

X 1198

Eudes III, duc de Bourgogne, fait don à l'abbaye de Saint-Seine, pour le remède de son âme, de deux hommes à Rouvres; publ. *Plancher*, t. I, pr. 151.

XI 1209

Eudes III, duc de Bourgogne, donne à l'abbaye de Saint-Seine, pour le remède de son âme, une rente de vingt livres dijonnaises à prendre sur les revenus du péage de Dijon; publ. *Plancher*, t. I, pr. 168.

XII 1209

Eudes III, duc de Bourgogne, prend sous sa protection les hommes et les chevaux employés à Saint-Seine pour les constructions du monastère; publ. *Plancher*, t. I, pr. 169.

XIII 1209

Eudes III, duc de Bourgogne, promet de ne pas retenir sur ses terres les hommes des Religieux de Saint-Seine qui voudraient les quitter; publ. *Plancher*, t. I, pr. 170.

XIV 15 mars 1205

Eudes III, duc de Bourgogne, remet aux religieux de Saint-Seine le droit de 60 livres dijonnaises qu'ils lui devaient chaque année à Pâques; publ. *Petit*, Hist. des ducs de B., III, pr. 1119.

XV mars 1218

Alix, duchesse de Bourgogne, renouvelle cette concession; publ. *Petit*, t. IV, pr. 1547.

XVI mars 1218.

Ego Alaydis ducissa Bungundie notum facio presentibus et futuris quod ego quittavi Ecclesie Sancti Sequani costumas quas debebat mihi Hugo Chevallons de Roura et eum franchivi. Actum est hoc anno gratie M^oCC VIII^oX^o mense Martio.

XVII novembre 1220

Lettre de recommandation adressée par Alix, duchesse de Bourgogne, à ses prévôts et baillis en faveur de l'abbaye de Saint-Seine; publ. *Petit*, t. IV, pr. 1632.

XVIII 31 janvier 1110.

Hugues II, duc de Bourgogne, donne au couvent de Saint-Seine l'église de Saint-Martin près Langres; publ. *Petit*, t. I, pr. 152.

XIX

1110 ?

Robert de Bourgogne, évêque de Langres, notifie la précédente donation ; publ. *Petit*, t. I, pr. 132.

XX

1129

Privilegium Guilenci Dei gratia lingonensis ecclesie episcopi et Petri (1) archiepiscopi ecclesie lugdunensis et apostolice sedis legati.

In nomine sancto et individue Trinitatis, patris et filii et spiritus sancti. Guilencus ego Dei gratia lingonensis ecclesie minister exiguus, notum fieri cupio universis sancte Dei ecclesie fidelibus et filiis tam futuris quam presentibus, qualiter nobis una cum clerico nostro et religiosorum virorum comitatu in gremio ejusdem lingonensis basilice matris considentibus, et pro facultate nostra de statuere profuturum sancto Dei ecclesie unanimiter tractantibus, dominus Garnerius Sancti Sequani venerabilis abbas, cum reverentissimo monachorum comitatu, ante nostram presentiam venit, humiliter postulans quatinus de ecclesia Sancti Martini, que est in suburbio lingonensi, a meridiana parte dono predecessoris nostri pie memorie domini Roberti (2) episcopi, ex nostra parte confirmaremus, et sicut ecclesiastice consuetudinis exigebat nostri plenitudine favoris roborare et renovare auderemus. Cujus juste et rationabili petitioni pro consilio fidelium nostrorum libenter adquiescentes, hujus modi causam recto ordini ad effectum perducere curavimus, et memoratam beati Martini ecclesiam cum omnibus appenditiis suis, salvis per omnia lingonensis ecclesie consuetudinibus cum justa portione sacerdoti deservienti specialiter concessa et denominata, Deo et Sancte Dei genitrici Marie et Sancto Sequano et fratribus ejusdem cenobii tam in posterum successuris quam hodie presentibus imperpetuum donamus, laudamus et confirmamus, et per istius carte instrumentum plenaria synodo archidiaconis nostris confirmandam tradidimus.

Ego Petrus Sancte Lugdunensis ecclesie minister, sedis apostolice legatus subscribo et confirmo.

Signum Ayrardi archidiaconi. Signum Fulconis archidiaconi. Signum Gocelini archidiaconi. Signum Garnerii archidiaconi. Signum Guidonis archidiaconi. Acta sunt hec Lingone publice, anno ab incarnatione domini M^oCXXVIII^o, apostolice sedis pontifice Domino Honorio, lingonensis ecclesie

(1) Pierre ne devint archevêque de Lyon qu'en 1131, d'après le Gallia Christiana, IV, 115.

(2) Robert de Bourgogne, évêque de Langres (1085-1110).

episcopo domino Guilenco, Francorum rege pacifico Ludovico cum nobilissima prole sua Philippo jam semel coronato. Durantius ego lingonensis ecclesie notarius, ad vicem Fulconis archicancellarii, scripsi, ditavi et recitavi.

XXI

1160-1165

Carta Godefridi Lingonensis ecclesie episcopi.

Godefridus Dei gratia lingonensis ecclesie episcopus fidelibus universis. Quum fructus justitie in postea seminant, si componende paci concordieque operam damus, pacem bone voluntati, hominibus pollicenti domino obsequium nos parare confidimus. Quocirca presentibus litteris dilectioni vestre notum facimus tam nostris quam decessorum nostrorum temporibus diu habitam controversiam inter monachos Sancti Sequani, et Albertum dominus ville, que Dries dicitur, ad pacis bonum hoc ordine revocasse. Est in Magnimontensi comitatu multe antiquitatis possessio Valeriacus nomine, et in ea ecclesia beati Sequani et nomini dicata et juri subdita. Intra fines hujus villam superius nominatam Dries videlicet cum capella edificavit Albertus; hanc capellam uti in finibus parochie sue sitam a nobis monachi repetebant; Albertus autem contra nitebatur, et, ne Sancti Sequani monasterio concederemus, propter quasdam, quas contra abbatem ipsius loci habebat, simultates, calumpniabatur. Nos ergo, auditis singularum partium allegationibus, communicato cum patribus et filiis nostris consilio, concordia mediante ita litem finivimus: ut puer clericus ipsius abbatis (1) filius, Stephanus nomine, ex ipsius abbatis beneficio, facto et hominio, in vita sua tantum possident, ita videlicet ut nullo modo vel distrahendi, vel commutandi, vel alteri ecclesie tradendi, vel quovis genere alienandi habeat potestatem. Sed, si vel obierit, vel relicta, qua in presentiarum fungitur, clericali militia, vel ad monachos, vel ad canonicos transierit regulares, jam dicta capella ad jus monasterii Sancti Sequani redeat, cum his, que ad eam pertinere noscuntur. Ista tamen hoc modo diffinimus, ut, quod juris episcopi lingonensis fuerit, nullatenus dimittamus. Ut autem presens carta perpetuum robur obtineat, eam ymaginis nostri impressione signavimus, et infra scriptorum testium adstipulatione firmari mandavimus. Signum Geraldii abbatis Molismensis. Signum Humberti decani lingonensis. Signum Jocelini archidiaconi, Stephani archidiaconi. Signum Garnerii archidiaconi. Signum Hugonis canonici. Signum Petri canonici.

(1) Faute du copiste, lire « Alberti ».

XXII

1160

Carta Godefridi lingonensis episcopi.

Quum ad episcopale specialiter spectat officium ecclesiis paterno fovere affectu, idcirco ego Godefridus, Dei gratia lingoneasis episcopus, ecclesiam Sancti Sequani, que specialis filia et camera nostra esse dinoscitur, quantum opportunitas suppetit, diligendo ampliare tempore nostre pontificatus decrevi, quatinus ex inde tam erga me quam erga sanctam, cui presideo, ecclesiam lingonensem predicti congregatio cenobii magis ac magis devota semper existat. Itaque dilecti filii nostri Ayrardi, filii nostri venerabilis ejusdem monasterii abbatis et fratrum suorum desiderium clementer exaudiens, dono atque concedo, ut in ecclesiis de Lenteniaco et Paschis, quas predeces sorum nostrorum donatione tenent XX¹ solidos ab Odone, qui nunc est capellanus, pro redditibus earundem ecclesiarum, singulis annis recipiant, a ceteris vero, qui post eum electione abbatis Santi Sequani et investitura pontificali memoratas administrabunt ecclesias in partem monachorum cedet, quantum ratio et ipsarum ecclesiarum incrementum dictaverit. Hujus rei testes sunt Fulco archidiaconus et cancellarius, Garnerius, Pontius, Hugo archidiaconi, Robertus decanus divionensis, Viardus de Riveria canonici, Hugo decanus Sancti Sequani, frater Gillebertus monachus noster, Bartholomeus et Odo presbiteri, et Jocelinus clericus meus. Actum anno ab incarnatione domini M^o C^o Sexagesimo.

XXIII

1163

Gauthier de Bourgogne, évêque de Laugres, confirme à l'abbaye de Saint-Seine la donation des revenus des églises de Lantenay et de Pasques; publ. *Petit*, t. II, pr. 401.

Il convient de changer la ponctuation adoptée par M. P., de mettre un point avant ces mots « De candela »; une virgule entre les mots « sollempnitatibus » et « tertia pars ».

XXIV

vers 1174

Carta Galterii lingonensis episcopi

Walterius Dei gratia lingonensis episcopus Haymoni abbati Sancti Sequani et ecclesie sue imperpetuum. Noverint presentes et posteri, quum ecclesiam de Turciaco jam dicto abbati et per eundem ecclesie Sancti Sequani donando concedimus et sigilli nostri munimine roboramus. Hujus donationis testes sunt Hugo, Girardus archidiaconi, Lambertus, Vilelmus canonici Sancti Maumetis, Girardus et Wiardus subdiaconi.

XXV

1139-1160

Carta Godefridi lingonensis episcopi

Godefridus Dei gratia lingonensis episcopus Hugoni decano salutem. Facta sunt in presentia no-tri judicia de controversia diu habita inter abbatem Sancti Sequani et Albertum de Dreis. De quorum executione dies etiam utrique denominata data est quam alter eorum, Albertus videlicet, non expectavit, neque rationem, quare dimisisset, premisit. Ideoque cum decimas, quas injuste possidet et redditus Sancti Sequani abbati reddere commonete, alioquin ipsum et suos et a liminibus matris ecclesie remove; et, ubicumque abbas preceperit, per ministerium nostrum hoc idem facite sacerdotibus de terra Alberti, quandoque ex quo precepimus a divino non cessaverunt officio, ut nobis inde Divioni in quarta feria sequentis ebdomade satisfacti nobis occurrant predicite.

XXVI

1142

Carta Godefridi lingonensis episcopi

Godefridus Dei gratia lingonensis episcopus, omnibus sancte sedis hujus rectoribus imperpetuum; fraternitati vestre per presentia scripta notum facimus, filium nostrum monasterii Sancti Sequani abbatem Herbertum, cum fratribus ejusdem loci, presentiam nostram adisse, et super abbate Sancti Eugendi et monachis, ipso abbate presente, querimoniam hanc deposuisse, videlicet, quod ecclesiam possessionis, que Rocca Talliata dicitur, et quidquid in eadem possessione habere videbantur, injuste occupassent, et sibi ex monasterio suo violenter auferrent. Quo circa nos, quum abbas Sancti Eugendi et itineris inter capedinem et hyemis asperitatem causabatur die natali apostolorum Symonis et Jude, quo jam dicta querimonia facta est, utrique dominicam, que ramos palmarum precedit, precedimus (1); et, ut pars utraque actura de negotio presens adesset, precepimus. Sed data die abbatis quidam Sancti Sequani de petitione sua agere paratus adfuit; abbas vero Sancti Eugendi nec venit nec demandavit. Nos autem abbati qui ad diem venerat, querenti de fatigatione sua et expensis sumptibus diem octavarum pasche apud Tornodorum constituimus, ubi quidem ipse affuit, sed abbas Sancti Eugendi nec venit, nec contramandavit. Postmodum autem Castellioni, ubi ex imperio domini pape contra Molumentenses

(1) Erreur du copiste; lire precepimus.

monachos abbas Sancti Eugendi venerat, oppositis respondere noluit nec excusationem legitimam, quare non responderet, pretendit. Precepit tamen, ut vice sua prior Barenensis et de firmitate de jam dicta causa agerent, et, quod illi in agendo perderent, ipse et fratres monasterii sui ratum haberent. Nos vero proinde priores illos, instante abbate Sancti Sequani, per litteras nostras vocavimus et diem eis, qui Sancti Mametis natalem sequitur, constituimus. Sed nec ipsi venerunt, nec impossibilitatis excusationem aliquam mandaverunt. Singillatim itidem missis litteris ad diem eos, que Beate Marie Nativitatem sequebatur appellavimus, sed eis nec tunc obtemperantibus, abbatem reclamantem, ut semel adhuc usque ad sequentem proxime synodum mensis octobris sustineret, coegimus; etiam tunc vocati sunt nec venerunt. Abbate vero petente, ut investiretur, et ut jam suis expensis et laboribus parceretur, quia romani itineris sollicitudine artabamur, licet justum estimaremus, investire tamen eum etiam hac vice distulimus. Post reditum vero nostrum, iterum abbate sollicitante, memoratos fratres vocavimus et diem eis vigiliam Apostolorum Petri et Pauli locum Lingonis assignavimus. Sed non ad hanc quidem diem venerunt nec excusationem aliquam mandaverunt. Ea propter nos paterna miseratione fratris nostri et pauperis ecclesie fatigationi et sumptibus parcendum jam estimantes, communicato fratrum nostrorum decani scilicet thesaurarii et archidiaconorum capitulique nostri consilio, tandem abbatem et monasterium Sancti Sequani memorate possessionis rebus, quas repetebant, investivimus et dominum Henricum investire rogavimus. Rogatus autem libenter assensit et, que essent ecclesiastica, queve sui et monachorum juris hoc modo distinxit: « Ecclesia, inquit, cum cimiterio censuque suo et justicia proprie monachorum est; minutarum decimarum partes due, terciarum atque decimarum census consuetudinum justiciarum omniumque reddituum omnesque ville exitus in rebus quibuscumque ego et monachi equaliter partiemur. Si extraneus campum coluerit, redditus campi proprie meus erit, decimarum autem parte debita ecclesia non carebit » Hec dominus Henricus in presentia nostra recognovit. Actum Lingone admittentibus, adstipulantibus infra scriptis testibus Signum Humberti decani; Signum Goscelini archidiaconi; Signum Guidonis archidiaconi; Signum Durandi sacriste. Annus incarnationis habebatur MCXLII^{us}.

XXVII

1186

Carta Manasses lingonensis episcopi

Ego Manasses Dei gratia Lingonensis episcopus notum facio omnibus quod, cum discordia verteretur inter ecclesiam Sancti Sequani et nobilem

virum Raynaudum de Rochetallia, pax reformata est inter eos in hunc modum. Furni de Rochetallie quotquot ibi erunt, erunt Ecclesie Sancti Sequani, et furnerium liberum et libere habebit eadem ecclesia, dum non sit homo ejusdem Raynaudi vel in manso ejus. Si vero homo ejus erit vel in ejus manso, communis erit per medium furnerius, furnum nullus ibi construet nisi per licentiam abbatis. Molendinum, quodcumque ibi est, vel est futurum, per medium erit commune utrique, uterque cum familia sua molet ibi sine molendinatura; in molendino sive molendinario neuter sine altero aliquid habebit. In vivario, abbas sive monachi et dominus Raynaudus de communi piscabuntur. Census, servitia, que redduntur ex atrio vel ibi habitancium, erunt ecclesie Sancti Sequani. Omnes proventus, quocumque modo proveniant in villa et finagio, erunt communes ecclesie Sancti Sequani et domini Rainaudi per medium. Decime et tercie ejusdem ville, quocumque deferantur, simili modo per medium erunt eis communes. Decime, que ad Vesignas ibant de finagio Rochetallie, ibunt ad Rocham Talliam in granchiam communem. Duos homines sibi eliget dominus Raynaudus qui, et heredes ab eis descendentes, cum suis tenementis erunt ejus in omni utilitate et emolumento. Tercium eliget ecclesia Sancti Sequani qui, et heredes ab eo descendentes, cum omnibus tenementis suis in omni utilitate et emolumento, erunt ejus. Si heredes hominum, quos elegerit dominus Raynaudus vel ecclesia, extra tenementa sua domos construxerint, et aliquid excoluerint, custume ambobus communes erunt per medium, homines tamem liberos habebunt utrique sicut est dictum. Homines illi, qui ecclesie erunt, et illi, qui domini Rainaudi erunt, usuarium habebunt, sicut et ceteri habitatores ville. In familia prioris ville, dum non sint homines Rainaldi, nullam justitiam habebit nec exactiones dominus Raynaldus. Si vero familia dicti prioris et homines, qui proprii erunt ejus, aliquid forifecerint Raynaudo, de eis ipse justiciam exiget, si ei placuerit, ab abbate Sancti Sequani bis in anno, in synodo paschali, in festa Sancti Mammetis et in crastino, in domo Sancti Martini Lingonensis, ita tamen quod requiret dominus Raynaudus quindecim dies ante dictam synodum, vel ante dictum festum. Prior ad unam carrucam terram ad arandam in villa Rochetaillie accipiet libere, dum non sit detenta ab aliquo habitatore ville; similiter et dominus Raynaudus, ita quod neuter alteri de carruca illa terciam vel decimam reddat. Collecta tota erit domini Raynaudi, ita quod de medietate quam dicte ecclesie esse recognovit hominiagium faciet ipse, et successores sui, abbati Sancti Sequani, et successoribus suis, in abbazia Sancti Sequani. Hoc faciet laudari dominus Raynaudus ab omnibus heredibus suis. Testes magister Hunaudus et magister Theobaldus lingonensis canonici. Actum anno incarnati verbi M^o C^o octogesimo sexto.

*Carta Petri archiepiscopi lugdunensis ecclesie et apostolice
sedis legati.*

Petrus Dei gratia Sancte Lugdunensis ecclesie minister, sedis apostolice legatus fidelibus universis. Unanimitati vestre per presentia scripta notum facimus, diu tam in Lugdunensi quam in Lingonensi curia habitam controversiam inter monachos Sancti Sequani et monachos Sancte Fidis ex mandato fratris nostri Lingonensis Guilenci episcopi per litteras abbatis Sancte Fidis de decimis et ecclesia ville, que Cultillus appellatur, suscepisse nos terminandam. Unde nos abbatem Sancti Sequani H. et priorem cavanniaci A., cui vices suas in exequendo jam dicto negotio abbas suus commiserat, tercio evocavimus et de componenda inter eos pace paterno affectu tractavimus. Sed cum res, concordia mediante, commode componi non posset, tandem utramque partem ad concilium a nobis Lugduni celebratum vocavimus. Auditis itaque utriusque partis allegationibus, causam illam domino Tricastrino episcopo, et Stephano Lugdunensi archidiacono judicandam commisimus. Cumque proferenda esset, suam abbas quidem paratus audire affuit; prior autem ille vocatus venire et audire contempsit. Eapropter tam nobis quam memoratis fratribus nostris justum visum est, ut de cetero monasterium Sancti Sequani ecclesiam, de qua agebatur, cum appenditiis suis quiete possideat, donec ei abbas Sancte Fidis vel monachi sumptus pro jam dicta causa factos plene restituat.

*Carta Petri archiepiscopi Viennensis et apostolice
sedis legati.*

Petrus Dei gratia Viennensis archiepiscopus sedis apostolice legatus venerabili filio Warnerio Sancti Sequani ejusque successoribus imperpetuum. Cum ex officio nobis in vinculo justis petitionibus fratrum et filiorum condescendere debeamus, maxime eis, quibus debita paternitate ac singulari cura providemus, quapropter, quum Burgondie partes nobis commissas, vices domini pape ibidem agentes, visitaremus, dilectus filius noster Garnerius abbas Sancti Sequani nobis occurrens causam, que inter ecclesiam Sancti Sequani et Sancti Stephani magno tempore ventilata fuerat obtulit, ostendens qualiter dominus W. lugdunensis archiepiscopus illarum partium primas super hac causa utrique parti diem statuit, et abbas Sancti Sequani ut primatis continebatur litteris se conspectui suo ad cau-

sandum paratum obtulit, et pars altera nec ad causam venit nec eam abbati, sicut asseritur, aliquatinus nec archiepiscopo, nisi in vigilia prefinite diei, contramandavit; visum est archiepiscopo et toti capitulo suo ne de subfugio cause quicquid lucrari debuerint; unde lingonensi episcopo J. mandavit, quatinus abbati Sancti Sequani et ejus ecclesie possessionem suam ita quietam et liberam restitueret, sicut eam ante calumpniam canonicorum sancti Stephani quietius et liberius cognosceretur possedisse, quoadusque cum digna tam archiepiscopo quam abbati satisfactione premessa causa eadem Lugduni sub presentia primatis decideretur. Quod et nos quia canonicam possessionem se habuisse adprobavit apostolica auctoritate per presentem paginam confirmamus. Confirmamus etiam predictae ecclesie justas possessiones, ecclesiam videlicet de Cortillis, et ceteras quas canonicè possidet. Si qua vero persona contra hoc nostrum decretum predictam ecclesiam inquietare presumpserit, liceat eis libere sedem apostolicam vel legatum appellare. Qui ergo ecclesiam Sancti Sequani, vel monachos ibidem degentes vexare temptaverit, anathematis vinculo teneatur.

XXX

1199

*Carta Raignaudi prime Lugdunensis ecclesie minister
humilis et Pontii ejusdem ecclesie precentoris.*

Raynaudus Dei gratia prime Lugdunensis ecclesie minister humilis et Pontius ejusdem ecclesie precentor omnibus imperpetuum; cum inter dilectos filios Nivardum abbatem et Landericum cappellanum Sancti Sequani ex una parte, et Audynum capellanum de Champeni ex altera parte, super pariochatu de Beroneio questio verteretur, et causa ipsa de mandato summi pontificis nobis esset delegata, nos utramque partem ad nostram presentiam convocavimus. Cumque super hoc ipsi sub examine curie nostre diu litigassent, tandem post multas huic inde assertiones propositas in nos pacifice compromiserunt, ratum habituri, quicquid super hoc vellemus ordinare. Nos autem, paci ipsorum et quieti intendentes, pronuntiavimus, ut Audinus capellanus, quicquid juris se habere credebat, in parochiatu de Beligneio in manu dicti abbatis resignaret, et quod de cetero per se et per alium ecclesie Sancti Sequani questionem super hoc non moveret predicto abbati, humiliter per omnia pariturus; quod est hoc factum. Et abbas post resignationem in manu ipsius factam, indignationem, quam adversus eundem capellanum et suos propter hoc conceperat, ex corde remisit. Et Raynaudo de Sarreigneio et Letardo tunc abbati adsis-tentibus, monachis hoc concedentibus, ad hoc memoratus abbas firmiter

nobis repromisit, quod primum beneficium ecclesiasticum vacans, quod ei in decanatu Sancti Sequani obveniret, iusta estimationem rei, de qua questio habebatur, dicto Audino conferret, et super hoc litteras suas apertas suo et capituli sui sigillo consignatas ei traderet. Hiis itaque in presentia nostra consilio Gyrigni primarii, magistri Pontii de Petra Lata et quorundam aliorum qui nobis tunc assistebant per ordinem executis et inde concessis, nos, ad postulationem utriusque partis, presentem cartam modum compositionis continentem eis indulsimus, precipientes eandem ad maiorem firmitatem sigillorum nostrorum auctoritate sollempniter insigniri. Illud preterea nolumus sub silentio preterire, quod ad instanciam utriusque partis eis promissimus, quod, si pars alterutra forte a conventionibus pretaxatis resili-ret, nos, personam illam, in qua culpae dum daret, ad observationem earumdum conventionum per censuram ecclesiasticam, compelleremus. Actum anno domini M^o C^o XC^o VIII^o.

XXXI

1182

Carta Manasses Lingonensis episcopi.

Ego Manasses Dei gratia Lingonensis episcopus tam presentibus quam futuris notum facio, me dedisse et concessisse ecclesie Sancti Sequani, prece Haymonis abbatis, ecclesiam de Moelon, ita ut prefato Haymoni et successoribus ejus liceat, in eadem ecclesia, quando opus erit, tam capellanum, quam redditus ordinare; salvis tamen et retentis synodis et iusticiis et jure Lingonensis ecclesie. Donationis hujus testes sunt Lambertus archidiaconus, Wiardus capellanus meus, Milo et Philippus canonici lingonenses. Actum anno millesimo centesimo octogesimo secundo.

XXXII

1190

Carta Manasses Lingonensis episcopi.

In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Manasses Lingonensis episcopus, notum facio universis, quod dominus Garnerius de Fontanis, laudante Agnete uxore sua et Bartholomeo fratre suo, et sororibus suis Petronilla et Gertrude et Vidone filio domini Osmundi, dedit in helemosinam ecclesie beate Marie et Sancti Sequani duas partes decime de Blaseio Castello et casamentum tertie partis duarum partium decime de Blaseio villa, quod dominus Varnumus de eo tenebat, et quicquid in eadem decima de ipso movebat, et casamentum de Pascis, quod dominus Raynaudus de eo tenebat, et quartam partem de justicia de Torceio, quicquid

etiam in eodem Turceio de ipso tenetur, si aut helemosina, aut comparatione ecclesie adquirere poterit. Hanc helemosinam ipse et Bartholomeus frater ejus se tenere juraverunt super majus altare ecclesie, in presentia Nivardi abbatis avunculi sui, Hugonis prioris, Richardi quondam abbatis, Nicolai Blase, Wauterii de Pangis, Letardi, Garnerii sacriste, Haymonis de Blaseio, totius etiam conventus, eidem Bartholomeo precipiens, si quid mali inde oriretur, in expensis ecclesie restituere faciet et emendare. Ecclesia vero eis concessit participationem omnium beneficiorum suorum. Testes hujus rei sunt Hugo decanus, Girat de Curtis, Constantus presbiter de Monte, Girart, Vito, Andreas, Garnerius et Vido de Blaseio, Vido de Grosbos, Hugo de Pichanges, Magister Landricus Chaynyensis et Landricus filius ejus, Girard Hostelox, Nicolas et Obertus filius ejus, Nicholas prepositus, Odilo et Richard ventarii Martyris de Diane, Richart Peletirs, Valo, Valterius et Hugo famuli domini Garnerii. Actum anno incarnati Verbi M^oCXC^o.

XXXIII

1190

Carta Manasses lingonensis episcopi.

Ego Manasses Lingonensis episcopus, notum facio universis, quod dominus Andreas de Labretenere dedit in elemosinam ecclesie Sancti Sequani, pro beneficio tam anime quam corporis sui, tertiam partem duarum partium decime de Turceio, laudante Johanne Grosso Vilano et Gilone filio ejus. Testes hujus rei sunt Nivardus abbas ejusdem ecclesie, Airardus quondam abbas, et Wauterius frater ejus, Matheus modo prior de Troaut et Duismes, Richardus et Brutinus de Chanceas, Garnerius de Fontanis, Bartholomeus, Barnuinus milites, Varnerius de Pangis, Petrus Chauchart, Petrus decanus, Odilo filius ejus, Rocha Baratensis, Hugo Ragons, Richardus Peletirs, Hugo et Haymo famuli abbatis. Actum hoc anno incarnati verbi M^oCXC^o.

XXXIV

1190

Carta Manasses lingonensis episcopi.

Ego Manasses, Dei gratia Lingonensis episcopus, notum facio universis, quod Varnuimus de Dreis dedit in elemosinam ecclesie Sancti Sequani, pro beneficio tam anime quam corporis sui, tertiam partem predictae duarum partium decime de Turceio, laudante uxore sua, et Johanne filio suo, et uxore ejus, et Odone alio filio suo, et filiabus suis, eo modo quod, si

inde querela aliqua contra ecclesiam ab aliquo oriretur, ipse legitimam garantiam ferret, et pro posse suo bona fide extingueret. Testes hujus rei sunt Nivardus abbas ipsius ecclesie, Henricus monachus, Bonardinus presbiter de Dreis, Girardus Brito, Garnerius de Fontanis, Bartholomeus frater ejus major de Sancto Hilario et Lambertus, Robertus de Sanz et Andreas famuli domini Barnuini. Factum est anno incarnati Verbi M^oCXC^o.

XXXV

1188

Manassès, évêque de Langres, notifie la donation de plusieurs fiefs faite par Othon de Saux au couvent de Saint-Seine; publ. *Plancher*, t. I, pr. 114.

XXXVI

1209

Guy de Saux notifie la vente faite par Jacques de Bigorne de son domaine de Léry à l'abbaye de Saint-Seine; publ. *Plancher*, t. I, pr. 164.

XXXVII

1209

Eudes, duc de Bourgogne, notifie la donation précédente et se porte garant de son exécution; publ. *Plancher*, t. I, pr. 165.

XXXVIII

1197

Carta Garnerii Lingonensis episcopi.

Notum sit presentibus et futuris, quod ego Garnerius, Dei gratia Lingonensis episcopus, precibus Nivardi venerabilis abbatis Sancti Sequani dedimus et concessimus prefate ecclesie ecclesias de Sant-Anteil, et de Calore, et de Havogne, et de Barens, tali conditione quod, post decessum presbiterorum, qui nunc eisdem ecclesiis presunt, abbas et monachi memorate ecclesie habebunt trahere et ordinare presbiteros in ipsis ecclesiis et episcopo Lingonensi presentare. Constituimus autem quod monachi et presbiteri in omnibus proventibus et beneficiis earundem ecclesiarum per medium participabunt, excepto denario panis benedicti et denario baptisterii et oblationibus sponsi et sponse tam et peregrinorum, tam et confessionibus et mulioribus renonciatis, ita tamen quod, si infra quadragesimam jacent et in die Pentecostes offerunt, in his monachi participabunt. Si vero presbiter caritates suas vendidit, et trecenarium simul receperit, nec pro eo cotidie missam celebrando, similiter monachi participabunt. Et, ut hoc perpetuo maneat inconcussum, presentem cartam sigilli nostri munimine roboravimus. Actum anno domini M^oCXC^oVII^o coram subscriptis testibus: ipso Nivardo abbate, Letardo, Garnerio, Raynaudo monachis suis, Ebrardo archidiacono Lingonensi, Roberto thesaurario Lingonensi, Gauterio de Orvis monacho divionensi et multis aliis, Celestino summum pontificium tenente, Philippo in Gallias regnante, Odone duce in Burgundia imperante.

XXXIX

1202

Carta Roberti decani et capituli lingonensis.

Ego Rotbertus decanus et universum capitulum lingonense notum fieri volumus omnibus, ad quos presens scriptum devenerit, quod, cum ecclesia Sancti Martini lingonensis teneretur erga ecclesiam nostram in solutione procurationis annue et determinate, nos, pro sopiendis discordiis, que proinde inter nos et monachos frequenter suscitabantur, procuracionem illam in annuam pensionem III^{or} librarum commutavimus, quos jurabit prior infra quindenam ab institutione sua se redditurum in festo Beati Martini, quicumque in dicta ecclesia fuerit institutus. Si vero forte contigerit, quod predicta pensio non fuerit soluta integraliter, nos predictam ecclesiam saisiremus usque ad integram solutionem, nichil insaisire computantes. Actum est hoc Lingone anno M^oCC^o secundo.

XL

1222

Carta Hugonis episcopi.

Hugo Dei gratia Lingonensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem. Noverit universitas vestra nobis constare, quod abbas et conventus Sancti Sequani habent jus patronatus in ecclesia Sancti Martini lingonensis et ipsos esse in presentia presentandi personam in eadem ecclesia. Actum anno gratie M^oCC^oXX^oII^o.

XLI

1204

Carta Roberti lingonensis episcopi.

Ego Robertus, Dei gratia Lingonensis episcopus, notum facio presentibus et futuris, quod, cum ex concessione domini Walterii bone memorie predecessoris nostri in ecclesia Sancti Martini apud Lingones monachi Sancti Sequani duas partes omnium reddituum, qui in ea proveniunt, habeant, capellanus vero tertiam, salvo presbiteratu, quia visum erat monachis, quod in ampliacione presbiteratus sui capellanus excederet, et inde discordia non modica inter eos esset, tandem de assensu nostro et de consilio prudente presbiteratum determinantium hoc modo pacificati sunt: salvis duabus partibus monachis, ut domini est, capellano tertia. Capellanus pro presbiteratu extra partem capiet confessiones, baptisterium, visitationes infirmorum, nisi annua dies sit, in qua infirmis oblationes suas de-

beat domibus, partem suam habebunt monachi; absolutiones, que die domini ei dantur ante oblationem misse parochialis, denarium panis benedicti, tricenarium presentis defuncti; sequentium vero oblationes eis partietur pro modo partis, quam in ecclesia habent. Ceterum de omnibus beneficiis defunctorum, tam majorum quam minorum, duas partes habebunt monachi, quoquo modo proveniant, excepto quod de majoribus de dispersione que post tumulationem fieri consuevit, quod singulis dispertum erit, singulorum erit. De minoribus autem, de quibus in arbitrio majorum suorum et facere beneficia pro dispersione sua, sex denarios accipiet capellanus; quicquid vero pro ipsis ei surerogatum fuerit monachis partietur. Duas etiam partes oblationum nuptialium habebunt, exceptis oblationibus sponsi et sponse in die benedictionis et in crastine, et sponse solius, cum venerit ad reconciliationem; in reconciliatione autem puerperarum, oblationem puerpere extra partem capiet. Sequentium oblationes eis partientur. In judiciis autem vel campionibus oblationem ejus, qui ferre debet, vel pro quo ferri debet iudicium, et unius campionis tantum, et ejus pro quo campire debet, accipiet. Sequentium oblationes eis partietur, peregrinorum etiam, qui ultra mare, vel ad Sanctum Jacobum, vel ad Egydium ibunt, oblationes accipiat in die disgressionis sue ad missam. Sequentium oblationes eis partietur ceterorum vero peregrinorum quocumque peregrinari proposuerint tam oblationes, quam sequentias eis partietur. Si quis autem ad monachos, causa suscipiendi habitum religionis, confugerit et eis aliquid contulerit. capellanus nullam partem, nisi gratia prioris habeat. Ceresiis tertias decimas et omnes omnino redditus qui in manu ejus deveniunt nomine vel jure parochiali. Preterea que excepta sunt fideliter monachis pro modo partis sue partietur, et infra tertiam diem, qua ea receperit, eis de parte sua satisfaciet. De candela vero pro servitio suo in eadem ecclesia faciendo in die dominica capellanus accipiet, quotquot ipse et prior in sequenti ebdomadi viderint fore necessarias, ita quod in sabbato si quid superfuert, inter se partientur. Omnes etiam querelas, quas invicem ante compositionem habebant, hujus compositionis beneficio consopite sunt. Actum anno domini M^oCC^oIIII^o.

XLII

1185

Carta Hugonis cluniacensis abbatis.

Ex sana necessitate traditione suscepimus, ea in scriptis redigere, que tenaci memoria volumus observare. Ea propter presentis scripti muniminego Hugo abbas Cluniacensis et ego Nivardus abbas Sancti Sequani tam presentibus quam futuris decernimus notificare, quicquid questionis

inter Ecclesiam Sancti Sequani et prioratum de Troaut hactenus fuit, tali interveniente convintione, sedatum fuisse. Ecclesia Sancti Sequani prioratum de Troaut exceptis votis, id est crucibus, quicquid habet in eadem villa et infra terminos ejus libere et absolute concessit; et quicquid continet a terminis de Troaut usque ad rivum de Valmaroni excolendum habebunt, ita tamen quod ecclesia Sancti Sequani infra eosdem terminos tam in pratis quam in culturis census, et tertias, et decimas, et justiciam, sicut consuerunt percipere, sive prior, sive alius excoluerit vel possederit, percipiet. Quicquid autem prioratus de Troaut a rivo ad Valmarain in omnibus terminis de Turci et in villa, que Molata dicitur tam in hominibus quam in feminis, tam in pratis quam in culturis, tam in aquis quam in silvis, et in terminis de Toise et usque ad terminos de Verre et de Charence dinoscitur habuisse, ego Hugo abbas Cluniacensis et Stephanus prior de Troaut et ejusdem cenobii fratres ecclesie Sancti Sequani libere et absolute perpetuo concedimus habendum, excepto prato dou batour, quod Petrus Odarz et Johannes Masdinez, et Herbertus de Buxi, et Itiers li Maccons possident, ita quod censum annualem Ecclesie Sancti Sequani persolvent, pratum nec vendunt, neque dabunt, nec pignori obligabunt, nisi abbas super hoc primo conventus fuerit. Quemcumque vero possidentium cedere contingerit, ecclesia Sancti Sequani per successionem prioratum habebit. De mulieribus autem assensu pari dignum duximus diffinire quod si mulier pertinens prioratui de Troaut viro pertinenti ecclesie Sancti Sequani nupserit vel nupsit, vel si mulier pertinens ad Ecclesiam Sancti Sequani viro pertinenti ad prioratum de Troaut nupserit vel nupsit, deleta consuetudine qua heredes solebamus utrinque reclamare, filii et filie liberi erunt. De pasturis vero ita diffinitum est quod animalia hominum ecclesie Sancti Sequani in omnibus pasturis de Troaut usum habebunt; animalia autem de Troaut infra subscriptos terminos pasturiam habebunt: scilicet a molendio de Prees usque ad cheminum, a chemino et supra usque ad Coniam percham, et inde usque ad fontem Erchembaut, et inde usque ad semitam de monte, et per eandem semitam usque ad semitam Vetule, inde usque ad Musuges, inde totum equale usque ad fontem de Varenz, et inde usque ad quercum chemini de Pangis, a quercu per cheminum usque ad vadium proetiosum, ita quod, si dampnum fecerint, sine alia lege dampnum restituent. Arantia vero animalia omnes pasturias habebunt, dampno, ut prediximus, sine lege restituto. Qua de re ecclesia Sancti Sequani karrucas ville de Troaut otiam anno habebit, scilicet ad sumbrum et ad venisum apud Turce, aut apud Saucigne, aut apud Panges, quando abbas aut sui eos invitabunt. Quod si aliquis defuerit, usque ad VII dies expectabitur, si nec tunc venerit, abbati emendabit. Si quis autem aliquam par-

tum super his voluerit molestare, alterius erit se tutorem exhibere. Societas vero inter utramque ecclesiam hec erit quod audito obitu fratris alterius ecclesie, altera pro eo plenarium servitium persolvat. Sed et si quis alteram ecclesiam preter ducem vel mandatum suum in aliquo inquietaverit, altera ei in omnibus tenebitur auxiliari. Quicquid vero utraque ecclesia infra subscriptos terminos quoquomodo aut subscripto dominice incarnationis sibi adquisierit, huic commutationi non subiacebit. Hujus rei testes sunt Guido Matrouz prior Flavigneii, Hugo prior de Flure, Petrus de Grance monachus Flavigneii, et de monachis Sancti Sequani Bartholomeus de Castellione, Nicholaus Anglicus, Oliverius, Gauterius, Berauz, Letardus, Reginaudus de Sarreigny, Odo, de monachis de Troaut Guido et Hugo prior de Duime, Richardus presbiter de Chanciaus, Brutinus presbyter; et ex laicis Haymo miles de Britenire, Petrus decanus, Landricus Chambellans, Girardus hostiliers, Gautherius marcheane, Petrus cellerarius de Troaut, Bernardus filiusejus, Bernardus villicus de Troaut, Haimo forrex, Henricus Tornator, Mauritius villicus Vilote. Actum hoc anno domini, M^oC^oLXXX^oV^o, Lucio summum pontificium tenente, Philippo in Francia regnante, Manasserio lingonensi episcopo existente, Hugone duce in Burgundia imperante.

XLIII

Carta Odonis ducis Burgondie.

Ego Odo dux Burgundie presentis carte testimonio notum facio universis quod Walterus dominus Submonis in presentia nostra promisit se garantiam legitimam ferre ecclesie Sancti Sequani contra dominum Willelmum, Montis Sancti Johannis et omnes alios calumpniatores de omnibus que ecclesia eadem, ab ipso adquisierat apud Torce per helemosinam aut per emptionem. Similiter prior Vergeii qui tunc erat prior Troallii coram nobis promisit se garantiam prescripte ferre ecclesie de eschambio quod factum fuit inter prioratum Troallum et sepedictam ecclesiam.

XLIV

1205

Carta Odonis ducis Burgundie.

Ego Odo dux Burgundie notum facimus presentibus et futuris, quod Willelmus de Verreio miles pignori obligavit ecclesie Sancti Sequani pro ducentis libris divionensibus, que conibiri debent sexdecim stephanenses, quicquid juris habebat in omnibus proventibus in villa et finagio Turceii a prato rotundo, quod est sub Vilota usque ad divisum Blaseii. Ipse autem Willelmus dederat jam dicte ecclesie in elemosinam de eodem territorio

Turceii, quicquid juris habebat infra subscriptos terminos a ponte Chevrei usque ad divisum Troalli et ab aqua Turceii, que venit de Blasiaco, usque ad finagium Sancti Sequani. Hec autem gagia ante sex annos redimi non poterit; totum vero fructum dedit ipse Willelmus in helemosinam eidem ecclesie. Hoc totum laudaverunt Johanna uxor ipsius et Petrus frater ejus, et ne inde aliqua molestia valeat suboriri, presentem paginam sigillorum meorum testimonio fecimus roborari. Actum anno gratie M^o CC^o V^o.

XLV

1205

Carta Roberti lingonensis episcopi.

Ego Robertus Dei gratia Lingonensis episcopus notum facio presentibus et futuris quod Willelmus de Verreio dedit et concessit in helemosinam Deo et ecclesie Sancti Sequani quicquid juris habebat in omnibus proven- tibus in villa et finagio Turceii infra subscriptos terminos, videlicet a ponte Chevreii usque ad divisum Troalli et ab aqua Turceii que venit de Blasiaco usque ad finagium Sancti Sequani. Hec elemosina facta fuit in manu mea, et ego inde abbatem investi Oliverium. Hoc laudaverunt Johanna uxor ipsius Willelmi, et Petrus fratres ejus. Et ut hoc perpetuo maneat incon- cussum, presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Ac- tum anno gratie M^o CC^o V^o.

XLVI

1200

Carta Galteri domini de Sunbernune.

Ego Galterus dominus de Sonbernum notum facio presentibus et futuris me dedisse et concessisse in helemosinam ecclesie Sancti Sequani et Sancte Marie, laudantibus et concedentibus Jacoba uxore mea et filiis meis Herveo, Galtero, Guidone, quicquid habebam apud Turce, et apud Gos- dans, et apud Vilotam, et in omnibus finagiis et usagiis ipsarum villa- rum, laudantibus etiam et concedentibus fratribus meis Guidone, Garnerio et omnibus ad quos laus ipsa et concessio pertinet. De casamentis autem Torcey videlicet que subscripti tenent Odo de Mirebel, Johannes Barre et Jocelinus filius ejus, Reynaudus de Torce, Willelmus de Verre, Garnerus de Bregon, cognitum fuit quod ipsa a me tenebant. Ego vero omnia casa- menta illa a domino Nivardo abbate cepi et inde ei hominum feci jam dicte ecclesie et a me et heredibus meis perpetuo ac fideliter observandis, ita quod si aliqua querela a casatis jam dictis vel eorum successoribus eidem ecclesie emergerit, ego vel ille a quo casamenta illa tenent vel tene- bunt ipsos casatos in curia abbatis ad iudicium abbatis juri stare faciam,

videlicet apud Sanctum Sequanum et Turce et Panges ubi abbati melius placuerit. Casamenta vero ipsa ab eadem ecclesia cum per me aut per eos qui illatenent vel tenebunt nullo modo poterunt alienari nec fieri de ipsis, nisi quod sit de justis casamentis. Casamentum etiam Valonis filii Rogerii Maleure eidem ecclesie adquisivi. Quicquid autem de ipsis casamentis eadem ecclesia quoquomodo sibi acquirere poterit, ego et omnes ad quos laus pertinet laudamus et concessimus ei libere possidendum. Illud vero quod domina Aalidis uxor Heluini de Buxi tenebat de Odone de Mirebel totum apud Torce accensivit ipsa domina prefate ecclesie pro duobus sextariis medietate frumenti et medietate avene. Memorata vero ecclesia de bonis suis contulit michi CCLXXX libras divionensis monete. Et ut hoc perpetuo ratum habeatur, presens scriptum sigilli mei munimine roboravi. Hujus rei testes sunt Ulricus capellanus ducis, Magister Hugo, Bernardus, Nicholaus clerici ejusdem, Hugo decanus Sancti Sequani, Rodericus de Pumard, Garnierus de Bregnone, Willelmus de Puille, Willelmus Fromud, Guido Fulleloz milites, Nivardus abbas, Raynaudus, Guido, Henricus, Johannes, Rotbertus monachi ejus, Johannes Rosset, Bonsamiz, Quaillez Bonsvallet burgenses, Landricus cambellanus et filius ejus, Lambertus Cornutus, Aymo, Martinus de Monte, et plures alii. Actum anno incarnati Verbi M^o CC^o apud Lentiniacum VIII idus Martis.

XLVII

24 avril 1200

Notification par Eudes, duc de Bourgogne, de la précédente donation ; publ. *Plancher*, I, pr. 156.

XLVIII

1215

*Carta Hugonis dicti prioris Cisterciensis ordinis et M.
de Flaviniaco archidiaconi.*

Frater Hugo dictus prior Cisterciensis, Hugo de Tornodoro et M. de Flaviniaco archidiaconus universis presentes litteras inspecturis rei geste noticiam cum salute. Cum inter abbatem et conventum Sancti Sequani ex una parte et R. militem de Turceio super tota terra ipsius militis sita apud Turceium coram nobis auctoritate apostolica questio verteretur, talis inter ipsos intervenit compositio : quod abbas et conventus in hominibus, redditibus, proventibus et rebus aliis propriis terre medietatem habebunt, miles alteram medietatem habebit. Dicti vero abbas et conventus medietatem suam usque ad duodecim annos habebunt, ita tamen quod si ipsa medietas XX libras annuatim non valeret, miles de medietate sua ipsas viginti libras in integrum perficeret ; si vero plus valet, illud militi reddetur. Bla-

dum vero in dicta terra a parte abbatis et conventus perceptum ad majorem valorem precii a messe usque ad Natale Domini computabitur. Hoc totum miles et G. filius ejus juramento interposito se servaturos promiserunt, et abbas pro se et pro conventu bona fide se servaturos promisit, super hac vero compositione tenenda abbas et conventu suas litteras dicto militi tradiderunt. Et ut hoc ratum habeatur, sigillorum nostrorum munimine ad petitionem partium presentem paginam fecimus roborari. Actum anno gratie M^o CC^o quintodecimo. Datum apud Divionem mense januario, feria quinta ante purificationem beate Marie.

Elapsis XIII annis dictus miles totam terram habebit.

XLIX

1134

Carta Stephani eduensis episcopi.

Stephanus Dei gratia eduensis episcopus dilecto filio suo Herberto monasterii Sancti Sequani abbati omnibusque successoribus tuis regulariter sustinendis imperpetuum. Si justis Deo famulantium postulationibus facilem commodamus assensum, ei nos procul dubio parere confidimus, quem per Evangelium cotidie dicentem audimus: « qui recipit justum in nomine justi mercedem justus accipiet ». Ut ergo mercedis hujus portionem, a Domino percipere mereamur, petitioni tue fratrumque tuorum, que justa nobis et rationabilis visa est, paterno pietatis affectu condescendimus et infra scriptas ecclesias tam nostro quam decessoris nostri sancte recordationis Norigaudi episcopi Trecensis a monasterii tui fratribus possessas libere et quiete perpetualiter possidendas presentis privilegii paginam concedimus et firmamus. Ecclesiam videlicet de Sarrigni, capellam de Tapot, ecclesiam de Bosa, ecclesiam de Socei, ecclesiam de Rupe que est Curcellii, ecclesiam de Maville nos ergo cum omnibus ad se pertinentibus, decimam quoque de terra, que Vluarchis appellatur, et quod a monasterio tuo a viro nobili Sosberto de Soceio in eadem terra concessa sunt, tibi monasterioque tuo, sicut supra dictum est, ratuimus, concedimus et firmamus, ea libertate atque quiete qua elemosine monasterium vel qualibet alia persona aut ecclesia per eduensem diocesum res et ecclesias suas possidere dinoscitur. Decedentibus vero vel quovis alio modo a jam dictis ecclesiis recedentibus eligendi et substituendi catholicos sacerdotes libere facultatem concedimus, quos vel per nuntium tuum nobis presentatos tantummodo spirituali cura regiminis investiremus. Si quid autem de rebus a nobis monasterio tuo concessis usurpaverint, per temet ipsum memoratos sacerdotes coram te ad justiciam coram nobis et vocatos pro modo injurie corrigendi potestatem habebis. Si qua vero ecclesiastica secularisve persona

hanc nostre constitutionis paginam sciens, contra eam venire temptaverit, si semel et secundo commonita non emendaverit, auctoritate sancte sedis hujus et nostra a communione christiana alienam esse se noverit. Actum Eduensis et firmatum anno domini M^oC^oXXX^oIIII^o coram testibus infra scriptis. Signum domini Stephani eduensis episcopi; Signum Willelmi decani, Signum Gerardi archidiaconi; Signum Humberti archidiaconi; Signum Walterii sacerdotis; Signum Odonis diaconi et canonici. Signum domini Herberti abbatis Sancti Sequani; Signum Richardi sacerdotis et monachi; Signum Roberti sacerdotis et monachi; Signum Hugonis sacerdotis et monachi Sancti Benigni divionensis.

Ego Petrus Sancte Lugdunensis ecclesie minister, sedis apostolice legatus legi, subscripsi et firmavi.

L

1194

Accord entre Nivard, abbé de Saint-Seine, et Gauthier de Sombernon; publ. *Petit*, t. III, pr. 912.

LI

1127

Carta de Magno Valle.

In nomine sancte et individue Trinitatis. Miseria temporali qui circumvallantur, seu qui tetri carceris custodia detinentur, vel continuis pressuris qui macerantur alioquocumque tamen vel ad punctum refocillationis solamine potuerint; anime vero hoc de ergastulo carnis exeuntes quid patiantur, queve eas regio teneat, quis ignis exurat, quis fetor tabescat, que pena absorbeat claris documentis non dum edocemur, quamquod pro qualitate morum preteritorum eas ultionis vindictam vel vite perhennis gloriam sentire credamus, quibus ut superna clementia dexteram porrigat pie liberationis lucemque concedat vite perhennis Ego Matheus Rameracensis minimus servus servorum Dei ex beneficio proprie hereditatis jussu patris mei Odonis cognovi me grossioris subvenire decrevi, ut igitur cito ad rem veniamus, pateat omnibus a nobis concessum fore tam pro remedio anime nostre quam predecessorum nostrorum salute ecclesie Sancte Dei Genitricis Marie et loco Sigestrensi Sancti Sequani terram allodii juxtapositam que appellatur Magna Vallis. Hoc enim pater meus ut pote nobilis nobiliter inchoare disposuit; sed morte preventus consummare nequivit, cujus fidele propositum per omnia cupiens imitari proponere meo ad finem usque perduxit. Sed quum vita mortalium labitur eorumque actio variabilis cito antiquatur et senescit nisi memorie litterarum studeat traditum iri, hoc in presentia domini nostri Habonis Trecurum episcopi iterato volumus

confirmari instanciarumque ac posterorum noticie industria litterali adsignatum iri, ne aliquis per novos successores et imperitos relatores videatur adnullari. Actum est hoc apud Treca anno ab incarnatione Domini M^oC^o XX^oVII^o, indictione V^a, epacta VI^a, concurrentibus V, regnante Ludovico Galliarum rege, Hugone Burgundie terre ducatum regente, Theobaldo autem Campanie comitatum agente, presentibus testibus quorum nomina pro testimonio subscripsimus.

LII

Karissimo sibi in Christo et consanguineo suo W. canonico belnensi frater D. Beati Lupi Trecentis minister humilis salutem in Domino. Super his unum vobis debitores existimus, cum verbo non potuerimus litteris vestris gratiarum actiones quantas possumus exhibemus; erimus autem solliciti de vobis, sicut et tenemur de his, super quibus sermonem duximus vobiscum de honore, commodo, ac promoditione vestra, quam sicut nostram spetialem diligimus. Idcirco autem supplicamus vobis, ut pro nobis intercedere curetis ad dominum ducem, quatinus pro justitia nostra nobis conservanda scribere dignate domino Cabilonensi et domino Cluniacensi, ita ut ejus preces effectuosas in hac parte sciamus cum autem litteras habueritis vel domine matri nostre vel hospiti nostre Cabilonensi tradi faciatis, ut, cum ad has partes venerimus, ipsas possimus dictis dominis presentare. Verum etiam quam citius posterimus de his, que predicta sunt, rescribere vobis curabimus diligenter.

LIII

1206

Carta domini Walterii Subernonis.

Ego Walterius dominus Subernonis notum facio presentibus et futuris quod ego dedi et concessi in helemosinam Deo et ecclesie Sancti Sequani totum casamentum quod Raynaudus miles de Turceio tenebat de me apud Turceium, et ego tenebam de eadem ecclesia, et eidem precepi ut casamentum ipsum ab Oliverio abbate acciperet sicut a me illud tenebat. Inde ego promisi me garantiam ferre perpetuo si quis super hoc prescriptam ecclesiam presumeret molestare. Hoc laudaverunt et concesserunt Jacolia uxor mea, et filii mei Herve, Galterius et Guido; de his omnibus fideliter memorate ecclesie conservandis ego constitui dominum ducem proprehensorem. Et ut hoc perpetuo maneat inconcussum, presentem paginam sigilli mei munimine roboravi. Hujus rei testes sunt Olivarius abbas et subscripti monachi: Raynaudus de Sarreigneio, Henricus de Panges, Garnerius de

Alta Villa, Garnerius Rufus, Willelmus miles de Occeio, magister Landricus, magister Audinus, Alardus Anglicus, Constanticius de Albane, Willelmus de Belfort, Johannes Baratus, Guido Luscard, Radbertus de Turceyo et multi milites. Actum anno gratie MCCVI.

LIV

vers 1206

Carta domini Galteri Subernonis.

Ego Galterus dominus Sumbornonis notum facio universis quod, ex quo dedi in helemosinam ecclesie Sancti Sequani feodum Willelmi de Verre apud Turceum, nullum ab eo servitium petii nec recepi occasione ipsius feodi, et quare ego sigillum nostrum hodie in hujus rei testimonium sigillum decani de Flori presentibus litteris apponi feci.

LV

1178

Donation de Henri, comte de Troyes, à l'abbaye de Saint-Seine; publ. *Petit*, t. II, pr. 619.

LVI

1174

Gauthier de Bourgogne, évêque de Langres, notifie un accord entre l'abbaye de Saint-Seine et l'abbaye de Basse-Fontaine au sujet de la chapelle de Saint-Gilles (près le Petit-Mesuil, Aube); publ. *Lalore*, cartulaire de Basse-Fontaine, p. 104-105.

LVII

1197

Eudes, duc de Bourgogne, confirme l'achat du territoire de Neuilly, fait par les abbés de Saint-Seine et de Clteaux aux chanoines de Saint-Etienne de Dijon.

LVIII

1199

Carta Guidonis abbatis Cisterciensis et carta Nivardi abbatis Sancti Sequani.

Sciunt presentes et futuri quod G. abbas Cisterciensis et N. abbas Sancti Sequani emerunt a canonicis Sancti Stephani divionensis territorium Nuilleii cum omnibus appenditiis suis; et post emptionem istam dividerunt illud territorium; monachi quidem Cistercii dixerunt se habere usum pasture in territorio de Britinnerra et de Panges occasione istius emptionis. Abbas vero et monachi Sancti Sequani contra dixerunt et super hoc querela diutius inter eos agitata est et tandem in hunc modum pacificata. Abbas enim et monachi Sancti Sequani concesserunt monachis Cistercii pasturam pro querimonia predictam usque ad crucem que est in via que

tendit a Troaut in Nuilleium et a cruce illa usque ad pirum que secundum viam est que ducit ad Panges usque ad Sanctum Sequanum, et ab illa piro totum rivum usque ad locum quo ad terram absorbetur, et ab ipsa absorbtione totam calmam usque ad campos arabiles et usque ad crucem de Balma. Fratres autem Cystercii habebunt introitum (1) in territorium Blaseii a rivo qui descendit a Calmeio usque ad crucem de Balma libere et quiete, salva restitutione dampni si forte provenerit. Abbas vero et monachi Sancti Sequani ad propria pecora et homines de Panges habebunt usum pasture in parte Cistercii videlicet in territorio Nuilleii salva restitutione dampni et salvo nemore. Similiter et monachi Cistercii habebunt usum pasture in parte Sancti Sequani scilicet in territorio Nuilleii, salva restitutione dampni et salvo nemore. Si quis autem tractu temporis voluerit calumpniare vel aliquam querelam movere adversus alterutram ecclesiam videlicet Cistercii et Sancti Sequani pro eadem emptione, se mutuo fideliter consilio fovebunt et auxilio absque pecunie impensa. De censu vero, quantum debet domus Nuilleii tempore hujus emptionis, medietatem solvet ecclesia Cisterciensis et medietatem ecclesia Sancti Sequani. Et ut hec conventio cunctis in posterum diebus rata et firma permaneat, ego Guido abbas Cistercii et ego Nivardus abbas Sancti Sequani sigillis nostri eam confirmamus. Hujus rei testes sunt Pontius cellerarius Cistercii, Letardus capellanus Abbatis Sancti Sequani, frater Dominicus Pelliparius conversus Cistercii, frater Milo Magister de Roseriis, frater Odo Chainnaus, Dominus Haymo miles de Monti Regali, Guillelmus miles de Stabulis, Guido maior de Paanges, Aubertus de Paanges, Galterus marescallus abbatis Sancti Sequani, Petrus de Porta. Actum est hoc anno dominice incarnationis M^oC^o nonagesimo nono.

LIX

1202

Carta Willelmi domini de Marreigny.

Noverint tam presentes quam futuri quod ego Willelmus, dominus de Marreigne, acquitavi laudantibus Margarita uxore mea et Odone fratre meo in presentia venerabilis Odonis ducis Burgundie et multorum aliorum Nivardo abbati et ecclesie Sancti Sequani et successoribus suis palafridum quem ego et antecessores mei volebamus ab eis extorquere cum hominum eis faciebamus pro casamento quod antecessores mei de abbate et ecclesia tenuerunt et ego et heredes mei imposterum debemus tenere. His factis

(1) Mot douteux. Ce mot doit signifier droit de passage; Du Cange n'attribue pas ce sens à introitus.

rogavi jam dictum Odonem ducem Burgundie ut adjutor et defensor ecclesie super hoc esset si vel ego vel heredes mei, quod absit, decetero sibi quantum ad hoc spectat presumeremus injuriari. Quod ut ratum habeatur imperpetuum et indiscussum, presentem paginam sigilli mei munimine dignum duxi roborare. Actum est hoc anno incarnati Verbi M° CC° II°. Hujus rei testes sunt Willelmus dominus de Monte Sancti Johannis, dominus de Novo Castro, Garnerius de Sumbernone, Willelmus de Puille, Bartholomeus de Blayse, milites, Domeigues li effreez, Girardus Gaysne, Guido de Sales, Arnulfus de Barbire, Galterius, Theobaldus et plures alii.

LX

1152

Donation de la terre de Bussière, près Grancey, au couvent de Saint-Seine par la dame de Mont-Saint-Jean ; publ. *Petit*, II, pr. 335.

LXI

1174

Carta Walteri episcopi lingonensis.

Ego Walterius Dei gratia lingonensis episcopus notum facio tam presentibus quam futuris quod domina Martha et Adelina ejus filia per manum meam laudaverunt ecclesie beate Marie et Sancti Sequani terciam partem totius decime ville que dicitur Villamorins, sicut Adelina mater ejusdem Marthe illam eidem ecclesie prius in helemosinam donaverat. Testes laudationis prefate Marthe et filie ejus sunt Thomas abbas Molismensis, Manasses decanus lingonensis, Petrus decanus Barri, Nunandus capellanus noster, Milo de Rubro Monte Lingonis canonici, Petrus maior Castellionis. Acta sunt hec Trecis, in domo Guiardi de Foro canonici Sancti Stephani, anno ab incarnatione M° C° LXX° quarto.

LXII

1186-1204

Carta Hugonis domini Breceii.

Ego Hugo Breceii dominus notum facio presentibus et futuris quod Nivardus abbas Sancti Sequani et ejusdem loci conventus concesserunt in hominio Symoni filio meo juniore, qui Castrum Villanum post decessum meum tenebit, et heredibus suis Castrum Villanum tenentibus quicquid habebant in omnibus proventibus apud Dancevai et in finagio. tali conditione quod idem Symo et ejus successores facient reddere quarta feria infra octabus Pasche ad Sanctum Sequanum de unoquoque homine IIII denarios, de femina duos denarios censualiter de presentibus et de futuris quos adquisierit de casa-

mento illo. Si autem abbas illius loci obierit vel depositus fuerit, ab alio abbate superveniente predictus Symon vel ejusdem Castrivillani successores apud Sanctum Sequanum vel apud Sanctum Martinum Lingonensem ad placitum dicti domini ad diem quem predictus abbas sibi assignaverit casamentum recipiet. Ut hoc autem ratum habeatur et indiscussum sigilli mei impressione confirmo Hujus rei testes sunt Garnerus sacrista, Letardus capellanus Nivardi abbatis, Reginaldus prior de Sarreigneio monachi, Landricus camerarius predicti abbatis, Bernardus capellanus meus, Theuricus capellanus, Nicholaus capellanus, Hugo de Mormento, dominus Boso, dominus Milo milites, Allemannus, Johannes celerarius, Johannes coquus famuli.

LXIII

1199

Carta Anselmi Dei gratia humilis magistri Francie.

Ego frater Anselmus Dei gratia humilis magister in Francia et universum capitulum nostrum notum facimus presentibus et futuris querelam, que inter nos erat et dominum abbatem Sancti Sequani et conventum ejusdem ecclesie super quibusdam rebus quas habebant apud villam que dicitur Avogne, ita pacificatam fuisse quod predictus abbas Nivardus et totus conventus dederunt et concesserunt nobis imperpetuum libere et quiete possidendum quodcumque habebant in predicta villa et in territorio ejus excepta ecclesia et crucibus et duodecim et obolo denario censualibus, tali conditione quod nos reddemus ei annuatim unum modium bladi ad mensuram Subernone medietate avene et medietate frumenti, ita quod si medietatem illam frumenti de terciis predictae ville reddere non poterimus, de siligine, si in terciis fuerit perficiemus, sin autem frumentum reddemus. Hoc autem factum est fratre Guidone Boldeo existente preceptore de Buxis. Hujus rei testes sunt monachi Sancti Sequani, dominus Letaldus et dominus Henricus de Panges, sacerdotes, Bonifacius de Flure, Nicholaus de Granci burgenses, Landricus cambellanus, Odo Villicus Sigestri. Actum est hoc anno incarnati Verbi M^oC^oXC^oIX^o.

LXIV

1208

Carta G. laticensis archidiaconi.

Ego G. Laticensis archidiaconus notum facio omnibus presentem paginam inspecturis me esse fidejussorem Oliverio abbati Sancti Sequani pro capellano Barri super Sequanam pro modio Aimone pro parte sua decime de villa Mauro reddendo singulis annis usque ad quinquennium. Hujus

modii tertia pars est frumenti, tertia ordei, tertia avene. Debet autem reddi apud Barrum super Sequanam a festo omnium Sanctorum usque ad dominicam qua cantatur Letare Jerusalem quancumque abbas voluerit. Actum est hoc anno gratie M^oCC^oVIII^o.

LXV

1215

Carta Willelmi Dei gratia episcopi lingonensis.

Willelmus Dei gratia lingonensis episcopus universis presentes litteras inspecturis salutem in domino. Noveritis quod frater Oliverius dictus abbas Sancti Sequani magistro Hugoni de Faverniasco eunti Romam pro negotiis nostris litteras suas super mutuo contrahendo in XL marcos nomine ecclesie sue concessit quas recepimus, sed eidem non restituimus, unde promissimus eidem quod si quando per illas conveniretur eum indempnem super hoc conservaremus in omnibus. Actum anno gratie M^oCC^oXV^o me nse septembri.

LXVI

1217

Carta Oliveri abbatis Sancti Sequani.

Sciant omnes quos scire oportuerit quod Oliverius abbas Sancti Sequani admodiavit Theberto militi de Salinis quamdiu abbas Sancti Sequani extiterit omnes redditus suos de Salinis pro septem chargis salis de Loons in festo apostolorum Petri et Pauli festii beati Johannis Baptiste proximo sequenti dicto abbati aut mandato suo singulis annis quiete et pacifice persolvendis. Si vero die statuto admodiationem istam dictus T. miles prefato abbati aut mandato ipsius non reddiderit, quamdiu idem abbas aut mandatum suum apud Salinas propter hoc essent ipsos ibidem in expensis procuraret omne hiis autem pactionibus ab ipso Theberto milite erga dictum abbatem Sancti Sequani conservandis et tenendis. Ego archidiaconus de Salio is totumque capitulum Sancti Anatorii, et ego G. dominus de Salinis et ego Girardus de Vienna presentes litteras ad predictarum pactionum testimonium sigillorum nostrorum impressionibus fecimus sigillari. Actum anno gratie M^oCC^oXVII^o.

LXVII

1217

Carta Odonis ducis Burgondie de domino Herveo de Safre de Sanctilir et Chevannay et Charenay.

Ego Odo dux Burgundie notum facio universis quod licet dictus Herveus de Saffres ecclesie Sancti Sequani super quibusdam specificatis in

sequenti injuriosus extiterit, tandem, saluti anime sue consulens, quitavit abbati et conventui predictae ecclesie omnes querelas inter ipsos habitas sicut in presenti carta inde confecta plenius continetur: scilicet totam terram illam a parte illa que est versus Chevesnay sicut aqua Sancti Lerii fluens dividit illam usque ad divisum de Cherance, et inde superius usque ad divisum terre Sancti Petri tam planum quam nemus; terram vero quam dictus Herveus et homines sui tenent in parrochiato Sancti Leherii et Charenaud qui tertiam debet ecclesie Sancti Sequani dictus abbas si voluerit accipiet ad colendum; et postea dictus Herveus terram quam abbas et monachi et homines ecclesie tenent in predicto parrochiato de qua tertia habet similiter accipiet ad colendum. De custodia vero nemoris, licet dictus Herveus homagium debeat facere abbati pro eo quod homines de Chanrenaud et Cherance ventas non salvent apud Sanctum Sequanum, memoratus abbas eidem feodum suum augmentavit ita tamen quod sepedictus abbas et monarchi et homines sui habebunt usagium in ipso nemore si abbas voluerit sepedictus. Itaque hoc ipsum nemus et custodiam nemoris dare vendere, invadiare vel aliquo modo alienare non poterit nec in ipso nemore aliquod usagium habebit vel aliquod conducere poterit in ipso nemore nisi per abbatem jam dictum; hic habebit justitiam de omnibus illis qui in ipso nemore forifacientes inventi fuerint exceptis illis qui sunt de dominicatura ecclesie Sancti Sequani et jam dicto abbati dampnum in nemore factum faciet resarciri. Homines vero jam dicte ecclesie superdictus Herveus vel mandatum illius in jam dicto nemore non capiet vel vadiabit si forte forifacientes inventi fuerint, nec ab ipsis emendam habebit, sed abbat vel priori Sancti Lerii nontabit. Dicti etiam abbas et conventus medietatem molendini de stanno de Chanrenaud, et de batatorio quatuor solidos annuatim solvendo habebunt. Si vero in festo omnium Sanctorum, vel in crastino non solventur, dictus abbas VII solidos divionenses pro emenda habet. In dicto stanno de Charenaud abbas nec conventus aliquid juris habent, terciam Campi de Racheri habent abbas et conventus, et terciam de Campo Pomerii usque ad Albam Spinam et de alia terra Sancti Sequani et census prati quod est justa campum Pomerii; usuarium nemoris de Lachannaye prior et homines Sancti Lerii habent in mortuo nemore, absque nulla corvata vel forestagio, et molendinum Sancti Lerii habet suum usagium in ipso nemore tam in vivo quam in mortuo; villa vero Sancti Lerii et villa de Charenaud habent pasturas altera super alteram pro dampno reddendo, decimas vero tam Herveus quam tota villa de Charenaud debet ecclesie Sancti Sequani. Campus Marcum et pratum Salicis et coma Sancte Regine et petraria sunt de communitate; ad fabricam capelle Chanrenaud si necesse fuerit debet abbas adjuvare. Palefridus quem sepe

dictus Herveus dicebat sibi deberi ab abbate quando ei faciebat homagium et decem libras nichil debet ei abbas. Homines de Charenaud per forifacto domini sui non debent amittere christianitatem nisi personaliter forifacto interfuerint et in ipsa villa forifactum redierit; quod ut ratum habeatur presentem cartam sigilli mei munimine roboravi. Actum anno gratie M^o CC^o XVII^o mense novembri.

LXVIII

1218

Carta domini Pontiaci de Granciaco.

Ego Pontius de Granciaco notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod ego dedi et concessi in perpetuam elemosinam Deo et Beate Marie Sancti Sequani duo sextaria bladi medietatem avene in terciis de Frolesio, Aalee uxore mea et filiis meis Odone et Symone laudantibus factum istud. Quod ut ratum habeatur et stabile presentem cartam sigilli mei munimine roboravi. Actum est hoc anno gratie M^o CC^o XVIII^o.

LXIX

1218 .

Carta Willelmi lingonensis episcopi.

Ego Willelmus Dei gratia lingonensis episcopus omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod venerabilis vir Oliverius Sancti Sequani in mea presentia constitutus dedit et concessit Anserio canonico lingonensi quicquid ecclesia Sancti Sequani habebat apud Barbone cum omnibus pertinentiis et appenditiis toto tempore vite sue quiete et pacifice possidendum, ita quod post obitum domini dicti Anserici vel si forte religionem intraret vel in episcopum assumeretur predicta terra cum omni melioratione et omnibus que idem Ansericus circa eandem terram adquisierit libera sine aliquo honore debitorum ad predictam ecclesiam reverteret, et prefatus Ansericus propter hoc tenetur reddere ecclesie Sancti Sequani in festo Sancti Johannis LX solidos pruvianses. Ego vero in hujus rei memoriam et ut in posterum inviolabiliter observetur ad petitionem abbati et sepedicti Anserici presentes litteras sigilli mei munimine roboravi. Actum anno Domini M^o CC octavo decimo. *

LXX

1218

Carta domini Anserici subdecani Trecensis.

Ego Ansericus de Arceis subdecanus Trecensis notum facio omnihus presentes litteras inspecturis quod de terra de Barbonia cum omnibus appen-

ditiis suis quam dominus abbas Sancti Sequani michi toto tempore mee concessit habendam post obitum meum vel si forte religionem intrarem, vel in episcopum promoverer terra prenominata cum omni sua melioratione et cum omnibus qui circa eamdem terram adquirere liberam sine aliquo nomine debitorum ad ecclesiam Sancti Sequani revertetur. Ego vero propter hanc concessionem teneor reddere ecclesie Sancti Sequani in festo Sancti Johannis Baptiste LX solidos perpetuum. In hujus rei memoriam ego Ansericus presentem cartam sigilli mei munimine duxi roborandam. Actum anno gratie M^oCC^oXVIII^o.

LXXI

1205-1226

Carta Aymonis abbatis de Flavignica de domino de Poon.

Ego Haymo (1) Flavigniacensis abbas omnibus presentes litteras inspecturis notum facio quod Olivierus abbas Sancti Sequani et Guido dominus de Poon super querelis quas invicem habebant in manu mea ita compromiserunt quod nisi querela ipse per assensum utriusque partis componi possent iudicio meo starent. Inde ego ab utraque parte securitatem usque ad C libras accepi et quod iudicio fuerit cui parti jus attulerit usque ad C libras teneor reddere.

LXXII

1201

Carta Raymundi archipresbiteri de Polleio.

Ego Raymundus archipresbiter de Polleio notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod Boynus de Verne et Jacoba uxor sua conculerunt in elemosinam ecclesie Sancti Sequani quemdam mansum quem apud Martres habebant Guidone sororio ipsius Boyni et matre ejusdem hoc laudantibus; prepositus vero de Salmasia et uxor sua et filii ipsorum ad quos laudatio pertinebat istud similiter laudaverunt et tam dictus Boynus quam dictus prepositus et heredes ipsius dicte ecclesie hoc garantire tenentur si que contra dictam ecclesiam aliquo tempore questio moveretur. Et ut hoc ratum habeatur ad preces partium presentem paginam sigillo meo duxi roborandam. Actum anno gratie M^oCC^oI^o mense aprili.

(1) Le *Gallia Christiana* n'indique parmi les abbés de Flavigny qu'un seul Aymo (IV, 459, E) : il parait en 1049, et ne peut par conséquent être contemporain de l'abbé Olivier, qui vivait au début du XIII^e siècle. L'abbé de Flavigny était alors Hervé II (*Gallia Christ.*, IV, 463, B). Il y a probablement là une erreur du copiste.

LXXIII

1205-1226

Carta H. decani Sancti Sequani.

Ego H. decanus Sancti Sequani notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod cum causa verteretur inter magistrum Dominicum incuratum de ecclesia Sancti Maximini ex una parte, priorem et homines ejusdem ville ex altera super carrucis dicte ville quas Dominicus de consuetudine sibi dicebat deberi, nos, tam de mandato archidiaconi divionensis coram quo super hoc litigatum fuerat, quam de consensu partium et viro venerabili Oliverio abbate Sancti Sequani et aliis bonis viris inquisitione facta diligenter invenimus quod capellani ejusdem ville ipsas carrucas plures habuerant, et plures contingerat ipsos capellanos easdem carrucas non habere licet petissent non inde aliqua justitia fuit facta.

LXXIV

1204

Carta Odonis ducis Burgundie.

Ego Odo dux Burgundie notum facio presentibus et futuris quod Walterus dominus Sumbernensis invadiavit Oliverio abbati Sancti Sequani quicquid idem Galterus habebat in villa Sancti Maximini pro quinquaginta libras dyvionenses ita quod predictus Galterus nichil ibi exiget nec capiet nec aliquis ex parte ipsius donec illud redemerit et inde me obsidem et responsorem in manu ipsius abbatis dictus Galterus posuit. Actum est hoc anno incarnati verbi M^oCC^o quarto, mense julio.

LXXV

1215

Carta Willelmi de Grosboe.

Notum sit tam presentibus quam futuris litteras istas inspecturis quod dominus Willelmus de Grosboe emit molendinum Johannis Peponis de Chevannai, ipso Johanne cum omnibus pueris concedentibus coram Girardo preposito Wietlius tali conditione quod nullus judeus in ipso molendino aliquid potest amodo calumpniare. Et ut hoc ratum sit sigillo O. domini ducis et judeorum Vietliensium fecerunt utrique sigillari. Actum anno gratie M^oCC^oXV^o.

LXXVI

août 1219

Alix, duchesse de Bourgogne, ordonne aux prévôts de Dijon et Talant de ne

pas laisser inquiéter l'abbé de Saint-Seine, à raison des dettes de ses hommes; publ. *Petit*, t. IV, pr. 1572.

LXXVII

1218-12..

Carta Symonis archidiaconi contra pueros de Marchia.

Ego Symo archidiaconus divionensis notum facio omnibus litteras istas inspecturis quod non in Bonamico presbitero de Sombernone, non in W. presbitero de Saveranges qui ab abbate de Sancto Sequano nominati sunt ad perhibendum testimonium veritati sue pro causa que vertitur inter ipsos et pueros de Lamarchis nichil scio quin possint perhibere testimonium veritati coram domina ducissa Burgundie coram quam dicta causa ventilatur, et bone opinionis et honeste conservationis quantum humana fragilitas permittit credo ipsos esse.

LXXVIII

8 mars 1220

Alix, duchesse de Bourgogne, notifie que les frères de Lamarche se sont présentés à sa cour le lendemain du jour qu'elle avait fixé pour trancher le différend qu'ils avaient avec l'abbé de Saint-Seine, au sujet de Turcey et Villotte; publ. *Petit*, t. IV, pr. 1604.

LXXIX

1209

Carta Oliverii abbatis Sancti Sequani.

Ego Oliverus Sancti Sequani abbas notum facio presentibus et futuris quod querella que vertebatur inter Hugonem de Breteneria et Thomam fratrem suum pacificata fuit coram nobis in hunc modum : predictus Thomas ipsi Hugoni quitavit partem suam que cum totius hereditatis sue et heredibus ejus in perpetuum accepta provide aliqua quantitate pecuniaria bonorum suorum Si vero memoratum Hugonem sine herede mori contingerit, ipsa hereditas ad ipsum Thomam libere revertetur excepto quod de ipsa in helemosina pro anima sua pro libitu suo dare licebit et sine mutatione stabit illesum. Actum anno gratie M^oCC^o nono.

LXXX

1205-1226

Carta Oliverii abbatis Sancti Sequani.

Universitati presentem paginam legentum manifestum sit quod ego Oliverius sanctus abbas teneor reddere G. famulo regi Francorum qui dicitur de Rethon LX libras dyvionensis monete in octabis Omnium Sanctorum sub tali conditione quod ipse G. vel qui ex parte ejus veniet pro ipsa pecunia

percipienda presentes litteras michi restituet priusquam debitum recipiat. Proterea sciendum est quod littere domini Regis Francorum aperte et littere conventus Trecensis cum presenti pagina nobis sunt exhibende testimonium perhibentes de solutione hujus debiti garantiam continentes omnimodam, si quis adversus me vel adversus ecclesiam Sancti Sequani aliam deinceps voluerit calumpniam suscitare.

LXXXI

1220

Carta Hervei domini Sonbernonis.

Ego Herveus dominus Sonbernonis omnibus notum facio presentibus et futuris quod ego teneor erga omnes calumpniantes et injuriantes garantire Oliverio abbati Sancti Sequani prioratum Sancti Maximini cum omnibus appenditiis ejus a quindena apostolorum Petri et Pauli usque ad quatuor annos proximo secuturos; et si quis dictum prioratum infra dictos quatuor annos pro aliquo delicto vel pro aliqua plegeria vadiare voluerit, ego pro posse meo manutenere et garantire sibi teneor. Quod ut ratum habeatur presentibus litteris sigillum meum apposui. Actum anno domini M^o CC^o XX^o.

LXXXII

1220

Carta Audini decani Sancti Sequani

Ego Audinus decanus Sancti Sequani notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod cum causa verteretur inter venerabiles viros abbatem et conventum Sancti Sequani ex una parte et dominam Johanam de Verreio ex altera super quadam terra sita apud Torceium, dicti abbas et conventus et domina Johana compromiserunt in quatuor bonos viros et unum de super Girardum de Aspero-Monto vero Oliverius abbas super compromissione ista tenenda ex parte sua litteras suas tradiderunt domine Johane supradicte et eadem domina hoc juramento prestito firmavit. Ego vero Audinus decarus presentes litteras ad preces utriusque partis sigillo meo duxi roborandas. Actum anno Domini M^o CC^o XX^o mense novembri.

LXXXIII

1222

Carta Hervei domini Sonbernonis

Ego Herveus dominus Sonbernonis notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod cum inter venerabilem virum Olivierum abbatem Sancti Sequani ex una parte, et Willelmum Fromuntem de Meelun militem ex altera questio verteretur tandem mediantibus bonis viris composi-

tum est inter ipsos ita scilicet quod dictus Wil'elmus omnes querelas quas habebat erga dictum abbatem et ecclesiam Sancti Sequani tam super quadam prebenda quam rebus aliis coram me quitavit et omnibus renuntiavit. Idem vero abbas de bonis ecclesie eidem Villelmo C solidos dedit et persolvit, et ut hoc ratum habeatur ad preces utriusque partis presentes litteras sigilli mei munimine duxi roborandas. Actum anno gratie M^o CC^o XX^o II^o mense maio.

LXXXIV

1192-1202

Eudes, duc de Bourgogne, atteste que Airard, moine de Vézelay, ancien abbé de Saint-Seine, a conservé les églises de Baume et Panges, et que Nivard, abbé de Saint-Seine, a fait un commun accord avec lui à ce sujet ; publ. *Petit*, t. III, pr. 954.

Le texte de M. P. présente quelques erreurs : ligne 2, au lieu de tototique, lire totique ; au lieu de Vizelicesensis, lire *Vizelliacensis*, l. 6, lire CCCCL. librarum pruviniensium ; l. 11, lire pro ipsa ecclesia ; en outre ajouter à la fin les lignes suivantes : molitur iudicibus super hoc a sede apostolica impetratis et jamdiu preceptorio abbati ipsius ecclesie super hoc assignato, super quo universitati vestre mandamus et vos plurimum rogamus qualinus monachum vestrum a fatigatione ecclesie nobis commisse compescatis scientes quod quicquid gravaminis hac de causa sepe dicta ecclesia incurrerit nos a vobis ut debemus exigere non omittemus.

LXXXV

1215 environ

L'abbé Olivier fait appel à la générosité des fidèles pour l'aider à construire l'église de l'abbaye ; publ. *Mémoires Commiss. Antiq. de la Côte-d'Or*, t. XI, p. 141.

L'ABBAYE DE SAINT-SEINE AU DÉBUT DU XIV^e SIÈCLE

Ce sont li deffauz dou gouvernement de Saint-Ceigne.

Premierement en l'espirituel nostres sires est defraudez en ladite église de son servise dou tot en tot. Hospitalitez ni est gardée. Religions y est dissolue de ce que li statuz et li comandanz de Seint Benoit et des Seins Peres ni sont gardez en nul point, mais y hai pis ; que en lou de ordre et de religion sont plus faites de enormitez, brigues et contentions par les moines dou dit leu, tant en la dite église, que en la ville en portant armes et en leissant lour aubit ; que et facent faiz contraires a tote religion ; et a briemant parler ni apert signe de religion, mes y apert et voile toz li contreires, et ce est si apert et notaires par evidence de fait qu'il ne puet estre celé en aucune meniere.

Après dou temporel : li edifice de ladite eglise tant ou chief que es

mambres sont destruit en la plus grant partie et destruent de jor en jour. La pierre que li chambriers qui mors est avait fait extraire, taillier et charroier à la dite eglise, et ce que ni falloit qui laissoit, li moine an on fait et font lour estables et lour leus secrez solitaires.

Item, li diz moine ont destruit et abatu les alours et les munitions et les apparillemanz qui estoient fait dracié et appareillé por faire la dite ovre.

Item, li bois de l'glise se vandent et destruent de jour en jour sanz torner riens ou profit de l'glise.

Item, les terres de ladite eglise ne sont ourtivées en meniere dautre, ne les vignes assi.

Item, les juridictions de la dite eglise ne sont gardees sostenues ne maintenues mais descroissent et deperissent de jour en jour.

Item, les causes de l'glise ne sont maintenues, ne porsegues, mes se deperissent li droiz de l'glise chescun jour par default de porsegour et de mantenour.

Item, cil qui se apelent procureurs ont faites plusieurs abligations en plusieurs mains et en grant somes sanz torner ou profit de l'glise et an sont pris li hom de l'glise et malmenez.

Et cil qui se appellent procurours ont faites granz receites de tailles et des vantes et deschoites vandues a domaige de l'glise et sanz torner ou profist de l'glise.

Et li diz procureurs ont achetei chevaus des biens de l'glise et ont pris foin et avoine et surefait et ont esté requis de randre conte des choses dessus dites le quel il nont rendu ne ne volent randre, et la main le duc estant en ladite eglise, il se sont esloitez a lour voluntez des biens de l'glise et encores esloient.

Et les provandes de pain et de vin sont donees à genz qui ne les doivent avoir, et li biens dou grenier assi.

Et li home de l'glise sont grevez et malmenez par la main de celui qui gouverne la prevoste la quel il ne doit gouverner.

Et briemant li temporel de ladite eglise est a ce menez en tot et par tot que se remedes ni est mis briemant la dite eglise an encorrai detrimant intollerable et sanz recuperation. Et sus totes ces choses est saine notaire et publique a dit leu de Seint Ceigne et es leus de ladite eglise a ce qu'il ne puet estre caichiez ne celez en nule maniere.

Arch. Côte-d'Or, B. 11652.

INDEX GÉOGRAPHIQUE ⁽¹⁾

<i>Alta villa,</i>	Hauteville, cant. Dijon-Nord.
<i>Antiniacum Castrum,</i>	Antigny-le-Château, com. de Foissy, cant. Ar- nay-le-Duc.
<i>Avogne, Havogne,</i>	Avosne, cant. Vitteaux.
<i>Balma,</i>	Baulme-la-Roche, cant. Sombernon.
<i>Barbonia,</i>	Barbonne-Fayel, cant. Sézanne (Marne).
<i>Barens,</i>	Barain, com. Avosnes, cant. Vitteaux.
<i>Bassus Fons,</i>	Bassefontaine, abbaye détruite, com. Brienne- la-Ville (Aube).
<i>Belent, Beligneium, Be- reneium,</i>	Bligny-le-Sec.
<i>Berysciniacum,</i>	Grésigny ? cant. Flavigny.
<i>Blaciniacum,</i>	Blessey, cant. Flavigny.
<i>Blanciacum</i>	Blancey, cant. Pouilly-en-Auxois.
<i>Blasiacum, Blaseium,</i>	Blaisy-Haut et Blaisy-Bas, cant. Sombernon.
<i>Blaseium Castellum,</i>	
<i>Blaseium Villa,</i>	
<i>Bosa, Busa,</i>	Bouze, cant. de Beaune.
<i>Brecenium,</i>	?
<i>Brino,</i>	Grignon ? cant. de Montbard.
<i>Brinum,</i>	Brain, cant. Vitteaux.
<i>Britiniera, Britin nera,</i>	lieu détruit entre Panges et Baulme-la-Roche.
<i>Busum, Buxum,</i>	Boux-sous-Salmaise, cant. Flavigny.
<i>Bussiere, Buxeria,</i>	Bussièrès, cant. de Grancey.
<i>Calor,</i>	Lachaleur, cant. Sombernon.
<i>Campaniacum, Champe- ni,</i>	Champagny.
<i>Cancellum,</i>	Chanceaux, cant. Flavigny.
<i>Carbo, Carbonensis villa,</i>	Corboin, com. Concoeur, cant. Nuits.
<i>Carmus rotundus,</i>	Champmoron, com. Daix, canton Dijon-Nord.
<i>Cassaneae,</i>	Chassagne, cant. Nolay.

(1) On s'est beaucoup servi pour cet index de l'ouvrage de M. Garnier, *Nomenclature du département de la Côte-d'Or*. Les communes qui ne sont pas suivies du nom du chef-lieu de canton appartiennent au canton de Saint-Seine; celles dont on n'a pas indiqué le département sont situées dans la Côte-d'Or.

<i>Castrum Villanum,</i>	Châteauvillain (Haute-Marne).
<i>Cavanniacum,</i>	Chevannay, cant. Vitteaux.
<i>Chanrenaud, Charenaud,</i>	Champrenault, cant. Vitteaux.
<i>Charance, Cherance,</i>	Charancey, cant. Vitteaux.
<i>Cultillus,</i>	Curtill.
<i>Dancevai,</i>	Dancevoir, cant. Arc-en-Barrois (Haute-Marne).
<i>Darensis,</i>	Darois, cant. Dijon-Nord.
<i>Dist, Dixœ,</i>	Daix, cant. Dijon-Nord.
<i>Dries,</i>	Drée, cant. Sombernon.
<i>Faferniacum. Favernia-</i>	Fauverney, cant. Genlis.
<i>cum,</i>	
<i>Flaviniacum,</i>	Flavigny, arrond. Semur.
<i>Frasnetum,</i>	Frénois.
<i>Frolesium,</i>	Frolois, cant. Flavigny.
<i>Gigonia, Gingoins,</i>	Gigny, cant. Sennecey-le-Grand (Saône-et-Loire).
<i>Gisiacum, Gyssiacum,</i>	Gissey-sous-Flavigny, cant. Flavigny.
<i>Gosdans,</i>	Godan, com. Saint-Mesmin. canton Vitteaux.
<i>Jovicellum,</i>	Jeux-les-Bard ? cant. Semur.
<i>Juniacum, Juviniacum,</i>	Jugny, com. Billy-les-Chanceaux, cant. Baigneux.
<i>Lenteniacum,</i>	Lantenay, cant. Dijon-Ouest.
<i>Lyriacum,</i>	Léry.
<i>Magnus Vallis,</i>	Vaux-Saules ?
<i>Martreæ, Martres,</i>	Martrois, cant. Pouilly-en-Auxois.
<i>Maviley, Maville,</i>	Mavilly, cant. Beaune.
<i>Meletum,</i>	Molois, cant. d'Is-sur-Tille.
<i>Miliciacum,</i>	Mellecey, cant. Givry (Saône-et-Loire).
<i>Moelon,</i>	Mâlain, cant. Sombernon.
<i>Molata,</i>	Lieu détruit près de Turcey.
<i>Molunense monasterium</i>	Molême, cant. Laignes.
<i>Munellum,</i>	Munois, com. Darcey, cant. Flavigny.
<i>Nova Villa,</i>	Francheville.
<i>Novum Castrum,</i>	Châteauneuf, cant. Pouilly.
<i>Nuilleium,</i>	Le Haut de Neuilly, com. Paques.
<i>Pangæ, Panges,</i>	Panges.
<i>Paschæ,</i>	Paques, cant. Dijon-Ouest.
<i>Pelliriacum, Pyliriacum</i>	Pellerey.
<i>Podentiacum, Puntia-</i>	Poncey.
<i>cum,</i>	
<i>Polleium,</i>	Pouilly-en-Auxois.
<i>Porciniacum,</i>	?
<i>Prusiliacum,</i>	Présilly, com. Boux.
<i>Quinque Fontes,</i>	Cinqfonds, com. Vaux-Saules.
<i>Rocca Talliata, Rupes</i>	
<i>Scissa,</i>	Rochetaillée, cant. Auberive (Haute-Marne).
<i>Ruiliacum, Ruliacum,</i>	Rully, cant. Chagny (Saône-et-Loire).
<i>Rupes, Rupes Curcellii,</i>	La Roche-Vanneau, cant. Vitteaux.
<i>Rucra,</i>	Rouvres, cant. Genlis.

<i>Safre,</i>	Safres, cant. Vitteaux.
<i>Salciniacum,</i>	Saussigny, com. Bligny-le-Sec.
<i>Salinæ,</i>	Salins.
<i>Saliva,</i>	Salives, cant. Grancey.
<i>Salmasia, Sarmasia,</i>	Salmaise, cant. Flavigny.
<i>Sancta Fides,</i>	Sainte-Foy, com. Val-Suzon.
<i>Sanctilir, Sanctus Hy-</i>	Saint-Hélier, cant. Vitteaux.
<i>larius, S. Larius, S.</i>	
<i>Leherius,</i>	
<i>Sanctus Martinus de</i>	Saint-Martin-du-Mont.
<i>Monte,</i>	
<i>Sanctus Maximinus,</i>	Saint-Mesmin, cant. Vitteaux.
<i>Sanctus Stephanus,</i>	Abbaye de Saint-Etienne à Dijon.
<i>Saniacum,</i>	Seigny, cant. Montbard.
<i>Sant Anteil,</i>	Saint-Anthot, cant. Sombernon.
<i>Sarigniacum, Sarrei-</i>	Serrigny.
<i>gneium, Sarrigni,</i>	
<i>Saucigne, Sauciniacum,</i>	Saussigny, comm. Bligny-le-Sec.
<i>Saveranges,</i>	Saveranges, com. Bussy-la-Pesle, cant. Sombernon.
<i>Saviniacum,</i>	Savigny-sous-Mâlain, cant. Sombernon et Savigny-sous-Beaune.
<i>Scalum,</i>	Echalot? cant. Aignay-le-Duc.
<i>Segester, Sigestrum,</i>	Cestre, com. Saint-Martin-du-Mont.
<i>Seuvilla,</i>	Lieu détruit entre Panges et Baulme-la-Roche.
<i>Soceium,</i>	Soussey, canton Vitteaux.
<i>Somberno, Suberno,</i>	Sombernon.
<i>Stabule,</i>	Etaules, cant. Dijon-Nord.
<i>Tapet, Tapot,</i>	Notre-Dame-du-Chemin, com. Serrigny.
<i>Tarsu,</i>	Tarsul, canton Is-sur-Tille.
<i>Tiniacum,</i>	Thenissey? cant. Flavigny.
<i>Torceium, Torcey, Tur-</i>	Turcey.
<i>ceium, Turci, Turcia-</i>	
<i>cum,</i>	
<i>Tricastrinum,</i>	Saint-Paul-Trois-Châteaux (Isère).
<i>Troallum, Troaut,</i>	Trouhaut.
<i>Unciacum,</i>	Uncey, cant. Vitteaux.
<i>Uniacum,</i>	Oigny, cant. Baigneux.
<i>Valeriacus, Verre,</i>	Verrey-sous-Drée, cant. Sombernon.
<i>Vallis,</i>	Vaux-Saules.
<i>Vietlius, Viites,</i>	Vitteaux.
<i>Villula, Vilota,</i>	Villotte.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

L'abbaye de Saint-Seine, son origine, étendue de son domaine. . .	55
---	----

DOCUMENTS	57
---------------------	----

I. Documents manuscrits : 1 ^o Débris des archives de l'abbaye (58); histoire de ces archives (58); les cartulaires (60); les chartes (62); les sentences arbitrales (62); le papier de la foresterie (63); les inventaires (63).	
--	--

2 ^o Documents officiels : Affaires religieuses, recherches de feux (64).	
--	--

3 ^o Documents de familles (64).	
--	--

II. Documents imprimés : Le « Recueil » (64); Recueils bourgui- gnons (65).	
--	--

III. Etudes manuscrites et imprimées (66).	
--	--

LES PERSONNES.	67
------------------------	----

I. Les nobles	67
-------------------------	----

1 ^o Les chevaliers : Leur nombre (67); énumération des che- valiers (68); leur condition (69); leurs relations avec l'abbaye (70); leur disparition (71).	
--	--

2 ^o Seconde couche de nobles : Leur origine, l'affranchissement individuel (74); leurs charges (74); leurs relations avec les autres hommes du domaine et les agents du duc (75); quelques traits de leur condition (76).	
---	--

II. Les non nobles.	77
-----------------------------	----

Leur nombre (77).	
-------------------	--

Leurs rapports avec le couvent, 1 ^{re} période : Comment ils de- viennent serfs (79); ils vivent en bonne intelligence avec les religieux (80). — 2 ^e période : Causes de l'affranchissement : c'est, pour les moines, une opération financière (81); triste situation de l'abbaye aux XIII ^e et XIV ^e siècles (81); conditions de l'affranchissement (85); ambiguïté des clauses de l'affran- chissement (85); lutte qui en résulte entre les hommes de Saint-Seine et les religieux (86); prétentions des habitants à la fin du XV ^e siècle (88); prétentions des moines à la même époque (90); esprit des juges qui rendirent l'arrêt général (92).	
--	--

Condition des non nobles	92
------------------------------------	----

1 ^o Avant la charte d'affranchissement : quelques caractères du servage; taille et droit de bienvenue (92); mainmorte et formariage (93); obligation de résider sur le domaine (94); corvées (95).	
2 ^o Après la charte : la condition d'« abonnés » (96); la taille jurée (96); suppression de la mainmorte, règles pour les successions (98); suppression des corvées (99).	
3 ^o Après l'arrêt général : organisation nouvelle de la taille (99); faculté de rachat (101).— Autres charges : denier de croix (102); droit sur les nouveaux époux (102); la geline ou poule de coutume (103).	
Les droits politiques des hommes	403
Ils ne forment pas de communauté, pourtant ils ont contribué aux recherches de feux; ils s'assemblent et portent des emblèmes (103).	
Conclusion	407
Appendice I.	409
La préparation de la Révolution à Saint-Seine :	
Les propagateurs des idées nouvelles : Les prêtres séculiers (109); les procureurs (110); maladresses des moines (111); le renouvellement des terriers (114).	
Les habitants de Saint-Seine préludent à la Révolution par des procès (114).	
Appendice II	417
Les noms des personnes en 1400.	
a) Le prénom : Origine, transformations, le suffixe bourguignon « ot » (117).	
b) Le sobriquet (118).	
Appendice III.	
Statistique de la terre de Saint-Seine aux xiv ^e et xv ^e siècles . .	422

DEUXIÈME PARTIE

DOCUMENTS INÉDITS

Cartulaire de Saint-Seine	295
« Ce sont li deffauz dou gouvernement de Seint-Ceigne. » . . .	333
Index géographique	335

RÉORGANISATION

DE

L'ÉCOLE DE MÉDECINE

ET DE PHARMACIE

Depuis le 1^{er} novembre 1893, l'Ecole de médecine et de pharmacie de Dijon jouit des avantages réservés aux écoles réorganisées, c'est-à-dire que les étudiants en médecine peuvent y prendre les douze premières inscriptions et pendant le cours de ces trois premières années d'études subir à Dijon les deux premiers examens de doctorat (anatomie et physiologie) devant un jury composé des professeurs de l'Ecole de Dijon et présidé par un professeur de la Faculté de médecine de Lyon. Dans l'histoire de l'Ecole de médecine et de pharmacie cette date comptera parmi les plus importantes. Elle marque, en effet, le commencement d'une ère nouvelle et permet à cette école de compléter efficacement le groupe des établissements d'enseignement supérieur devant bientôt constituer l'Université de Dijon. Les conditions imposées pour la réorganisation ont nécessité le concours généreux de la ville et du département et ont entraîné une augmentation du personnel ainsi qu'un agrandissement notable des bâtiments de l'Ecole et de la Maternité.

PERSONNEL

Voyons d'abord quelles sont les créations d'emplois nouveaux pourvus de titulaires ou sur le point de l'être.

Les professeurs de chimie et de physique auront désormais

un professeur suppléant qui pourra compléter leur enseignement en se préoccupant exclusivement de la chimie et de la physique biologiques. Le professeur d'histoire naturelle pourra aussi confier à un professeur suppléant spécial la partie de son enseignement qui se rapporte plus particulièrement aux micro-organismes et à la bactériologie. Il y a lieu encore de signaler d'autres créations d'emplois destinées à répondre à toutes les nécessités de l'enseignement de l'anatomie, de la physiologie et de la médecine opératoire. Le personnel de l'Ecole se trouve ainsi accru d'un chef des travaux de médecine opératoire, d'un chef des travaux pratiques de physiologie, d'un chef des travaux pratiques d'histoire naturelle, de trois chefs de clinique (médicale, chirurgicale et obstétricale), d'un aide d'anatomie, d'histologie et de physiologie et de trois préparateurs des cours de chimie, physique et histoire naturelle.

En résumé, l'enseignement de la médecine et de la pharmacie à l'Ecole de Dijon se trouve désormais assuré par 12 professeurs titulaires, 6 professeurs suppléants, 8 chefs de travaux, 3 chefs de clinique, 4 préparateurs, 1 professeur, 1 aide d'anatomie et de physiologie et 1 bibliothécaire.

Une courte description des locaux mis désormais à la disposition de ce personnel enseignant, permettra de se rendre aisément compte des avantages considérables que les étudiants en médecine et en pharmacie de notre région trouveront maintenant à l'Ecole de Dijon.

BATIMENTS

Notons d'abord, ainsi que les figures ci-jointes l'indiquent, que l'Ecole est en quelque sorte comprise dans l'hôpital et qu'elle réalise absolument le type de l'hôpital-école qui est la base de l'enseignement médical à Vienne, Berne, etc... Elle remplit ainsi une condition fort rare et enviée par beaucoup d'autres écoles. Ajou-



100

tons encore qu'elle se trouve dans le voisinage immédiat des Facultés des sciences et des lettres et à quelques minutes de la Maternité, de l'asile des aliénés et d'un jardin botanique qui est l'un des trois plus beaux de France. En pénétrant dans l'Ecole on traverse un jardin utilisé pour la culture de plantes médicinales. A droite se trouve le laboratoire pour les travaux pratiques de chimie. C'est une salle spacieuse et bien éclairée où quarante élèves pourraient travailler en même temps sur trois tables disposées parallèlement et pourvues chacune d'eau et de gaz en aussi grande quantité que cela puisse être nécessaire.

Faisant face à la porte d'entrée et sur une longueur de 50 mèl. environ s'étend le bâtiment principal qui regarde le nord-est et comprend un rez-de-chaussée, un premier étage et un grenier mansardé.

La façade opposée qui donne sur la rivière et sur les jardins de l'hôpital est largement éclairée par quinze fenêtres à chaque étage. Trois entrées différentes donnent accès dans les diverses salles de l'Ecole. La porte médiane s'ouvre sur un grand vestibule aboutissant à un large escalier qui monte à la bibliothèque et aux salles de collections. A droite du vestibule et communiquant avec lui se trouvent le grand amphithéâtre des cours de pharmacie, de chimie et histoire naturelle et à gauche l'amphithéâtre des cours de médecine (anatomie, physiologie, histologie, etc...) Les murs de cet amphithéâtre sont garnis de vitrines renfermant de nombreuses pièces sèches d'anatomie. Une entrée spéciale permet de pénétrer depuis le jardin dans un vestiaire qui précède l'amphithéâtre de dissection, large pièce, bien aérée, bien éclairée et pourvue de cinq tables pour la dissection. En communication directe avec la salle de dissection se trouve le cabinet du chef des travaux anatomiques où l'on rencontre une table de dissection et des vitrines renfermant des os qui sont mis à la disposition des étudiants au début de leurs études anatomiques. Un caveau situé sous l'amphithéâtre de dissection per-

met d'y conserver dans de bonnes conditions les sujets destinés aux études anatomiques. Le rez-de-chaussée de l'autre extrémité du bâtiment est occupé par un laboratoire de physiologie de huit mètres carrés avec cabinet particulier pour le professeur et entrée spéciale.

Au premier étage le grand escalier du vestibule central aboutit à une salle garnie de vitrines pour les instruments de physique et à une pièce destinée au musée pathologique. De là un vestibule sur lequel s'ouvre le cabinet du professeur de botanique conduit à une grande bibliothèque de huit mètres sur dix. Six fenêtres et un ciel ouvert répandent largement la lumière dans cette belle salle. Par l'escalier qui dessert la bibliothèque on arrive aussi à une salle vaste, bien éclairée et destinée aux collections pour l'enseignement de la pharmacie (herbier, droguier, etc...). Toujours au premier étage à l'extrémité du bâtiment se trouve le laboratoire d'histologie avec le cabinet du professeur.

Un escalier spécial conduit à ces deux pièces qui sont très bien aménagées pour leur destination. De larges fenêtres ayant vue sur la rivière ou sur les jardins de l'hôpital entourent le laboratoire et éclairent efficacement les tables de travail qui l'encadrent. Ajoutons encore que l'eau et le gaz sont distribués soigneusement dans les laboratoires et les cabinets des professeurs et que dix-huit microscopes sont mis à la disposition des étudiants.

Eu égard à toutes ces ressources les étudiants en médecine et en pharmacie de notre région comprendront de plus en plus qu'ils ont tout avantage à faire à l'École de Dijon leurs trois premières années d'études sous la direction de maîtres bienveillants et appelés désormais à être leurs juges pour leurs deux premiers examens de doctorat. On ne saurait trop insister sur les facilités spéciales qu'offre l'École de Dijon pour l'étude de l'anatomie qui est maintenant l'objet du premier examen de doctorat. Tous les professeurs des Facultés de médecine appelés à Dijon sont unanimes à reconnaître qu'au point de vue de l'abondance des

sujets d'études anatomiques l'École de Dijon est véritablement privilégiée et que les Facultés de médecine de plus en plus encombrées ne disposent pas pour des travaux anatomiques de moyens d'études aussi complets.

Il y a lieu encore de tenir compte des richesses cliniques que renferme l'hôpital (services de médecine et de chirurgie d'adultes, de vieillards, d'enfants, crèche, clinique de maladies des oreilles, des dents, etc.). Les étudiants peuvent ainsi acquérir à Dijon une grande maturité d'esprit et un ensemble de connaissances cliniques des plus précieuses pour leur vie professionnelle et fort difficiles à conquérir dans les grandes Facultés vu l'encombrement toujours croissant qui y règne.

OBSÈQUES

DE

M. LODIN DE LALAIRE

(30 nov. 1797 — 27 mai 1896)

Jeudi, 28 mai, ont eu lieu à Dijon les obsèques de M. Lodin de Lalaire, Professeur honoraire de la Faculté des Lettres, en l'église Saint-Michel, puis au cimetière des Péjoces.

Les cordons du poêle étaient tenus par

MM. Mocquery, Ingénieur en chef, Président de l'Académie de Dijon ;

Gaffarel, Doyen honoraire de la Faculté des Lettres ;

Recoura, Doyen de la Faculté des Sciences ;

Pagès, Professeur au Lycée ;

Chervau, Inspecteur des forêts ;

Reutenauer, Vice-Président de l'Association des Etudiants.

Les honneurs dus au légionnaire étaient rendus par un détachement du 134^e.

Le deuil était conduit par le fils du défunt, puis par M. Bizos, Recteur de l'Académie, assisté de MM. Adam, Doyen de la Faculté des Lettres, et Deschamps, Inspecteur d'Académie.

Venaient ensuite tous les Professeurs de la Faculté des Lettres, avec M. Aubertin, Recteur honoraire, et des délégations de la Faculté des Sciences et de l'Ecole de Médecine ; MM. Bourlier, Proviseur du Lycée, et Lepeut, Censeur, avec de nombreux Professeurs en costume officiel.

L'Académie de Dijon, presque tout entière, avait tenu aussi à rendre honneur à celui qui était de beaucoup le doyen d'âge de tous.

Les Etudiants de la Faculté des Lettres suivaient au complet, et l'Association elle-même était représentée par son bureau et sa bannière.

Parmi les couronnes, suspendues au corbillard, deux portaient ces inscriptions : à *M. Lodin de Lalairé, la Faculté des Lettres ; et A leur vénéré doyen d'âge, les Normaliens de Dijon.*

Sur la tombe, le discours suivant a été prononcé par M. Adam, au nom de la Faculté des Lettres et de tous les anciens Elèves de l'Ecole normale supérieure présents à Dijon :

Monsieur le Recteur,
Messieurs,

M. Lodin de Lalairé naquit à Rennes le 30 novembre 1797. En 1816, à dix-neuf ans, il entra à l'Ecole normale supérieure. Puis il enseigna dans différents collèges royaux, Bourges, Nantes, Reims, et en 1832, à trente-cinq ans, il fut nommé Professeur de Littérature française à la Faculté des Lettres de Dijon. Après vingt-huit années d'enseignement supérieur, il prit sa retraite en 1860. Il devait en jouir près de trente-six ans, et aujourd'hui que nous le perdons, il ne lui manquait qu'un an et six mois pour qu'il mourût centenaire.

Il était de bonne race bretonne, et sa famille comptait de nombreux officiers dans nos armées de terre et de mer. Son père cependant avait choisi une autre voie, et devint Président du Tribunal civil de Rennes ; mais M. Lodin, qui eut lui-même deux frères tués à l'ennemi, aimait à dire qu'il n'admirait que deux choses au monde, la gloire militaire et le génie. Le reste lui était assez indifférent : ainsi c'est sous le nom de *Lodin-Lalairé*, qu'il fut inscrit parmi les Normaliens de 1816 ; son père, au lieu d'émigrer comme tant d'autres gentilshommes bretons, avait

renoncé bravement à son titre de noblesse d'ailleurs aboli, et le fils ne songeait guère à le reprendre. Il lui fallut pour cela un ordre formel de son recteur, M. Berthot, lorsqu'il arriva à Dijon en 1832. Encore signait-il le plus souvent *Lodin* tout court sur les registres de la Faculté, où son nom se rencontre à tant de pages avec deux autres qui ont également droit à tout notre respect, Stiévenart et Tissot.

Ce sont là, Messieurs, nos prédécesseurs, ceux qui pendant des années ont assuré le bon renom de notre Faculté à Dijon même et dans le monde savant. Leurs fécondes leçons ont semé bien des germes qui ont fructifié. Longtemps après, un ancien auditeur raconte qu'il dut à M. Lodin de Lalaire de bien connaître deux grands Bretons, les premiers de ce siècle, Châteaubriand et Lamennais : c'est M. Eugène Spuller, qui parle ainsi, au début de son livre sur Lamennais, dont la première page est comme une dédicace reconnaissante au vieux maître de la Faculté des Lettres de Dijon. Et le même auditeur souhaite amicalement à ceux qui sont venus ensuite d'avoir un enseignement aussi efficace. Ce souhait, M. Lodin de Lalaire ne pensait même pas à le faire : d'une indépendance d'esprit et d'un optimisme de cœur, qui lui venaient en droite ligne du XVIII^e siècle, il suivait avec bienveillance dans sa longue vieillesse les efforts des plus jeunes, et le souvenir de ses beaux jours d'autrefois ne l'a jamais empêché de rendre justice au présent.

Puis on ne l'oubliait pas : les Normaliens, aussitôt arrivés à Dijon, venaient comme en pèlerinage contempler cette relique de la primitive Ecole et de l'Université naissante. Les Bretons surtout n'y manquaient pas, et il les accueillait avec prédilection : sa Bretagne lui tenait au cœur, bien qu'en 1860, lors de sa retraite, une tentative de retour au pays natal n'eût point été favorable à sa santé. Il préféra comme résidence définitive Dijon, à qui il avait donné le meilleur de lui-même, prenant part à toute la vie dijonnaise, savante ou mondaine, fréquentant les salons

aussi bien que l'Académie, dont il était membre depuis 1841. Mais son autre patrie et son autre famille était l'Ecole normale : les années 1893 et 1894, un des nôtres, M. Weill, Professeur d'Histoire au Lycée, vint régulièrement chez lui et écrivit sous sa dictée bien des souvenirs de 1816, auxquels on fut heureux de donner place en 1895 dans le livre du *Centenaire*.

Il avait fait autrefois des vers, sérieux ou badins, qu'il récitait volontiers à ses visiteurs. Il en fit jusqu'à la fin, et des deux façons ; il en envoya même aux jeunes Normaliens, qui, réunis en assemblée générale, en écoutaient la lecture avec un sourire ému. Un jour, entre autres, lors de la nouvelle loi militaire qui rendait le service obligatoire pour tous, ce vétéran se souvint qu'il était d'une famille de marins et de soldats, soldat lui-même au fond du cœur, et dont le plus vif souvenir, celui qu'il se plaisait surtout à raconter, était le retour de Crimée, la rentrée des troupes victorieuses à Dijon, puis le passage du maréchal Canrobert : il envoya donc tout exprès aux conscrits de l'Ecole une poésie patriotique, l'exhortation d'un vieux Romain, disait-il ; et ce ne fut peut-être pas là, de toutes ses leçons, la moins profitable.

Aussi son nom était-il sur toutes les lèvres aux fêtes du centenaire. L'Administration tint à honneur de réparer alors une injustice qui datait de loin : elle décora M. Lodin de Lalaire. Chacun sentit, et lui encore plus que tout autre, que c'était l'Ecole normale supérieure de France qui était décorée en sa personne ; on l'avait choisi à dessein comme le plus ancien élève de cette Ecole, dont il avait vu l'aurore déjà si brillante de 1810 à 1821, puis l'éclipse forcée de 1821 à 1826, lui l'aîné, et de beaucoup, des Vacherot, des Jules Simon et des Wallon. Il l'avait suivie dans toutes ses vicissitudes à travers le siècle, et j'ai été témoin de la joie dont il eut le cœur inondé, lorsqu'on lui lut ce qu'il appelait le triomphe et l'apothéose de sa chère Ecole, l'élévation de M^r Perraud au cardinalat et les funérailles de Pasteur.

C'était, Messieurs, il y a cinq mois à peine, au premier de l'an : j'étais allé, au nom de sa Faculté, et aussi de l'Ecole et de l'Université, déposer respectueusement aux pieds du Normalien quinquicentaire nos hommages, et nos souhaits, et nos vœux. Ce jour-là, après avoir passé en revue toutes ses affections, le vieillard en vint à me parler de sa mère ; il dit l'admiration qu'il avait eue pour sa beauté, pour son esprit cultivé et orné beaucoup plus, remarquait-il (c'est la seule trace de partialité que j'ai trouvée en lui, et combien excusable !) beaucoup plus que chez les femmes d'à présent ; c'est à elle qu'il devait le culte du beau, du vrai et du bon, qu'il garda toute sa vie. Ce dernier entretien m'est revenu à l'esprit, aujourd'hui que je remplis avec tristesse un autre pieux devoir : celui de dire adieu à cet ancêtre, dont la forte voix, si longtemps applaudie de tout Dijon, méritait encore d'être entendue des générations nouvelles, pour ses encouragements et ses conseils, et pour tant de chers souvenirs qu'elle nous rappelait.

M. GASTON BIZOS

IMPRESSIONS DE VOYAGE

ET

ÉPÎTRES D'ANDRÉ CHÉNIER

Toutes les élégies d'André Chénier ne sont pas des pièces amoureuses. Un grand nombre d'entre elles sont des *méditations* en dehors de l'amour et roulent sur des sentiments tout personnels, sur des émotions intimes. Le poète, condamné à vivre dans le tumulte de la grande ville, au milieu des troubles politiques les plus terribles, adore la nature, la campagne, la vie en plein air. Une de ses plus belles élégies exprime avec force combien la calme et paisible possession des joies rurales eût été douce à son cœur et salulaire à son génie. Les Muses, qu'il eût voulu servir d'un soin jaloux et passionné, eussent été celles dont Virgile était le prêtre sur les bords du Mincio, celles qui vont bientôt inspirer à Lamartine les meilleures pièces des premières Méditations, lorsque son lyrisme intime et pathétique célébrera la terre natale, les champs paternels, les paysages au sein desquels il promènera ses rêveries et ses songes. André Chénier n'a pas eu le bonheur d'avoir pour berceau de son enfance et de son génie une maison de Milly, il n'a pas pu associer tour à tour aux sentiments de son âme et aux émotions de son cœur les souvenirs du foyer champêtre, les sites divers des montagnes et des bois parcourus dès l'âge le plus tendre, les lieux voisins de la villa héréditaire. Mais

heureusement son enfance ne s'est pas tout entière passée entre les murs du collège d'Harcourt et dans les rues sombres du vieux Paris. Quoiqu'il n'eût que trois ans, lorsqu'il fut amené de Constantinople en France, peut-être ses yeux et son cœur avaient-ils gardé de vagues et précieux souvenirs du Bosphore, des maisons aux couleurs bigarrées, des bois de cyprès séculaires, du ciel et des flots bleus. Ce qui est certain, c'est que les quelques mois qu'il passa, vers huit ans, dans le Bas-Languedoc auprès d'une sœur de son père, laissèrent sur son esprit une marque ineffaçable (1). S'il eût vécu, les clairs paysages de la France méridionale auraient été dépeints dans de mélodieuses élégies, dont on a retrouvé les projets dans les notes du poète. Il se proposait de célébrer Nice et ses orangers, et Marseille, qui devait lui inspirer toute une pièce, dont il avait déjà tracé le plan en ces termes : « O beautés de Marseille, vous avez une tournure vive et attrayante, vos yeux noirs ont des regards bien doux. Heureux qui peut vivre près de vous. Marseille est une ville..... dans son port tout hérissé d'une forêt de mâts, on trouve le Musulman et l'Indien. Marseille est tout l'univers. Elle a toujours été florissante, unissant le commerce aux sciences et à la guerre. Depuis l'Ibérie jusqu'à la Ligurie plusieurs opulentes cités la reconnaissent pour mère. Fille des Phocéens, amie de Rome, rivale de Carthage, elle a été l'Athènes gauloise. » Après ce lyrique éloge le poète voulait raconter l'arrivée des Phocéens proscrits sur la rive gauloise. « Ils arrivent, pendant que le roi de cette côte préparait le festin nuptial pour sa fille. Cette belle les avait vus arriver ; elle avait dit à sa nourrice : O que cet étranger est beau ! Il n'a point l'air sauvage de nos Gaulois. La douceur et la fierté sont sur son visage..... Le héros grec est invité au festin. Elle entre, la belle Barbare. Suivant l'usage, on lui donne la coupe. Celui à qui elle la présentera sera son époux. Rougissant et bais-

(1) Gabriel de Chénier, *Notice*.

sant les yeux, elle présente au héros grec la coupe nuptiale :

« Et, malgré les fureurs de la horde rivale,
Le héros phocéén boit la coupe nuptiale.
Salut, ô ville grecque, honneur du nom français !
Toi par qui, dans l'horreur de nos vieilles forêts,
Du cruel Teutatès le prêtre sanguinaire
Entendit les doux sons de la langue d'Homère ;
Qui, disciple à la fois de Minerve et de Mars,
Fis couler sur nos bords l'opulence et les arts,
Et, de nos durs aïeux polissant la rudesse,
Sur des rochers gaulois sus transplanter la Grèce (1). »

C'est le midi de la France dont André Chénier fait le séjour préféré des Muses :

« O Muses, accourez ; solitaires divines,
Amantes des ruisseaux, des grottes, des collines !
Soit qu'en ses beaux vallons Nîme égare vos pas,
Soit que de doux pensers, en de rians climats,
Vous retiennent aux bords de Loire ou de Garonne,
Soit que, parmi les chœurs de ces nymphes du Rhône,
La lune, sur les prés où son flambeau vous luit,
Dansantes, vous admire au retour de la nuit (2). »

L'amitié qui, dès les bancs du collège, unissait André Chénier à ses condisciples, les de Pange et les Trudaine, lui valut plusieurs fois d'être emmené en Champagne chez les premiers, qui avaient la belle terre de Mareuil-sur-Ay, pour y passer quelques jours de vacances, et près de Melun chez les seconds. Les Trudaine possédaient dans la commune de Valence-en-Brie le magnifique domaine de Montigny, dont les superbes ombrages charmèrent si profondément le poète qu'il ne les oublia jamais :

« O jours de mon printemps, jours couronnés de rose,
A votre fuite, en vain, un long regret s'oppose.
Beaux jours, quoique souvent obscurcis de mes pleurs,
Vous dont j'ai su jouir même au sein des douleurs,

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 146.

(2) Ibid., p. 42.

Sur ma tête bientôt vos fleurs seront fanées :
Hélas ! bientôt le flux des rapides années
Vous aura loin de moi fait voler sans retour,
Oh ! si, du moins alors, je pouvais à mon tour,
Champêtre possesseur, dans mon humble chaumière,
Offrir à mes amis une ombre hospitalière,
Voir mes Lares charmés, pour les bien recevoir,
A de joyeux banquets la nuit les faire asseoir,
Et là nous souvenir, au milieu de nos fêtes,
Combien chez eux longtemps, dans leurs belles retraites,
Soit sur ces bords heureux, opulents avec choix,
Où Montigny s'enfonce en ses antiques bois,
Soit où la Marne lente, en un long cercle d'îles,
Ombrage de bosquets l'herbe et les prés fertiles,
J'ai su, pauvre et content, savourer à longs traits
Les muses, les plaisirs, et l'étude, et la paix (1). »

Ce désir d'une vie studieuse et calme au sein de douces campagnes et sous de beaux ombrages a été rendu par André Chénier dans une admirable élégie, où, se souvenant d'Horace, il écrit, lui aussi, son *Hoc erat in votis* :

« Oh ! oui, je veux un jour, en des bords retirés,
Sur un riche coteau ceint de bois et de prés,
Avoir un humble toit, une source d'eau vive,
Qui parle, et, dans sa fuite et féconde et plaintive,
Nourrisse mon verger, abreuve mes troupeaux (2). »

Voilà le champ, le jardin, le ruisseau d'eau courante et le bouquet de bois souhaités par le poète latin, *modus agri, paulum silvæ, jugis aquæ fons*. C'est de là que part André Chénier : où arrive-t-il ? A la rêverie mélancolique de la première Méditation de Lamartine. Avant lui et comme lui, il veut aller s'asseoir au déclin du jour sur le penchant de la montagne pour voir le soleil se coucher dans la plaine ; il décrit, avec une simplicité pénétrante, le charme du soir ; il surprend une ressemblance entre le calme du fleuve et la paix de l'âme ; il cherche les secrètes har-

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 41.

(2) Ibid., p. 35.

monies de la nature et de l'homme (1). Aucun poète, ni chez les anciens ni chez les modernes, n'a trouvé de plus nobles accents qu'André Chénier pour proclamer que les muses redoutent le tumulte des villes et demandent leurs inspirations à la solitude amie des rêveurs. Il mêle avec un rare bonheur de pensées et d'images les élégantes réminiscences de l'élégie latine aux plus touchantes pastorales bibliques. « O muses, s'écrie-t-il,

« Venez. J'ai fui la ville aux muses si contraire
Et l'écho fatigué des clameurs du vulgaire.
Sur les pavés poudreux d'un bruyant carrefour
Les poétiques fleurs n'ont jamais vu le jour.
Le tumulte et les cris font fuir avec la lyre
L'oisive rêverie au suave délire ;
Et les rapides chars et leurs cercles d'airain
Effarouchent les vers, qui se taisent soudain.
Venez. Que vos bontés ne me soient point avares !
Mais, oh ! faisant de vous mes pénates, mes lares,
Quand pourrai-je habiter un champ qui soit à moi,
Et, villageois tranquille, ayant pour tout emploi
Dormir et ne rien faire, inutile poète,
Goûter le doux oubli d'une vie inquiète !
Vous savez si toujours, dès mes plus jeunes ans,
Mes rustiques souhaits m'ont porté vers les champs,
Si mon cœur dévorait vos champêtres histoires,
Cet âge d'or si cher à vos doctes mémoires,
Ces fleuves, ces vergers, Eden aimé des cieux,
Et du premier humain berceau délicieux ;
L'épouse de Booz, chaste et belle indigente,
Qui suit d'un pas tremblant la moisson opulente ;
Joseph qui, dans Sichem, cherche et retrouve, hélas !
Ses dix frères pasteurs qui ne l'attendaient pas ;
Rachel, objet sans prix, qu'un amoureux courage
N'a pas trop acheté de quinze ans d'esclavage (2). »

Dans l'élégie si triste et si tendre, où André Chénier, inspiré par les souffrances de la maladie et comme par le pressentiment d'une fin prochaine, exhale, imitateur original de Tibulle et de

(1) H. Rigault, *Étude sur Horace*.

(2) Edition G. de Chénier, III, p. 36.

Properce, précurseur de Millevoye et de Lamartine, les plaintes du génie, qui voit l'avenir prêt à lui échapper, et dépeint la situation d'âme du poète au seuil de la mort, il demande qu'un long cortège en deuil ne conduise pas au bruit des chants lamentables sa dépouille au fond des caveaux de quelque sombre et froide église. Comme Ronsard, qui se souhaite une tombe rustique enveloppée de lierre et de plantes grimpantes, comme Alfred de Musset, qui veut reposer à l'ombre d'un saule au pâle feuillage, André prie ses amis de choisir à ses restes quelque frais et doux asile :

« Vous-mêmes choisirez à mes jeunes reliques
Quelque bord fréquenté des pénates rustiques,
Des regards d'un beau ciel doucement animé,
Des fleurs, de l'ombrage, et tout ce que j'aimai.
C'est là, près d'une eau pure, au coin d'un bois tranquille,
Qu'à mes mânes éteints je demande un asile,
Afin que votre ami soit présent à vos yeux,
Afin qu'au voyageur amené dans ces lieux
La pierre, par vos mains de ma fortune instruite,
Raconte en ce tombeau quel malheureux habite,
Quels maux ont abrégé ses rapides instants,
Qu'il fut bon, qu'il aima, qu'il dut vivre longtemps.
Mais, oh ! que mollement reposera ma cendre,
Si parfois un penchant impérieux et tendre,
Vous guidant vers la tombe où je suis endormi,
Vos yeux en approchant pensent voir leur ami,
Si vos chants de mes feux vont redisant l'histoire,
Si vos discours flatteurs, tout pleins de ma mémoire,
Inspirent à vos fils, qui ne m'ont point connu,
L'ennui de naître à peine et de m'avoir perdu.
Qu'à votre belle vie ainsi ma mort obtienne
Tout l'âge, tous les biens dérobés à la mienne ;
Que jamais les douleurs, par de cruels combats,
N'allument dans vos flancs un pénible trépas ;
Que la joie en vos cœurs ignore les alarmes ;
Que les peines d'autrui causent seules vos larmes ;
Que vos heureux destins, les délices du ciel,
Coulent toujours trempés d'ambrosie et de miel. »

C'est quand cette crise de la maladie, qu'il croyait mortelle, se

fut apaisée, que le poète fit avec les frères Trudaine d'abord en Suisse, puis en Italie, un voyage qui eut sur les progrès de son art et sur le développement de son génie la meilleure influence. André sentait instinctivement qu'il allait trouver au bord des lacs helvétiques et sous le beau ciel italien des sources nouvelles et fécondes d'inspiration, des images brillantes, des sensations vives, les germes de nobles et fiers poèmes. Il partait en touriste enthousiaste, avide de pousser sa course jusqu'à Constantinople, berceau de son enfance, et, saluant ses amis au moment de quitter la France, il leur ouvrait son cœur plein de joyeuses espérances et d'émotions anticipées :

« Quand Phœbus, que l'hiver chasse de vos remparts,
Va de loin vous jeter quelques faibles regards,
Nous allons, sur ses pas, visiter d'autres rives,
Et poursuivre au midi ses chaleurs fugitives.
Nous verrons tous ces lieux, dont les brillants destins
Occupent la mémoire ou les yeux des humains,
Marseille, où l'Orient amène la fortune,
Et Venise, élevée à l'hymen de Neptune,
Le Tibre, fleuve-roi, Rome, fille de Mars,
Qui régna par le glaive et règne par les arts,
Athènes, qui n'est plus, et Byzance, ma mère,
Smyrne, qu'habite encor le souvenir d'Homère (1). »

En Suisse, sur les hauts sommets ou sur les rives sonores des torrents, André Chénier subit le charme de cette nature grandiose et nouvelle pour lui. L'élégie, dans laquelle il rappelle aux frères Trudaine les lieux qu'ils ont visités, nous découvre comment il sentait les paysages alpestres et comment le spectacle de leur sublimité avait soulevé son cœur, élevé son imagination, donné un large essor à sa Muse. Il dépeint en des vers dignes des *Méditations* et dignes de *Jocelyn* le séjour dans la vallée d'Hasly, qui, située dans le canton de Berne, est une des plus remarquables de

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 20.

la Suisse. Emu des beautés naturelles de cette vallée pittoresque, il regrette de n'y être pas né et il s'écrie :

« Là je verrais, assis dans ma grotte profonde,
La génisse traînant sa mamelle féconde,
Prodiguant à ses fils ce trésor indulgent,
A pas lents agiter sa cloche au son d'argent,
Promener près des eaux sa tête nonchalante,
Ou de son large flanc presser l'herbe odorante.
Le soir, lorsque plus loin s'étend l'ombre des monts,
Ma conque, rappelant mes troupeaux vagabonds,
Leur chanterait cet air si doux à ces campagnes,
Cet air que d'Appenzell répètent les montagnes.
Si septembre, cédant au long mois qui le suit,
Marquait de froids zéphirs l'approche de la nuit,
Dans ses flancs colorés une luisante argile
Garderait sous mon toit un feu lent et tranquille,
Ou, brûlant sur la cendre à la fuite du jour,
Un mélèze odorant attendrait mon retour.
Une rustique épouse, et soigneuse et zélée,
Blanche (car sous l'ombrage, au sein de la vallée,
Les fureurs du soleil n'osent les outrager),
M'offrirait le doux miel, les fruits de mon verger,
Le lait, enfant des sels de ma patrie humide,
Tantôt breuvage pur et tantôt mets solide
En un globe fondant sous ses mains épaissi
En disque savoureux à la longue durci,
Et cependant sa voix simple et douce et légère
Me chanterait les airs que lui chantait sa mère (1). »

Des frais ombrages d'Hasly la muse du poète s'envole par la pensée et revoit toute la Suisse de Schaffouse au Léman, du Gothard et de l'Engelberg au Mont-Blanc :

« Je veux, accompagné de ma muse sauvage,
Revoir le Rhin tomber en des gouffres profonds
Et le Rhône, grondant sous d'immenses glaçons,
Et d'Arve aux flots impurs la nymphe injurieuse.
Je vole, je parcours la cime harmonieuse,
Où souvent de leurs cieux, les anges descendus,
En des nuages d'or mollement suspendus,

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 103.

Emplissent l'air des sons de leur voix éthérée.
O lac, fils des torrents ! ô Thun, onde sacrée !
Salut, monts chevelus, verts et sombres remparts,
Qui contenez ses flots pressés de toutes parts !
Salut, de la nature admirables caprices,
Où les bois, les cités pendent en précipices !
Je veux, je veux courir sur vos sommets touffus ;
Je veux, jouet errant de vos sentiers confus,
Foulant de vos rochers la mousse insidieuse,
Suivre de vos chevreaux la trace hasardeuse ;
Et toi, grotte escarpée et voisine des cieus,
Qui d'un ami des Saints fus l'asile pieux,
Voûte obscure où s'étend et chemine en silence
L'eau qui de roc en roc bientôt fuit et s'élance,
Ah ! sous tes murs, sans doute, un cœur trop agité
Retrouvera la joie et la tranquillité (1). »

Le contraste entre la neige des cimes et la verdure des vallées avait vivement frappé l'imagination et fortement saisi le cœur d'André Chénier : il l'a exprimé avec une rare intensité des souvenirs et une merveilleuse puissance des images dans ce fragment peu connu :

« L'Allobroge recèle,
Sous ses monts, de l'hiver la patrie éternelle,
Et les fleurs du printemps et les biens de l'été.
Sur leurs arides fronts le voyageur porté
S'étonne. Autrès des rocs d'âge en âge entassés.
En flots après et durs brille une mer glacée.
A peine sur le dos de ces sentiers luisants
Un Lois armé de fer soutient ses pas glissants.
Il entend retentir la voix du précipice,
Il se tourne, et partout un amas se hérissé
De sommets ou brûlés ou de glace épaissis,
Fils du vaste Mont-Blanc, sur leurs têtes assis
Et qui s'élève autant au-dessus de leurs cimes
Qu'ils s'élèvent eux-même au-dessus des abîmes.
Mais bientôt à leurs pieds qu'il descende : à ses yeux
S'étendent mollement vallons délicieux,
Pâturages et prés, doux enfants des rosées,
Trient, Cluses, Maglan, humides Elysées,

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 106.

Frais coteaux, où partout sur des flots vagabonds
Pend le mélèze altier, vieil habitant des monts (1). »

Cette poésie descriptive est à cent lieues de celle que le XVIII^e siècle avait l'habitude de cultiver, non seulement par la réalité des peintures et par la sincérité de l'accent, mais encore par la réflexion qui s'y mêle. André Chénier ne décrit pas, comme Saint-Lambert ou Delille, pour décrire, mais pour unir le paysage aux mélancolies et aux souvenirs de son âme, aux aspirations de sa conscience. Ici, par exemple, il établit entre les contrastes de la nature alpestre et ceux du cœur de l'homme un vague accord, une ressemblance mystérieuse :

« Souvent le malheureux sourit parmi les pleurs.
Et voit quelque plaisir naître au sein des douleurs. »

Ces inspirations si vraies et si humaines, trouvées par André Chénier au pied des Alpes et sur les bords des lacs de Suisse ou de Savoie, il devait les retrouver plus brillantes sous le beau ciel de l'Italie, à Florence, à Rome, à Venise, sur les coteaux des Apennins ou sur les rives de l'Adriatique. Quand pour la première fois du haut des montagnes il découvre l'Italie, il se sent envahi par une étrange et noble émotion, et il la salue en ces termes, dont il demande à Virgile l'enthousiasme et l'éloquence :

« Salut, terre où Saturne a trouvé le repos,
Mère de l'abondance et mère des héros !
Salut, dieux paternels d'une terre sacrée,
O Romulus, et toi, Vesta, reine adorée,
Toi qui tiens sous ta garde, en tes asiles saints,
Et le Tibre toscan et les palais romains. »

L'Italie, c'est pour lui la terre promise où il espère rétablir sa santé et vivre tranquille au sein des arts et dans le culte des muses. « C'est là, dit-il en s'adressant à la Fortune,

(1) Edition G. de Chénier, III.

« C'est là que mes désirs m'ont promis un asile !
C'est là qu'un plus beau ciel peut-être dans mes flancs
Eteindra les douleurs et les sables brûlants :
Là j'irai t'oublier, rire de ton absence,
Là dans un air plus pur respirer en silence,
Et, nonchalant du terme où finiront mes jours,
La santé, le repos, les arts, et les amours. »

L'ivresse artistique à laquelle André est en proie au milieu des merveilles qui s'offrent à ses yeux éclate dans quelques notes confidentielles du voyageur. Sans doute il manque à ces notes leur complément essentiel, le poème dont elles devaient fournir les éléments. Toutefois pour ne s'être pas épanouies encore en élégies, elles n'en sont pas moins intéressantes et précieuses. D'ailleurs elles sont accompagnées de quelques vers colorés et sonores, qui prouvent qu'il aimait à se livrer à des essais de peinture et qu'il goûtait la musique :

« Ma main veut fixer ces rapides tableaux,
Et frémit, et s'élance et vole à ses pinceaux.
Tantôt, m'éblouissant d'une clarté soudaine,
La sainte poésie et m'échauffe et m'entraîne,
Et ma pensée, ardente à quelque grand dessein,
En vers tumultueux bouillonne dans mon sein,
Ou bien dans mon oreille un fils de Polymnie,
A qui Naples enseigna la divine harmonie,
A laissé pour longtemps un aiguillon vainqueur,
Et son chant retentit dans le fond de mon cœur. »

Si les chefs-d'œuvre des beaux-arts le ravissent et l'exaltent, la grandeur des monuments antiques et la majesté des ruines lui font pousser des cris d'admiration :

« Que ton œil voyageur de peuples en déserts
Parcoure l'ancien monde et traverse les mers,
Rome antique partout, Rome, Rome immortelle,
Vit et respire, et tout semble vivre par elle ;
De l'Atlas au Liban, de l'Euphrate au Bétis,
Du Tage au Rhin glacé, de l'Elbe au Tanais,
Et des flots de l'Euxin à ceux de l'Hyrcanie,
Partout elle a gravé le sceau de son génie.

Partout de longs chemins, des temples, des cités,
Des ponts, des aqueducs en arcades voûtés,
Des théâtres, des forts assis sur des collines,
Des bains, de grands palais ou de grandes ruines
Gardent, empreints encor d'une puissante main,
Et cette Rome auguste et le grand nom romain,
Et d'un peuple ignorant les débiles courages,
Etonnés et confus de si vastes ouvrages,
Aiment mieux assurer que de ces monuments
Le bras seul des Démon's jeta les fondements (1). »

Volney n'a pas devant les ruines de Palmyre ou de Balbek des pensées plus graves; le Colisée n'inspire pas à Châteaubriand de plus nobles accents. Mais à Rome même, à la vue des monuments de la Ville Eternelle, ce n'est plus le poète qui parle en lui, c'est le citoyen; il rêve, non la gloire de Virgile, mais celle de Brutus et de Caton. « Je parcours le Forum, le Sénat; j'y suis entouré d'ombres sublimes. J'entends la voix des Gracchus, Cincinnatus, Caton, Brutus. Je vois les palais qu'ont habités Germanicus et sa femme, Thraseas, Soranus, Sénécion, Rusticus. Périrent ceux qui traitent de préjugé l'admiration pour tous ces modèles antiques et qui ne veulent pas savoir que les grandes vertus constantes et solides ne sont qu'aux lieux où vit la liberté. Si j'avais vécu dans ces temps,

Des belles voluptés la voix enchanteresse
N'aurait point entraîné mon oisive jeunesse.
Je n'aurais point en vers de délices trempés
Et de l'art des plaisirs mollement occupés,
Plein des douces fureurs d'un délire profane,
Livré nue aux regards ma muse courtisane.
J'aurais, jeune Romain, au sénat, aux combats,
Usé pour la patrie et ma voix et mon bras;
Et si, du grand César l'invincible génie
A Pharsale eût fait vaincre enfin la tyrannie,
J'aurais su, finissant comme j'avais vécu,
Sur les bords africains défait et non vaincu,

(1) Edition Becq de F., page 178.

Fils de la Liberté, parmi ses funérailles,
D'un poignard vertueux déchirer mes entrailles (1). »

L'enfant du XVIII^e siècle, le disciple des philosophes, le pur païen, qui semble descendre en droite ligne d'Homère, n'a pas un mot pour la Rome chrétienne. Vers la fin même de cette pièce consacrée aux souvenirs de l'antiquité, l'ironie et le dédain sont sensibles. Il raille les anathèmes de l'Eglise, il glorifie les stoïques suicides qu'elle condamne :

« Et des pontifes saints les bancs religieux
Verraient même aujourd'hui vingt sophistes pieux
Prouver en longs discours appuyés de maximes
Que toutes mes vertus furent de nobles crimes,
Que ma mort fut d'un lâche, et que le bras divin
M'a gardé des tourments qui n'auraient point de fin (2). »

Quand André Chénier détourne son esprit et son cœur des vertus et des grandeurs de la Rome antique, ce n'est pas pour les occuper du spectacle des cérémonies religieuses et des pompes pontificales, mais pour leur rappeler que, si Rome a vu naître les épopées de Virgile et de Lucain, elle a entendu Tibulle et Propertius soupirer leurs amoureuses élégies. Comme jadis Joachim du Bellay, André s'éprend d'une beauté romaine :

« O délices d'amour ! et toi, molle paresse,
Vous aurez donc usé mon oisive jeunesse !
Les belles sont partout. Pour chercher les beaux-arts,
Des Alpes vainement j'ai franchi les remparts (3). »

Il célèbre l'objet de sa passion nouvelle, et ses vers ne sont pas moins ardents que ceux que le vieux poète de la Renaissance dédiait à sa Faustine :

« O c'est toi ! Je t'attends, ô ma belle Romaine,
C'est toi ! Dans cet asile où le soir nous ramène,

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 117.

(2) Ibid., p. 118.

(3) Ibid., p. 164.

Seul je mourais d'attendre, et tu ne venais pas !
Mon cœur en palpitant a reconnu tes pas (1). »

En quittant la France, André et ses deux compagnons avaient fait de magnifiques projets. Ils ne se proposaient pas seulement de visiter la Suisse et l'Italie, mais la Grèce et l'Asie-Mineure. Ensuite ils seraient allés jusqu'à Constantinople : André le désirait vivement, parce que, comme il le disait, Byzance était sa mère. Les événements politiques les rappelèrent au moment où ils s'apprêtaient à passer d'Italie en Grèce. André dut se contenter d'adresser de loin un salut plein d'émotion à ces rives orientales que son imagination seule devait connaître d'après la lecture de ses livres chéris :

« Salut, dieux de l'Euxin, Hellé, Sestos, Abyde,
Et nymphe du Bosphore, et nymphe Propontide,
Qui voyez aujourd'hui du barbare Osmanlin
Le croissant oppresseur toucher à son déclin.
Hébre, Pangée, Hæmus, et Rhodope, et Riphée ;
Salut, Thrace, ma mère, et la mère d'Orphée ;
Galata, que mes yeux désiraient dès longtemps :
Car c'est là qu'une Grecque, en son jeune printemps,
Belle, au lit d'un époux nourrisson de la France,
Me fit naître français dans le sein de Byzance (2). »

Plus heureux qu'André Chénier, Châteaubriand, quelques années plus tard, allait faire le tour de la Méditerranée, retrouvant Sparte, passant à Athènes, saluant Jérusalem, admirant Alexandrie, signalant Carthage, et ne se reposant du spectacle de tant de ruines qu'en les décrivant dans son *Itinéraire*. André n'a fait ce beau voyage qu'en imagination, et néanmoins, pour chanter ces pays, qu'il ne connaissait que par les livres, il a trouvé des accents et des images, que Châteaubriand, retraçant la réalité placée sous ses yeux, n'a pas dépassés :

« Où sont ces grands tombeaux qui devaient à jamais
D'une épouse fidèle attester les regrets ?

(2) Edition G. de Chénier, III, p. 166.

(1) Ibid., p. 175.

L'herbe couvre Corinthe, Argos, Sparte, Mycènes ;
La faux coupe le chaume aux champs où fut Athènes,
Ilion, de ces dieux qui bâtirent tes tours,
Contre le fils d'Achille implore le secours !
Et toi, qui subjuguant l'un et l'autre Neptune,
De Rome si longtemps balanças la fortune.
De tes murs aujourd'hui, de tes fameux remparts
On cherche vainement les cadavres épars.
Et vous, fiers monuments des arts et du génie,
Que la main d'une femme éleva sur l'Asie,
Prodigieuse enceinte où l'Euphrate étonné
Vit de ses flots vaincus le cours emprisonné ;
Murs de bitume enduits, dont les vastes racines
Semblaient de l'univers attendre les ruines ;
Jardins audacieux dans les airs soutenus,
Temples, marbres, métaux, qu'êtes-vous devenus ?
Votre nom plus heureux, grâce aux chœurs célèbres,
De la nuit envieuse a percé les ténèbres (1). »

André Chénier, quoique son retour prématuré lui causât bien des regrets, éprouva une douce et patriotique émotion en touchant le sol de la France,

Que ses yeux n'osaient plus espérer de revoir,

et, de même qu'il avait adressé à Constantinople un salut filial, il soupira sur les bords de la Seine (2).

• O des fleuves français brillante souveraine,
Salut ! ma longue course à tes bords me ramène,
Moi que ta nymphe pure en son lit de roseaux
Fit errer tant de fois au doux bruit de ses eaux,
Moi qui la vis couler plus lente et plus facile,
Quand ma bouche animait la flûte de Sicile,
Moi, quand l'amour trahi me fit verser des pleurs,
Qui l'entendis gémir et pleurer mes douleurs.
Tout mon cortège antique, aux chansons langoureuses,
Revole comme moi vers tes rives heureuses. »

Il y a dans l'Histoire de France de Michelet un passage juste-

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 178.

(2) Becq de F., *Notice*.

ment célèbre, où l'historien, décrivant le sol français, avant de raconter les vicissitudes de son peuple, parcourt les différentes provinces, qui sont à la fois des divisions géographiques, dessinées par les montagnes et les rivières, et des divisions politiques, formées par l'histoire. Chaque province est une personne distincte, dont Michelet caractérise la physionomie. Il y a dans André Chénier une brillante esquisse de ce grand tableau. Si l'on veut bien savoir de quel amour ce fils d'une Grecque, habitué à se retrouver dans l'antiquité comme dans sa patrie, chérissait la France, avec quelle pénétrante intelligence il comprenait ses beautés et ses richesses, il faut lire et relire ce début d'une pièce éloquente :

« France, ô belle contrée, ô terre généreuse,
Que les Dieux complaisants formaient pour être heureuse,
Tu ne sens point du Nord les glaçantes horreurs,
Le Midi de ses feux t'épargne les fureurs.
Tes arbres innocents n'ont point d'ombres mortelles,
Ni des poisons épars dans tes herbes nouvelles
Ne trompent une main crédule ; ni tes bois
Des tigres frémissants ne redoutent la voix ;
Ni les vastes serpents ne traînent sur tes plantes
En longs cercles hideux leurs écailles sonnantes.
Les chênes, les sapins, et les ormes épais
En utiles rameaux ombragent tes sommets ;
Et de Beaune et d'Al les rives fortunées,
Et la riche Aquitaine, et les hauts Pyrénées
Sous leurs bruyants pressoirs font couler en ruisseaux
Des vins délicieux mûris sur leurs coteaux.
La Provence odorante et du Zéphire aimée
Respire sur les mers une haleine embaumée,
Au bord des flots couvrant, délicieux trésor,
L'orange et le citron de leur tunique d'or,
Et plus loin, au penchant des collines pierreuses,
Forme la grasse olive aux liqueurs savoureuses,
Et ces réseaux légers, diaphanes habits,
Où la fratche grenade enferme ses rubis.
Sur tes rochers touffus la chèvre se hérisse ;
Tes prés enflent de lait la féconde génisse,
Et tu vois tes brebis sur le jeune gazon
Epaissir le tissu de leur blanche toison.

Dans les fertiles champs voisins de la Touraine,
Dans ceux où l'océan boit l'urne de la Seine,
S'élèvent pour le frein des coursiers belliqueux.
Ajoutez cet amas de fleuves tortueux,
L'indomptable Garonne aux vagues insensées,
Le Rhône impétueux, fils des Alpes glacées,
La Seine au flot royal, la Loire dans son sein
Incertaine, et la Saône, et mille autres enfin,
Qui nourrissent partout sur tes nobles rivages
Fleurs, moissons et vergers, et bois et pâturages
Rampent au pied des murs d'opulentes cités
Sous les arches de pierre à grand bruit emportés. »

II

André Chénier, ce lyrique et cet élégiaque, a écrit quelques *épîtres*, qui nous font regretter qu'il n'ait pas cultivé plus souvent un genre littéraire qui lui aurait inspiré des chefs-d'œuvre : car les pièces, qu'il a désignées lui-même sous le nom d'*épîtres*, pour les distinguer des élégies, à qui elles ressemblent par la pure élégance de la forme et par la mélancolie des pensées, unissent avec une heureuse variété les épanchements familiers, les confessions pleines d'une sensibilité touchante, les retours vers le passé, que le poète ne perd jamais de vue. Ces qualités éclatent à chaque vers de l'épître, qui est adressée à Le Brun et au marquis de Brazaïs, et qui fut composée à Strasbourg en 1782, alors qu'André y tenait garnison ou plutôt y subissait un véritable exil :

« Le Brun, qui nous attends aux rives de la Seine,
Quand un destin jaloux loin de toi nous enchaîne.
Toi Brazais, comme moi sur ces bords appelé,
Sans qui de l'univers je vivrais exilé :
Depuis que de Pandore un regard téméraire
Versa sur les humains un trésor de misère.
Pensez-vous que du ciel l'indulgente pitié
Leur ait fait un présent plus beau que l'amitié (1) ? »

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 153.

Dès ce début, qui rappelle par l'art d'entrer brusquement en matière et par la rapidité des interrogations certains exordes de Boileau, nous savons qu'André se propose pour sujet l'éloge de l'amitié. Le thème choisi semble au premier abord être en soi quelque peu banal, et il faut reconnaître que plusieurs couplets de cette épître ne s'éloignent pas assez par la forme des modèles préférés d'André, surtout d'Horace. Mais on ne tarde pas à sentir combien il y a d'originalité dans les idées et dans les sentiments. Ce qu'il demande avant tout à l'amitié (et l'on sent là l'inspiration persistante des élégies amoureuses), c'est de guérir ou du moins d'adoucir les souffrances causées par les passions de l'amour :

« Ah ! si quelque mortel est né pour la connaître,
C'est nous, âmes de feu, dont l'amour est le maître.
Le cruel trop souvent empoisonne ses coups :
Elle garde à nos cœurs ses baumes les plus doux.
Malheur au jeune enfant, seul, sans ami, sans guide,
Qui près de la beauté rougit et s'intimide,
Et, d'un pouvoir nouveau lentement dominé,
Par l'appât du plaisir doucement entraîné,
Crédule, et sur la foi d'un sourire volage,
A cette mer trompeuse et se livre et s'engage !
Combien de fois, tremblant et les larmes aux yeux,
Ses cris accuseront l'inconstance des Dieux !
Mais heureux dont le zèle, au milieu du naufrage,
Viendra le recueillir, le pousser au rivage,
Endormir dans ses flancs le poison ennemi,
Réchauffer dans son sein le sein de son ami,
Et de son fol amour étouffer la semence,
Ou du moins dans son cœur ranimer l'espérance !
Qu'il est beau de savoir, digne d'un tel lien,
Au repos d'un ami sacrifier le sien !
Plaindre de s'immoler l'occasion ravie,
Être heureux de sa joie et vivre de sa vie (1) ! »

A l'appui de cette thèse André Chénier va chercher ses exemples chez les élégiaques latins, qui étaient alors ses poètes chéris,

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 184.

et dont il méditait les œuvres en compagnie du marquis de Brazaïs. Il veut admirer en eux plus que le talent poétique et plus que les dons des muses les tendres qualités du cœur et les douces affections, qui ont fait d'eux les modèles du dévouement et de l'amitié. Tout ce passage exprime les pensées les plus délicates et les émotions les plus attendrissantes dans un style d'une grâce infinie, d'une mélancolie souriante, d'une sensibilité pleine d'élan et de caresses :

« Si le feu, qui respire en leurs divins écrits,
D'une vive étincelle échauffa nos esprits,
Si leur gloire en nos cœurs souffle une noble envie,
Oh ! suivons donc aussi l'exemple de leur vie ;
Gardons d'en négliger la plus belle moitié,
Soyons heureux comme eux au sein de l'amitié.
Horace, loin des flots qui tourmentent Cythère,
Y retrouvait d'un port l'asile salubre ;
Lui-même au doux Tibulle, à ses tristes amours
Prêta de l'amitié les utiles secours.
L'amitié rendit vains tous les traits de Lesbie,
Elle essuya les yeux que fit pleurer Cynthia.
Virgile n'a-t-il pas d'un vers doux et flatteur
De Gallus expirant consolé le malheur (1) ? »

A ces doctes et tendres héros des amitiés antiques, trouvant dans l'union solide et fortifiante de leurs cœurs la consolation de leurs chagrins et le soulagement de leurs maux, André Chénier oppose avec une éloquente et noble pitié le triste sort d'Ovide livré tout entier aux amertumes qui le dévorent dans la solitude lointaine et glacée où nul ne l'a suivi de sa famille ou de ses amis :

« Ovide, oh ! qu'à mes yeux ton infortune est grande,
Non pour n'avoir pu faire aux tyrans irrités
Agréer de tes vers les lâches faussetés !
Je plains ton abandon, ta douleur solitaire.
Pas un cœur, qui, du tien zélé dépositaire,
Vienne adoucir ta plaie, apaiser ton effroi,
Et consoler tes pleurs, et pleurer avec toi (2) ! »

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 184.

(2) Ibid.

Ce développement si pathétique se termine de la manière la plus personnelle et la plus vivante par un retour que le poète fait sur lui-même et sur l'affection qui le lie à Le Brun et au marquis de Brazais :

« Ce n'est pas nous, amis, qu'un tel foudre menace.
Que des dieux et des rois l'éclatante disgrâce
Nous frappe : leur tonnerre aura trompé leurs mains :
Nous resterons unis en dépit des destins.
Qu'ils excitent sur nous la fortune cruelle,
Qu'elle arme tous ses traits : nous sommes trois contre elle.
Nos cœurs peuvent l'attendre, et, dans tous ses combats,
L'un sur l'autre appuyés, ne chancelleront pas (1). »

Mais l'amitié, telle qu'André Chénier la conçoit, n'est pas seulement une consolation pour la tristesse, elle est encore une indispensable leçon pour la muse du poète. « Non seulement les affections rendent la vie plus douce, mais il n'y a pas de poésie possible pour l'homme qui vit sans amis. Celui qui vit seul, qui renferme toutes ses pensées dans le cercle étroit de sa destinée individuelle, ne prendra jamais rang parmi les poètes de premier ordre. Quoi qu'il fasse, quoi qu'il étudie, les paroles lui manqueront, lorsqu'il voudra peindre les sentiments qu'il n'a pas éprouvés. Il aura beau graver dans sa mémoire les vers consacrés à l'expression de l'amitié, il n'atteindra jamais à la véritable éloquence ; toutes les fois qu'il voudra parler d'après sa mémoire, le lecteur devinera que l'homme qui lui parle n'a jamais eu d'amis (2). » C'est là l'originalité de l'épître d'André Chénier ; elle nous présente l'amitié sous une forme nouvelle, et elle peut se résumer en ce conseil significatif : dévouez-vous, si vous avez l'intention de peindre le dévouement, attendu que la véritable éloquence a pour première condition la sincérité. « Parler de l'amitié et vivre seul, c'est décrire une terre inconnue, c'est bégayer au hasard un idiome ignoré. Lors même que l'épître adressée à Le

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 184.

(2) Gustave Planche, *Revue des Deux-Mondes*.

Brun et à Brazais ne se distinguerait pas par une rare éloquence, il serait encore sage d'en recommander la lecture aux hommes qui pratiquent la poésie (1) ». On doit ajouter que la méditation n'en serait pas moins utile aux victimes des discordes civiles, aux vaincus de la vie militante et de la politique : car André Chénier proclame que l'amitié est le meilleur refuge contre les tempêtes, dont ils sont le jouet, et le plus sûr soutien de leur vertu, quand elle est soumise aux plus terribles épreuves. Ici l'épître s'élève à une hauteur lyrique, qui dépasse le ton de l'élégie et qui atteint les plus nobles accents de l'ode :

« O demi-Dieux amis ! Atticus, Cicéron,
Caton, Brutus, Pompée, et Sulpice, et Varron !
Ces héros, dans le sein de leur ville perdue,
S'assemblaient pour pleurer la liberté vaincue.
Unis par la vertu, la gloire, le malheur,
Les arts et l'amitié consolaient leur douleur.
Sans l'amitié quel antre ou quel sable infertile
N'eût été pour le sage un désirable asile,
Quand du Tibre avili le sceptre ensanglanté
Armait la main du vice et la férocité ;
Quand d'un vrai citoyen l'éclat et le courage
Réveillaient du tyran la soupçonneuse rage ;
Quand l'exil, la prison, le vol, l'assassinat
Étaient pour l'apaiser l'offrande du sénat !
Thrasea, Soranus, Sénecion, Rustique,
Vous tous, dignes enfants de la patrie antique,
Je vous vois, au milieu des crimes, des noirceurs.
Garder une patrie et des lois et des mœurs ;
Traverser d'un pied sûr, sans tache, sans souillure,
Les flots contagieux de cette mer impure,
Vous créer, au flambeau de vos mâles ateux,
Sur ce monde profane un monde vertueux (2). »

La péroration d'André Chénier est le développement original et large de cette pensée exprimée par Théocrite dans sa douzième idylle : « Puisse-t-il arriver qu'après deux cents générations

(1) Gustave Planche, *Revue des Deux-Mondes*.

(2) Édition G. de Chénier, III, p. 189.

quelqu'un me dise sur les bords de l'Achéron d'où nul ne revient : la tendresse qui l'unissait à ton ami est dans toutes les bouches. »

« Que nos noms soient sacrés ; que nos noms glorieux
Soient pour tous les amis un code précieux ;
Qu'ils trouvent dans nos vers leur âme et leurs pensées ;
Qu'ils raniment encor nos muses éclipsées,
Et qu'en nous imitant ils s'attendent un jour
D'être chez leurs neveux imités à leur tour (1). »

L'épître, dont voici le début,

« Heureux qui, se livrant aux sages disciplines,
Nourri du lait sacré des antiques doctrines,
Ainsi que de talents a jadis hérité
D'un bien modique et sûr qui fait la liberté ! »

n'a que vingt-huit vers. C'est un gracieux et philosophique billet à la façon d'Horace. Le poète latin aimait à développer dans des pièces courtes et riantes des lieux communs qu'il rajeunissait par la perfection de la forme ; il exprimait volontiers à son tour les idées et les sentiments cent fois exprimés avant lui, il cherchait « à se faire, non pas une âme artificielle, non pas un cœur original qui n'appartint qu'à lui, mais une forme exquise et nouvelle pour des idées qui lui étaient communes avec le genre humain (2). » Ainsi fait André Chénier. Il chante le bonheur de l'étude et de l'amour. Était-il possible de traiter un sujet moins neuf, de développer une idée plus vieille ? Mais les images, dont se sert le poète, sont si agréables aux yeux, l'harmonie de ses vers a un si grand charme pour nos oreilles, que les idées banales semblent nouvelles et que les tableaux, si souvent tracés depuis la plus lointaine antiquité, nous attirent et nous retiennent comme un spectacle inattendu :

« Il a, dans sa paisible et sainte solitude,
Du loisir, du sommeil, et les lois, et l'étude,

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 190.

(2) H. Rigault, *Éloge d'Horace*.

Le banquet des amis et quelquefois, les soirs,
Le baiser jeune et frais d'une blanche aux yeux noirs.
Il ne faut pas qu'il dompte un ascendant suprême,
Opprime son génie, et s'éteigne lui-même,
Pour user sans honneur et sa plume et son temps
A des travaux obscurs tristement importants.
Il n'a point, pour pousser sa barque vagabonde,
A se précipiter dans les flots du grand monde (1). »

« A mon avis, dit un ingénieux critique, rien ne marque mieux que cette épître la ligne qui sépare le vers de la prose ; car chacun des sentiments exprimés dans cette pièce emprunte à la versification la meilleure partie de sa valeur. Dérangez les mots, et chacun de ces sentiments deviendra trivial, lisez les vers de Chénier, et vous avez devant vous un tableau complet. Si la doctrine, qui veut estimer les vers en les décomposant, avait besoin d'une réfutation, l'épître à M. de Pange démontrerait victorieusement la différence qui sépare le vers de la prose. Il n'y a pas, dans toute l'histoire de notre langue, un poète plus concis qu'André Chénier ; personne ne se complait moins que lui dans l'éclat et le nombre des mots : comment donc expliquer le charme de cette épître ? Par le choix sévère des expressions, par l'ordonnance heureuse des images. Il y a dans la forme du vers une vertu singulière (que la critique française du dernier siècle semble avoir complètement méconnue), qui condense la pensée et lui rend à peu près le même service que la trempe au fer rouge qu'elle convertit en acier. De même que certaines figures conviennent au marbre, tandis que d'autres conviennent à la toile, il y a certaines pensées, qui, exprimées en prose, demeurent à peu près sans valeur, et qui, resserrées dans le moule du vers, étreintes par la rime, acquièrent une beauté, une précision inattendue. C'est surtout dans les maîtres du premier ordre qu'il faut chercher la démonstration de cette vérité ; or je ne crois pas qu'un seul poète de notre langue,

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 198.

pas même l'auteur d'Athalie, connaisse les ruses et les ressources de la versification française mieux qu'André Chénier (1). »

L'épître, qui, suivant l'ordre établi par André, est la deuxième dans les éditions de 1819 et de 1833, mais qui a été placée la troisième dans les éditions postérieures, exprime la répugnance d'André Chénier pour la *satire* :

« Ami, chez nos Français ma muse voudrait plaire :
Mais j'ai fui la satire à leurs regards si chère.
Le superbe lecteur, toujours content de lui,
Et toujours plus content, s'il peut rire d'autrui,
Vout qu'un nom imprévu, dont l'aspect le déride,
Égayé au bout du vers une rime perfide.
Il s'endort, si quelqu'un ne pleure, quand il rit.
Mais qu'Horace et sa troupe irascible d'esprit
Daignent me pardonner, si jamais ils pardonnent :
J'estime peu cet art, ces leçons qu'ils nous donnent
D'immoler bien un sot, qui jure en son chagrin,
Au rire âcre et perçant d'un caprice malin (2). »

Ces déclarations nous étonnent au premier abord dans la bouche d'André Chénier. Ne va-t-il pas bientôt terriblement forger sur l'enclume française l'iambe d'Archiloque ? Ne va-t-il pas ajouter à sa lyre des cordes d'airain pour y faire retentir des hyperboles aussi mordantes et plus sincères que celles de Juvénal ? Mais dans cette épître il ne s'agit pas de cette grande satire politique et morale, qui est digne d'être dans les temps troublés l'arme d'une âme noble et d'un génie élevé. La satire, qu'André vise ici, c'est la satire qu'on est convenu d'appeler la satire littéraire, et qui, sans danger sérieux pour celui qui se plaît à la cultiver, fait les délices des salons et des cercles mondains, parce qu'elle s'attaque par de piquantes railleries aux ridicules des écrivains, à leurs prétentions et à leurs impatientes vanités. En ce qui le concerne, il ne veut pas,

« Aiguisant une vaine satire,
Chercher sur quel poète on a droit de médire,

(1) Gustave Planche, *Revue des Deux-Mondes*.

(2) Edition G. de Chénier, III, p. 191.

Si tel livre deux fois ne s'est pas imprimé,
Si tel est mal écrit, tel autre mal rimé. »

Or, par une contradiction curieuse, si elle est spontanée, et plaisante, si elle est voulue, André Chénier, au moment même où il critique ce genre de satire, s'y montre excellent satirique. Il peint avec une verve malicieuse ces auteurs à la mode, qui, gâtés par les applaudissements d'une coterie, prétendent vivre pour la gloire et ne travaillent en réalité que pour la vogue. « A toute heure de la journée ils étaient prêts à réciter leurs vers pour être applaudis. André Chénier, tout en refusant de traiter la satire, ne peut taire cependant les nombreuses sollicitations qu'il a eu à subir, et il excuse ironiquement la lenteur volontaire, l'apparente stérilité de son imagination. Il n'improvise pas pour le plaisir des salons oisifs. » Ces idées sont exprimées dans un dialogue d'une vive allure :

« Eh bien ! nous lirez-vous quelque chose aujourd'hui ?
Me dit un curieux qui s'est toujours fait gloire
D'honorer les neuf sœurs, et toujours, après boire,
Etendu dans sa chaise et se chauffant les piés,
Aime à dormir au bruit des vers psalmodiés.
— Qui, moi ? Non je n'ai rien. D'ailleurs je ne lis guère.
— Certes un tel nous lut hier une épître !... et son frère
Termina par une ode où j'ai trouvé des traits !
— Ces messieurs plus féconds, dis-je, sont toujours prêts
Mais moi, que le caprice et le hasard inspire,
Je n'ai jamais sur moi rien qu'on puisse vous lire (4). »

Le poète avoue qu'il travaille à son heure et qu'il ne poursuit pas toujours la même pensée. Plusieurs poèmes sont commencés à la fois et menés de front par sa muse mobile et diverse, mais sévère pour elle-même et éprise d'un haut idéal. A l'exemple du statuaire, dont le ciseau, allant d'une œuvre à l'autre, achève ici un front, creuse là des flancs, plus loin taille dans le marbre une

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 191.

jambe ou une épaule, André Chénier va d'un poème à l'autre, jusqu'à ce qu'il voie ses idylles et ses odes, semblables à de jeunes oiseaux,

« Ensemble lentement tous couvés sous ses ailes,
Tous ensemble quittant leurs coqués maternelles,
Savoir d'un beau plumage ensemble se couvrir.
Ensemble dans les bois, voltiger et courir. »

Plus loin il reprend la même idée et il la développe en changeant d'image :

« Vous avez vu sous la main d'un fondeur
Ensemble se former, diverses en grandeur,
Trente cloches d'airain, rivales du tonnerre?
Il achève leur moule enseveli sous terre,
Puis, par un long canal en rameaux divisé,
Y fait couler les flots de l'airain embrasé :
Si bien qu'au même instant cloches, petite et grande,
Sont prêtes, et chacune attend et ne demande
Qu'à sonner quelque mort et du haut d'une tour
Réveiller la paroisse à la pointe du jour.
Moi, je suis ce fondeur : de mes écrits en foule
Je prépare longtemps et la forme et le moule,
Puis sur tous à la fois je fais couler l'airain :
Rien n'est fait aujourd'hui, tout sera fait demain. »

S'il faut louer sans réserve cette noble volonté de consacrer de longues veilles à l'achèvement d'œuvres lentement méditées et destinées à ne pas périr, au lieu d'offrir des improvisations rapides à des applaudissements éphémères, comment, quand on songe à la mort prématurée d'André Chénier, ne pas regretter qu'il ait choisi cette méthode de travail qui consistait à entreprendre et à exécuter simultanément des compositions différentes ? S'il avait eu l'habitude de concentrer tous ses efforts sur une œuvre unique et de ne pas quitter le poème commencé avant de l'avoir terminé, on aurait trouvé dans l'atelier de l'admirable artiste, emporté par un destin précoce, quelques statues achevées et parfaites dont, tant d'esquisses et d'ébauches, quelque délicieuses qu'elles soient, ne peuvent compenser l'absence.

André Chénier ne s'arrête pas là dans ses confidences : il explique en des vers, qui sont d'une éloquence incomparable, comment, ardent à la lecture, il recueille partout chez les Grecs, chez les Romains, chez les Français, chez les plus grands poètes de l'Angleterre et de l'Italie, une ample provision de sentiments et d'idées, d'expressions et d'images, mais il ajoute qu'il sait, en se pénétrant des beautés de ses modèles, en se gardant de les étudier d'une manière pédantesque ou de les copier avec servilité, changer l'imitation en inspiration :

« Un juge sourcilleux, épiant mes ouvrages,
Tout à coup à grands cris dénonce vingt passages,
Traduits de tel auteur qu'il nomme, et, les trouvant,
Il s'admire et se plait de se voir si savant.
Que ne vient-il vers moi ? Je lui ferai connaître
Mille de mes larcins qu'il ignore peut-être.
Mon doigt sur mon manteau lui dévoile à l'instant
La couture invisible et qui va serpentant
Pour joindre à mon étoffe une pourpre étrangère.
Je lui montrerai l'art ignoré du vulgaire
De séparer aux yeux, en suivant leur lien,
Tous ces métaux unis dont j'ai formé le mien.
Tout ce que des Anglais la muse inculte et brave,
Tout ce que des Toscans la voix fière et suave,
Tout ce que les Romains, ces rois de l'univers,
M'offraient d'or et de soie est passé dans mes vers :
Je m'abreuve surtout des flots que le Permesse,
Plus féconds et plus purs, fit couler dans la Grèce (1). »

Pour nous faire pénétrer dans tous les secrets savants de son art et nous exposer en pleine lumière comment il entend l'imitation des anciens, c'est par de saisissantes images qu'il anime sa démonstration. Jadis La Fontaine s'écriait :

« Quelques imitateurs, sot bétail, je l'avoue,
Suivent en vrais moutons le pasteur de Mantoue.
J'en use d'autre sorte ; et, me laissant guider,
Souvent à marcher seul j'ose me hasarder.

(1) Édition Becq de F., p. 316

On me verra toujours pratiquer cet usage.
Mon imitation n'est pas un esclavage ;
Je ne prends que l'idée, et les tours, et les lois,
Que nos maîtres suivaient eux-mêmes autrefois.
Si d'ailleurs quelque endroit, plein chez eux d'excellence,
Peut entrer dans mes vers sans nulle violence,
Je l'y transporte et veux qu'il n'ait rien d'affecté,
Tâchant de rendre mien cet air d'antiquité (1). »

André Chénier, animé par le même génie et exprimant les mêmes idées que la Fontaine, n'a pas l'élégante concision du fabuliste, mais il l'emporte sur lui par l'abondance et par la variété des images :

« Là, Prométhée ardent, je dérobe les feux
Dont j'anime l'argile et dont je fais des dieux.
Tantôt chez un auteur j'adopte une pensée,
Mais qui revêt, chez moi souvent entrelacée,
Mes images, mes tours, jeune et frais ornement ;
Tantôt je ne retiens que les mots seulement ;
J'en détourne le sens, et l'art sait les contraindre
Vers des objets nouveaux qu'ils s'étonnent de peindre.
La prose plus souvent vient subir d'autres lois,
Et se transforme, et fuit mes poétiques doigts ;
De rimes couronnée, et légère et dansante,
En nombres mesurés elle s'agite et chante.
Des antiques vergers ces rameaux empruntés
Croissent sur mon terrain mollement transplantés ;
Aux troncs de mon verger ma main avec adresse
Les attache, et bientôt même écorce les presse.
De ce mélange heureux l'insensible douceur
Donne à mes fruits nouveaux une antique saveur (2). »

Montaigne, parlant de ces censeurs téméraires et malveillants, qui déchirent volontiers les jeunes écrivains de talent et qui s'apprêtent sans doute à l'accabler de leurs sentences hâtives, dit spirituellement : « Je veux qu'ils donnent une nazarde à Plutarque sur mon nez et qu'ils s'eschaudent à injurier Sénèque en moy (3). »

(1) *Épître à Monseigneur l'évêque de Soissons.*

(2) Edition Becq de F., p. 317.

(3) *Essais*, II, X.

André Chénier, pour conclure son épître, emprunte à l'auteur des Essais ce trait malin :

« Dévot adorateur de ces maîtres antiques,
Je veux m'envelopper de leurs saintes reliques.
Dans leur triomphe admis, je veux le partager,
Ou bien de ma défense eux-mêmes les charger.
Le critique imprudent, qui se croit bien habile,
Donnera sur ma joue un soufflet à Virgile.
Et ceci (tu peux voir si j'observe ma loi),
Montaigne, il t'en souvient, l'avait dit avant moi (1). »

On voit qu'André Chénier, quoi qu'il en dise, est, comme Horace ou Boileau, souvent satirique dans ses épîtres, qu'il sait aiguïser l'épigramme et lancer d'une main sûre le trait piquant. D'ailleurs on a retrouvé dans ses notes cinq ou six fragments, qui seraient devenus des satires. Le plus important était destiné à flétrir cette critique malveillante et amère, dont il a comparé les auteurs aux cyclopes, qui forgent dans l'île de Lemnos les traits de la haine et de la calomnie. Cette satire, où il est facile de reconnaître l'esprit et la verve de l'école Voltairienne, devait être écrite en vers de dix syllabes :

« Ainsi souvent, quand, d'une égale haleine,
Six forts coursiers font voler sur la plaine
D'un char léger les quatre orbes roulants,
Le poil dressé, vingt dogues turbulents,
Précipités dans leur rage imbécile,
Viennent en vain mordre la roue agile.
La roue agile et les coursiers nerveux,
Sans écouter ces cris tumultueux,
Sans se hâter, poursuivent leur carrière,
Le char bondit et couvre de poussière
Le sot troupeau, dont l'importune voix
Le suit de loin par de rauques abois (2). »

La polémique acerbe de certains journaux indignait André Chénier, qui se proposait de la railler et de la stigmatiser dans

(1) Edition Becq de F., p. 317.

(2) Edition G. de Chénier, III, p. 199.

une pièce énergique, dont nous avons conservé ce passage plein d'audace et d'emportement :

« Or venez maintenant, graves déclamateurs,
D'almanachs, de journaux savants compilateurs,
Déployez pour mes vers vos balances critiques,
Flétrissez-les du sceau des lettres italiques ;
Citez faux de grands noms, épouvantail des sots ;
Aux lourds raisonnements joignez de lourds bons mots :
Assurez que ma muse est froide ou téméraire,
Que mes vers sont mauvais, que ma rime est vulgaire.
Je l'ai bien fait exprès ; votre chagrin m'est doux,
Je serais bien fâché qu'ils fussent bons pour vous.
Mon Dieu ! lorsqu'imitant ce bon roi de Phrygie,
Vous jugez ou le drame, ou l'ode, ou l'élégie,
Faut-il que nul démon, ami du genre humain,
Jamais à votre front ne porte votre main !
Vous connaissiez au moins combien vos doctes veilles
Sur votre tête auguste allongent vos oreilles (1). »

André Chénier avec une brûlante acrimonie instruit le procès de ces financiers outrecuidants et véreux qui dans tous les temps par la force de l'argent semblent être les rois du monde :

« Alors pour son argent il a danse, musique,
Goût, talents, grâce, esprit, fauteuil académique,
Grand cercle de beautés, qui viennent, chaque nuit,
Le bercer, l'endormir, veiller près de son lit,
Maitresse au nez fripon qui l'aime et qui le ruine,
Rimeurs toujours amis de ceux chez qui l'on dîne,
Tous, pirates rusés, qui s'entendent fort bien (2). »

D'autres fragments, trop courtes et trop rapides esquisses, raillent le poète ridicule, qui rime en dépit de Minerve et se ronge les doigts en entier, le sectateur du baquet magnétique, qui se joue aux dépens des anciens dogmes et qui, aveugle partisan de Mesmer,

N'est incrédule enfin que par crédulité,
et la vieille coquette enfin qui ne sait pas vieillir :

(1) Edition G. de Chénier, III, p. 200.

(2) Ibid., p. 298.

« Il est bon de tout feindre et même la pudeur.
Mais qui peut sans dégoût, sans subite froideur,
Voir une beauté mûre et presque sous les rides
Affecter d'un enfant les alarmes timides?
Tout mensonge a besoin d'un air de vérité,
Et j'aime cent fois mieux l'indiscrète gâtée
Trop folle, trop hardie, et qui n'est pas sans grâce,
Que d'une antique Agnès la risible grimace (4). »

Ce sont là des peintures spirituelles et malignes, qui prouvent que, si les événements politiques et les luttes civiles n'avaient pas amené André Chénier à préférer les audaces et les colères de la satire grecque, Archiloque et Hipponax, il aurait conçu d'une manière originale et traité avec un rare talent la satire relativement modérée d'Horace et de Boileau.

(1) Edition G. de Chénier, p. 198.

LES DOCTRINES POLITIQUES

A LA VEILLE DE LA RÉVOLUTION

Il n'y a pas de révolution, si profonde soit-elle, qui puisse briser la continuité de l'histoire. Si l'individu met vainement en jeu toutes les énergies de sa volonté pour opérer en lui une radicale transformation, ceux qui entreprennent de métamorphoser une nation entière se heurtent à des obstacles encore bien plus forts. Aussi quand un régime politique, perdant sa raison d'être, déviant de la ligne de conduite qui l'a mené au succès, s'effondre, des institutions disparaissent, d'autres, aux formes nouvelles, les remplacent, la machine gouvernementale voit ses organes établis sur des types nouveaux, le bouleversement peut être considérable ; — certes la France de 1792 n'a plus la physionomie de la France de 1788, — mais pourtant c'est plus dans l'extérieur que dans le fond des choses qu'il y a changement ; les traditions survivent, le tempérament national demeure et c'est sensiblement le même esprit qui anime le corps social transformé sans doute, mais toujours et malgré tout, le même.

Ce fut l'idée originale de Tocqueville et qui fit de lui le plus profond de nos historiens philosophes de suivre ce principe en une de ses plus surprenantes applications et de montrer l'esprit de l'ancien régime se perpétuant à travers la Révolution pour faire

de notre démocratie moderne l'héritière directe et reconnaissable de la monarchie absolue.

« Les Français, dit-il en son introduction, ont fait en 1789 le plus grand effort auquel se soit jamais livré aucun peuple, afin de couper pour ainsi dire en deux leur destinée et de séparer par un abîme ce qu'ils avaient été jusque-là de ce qu'ils voulaient être désormais..., j'avais toujours pensé qu'ils avaient beaucoup moins réussi dans cette singulière entreprise qu'on ne l'avait cru au dehors et qu'ils l'avaient cru d'abord eux-mêmes. J'étais convaincu qu'à leur insu ils avaient retenu de l'ancien régime la plupart des sentiments, des habitudes, des idées mêmes à l'aide desquelles ils avaient conduit la révolution, qui le détruisit et que, sans le vouloir, ils s'étaient servi de ses débris pour construire l'édifice de la société moderne, de telle sorte que, pour bien comprendre la révolution et son œuvre, il fallait oublier un moment la France que nous voyons et aller interroger dans son tombeau la France qui n'est plus (1). »

C'est en vertu du même principe que Taine ne crut pas pouvoir exposer les « Origines de la France contemporaine » en s'arrêtant à la révolution de 1789. Il fut obligé de remonter plus haut, jusqu'à « l'Ancien Régime » pour trouver les germes du « Régime Moderne ».

Me proposant d'étudier plus tard l'évolution de nos doctrines et institutions politiques à partir de la Révolution, j'ai dû, m'inspirant de cette même idée, pour servir d'introduction en quelque sorte à ces études projetées, rechercher quelles étaient les théories politiques de la Monarchie française et celles des publicistes aux XVII^e et XVIII^e siècles.

Je me suis demandé dans ce but quelle était alors la théorie du pouvoir royal. J'ai essayé d'en dégager le système des institutions politiques en vigueur, des déclarations soit des représentants

(1) *L'Ancien Régime*, introd., p. 1-II.

mêmes de la royauté, soit des doctrinaires de l'absolutisme, comme Bossuet, par exemple, qui se place au point de vue théologique, si fort uni jadis au point de vue politique, comme Lebreton également qui envisage les choses à un autre point de vue, celui du droit.

J'ai étudié ensuite la pratique du pouvoir absolu pour rechercher quelles avaient été les causes et quelles étaient les conditions de son succès et aussi pour pénétrer l'âme du système, car il faut étudier non seulement la structure du corps politique, mais encore plus l'esprit qui réside en lui.

J'ai étudié enfin les deux grands publicistes du XVIII^e siècle, Montesquieu et Rousseau. Je les ai étudiés seuls, car seuls ou à peu près ils ont exercé une influence sérieuse sur la pensée du XVIII^e siècle. Mais j'ai dû les étudier parce que c'est aux publicistes, aux théoriciens politiques que les chefs de la révolution, après avoir détruit, ont emprunté les matériaux de leur construction nouvelle.

Je dois d'ailleurs reconnaître que je n'ai consacré à ces études, qui ne sont pour moi que préliminaires, ni le temps ni les recherches nécessaires pour leur donner un caractère d'originalité véritable. Si j'ai recouru directement aux œuvres de Lebreton, de Bossuet, de Montesquieu, de Rousseau et d'autres, je me suis largement servi des ouvrages de de Tocqueville, de Taine, de M. Sorel, de M. de Lavergne, beaucoup aussi du traité si précis et si riche en documents de M. Esmein.

Malgré cela, il m'a paru qu'il pourrait être utile à quelques-uns de trouver sous une forme brève et précise un ensemble d'idées et de documents, qu'il est plus difficile qu'on ne croirait de réunir, et dont la connaissance est nécessaire pour comprendre la signification des institutions et des doctrines politiques élaborées par l'Ancien Régime jusqu'à la veille de la révolution.

I. — THÉORIE POLITIQUE DE LA MONARCHIE : L'ABSOLUTISME

1. — Le principe et l'affirmation de l'absolutisme

L'absolutisme est la formule infiniment simple d'ailleurs, mais parfaitement exacte du régime politique que nous trouvons pratiqué en France au xvii^e et au xviii^e siècle. Le pouvoir royal est un pouvoir absolu, cela veut dire que la volonté royale ne rencontre aucune entrave, que dans le royaume il y a en présence d'une part, le roi, maître absolu, et d'autre part, les sujets dans une dépendance et une soumission absolues.

Cette théorie de l'absolutisme s'affirme dès le xvii^e s. avec la dernière énergie.

Le roi absolu par excellence s'est chargé de la formuler.

Dans les « Mémoires pour l'instruction du Dauphin », rédigés sous son inspiration immédiate, il juge ainsi la dépendance du roi Charles II d'Angleterre vis-à-vis de son parlement. « Il est certain que cet assujettissement, qui met le souverain dans la nécessité de prendre la loi de ses peuples, est la dernière calamité où puisse tomber un homme de notre rang... C'est pervertir l'ordre des choses que d'attribuer les résolutions aux sujets et la déférence au souverain. C'est à la tête seulement qu'il appartient de délibérer et de résoudre, et toutes les fonctions des autres membres ne consistent que dans l'exécution des commandements qui leur sont donnés... Mais c'est trop longtemps m'arrêter sur une réflexion qui semble vous être inutile, ou qui ne peut au plus vous servir qu'à reconnaître la misère de nos voisins, puisqu'il est constant que, dans l'Etat où vous devez régner après moi, vous ne trouverez point d'autorité qui ne se fasse honneur de tenir de vous son origine et son caractère. » Et ailleurs il dit en termes non moins formels : « La volonté de Dieu est que quicon-

que est né sujet, obéisse sans discernement.... Il n'est point de maxime plus établie par le christianisme que cette humble soumission des sujets envers ceux qui leur sont préposés. »

Ainsi parle Louis XIV ; mais il n'exprime qu'une doctrine universellement reçue. C'est par une sorte de consentement universel, en effet, que l'absolutisme royal, avec sa formule la plus absolue, a été reçu.

Et voici d'abord l'Eglise, l'Eglise puissance jalouse et rivale de la puissance temporelle, qui formule de son point de vue religieux spécialement la doctrine de l'absolutisme. Bossuet, dans ce traité de droit public, qui s'appelle « La politique tirée des paroles de l'Ecriture sainte », écrit : « Dieu établit les rois comme ses ministres et règne par eux sur les peuples... Les princes agissent comme ministres de Dieu et ses lieutenants sur la terre... C'est par eux qu'il exerce son empire... La personne des rois est sacrée ; attenter sur eux, c'est un sacrilège. Dieu les fait oindre par ses prophètes, d'une onction sacrée, comme il fait oindre les pontifes de ses autels. Mais, même sans l'application extérieure de cette onction, ils sont sacrés par leur charge, comme étant les représentants de la majesté divine, députés par sa providence à l'exécution de ses desseins... Le prince est un personnage public ; tout l'Etat est en lui ; la volonté de tout le peuple est enfermée dans la sienne... C'est l'image de Dieu, qui, assis dans son trône au plus haut des cieux, fait aller toute la nature... Vous êtes des dieux ; c'est-à-dire, vous avez dans votre autorité, vous portez sur votre front un caractère divin (1). »

Ce qu'il exprime de nouveau en cette formule : « Tout l'Etat est en la personne du prince ; en lui est la puissance, en lui est la volonté de tout le peuple (2). »

Et de là il va jusqu'à la conclusion suprême : la responsabilité

(1) Bossuet, *Politique*, l. III, art. 2, proposit. 2.

(2) Bossuet, *Politique*, l. VI, art. 1, prop. 1.

du roi n'existe que vis-à-vis de Dieu. « Il n'y a que Dieu qui puisse juger de leurs jugements et de leurs personnes (1). »

Déjà Richelieu, en qui sans doute le Ministre tout-puissant fortifiait la doctrine du Cardinal, avait dit : « Il n'y a que Dieu qui puisse en être juge. Aussi les rois ne pèchent-ils qu'envers lui, à qui seul appartient la connaissance de leurs actions (2). »

La noblesse, avec un peu plus de réserve peut-être, parce que c'est elle qui a le plus souffert des progrès de la royauté, proclame de même l'absolutisme royal.

De Retz, plus noble qu'homme d'église, exprime cette annihilation du peuple devant le roi par cette formule pleine d'ironie : « Le droit des peuples et celui des rois ne s'accordent jamais si bien ensemble que dans le silence (3). »

Le duc de Montausier s'approprie les enseignements de Bossuet, quand il dit dans son traité « Sur l'Education d'un grand prince » : « C'est Dieu qui fait régner les rois. Personne n'est en droit de demander raison au prince, ne dépendant en ce monde que de Dieu seul. Le prince est lieutenant de Dieu dans son état et une de ses images en terre. »

Pour les juristes enfin l'adhésion à l'omnipotence royale est sans réserve et sans hésitation. Les hommes de loi n'ont-ils pas été les travailleurs de la première heure pour l'édification de la fortune royale ?

Il est un juriste qui s'est spécialement appliqué à exposer cette doctrine du pouvoir royal. C'est Lebreton, conseiller ordinaire du roi, en son traité spécial de la « Souveraineté du Roi ».

Dans le chapitre I, « Que c'est que la Royauté », il pose que « deux choses sont nécessaires pour l'établissement d'une royauté légitime », et « l'une c'est l'autorité souveraine pour se faire obéir par les peuples qui lui sont soumis ».

(1) Bossuet, *Politique*, l. II, art. 1, prop. 2.

(2) *Mémoires*, édit. Petitot, t. III, page 24.

(3) *Mémoires*, 2^e partie, ch. III.

Au chapitre II, « Que c'est que la souveraineté, » il pose en axiome « qu'on ne doit attribuer le nom et la qualité d'une souveraineté parfaite et accomplie qu'à celles qui ne dépendent que de Dieu seul et qui ne sont subjectes qu'à ses lois ». D'où il tire que le roi de Danemark « qui jure de ne faire mourir n'y confisquer aucun homme noble dont le jugement appartient au Sénat, que les gentilshommes auront puissance et juridiction sur leurs vassaux, n'est pas souverain ». Mais il admet et démontre que nos rois ont cette « parfaite et accomplie » souveraineté qui est l'omnipotence.

Plus loin nous éprouvons une hésitation en rencontrant ce titre du chapitre IV : « Des lois fondamentales de la couronne souveraine de France. » N'allons-nous pas y trouver des règles qui s'imposent au pouvoir royal, limitatives de sa toute-puissance ? Non il s'agit simplement de la loi Salique et des règles protectrices qu'on en a tirées pour la sauvegarde de la couronne.

Ces citations pourraient se multiplier ; ce serait inutile. Il importait seulement d'établir que les plus autorisés représentants de tous les ordres de la société ont proclamé, même contre l'intérêt de leur classe, la théorie de l'absolutisme.

Mais il faut constater encore que cette théorie ne fut pas, comme on pourrait le croire, faite sur mesure en quelque sorte pour un homme, à la taille d'un roi exceptionnel. Si Bossuet, si de Montausier écrivent sous l'éclat que projette Louis XIV et pour le royal élève qu'il leur a confié, Loyseau et Lebret sont du début du xvii^e siècle. La doctrine est plus ancienne que Louis XIV. Elle dure encore à la fin du xviii^e siècle. Dans la séance royale du Parlement de Paris du 19 novembre 1787, Lamoignon, garde des sceaux, reprend la doctrine traditionnelle et en tire des conséquences. « Ces principes universellement admis par la nation attestent qu'au roi seul appartient la puissance souveraine dans son royaume ; qu'il n'est comptable qu'à Dieu de l'exercice du pouvoir suprême, ... que le Roi est chef souverain de la nation et ne fait

qu'un avec elle, enfin que le pouvoir législatif réside dans la personne du souverain sans dépendance et sans partage... Il résulte de ces anciennes maximes nationales, attestées à chaque page de notre histoire, qu'au roi seul appartient le droit de convoquer les états généraux, que lui seul doit juger si cette convocation est utile ou nécessaire; qu'il n'a besoin d'aucun pouvoir extraordinaire pour l'administration de son royaume; qu'un roi de France ne pourrait trouver dans les représentants des trois ordres de l'État qu'un conseil plus étendu, composé des membres choisis d'une famille dont il est le chef et qu'il serait toujours l'arbitre suprême de leurs représentations et de leurs doléances. »

Je conclus donc en disant : l'absolutisme, ce n'est pas la doctrine du règne de Louis XIV, c'est bien la doctrine permanente des XVII^e et XVIII^e siècles; et cela non pas seulement d'après les prétentions des chefs du pouvoir, mais du consentement de tout le monde.

II. — Les Applications du principe d'Absolutisme.

Au sein d'une société politique trois fonctions fondamentales s'imposent aux pouvoirs publics, le gouvernement, la législation, la justice.

Il faut mettre à l'épreuve la doctrine de l'absolutisme en recherchant si et comment le roi était comme chef de gouvernement, comme législateur et comme juge investi d'un pouvoir absolu.

Mais il est bon de voir en même temps que, s'il l'est en effet au XVII^e, il ne l'a pas toujours été et de retracer ainsi l'esquisse de la formation de l'absolutisme royal.

I. — *Gouvernement.* — Un chef d'État monarchique peut être limité dans l'exercice de sa puissance gouvernementale, soit par la présence d'un corps politique devant lequel il répond de ses actes, d'un Parlement, par exemple, dans un pays de gouvernement parle-

mentaire ; soit par la puissance personnelle et l'indépendance qui en résulte, de ceux qui avec lui président aux affaires de l'État, d'une aristocratie dans une monarchie aristocratique ; soit par l'existence d'autorités territoriales indépendantes, seigneurs sur leurs terres, autorités provinciales ou communales autonomes ; soit enfin par des lois inviolables pour le roi comme pour ses sujets et qui mettent à couvert les droits de ceux-ci.

Aucune de ces n'entraves n'arrête la monarchie absolue des xvii^e et xviii^e siècles ; son absolutisme gouvernemental est sans restriction.

Au-dessus du roi aucun corps politique supérieur n'apparaît. Les États généraux ont pu critiquer et blâmer la conduite royale, faire dépendre le vote des subsides qu'on leur demandait de réformes à faire dans son gouvernement, mais de droits fermes vis-à-vis la royauté, ils ne pouvaient en invoquer. Lebreton déclare que leur réunion ne diminuait pas la souveraineté royale, car ils se présentaient en suppliants non en maîtres. Et d'ailleurs on sait que les derniers États généraux se sont tenus en 1614.

Mais, sinon au-dessus du roi, du moins à ses côtés, parmi ses collaborateurs, ne trouve-t-on pas des hommes ou des corps possédant une autorité propre, limitatrice de la sienne ?

A la tête des affaires sont placés sous Louis XIV quatre secrétaires d'État et le contrôleur général. Leur rôle est grand, car leur administration dépasse en étendue celle de nos ministres actuels. Le contrôleur des finances s'occupe avec les finances, de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, des travaux publics, de l'instruction publique et des beaux-arts. Leur influence peut être énorme, qu'on pense à celle de Colbert, de Louvois, de Fleury, de Turgot, de tous les grands ministres de l'ancien régime.

Mais juridiquement ce ne sont que de purs fonctionnaires royaux, choisis librement par le roi, ils sont à sa discrétion. Si Louis XIV

garde en fonctions, jusqu'à leur mort, la plupart de ses secrétaires d'État, ce n'est pas que la charge soit viagère, c'est qu'ils sont de dociles serviteurs. D'ailleurs il sait au besoin les remercier. Chamillart et de Pomponne en firent l'expérience. Quant aux successeurs de Louis XIV, moins forts et par suite moins constants dans leur confiance, ils firent succéder les uns aux autres de nombreux ministres.

Socialement les secrétaires d'État n'ont pas davantage une force propre. Ils n'appartiennent pas à une classe sur laquelle ils puissent s'appuyer. Louis XIV ne nomme que des roturiers ou des gens de petite noblesse ; les ecclésiastiques, les grands seigneurs l'effrayent lui, le roi tout-puissant, par la force que la classe sociale à laquelle ils appartiennent leur donnerait.

Le roi agit par ses secrétaires d'État, mais il agit avec ses conseils au sein desquels il étudie les affaires. Là encore un principe de puissance pourrait se rencontrer qui limiterait la puissance royale.

Il a existé jadis, mais nous ne l'y trouverons plus au xviii^e siècle. Et d'abord il n'y a plus un conseil du roi, mais des conseils divers, conseil d'État, ou conseil d'en haut, conseil des dépêches, conseil des finances, conseil des parties, entre lesquels une répartition des affaires a été faite, affaires étrangères, affaires intérieures, affaires financières, affaires judiciaires.

Il n'y a donc pas auprès du roi un grand corps politique s'occupant des affaires générales du royaume, mais de petits corps, cantonnés dans des attributions restreintes, au-dessus desquels s'élève le roi qui les domine tous parce que seul il embrasse les affaires dans leur ensemble.

Et comme leur structure est combinée pour ne pas donner aux conseils une force politique trop forte, leur composition tend au même résultat.

Ce n'est pas une représentation de la noblesse, du clergé, des classes supérieures de la nation qu'on y trouve, mais quelques

hommes pris par le roi pour leur capacité non pour leur rang et dans une classe quelconque de la nation. Sans doute les pairs de France et les princes du sang sont bien encore conseillers de droit mais on ne leur ouvre que le Conseil des parties et ils ne se soucient pas de siéger dans une assemblée purement judiciaire et non gouvernementale.

Ces conseils ne sont pas non plus forts par le nombre de leurs membres. Le conseil d'en haut ou d'État ne compte que quatre ou cinq conseillers. Le conseil des dépêches comprend, outre les membres du précédent conseil, les secrétaires d'État, le chancelier et quelques conseillers d'État appelés par le roi. Le conseil des finances n'a que quatre membres. Seul le conseil des parties est nombreux, mais son rôle n'a rien de politique.

Conseils et secrétaires d'État sont donc sans force propre et toute la machine gouvernementale, dont ils sont les rouages, est une machine docile dans la main du roi, incapable de lui résister, car toute sa force vient de lui ; c'est un instrument parfait d'absolutisme.

C'est d'ailleurs une machine neuve bien différente de celle qui fonctionnait jadis. Et pour comprendre l'absolutisme des derniers siècles de la monarchie il faudrait évoquer le souvenir des anciennes institutions gouvernementales de la Monarchie féodale ou tempérée.

A la place des secrétaires d'État, fonctionnaires soumis et modestes, apparaîtraient les grands officiers de la couronne, sénéchal, connétable, chancelier, maréchaux de France, pris dans les hauts rangs de la féodalité, tenant leurs charges à titre sinon tout à fait héréditaire, du moins à titre viager, doués par suite d'indépendance et représentant une force sociale.

A la place de ces petits conseils, corps isolés, peu nombreux, composés d'hommes du roi, au début de la monarchie capétienne se montrerait la *curia regis*, les grands vassaux, les prélats, les grands officiers de la couronne, doués d'une telle puissance qu'ils

menacent de se séparer du roi s'il n'écoute pas leurs avis.

Siau xiv^e siècle des clercs, des légistes ont été introduits par le roi dans son conseil, l'élément féodal s'y retrouve encore donnant à la féodalité un contrôle et un moyen d'agir sur la marche des affaires publiques. La royauté cherche à s'en affranchir, mais au xvi^e siècle le conseil compte toujours des membres de droit et la preuve qu'il y a là une gêne et une entrave pour elle, c'est que, pour traiter des affaires les plus importantes ou les plus délicates, le roi forme un conseil secret, conseil des affaires du matin, avec des conseillers peu nombreux et choisis par lui.

Et ainsi tandis que les aides du roi dans son gouvernement, jusqu'au xvii^e siècle, avaient été des puissances contrebalançant la sienne, la monarchie absolue, et c'est par là en partie qu'elle est devenue absolue, les a réduits à n'être que les instruments dociles de sa domination.

Est-ce donc au-dessous de cette administration centrale, qui n'est que subordination et obéissance, dans les autorités locales, que la royauté rencontrera quelque indépendance ; la liberté fuyant le centre du royaume s'est-elle réfugiée à ses extrémités ?

Jadis encore l'autonomie locale a été poussée à l'extrême. Le régime féodal a consisté dans le morcellement de la souveraineté, les droits régaliens étant exercés par les seigneurs, la puissance royale n'atteignant pas directement les individus et les choses hors des limites du domaine de la couronne. Mais au xvii^e siècle, à la suite de progrès trop longs à rapporter, le royaume entier est sous l'action immédiate de la puissance royale qui exerce partout directement les droits régaliens.

D'autres éléments d'indépendance locale ont également existé dans les siècles antérieurs.

Les pays d'états, avec les Etats, réunion des trois ordres, ont joui d'une indépendance considérable.

Les villes, les communes, avec leurs assemblées générales de

citoyens, leurs corps de ville électifs et les paroisses rurales avec leurs assemblées générales de la paroisse, leurs procureurs et leurs syndics ont vécu sous un régime de liberté municipale.

Dans les provinces, les gouverneurs, quoique nommés par le roi, étant des grands seigneurs, et ayant donné à leur charge un caractère héréditaire, ont été des puissances politiques. Ils ont joué leur rôle dans les guerres de religion.

Mais la royauté a détruit tous ces ferments d'indépendance. Et d'abord, elle a forgé le plus ferme instrument de commandement qui ait jamais existé : l'intendant. On connaît ces paroles que Law adressait à d'Argenson et que celui-ci a conservées dans ses mémoires..... « Jamais je n'aurais cru ce que j'ai vu quand j'étais contrôleur des finances. Sachez que ce royaume de France est gouverné par trente intendants. Vous n'avez ni parlement, ni états, ni gouverneurs, ce sont trente maîtres des requêtes commis aux provinces de qui dépendent le malheur ou le bonheur de ces provinces, leur abondance ou leur stérilité. »

L'intendant est armé, en effet, de tous les pouvoirs : pouvoir judiciaire, il siège et préside dans les tribunaux sauf aux Parlements, il juge lui-même les crimes contre la sûreté de l'Etat et les séditions; pouvoir de police, il fait des règlements administratifs, lève les troupes, organise la corvée royale...; pouvoir financier, il répartit tous les impôts ou surveille les élus, chargés de la répartition de certains d'entre eux. Comme la généralité qu'il administre est très étendue, il a sous ses ordres des subdélégués, mais ce ne sont même pas des fonctionnaires royaux, ce sont ses hommes à lui, qu'il nomme, qu'il révoque, qui ne prennent aucune décision par eux-mêmes. Tel est l'intendant, et telle est sa force, mais elle ne nous intéresse, que parce qu'elle est à la disposition absolue du roi. Et, en effet, qu'est-ce politiquement et socialement que l'intendant? De Tocqueville nous le fait admirablement comprendre..... « Celui-ci est un homme de naissance commune, toujours étranger à la province, jeune, qui a sa fortune à faire. Il

n'exerce point ses pouvoirs par droit d'élection, de naissance, ou d'office acheté ; il est choisi par le gouvernement parmi les membres inférieurs du conseil d'Etat, et toujours révocable. Séparé de ce corps il le représente et c'est pour cela que, dans la langue administrative du temps, on le nomme le *commissaire départi*. Dans ses mains sont accumulés presque tous les pouvoirs que le conseil lui-même possède, il les exerce tous en premier ressort. Comme ce conseil, il est tout à la fois administrateur et juge. L'intendant correspond avec tous les ministres, il est l'agent unique, dans la province, de toutes les volontés du gouvernement (1). »

C'est donc l'homme du roi ; il est d'ailleurs, en communication constante avec les secrétaires d'Etat, le conseil des dépêches, il demande et reçoit les instructions sur chaque affaire délicate (2).

Or, devant cette incarnation de la toute-puissance royale, toutes les autres autorités locales s'affaissent. Les gouverneurs ne sont plus que des représentants représentatifs, souvent ils ne résident pas, ne gardant que le titre et la rémunération qui deviennent un des modes de rachat de la déchéance politique de la noblesse.

Les libertés communales s'évanouissent. Les communes tombent sous la tutelle des intendants et de l'autorité centrale. De Tocqueville exprime encore d'une façon saisissante cette déchéance et cette sujétion : « Les villes ne peuvent ni établir un octroi, ni lever une contribution, ni hypothéquer, ni vendre, ni plaider, ni affermer leurs biens, ni les administrer, ni faire emploi de l'excédent de leurs recettes sans qu'il intervienne un arrêt du conseil sur le rapport de l'intendant. Tous leurs travaux sont exécutés sur des plans et d'après des devis que le conseil a approuvés par arrêt. C'est devant l'intendant ou ses subdélégués qu'on les adjuge, et c'est d'ordinaire l'ingénieur ou l'architecte

(1) De Tocqueville, *l'Ancien Régime*, p. 53.

(2) Esmein, page 566.

de l'Etat qui les conduit. Voilà qui surprendra bien ceux qui pensent que tout ce qu'on voit en France est nouveau.

« Mais le gouvernement central entre bien plus avant encore dans l'administration des villes, que cette règle même ne l'indique, son pouvoir y est bien plus étendu que son droit... Je trouve dans une circulaire adressée vers le milieu du siècle par le contrôleur général à tous les intendants : Vous donnerez une attention particulière à tout ce qui se passe dans les assemblées municipales. Vous vous en ferez rendre le compte le plus exact et remettre toutes les délibérations qui y seront prises pour me les envoyer sur-le-champ avec votre avis (1). » On retire d'ailleurs aux communes l'élection de leurs autorités, sous prétexte de troubles, en réalité pour vendre les offices. Et voilà la fin des libertés communales.

Les Etats ont un peu mieux résisté, mais guère; on en a supprimé beaucoup et quand ils demeurent, l'intendant y pénètre pour y faire connaître la volonté royale et l'imposer.

Et ainsi dans cette destruction de toute autonomie locale, s'érige le système le plus complet de centralisation administrative dont Taine nous a tracé le saisissant tableau. « Insensiblement, en accaparant tous les pouvoirs le roi s'est chargé de toutes les fonctions; tâche immense et qui surpasse les forces humaines. Car ce n'est point la Révolution, c'est la monarchie qui a implanté en France la centralisation administrative. Sous la direction du conseil du roi, trois fonctionnaires superposés, au centre le contrôleur général, dans chaque généralité l'intendant, dans chaque élection le subdélégué, mènent toutes les affaires, fixent, répartissent, et lèvent l'impôt et la milice, tracent et font exécuter les routes, emploient la maréchaussée, distribuent les secours, réglementent la culture, imposent aux paroisses leur tutelle, et traitent comme des valets les magistrats

(1) De Tocqueville, *Ancien Régime*, p. 69.

municipaux. « Un village, dit Turgot, n'est qu'un assemblage de maisons, de cabanes et d'habitants aussi passifs qu'elles. » « Votre majesté est obligée de décider tout par elle-même ou par ses mandataires... Chacun attend vos ordres spéciaux, pour contribuer au bien public, pour respecter les droits d'autrui, quelquefois même pour user des siens propres. » Par suite, ajoute Necker, « c'est du fond des bureaux que la France est gouvernée. Les commis ravis de leur influence ne manquent jamais de persuader au ministre qu'il ne peut se détacher de commander un seul détail. Bureaucratie au centre, arbitraire, exceptions et faveurs partout, tel est le résumé du système (1). »

La volonté royale, toute-puissante au centre du gouvernement, s'étend donc toute-puissante encore jusqu'aux extrémités du royaume.

Rencontrera-t-elle quelque entrave dans l'existence de lois supérieures s'imposant à son respect ?

La personne des individus lui est livrée, on tient en prison sans jugement un homme, pendant neuf ans comme Lauzun ou jusqu'à sa mort comme le comte Mattioli, le célèbre masque de fer, par la seule vertu d'une lettre de cachet. Et si, « avant Louis XIV, les lettres de cachet étaient peu connues, c'en fut, nous dit Saint-Simon, à la fin une inondation ».

Les biens des sujets sont à la disposition du roi comme leur personne. Louis XIV l'a proclamé, « les rois sont seigneurs absolus et ont naturellement la disposition pleine et libre de tous les biens tant des séculiers que des ecclésiastiques ». La Sorbonne a sanctionné la doctrine. Les confiscations de fondations, les réquisitions, les ventes obligatoires de denrées, le maximum sont devenus des pratiques constantes (2).

Enfin la loi elle-même, faite par le roi, modifiable à sa guise,

(1) Taine, *Ancien Régime*, p. 99-100.

(2) De Tocqueville, *l'Ancien Régime et la Révolution*, p. 279-280.

n'est pas une règle pour lui. Il la méconnaît, il l'applique quand il veut et comme il veut (1).

Il ressort de tout cela que la volonté royale, dans la sphère gouvernementale, est affranchie de toute limite, de tout contrôle et de toute gêne.

II. — *Législation.* — Le roi n'est pas moins puissant pour établir les lois générales qui doivent régir ses sujets et ses fonctionnaires que pour administrer son royaume. Lebret, le théoricien de la souveraineté, intitule son chapitre neuvième : « Qu'il n'appartient qu'aux rois de faire des lois dans leurs royaumes, de les changer et de les interpréter. » Sans doute « il sera bienséant à un grand roi de faire approuver ses lois et ses édits par les parlements et ses autres principaux officiers de la couronne, qui sont obligés de le conseiller avec toutes sortes de fidélités », mais cela ne diminue pas son pouvoir absolu, dans la pensée de Lebret, Théodose et Jupiter lui-même en ont bien fait autant.

La royauté a connu ici encore des temps moins heureux. La féodalité a été une première entrave pour l'action législative du roi. Ne fallait-il pas que les établissements royaux fussent jadis approuvés et comme promulgués par les seigneurs, pour être applicables sur leurs domaines. Il est vrai que de bonne heure la royauté a commencé à s'affranchir. Dans une ordonnance de 1230 sur les juifs et l'usure saint Louis proclamait qu'il forcerait à l'observer ceux de ses barons qui voudraient s'y refuser. Beaumanoir admet le pouvoir législatif du roi pour tout le royaume et vers le xiv^e siècle le droit régalien de législation est reconquis par la royauté. Mais les établissements royaux doivent toujours être délibérés en grand conseil et tant que l'élément féodal y domine, le roi voit sa puissance législative ainsi limitée par la féodalité.

(1) De Tocqueville, page 88.

Nous savons, il est vrai, qu'au ^{xviii}^e siècle, les conseils n'ont plus rien de féodal et de ce côté le roi a conquis pleine liberté.

Mais un autre obstacle s'est élevé, il se trouve dans les corps judiciaires, grâce aux droits d'enregistrement et de remontrance que les parlements et autres cours souveraines se sont arrogés. L'enregistrement c'est la lecture en public du texte législatif et son inscription sur les registres des corps judiciaires. Mais cette simple mesure de publicité est l'occasion pour les magistrats de discuter les actes royaux et, s'ils leur déplaisent, d'adresser au roi des remontrances. Celui-ci n'en tient-il pas compte, on refusera l'enregistrement et la loi sera paralysée dans l'étendue du ressort.

Etrange et puissante immixtion des tribunaux dans le domaine législatif. Les cours souveraines ont invoqué pour la soutenir leur filiation des *placita* mérovingiens par l'intermédiaire de la *curia regis* de laquelle procèdent directement les parlements.

Elles pouvaient aussi se prévaloir des pratiques mêmes de la royauté. N'avait-elle pas souvent associé le parlement à son conseil pour la délibération de ses actes? N'avait-elle pas même ordonné à ses magistrats de ne pas tenir compte d'actes, qu'elle faisait sous une pression étrangère et qu'elle était heureuse de voir méconnaître par ses agents?

Cette intervention des cours dans sa législation le roi ne l'admit jamais. Elle devint pourtant plus fréquente et plus gênante, quand les magistrats eurent acquis, avec la patrimonialité de leur charge, une indépendance auparavant inconnue. La royauté eut alors recours à des ressources bien connues pour faire fléchir les oppositions judiciaires : lettres de jussion, ordres formels d'enregistrer sur l'heure l'acte en suspens ; lit de justice ou séance que le roi, reprenant l'exercice de la puissance judiciaire qui résidait en lui, venait tenir pour procéder lui-même à l'enregistrement refusé ; lettres de cachet pour les instigateurs de la rébellion ou

d'exil collectif pour tout le corps insurgé, si une cour souveraine déclarait qu'elle ignorerait l'acte ainsi enregistré contre son gré.

Et ainsi le roi faisait triompher sa volonté en matières législatives contre les résistances de ses magistrats.

Son pouvoir sur ce terrain pourrait paraître encore entamé par le pouvoir des cours souveraines de rendre des arrêts de règlement : règles générales édictées en vue de l'avenir qui devaient avoir pour elles force de lois. Mais il faut savoir que cette législation judiciaire ne prévalait pas contre les actes royaux : ce que le roi avait établi, un arrêt de règlement ne pouvait pas le modifier ; ce qu'un arrêt de règlement avait posé, un acte royal pouvait le détruire. La souveraineté royale ici encore restait sauve.

Menacée par une troisième puissance : les États généraux, la royauté a su également conjurer le péril.

Réunis en principe pour accorder au roi en détresse des subsides, ils se bornent d'abord au rôle ingrat de bienfaiteurs forcés. Mais ils mettent bientôt à profit la situation humiliée des rois quémandeurs pour formuler les doléances du pays. Au xv^e siècle, ils subordonnent leurs votes de subsides à des promesses de réformes. Aux États généraux de 1484 la voix de la nation se fait entendre, elle monte de tout le pays, chaque député est porteur d'un cahier de vœux ; à ceux de 1576 ils réclament que les réformes demandées par les trois ordres unanimes aient force de loi. L'indépendance législative de la royauté est mise en péril. La royauté apaise ces aspirations du pays vers le gouvernement représentatif par des réformes, qui sont des concessions, et puis, comme elle a eu bien conscience du danger, elle le supprime pour l'avenir en ne convoquant plus, dès qu'elle en a le pouvoir, les États généraux. Louis XIV, pressé par l'Angleterre de les réunir

pour leur faire ratifier la renonciation des Bourbons d'Espagne et de France au droit de réunir un jour les deux royaumes sous une même couronne, aimera mieux aggraver les rigueurs de la paix que de consentir à la résurrection d'une puissance rivale de la sienne. Louis XVI n'aboutit aux États généraux qu'après avoir épuisé toutes les combinaisons de la politique. Mais du jour de leur réunion c'en est fini du pouvoir législatif du roi, comme d'ailleurs de tout autre.

III. — *Justice.* — La royauté a-t-elle pu étendre son bon plaisir jusqu'au domaine de la justice? Elle y est presque arrivée quoique jamais entièrement. Mais cela ne vint pas, comme on pourrait être tenté de le croire, de ce que justice et bon plaisir sont choses qui jurent entre elles : la justice étant le règne d'une règle absolue, supérieure à ceux qui l'appliquent, comme à ceux qui la subissent, le bon plaisir étant tout le contraire. Non, ce furent des circonstances extérieures, historiques, qui entravèrent ici, de moins en moins d'ailleurs, mais jusqu'au bout dans une certaine mesure, la liberté royale.

Tout d'abord, le roi se heurta à la juridiction des seigneurs. Ils l'exercent soit en vertu du lien de vassalité quel'hommage crée entre eux et leurs vassaux et qui fait de ceux-ci leurs justiciables : c'est la justice féodale ; soit en leur qualité de représentants de la puissance publique, investis du droit régalien de justice vis-à-vis de tous les habitants de leur seigneurie : c'est la justice seigneuriale.

Si la première a disparu dès le xvi^e siècle, après un affaiblissement progressif, la deuxième subsiste toujours et le roi ne peut que la réduire ; mais c'est d'ailleurs ce qu'il fait sans se lasser.

On attaque le droit des seigneurs par son fondement même. Le roi est réputé à nouveau le souverain direct de tout le royaume, le titulaire de tous droits régaliens et dès lors si le

seigneur demeure justicier ce n'est plus par un droit propre, « mais par simple délégation royale » (1).

Conséquence : Le roi peut déclarer déchu de ses droits de justice le seigneur qui manque à ses devoirs (Bacquet, ch. xviii, n° 2) ; au xvi^e siècle le seigneur ne peut plus tenir lui-même sa cour, il nomme un juge qui doit le remplacer (2), et ce juge doit remplir des conditions déterminées et être examiné par des juges royaux (Ordonnance d'Orléans).

Le principe même de la justice seigneuriale est détruit. Si la royauté ne l'anéantit pas complètement, ce n'est que pour ménager des intérêts patrimoniaux.

Ces justices seigneuriales qu'on laisse debout, on les subordonne d'ailleurs par l'appel, on les vide en quelque sorte, par les théories des cas royaux, et de la prévention. Guy Coquille pourra dire que ce sont « des corps sans âme et sans sang ».

Presque toute la fonction judiciaire est donc passée à la justice royale, mais qu'est-ce que celle-ci ? Y trouve-t-on indépendance ou subordination des juges vis-à-vis du pouvoir ? Si l'on prend la cour royale qui sera le parlement, on voit au début, le roi, rendant lui-même la justice et cela semble bien conférer au roi, en matière judiciaire, le maximum de pouvoir auquel il puisse prétendre. Mais d'autre part, le roi ne juge qu'assisté de prélats, de vassaux, de grands officiers, des représentants les plus puissants de la féodalité dans sa pleine vigueur, et c'est là un élément de subordination pour lui. Par la suite, tout change ; le parlement est surtout composé de conseillers, juristes de profession, nommés par le roi, fonctionnaires, un petit nombre seulement de pairs peuvent siéger à côté d'eux ; l'élément féodal du parlement s'est ainsi affaibli et c'est une conquête pour la royauté.

Mais par ailleurs, il y a des pertes qui la compensent et au delà. Le roi ne juge plus lui-même, la justice est tacitement

(1) Bacquet, *Traité des droits de justice*, ch. iv, n° 1 et 2.

(2) Guy Coquille, *Hist. du Nivernais*, I, p. 325.

déléguée. Surtout les magistrats royaux ont conquis leur indépendance en achetant leur charge, qu'ils peuvent désormais céder et transmettre. Révolution profonde sur laquelle la royauté, malgré son vif désir, malgré les réclamations des Etats généraux sans cesse renouvelées depuis 1356, ne peut revenir. En vain pour l'effacer rend-on les ordonnances d'Orléans et de Moulins, elles demeurent lettres mortes. Louis XIV lui-même ne peut détruire cette patrimonialité des charges judiciaires, source d'indépendance pour la justice, qui ouvre une brèche large et profonde dans l'absolutisme royal.

Mais la royauté ne se tient pas pour battue. Elle fait pénétrer dans ses tribunaux réfractaires son homme dévoué, l'intendant. Il a accès partout sauf dans les parlements, et il exerce sur les juges un pouvoir disciplinaire.

De plus comme on a transféré des justices féodales aux justices royales la connaissance du plus grand nombre possible d'affaires, on transporte des tribunaux royaux anciens à des juges nouveaux, dociles et soumis, le jugement des affaires les plus importantes.

L'intendant, l'homme dévoué du roi, devient un juge et à lui affluent les procès. Les crimes contre l'ordre public, contre la sûreté de l'Etat relèvent de lui ; chaque ordonnance nouvelle du roi statue que les procès qui pourront s'élever pour son application seront de son ressort. « Ordonne en outre Sa Majesté que toutes les contestations qui pourront survenir sur l'exécution du présent arrêt, circonstances et dépendances, seront portées devant l'intendant pour être jugées par lui, sauf appel au conseil. Défendons à nos cours et tribunaux d'en prendre connaissance. » C'est la formule habituelle (1). Or comme les ordonnances se multiplient, la juridiction des intendants grossit tandis que celle des tribunaux ordinaires décroît et s'atrophie.

Le conseil du roi devient lui aussi une juridiction qui entre en

(1) De Tocqueville, p. 71.

concurrence avec les juridictions anciennes. Par l'évocation fondée sur cette idée que le principe du pouvoir judiciaire est en la personne royale, on soustrait aux juges ordinaires, aux parlements surtout un grand nombre d'affaires, les plus importantes principalement ; celles notamment dans lesquelles l'Etat est en cause, ou dans lesquelles un agent de l'Etat se trouve engagé. Là où l'indépendance judiciaire serait surtout utile, on fait juges les agents du pouvoir qui se trouvent juges et parties. Et ainsi l'arbitraire judiciaire couvre l'arbitraire administratif.

Et voilà comment l'absolutisme royal, après avoir échappé aux entraves des justices seigneuriales, échappe à celles d'une magistrature devenue indépendante, et se répand dans le domaine de la justice comme dans les domaines du gouvernement et de la législation.

Comme le roi est maître absolu en matière de gouvernement, de législation et de justice, un trait distinctif du système politique de l'ancien régime en ressort : la confusion des pouvoirs, c'est-à-dire leur réunion sur les mêmes personnes. En la personne du roi c'est la conséquence forcée de son absolutisme, il est le maître absolu, il doit donc avoir l'exercice de tous les pouvoirs. Loyseau nous a montré le lien nécessaire de ces deux idées. « Notre roi, comme il a toute-puissance, aussi a-t-il en son royaume toutes ces trois fonctions (que nous venons d'énumérer) jointes en sa personne (1). » Mais la confusion des pouvoirs se retrouve, si l'on envisage les corps politiques ou les fonctionnaires royaux : Les conseils du roi sont associés à son action gouvernementale, ils étudient les affaires, éclairent le roi, mais ils sont aussi des conseils de législations, les ordonnances royales sont examinées et préparées dans leur sein ; et ils sont encore des juridictions, la juridiction administrative leur appartient, ils peuvent annuler

(1) *Traité des offices*, introduction, n° 120.

les arrêts des juridictions civiles, ils peuvent par l'évocation substituer en toute matière leur juridiction à celle des juges ordinaires. Les intendants nous sont apparus comme des administrateurs, mais comme ils font des règlements en vertu de leurs droits de police, ils sont associés à la législation, et comme ils peuvent pénétrer dans presque tous les prétoires, et que le nombre des affaires contentieuses qui leur sont déférées s'accroît sans cesse, ils confisquent la plus grande partie de la juridiction.

La confusion des pouvoirs est donc bien le corollaire de l'absolutisme ; tout ce qui est arme d'absolutisme, reçoit l'exercice de tous les pouvoirs.

III. — *Sens et portée de l'Absolutisme.*

L'absolutisme du pouvoir est le trait profond du système politique de l'ancien régime ; mais nous devons compléter cette enquête sur le droit public alors en vigueur.

Tout d'abord pour déterminer le sens et la portée de cet absolutisme, nous nous demanderons si son exercice est confié à un gouvernement d'un type arrêté et considéré comme le seul légitime. Trouve-t-on, pour préciser la question, l'absolutisme lié à une forme gouvernementale déterminée ou l'admet-on pour lui-même, indépendamment de ceux qui peuvent en être revêtus ?

Ici nos idées actuelles nous ménagent une surprise. De nos jours les champions de l'autoritarisme gouvernemental sont inféodés à un parti politique césarisme ou royauté, et dès lors en projetant dans le passé nos idées modernes entre l'absolutisme et la monarchie il nous semble qu'il y a un lien naturel. Et comme encore ces formes politiques se sont personnalisées, que des dynasties ont monopolisé le césarisme et la royauté, les idées d'absolutisme, de royauté, de dynastie, ne forment plus qu'un tout indivisible.

Rien de pareil jadis : l'absolutisme est préconisé par tout le monde, mais il n'est rattaché à aucune forme gouvernementale. S'il y a une opinion unanime très ferme sur la force que le gouvernement doit avoir, il y a pour ainsi dire indifférence quant à la forme, qu'il peut revêtir.

Monarchie héréditaire ou monarchie élective, monarchie ou république, peu importe et peu importe aussi la dynastie qui est à la tête d'un état, si le gouvernement est dynastique. Pour prouver cette sorte d'indifférentisme politique, les citations ne manquent pas. Bossuet, le théoricien du droit divin, admet que Dieu délègue aussi bien le pouvoir aux rois élus, qu'à ceux qui sont rois par naissance.

« Par lui, tous les rois règnent et ceux que la naissance établit, parce qu'il est le Maître de la nature, et ceux qui viennent par le choix, parce qu'il est le maître des conseils (1). »

Ceci pourrait paraître restreindre la légitimité du pouvoir à la seule forme monarchique, mais ailleurs, il montre très clairement, qu'une autre forme quelconque peut être également légitime.

« Il n'y a aucune forme de gouvernement ni aucun établissement humain qui n'ait ses inconvénients ; de sorte qu'il faut demeurer dans l'État, auquel un long temps a accoutumé le peuple, c'est pourquoi Dieu prend en sa protection tous les gouvernements légitimes en quelque forme qu'ils soient établis. Peu importe que les rois soient désignés par la naissance ou l'élection (2). »

Passage auquel il faut joindre la VI^e proposition de l'art. I du livre II. « Il y a eu d'autres formes de gouvernements que celle de la royauté » qui débute ainsi : « Les histoires nous font voir un grand nombre de républiques, dont les unes se gouvernaient par tout le peuple, ce qui s'appelait démocratie, et les autres

(1) 3^e sermon pour le dimanche des Rameaux, sur les devoirs des rois.

(2) *Politique tirée de l'Écriture*, l. II, art. 1, page 12. « On doit s'attacher à la forme de gouvernement qu'on trouve établie dans son pays. »

par les grands, ce qui s'appelait aristocratie. » « Il semble qu'au commencement, ajoute Bossuet, les Israélites vivaient dans une forme de république ».... « C'était en effet une sorte de république, mais qui avait Dieu pour roi. »

Ainsi toutes les formes politiques sont légitimes. N'y a-t-il pas pourtant, entre elles, des formes meilleures que les autres et qu'il faille préférer ?

Bossuet, il est vrai, semble sur cette importante question avoir des idées très fermes et il était difficile qu'instituteur d'un futur roi, il ne proclamât pas, en effet, l'excellence du gouvernement monarchique. Aussi le voyons-nous soutenir ces propositions catégoriques. « La monarchie est la forme de gouvernement la plus commune, la plus ancienne, et aussi la plus naturelle ». « Le gouvernement monarchique est le meilleur ». « De toutes les monarchies la meilleure est la successive ou héréditaire, surtout quand elle va de mâle en mâle et d'ainé en aîné ». « La monarchie héréditaire a trois principaux avantages (1). »

Mais en général les penseurs des derniers siècles de la royauté apparaissent comme plutôt sceptiques. Etienne Pasquier nous dira : « Pour conserver notre société générale nous avons introduit trois manières de républiques : la royale, la seigneuriale, la populaire ; chaque législateur a estimé que la sienne était la meilleure (2). »

Ce qui domine en eux c'est l'esprit conservateur, ils sont en effet attachés à une forme de gouvernement, à savoir celle qui se rencontre dans leur pays. Montesquieu nous donne cette définition du bon citoyen : « Je suis un bon citoyen, mais dans quelque pays que je fusse né, je l'aurais été de même. Je suis un bon citoyen parce que j'aime le gouvernement où je suis né (3). » Et c'est la formule de La Bruyère en fait de constitution. « Il faut

(1) *Politique tirée de l'Ecriture*, l. II, art. 1, proposit. 4, 8, 9, 10.

(2) *Lettre*, l. XIX, l. 7.

(3) *Pensées*, cit. Sorel, 1-15.

estimer celle (la forme du gouvernement) où l'on est né, la meilleure de toutes et s'y soumettre (1). »

Et c'est aussi la doctrine de Bossuet : « chaque peuple doit suivre, comme un ordre divin, le gouvernement établi en son pays (2). »

La force du pouvoir est donc tout à fait détachée de sa forme, mais alors quel est donc le fondement de l'absolutisme gouvernemental ? On n'en trouve pas d'autre en définitive que le fait, le temps, la possession. Voltaire exprime la doctrine dans toute sa crudité, quand il dit : « le temps, l'occasion, l'usage, la prescription, la force font tous les droits (3). » Pascal n'a pas une autre pensée quand il écrit : « Il ne faut pas que le peuple sente la vérité de l'usurpation ; elle a été introduite autrefois sans raison, elle est devenue raisonnable. Il faut la faire regarder comme authentique, éternelle et en cacher le commencement si on ne veut qu'elle prenne fin (4). » Et Bossuet développe cette théorie comme fondement du pouvoir : « Il y a un droit de conquête très ancien et attesté par l'écriture » en la tempérant par cette réserve : « Pour rendre le droit de conquête incontestable, la possession paisible y doit être jointe (5). »

Constater que l'absolutisme de l'ancien régime n'était pas envisagé comme lié au gouvernement existant, que l'absolutisme n'était pas l'attribut du seul gouvernement monarchique est chose essentiellement intéressante. Si l'absolutisme était pour la monarchie française un principe de force, bien évidemment cette indifférence pour la forme gouvernementale du pouvoir était pour elle un principe non moins certain de faiblesse. En même temps ce

(1) *Les Caractères*, chap. x.

(2) *Politique*, liv. II, conclusion.

(3) *Annales de l'Empire*, livre II.

(4) *Pensées*, édit. Havet, art. 3, n° 8.

(5) *Politique*, livre II, art. 2, prop. 1 et 2.

défaut de lien entre l'absolutisme et la monarchie préparait les esprits à admettre la survie de l'un à l'autre.

L'absolutisme n'est pas l'apanage d'un gouvernement donné, il n'est pas non plus, et ceci précise à nouveau sa portée, entre les mains du souverain, le régime du bon plaisir. Si le roi de France a un pouvoir absolu, il ne l'a que pour remplir son devoir qui est de travailler au bien de ses sujets.

Lebret, qui écrit tout un traité en faveur de l'absolutisme royal, dès son début, comme seconde condition pour « l'établissement d'une royauté légitime », pose qu'elle se doit proposer pour sa fin principale de procurer par toutes sortes de moyens le bien de ses sujets (1).

Il démontrera d'ailleurs que la royauté française est légitime, car nos rois « ont toujours gouverné le royaume, avec tout plein de douceur et de modération ». Sans doute, ils ont bien imposé de lourdes charges au pays, mais tous les rois y ont été forcés de même par la nécessité, « il n'y a jamais eu que Moïse, entre tous les princes de la terre, qui ait pu s'affranchir de la rigueur de ces lois, et qui n'ait jamais rien levé sur son peuple : aussi avait-il la verge de transmutation, dont il se servait pour tirer l'eau de la pierre et faire descendre du ciel tout ce qui lui était nécessaire. Mais tous les rois ne reçoivent pas un secours si prompt et si favorable en leurs affaires ».

Loyseau marque d'une façon aussi nette cette subordination du gouvernement aux gouvernés, du prince au peuple, « les principautés souveraines n'ont pas été établies en faveur des princes, mais en considération du peuple qui a besoin d'un chef pour être gouverné » (2).

Ainsi, de l'analyse de l'absolutisme, se dégage une notion nou-

(1) Chap. 1, Que c'est que la royauté.

(2) *Traité des offices*, l. II. ch. II, n° 42.

velle, celle des droits du peuple et de leur priorité, sur le pouvoir royal lui-même.

Cette conception doit être mise en plein jour.

Et d'abord c'est une conception fertile en conséquences positives autant que considérables.

Si la royauté est régie par tout un ensemble de règles spéciales, si les femmes ne succèdent à la couronne, si un seul descendant du roi la recueille, si la royauté est inaliénable, aussi bien quant à ses domaines, que quant à ses prérogatives, si les biens possédés par le roi à son accession au trône s'incorporent au domaine de la couronne, comme une dot qu'il apporte dans ce « saint et politique » mariage qu'il contracte avec elle et ne s'en détachent plus, si le roi ne peut disposer du trône, si l'héritier présomptif ne peut renoncer à sa vocation royale, toutes ces règles strictes qui s'imposent au roi, qui différencient la couronne d'un bien ou d'un fief ordinaire, sont la suite de cette idée, que la royauté n'est instituée qu'en vue d'un intérêt supérieur, celui de l'Etat, celui du peuple, et non pour l'avantage particulier du roi.

L'intérêt public, l'état et le peuple, leurs droits primordiaux, dépassant l'intérêt royal, le roi et son pouvoir, sont donc des notions certaines existant déjà sous l'ancien régime.

Elles existent dans la conscience même des représentants et des apôtres de l'absolutisme.

Un envoyé de Louis XIV, après la révolution d'Angleterre, en se présentant au Parlement de la nouvelle République le 21 décembre 1652, parlant au nom du grand roi, proclame cette antériorité du peuple sur le roi.

« L'union qui doit être entre les peuples voisins ne se règle pas sur la forme de leur gouvernement, c'est pourquoi encore qu'il ait plu à Dieu par sa Providence de changer celle qui était ci-devant établie en ce pays, il ne laisse pas d'y avoir une nécessité de commerce et intelligence entre la France et l'Angleterre, ce royaume a pu changer de face et de monarchie devenir républi-

que, mais la situation des lieux ne change point ; les peuples demeurent toujours voisins et intéressés l'un avec l'autre par le commerce, et les traités qui sont entre les nations n'obligent pas tant les princes que les peuples, puisqu'ils ont pour principal objet leur utilité commune (1). »

Et dans ces formules chères à Bossuet : — « Tout l'État est en la personne du prince, en lui est la puissance, en lui est la volonté de tout le peuple » (2), ou « Le Prince est un personnage public, tout l'État est en lui, la volonté de tout le peuple est enfermée dans la sienne (3). » On voit bien sans doute qu'il y a comme absorption de l'État par le prince, mais on voit aussi que le pouvoir exercé par le roi n'est autre que le pouvoir de l'État, que la volonté du prince ne vaut que comme représentation de celle de tout le peuple.

L'affirmation de cette prééminence du peuple sur le roi s'est produite dès le XIII^e siècle et se perpétue par la suite. Dans le *regimine principum*, qui est peut-être de saint Thomas (4), il est dit « *Regnum non est propter regem, sed rex propter regnum.* » Aux États généraux de 1484 elle a été proclamée dans le plus énergique langage par Philippe Pot (5) : « *Si quidem principes non ideo præsumunt ut ex populo lucrum capiant ac ditentur sed ut suorum obliti commodorum rempublicam ditent ac provehant in melius... Nonne crebro legistis rempublicam rem populi esse.* » D'où il tire que le peuple ne peut pas se désintéresser de ce qui est « *res sua* », des affaires publiques et qu'il devrait y participer en élisant les magistrats et en votant les lois. Hotman dans son traité *Francogallia* suivait la même théorie. Pour lui aussi le peuple doit avoir « *non modo creandi verum etiam abdicandi regis potestatem* » et le droit

(1) Guizot, *Cromwell*, l. III.

(2) *Politique*, l. VI, art. 1, prop. 1.

(3) *Politique*, l. III, art. 2, prop. 2.

(4) T. III, ch. XI.

(5) *Journal de Jehan Masselin*, édit. Bernier, p. 146.

de paix et de guerre et le droit de faire les « *leges publicæ* (1). »

Sans doute c'étaient là les aboutissements derniers de la théorie des droits primordiaux du peuple, de sa prééminence vis-à-vis du roi. Si quelques esprits hardis les formulèrent, l'anarchie du peuple pendant la féodalité, et même au moment où celle-ci décline, ne permet pas d'y atteindre. Il n'en subsiste pas moins que le principe et les conséquences ont été vus et proclamés. Ils demeurèrent, le principe au moins, dans la conscience générale.

Ce qui assure d'ailleurs la perpétuité de cette conception politique, c'est qu'elle est conforme au type historique que les soutiens et les constructeurs du pouvoir royal, les légistes, ont pris comme modèle. Ils façonnent ce pouvoir sur le moule du pouvoir impérial de Rome ; or si à Rome le prince a le pouvoir absolu, historiquement ce pouvoir lui vient du peuple. « Le pouvoir impérial, dit Willems, s'est formé d'un ensemble d'attributions qui, par dérogation aux lois républicaines, furent déléguées successivement par le Sénat et par le peuple à Octavien (2). » Et Justinien lui-même, proclamant l'absolutisme impérial dans la formule romaine « *quod principi placuit legis habet vigorem* », le justifie en montrant l'origine populaire du pouvoir royal : « *cum lege regia, quæ de ejus imperio lata est, populus ei et in eum omne imperium suum et potestatem concessit* (3). » C'est à Rome que pensent tous les théoriciens du pouvoir royal. Lebret, par exemple, va sans cesse y puiser des exemples qui deviennent pour lui des précédents. Cette notion romaine du pouvoir royal, émanation du pouvoir populaire, est par là encore une notion rendue vivante dans les esprits.

Sans doute, à un moment donné, quand la royauté acquiert avec Louis XIV un éclat incomparable, la personne du roi semble tout éclipser, et le duc de Boulainvilliers peut dire : « l'amour

(1) Ch. x, p. 76.

(2) *Droit public romain*, p. 421.

(3) *Institutes*, l. III, t. 2, § 6.

de la patrie, la première des vertus civiles et ce grand motif des premiers héros de l'ancienne Rome, n'est plus regardée que comme une chimère. L'idée du service du roi jusqu'à l'oubli de tout autre principe tient lieu de ce que l'on appelait autrefois grandeur d'âme et fidélité(1). » Mais il proteste contre cet oubli de la patrie avant laquelle on fait passer le roi, et il montre par là même que la conscience du bien public, des intérêts supérieurs du pays, l'emportait jadis dans les cœurs.

Après Louis XIV il semble que la minorité de son successeur soit favorable à un retour de ce que j'appellerais le sentiment national. Massillon, dans le « petit carême, » prêché en présence de Louis XV enfant, après avoir proclamé naguère devant la dépouille du grand Roi la grandeur de Dieu seul, ressuscite la notion effacée de la priorité du peuple vis-à-vis du monarque. « C'est pour les peuples tout seuls que le trône est élevé. Les grands et les princes ne sont pour ainsi dire que les hommes du peuple. »... « Vous ne connaissez que Dieu seul au-dessus de vous, il est vrai, mais les lois doivent avoir plus d'autorité que vous-mêmes »... « Ce sont les peuples qui par ordre de Dieu ont fait les rois ce qu'ils sont. Oui, sire, c'est le choix de la nation qui mit d'abord le sceptre entre les mains de vos ancêtres. C'est elle qui les proclama souverains. Le royaume devint ensuite l'héritage de leurs successeurs, mais ils le durent originairement au consentement libre de leurs sujets, et ce fut le suffrage public qui attacha ce droit et cette prérogative à leur naissance ; en un mot comme la première source de leur autorité vient de nous, les rois ne doivent en faire usage que pour nous. »

L'absolutisme se trouvait donc encore limité dans la conscience publique, au temps même de la Monarchie absolue, par cette notion de l'intérêt public prééminent. Derrière le roi qui l'éclipse par sa splendeur et qui confisque l'exercice de tous les pouvoirs

(1) *Histoire de l'ancien gouvernement de la France*. La Hays, 1727, p. 181.

apparaît l'image effacée mais distincte pourtant du peuple titulaire, sinon détenteur actuel, de la souveraineté.

En résumé : absolutisme complet du pouvoir ; — le pouvoir absolu entre les mains du roi en vertu d'une loi historique et plusieurs fois séculaire, mais sans que la forme royale du gouvernement soit considérée comme une chose intangible et sacrée ; — le pouvoir absolu exercé par le roi sans contrôle et sans limite, mais pourtant au nom et pour le compte du peuple, c'est en cela que nous paraît en définitive se résumer le système politique de l'ancien régime.

Mais il faut encore ajouter un élément essentiel à cette analyse.

Pour mesurer la portée de l'absolutisme royal et pour en saisir le sens, il faut tenir compte de la subordination en laquelle la puissance spirituelle tenait la puissance temporelle soit vis-à-vis d'elle-même, soit surtout vis-à-vis de Dieu, et des devoirs qu'elle imposait aux rois au nom de la religion.

Sans doute les docteurs de l'Église proclament l'absolutisme du pouvoir royal ; mais pour eux le pouvoir n'est absolu que vis-à-vis des hommes, au-dessus de lui il y a Dieu, le maître suprême, dont les préceptes s'imposent aux rois, dont la justice les jugera.

Il ne faudrait pas méconnaître la puissance de cette force qui pèse sur les monarques absolus. Quelles que soient leurs passions et leurs erreurs ils sont chrétiens et ils n'affranchissent pas aisément leurs esprits de toute crainte religieuse ; ils reconnaissent une autorité supérieure à la leur. Puis l'enseignement de l'Église, connu de tous, forme une règle suivant laquelle, malgré leur absolutisme, on juge les rois. C'est donc par la conscience intime des monarques et par l'opinion publique qu'elle façonne, que l'Église restreint l'absolutisme royal.

L'enseignement de l'Église concernant les devoirs des rois, nous

le trouverions en maints docteurs. Mais cherchons-le dans le traité de Bossuet composé tout exprès pour en développer la formule et écrit à l'heure même où l'absolutisme atteint son apogée.

Voici tout d'abord proclamée la subordination des rois vis-à-vis de Dieu. « Dieu est le roi des rois : c'est à lui qu'il appartient de les instruire et de les régler, comme ses ministres. Ecoutez donc, Monseigneur, dit-il au Dauphin pour lequel il écrit, les leçons qu'il leur donne dans son Écriture, et apprenez de lui les règles et les exemples sur lesquels ils doivent former leur conduite... » « On y voit le gouvernement d'un peuple dont Dieu même a été le législateur, les abus qu'il a réprimés, les lois qu'il a établies qui comprennent la plus belle et la plus juste politique qui fût jamais (1). »

« Dieu est le vrai roi » (2), les rois ne sont que ses ministres. « Dieu établit les rois comme ses ministres et règne par eux sur les peuples » ; c'est l'intitulé même de la première proposition de l'article II, livre III.

Ce n'est d'ailleurs que ce titre de ministres de Dieu qui donne aux rois leur caractère sacré et le droit à l'obéissance de leurs sujets. « Ils sont sacrés par leur charge, comme étant les représentants de la majesté divine, députés par sa providence à l'exécution de ses desseins (3). » « On doit obéir au prince par principe de religion et de conscience. » « Il y a quelque chose de religieux dans le respect qu'on rend au prince. Le service de Dieu et le respect pour les rois sont choses unies et saint Pierre met ensemble ces deux devoirs : « Craignez Dieu, honorez le roi (4). »

C'est à Dieu que les rois doivent leur caractère sacré et l'obéissance passive de leurs sujets, mais une rançon paie ces avantages reçus de Dieu et le compte qu'ils devront lui rendre de

(1) *Politique tirée de l'Écriture*, introduction.

(2) *Politique*, l. II, art. 1, proposit. 2.

(3) *Politique*, l. III, art. 2, proposit. 2.

(4) *Politique*, l. III, art. 2, prop. 3.

l'exercice de leur puissance. « La crainte de Dieu est le vrai contrepoids de la puissance, le prince le craint d'autant plus qu'il ne doit craindre que lui. » « L'impunité à l'égard des hommes soumet les rois à des peines plus terribles devant Dieu. Nous avons vu que la primauté de leur état leur attire une primauté dans les supplices » : « la miséricorde est pour les petits, mais les puissants seront puissamment tourmentés. Aux plus grands est préparé un plus grand tourment (1). »

Après cette subordination des rois vis-à-vis de Dieu avec cette sanction terrible, viennent les devoirs que Bossuet énumère, en les tirant tous de l'Écriture, de sorte que c'est Dieu même qui les adresse à ses ministres.

Il faudrait lire et reproduire toute la Politique pour les suivre dans tout leur détail, je ne veux qu'en donner une idée en citant seulement les titres des propositions développées par Bossuet.

Le prince doit garder le respect des lois, des règles immuables posées en dehors des considérations particulières, générales donc équitables. « Il faut joindre les lois au gouvernement pour le mettre dans sa perfection (2). » « La loi est réputée d'origine divine (3). » « Il y a des lois fondamentales qu'on ne peut changer, il est même très dangereux de changer sans nécessité celles qui ne le sont pas (4). » Et ainsi, dans la mesure du possible, sous un gouvernement absolu, qui condense tous les pouvoirs en une seule autorité, il y a une sorte de séparation de la puissance législative et de prééminence pour elle, vis-à-vis du pouvoir gouvernemental.

Le respect des lois est un premier élément modérateur du pouvoir royal ; mais en voici un second, c'est sa subordination à la

(1) *Politique*, l. IV, art. 2, prop. 4.

(2) *Politique*, l. I, art. 4, prop. 1.

(3) *Politique*, l. I, art. 4, prop. 7.

(4) *Politique*, l. I, art. 4, prop. 8.

raison. — « L'autorité royale est soumise à la raison. » « Le gouvernement est un ouvrage de raison et d'intelligence. » « La sagesse du prince rend les peuples heureux. » Et par suite : « le prince doit savoir la loi. » « Le prince doit savoir les affaires. » « Le prince doit savoir les occasions et les temps. » « Le prince doit connaître les hommes ». « Le prince doit se connaître lui-même. » « Le prince doit savoir parler. » « Le prince doit savoir se taire » (1). Et encore « les moyens à un prince d'acquérir les connaissances nécessaires », « c'est d'aimer la vérité », « de prendre conseil », « de choisir son conseil », etc. (2), et ici nous voyons indiquer que le gouvernement royal ne doit pas être un gouvernement étroitement personnel, mais un gouvernement d'inspiration large, nationale.

Enfin dans quelle vue le roi doit-il exercer ce pouvoir qu'il tient de Dieu, que des lois, que la raison, que l'amour de la vérité modèrent ou dirigent ? « c'est pour le bien public ». « Le prince n'est pas né pour lui-même, mais pour le public. » « Le prince doit pourvoir aux besoins du peuple. » « Dans le peuple, ceux à qui le prince doit le plus pourvoir, sont les faibles. » « Le prince inutile au bien du peuple est puni aussi bien que le méchant qui le tyrannise. » « La bonté du prince ne doit pas être altérée par l'ingratitude du peuple. » « Le gouvernement doit être doux. » « Les princes sont faits pour être aimés (3). » Toutes ces propositions ne sont que le développement de cette idée à laquelle nous avons déjà vu que Bossuet adhérerait et qui était bien vivante même sous l'absolutisme, la priorité du peuple vis-à-vis du roi.

La subordination du roi à Dieu, sa soumission à ses enseignements, le respect des lois par le prince ; le règne de la raison, la prééminence des intérêts du peuple vis-à-vis des intérêts du roi lui-même. Tels étaient les enseignements de l'Église, formant

(1) *Politique*, l. V, art. 1.

(2) *Politique*, l. V, art. 2.

(3) *Politique*, l. III, art. 3.

la charte théologique de la Monarchie absolue. Sans doute on ne contestera pas l'élévation de cette doctrine, on sera étonné même peut-être de retrouver tant de notions modernes formulées au temps de l'absolutisme et accommodées en quelque sorte avec lui. Mais peut-être trouvera-t-on qu'à ces prescriptions d'une si haute inspiration la sanction pratique manquait. Il faut bien le reconnaître, mais sans oublier l'autorité dont jouissait l'Église, qui, aux siècles de la croyance, parlait au nom de Dieu, et sans oublier qu'aujourd'hui, à l'heure où le règne de la souveraineté populaire approche, on ne voit guère que l'éducation des masses, la diffusion de la lumière intellectuelle et morale pour maintenir dans la justice et la sagesse le peuple ce nouveau monarque absolu.

IV. — LA PRATIQUE DE L'ABSOLUTISME.

Ses causes et conditions de succès, leur disparition au XVIII^e siècle.

C'est un étrange phénomène politique et social que le règne de l'absolutisme royal : cette soumission de tous à un seul, cette obéissance d'une nation à un homme, cet abaissement de la force en définitive devant la faiblesse. Aussi bien, quand on en a constaté le triomphe, il reste à en comprendre les causes.

La division des sujets a toujours été la force principale des gouvernements despotiques ; l'antagonisme permanent de la noblesse et du peuple en France, qui va jusqu'à une haine irréductible de celui-ci pour celle-là, conformément à cette règle, a été la cause fondamentale du succès de l'absolutisme.

Dans son effort pour conquérir le pouvoir absolu, la royauté se heurte à un obstacle redoutable : la féodalité. Les seigneurs n'ont-ils pas recueilli dans le naufrage et la dislocation de la monarchie Carolingienne tous les droits de la souveraineté, gouvernement,

justice, législation ? Comment la royauté arrive-t-elle à les supplanter dans l'exercice de ces droits, à rendre ses établissements efficaces même sur leurs domaines, à subordonner leurs juridictions aux siennes, à atteindre leurs hommes par ses impôts, par ses règlements ? Sa force fut l'adhésion et l'appel du peuple. C'est que si la féodalité a jadis été pour la nation, au milieu des périlleuses époques du ix^e au xi^e siècle, un refuge, les seigneurs assurant l'ordre et la sûreté, plus tard de protectrice la féodalité est devenue oppressive. « Les nobles, écrit Pierre le Vénérable à saint Bernard, ne se contentent pas des services qui leur sont dus en vertu des coutumes ; ils revendiquent sans pitié les personnes et les biens, les biens et les personnes. Outre les redevances ordinaires ils pillent trois ou quatre fois l'an les biens de leurs serfs, leur imposent d'innombrables corvées et des fardeaux intolérables. Aussi la plupart veulent-ils désertir le pays et passer dans les contrées étrangères (1). » Ces exactions ont dû dépasser toute mesure, à en juger par la haine farouche qu'elles ont suscitée. — Or au moment où la féodalité abandonne sa mission de puissance bienfaisante et tutélaire, la royauté reprend conscience de son devoir et apparaît comme représentant l'ordre et la tranquillité pour tout le royaume. Aussi le peuple n'hésite pas à accueillir ce libérateur ; il préfère ce maître lointain à son tyran immédiat ; il favorise ses entreprises. L'adhésion du peuple, c'est ce qui explique le triomphe de la royauté sur la féodalité. Si le peuple, groupé autour des seigneurs, eût résisté à la pénétration du pouvoir royal dans les domaines des seigneurs, repoussant les lois royales, se dérochant aux juridictions du roi, refusant ses impôts, il est bien évident que les efforts de la royauté pour supplanter la féodalité seraient demeurés impuissants.

Et comme cet antagonisme des seigneurs et du peuple a permis à la royauté la conquête du pouvoir sur la féodalité « elle le lui

(1) Gasquet, *Précis des institutions politiques et sociales de l'ancienne France*, t. II, p. 143, citation.

maintient intact à l'abri des périls que les Etats généraux pourraient lui faire courir. En Angleterre les barons et les bourgeois s'unissent et ils imposent au roi un gouvernement libéral ; en France la royauté peut impunément réunir les nobles et le tiers état en de nombreuses assemblées et au cours de plusieurs siècles, elle se présente à eux au milieu des ruines de la guerre de Cent ans, après avoir commis les fautes les plus lourdes, c'est sans péril pour sa toute-puissance : humiliation, ruine financière, faiblesse politique de la royauté, minorités répétées des monarques, les États ne profitent d'aucune de ces circonstances favorables, pour diminuer l'absolutisme du pouvoir royal. Pourquoi cette impuissance de la nation française, pourquoi cette différence entre notre pays et l'Angleterre ? La division radicale qui sépare le peuple des nobles en est la cause. Toute la politique du tiers aux Etats généraux consiste dans une revendication incessante, non de la liberté, mais de l'abaissement de la noblesse, de la suppression de ses privilèges. La royauté, il ne l'attaque pas, il la ménage dans la crainte de retomber sous le joug de l'ennemie séculaire, de la noblesse. Tous les efforts de la noblesse, d'autre part, tendent à réclamer ses anciens privilèges » (1), maintenant ainsi la séparation entre elle et le peuple. Il en est de même jusqu'au bout. On peut résumer l'histoire des derniers Etats généraux de 1614 en cette simple phrase : « La dispute entre les trois ordres occupe toute la partie de la session de 1614 qui ne fut pas absorbée par l'article relatif à l'indépendance de la couronne vis-à-vis de l'Eglise (2). »

Si la faiblesse et l'antagonisme réciproque de ses adversaires fut pour la royauté la première et peut-être la plus puissante cause de son succès, elle eut ses mérites propres qui contribuèrent aussi, pour leur large part, à le lui assurer.

(1) Picot, *Histoire des Etats généraux*, t. V, conclusion, p. 222-226.

(2) *Histoire générale*, Laviisse et Rambaud, t. V, p. 331.

D'abord elle sut répondre aux vœux de la nation. Et pour lier ceci à ce qui précède, nous remarquerons tout de suite que toutes les mesures, et elles sont incessantes, prises pour affaiblir la féodalité, sa rivale politique jusqu'au xvi^e siècle, sont des satisfactions au sentiment national, qui fortifient le pouvoir royal.

De même, sans fléchir devant les États généraux, la royauté écoute attentivement les désirs de la nation qu'ils expriment.

Sans doute les réformes ne suivent pas immédiatement les réclamations des États. Les rois réformateurs, Charles V, Louis XII, Henri IV et Richelieu ne réalisent que des vœux émis avant leur arrivée au pouvoir. La royauté n'obéit pas à la nation, mais elle s'inspire de ses demandes.

L'historien éminent des États généraux s'est attaché à rapprocher toutes les grandes ordonnances des réclamations formulées par les États, la concordance est manifeste. « Quelle que fut l'opinion de Charles V, de Louis XII, de Henri IV sur les États, ils ont précieusement recueilli les idées qui y étaient nées. » « Il y a entre les vœux des États et le rôle du prince un lien étroit, le texte même des cahiers a été sous les yeux de ceux qui ont rédigé les ordonnances. » « Considérées sous ce rapport nos assemblées ne sont étrangères à aucune des phases de notre développement national, elles se rattachent à ce mouvement général des idées qui a constamment soutenu la royauté dans la grande œuvre de l'unité française. » « En examinant toutes les sessions, on serait tenté de croire qu'il était dans la destinée des États généraux de ne pas porter des fruits immédiats, mais de donner au royaume, à une date plus ou moins prochaine, l'ensemble des réformes que les députés avaient conçues (1). »

M. Sorel a bien constaté lui aussi l'accord des grands rois avec le pays, et il en proclame la fécondité : « C'est en appropriant les idées de leur temps, en accommodant les vœux de la nation

(1) Picot, *Histoire des États généraux*, t. V, p. 232-233.

à l'intérêt de l'État que Charles V, Louis XII, Henri IV, Louis XIV étaient devenus de grands rois et avaient fondé une si puissante maison (1). »

Cette inspiration nationale, cette entente entre le roi et le peuple, qui guide l'un et satisfait l'autre, furent en effet une des plus grandes forces de la royauté.

La Monarchie, par les inspirations de sa politique et de sa législation, est ainsi nationale, mais elle l'est encore à deux autres points de vue.

Elle est animée d'abord du souci du bien public. Dès le moyen âge elle cicatrise et ferme la plaie toujours ouverte des guerres privées qui épuisent les forces du pays. Plus tard, au milieu des désolations des guerres religieuses, dont les seigneurs profitent pour donner libre cours à leur humeur belliqueuse, la royauté cherche à apaiser ces luttes déplorables. Le chancelier l'Hôpital prêche aux États d'Orléans la concorde et l'apaisement ; Catherine de Médicis cherche à provoquer une entente et organise à Poissy une réunion pacifique des adversaires. Henry IV personifie cette politique populaire et pacificatrice. Plus tard encore avec les troubles de la Fronde qui replongent la France dans les misères des luttes intestines, la royauté apparaît comme représentant l'ordre et le bien-être publics.

Et la Monarchie encore est nationale parce qu'elle représente et défend l'indépendance du pays vis-à-vis de l'étranger. La guerre de Cent ans, qui mena la France si près de la domination étrangère, unit dans une sorte de mariage tragique la France à son roi. Et quand par la suite, aux époques des guerres de religion et de la Fronde, l'étranger s'immisça dans nos luttes intérieures, appelé par les partis politiques aux prises, la royauté incarna à nouveau le sentiment de l'indépendance nationale.

(1) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, I, p. 207.

Telles m'apparaissent dans leur complexité apparente les causes diverses du succès de la royauté et de l'établissement de son absolutisme, hostilité acharnée entre le peuple et la noblesse qui paralyse l'un et l'autre et les livre ensemble à la royauté ; satisfactions données au peuple par le roi qui s'inspire de ses vœux, qui se présente comme l'instrument du bien public et qui incarne le sentiment de l'indépendance du pays ; satisfactions qui sont le rachat d'une subordination absolue. Mais en définitive toutes ces causes se condensent en une et l'on peut dire : si la monarchie française a pu devenir et demeurer une monarchie absolue c'est que les circonstances en même temps que sa politique en ont fait une monarchie éminemment nationale.

C'est sous Louis XIV que l'absolutisme arrive à sa plénitude, et ce phénomène s'explique par ce fait que sous son règne toutes les causes de succès de la royauté se rencontrent à la fois. La Fronde a ruiné définitivement le crédit politique de la noblesse, Louis XIV l'asservit en la réduisant au rôle impuissant de noblesse de cour ; la royauté s'affranchit de sa rivale et le peuple lui sait gré de cette déchéance de son ennemie traditionnelle. Louis XIV n'interroge pas sans doute les États généraux, mais il recueille les vœux jadis exprimés, et il s'inspire en même temps des désirs de la nation par l'intermédiaire de ses Ministres qu'il prend dans les rangs de la bourgeoisie ; par là, il demeure en contact avec le pays. Il donne la prospérité à son royaume et le fait sortir des misères causées par la guerre civile ; il détourne le péril de l'immixtion de l'étranger dans les affaires intérieures ; en même temps ses premières guerres sont glorieuses, et par là doublement il satisfait le sentiment de fierté et d'indépendance nationales. Ainsi toutes les causes qui lentement jadis ont coopéré à l'élévation progressive de la royauté s'accumulent en un moment historique, et la portent d'un élan prodigieux à son apogée.

Mais le déclin commence dès le milieu du règne de Louis XIV.

C'est qu'à la politique nationale succède la politique personnelle. Les guerres sont inspirées non plus par l'intérêt du pays, par les traditions de notre diplomatie, mais par les sentiments et les ressentiments personnels du roi ; de plus elles ruinent le pays sans lui donner la compensation de la victoire. — Les réformes s'arrêtent, le roi n'entend plus le pays, plus d'États généraux, plus de remontrances du parlement, plus de ministres éminents, inspireurs de la législation royale ; dans sa passion de gouvernement personnel, Louis XIV choisit des incapacités qu'il dirige et non plus des intelligences qui l'éclairent. — La noblesse n'est pas restaurée comme puissance politique, mais comme corps privilégié elle voit ses privilèges s'accroître, les nouveaux impôts frappent le peuple, tandis que les nobles s'y dérobent.

Et ainsi rapidement toutes les causes d'élévation de la royauté s'amortissant, elle décline. Sous Louis XIV même se place le point de rebroussement de la courbe décrite par le pouvoir royal, ascendante jusqu'au milieu du règne, descendante ensuite et d'une pente aussi rapide d'un côté que de l'autre.

Les successeurs de Louis XIV recueillent cet absolutisme déclinant. Leur politique gouvernementale nous intéresse, elle explique la ruine de la monarchie et l'orientation en même temps que les pratiques de la Révolution.

Le vice fondamental du régime paraît être le défaut de consultation régulière de la nation par la Royauté. Il faut le mettre en lumière et en suivre les conséquences.

Les États généraux ne sont plus convoqués. Louis XIV a établi une tradition dont on ne s'écarte plus désormais.

La première conséquence c'est que la royauté perd le contact avec le pays. Elle n'entend plus ses vœux. Aussi elle cesse toute réforme sous Louis XV, n'étant plus poussée à en faire, ou elle en fait beaucoup trop, mais de maladroitesses et d'impuissances sous Louis XVI, manquant de guide et d'appui.

D'autre part les Parlements, dont le Régent a sollicité les conseils et les remontrances par reconnaissance pour l'annulation du testament de Louis XIV, se présentent comme les représentants du pays, ils interviennent incessamment dans les affaires publiques. Mais si les Parlements prennent la place des États généraux, ils les remplacent malheureusement. Leur force, qui s'exerce par le refus de l'enregistrement des ordonnances, est une force négative, ils peuvent entraver le gouvernement, ils ne peuvent pas l'inspirer. D'ailleurs ils représentent non la nation mais une caste, non le peuple, mais la bourgeoisie et seulement la bourgeoisie parlementaire. Ils arrêtent paresprit de caste et par intérêt personnel des réformes que l'intérêt général réclame, comme la diminution des frais de justice, la multiplication des tribunaux inférieurs (réforme de Maupeou), comme la création d'impôts pesant surtout (projet de Calonne, subvention territoriale).

En cette absence d'États généraux, dans ce silence des représentants légaux du pays, la nation fait pourtant entendre sa voix. Une puissance publique s'élève, dont un des plus intelligents et des plus puissants ministres du siècle, Necker, dira en 1784, dans un document public : « La plupart des étrangers ont peine à se faire une idée de l'autorité qu'exerce aujourd'hui l'opinion publique ; ils comprennent difficilement ce que c'est que cette puissance invincible qui commande presque dans le palais des rois (1). »

Elle s'est formée dès le début du règne de Louis XV. Son éducation s'est faite avec la publication des Mémoires du siècle précédent, du cardinal de Rez, de M^{me} de Motteville, avec les ouvrages de philosophes comme Locke, que l'on traduit ; par le théâtre, qui passe de la cour à la ville, par les cafés, dont le régent introduit la mode en France. Au milieu du siècle les livres de Buffon, de Rousseau, l'encyclopédie, les livres de d'Alembert, de Diderot, de Voltaire, des économistes la développent. Montesquieu l'initie

(1) De Tocqueville, *Ancien Régime*, p. 356, citation.

aux combinaisons politiques du gouvernement, lui révèle celles de l'étranger, formant ainsi l'esprit de critique et d'innovation, et son succès est tel qu'en 18 mois son livre a 22 éditions (1).

Aussi l'opinion publique s'intéresse aux affaires du gouvernement, elle se fait entendre dans toutes les luttes des parlements et de la royauté, qui résument la vie politique du XVIII^e siècle. « Les peuples sont devenus grands amateurs des Parlements et ne voient qu'en eux le remède contre les vexations qu'ils essuyent », écrit : d'Argenson. Elle se passionne par exemple en 1753, lors de la crise soulevée par la question de l'administration des sacrements, qui entraîne l'exil individuel pour la majorité des parlementaires, l'exil collectif de la grande chambre à Pontoise, puis à Soissons, le peuple acclame la résistance du parlement, applaudit à son rappel en août 1754. A cette occasion un Anglais, lord Chesterfield dira : « La nation française raisonne librement en matière de religion et de gouvernement, ce qu'elle n'avait pas encore fait. »

Après la destruction du parlement par Maupeou en 1771, « toutes les têtes se tournèrent et l'on entendit presque dans les rues crier à l'injustice et à la tyrannie », dit le comte de Besenval. Les princes du sang refusent de siéger au lit de justice tenu par le roi pour l'installation du nouveau parlement (13 avril 1771) et signent une protestation.

Le rappel du parlement en 1774, au début du règne de Louis XVI, fut provoqué par un mouvement d'opinion irrésistible à la tête duquel se placèrent les ducs et pairs et même les princes, le duc d'Orléans notamment qui rédigea pour cela un mémoire.

Devant cette puissance nouvelle tout le monde s'incline.

Les écrivains, comme Turgot, Malesherbes, Necker, déclarent adresser leurs écrits « au tribunal de l'opinion ».

La royauté et ses ministres la prennent pour juge de leur conduite.

Après une crise parlementaire en 1756, le premier président et

(1) Dareste, *Histoire de France*, t. VI, p. 273.

le roi négocient les bases d'une entente. Les réponses du roi, véritables mémoires, sont imprimées et répandues dans le public. Ce sont des pièces justificatives soumises au juge suprême, l'opinion.

Choiseul fit de l'opinion publique un des moyens de sa politique.

Necker en 1780 adresse au roi son célèbre « compte rendu », sorte de budget type ; il le fait imprimer, 6000 exemplaires en un jour en sont vendus.

Calonne, après l'échec devant les Notables de ses projets de subvention territoriale et d'extension des assemblées provinciales, publie un mémoire justificatif ; le roi dans son impartialité permet aux Notables de répondre en publiant leurs procès-verbaux. L'opinion publique est prise pour arbitre.

L'opinion publique est une force qui s'impose, ne peut-elle pas remplacer les Etats généraux puisque comme eux et plus qu'eux-mêmes elle manifeste la volonté de la nation ?

Non, parce que les états généraux sont formés de représentans légaux du pays, et sont une autorité sur laquelle on peut s'appuyer, tandis que l'opinion publique est une force impersonnelle et sans mandat, qui ne peut servir de point d'appui au pouvoir royal ?

Les Etats généraux présentaient des vœux précis, demandaient des réformes déterminées, l'opinion publique réclame des réformes sans en préciser aucune. On ne peut s'inspirer de ses vagues aspirations pour rédiger une ordonnance.

Et ainsi Turgot arrive au Ministère comme l'homme providentiel, appelé par le pays ; il entreprend de réaliser des réformes, aucune n'est soutenue, ceux qu'elles blessent protestent, les autres se taisent ; d'appui il n'y en a nulle part. « Le dessein, dit M. Sorel, était populaire dans son ensemble, chaque mesure de détail que l'on prenait pour l'accomplir provoquait des coalitions qui en entravaient l'exécution (1). »

(1) *L'Europe et la Révolution française*, t. I, page 212.

Rien donc ne remplace les Etats généraux, à défaut de consultation des représentants normaux du pays, la monarchie ne trouve dans les parlements qu'une force jalouse qui l'entrave et dans l'opinion publique qu'une tumultueuse conseillère qui l'égare. La royauté a perdu le contact régulier avec la nation, qui ne l'inspire plus ou ne la soutient pas.

Louis XVI cherche pourtant à réaliser ces fameuses réformes que tout le monde demande, auxquelles on sent qu'est subordonné le salut de la royauté.

Turgot en 1776 supprime les corvées pour les routes qu'il remplace par un impôt sur les biens fonds atteignant la noblesse et d'autre part il supprime les jurandes et les maîtrises.

Necker entreprend l'application d'un nouveau système d'administration en instituant dans chaque province un conseil formé des représentants des trois ordres. Ces administrations provinciales sont établies en 1778 en Berry, en 1779 en Haute Guyenne.

En 1779 un édit royal abolit les restes de la servitude personnelle sur les domaines du roi.

En 1780, passant à la procédure criminelle, on supprime la question préparatoire.

Calonne provoque la restitution de l'état civil aux protestants, et c'est à la suite de ses propositions, que l'édit de 1787 crée des municipalités électives, des assemblées provinciales, et des assemblées d'élection.

En 1788, à la suite d'une dernière lutte avec le parlement, Brienne n'hésite pas à bouleverser l'ordre judiciaire, créant 47 bailliages pour diminuer les ressorts des parlements trop étendus, réduisant de moitié le nombre des membres du parlement, supprimant toutes les juridictions d'exception, et rétablissant une cour plénière politique qui enlève aux parlements l'enregistrement des lois.

On voit l'amplitude des projets réalisés ; bien d'autres ont été tentés ou proposés.

Turgot voulait créer quatre ordres de municipalités, de communes, d'arrondissements, de provinces, d'Etat ; il voulait modifier le recrutement de l'armée, fonder le Crédit foncier en réorganisant les hypothèques, unifier les poids et mesures, arriver à la disparition des droits féodaux, par la suppression pure et simple de ceux qui provenaient de l'usurpation par le rachat forcé de ceux qui étaient des privilèges, par le rachat facultatif de ceux qui se rattachaient au droit de propriété. — Calonne présentait aussi un ensemble de réformes à accomplir.

Sous la pression de l'opinion publique, le gouvernement de Louis XVI, autrement dit la monarchie expirante, est donc possédée d'un esprit de réformation absolue, il n'est pas une institution qu'elle n'ébranle ou ne menace d'ébranler.

C'est une première erreur mais sur laquelle bien d'autres viennent se greffer.

La première c'est l'étendue même des projets. L'entreprise est impossible par sa seule grandeur ; donc on prépare des déceptions pour le peuple et des reproches pour le pouvoir. — Puis on ébranle ainsi toutes les bases de la société, on suscite l'esprit de bouleversement, on justifie les mécontentements.

De ce chef l'opinion publique est aussi responsable que la royauté. Mais le roi et les ministres ont leur responsabilité propre et commettent des fautes personnelles. Et d'abord pour faire aboutir de pareilles réformes et triompher des résistances ils exagèrent le mal présent et font des déclarations compromettantes.

Devant les notables pour soutenir les projets de Calonne on traite les privilèges d'abus, — on ne les qualifie plus qu'ainsi. Quand le roi veut remplacer la corvée par un impôt atteignant tout le monde, il montre le caractère odieux de la corvée, frappant le pauvre, ménageant le riche (1). -- De même quand on

(1) Tocqueville, p. 266.

promet de s'abstenir des augmentations capricieuses de la taille, on n'a pas de termes assez vifs pour critiquer les pratiques anciennes (1). — Quand le roi rappelle le parlement, en 1774, il déclare « qu'il cède à l'amour de son peuple et qu'il veut mettre un frein aux abus de l'autorité royale ». — Les vices du régime, on apprend au peuple à les découvrir lui-même; on fait faire des enquêtes populaires dans les paroisses sur la répartition et la levée des impôts (2).

La royauté sur le point d'expirer se prosterne dans l'attitude du pécheur pénitent, se frappe la poitrine et fait amende honorable devant le peuple, sa victime.

Quel est le résultat de cette confession, sincère peut-être, mais imprudente à coup sûr? Un soulèvement de l'irritation populaire. Les maux secrets que l'on supportait péniblement, révélés au grand jour, deviennent intolérables. En exaspérant ainsi le peuple, ce n'est plus seulement l'esprit de changement qu'on suscite en lui, c'est l'esprit de révolution, — la révolution étant le changement par la violence, et la violence la suite forcée de l'exaspération.

L'exaspération populaire, elle doit éclater d'autant plus qu'après avoir révélé au peuple les maux publics, on est impuissant à les guérir. La royauté ne fait aboutir que le plus petit nombre des réformes qu'elle a déclarées nécessaires, surtout elle échoue dans toutes celles qui ont pour but de supprimer les inégalités devant les charges publiques. Le peuple, toujours nourri de haine contre la noblesse, doit renoncer à voir désormais la royauté satisfaire sa passion.

Les réformes accomplies sont même souvent éphémères. La suppression des jurandes et des maîtrises, et des corvées pour les routes, œuvre de Turgot, est rapportée par son successeur

(1) Tocqueville, p. 267.

(2) Tocqueville, p. 272.

Clugny. La réforme de la magistrature de 1788 est oubliée presque de suite.

Quelles déceptions pour le peuple ! quelle preuve d'impuissance pour la royauté !

Quelle est donc l'œuvre dernière de la royauté ?

Sans guide qui la dirige vers les réformes les plus urgentes et les plus souhaitées, elle conçoit des projets démesurés et elle conduit le peuple à cette première idée que toute la société est à refondre.

Sans soutien qui l'appuie dans ses entreprises de réformation, elle échoue misérablement et inspire au peuple cette seconde idée que cette refonte sociale ne peut se faire par la royauté, mais doit être entreprise par lui.

Nous pouvons maintenant résumer ces aperçus sur la théorie et la pratique du pouvoir monarchique aux derniers siècles.

L'absolutisme, dirons-nous, est bien la théorie toujours vivante et intacte de l'ancien régime avec la centralisation qu'elle entraîne des pouvoirs en une seule autorité.

Mais, d'ailleurs, le pouvoir n'est pas considéré comme appartenant en propre à un gouvernement donné, l'absolutisme gouvernemental est détaché de la forme du gouvernement.

Mais, d'autre part, l'absolutisme n'existe pas pour lui-même, en faveur du détenteur du pouvoir, il ne doit être que l'instrument de l'intérêt général, le peuple passant avant le roi, le bien du peuple primant celui du monarque.

Mais, enfin, le gouvernement monarchique ne s'est développé qu'en étant national, dans tous les sens du mot, et il ne peut se maintenir quand il cesse de s'appuyer sur la nation, de s'inspirer de ses vœux, d'écouter ses interprètes réguliers.

De ce résumé, une conclusion ne se dégage-t-elle pas ? Si vraiment l'ancien régime doit ainsi se comprendre, ne s'ensuit-il pas

qu'il s'écarte moins qu'on ne serait d'abord tenté de le croire de nos idées modernes ?

Le pouvoir envisagé non comme une fin en soi, mais comme un simple instrument. — Le gouvernement fait pour le peuple. — La nation inspiratrice du pouvoir, — ce sont des idées modernes que nous retrouvons par delà la Révolution.

Et quant à l'absolutisme du pouvoir ce n'est pas non plus une idée qui nous soit étrangère ; car si nous n'admettons ni l'irresponsabilité, ni l'arbitraire de ceux qui exercent le pouvoir, nous sommes encore tout imbus de la doctrine de la toute-puissance de l'Etat.

Sans doute il demeure une antithèse radicale entre l'ancien et le nouveau régime, mais ce n'est ni quant à la force ni quant à la fin du pouvoir, elle n'existe que quant à son titulaire. Au roi titulaire de la souveraineté, a été substitué le peuple et, en cette substitution, a consisté toute l'œuvre politique, d'ailleurs d'une incomparable portée, de la Révolution.

II. — DOCTRINES POLITIQUES DES PUBLICISTES DU XVIII^e SIÈCLE.

L'accession du peuple au pouvoir par le renversement de la royauté est provoquée par la royauté même qui, après avoir déclaré nécessaire la refonte de la société, échoue maladroitement et fait dans son embarras appel au peuple en réunissant les États Généraux. Mais il faudra au peuple des institutions politiques pour lui permettre d'agir et un plan pour poursuivre son œuvre de réorganisation. Le peuple les cherchera dans les ouvrages des docteurs politiques. L'heure est propice pour les théoriciens du droit public, on est avide de leurs enseignements, on leur demande de formuler le système de la société et du gouvernement futurs.

Les penseurs du XVIII^e siècle n'ont pas déserté la tâche.

Mais si beaucoup ont écrit sur la société et ont rédigé des programmes de réformes sociales, la plupart n'ont pas répondu aux besoins de leur temps. Tels sont Voltaire, les encyclopédistes Diderot, d'Alembert, d'Holbach surtout avec son « système social », les physiocrates Quesnay, Mercier de la Rivière, Baudeau, Dupont de Nemours, Turgot et le marquis de Mirabeau, « l'ami des hommes ». Ils se sont sans doute occupés constamment de questions politiques ; leurs écrits ne sont certes pas négligeables. Ils expliquent, en effet, les règnes de Louis XV, de Louis XVI surtout, car ils furent les grands instituteurs de cette opinion publique dont nous connaissons le rôle historique si considérable ; agitateurs intellectuels, ils ont fait souffler sur la France l'esprit de réformation universelle qui a remué tout le dernier règne de la monarchie absolue. Mais leur théorie politique se résume en un despotisme éclairé. — Un souverain tout-puissant, mais sage, inspiré par les penseurs, et trouvant dans une nation instruite une adhésion clairvoyante, mais sans contrôle, aux réformes que sa sagesse et les philosophes, ses guides, lui inspirent : tel est l'idéal politique de tous ces esprits distingués. La monarchie de Henri IV, de Louis XIV dans le début, de Frédéric II, de Catherine de Russie, leur présente la réalisation de leurs aspirations. De ce point de vue la Chine leur fait l'effet d'un pays modèle. Ce sont les continuateurs et les remplaçants des docteurs de l'Eglise, comme eux fidèles à l'absolutisme, mais déclarant le souverain soumis à une puissance supérieure, qui n'est plus Dieu ou l'Eglise interprète de ses commandements, mais la raison et ses apôtres les philosophes. Politiquement parlant ils demeurent donc les champions du pouvoir absolu, ils appartiennent à l'ancien régime, ce n'est pas parmi eux que l'on peut chercher les inspireurs, les maîtres en science politique de la Révolution.

Ces inspireurs, ces maîtres ce sont Montesquieu et Rousseau auquel on pourrait joindre son élève, Condorcet. Aussi est-ce d'eux seuls que nous parlerons.

Montesquieu : C'est un monde qui s'offre à nous, ou plutôt ce sont tous les mondes, et tous les mondes à toutes les époques de l'histoire. Lisez les titres des innombrables chapitres des 34 livres de l'Esprit des Lois, dans un éblouissement de caléidoscope vous verrez défiler Israël, l'Égypte, la Grèce, l'Inde, la Perse, la Turquie, la Chine, le Japon, et l'empire romain, et la monarchie française, et l'Amérique, et l'Angleterre, et Louis XIV et Henri IV. Vous pourrez y trouver et « l'origine du point d'honneur » et « la preuve par l'eau bouillante » et « une très humble remontrance aux inquisiteurs d'Espagne et de Portugal », sans compter « le malheureux sort de l'incas Athualpa. » — Il faut échapper à l'éblouissement, fixer le but, que nous nous sommes proposé, et de cet entassement de richesses et de documents dégager ce qui a servi aux hommes de la Révolution, les théories, les systèmes, les exemples qui les ont inspirés.

Mais qui donc dans la reconstitution politique de la Révolution s'est inspiré de Montesquieu ? Tout le monde, faut-il répondre avec le très perspicace commentateur de Montesquieu, M. Sorel (1). Oui tout le monde s'est réclamé de Montesquieu sous la Révolution, depuis les royalistes intransigeants qui vont émigrer plutôt que d'assister à la ruine des institutions anciennes, jusqu'aux terroristes, en passant par les « monarchiens », doctrinaires de la monarchie parlementaire, les girondins fédéralistes, et les Jacobins démocrates de la démocratie de 1792-1793. Et ce n'est pas ce qu'il y a de moins étonnant au premier abord en cet ouvrage si curieux d'ailleurs de l'Esprit des lois, que cette facilité avec laquelle tous les partis politiques y ont trouvé des armes.

Suivons donc ces partis divers dans leur pillage de l'Esprit des lois. En examinant les bilans successifs de leurs découvertes nous aurons l'analyse à peu près complète des théories politiques de Montesquieu en même temps que l'intelligence de son influence.

(1) Voir *Montesquieu*, par A. Sorel, collection Hachette, ch. ix, *Montesquieu et la Révolution*.

Et d'abord c'est la noblesse qui s'empare de Montesquieu. Les nobles trouvent dans son livre la théorie lumineuse et parfaite de la Monarchie suivant leur vœu, c'est-à-dire d'une monarchie dans laquelle le prince est bien le chef suprême, source du pouvoir, mais dans laquelle aussi ils ont un rôle à jouer et un rôle qui convient à leur tempérament.

Dans la monarchie suivant Montesquieu « un seul gouverne : » « le prince est la source de tout pouvoir politique et civil ». — Le principe monarchique est maintenu dans sa pureté.

Mais, le prince « gouverne par des lois fondamentales, par des lois fixes et établies ».

Et au-dessous du prince on trouve « des pouvoirs intermédiaires subordonnés et dépendants », puisque le prince est la source de tout pouvoir, mais dont la présence est nécessaire car ces « lois fondamentales supposent nécessairement des canaux moyens par où coule la puissance, car s'il n'y a dans l'État que la volonté momentanée et capricieuse d'un seul, rien ne peut être fixe et par conséquent aucune loi fondamentale ».

Ces pouvoirs subordonnés, canaux de la puissance, quels seront-ils ?

Tout d'abord la noblesse, mise ici au premier rang, dont l'existence même est liée à celle de la Monarchie, indispensable à la monarchie autant que la monarchie l'est à elle-même. « Elle entre, dit Montesquieu, en quelque sorte dans l'exercice de la monarchie dont la maxime fondamentale est : point de monarchie, point de noblesse, point de noblesse point de monarchie. »

Puis le clergé, moins flatté sans doute, mais pourtant élevé au rang d'une des puissances essentielles de l'État, car, dit Montesquieu, « autant que le pouvoir du clergé est dangereux dans une République, autant est-il convenable dans une Monarchie ».

La présence et la force de ces deux corps politiques sont nécessaires à l'équilibre de la Monarchie, car « abaissez dans une monarchie les prérogatives des seigneurs, du clergé, de la noblesse

et des villes, vous aurez bientôt un état populaire ou bien un état despotique. »

Mais leur présence ne suffit pas, il faut à la monarchie « un dépôt des lois fondamentales », à qui le confier, sinon aux corps judiciaires, aux parlements. Ici le président à mortier qu'est Montesquieu se révèle. « Ce dépôt ne peut être que dans les corps politiques qui annoncent les lois quand elles sont faites et les rappellent quand on les oublie ». « L'ignorance naturelle à la noblesse son inattention, son mépris pour le gouvernement civil, exige qu'il y ait un corps qui fasse sans cesse sortir les lois de la poussière où elles seraient ensevelies. »

Telle est l'esquisse vigoureuse et nette de la monarchie d'après Montesquieu, ch. iv, l. II, « Des lois dans leur rapport avec le gouvernement monarchique. »

Mais quelle est cette monarchie, où Montesquieu a-t-il pris son modèle ? — Nous ne reconnaissons pas là la monarchie du xvii^e et du xviii^e siècle, il faut remonter plus haut avant Louis XIV et Henri IV et de la monarchie absolue passer à l'ancienne monarchie tempérée. Montesquieu lui-même nous dit qu'il a copié le modèle de cette vieille monarchie d'un autre style. « C'est bien dans les anciennes lois françaises que l'on trouve l'esprit de la monarchie », l. VI, ch. x. La monarchie absolue n'a été que la corruption de l'antique idéal monarchique. « Les monarchies se corrompent lorsqu'on ôte peu à peu les prérogatives des corps ou les privilèges des villes », l. VIII, ch. vi.

La noblesse a dû tressaillir tout entière quand elle a lu cette description du régime monarchique. Plus encore que l'Eglise et les parlements qui par leur masse et leur cohésion ont résisté tant bien que mal à l'absolutisme royal, la noblesse a souffert sous les derniers rois. Ses anciennes prérogatives politiques ont été transformées en des privilèges lucratifs et honorifiques sans doute, mais sans valeur réelle. Montesquieu la ramène aux beaux jours de la féodalité sinon triomphante, du moins active et puissante

encore. C'est la revanche de l'humiliation et de l'abaissement subis, qu'il lui offre.

De plus il flatte ses passions. — L'âme du gouvernement monarchique, son principe, suivant son expression, c'est l'honneur, le sentiment de l'honneur. Et en effet « Le gouvernement monarchique suppose des prééminences, des rangs, et même une noblesse d'origine. La nature de l'honneur est de demander des préférences et des distinctions ; il est donc par la chose même placé dans ce gouvernement. » « L'ambition donne la vie à ce gouvernement », l. III, ch. VII, du principe de la Monarchie. Et il faut lire dans le livre V tout le chapitre II « de l'éducation, dans les monarchies » — qui est un code de l'honneur, d'après lequel « on ne juge pas les actions des hommes comme bonnes, mais comme belles, comme justes, mais comme grandes, comme raisonnables, mais comme extraordinaires », car « la noblesse, la franchise, la politesse, la grandeur, ce sont les vertus de l'état monarchique ».

Flattée dans ses goûts, restituée dans ses pouvoirs perdus, la noblesse devait acclamer l'Esprit des lois : et en effet sous le règne de Louis XVI, au début de la Révolution, c'est cette monarchie tempérée à laquelle nous la voyons s'attacher.

Mais d'autres partisans de la monarchie, désespérant de l'absolutisme qui meurt, après avoir fait preuve d'impuissance, peu confiants en une résurrection d'une monarchie tempérée par des principes de féodalité, suivant les anciennes lois de la France, trouvent dans l'Esprit des Lois un autre type de monarchie, la monarchie constitutionnelle, et s'y rallient. C'est le groupe des « monarchiens » : Necker, Mounier, Lally, Bergasse, Clermont-Tonnerre, Mallet-du-Pan, etc...

Cette monarchie constitutionnelle Montesquieu leur en trace le tableau, en s'inspirant de la Monarchie anglaise. — Il leur révèle l'existence dans tout gouvernement de trois puissances : « la puissance législative, la puissance exécutrice des choses qui dépen-

dent du droit des gens et la puissance exécutrice des choses qui dépendent du droit civil ».

Ces pouvoirs sont confondus ailleurs, en Angleterre ils sont séparés et c'est ce qui assure le règne de la liberté.

Et voici tout d'abord le pouvoir législatif, il est entre les mains de représentants parce que le peuple ne peut pas l'exercer lui-même.

« Comme dans un état libre tout homme qui est censé avoir une âme libre doit être gouverné par lui-même, il faudrait que le peuple en corps eût la puissance législative, mais comme cela est impossible dans les grands Etats, et est sujet à beaucoup d'inconvénients dans les petits, il faut que le peuple fasse, par ses représentants, tout ce qu'il ne peut pas faire par lui-même. »

D'ailleurs c'est la nation tout entière qui sera représentée : « tous les citoyens dans les divers districts doivent avoir droit de donner leur voix pour choisir le représentant, excepté ceux qui sont dans un tel état de bassesse qu'ils sont réputés n'avoir pas de volonté propre. »

Mais ces représentants du peuple n'exercent pas seuls la puissance législative.

« Il y a toujours dans un état des gens distingués par la naissance, les richesses ou les honneurs, mais s'ils étaient confondus parmi le peuple et s'ils n'avaient qu'une voix comme les autres, la liberté commune serait leur esclavage et ils n'auraient aucun intérêt à la défendre parce que la plupart des résolutions seraient prises contre eux. La part qu'ils ont à la législation doit donc être proportionnée aux autres avantages qu'ils ont dans l'état ; ce qui arrivera s'ils forment un corps qui ait le droit d'arrêter les entreprises du peuple, comme le peuple a le droit d'arrêter les leurs. »

Ainsi la puissance législative sera confiée et au corps des nobles et au corps qui sera choisi pour représenter le peuple, qui auront chacun leur assemblée et leurs délibérations à part et des vues et des intérêts séparés.

La noblesse introduite ainsi dans le corps législatif servira aussi à assurer les rapports du roi et du pouvoir législatif, ce sera « une puissance réglante ».

A côté du pouvoir législatif, la puissance exécutive : « Elle doit être entre les mains d'un monarque parce que cette partie du gouvernement qui a presque toujours besoin d'une action momentanée, est mieux administrée par un que par plusieurs. »

Entre ces deux pouvoirs, placés à la tête de l'Etat, des relations sont nécessaires. Le grand principe qui les règle c'est la séparation, dans la mesure au moins indispensable pour empêcher que l'une ne se rende maîtresse de l'autre.

Par suite, l'exécutif ne participe pas à l'exercice de la puissance législative : « la puissance exécutrice... ne saurait entrer dans le débat des affaires. Il n'est pas même nécessaire qu'elle propose parce que pouvant toujours désapprouver les résolutions, elle peut rejeter les décisions des propositions qu'elle aurait voulu qu'on n'eût pas faites. »

Mais la puissance exécutrice doit pouvoir arrêter la puissance législative, « car comme le pouvoir législatif pourra se donner tout le pouvoir qu'il peut imaginer, il anéantira toutes les autres puissances. »

Le pouvoir législatif de même est tenu à l'écart de la puissance exécutive, « si la puissance législative prend part à l'exécution, la puissance exécutrice sera perdue. » Il n'a qu'un droit de contrôle pour « examiner de quelle manière les lois qu'il a faites ont été exécutées », et encore ne peut-il s'en prendre qu'au ministre, le roi étant inviolable.

Enfin, distinct des deux autres, Montesquieu présente le pouvoir judiciaire avec ses institutions si favorables à la liberté du citoyen : le jury et l'habeas corpus.

A l'apparition de l'Esprit des lois, ce chapitre sur l'Angleterre, liv. XI, ch. vi) fut pour l'immense majorité des Français une révélation ; mais par sa subtilité, la constitution anglaise parut

au plus grand nombre une chimère, toutes ces forces équilibrées, tous ces pouvoirs combinés dans leurs mouvements et se faisant contre-poids, déconcertèrent l'esprit simpliste de gens qui n'avaient vu fonctionner que le mécanisme politique, évidemment fort simple, de l'absolutisme royal. Et Rousseau a traduit le sentiment de beaucoup de ses contemporains en disant : « les charlatans du Japon dépècent, dit-on, un enfant, aux yeux des spectateurs, puis jetant en l'air tous ses membres l'un après l'autre, ils font retomber l'enfant vivant et tout rassemblé, tels sont à peu près les tours de gobelet de nos politiques : après avoir démembré le corps social, par un prestige digne de la foire, ils rassemblent les pièces on ne sait comment. »

Mais les esprits perspicaces sont frappés de l'ingéniosité du système; ils y trouvent le moyen de concilier le principe monarchique traditionnel avec la participation du peuple aux affaires publiques, ils sentent que le temps de l'absolutisme est passé, que la rénovation de la société ne peut se faire que par l'affranchissement des individus, que la liberté politique doit être la force rénovatrice de l'avenir. Or la liberté, Montesquieu la montre liée à cette constitution fondée sur la séparation des pouvoirs. « La liberté politique ne se trouve que dans les gouvernements modérés. Elle n'y est que lorsqu'on n'abuse pas du pouvoir, mais c'est une expérience éternelle, que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser, il va jusqu'à ce qu'il trouve des limites. » « Pour que l'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. » « Il y a, dit encore Montesquieu, une nation dans le monde, qui a pour objet direct de sa constitution, la liberté politique. »

Et c'est par là, par cet appât de la liberté politique, que Montesquieu exaltant la monarchie constitutionnelle lui gagne dans les rangs de la noblesse clairvoyante et du tiers état intelligent les adeptes les plus honorables.

D'autres devaient trouver dans l'Esprit des lois encore une autre théorie politique qui leur convint, c'étaient les révolutionnaires démocrates, qui ne se contentaient pas d'une transformation, si profonde qu'elle fût, de la monarchie, mais qui voulaient substituer au règne du roi, celui du peuple.

Et il y a bien en effet dans Montesquieu, un tableau de la démocratie, dans sa forme la plus absolue. Dans cette démocratie la souveraineté du peuple est la base du gouvernement. « Le peuple a la souveraine puissance. » « Le peuple dans la démocratie est à certains égards le monarque, à certains autres il est le sujet. »

De ce principe découlent les conséquences les plus radicales. « Tout d'abord, le peuple, qui a la souveraine puissance, doit faire par lui-même tout ce qu'il peut bien faire. » Ce qu'il ne peut pas faire il faut bien que des agents le fassent pour lui. Mais ils ne doivent être que ses ministres ; et comme « ces ministres ne sont pas à lui, qu'il ne les nomme, c'est une maxime fondamentale de ce gouvernement que le peuple nomme ses ministres, c'est-à-dire ses magistrats. » — Qu'on ne s'effraie pas d'ailleurs, « le peuple est admirable pour choisir ceux à qui il doit confier quelques parties de son autorité. »

En particulier le peuple doit faire les lois. « C'est une loi fondamentale de la démocratie que le peuple seul fasse les lois. »

Pourtant il peut être bon qu'une assemblée supplée souvent le peuple, mais alors les actes législatifs qui émanent de cette assemblée ne doivent acquérir leur pleine valeur que par l'adhésion du peuple. « La constitution de Rome et celle d'Athènes étaient très sages, les arrêts du Sénat avaient force de loi pendant un an, ils ne devenaient perpétuels que par la volonté du peuple. » Que le peuple, d'ailleurs, ne s'effarouche pas de l'intervention de ce corps législatif, s'il a besoin de conseil les rois en ont besoin également. « Le peuple a besoin comme les monarques, et même plus qu'eux, d'être conduit par un conseil ou sénat. » Les conseillers seront

d'ailleurs choisis par lui ou par ses mandataires. D'aucune façon il n'y a abdication de puissance. Pour comprendre cette démocratie décrite par Montesquieu il faut lire tout le chap. II, l. II, Du gouvernement républicain et des lois relatives à la démocratie.

Mais ce gouvernement du peuple dans les démocraties est subordonné à une condition fondamentale : il faut que dans la démocratie règne la vertu.

« Il ne faut pas beaucoup de probité pour qu'un gouvernement monarchique ou un gouvernement despotique se maintiennent. La force des lois dans l'un, le bras du prince, toujours levé dans l'autre, règlent ou contiennent tout. » « Mais dans les États populaires il faut un ressort de plus qui est la vertu. »

« Car il est clair que dans une monarchie où celui qui fait exécuter les lois se juge au-dessus des lois, on a besoin de moins de vertu que dans un gouvernement populaire où celui qui fait exécuter les lois sent qu'il y est soumis lui-même et qu'il en portera le poids. L. III, ch. III, Du principe de la démocratie.

Cette vertu des démocraties quelle est-elle donc ? — « On peut définir cette vertu : l'amour des lois et de la patrie. Cet amour demandant une préférence continuelle de l'intérêt public au sien propre donne toutes les vertus particulières. » L. IV, ch. V, De l'éducation dans le gouvernement républicain.

Mais Montesquieu entre dans une analyse plus profonde de cette vertu. « L'amour de la République dans une démocratie c'est celui de la démocratie, c'est celui de l'égalité. » « L'amour de la démocratie est encore l'amour de la frugalité ». L. V, ch. III.

Cette vertu est nécessaire, il faut donc en assurer le règne, et pour cela Montesquieu arme l'état des droits les plus forts.

On aura recours à l'éducation. « C'est dans le gouvernement républicain que l'on a besoin de toute la puissance de l'éducation. » Il faut inculquer en effet la vertu démocratique, et il reconnaît que si la vertu politique est un renoncement à soi-même, qui est toujours une chose pénible, « c'est à l'inspirer que l'édu-

cation doit être attentive ». L. IV, ch. v. — Aussi l'éducation, pour inculquer la vertu dans les âmes, ne doit reculer devant rien. « Les Grecs l'ont bien compris, ils ont livré, le citoyen, l'enfant à l'Etat, qui, par les procédés les plus violents, les plus étranges souvent, a librement façonné son âme ». L. IV, ch. vi.

Mais il ne suffit pas d'inculquer au citoyen le principe de la vertu, il faut l'empêcher de transgresser ses lois.

L'égalité est nécessaire à la démocratie. — On fera donc un partage des biens suivant l'exemple de « Lycurgue et de Romulus ». Pour maintenir l'égalité établie, « on règlera les dots des femmes, les donations, les successions, les testaments, enfin toutes les manières de contracter. » L. V, ch. v. Dans le partage on prendra ses précautions pour que l'égalité soit assurée pour l'avenir. « Pour que les richesses restent également partagées il faut que la loi ne donne à chacun que le nécessaire physique. Si l'on donne au delà les uns dépenseront, les autres acquerront et l'inégalité s'établira. » L. VII, ch. i.

Enfin comme malgré tout l'inégalité pourrait s'introduire « on établira un cens qui réduise ou fixe les différences à un certain point; après quoi c'est à des lois particulières à égaliser pour ainsi dire les inégalités par les charges qu'elles imposent aux riches et les soulagements qu'elles accordent aux pauvres. » L. V, ch. v.

La frugalité est aussi nécessaire à la démocratie que l'égalité; Montesquieu écrit le ch. vi du l. V pour exposer « comment les lois doivent entretenir la frugalité dans la démocratie » et nous avons vu que dans le partage des richesses on ne devait donner à chacun que « le nécessaire physique. »

Le peuple souverain, faisant par lui-même directement tout ce qu'il est susceptible de faire, nommant ses magistrats, faisant les lois, ou ratifiant celles qu'un Sénat a préparées, la vertu, c'est-à-dire l'amour de la patrie, l'égalité absolue, la frugalité même, imposées par des lois toutes-puissantes aussi bien sur les personnes

que sur les biens, telle est cette démocratie, dont nous n'avons tracé que la silhouette, dont Montesquieu dessine le portrait complet. C'est une démocratie radicale, absolue, directe.

Elle est bien faite pour séduire les esprits révolutionnaires de la fin du xvii^e siècle. C'est le bouleversement complet de l'ancien ordre de choses. La souveraineté du peuple, c'est le triomphe politique du peuple, l'affranchissement de l'absolutisme royal. — L'égalité politique et sociale c'est la revanche des roturiers sur les privilégiés. La frugalité c'est la vengeance des pauvres vis-à-vis des riches. — L'omnipotence de l'état démocratique c'est l'arme par laquelle les opprimés deviendront oppresseurs. L'esprit de révolution qu'on a soufflé dans l'âme du peuple trouve là de quoi se satisfaire.

De plus en ce siècle de corruption, où la royauté et la noblesse donnent au peuple de si lamentables exemples de dépravation, Montesquieu présente cette démocratie comme le gouvernement de la vertu.

Tout un chapitre, l. III, ch. iii, est consacré à démontrer que la vertu est le principe de la démocratie. « Les politiques grecs, qui vivaient dans le gouvernement populaire, ne connaissaient d'autre force qui pût le soutenir que celle de la vertu ». Et plus loin Montesquieu dira, par antithèse, « je dis que dans la monarchie il est très difficile que le peuple soit vertueux ». L. III, ch. v, ou encore : « Les lois y tiennent la place de toutes ces vertus dont on n'a aucun besoin, l'état vous en dispense. » Par là, en faisant de la vertu, comme la condition même de son existence, et comme son apanage, Montesquieu exalte la démocratie. — Qu'on se souvienne de ces discours enflammés des jacobins ; flétrissant sans cesse les vices de leurs adversaires, se présentant comme les champions de la vertu et l'on comprendra combien les doctrines de Montesquieu sur la démocratie s'adaptaient au caractère, aux passions mêmes des apôtres de la démocratie.

Enfin Montesquieu a pu donner des armes aux terroristes.

M. Sorel (1) remarque que « toute la révolution terroriste est dans une phrase de Robespierre ». « Si le ressort du gouvernement populaire dans la paix est la vertu, le ressort du gouvernement populaire en révolution est à la fois la vertu et la terreur : la vertu sans laquelle la terreur est funeste, la terreur sans laquelle la vertu est impuissante ». Or cette phrase semble détachée de ces chapitres dans lesquels Montesquieu proclame la vertu de la démocratie, et copiée sur ces passages dans lesquels Montesquieu parle « de ces magistratures terribles qui ramènent l'état à la liberté », de l'exil « des citoyens suspects, qui ne perdent leur liberté pour un temps que pour la conserver pour toujours ». N'est-ce pas encore Montesquieu qui a formulé cet axiôme, justification de toutes les dictatures : « Il y a des cas où il faut mettre pour un moment un voile sur la liberté comme on cache les statues des Dieux. »

Monarchie tempérée, Monarchie constitutionnelle, Démocratie, Terrorisme trouvent donc dans le livre de Montesquieu un système complet dont ils peuvent s'emparer et même une sorte d'apologie ; — il semble être non seulement le théoricien, mais encore l'apôtre de tous ces divers gouvernements.

Est-ce à dire que Montesquieu n'avait pas son gouvernement de prédilection ? Si, il semble bien qu'il incline pour la monarchie tempérée.

Très certainement d'abord il n'imaginait pas que la démocratie pût être introduite en France. S'il en parle c'est toujours en se référant aux anciennes Républiques, Rome, Sparte, Athènes, Crète. Quand il a démontré la nécessité d'inculquer au peuple la vertu par l'éducation et qu'il a rapporté les institutions éducatrices des grecs, il écrit un chapitre spécial, l. IV, ch. VIII, pour dire « en quels cas ces institutions singulières peuvent être bonnes ». Elles ne peuvent avoir lieu que dans un petit état où l'on

(1) *Montesquieu*, p. 155.

peut donner une éducation générale et élever tout un peuple comme une famille. — Ailleurs très formellement dans un chapitre intitulé « Propriétés distinctives de la République », l. VIII, ch. xvi, il écrit : « Il est de la nature d'une République qu'elle n'ait qu'un petit territoire ; sans cela elle ne peut guère subsister. Dans une grande république il y a de grandes fortunes et par suite peu de modération dans les esprits ; il y a de trop grands dépôts à mettre dans la main d'un citoyen ; les intérêts se particularisent, un homme sent d'abord qu'il peut être heureux, grand, glorieux sans sa patrie et ensuite qu'il peut être seul grand sur les ruines de sa patrie »... — La Démocratie est inconciliable non seulement avec l'étendue du pays, elle l'est encore avec les idées du jour. « Les politiques grecs qui vivaient dans le gouvernement populaire ne connaissaient d'autre force qui pût le soutenir que la vertu. Ceux d'aujourd'hui ne nous parlent que de manufactures, de finances, de richesses, de luxe même. » L. III, ch. III.

Restaient donc pour lui la monarchie tempérée et la monarchie constitutionnelle, des deux laquelle préférerait-il ? Sans doute la première. Nous avons rapporté son mot : « je suis un bon citoyen parce que j'aime le gouvernement où je suis né. » Puis c'est un de ses principes que les peuples ne peuvent guère s'emprunter leurs lois ». « Elles doivent être tellement propres au peuple pour lequel elles sont faites que c'est un très grand hasard si celles d'une nation peuvent convenir à une autre. » L. I, ch. III. — Dans un chapitre sur « les monarchies que nous connaissons » il les rapproche de la monarchie anglaise. Elles n'ont pas, dit-il, la liberté pour leur objet direct ; elles ne tendent qu'à la gloire des citoyens, de l'Etat et du prince. Mais de cette gloire il résulte un esprit de liberté qui dans ces états peut faire d'aussi grandes choses et peut contribuer autant au bonheur que la liberté même. L. XI, ch. VII. De sorte qu'il ne met pas la monarchie française au-dessous de la monarchie anglaise.

Mais si Montesquieu a ses préférences, il est vrai de dire

qu'elles sont singulièrement discrètes. Toutes les fois qu'il décrit un régime politique il le fait avec une complaisance absolue. Pour peindre la démocratie, il s'est donné une âme de Romain ou d'Athénien, il s'est fait démocrate; pour peindre la monarchie constitutionnelle il s'est fait Anglais et a parlé de la constitution anglaise avec amour. De sorte que par une sorte de dilettantisme intellectuel, il a exalté tour à tour tous les gouvernements sans prévoir qu'il donnerait ainsi des armes aux adversaires même de celui qu'il préférerait.

Le rival de Montesquieu comme théoricien et éducateur politique c'est Rousseau. — On sait qu'il dut sa réputation première à un discours académique sur les lettres et les arts couronné par l'Académie de Dijon en 1750 et qui fut son premier ouvrage politique. En 1754 il en composa un second sur « l'origine et les fondements des inégalités, » autre sujet proposé par l'Académie de Dijon. Plus tard il rédigea son fameux Contrat social, 1762, puis pour l'Encyclopédie un discours sur l'économie politique, en 1765, un projet de constitution pour la Corse, le seul pays susceptible de recevoir une législation, d'après un passage du Contrat social; des Considérations sur le gouvernement de Pologne, en 1772, à quoi il faut ajouter certains passages des Lettres de la Montagne, pour avoir la liste à peu près complète des écrits politiques de Rousseau.

En passant on peut noter la postériorité de ces écrits par rapport à l'Esprit des lois et l'influence de Montesquieu sur Rousseau, visible malgré les antipathies de nature et en dehors même des citations et des éloges formels.

Rousseau est donc un écrivain politique à proprement parler, il a composé un ensemble d'œuvres politiques. Mais ces œuvres diverses forment un tout, se relient entre elles, il a un système parfait, et surtout un système unique. Et là est une première différence entre Rousseau et Montesquieu, Montesquieu expose des

systèmes divers et fournit des armes à tous les partis. Rousseau expose un système, il est l'homme d'un parti.

L'influence de Rousseau n'en fut pourtant pas moins grande que celle de Montesquieu, il eut peut-être moins d'adeptes mais il eut des fanatiques. Un de ses historiens commentateurs résume l'influence du Contrat social en particulier : « Ce fut en France que le Contrat social exerça l'influence la plus considérable ; Camille Desmoulins dit qu'il est dans toutes les mains : Marat le commente sur les promenades, les clercs de la basoche, les avocats, les publicistes le citent sans cesse ; les professeurs de droit le donnent en guise de manuel à leurs élèves. Ceux qu'ennuie sa géométrie répètent la maxime hardie du début : « L'homme est né libre et partout il est dans les fers » : « Le Contrat social, rapporte Mallet du Pan, a été le Coran des révolutionnaires. » « Il fut, dit Mercier, le levier dont on se servit pour soulever et renverser le colosse du despotisme (1). » Et l'on voit par là que l'influence de Rousseau a été inspiratrice d'action plus encore que de doctrine.

Mais sur qui s'exerça cette action de Rousseau ? « Il est l'oracle de la Constituante », nous dit-on, il est un homme de 1789 et non de 1793. « Il conseille de ne pas ébranler trop brusquement la machine, de ne toucher aux choses qu'avec une extrême circonspection, de corriger simplement les abus. » Quand il écrit : « Il n'y a plus de volonté générale quand une des associations partielles est si grande quelle l'emporte sur toutes les autres », on y voit la condamnation des jacobins. Quand il oppose la bourgeoisie éclairée à « la populace abrutie, stupide, abjecte, ameutée par des brouillons, faite pour se vendre, qui aime mieux du pain que la liberté », quand il déclare que sacrifier un innocent à la multitude est une des plus exécrables maximes de la tyrannie on prétend qu'il condamne la terreur (2).

(1) Arthur Chuquet, *les Grands Écrivains français, J.-J. Rousseau*, p. 147-148.

(2) Arthur Chuquet, *ibid.* loc., p. 148-149.

Je ne saurais adhérer à cette idée. J'aime mieux dire , avec un autre auteur, que Rousseau a gouverné avec Robespierre (1). Non pas peut-être qu'il eût approuvé les violences de Robespierre, et encore, mais le déisme de Robespierre, sa religion civile, laïque, mais son règne de la vertu, mais la constitution de 1793 sont des inspirations immédiates de Rousseau. Au surplus on tranchera facilement, me semble-t-il, la question en analysant ses doctrines politiques dont voici le résumé.

Elles reposent sur une idée maîtresse qui est l'exaltation du moi, le triomphe, l'indépendance, la liberté primordiale qui doit persister à tout prix, de l'individu.

« L'individu n'appartient, n'est lié à aucune association naturelle, pas même à la famille. Les enfants ne restent liés au père qu'aussi longtemps qu'ils ont besoin de lui pour se conserver. Sitôt que ce besoin cesse, le lien naturel se dissout. Les enfants exempts de l'obéissance qu'ils devaient au père, le père exempt des soins qu'il devait aux enfants rentrent tous dans l'indépendance. S'ils continuent de rester unis ce n'est plus naturellement, c'est volontairement ; et la famille elle-même ne se maintient que par la convention. Cette liberté commune est une conséquence de la nature de l'homme. Sa première loi est de veiller à sa propre conservation, ses premiers soins sont ceux qu'il se doit à lui-même et sitôt qu'il est en âge de raison, lui seul étant juge des moyens propres à la conserver devient par là son propre maître (2). »

Ainsi le lien familial, le seul que crée la nature, se rompt dès que l'enfant est capable de se suffire et la « liberté commune est une conséquence de la nature humaine ».

Les conséquences du principe sur l'organisation sociale sont aussi nombreuses que considérables.

L'individu étant libre par nature, indépendant, isolé, s'il y a une

(1) Lauson, *Histoire de la littérature française*, p. 781.

(2) *Contrat social*, l. I, ch. II, voir tout le début du chapitre.

association entre les hommes, un ordre social, il ne peut découler que de sa volonté et c'est ainsi. « L'ordre social est un droit sacré qui sert de base à tous les ordres. Cependant ce droit ne vient pas de la nature, il est fondé sur des conventions (1). » La liberté de l'individu antérieure à l'association doit lui survivre. Le but de l'association politique est bien la protection de l'individu par la force commune mais à condition « que chacun n'obéisse qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant » (2).

Toute la législation ne doit avoir pour objet que la sauvegarde de l'individu. « Si l'on recherche en quoi consiste précisément le plus grand bien de tous, qui doit être la fin de tout système de législation, on trouvera qu'il se réduit à ces deux objets principaux : la liberté, l'égalité. » L'égalité, pourquoi ? « parce que la liberté ne peut exister sans elle » (3).

Et l'individu, pour échapper au péril de l'association, doit être placé au-dessus des organes de cette association, aussi faut-il flétrir comme il convient Grotius « qui nie que tout pouvoir humain soit établi en faveur de ceux qui sont gouvernés » (4).

Il faut pourtant que l'individu entre dans une association. Pourquoi ? ce n'est pas que sa nature l'y pousse, c'est que les conditions extérieures de la vie l'y contraignent. « Les obstacles qui nuisent à la conservation des hommes dans l'Etat de nature l'emportent, à un moment, par leur résistance sur les forces que chaque individu peut employer pour se maintenir dans cet état (5). » Alors l'état primitif d'isolement ne peut subsister, il faut s'unir.

D'où il résulte que l'association est antinaturelle pour l'homme et l'organisation sociale n'aura pour but que de défendre l'individu contre l'association.

(1) *Contrat social*, l. I, ch. I, in fine.

(2) *Contrat social*, l. I, ch. VI.

(3) *Contrat social*, l. II, ch. XI.

(4) *Contrat social*, l. I, ch. II.

(5) *Contrat social*, l. I, ch. VI, Du pacte social.

Le danger c'est la perte de la liberté pour lui, le problème de la construction sociale consiste à l'éviter : en voici la formule : « Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et par laquelle chacun, s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même, et reste aussi libre qu'auparavant. (1) »

La solution paraît difficile à imaginer et pourtant elle se réduit en une formule bien simple « qui est la formule du Contrat social » : « Chacun de nous met en commun sa personne et toute sa puissance sous la suprême direction de la volonté générale ; et nous recevons encore chaque membre comme partie indivisible du tout (2) ; » ou encore « aliénation totale de chaque associé avec tous ses droits à toute la communauté » (3).

Mais n'est-ce pas là la perte, l'engloutissement de l'individu dans l'association ?

Non l'individu reste intact justement parce qu'il se donne tout entier. Cela semble paradoxal, il en est pourtant ainsi.

« Chacun se donnant tout entier, la condition est égale pour tous, et la condition étant égale pour tous, nul n'a intérêt à la rendre onéreuse aux autres (4). »

Il faut que l'abandon soit total pour que les individus n'ayant plus rien à réclamer, il n'y ait pas dissentiment, lutte dans l'association alors seulement l'association n'est pas tyrannique.

Puis « chacun se donnant à tous ne se donne à personne » (5).

Enfin « comme il n'y a pas un associé sur lequel on n'acquière le même droit qu'on lui cède sur soi, on gagne l'équivalent de tout ce qu'on perd » (6).

Et ainsi l'individu peut se donner tout entier et se conserver intact.

A qui se donne-t-il ? A « un corps moral et collectif produit de

(1-2-3-4-5-6) *Contrat social*, l. I, ch. vi, Du pacte social.

l'association et composé d'autant de membres que l'assemblée, qui a conclu le Contrat social, a de voix : Ce corps c'est « l'Etat quand il est passif, le souverain quand il est actif » (1).

L'aliénation de l'individu est le premier article du pacte social, l'érection de l'assemblée ou de la volonté générale des citoyens comme souverain en est le second.

Ce souverain, Rousseau nous expose quelle est sa nature. Et d'abord il ne peut pas limiter sa puissance. Comme un particulier ne peut pas contracter avec lui-même, « il est contre la nature du corps politique que le souverain s'impose une loi qu'il ne puisse enfreindre ». « Il ne peut y avoir aucune loi fondamentale obligatoire pour le corps du peuple, pas même le contrat social » (2). Et voilà l'absolutisme de l'Etat proclamé dans la formule la plus absolue, il ne peut même pas se lier lui-même.

D'autre part ce souverain ne peut pas se soumettre à un autre souverain, s'obliger ou s'aliéner. « Le corps politique ou le souverain ne tirant son être que de la sainteté du Contrat ne peut jamais s'obliger même envers autrui à rien qui déroge à cet acte primitif comme d'aliéner quelque portion de lui-même ou de se soumettre à un autre souverain (3). » En effet ce n'est qu'au corps politique issu du contrat social que les individus se sont abandonnés.

De même le souverain ne peut pas avoir de représentants. « La souveraineté n'est que l'exercice de la volonté générale.... le pouvoir peut bien se transmettre mais non la volonté (4). » Cela va de soi et d'ailleurs, ajoute Rousseau, il ne peut pas y avoir représentation de la volonté générale, parce que « la volonté générale tend à l'égalité et la volonté particulière (qui la représenterait)

(1-2-3) *Contrat social*, l. I, ch. vii, Du souverain.

(4) *Contrat social*, l. II, ch. ii, Que la volonté est inaliénable, l. III, ch. xv, Des députés et des représentants.

tend aux préférences » ; entre les deux il ne peut pas y avoir accord durable.

D'où il suit que le souverain doit agir par lui-même et comme le souverain c'est en définitive le peuple, « le souverain ne saurait agir que quand le peuple est assemblé. Le peuple assemblé, dira-t-on, quelle chimère ! C'est une chimère aujourd'hui mais ce n'en était pas une il y a deux mille ans. Les hommes ont-ils changé de nature » (1) ?

Et Rousseau nous montre les assemblées populaires se tenant dans une Rome comptant 400.000 citoyens susceptibles de porter les armes. « Il ne se passait pas de semaines que le peuple romain ne fût assemblé et même plusieurs fois. »

Il faut donc qu'il y ait des assemblées fixes, périodiques, et même fréquentes. — Mais enfin comment cela se fera-t-il dans un pays où la population est répartie sur un vaste territoire ? « Il faut, dit Rousseau, faire siéger le gouvernement alternativement dans chaque ville et y rassembler aussi tour à tour les états du pays (2). »

Telle est la manière dont se maintiendra l'autorité souveraine.

Mais ce souverain, ce peuple assemblé, agissant par lui-même que doit-il faire ?

Il doit s'occuper des conventions générales, c'est-à-dire des lois ; des mesures qui sont applicables à tout le monde et non de l'application de la loi aux choses ou aux personnes particulières. — Pourquoi c'est qu'alors seulement il n'y aura pas oppression, tous devant supporter l'acte général, la volonté générale, c'est-à-dire la volonté de tous ne sera pas oppressive. « Le pouvoir souverain ne peut passer les bornes des conventions générales (3). »

En définitive le souverain se trouve armé de la puissance législative.

(1-2) *Contrat social*, l. III, ch. XII, XIII. Comment se maintient l'autorité souveraine.

(3) *Contrat social*, l. II, ch. IV.

C'est sans danger parce que la volonté générale ne peut errer. « La volonté générale est toujours droite et tend toujours à l'utilité publique (1). » Comment cela, prétend-on que, le peuple une fois assemblé, chacun par là même et immédiatement est doué d'infaillibilité ? Non sans doute, chacun ne « regarde qu'à l'intérêt privé », d'où son erreur. Mais la volonté générale se forme par la fusion des volontés particulières, « ôtez de ces volontés les plus et les moins qui s'entre-détruisent, reste pour somme des différences la volonté générale » (2). Evidemment, tout ce qui est inspiré par des intérêts particuliers s'évanouit, il ne reste que l'expression de la volonté générale, qui est la vérité.

Voilà le peuple exerçant la puissance législative, mais il faut pourtant un législateur. C'est que si « de lui-même le peuple veut toujours le bien ; de lui-même il ne le voit pas toujours. La volonté générale est toujours droite, mais la volonté qui la guide n'est pas toujours éclairée » (3). « Voilà d'où naît la nécessité d'un législateur. » Qui sera-t-il et quel sera son rôle et sa condition ? Ce n'est qu'un inspireur ; il ne fait que guider le peuple vers les lois nécessaires et bonnes, il rédigera des projets qui n'auront de force que par l'adhésion du peuple qui ne peut « se dépouiller de son droit incommunicable » de puissance législative. — Ainsi le législateur n'a pas un pouvoir propre de décision mais il n'en a pas moins un grand rôle, car la législation doit faire de l'homme sauvage isolé, l'homme sociable, l'homme civil, il s'agit de « changer la nature humaine », aussi n'est-on pas étonné d'entendre dire à Rousseau : « Il faudrait des Dieux pour donner des lois aux hommes (4). »

Guidé par le législateur le peuple souverain, organe de la volonté générale, fait les lois. — Il ne reste plus qu'à mettre ces lois à exé-

(1-2) *Contrat social*, l. II, ch. III.

(3) *Contrat social*, l. II, ch. VI.

(4) *Contrat social*, l. II, ch. VII.

cution. Il faut pour cela, à côté de la puissance législative, une « puissance exécutive. » Or le peuple ne peut pas l'exercer ; il s'agit ici « d'actes particuliers, » et le peuple ne doit s'occuper que de conventions générales, pour qu'il reste impartial, il faut que, laissant de côté les intérêts privés, il établisse seulement les règles générales applicables à tous.

Il y aura donc un gouvernement, « un corps intermédiaire établi entre les sujets et le souverain pour leur mutuelle correspondance, chargé de l'exécution des lois et du maintien de la liberté » (1).

Les formes de gouvernement varient à l'infini, mais il est trois types principaux, la démocratie quand le gouvernement, pris dans ce sens technique, est confié sinon à tous les citoyens, du moins au plus grand nombre, l'aristocratie, quand il est entre les mains d'une minorité, la monarchie s'il est concentré sur un seul homme.

Parmi ces formes gouvernementales y en a-t-il une meilleure que les autres ? Non « chacune d'elles est la meilleure en certains cas et la pire dans d'autres (2). »

La démocratie est impossible. « S'il y avait un peuple de dieux il se gouvernerait démocratiquement. Mais un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes (3). »

C'est qu'il faudrait en effet que tous les citoyens s'occupant des intérêts particuliers restassent intègres, il faudrait de plus que l'assemblée populaire, pour faire les actes innombrables du gouvernement, se tint en permanence sur la place publique.

La monarchie est mauvaise, elle fortifie le pouvoir en le concentrant, mais « son but n'est pas celui de la félicité publique », « les rois veulent être absolus » (4).

(1) *Contrat social*, l. III, ch. I.

(2) *Contrat social*, l. III, ch. III.

(3) *Contrat social*, l. III, ch. IV.

(4) *Contrat social*, l. III, ch. VI.

L'aristocratie qui peut être naturelle, élective ou héréditaire, est peut-être, sous son second aspect électif, le meilleur gouvernement. L'élection des gouvernants est un moyen par lequel la probité, les lumières, l'expérience, et toutes les autres raisons de préférence et d'estime publique sont autant de nouveaux garants qu'on sera bien gouverné (1).

Mais ce qu'il faut surtout et toujours établir et maintenir c'est que les chefs sont « les officiers » du peuple, « qu'il peut les destituer quand il lui plaît » et cela même si on a institué une monarchie héréditaire, « ce n'est qu'une forme provisionnelle » (2). Chaque fois que le peuple s'assemble ces deux questions lui sont comme posées. « S'il plaît au souverain de conserver la présente forme de gouvernement. » « S'il plaît au peuple d'en laisser l'administration à ceux qui en sont actuellement chargés (3). » « Il faut qu'on soit toujours prêt à sacrifier le gouvernement au peuple et non le peuple au gouvernement (4). »

Résumons : La liberté de l'individu fondement du pacte social et parce que c'est la volonté des individus qui l'a constitué, et parce que ce pacte social a pour condition essentielle de laisser intacte l'indépendance de l'individu ;

Le pacte social résumé en une seule clause, l'aliénation totale de l'individu, biens, droits, vie, croyance, au profit du souverain, c'est-à-dire de l'assemblée de tous les citoyens ;

Le souverain, le peuple maître absolu, ne pouvant limiter son absolutisme, ne pouvant abdiquer, ne pouvant se faire représenter, exerçant la puissance législative en corps politique, dans les assemblées générales, avec seulement l'inspiration d'un législateur qui ne fait que lui proposer les lois ;

Au-dessous du peuple pour exécuter les lois, un gouvernement

(1) *Contrat social*, l. III, ch. v.

(2-3) *Contrat social*, l. III, ch. XVIII.

(4) *Contrat social*, l. II, ch. I.

formé autant que possible de magistrats élus par le peuple et demeurant à sa merci sans restriction.

Telles sont les idées émergeantes de Rousseau en politique. Nous pouvons les résumer encore en ces termes :

Absolutisme de l'État ; Législation par le peuple ; Gouvernement subordonné au peuple, sans indépendance et sans force propre ; tout cela devant aboutir à la franchise absolue de l'individu, à moins que ce ne soit à son écrasement.

On peut voir combien ces idées ont inspiré les législateurs de nos assemblées révolutionnaires. Mais il faut noter que Rousseau n'a pas seulement donné à ses contemporains des idées politiques, il leur a prêché la Révolution même. A travers tout le Contrat social circule un souffle révolutionnaire.

La fameuse formule « L'homme est né libre et partout il est dans les fers » est une protestation violente contre l'ordre établi ; c'est un cri de guerre. Les critiques contre la Monarchie héréditaire sont rédigées en style de pamphlet, « on a mieux aimé risquer d'avoir pour chefs des enfants, des monstres, des imbéciles que d'avoir à disputer sur le choix des bons rois » (1). La religion, la seconde force sociale à côté de la Monarchie, est attaquée dans des termes aussi violents. « Le christianisme ne prêche que servitude et dépendance. Son esprit est trop favorable à la tyrannie pour qu'elle n'en profite pas toujours. Les vrais chrétiens sont faits pour être esclaves (2). »

Des excitations directes à la révolte se joignent à ces attaques contre l'ordre établi. « Tant qu'un peuple est contraint d'obéir et qu'il obéit il fait bien ; sitôt qu'il peut secouer le joug et qu'il le secoue il fait mieux encore (3). » Le peuple ne peut pas promettre d'obéir. « Si le peuple promet d'obéir il se dissout par cet acte, il

(1) *Contrat social*, l. III, ch. vi.

(2) *Contrat social*, l. IV, ch. VIII.

(3) *Contrat social*, l. I, ch. I.

perd sa qualité de peuple (1). » Quand un peuple a été malade il peut se guérir par la révolution. « Les Révolutions font sur les peuples ce que certaines crises font sur les individus ; l'horreur du passé tient lieu d'oubli ; l'État, embrasé par les guerres civiles, renaît pour ainsi dire de sa cendre et reprend la vigueur de la jeunesse en sortant des bras de la mort. Telle fut Sparte au temps Lycurgue, telle fut Rome après les Tarquins (1). »

Après avoir exposé la théorie politique de l'ancien régime je montrais en quelques mots que la distance entre lui et nous est moins grande qu'on ne l'imagine peut-être et que nous sommes vraiment ses tributaires pour quelques-unes de nos idées politiques fondamentales.

Je n'entreprendrai pas, après l'analyse des doctrines politiques des grands maîtres du XVIII^e siècle, de montrer tout ce que nous leur devons. Il faudrait tout reprendre intégralement. Mais on peut facilement voir dans Rousseau le théoricien de la démocratie qui a écrit la charte des droits du citoyen et des droits du peuple, dans Montesquieu, l'architecte subtil, qui a tracé l'esquisse des institutions par lesquelles le gouvernement de la nation par la nation devait prendre vie. A eux deux ils préparent donc, l'un par les principes qu'il pose, l'autre par les institutions qu'il décrit, l'ère nouvelle, l'avènement du peuple souverain.

Et ainsi l'étude du régime politique de l'ancienne monarchie, et celle des œuvres des publicistes du XVIII^e siècle, en vertu de la continuité de l'histoire, qui évolue sans brisement absolu, sont bien la préface nécessaire d'une étude de notre droit public moderne.

DESLANDRES.

(1) *Contrat social*, l. II, ch. I.

(2) *Contrat social*, l. II, ch. VIII.

SUR UNE NOUVELLE CLASSE
DE
COMPOSÉS DU CHROME

CONFÉRENCE FAITE

devant la société chimique de Paris, le 6 juin 1896

PAR M. RECOURA

MESSIEURS,

Je veux d'abord remercier M. Moissan des paroles beaucoup trop bienveillantes qu'il vient de m'adresser, en me présentant à vous, mais qui, venant d'un maître aussi éminent, sont pour moi un précieux encouragement.

Je dois aussi adresser mes remerciements au conseil de la société chimique qui m'a fait le très grand honneur de me demander de venir exposer devant vous le résultat des recherches que je poursuis depuis plusieurs années sur les composés du chrome.

Mais je ne me dissimule pas combien cet honneur est périlleux. Les chimistes éminents que vous avez entendus dans les conférences des années précédentes avaient une tâche facile. Ils avaient à vous entretenir d'une de ces questions de théorie et de philosophie chimique qui intéressent tous les esprits ; ou bien ils avaient à vous exposer une de ces découvertes qui, par leur importance et leurs conséquences, constituent un événement scientifique. Ils étaient sûrs d'avance de vous intéresser.

Il n'en est pas ainsi pour moi. La question à l'étude de laquelle je me suis consacré n'est pas de celles qui passionnent les esprits.

Son horizon n'est pas étendu. C'est un coin, un tout petit coin du domaine de la chimie. Il est vrai qu'il ne ressemble pas aux autres. Ce qui m'a séduit en lui, c'est son originalité et aussi son obscurité. Je me suis intéressé à porter un peu de lumière dans ce coin sombre ; je m'y suis intéressé en raison des difficultés que je rencontrais. Mais je crains bien que ce ne soient pas là des titres suffisants pour légitimer l'honneur que m'a fait le conseil de la société chimique en me demandant de venir vous en entretenir.

Bien loin que les faits dont j'ai à vous parler soient des faits généraux, ce sont au contraire des faits exceptionnels, anormaux ; les corps que j'ai étudiés ou découverts sont des êtres à part, hors la loi, des monstres en quelque sorte, que l'on n'a rencontrés jusqu'ici dans aucune autre partie du domaine de la chimie.

Mais une considération m'a décidé à accepter l'offre si flatteuse de la société chimique. Il y a un préjugé trop répandu, je crois, parmi les chimistes, c'est que la thermochimie est une science dont les résultats peuvent avoir un intérêt théorique, et pourront servir, dans un avenir plus ou moins éloigné, à édifier une théorie générale des phénomènes chimiques, mais sans utilité pratique immédiate. Eh bien, je suis heureux d'avoir une occasion comme l'est celle-ci de venir à mon tour plaider devant vous la cause de la thermochimie, en vous montrant, à l'occasion des recherches que j'ai faites, qu'elle peut rendre des services immédiats et qu'elle est un guide précieux qui permet d'élucider des questions de chimie pure que, sans son secours, il est très difficile sinon impossible de résoudre.

Messieurs, la question des sels de sesquioxyde de chrome est une de ces questions. Rarement un problème aussi embrouillé et aussi complexe a exercé la patience des chimistes.

C'est un fait connu de tout le monde qu'un même sel de chrome peut affecter des états différents. Un même sel est, suivant les circonstances, tantôt violet, tantôt vert et sous chacune de ces deux formes *il possède des propriétés différentes*. Et ceci n'est pas

particulier à quelques sels. C'est un fait général ; tous les sels de sesquioxyde de chrome éprouvent cette transformation d'aspect et de propriétés, tous les sels de chrome existent sous un double état, l'état violet et l'état vert.

Beaucoup de chimistes se sont intéressés à ces transformations multiples, en ont recherché la cause, la nature, les lois. Il me suffira de rappeler les travaux de Péligot, de Frémy, de Lœwel, de Mœberg. Ces travaux fort bien faits ont mis au jour une foule de faits curieux et intéressants.

Mais l'explication de ces phénomènes, au lieu de s'en trouver avancée, est devenue au contraire plus difficile et le problème plus compliqué.

En lisant ces mémoires, en les rapprochant les uns des autres, j'ai été frappé de rencontrer des résultats absolument contradictoires, qui s'excluent en apparence mutuellement, et, comme on ne peut mettre en doute l'exactitude des faits observés par des expérimentateurs aussi habiles, j'en suis arrivé à penser que le phénomène était plus compliqué qu'on ne l'avait cru tout d'abord, c'est-à-dire que ces changements de couleur et de propriétés qu'on observe chez les sels de chrome ne sont pas dus à une cause unique, mais peuvent provenir de causes différentes, qui produisent des effets que l'on a pu confondre tout d'abord, mais qui en réalité sont tout à fait différents.

Et en effet j'ai reconnu par la suite qu'il en est bien ainsi et qu'il faut distinguer dans ce qu'on a appelé les sels verts de chrome deux catégories bien distinctes de phénomènes.

En 1^{er} lieu, toute *dissolution* d'un sel violet de chrome, quand on la porte à l'ébullition, devient verte et acquiert ainsi des propriétés nouvelles.

En 2^e lieu, à un sel violet *solide* correspond un sel vert solide qui lui est isomère, qui a des propriétés complètement différentes.

En se dissolvant dans l'eau ce composé vert donne une dissolution verte, mais cette dissolution verte n'a rien de commun avec

la dissolution verte obtenue en chauffant la dissolution violette.

Ainsi donc à un même sel de chrome correspondent trois dissolutions différentes :

1° La dissolution violette qu'on obtient en dissolvant dans l'eau le sel violet cristallisé.

2° La dissolution verte que l'on obtient en portant la dissolution violette à l'ébullition.

3° La dissolution verte que l'on obtient en dissolvant dans l'eau l'isomère vert solide du sel violet.

C'est la confusion entre ces deux dissolutions vertes semblables en apparence, mais en réalité douées de propriétés différentes et dues à des causes différentes, qui a singulièrement compliqué cette question et égaré les chimistes qui en cherchaient la solution.

En prenant pour guide les mesures thermochimiques, j'ai pu étudier méthodiquement ces dissolutions, leurs transformations, les circonstances et les lois de ces transformations, en rechercher les causes et faire rentrer ainsi dans un même cadre ces phénomènes divers, sans lien, souvent contradictoires en apparence.

C'est le résultat de ces recherches que je vais avoir l'honneur de vous exposer.

ACTION DE LA CHALEUR SUR LES DISSOLUTIONS

DES SELS CHROMIQUES

Je vais d'abord étudier la modification qu'éprouvent *les dissolutions* des sels de chrome sous l'influence de la chaleur.

C'est un fait observé depuis longtemps que les dissolutions des sels chromiques normaux, qui sont violettes, prennent, lorsqu'on les porte à l'ébullition, une couleur verte. On les désigne alors généralement sous le nom de *sels verts de chrome*. Mais c'est là une modification instable et lorsqu'on les abandonne ensuite elles reprennent au bout d'un temps plus ou moins long leur couleur primitive.

La durée de cet état vert de la dissolution est extrêmement variable. Chez un même sel elle dépend de la concentration de la dissolution ; chez des sels différents elle dépend de la nature de l'acide du sel. C'est ainsi que tandis qu'une dissolution d'azotate chromique, rendue verte par l'ébullition, reprend immédiatement par le refroidissement sa couleur violette primitive, une dissolution verte de sulfate chromique au contraire ne reprendra l'état violet qu'au bout de plusieurs jours.

Quoi qu'il en soit ces dissolutions vertes, obtenues par l'ébullition d'une dissolution violette, ne cristallisent jamais. C'est un fait bien connu.

De plus on a reconnu qu'à ce changement de couleur de la dissolution correspondent des modifications profondes de ses propriétés. Je m'occuperai tout à l'heure de ces propriétés nouvelles. Je veux d'abord établir la constitution de la dissolution verte et le mécanisme de sa formation.

La cause de ce changement de couleur a donné lieu à de nombreuses recherches qui ont conduit à des résultats souvent contradictoires. Le temps dont je dispose ne me permet pas d'énumérer toutes les hypothèses qui ont été émises à ce sujet. Elles sont nombreuses. Toutes sont restées à l'état d'hypothèses plus ou moins probables et les preuves expérimentales qu'on a données à l'appui n'ont pas réussi à éclaircir d'une façon nette et décisive la nature de ce phénomène. La difficulté provient de deux causes : d'une part l'instabilité de ces dissolutions vertes ne permet pas d'appliquer à leur étude une méthode de longue haleine ; il faut saisir brusquement sur le fait le secret de leur constitution. D'autre part elles sont incristallisables et on ne peut pas isoler le composé vert qu'elles renferment.

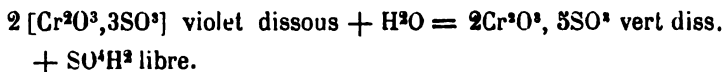
Les méthodes thermochimiques m'ont permis de résoudre simplement la difficulté et de fixer la constitution de ces dissolutions instables.

Mes expériences ont porté principalement sur le sulfate chromi-

que. La dissolution de sulfate violet rendue verte par l'ébullition ne se modifie que très lentement et met plusieurs jours à reprendre l'état violet primitif. Cette circonstance m'a permis de l'étudier dans des conditions de précision suffisante.

Je suis arrivé à ce résultat que la dissolution de sulfate vert est un mélange d'un sulfate basique soluble d'une *composition parfaitement définie* et d'acide sulfurique libre. En d'autres termes, quand on chauffe la dissolution de sulfate violet, ce sulfate se dédouble, il abandonne le sixième de son acide qui devient libre, et les cinq sixièmes restent combinés avec l'oxyde de chrome, formant le composé vert doué de propriétés spéciales dont je parlerai tout à l'heure.

L'équation suivante exprime ce dédoublement :

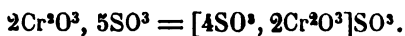


Voici le principe de la méthode que j'ai employée pour arriver à ce résultat : Dans la liqueur verte j'ai versé des quantités progressivement croissantes de soude et j'ai mesuré à chaque fois les quantités de chaleur qui se dégageaient. J'ai ainsi reconnu que la quantité de chaleur produite par l'introduction d'une quantité de soude équivalente au sixième de l'acide sulfurique du sulfate est *rigoureusement* égale à la quantité de chaleur qui se produirait si cet acide était libre, tandis que l'introduction des portions suivantes de soude produit des dégagements de chaleur bien inférieurs, ce qui indique que le reste de l'acide est combiné : Tel est le principe de la méthode. Je ne décrirai pas les précautions dont je me suis entouré pour vaincre les difficultés expérimentales et les vérifications que j'ai faites qui m'ont permis d'affirmer avec certitude que, sous l'influence de la chaleur, et dans les limites de concentration où j'ai pu opérer, le sulfate chromique dissous se dédouble complètement en acide sulfurique libre et sulfate basique $2\text{Cr}^2\text{O}^3, 5\text{SO}^3$.

Mais le phénomène ne consiste pas seulement en un simple doublement du sulfate chromique. Le sulfate basique qui prend ainsi naissance n'est pas un sel basique ordinaire, c'est-à-dire un sel résultant de la saturation par l'acide sulfurique d'un anhydride incomplet de l'hydrate chromique. La constitution intime de la molécule a été en même temps profondément modifiée.

En effet ce sulfate basique $2\text{Cr}^{2}\text{O}^3, 5\text{SO}^3$ présente cette particularité que si on traite sa dissolution par le chlorure de baryum, il ne laisse précipiter que le cinquième de son acide sulfurique. Les 4 autres cinquièmes sont donc dissimulés et *on doit par conséquent admettre qu'ils sont engagés dans un radical.*

J'ai démontré que l'on peut considérer ce sel vert comme ayant la constitution suivante :



C'est le sulfate de la base : $[4\text{SO}^3, 2\text{Cr}^{2}\text{O}^3] \text{H}^2\text{O}$, base *soluble* à radical complexe que j'ai isolée et appelée *hydrate de sulfochromyle*. L'acide sulfurique qui existe dans le radical de cette base est dissimulé ; seul celui qui sature la base est précipitable par le chlorure de baryum.

Je veux aussi vous parler d'une autre propriété de la solution verte, qui montre, elle aussi, combien profonde a été la modification apportée par la chaleur à la constitution du sel chromique.

Quand on traite une dissolution de sulfate violet par un alcali, en prenant des précautions convenables, on en précipite l'hydrate chromique. C'est l'hydrate chromique normal $\text{Cr}^{2}\text{O}^3, 3\text{H}^2\text{O}$. En effet si on cherche à le redissoudre dans l'acide sulfurique, il fixe de nouveau trois molécules d'acide sulfurique et régénère ainsi le sulfate violet primitif.

Eh bien, si on traite de même par un alcali le sulfate vert, on détruit, bien entendu, complètement cette molécule complexe et instable et on obtient un précipité d'hydrate chromique. Mais ce n'est pas l'hydrate chromique normal qui prend naissance dans

cette destruction de la molécule, mais un hydrate chromique différent, ayant une capacité de saturation différente. Les mesures thermiques m'ont en effet montré que cet hydrate peut se combiner avec deux molécules d'acide sulfurique pour donner un sulfate basique vert. $\text{Cr}^2\text{O}^3, 2\text{SO}^3$, mais qu'il est dans l'impossibilité d'en fixer une quantité plus grande. On doit le considérer comme un anhydride incomplet de l'hydrate normal en dérivant de la façon suivante :



Je signale en passant ce fait que j'ai rencontré encore dans d'autres circonstances cette variété d'hydrate chromique, provenant alors d'une origine tout à fait différente et qu'il donne naissance à des sels basiques verts qui renferment un tiers d'acide en moins que les sels normaux. Ces sels basiques ne peuvent pas se changer en sels neutres par la fixation d'une nouvelle quantité d'acide.

En résumé, il résulte de ces expériences que quand on chauffe une dissolution de sulfate chromique violet $\text{Cr}^2\text{O}^3, 3\text{SO}^3$, elle se dédouble complètement en acide sulfurique libre et sulfate basique vert $2\text{Cr}^2\text{O}^3, 5\text{SO}^3$.

Ce sel vert n'est pas un sulfate basique ordinaire, mais le sulfate normal de la base à radical complexe $[\text{4SO}^3, \text{2}^2\text{CrO}^3] \text{H}^2\text{O}$ qu'on peut appeler hydrate de sulfochromyle, base dans laquelle l'acide sulfurique du radical est dissimulé à ses réactifs ordinaires.

Quand on abandonne la dissolution à elle-même, la transformation moléculaire qui s'était produite sous l'influence de la chaleur se détruit peu à peu ; l'acide sulfurique libre peut alors se recombinaison à l'hydrate chromique et la dissolution repasse à l'état stable de sulfate violet de chrome.

Quand on décompose la dissolution verte par un alcali, on en précipite un hydrate $\text{Cr}^2\text{O}^3, 2\text{H}^2\text{O}$, anhydride incomplet de l'hydrate

normal $\text{Cr}^2\text{O}^3, 3\text{H}^2\text{O}$ qui ne peut fixer que deux molécules d'acide sulfurique en donnant une dissolution $\text{Cr}^2\text{O}^3, 2\text{SO}^3$ verte comme la dissolution primitive, mais qui en diffère profondément. C'est un sel basique ordinaire, dans lequel l'acide sulfurique n'est pas dissimulé.

— Les dissolutions des sels de chrome, autres que le sulfate, éprouvent une transformation analogue sous l'influence de la chaleur ; elles deviennent vertes. Mais, par le refroidissement, elles reviennent trop rapidement à l'état initial pour se prêter à des mesures aussi précises que le sulfate ; c'est pourquoi j'ai pris celui-ci comme type.

TRANSFORMATION ISOMÉRIQUE DES SELS CHROMIQUES SOLIDES

J'arrive maintenant à une autre transformation des sels de chrome, transformation qui se produit dans des circonstances tout à fait différentes, qui donne aussi naissance à des composés verts, mais doués de propriétés différentes.

Je vais montrer qu'aux sels violets de chrome correspondent des composés verts qui leur sont isomères. Ces isomères des sels de chrome, qui sont susceptibles de prendre l'état solide et même cristallisé, ne sont pas des sels métalliques, ce ne sont pas des sels de chrome, mais des composés d'une espèce particulière, telle qu'on n'en a pas rencontré d'analogues dans l'histoire des métaux.

Je prendrai d'abord comme exemple le sulfate chromique et je parlerai ensuite plus rapidement des autres sels que j'ai étudiés.

Sulfate vert de chrome. — Le sulfate chromique est un sel violet qui a généralement la composition $\text{Cr}^23\text{SO}^4+18\text{H}^2\text{O}$. En maintenant ce sel à l'étuve à 90° jusqu'à ce qu'il ait la composition $\text{Cr}^23\text{SO}^4+8\text{H}^2\text{O}$, j'obtiens un composé vert solide. Ce composé est soluble dans l'eau. La dissolution verte ainsi obtenue possède

des propriétés qui diffèrent complètement, non seulement de celles de la dissolution violette, mais aussi de celles de la dissolution verte modifiée par la chaleur que je viens d'étudier.

En effet, *ce composé vert ne présente ni les caractères d'un sulfate, ni ceux d'un sel de chrome*. En d'autres termes, il ne se prête pas à la double décomposition avec les autres sels métalliques.

Ainsi, par exemple, si on verse dans une dissolution *étendue* de sulfate vert une dissolution de chlorure de baryum, on n'obtient aucun précipité de sulfate de baryum, tandis qu'une dissolution de même concentration de sulfate violet ou de sulfate violet rendue verte par l'ébullition précipite immédiatement.

Ainsi donc, dans ce composé Cr^2_3SO^4 , la totalité de l'acide sulfurique est dissimulée. Le sulfate vert de chrome ne se comporte donc pas comme un sulfate. Il ne se comporte pas non plus comme un sel de chrome.

Il faut donc conclure de ces faits, que, dans ce composé vert Cr^2_3SO^4 le chrome n'existe pas au même titre qu'un métal dans un sel métallique, mais fait partie d'un radical présentant une certaine stabilité.

Ainsi donc, en déshydratant partiellement, par une chaleur très modérée, le sulfate violet de chrome, on l'a transformé en un isomère vert qui n'est plus un sulfate, ni un sel de chrome.

Cette modification est parfaitement stable à l'état solide. J'ai dans mon laboratoire des échantillons de sulfate vert préparé depuis plusieurs années et qui sont toujours identiques.

Mais à l'état dissous, ce composé ne présente pas une bien grande stabilité : Il se transforme spontanément, en quelques jours, en une dissolution de sulfate violet. Au bout d'une heure cette transformation est déjà sensible, car la dissolution, au bout de ce temps, précipite déjà légèrement par le chlorure de baryum.

De plus ce radical, dans lequel le chrome et l'acide sulfurique sont dissimulés, est assez fragile, et son existence n'est respectée

par les réactifs de l'acide sulfurique et du chrome qu'en liqueur étendue et par des réactifs pas trop énergiques.

Si on n'observe pas ces précautions, le radical est détruit.

Les acides chromosulfuriques et les chromosulfates. — Je viens de montrer que le sulfate vert diffère d'un sulfate métallique en ce qu'il ne se prête pas aux doubles décompositions. Mais ce composé s'éloigne encore des sels métalliques par d'autres propriétés. Tandis que chez les sels métalliques la capacité de combinaison est en général épuisée, le sulfate vert est au contraire doué d'une grande activité chimique. Ce radical s'unit très facilement avec d'autres corps et donne ainsi naissance à un grand nombre de dérivés complexes possédant des propriétés intéressantes. Je vais étudier rapidement quelques-uns de ces dérivés.

Voici une expérience qui met bien en évidence cette activité de combinaison.

Dans une dissolution renfermant une molécule de ce composé vert Cr^3SO^4 , j'introduis une dissolution renfermant une molécule d'acide sulfurique ou d'un sulfate métallique quelconque, par exemple une molécule de sulfate de cuivre. La combinaison entre ces deux corps, le sulfate vert et le sulfate de cuivre, a lieu instantanément, car, si on verse dans la liqueur ainsi obtenue du chlorure de baryum, on n'observe aucun précipité. La liqueur ne renferme donc pas de sulfate ; l'acide sulfurique du sulfate de cuivre a donc été immédiatement englobé dans le radical chromique. La liqueur ne présente pas non plus les réactions des sels chromiques, mais elle présente toutes les réactions des sels de cuivre.

On peut répéter cette expérience avec un sulfate métallique quelconque, soit même avec l'acide sulfurique libre ; dans tous les cas, la combinaison se produit instantanément.

Ainsi donc une molécule du composé Cr^3SO^4 peut se combiner avec une molécule d'acide sulfurique ou d'un sulfate métallique

pour donner des composés tels que Cr^23SO^4 , SO^4H^2 ou Cr^23SO^4 , SO^4K^2 ou Cr^23SO^4 , SO^4Cu , etc..., composés dans lesquels tout l'acide sulfurique est dissimulé, aussi bien celui du sulfate métallique que celui du composé chromique, tandis que, au contraire, le métal, potassium, cuivre, etc., peut être mis en évidence par ses réactifs ordinaires, de sorte que l'on doit considérer ces corps qui ne sont ni des sulfates, ni des sels de chrome, comme les sels d'un acide particulier $[\text{Cr}^24\text{SO}^4] \text{H}^2$ acide bibasique, à radical complexe, que j'ai appelé acide *chromosulfurique*.

J'ai préparé cet acide et ses sels à l'état solide. La préparation en est extrêmement simple. Il suffit d'évaporer jusqu'à siccité une dissolution renfermant une molécule de sulfate de chrome et une molécule d'acide sulfurique ou de sulfate métallique. On obtient ainsi des composés verts qui sont très solubles dans l'eau et qui présentent les caractères que j'ai indiqués.

Toutefois je dois dire que ces composés qui, à l'état solide, sont parfaitement stables, se décomposent assez rapidement en dissolution comme le sulfate vert et se dédoublent au bout de peu de temps en sulfate violet de chrome et sulfate métallique. Mais ce dédoublement est dû évidemment à l'instabilité du sulfate vert et c'est la transformation spontanée de celui-ci qui en est la cause.

Je vous ferai remarquer en passant que les chromosulfates alcalins tels que $\text{Cr}^24\text{SO}^4\text{K}^2$ sont isomères des aluns de chrome comme Cr^23SO^4 , SO^4K^2 . Eh bien il est très facile de transformer les aluns de chrome *solides* en chromosulfates alcalins. Il suffit pour cela de les déshydrater partiellement par la chaleur. Ainsi, si l'on veut transformer l'alun de potassium, Cr^23SO^4 , $\text{SO}^4\text{K}^2 + 24\text{H}^2\text{O}$ en chromosulfate de potassium, il suffit de le maintenir à l'étuve à une *température convenable* jusqu'à ce qu'il ne renferme plus que quatre molécules d'eau. On obtient ainsi un sel vert Cr^23SO^4 , $\text{SO}^4\text{K}^2 + 4 \text{H}^2\text{O}$ qui est le chromosulfate de potassium. En effet si on met ce composé au contact de l'eau froide, il s'y dissout en quelques heures et cette dissolution étendue ne précipite pas par le chlo-

rure de baryum ; elle ne renferme donc pas de sulfate de potassium. Elle ne présente pas non plus les caractères d'un sel de chrome ; mais elle précipite immédiatement par le chlorure de platine ou l'acide picrique ; c'est donc un sel de potassium. Ainsi donc l'*alun de chrome solide déshydraté partiellement est du chromosulfate de potassium*.

On pourrait objecter, il est vrai, que le sel solide ainsi obtenu est un mélange de sulfate vert et de sulfate de potassium et que la combinaison de ces deux et leur transformation en chromosulfate ne s'effectue que par la dissolution. Mais il est facile de s'assurer que le sel solide ne renferme pas de sulfate de potassium, car, mis au contact de l'eau, il ne commence à se dissoudre qu'au bout d'une heure, et, pendant cette première heure, il ne cède pas à l'eau de sulfate de potassium. Donc il n'en renferme pas.

On transforme de même l'alun de sodium et l'alun d'ammonium en chromosulfates.

— Mais la capacité de combinaison du sulfate vert de chrome n'est pas épuisée par une molécule d'acide sulfurique ou d'un sulfate.

J'ai démontré qu'une molécule de sulfate vert peut se combiner de même avec deux ou trois molécules d'acide sulfurique, donnant ainsi deux autres acides :

l'acide *chromodisulfurique* $\text{Cr}^23\text{SO}^4, 2\text{SO}^4\text{H}^2 = [\text{Cr}^25\text{SO}^4] \text{H}^4$

acide tétrabasique, et

l'acide *chromotrisulfurique* $\text{Cr}^23\text{SO}^4, 3\text{SO}^4\text{H}^2 = [\text{Cr}^26\text{SO}^4] \text{H}^6$

acide hexabasique.

J'obtiens ces acides et leurs sels exactement par les mêmes méthodes que l'acide chromosulfurique et les chromosulfates. Leurs propriétés sont tout à fait analogues.

Les trois acides chromo-sulfuriques sont des acides énergiques, plus énergiques que l'acide sulfurique lui-même ; leurs chaleurs de neutralisation sont supérieures à celles de cet acide.

Peu stables en dissolution, ils sont au contraire très stables à

l'état solide, et peuvent être chauffés au delà de 170° sans perdre d'acide sulfurique.

Hydrate sulfochromique. — Je viens de montrer avec quelle facilité le sulfate vert de chrome entre en combinaison avec 1, 2 ou 3 molécules d'acide sulfurique. Mais ce composé est susceptible d'éprouver une modification encore plus profonde, qui l'éloigne encore davantage du sulfate violet, et de se transformer en un nouveau composé qui ne rappelle plus en rien par ses propriétés les composés du chrome.

Voici dans quelles circonstances il subit cette transformation nouvelle. J'ai dit que si on évapore au bain-marie une dissolution renfermant une molécule de sulfate vert et trois molécules d'acide sulfurique, on obtient un composé solide *vert foncé*, j'insiste sur ce point, qui est l'acide chromotrisulfurique $\text{Cr}^23\text{SO}^4, 3\text{SO}^4\text{H}^2$. Eh bien j'ai cherché à combiner le sulfate vert avec plus de trois molécules d'acide sulfurique et j'ai vu alors apparaître une nouvelle transformation.

En évaporant, par exemple, au bain-marie, un mélange de 1 molécule de sulfate vert et de *quatre* molécules d'acide sulfurique, j'ai obtenu un liquide sirupeux vert foncé presque noir. Mais en maintenant ensuite à l'étuve celiquote à une température de 115°, il a subi à *cette température* une modification profonde, la couleur verte si intense chez les acides chromosulfuriques a presque complètement disparu et le composé s'est solidifié sous la forme d'une masse vitreuse, translucide, à peine verdâtre, ayant la composition brute $\text{Cr}^23\text{S}^2\text{O}^4 + 4\text{SO}^4\text{H}^2$.

Cette disparition de la couleur chez un composé du chrome était l'indice d'une profonde modification dans sa constitution. Et en réalité il en est bien ainsi. Tandis que l'acide chromotrisulfurique $\text{Cr}^23\text{SO}^4, 3\text{SO}^4\text{H}^2$ peut être chauffé jusqu'à 170° sans abandonner ses trois molécules d'acide sulfurique, le composé nouveau $\text{Cr}^23\text{S}^2\text{O}^4, 4\text{SO}^4\text{H}^2$, qui ne renferme qu'une molécule d'acide

sulfurique en plus, en abandonne trois dès qu'il est porté à une température supérieure à 120° n'en retenant plus qu'une et s'arrête à la composition $\text{Cr}^23\text{SO}^4 + \text{SO}^4\text{H}^2$.

Eh bien c'est ce composé restant $\text{Cr}^23\text{SO}^4 + \text{SO}^4\text{H}^2$ celui qui a perdu au-dessus de 120° trois molécules d'acide sulfurique, qu'il avait momentanément fixées à 115° , c'est ce composé qui constitue la transformation ultime du sulfate de chrome dont je vais maintenant vous parler :

Vous remarquerez que ce corps a la même composition que l'acide chromosulfurique ; comme lui il renferme les éléments d'une molécule de sulfate de chrome et d'une molécule d'acide sulfurique. Mais c'est un composé bien différent dont les propriétés ne rappellent en rien celles de l'acide chromosulfurique, ni celles du sulfate de chrome, ni celles d'aucun composé chromique. Il ne ressemble à aucun composé métallique connu. C'est un corps d'une espèce tout à fait nouvelle.

Ce qui frappe d'abord en lui c'est l'absence de coloration. On sait que tous les composés du chrome, à quelque série qu'ils appartiennent, que ce soient des composés chromeux, des composés chromiques ou des chromates, sont doués d'une coloration intense. En particulier le sulfate vert de chrome et les acides chromosulfuriques sont des corps vert foncé et leurs dissolutions, même étendues, sont fortement colorées. Au contraire le nouveau corps est une poudre grisâtre et sa dissolution est à peine colorée en vert jaunâtre.

J'insiste sur ce point parce que c'est là le signe d'une transformation profonde de la molécule et du passage du chrome à un état nouveau.

La propriété la plus curieuse de ce corps est la suivante :

Sa dissolution précipite toutes les dissolutions des sels métalliques même les dissolutions des sels de potassium, de sodium et d'ammonium.

D'une manière générale, quand on verse dans la dissolution de

ce composé un sel métallique quelconque, il se produit un précipité blanc verdâtre, floconneux, complètement insoluble dans l'eau. Tous ces précipités ont la même composition.

Par exemple, si on verse dans une dissolution renfermant un molécule de ce composé $\text{Cr}^2_3\text{SO}^4 + \text{SO}^4\text{H}^2$ une molécule de chlorure cuivrique, ou une quantité plus grande, il se produit un précipité blanc verdâtre, complètement insoluble, qui renferme tout le chrome, c'est-à-dire une molécule Cr^2O^3 , tout l'acide sulfurique c'est-à-dire quatre molécules SO^3 et une molécule d'oxyde de cuivre. Il semblerait donc que l'on doive attribuer à ce précipité la composition $\text{Cr}^2\text{O}^3_3\text{SO}^3$, CuO , SO^3 , c'est-à-dire le considérer comme du chromosulfate de cuivre. Mais il n'en est rien, car le chromosulfate de cuivre, comme tous les chromosulfates, est très soluble.

J'ai démontré expérimentalement que la constitution de ce composé est toute différente, que l'oxyde de cuivre y est combiné avec l'oxyde de chrome, comme dans le chromite de cuivre Cr^2O^3 , CuO et on doit représenter ce composé par la formule $(\text{SO}^3)^4\text{Cr}^2\text{O}^3$, CuO .

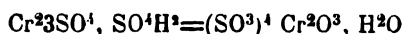
Eh bien tous les sels métalliques se conduisent de même et donnent naissance à des précipités absolument insolubles ayant la même composition. Ainsi un sel de potasse donne naissance à un précipité $(\text{SO}^3)^4\text{Cr}^2\text{O}^3$, K^2O .

Ces composés correspondent aux chromites Cr^2O^3 , CuO ou Cr^2O^3 , K^2O , etc. On peut les considérer comme des chromites à radical complexe ; je les ai appelés des *sulfochromites*.

Vous voyez que dans ces composés l'oxyde de chrome présente cette propriété curieuse de fixer simultanément des groupes acides $(\text{SO}^3)^4$ et des groupes basiques CuO ou K^2O comme cela a lieu pour les composés à fonction complexe que l'on rencontre en chimie organique.

On sait que les chromites sont les sels de l'hydrate chromique incomplet Cr^2O^3 , H^2O fonctionnant comme acide. On doit donc

considérer les sulfochromites comme les sels de l'hydrate $(\text{SO}^3)^4\text{Cr}^2\text{O}^3, \text{H}^2\text{O}$. C'est donc là la constitution qu'il faut admettre pour le composé $\text{Cr}^23\text{SO}^4, \text{SO}^4\text{H}^2$ qui donne naissance à ces précipités.



Comme vous le voyez c'est un véritable *acide du chrome*, acide bibasique à radical complexe correspondant à l'hydrate chromique $\text{Cr}^2\text{O}^3, \text{H}^2\text{O}$. Je l'appelle *hydrate sulfochromique*. Mais la présence dans la molécule du groupe oxygéné $(\text{SO}^3)^4$ a pour effet d'augmenter considérablement les propriétés acides de cet hydrate. L'hydrate chromique $\text{Cr}^2\text{O}^3, \text{H}^2\text{O}$ est un acide faible. Les chromites alcalins, les seuls solubles, sont très instables et décomposés par la dissolution. Au contraire, l'hydrate sulfochromique $(\text{SO}^3)^4\text{Cr}^2\text{O}^3, \text{H}^2\text{O}$ est un acide énergique. Il décompose tous les sulfates, et sa chaleur de neutralisation par les bases est très notablement supérieure à celle de l'acide sulfurique. De plus, les sels auxquels il donne naissance, les sulfochromites sont des composés très stables.

Résumé. — Je suis arrivé au terme des modifications que le sulfate chromique est susceptible d'éprouver. Je les résume brièvement.

En premier lieu lorsqu'on chauffe à 100° la dissolution de sulfate violet de chrome, elle devient verte. Elle est alors constituée par un mélange d'acide sulfurique libre et d'un sel basique vert soluble $2\text{Cr}^2\text{O}^3, 5\text{SO}^3$. Ce composé n'est pas un sel basique ordinaire, mais le sulfate d'une base à radical complexe $[4\text{SO}^3, 2\text{Cr}^2\text{O}^3]$ H^2O , l'hydrate de sulfochromyle, base dans laquelle l'acide sulfurique qui existe dans le radical est dissimulé à ses réactifs ordinaires.

En second lieu, le sulfate violet de chrome $\text{Cr}^23\text{SO}^4, 18\text{H}^2\text{O}$ maintenu à l'étuve à 90° jusqu'à ce qu'il ait atteint la composition $\text{Cr}^23\text{SO}^4, 8\text{H}^2\text{O}$ se transforme ainsi en un isomère vert qui

n'est, ni un sulfate, ni un sel de chrome, mais un composé d'une espèce particulière.

Sous cette forme, c'est une espèce de radical qui possède une grande activité de combinaison. Il s'unit directement avec la plus grande facilité avec 1, 2 ou 3 molécules d'acide sulfurique ou d'un sulfate métallique quelconque, pour donner toute la série des composés que j'ai appelés les acides chromosulfuriques et les chromosulfates.

Il peut s'unir de même avec d'autres corps, en particulier, l'acide chromique et les chromates pour donner des composés analogues.

Enfin dans des conditions particulières, il peut s'unir, entre des limites de température très étroites, entre 110 et 120° avec des quantités encore plus grandes d'acide sulfurique. Mais alors sous l'influence de cet acide, il éprouve une nouvelle modification encore plus profonde. Tandis que les trois acides chromosulfuriques ne sont pas décomposés par la chaleur et conservent la totalité de leur acide sulfurique même à 170°, ces composés nouveaux dont je n'ai fait que vous signaler l'existence, abandonnent dès 120° l'acide sulfurique qu'ils ont fixé momentanément, ils n'en retiennent qu'une molécule pour donner le composé $(\text{SO}_3)_4\text{Cr}_2\text{O}_3, 11\text{H}_2\text{O}$ hydrate sulfochromique, acide du chrome, dont tous les sels, les sulfochromites sont insolubles et s'obtiennent en traitant la dissolution de cet hydrate par une dissolution métallique quelconque.

Il est intéressant de suivre les transformations correspondantes qu'a éprouvées l'hydrate chromique. Dans le sulfate violet de chrome c'est une base qui se sature par trois molécules d'acide sulfurique.

Dans les sulfates verts et les acides chromosulfuriques, le chrome ne joue plus le rôle d'un métal, il est englobé dans un radical avec l'acide sulfurique; l'hydrate chromique est masqué complètement. Toutefois, ce radical n'est pas très stable et des

réactifs énergiques comme les alcalis le détruisent et régénèrent l'hydrate chromique. Mais c'est un hydrate chromique modifié qui naît ainsi de la destruction de la molécule, un hydrate chromique nouveau, qui ne peut fixer que deux molécules d'acide sulfurique.

Enfin, dans le dernier composé, l'hydrate sulfochromique, ce composé qui s'est formé sous l'influence passagère d'un excès d'acide sulfurique, la modification éprouvée par l'hydrate chromique est encore plus profonde. L'hydrate chromique n'est plus masqué il est vrai ; il réapparaît, mais avec des propriétés nouvelles. Il a acquis la fonction acide : ce n'est plus une base, mais un acide très énergique.

J'ai longuement insisté sur les transformations multiples du sulfate de chrome, parce que c'est celui des sels de chrome qui se prête le mieux à cette étude.

Mais ces phénomènes se rencontrent également chez les autres sels de chrome. Tous subissent la modification que fait éprouver l'ébullition à leur dissolution ; tous, ou du moins tous ceux que j'ai étudiés jusqu'à présent existent à l'état solide sous deux formes isomères, l'une normale, violette qui est un sel métallique ordinaire, l'autre verte, anormale, qui possède des propriétés singulières.

Chlorure de chrome. — Je vous demanderai la permission, pour terminer cette étude déjà trop longue, de vous dire quelques mots du chlorure qui présente des propriétés intéressantes et qui me permettra de vous montrer, mieux que je n'ai pu le faire avec le sulfate, les circonstances de la transformation d'une variété dans l'autre.

J'ai isolé et caractérisé les deux formes isomères du chlorure *hydraté*, le chlorure violet et le chlorure vert. Le chlorure violet est un sel métallique ordinaire. Le chlorure vert possède des propriétés anormales.

Le chlorure violet solide se transforme en chlorure vert quand on le porte à 100° et acquiert ainsi des propriétés nouvelles.

Mais le problème était beaucoup plus compliqué et ne se présentait pas dans ces conditions de simplicité, et cela pour deux raisons : l'une, c'est que c'est par ce sel que j'ai commencé l'étude des composés du chrome et que je n'avais pas alors pour guides les résultats que je viens de vous exposer, l'autre, c'est que la variété violette normale du chlorure était inconnue. On ne connaissait que la variété verte que l'on considérait à tort comme la variété normale. De sorte que, au contraire de ce que j'ai fait pour le sulfate, j'ai dû ici démontrer l'existence de la variété normale violette du chlorure.

Je vais vous exposer la voie que j'ai suivie pour démontrer l'existence de la variété violette, la caractériser, l'isoler, établir les circonstances de sa transformation dans la variété verte.

Cet exposé aura un double but, le premier de vous montrer, mieux que je n'ai pu le faire avec le sulfate, les circonstances et le mécanisme de la transformation d'une variété dans l'autre, le second de bien mettre en lumière les services que peuvent rendre les mesures thermochimiques pour la solution d'une question de chimie pure.

Lorsque je commençai l'étude de cette question on ne connaissait qu'une variété de chlorure de chrome. Je ne parle pas bien entendu du chlorure anhydre, cette belle matière couleur fleur de pêcher, qui est insoluble dans l'eau et par conséquent hors de cause. Je veux parler du chlorure hydraté. Eh bien, des solutions de chlorure de chrome, quelle que fût d'ailleurs leur origine, on n'avait jamais extrait qu'un sel vert. Il était d'ailleurs assez difficile d'obtenir ce composé à l'état solide à cause de son extrême solubilité.

Je commençai d'abord par montrer qu'il était très facile de le retirer de ses dissolutions concentrées en l'en précipitant par un courant d'acide chlorhydrique gazeux.

Puis j'étudiai méthodiquement ses propriétés et voici ce que je reconnus.

C'est un beau sel vert ayant la composition Cr^3Cl^6 , $13\text{H}^2\text{O}$ qui en se dissolvant dans l'eau donne une dissolution d'un vert magnifique. Mais cette dissolution est instable ; si on l'abandonne (dans un flacon fermé, de façon à empêcher l'évaporation) la couleur verte se transforme, elle devient vert bleuâtre et au bout de quelques jours elle est devenue violette et conserve indéfiniment cette couleur, dans un flacon fermé bien entendu.

Il résulte donc de là que la dissolution des cristaux verts est une dissolution instable, qu'elle se transforme, et qu'elle aboutit, au bout de quelque temps, à un état qui paraît stable et qui est caractérisé par la couleur violette. Cette dissolution violette a d'ailleurs des propriétés chimiques différentes de celles de la solution verte.

Mais si on abandonne ensuite cette liqueur devenue violette à l'évaporation spontanée dans le but de la faire cristalliser et d'isoler le composé violet qu'elle renferme, on constate que, lorsqu'elle a atteint une grande concentration, elle a de nouveau changé de couleur, elle a repris l'état vert et si on achève l'évaporation dans l'air sec elle dépose des cristaux verts.

Dès lors voici comment se posait la question : les dissolutions de chlorure de chrome déposent normalement des cristaux de chlorure vert. Ces cristaux dissous dans l'eau donnent une liqueur verte, présentant des propriétés anormales chez un chlorure. Mais cette dissolution verte et instable, elle se transforme en quelques jours en une dissolution violette qui présente les propriétés normales d'un chlorure. Mais le composé violet se dérobe quand on veut l'isoler, car il se transforme par le seul fait de la concentration de la liqueur dans le composé vert primitif.

Dès lors comment connaître la nature de cette transformation violette ? Comment savoir quand elle est complète ? Comment connaître la nature du composé qu'elle renferme ? Ce sont là des ques-

tions que les méthodes chimiques ordinaires étaient, vous le voyez, impuissantes à résoudre.

Les méthodes thermiques m'ont permis de caractériser la variété violette, et elles m'ont montré dans quelles conditions il faut se placer pour l'isoler.

Voici en deux mots le principe de la méthode que j'ai suivie :

Pour caractériser une dissolution de sesquichlorure je mesure la quantité de chaleur qui se dégage quand je traite cette dissolution par une quantité équivalente de soude, c'est-à-dire que je réalise dans le calorimètre la réaction suivante :

Cr^2Cl^6 dissous + 6 NaOH dissous = $\text{Cr}^3(\text{OH})^6$ ppté + 6 Na Cl dissous + Q.

Cette quantité de chaleur Q caractérise l'état de la dissolution.

J'appliquai d'abord cette méthode à l'étude des dissolutions étendues et voici les résultats que j'obtins.

J'ai reconnu que la dissolution verte est caractérisée à l'instant même où elle est faite, c'est-à-dire avant d'avoir subi aucune altération par le dégagement de chaleur $Q = 63$ calories.

Pendant les jours qui suivent elle est caractérisée par des quantités de chaleur Q qui vont en décroissant pour atteindre au bout de quelques jours une limite fixe $Q = 44,4$.

A ce moment la liqueur est devenue complètement violette et quel que soit le temps qu'on la conserve elle est toujours caractérisée par la même quantité de chaleur $Q = 44,4$. La transformation moléculaire qui amène le changement de couleur est donc terminée et j'ai démontré ainsi qu'elle aboutit à une limite fixe. *La dissolution violette renferme donc un composé parfaitement défini.*

Ces expériences établissent donc l'existence de deux états parfaitement définis des dissolutions étendues de sesquichlorure, l'état vert, état instable, l'état violet, état stable, définitif des dissolutions étendues. Les dissolutions vertes correspondent à un composé cristallisé vert. Il y avait donc lieu de se demander si les dissolutions violettes correspondent elles aussi à un composé cristal-

lisé, quelle est la nature de ce composé et en particulier s'il ne correspondrait pas aux sels violets de chrome.

Or à cette dernière question il est facile de répondre : Les dissolutions violettes de chlorure correspondent aux sels violets de chrome, car si on prépare une dissolution de chlorure de chrome par double décomposition entre une dissolution de sulfate violet de chrome et de chlorure de baryum, la dissolution de chlorure de chrome que l'on obtient ainsi est violette et les mesures thermiques montrent qu'elle est identique à la dissolution violette qui provient de l'altération spontanée du chlorure vert.

Les solutions violettes de chlorure se trouvent donc ainsi rattachées aux sels violets de chrome. Elles représentent donc la variété normale du chlorure de chrome, comme le faisait soupçonner déjà d'ailleurs l'étude de leurs propriétés chimiques.

Ayant ainsi établi, en 1^{er} lieu, que les dissolutions violettes correspondent à un état défini, et en 2^e lieu, que cet état défini est l'état normal correspondant aux sels violets de chrome, il restait à isoler le composé violet que renferment ces dissolutions, c'est-à-dire le véritable chlorure de chrome.

Or, je l'ai dit, quand on cherche à isoler ce composé, il se dérobe, car si on cherche à faire cristalliser la dissolution violette par l'évaporation spontanée, on reconnaît que quand on a atteint un certain degré de concentration, assez élevé d'ailleurs, elle commence à se transformer, elle devient de plus en plus verte à mesure qu'elle se concentre davantage et on a finalement une liqueur sirupeuse verte qui ne possède plus du tout les propriétés de la dissolution violette et qui dans le vide sec donne des cristaux verts.

J'entrepris alors, dans le but d'éclaircir cette question, l'étude thermique de ces dissolutions concentrées de chlorure de chrome en voie de transformation ; j'appliquai la méthode que je vous indiquais tout à l'heure et j'arrivai ainsi aux résultats suivants.

Je reconnus que tant qu'on reste au-dessous d'une certaine

concentration, l'état stable, définitif d'une dissolution de chlorure est l'état violet caractérisé par le nombre 44,4. Puis, à partir de cette concentration, c'est-à-dire pour une concentration plus grande, la dissolution de chlorure, quel que soit son état initial, qu'elle soit verte ou violette au début, s'arrête au bout d'un certain temps à un état fixe, intermédiaire entre la dissolution violette et la dissolution verte. Cet état limite, parfaitement stable mais variable avec la concentration, est d'autant plus rapproché de l'état violet que la solution est moins concentrée, et d'autant plus rapproché de l'état vert que la solution est plus concentrée.

Puis à partir d'une certaine concentration, cet état stable est l'état vert lui-même caractérisé par le nombre 63 et au-dessus de cette concentration la liqueur ne renferme plus que du chlorure vert.

Je songeai alors à traiter ces dissolutions concentrées, celles qui sont intermédiaires entre la solution violette et la solution verte, par l'acide chlorhydrique gazeux, pour voir quelle serait la nature du chlorure précipité dans ces conditions ; et je suis arrivé à ce résultat que ces dissolutions partiellement transformées sont déjà assez concentrées pour donner un précipité et qu'elles se comportent comme un mélange de chlorure vert et de chlorure violet, avec cette différence que le chlorure violet est seul précipité tout d'abord et la liqueur abandonnée à elle-même ne dépose le chlorure vert que 24 heures plus tard.

Grâce à cette heureuse circonstance j'ai pu isoler le chlorure violet. Sa composition est identique à celle du chlorure vert $\text{Cr}^2\text{Cl}^6, 13\text{H}^2\text{O}$. Il restait à vérifier que sa dissolution dans l'eau était identique aux dissolutions violettes que j'avais étudiées. C'est ce que l'expérience vérifia.

Ainsi, guidé pas à pas par les indications si précises de la thermochimie, j'ai pu caractériser et isoler le chlorure violet de chrome, démontrer qu'il correspond aux sels violets de chrome et

j'ai pu préciser les conditions dans lesquelles s'opère la transformation d'une variété dans l'autre.

L'état violet constitue l'état stable, définitif, auquel aboutissent les dissolutions étendues de chlorure, quel que soit leur état initial. Ces dissolutions violettes sont des dissolutions métalliques ordinaires.

L'état vert constitue l'état stable, définitif d'une dissolution très concentrée de chlorure. Ces dissolutions possèdent des propriétés anormales.

De sorte que si on abandonne à l'évaporation spontanée une dissolution étendue de chlorure violet, quand elle aura atteint un certain degré de concentration, elle commencera à se transformer, se rapprochant d'autant plus de l'état vert que sa concentration deviendra plus grande ; à partir d'une certaine concentration elle ne renfermera plus que du chlorure vert, et si on laisse l'évaporation se terminer dans le vide sec elle déposera des cristaux de chlorure vert.

De sorte que l'état vert paraîtra être ainsi l'état normal du chlorure de chrome, alors que l'étude de ses propriétés montre que c'est un composé anormal.

Nous venons de voir quelles sont les circonstances de la transformation des deux variétés de chlorure l'une dans l'autre.

Ces circonstances sont de deux sortes.

En premier lieu, comme je vous l'ai dit au début, le chlorure violet solide se transforme en chlorure vert quand on le porte à 100°.

En deuxième lieu, la transformation peut aussi se produire en dissolution et les circonstances de cette transformation peuvent se résumer ainsi : le chlorure violet est la forme stable des dissolutions étendues, le chlorure vert est la forme stable des dissolutions très concentrées de chlorure.

Il semble donc résulter de là que les circonstances de la transformation des deux variétés de chlorure ne sont pas les mêmes que celles des deux variétés de sulfate.

Nous avons bien vu que le sulfate violet solide, lui aussi se transforme en sulfate vert quand on le chauffe à 100° et cette circonstance de transformation est bien la même pour le sulfate et le chlorure.

Mais le deuxième mode de transformation, celui qui se produit en dissolution ne paraît pas tout d'abord exister pour le sulfate puisque, c'est un fait bien connu, que les dissolutions violettes de sulfate de chrome restent toujours violettes, quelle que soit leur concentration et déposent des cristaux de sulfate violet. Il semble donc que le sulfate vert ne puisse pas se produire par voie humide.

Mais cette différence entre le chlorure et le sulfate n'est qu'apparente et le mécanisme de la transformation est encore ici le même.

Je vous rappelle tout d'abord qu'une dissolution étendue de sulfate vert se transforme spontanément en une dissolution de sulfate violet, de sorte que nous pouvons dire, comme pour le chlorure, le sulfate violet est la forme stable des dissolutions étendues de sulfate de chrome.

Mais je vais vous montrer que nous pouvons dire aussi : le sulfate vert est la forme stable des dissolutions très concentrées de sulfate de chrome.

En effet, je vous ai dit que les dissolutions de sulfate de chrome donnent, par évaporation, des cristaux de sulfate violet. Cela prouve que quand la dissolution de sulfate de chrome atteint la concentration pour laquelle la cristallisation se produit, c'est encore, à cette concentration-là, la variété violette qui est la variété stable. Il semble qu'on ne puisse pas dépasser cette concentration à laquelle la cristallisation du sulfate se produit.

Mais on peut tourner la difficulté, et pour voir ce qui a lieu pour une concentration plus grande, au lieu de partir du sulfate de chrome tout préparé, j'ai produit une réaction donnant naissance au sulfate de chrome dans une liqueur renfermant une très

petite quantité d'eau, une quantité d'eau insuffisante pour dissoudre la totalité du sulfate qui doit se produire, et j'ai observé alors, que, dans ces conditions de concentration anormales, c'est le sulfate vert qui prend naissance et non pas le sulfate violet.

Ainsi donc pour le sulfate on peut aussi dire, comme pour le chlorure, le sulfate vert est celui qui prend naissance dans les dissolutions très concentrées.

Ainsi, vous le voyez, les circonstances de production et de stabilité du sulfate vert sont les mêmes que celles du chlorure.

Les recherches que j'ai faites sur le bromure m'ont conduit à des résultats analogues.

Vous le voyez donc tous ces composés anormaux verts se produisent dans les mêmes conditions. Par voie sèche, on les obtient par l'action de la chaleur sur le sel violet solide. Par voie humide, ils prennent spontanément naissance dans les liqueurs très concentrées, parce qu'ils constituent la forme stable que prend forcément le composé chromique dans les liqueurs très concentrées.

Mais le degré de concentration nécessaire pour la production et la stabilité de la variété verte varie d'un sel à l'autre.

De là, deux cas très différents :

1° Pour certains sels, comme pour le chlorure, la transformation du composé violet en composé vert est complète avant que l'on ait atteint la concentration pour laquelle la cristallisation se produit, de sorte que *les dissolutions de ces sels déposent normalement des cristaux verts* et qu'on ne peut obtenir les cristaux violets, c'est-à-dire le véritable sel, que par une voie détournée.

2° Pour les autres sels, au contraire, comme pour le sulfate, quand on a atteint la concentration pour laquelle la cristallisation se produit, la transformation du composé violet en composé vert n'est pas encore commencée, de sorte que *ces dissolutions déposent normalement les cristaux violets* et que, pour obtenir la formation du sel vert par voie humide, il faut avoir recours à un tour de main.

Cette circonstance que, dans les conditions ordinaires, certains sels de chrome adoptent, de préférence, la forme anormale verte, tandis que les autres, dans les mêmes conditions, adoptent la forme normale violette, n'avait pas peu contribué à embrouiller cette question, déjà suffisamment complexe par d'autres côtés.

CONCLUSION

En résumé, Messieurs, vous voyez, par ces quelques exemples, que les sels de chrome sont susceptibles d'éprouver des transformations multiples et que, comme je vous le disais au début, à un même sel de chrome correspondent trois dissolutions différentes :

1° La dissolution violette que l'on obtient en dissolvant dans l'eau le sel violet cristallisé. Ce sel est un sel métallique ordinaire :

2° La dissolution verte que l'on obtient en portant la dissolution violette à l'ébullition ;

3° La dissolution verte, différente de la précédente, que l'on obtient en dissolvant dans l'eau l'isomère vert solide du sel violet.

Ces composés verts ne sont pas des sels métalliques, mais des composés d'une nature spéciale, qui se produisent dans des circonstances semblables, bien déterminées, pour les différents sels de chrome.

L'existence de composés analogues n'a pas, à ma connaissance, été rencontrée jusqu'à présent dans l'étude des métaux autres que le chrome. Cela ne veut pas dire que le chrome soit seul à présenter ces propriétés.

Seulement dans le cas de ce métal, deux circonstances favorables interviennent qui permettent de reconnaître et de caractériser ces composés.

En premier lieu, ces transformations sont accompagnées d'un changement de couleur.

En deuxième lieu, ces composés anormaux, quoique ayant, à l'état dissous, une existence éphémère et une grande fragilité, se détruisent pourtant assez lentement, pour qu'il soit possible, avec quelques précautions, de mettre en évidence leurs propriétés spéciales et de démontrer ainsi leur existence.

Il est très possible et même très probable que d'autres sels métalliques éprouvent, sous l'influence de la chaleur et de la déshydratation, des transformations moléculaires analogues. Tel doit être vraisemblablement le cas de ces sels qui, très solubles lorsqu'ils sont hydratés, deviennent insolubles ou très lentement solubles quand on les a déshydratés par la chaleur. Mais il est probable que ces transformations moléculaires se détruisent immédiatement par le seul fait de la dissolution du composé dans l'eau, de sorte qu'il devient impossible de les mettre en évidence.

BIBLIOGRAPHIE

Leçons nouvelles sur l'Analyse infinitésimale et ses applications géométriques, par M. Ch. Méray, professeur à la Faculté des Sciences de Dijon. **DEUXIÈME PARTIE : Étude monographique des principales fonctions d'une seule variable**. Paris, Gauthier-Villars et fils, 1895. Gr. in-8° de xi-495 pages. Prix : 44 fr.

J'ai rendu compte l'année dernière dans cette Revue du premier volume de l'ouvrage de M. Méray. Pour le résumer en quelques mots, je rappellerai que M. Méray définit les fonctions par la propriété d'être développables en séries entières dans le voisinage d'un système quelconque de valeurs, une exception pouvant être faite pour des systèmes singuliers de valeurs. En partant de ce point de vue, il a établi, avec une rigueur absolue et une élégance remarquable, toutes les propriétés des fonctions qui forment la base du calcul infinitésimal et qui se réduisent, en somme, aux procédés qui engendrent les fonctions les unes par les autres, soit par la résolution d'équations, soit par la considération d'équations différentielles, depuis les quadratures jusqu'aux systèmes d'équations aux dérivées partielles.

Ce premier volume, naturellement un peu abstrait, se complète de la façon la plus heureuse par celui dont je vais maintenant parler.

Il contient une étude monographique des principales fonctions d'une seule variable : radicaux, irrationnelles algébriques étendues par l'auteur au cas beaucoup plus vaste où il s'agit d'une fonction implicite engendrée par la résolution d'une composante olotrope en elle et la variable, la fonction logarithmique et l'exponentielle, les fonctions circulaires, les fonctions elliptiques et les fonctions eulériennes.

C'est toujours la considération systématique des séries entières qui fournit à M. Méray toutes les propriétés de ces diverses fonctions. Chaque fois qu'il entreprend l'étude d'une d'elles, il opère tout d'abord une séparation soigneuse entre les valeurs de la

variable, en lesquelles elle est olotrope, et celles, s'il en existe, où elle entre dans des phases singulières ; les propositions concernant les valeurs du premier genre sont présentées comme de simples corollaires des théorèmes généraux établis dans le premier volume ; l'étude des singularités est faite par les moyens spéciaux propres à la fonction considérée. M. Méray est non moins persévérant dans sa méthode ; ses démonstrations ont toujours la rigueur et les allures franches de l'Algèbre ; les artifices qui masquent généralement la raison d'être des propositions sont bannis, ou mis au second rang lorsqu'ils méritent pourtant d'être signalés.

Un point capital est l'élimination des considérations de trigonométrie géométrique dont on se servait jusqu'ici pour l'étude des fonctions circulaires, de l'exponentielle imaginaire, de l'équation binôme, considérations dont toute l'étude des fonctions était par suite dépendante et qui faisait, en somme, de l'analyse une science tributaire de la géométrie. C'est là certainement un des motifs qui assureront à l'ouvrage de M. Méray l'admiration unanime des mathématiciens et le placeront au premier rang de tous les traités existants.

Je vais maintenant exposer en détail le contenu des treize chapitres dont se compose le volume.

Le premier contient les propriétés fondamentales des polynomes entiers et leur extension à des fonctions olotropes quelconques ; des propriétés plus spéciales des fonctions indéfiniment olotropes ; en particulier, un théorème permettant de trouver par cheminement les racines de l'équation obtenue en égalant à zéro une fonction indéfiniment olotrope ; l'application de ce théorème à celui de d'Alembert dont il est aussi donné une démonstration plus simple, mais ne montrant que l'existence des racines sans fournir comme l'autre un procédé de calcul effectif. Le chapitre se termine par la discussion des fonctions d'une variable réelle.

Le second chapitre est consacré à l'étude des fonctions méro-

morphes d'une variable dans une aire donnée, c'est-à-dire des fonctions qui peuvent y être mises sous la forme du quotient de deux fonctions olotropes. On y trouve la décomposition de ces fonctions en une partie composée d'une fonction olotrope et une somme de fractions simples ; les propriétés spéciales des fonctions indéfiniment méromorphes ; en particulier celles de ces propriétés qui suffisent pour affirmer qu'une telle fonction se réduit à une constante ou à une fraction rationnelle ; enfin la recherche par cheminement des zéros et des infinis. Le chapitre se termine par l'exposé de la théorie des résidus de Cauchy. C'est une des découvertes les plus élégantes de l'analyse et plusieurs des formules auxquelles elle donne lieu montrent qu'elle mérite bien la place que M. Méray lui a faite.

Le chapitre III est consacré à la fonction radicale simple. Il débute par la règle de Gauss exposée sous la forme suivante qui ne laisse rien à désirer sous le rapport de la netteté.

Dans une série dont le terme général u_n est réel et positif et où le rapport $\frac{u_{n+1}}{u_n}$ est une fonction olotrope de $\frac{1}{n}$ dans le voisinage de la valeur $\frac{1}{n} = 0$, soit

$$\frac{u_{n+1}}{u_n} = 1 + g_1 \frac{1}{n} + g_2 \left(\frac{1}{n}\right)^2 + \dots$$

il y a convergence si g_1 est < -1 , divergence si g_1 est ≥ -1 .

M. Méray définit ensuite la fonction radicale simple comme la fonction implicite u de x définie par l'équation

$$u^m - x^n = 0$$

m et n étant deux exposants entiers. La théorie générale fournit de suite le développement en série de la fonction u qui prend la valeur u_0 pour $x = x_0$, u_0 et x_0 étant liés par la relation

$$u_0^m - x_0^n = 0.$$

M. Méray discute cette série sur le cercle de convergence.

Il y substitue de suite la fonction ayant pour détermination initiale $u = 1$ pour $x = 1$.

En posant $\frac{n}{m} = \mu$, la série représentant cette fonction sera par définition la fonction radicale x^μ dans le cas où μ est quelconque, c'est-à-dire incommensurable ou imaginaire, en un mot la fonction radicale la plus générale.

L'étude de cette fonction définie par sa série fournit en particulier son développement suivant les puissances de μ

$$1 + T^\mu + \frac{1}{1.2} T^2 \mu^2 + \dots$$

ou l'on a

$$T = \frac{t}{1} - \frac{t^2}{2} + \frac{t^3}{3} \\ x = 1 +$$

formule d'où ressortira plus tard le lien entre la fonction radicale et l'exponentielle.

Les propriétés fondamentales de la fonction radicale contenues dans les équations

$$(x'^k x''^k)^\mu = (x'^\mu)^k (x''^\mu)^k \\ x_1^{\mu_1} + x_2^{\mu_2} = (x_1^{\mu_1})^k (x_2^{\mu_2})^k \\ (x^\mu)^{\mu'} = x^{\mu \mu'}$$

sont déduites fort simplement des propriétés du développement de la fonction dans le cas de l'exposant le plus général et en ayant égard à celles des déterminations des diverses fonctions radicales entrant dans ces formules qu'il est convenable de prendre.

M. Méray arrive ensuite à l'étude des diverses valeurs que peut prendre en un point la fonction radicale et montre que ces valeurs sont comprises dans la formule

$$\Phi \pm kU$$

U étant l'une d'entre elles et Φ étant un facteur ne dépendant que de μ .

Les propriétés de cette fonction Φ , qui n'est autre que $e^{2\pi i \mu}$, nécessaires pour établir en toute rigueur le résultat précédent et pour faire la discussion de l'équation binôme, sont établies algébriquement. La méthode suivie consistant dans la détermination d'un contour particulier est fort élégante. Revenant alors à la

fonction radicale simple, il en résulte que, partant de la fonction ayant comme détermination initiale $u = 1$ pour $x = 1$, on retrouve toutes les fonctions satisfaisant à l'équation

$$u^m - x^n = 0$$

ce qui légitime la spécialisation faite au début.

Le chapitre IV est consacré à la discussion des phases critiques d'une fonction implicite c'est-à-dire à la solution du problème suivant :

Étant donnée une fonction olotrope en x et u , $f(x, u)$ et x_0, u_0 étant un système de valeurs satisfaisant aux équations

$$f(x_0, u_0) = 0, \quad \frac{df}{dx_0}(x_0, u_0) = 0$$

trouver les fonctions d' x olotropes ou non dans le voisinage de x_0 et satisfaisant à l'équation

$$f(x, u) = 0.$$

Dans le cas où $f(x, u)$ est un polynôme entier cette question a été traitée par Puiseux dans un de ses plus beaux mémoires. On sait combien les questions les plus simples relatives aux polynômes entiers deviennent difficiles quand on leur substitue des séries. Le problème de la décomposition d'une série entière en facteurs primaires due à M. Weierstrass en est un des plus brillants exemples. M. Méray a réussi à traiter le problème qu'il s'était proposé, un des plus importants de la théorie des fonctions, dont des applications se trouvent notamment dans la théorie des fonctions circulaires et des fonctions elliptiques, avec la rigueur et l'élégance auxquelles il nous a habitués. Il commence par chercher les racines olotropes et montre que la somme totale de leurs degrés ne peut surpasser un nombre déterminé qu'il appelle le grade. En posant

$$x = x_0 + x', \quad u = u_0 + u'$$

et

$$f(x, u) = x'^r [D(u') + x'E(x', u')]$$

le grade est le degré du terme du plus faible degré de la série $D(u')$.

M. Méray ramène ensuite la recherche des racines non olotropes à la précédente en montrant que l'on peut toujours assigner un exposant entier n tel que l'équation

$$f(x_0 + t^n, u) = 0$$

offre des racines en nombre égal au grade, olotropes dans le voisinage de la valeur $t = 0$, en prouvant enfin qu'aucune autre racine olotrope ou non ne saurait exister.

La méthode suivie participe à la fois de la méthode des coefficients indéterminés et du procédé suivi par Newton d'abord, puis par Puiseux, consistant à former un contour polygonal laissant à son intérieur les points représentant graphiquement les exposants des termes de la fonction.

Ce chapitre de l'œuvre de M. Méray est certainement un des plus remarquables. Il donne la solution d'une question qui n'avait pas été traitée avant lui. Il y a là une découverte qui donne un relief considérable à la considération systématique des séries qu'il a introduite dans la science.

Le chapitre V est consacré à l'étude du logarithme et de l'exponentielle. M. Méray considère que toutes les fonctions transcendantes dignes d'intérêt peuvent être considérées comme des résultats prochains ou éloignés d'intégration ou de résolution exécutées sur des expressions de nature auparavant connue. C'est là un point de vue très élevé qui écarte de suite des conceptions frivoles pour la recherche de fonctions nouvelles, conceptions auxquelles conduit trop souvent la façon artificielle dont sont présentées les fonctions fondamentales. En montrant que ces fonctions ont dans le calcul algébrique des bases autrement solides que dans telle ou telle de leurs propriétés, M. Méray rend certainement service aux jeunes mathématiciens qui recherchent des sujets de travaux.

C'est ainsi que le logarithme est présenté par lui comme provenant de l'intégration d'une différentielle rationnelle et que l'exponentielle est présentée comme la fonction inverse du loga-

ritme. Le point capital de la périodicité du logarithme est démontré à l'aide du contour dont il s'est déjà servi dans la théorie de la fonction radicale et dont il tire, en particulier, les éléments du calcul numérique expéditif de π . Le théorème de Cauchy montrant le lien entre les résidus et des intégrales définies prises sur un contour fermé, et la démonstration qu'on en déduit du théorème de d'Alembert trouvent leur place à cet endroit.

Le chapitre VI est consacré aux fonctions circulaires directes et inverses. Ces fonctions n'étant pas en somme des fonctions différentes des fonctions logarithmiques et exponentielles, la façon dont elles sont définies est peu importante. Elles se sont introduites dans l'analyse par les applications nombreuses dans lesquelles elles jouent un rôle. Dans ce chapitre se trouve la réduction des intégrales d'une fonction rationnelle de la variable et d'un radical portant sur un polynôme entier de la variable.

Le chapitre VII montre bien que si M. Méray tient à laisser aux opérations fondamentales le soin d'introduire les fonctions dans la science, il sait pourtant trouver dans d'autres considérations le couronnement final de leur théorie. C'est ainsi que les fonctions exponentielles et circulaires le conduisent à faire l'étude des fonctions indéfiniment méromorphes, unipériodiques, jouissant de la propriété de n'avoir à l'infini qu'une valeur dans une direction donnée, ou, ce qui revient au même, que deux valeurs, l'une dans une région du plan, l'autre dans l'autre, les deux régions étant séparées par la direction de la période. Ce sont les fonctions qu'il appelle unipériodiques polarisées. La théorie de ces fonctions est une utile préparation à celle des fonctions doublement périodiques. Elles s'expriment rationnellement au moyen de la fonction exponentielle. Leur développement en une série de fractions simples ou en un produit d'un nombre infini de facteurs fait l'objet principal du chapitre, qui se termine par l'intégration d'une fonction unipériodique polarisée quelconque.

Avec le chapitre VIII nous entrons dans la théorie des fonctions elliptiques, qui s'introduisent par l'intégration traitée dans le chapitre VI lorsque le polynôme sous le radical est du troisième ou du quatrième degré, conformément aux idées générales dont j'ai parlé plus haut. Les inverses de ces intégrales ayant conduit à l'existence de fonctions bipériodiques, l'étude de celles de ces fonctions qui sont indéfiniment méromorphes fait l'objet des chapitres IX et X. On y trouve les propriétés relatives à leurs zéros et leurs infinis, au résidu intégral à l'intérieur du parallélogramme des périodes; les relations entre deux telles fonctions ayant les mêmes périodes; la propriété de ces fonctions d'être les inverses d'intégrales abéliennes; leur décomposition en séries de fractions simples ou de fonctions circulaires, ou en produits d'un nombre infini de facteurs simples ou trigonométriques; enfin leur intégration d'où se déduit l'expression générale des intégrales elliptiques. Cette dernière question est présentée d'une façon nouvelle et fort simple, digne d'être remarquée.

Le chapitre XI contient les points saillants de la théorie des fonctions bipériodiques du second ordre: l'addition et la soustraction des arguments, la multiplication et la division, enfin le problème de la transformation dans un cas particulier.

Dans le chapitre XII, M. Méray traite des fonctions canoniques de Jacobi dont il rattache la définition au problème de la transformation traité dans le chapitre précédent. Aujourd'hui on tend à y substituer les fonctions de Weierstrass qui sont d'un maniement plus commode. Ainsi que nous l'avons remarqué, s'il faut chercher dans les problèmes d'intégration la raison du rôle important joué par les fonctions bipériodiques, il faut laisser aux applications le soin de déterminer celles de ces fonctions qui doivent être prises pour point de départ. Les récents travaux ne laissent pas de doute à ce sujet. Mais l'étude des fonctions de Weierstrass eût entraîné M. Méray au delà des limites d'un traité général des fonctions et leur place est tout naturellement dans

les livres spéciaux qui ont traité ce sujet avec une perfection complète à différents points de vue, si on veut seulement citer ceux de Halphen et de MM. Tannery et Molk.

Le chapitre XIII contient les points fondamentaux de la théorie des intégrales eulériennes.

On voit par ce rapide résumé que l'ouvrage de M. Méray, en entendant par là l'ensemble de ses deux premiers volumes, constitue un traité conduisant le lecteur depuis les fondements de l'algèbre jusqu'aux théories les plus élevées de l'analyse, sans que jamais les raisonnements aient cessé d'avoir une rigueur irréprochable, et sans qu'un point ait été laissé non éclairci.

Un tel ouvrage mérite d'être pris comme base de l'enseignement mathématique. Non seulement il prépare admirablement à des études futures, mais encore en constituant un *referendum* qui deviendra certainement classique, il facilitera beaucoup la production des traités spéciaux à telle ou telle branche des mathématiques.

H. DUPORT.

DIJON

MONUMENTS ET SOUVENIRS

PAR

M. HENRI CHABEUF

C'est un pieux devoir que celui de recueillir l'histoire de son pays, et de chercher, dans les monuments qui s'y sont édifiés, le souvenir des hommes et des événements d'où est née cette histoire même.

En s'inspirant de pareille pensée, M. Chabeuf, dans un ouvrage d'une profonde érudition, auquel il a voulu donner le titre modeste de *DIJON : MONUMENTS ET SOUVENIRS*, a retracé, en réalité, toute l'histoire de la cité dijonnaise, depuis l'époque gallo-romaine jusqu'à nos jours.

Nous allons tenter d'analyser ce savant et intéressant travail, sans omettre de mentionner que, envisagé au point de vue de sa remarquable composition typographique exécutée par l'imprimerie de M. Jobard, et de son illustration artistique en 140 belles photogravures de M. Chesnay, le livre, publié à Dijon par la librairie Damidot en 442 pages grand in-4, constitue en lui-même une véritable œuvre d'art.

I. — DIJON GALLO-ROMAIN. LE CASTRUM

M. Chabeuf entre en matière par la description de Dijon mérovingien donnée par Grégoire de Tours, dans son *Histoire ecclésiastique des Francs* :

« C'est une place forte entourée de solides murailles, au milieu

« d'une plaine agréable; les terres en sont si fertiles et si productives que, labourées une seule fois avant les semailles, elles n'en donnent pas moins d'abondantes moissons. Au midi coule la rivière d'Ouche qui est très poissonneuse, du nord vient une autre petite rivière qui entre par une porte et ressort par une autre, entourant les remparts de ses eaux tranquilles. A la sortie elle fait tourner des moulins avec une rapidité extraordinaire. Dijon a quatre entrées tournées vers les quatre parties du ciel. Ses murs sont armés de trente-trois tours. Jusqu'à vingt pieds ils sont faits de pierre de taille, au-dessus de petit appareil. Ils ont en tout trente pieds de hauteur et quinze d'épaisseur. Pourquoi ce lieu ne porte pas le nom de cité, c'est ce que j'ignore. Il existe aux environs des sources précieuses. Du côté de l'occident sont des montagnes très fertiles, couvertes de vignes qui fournissent aux habitants un si noble falerne qu'ils dédaignent le vin d'Ascalon. Les anciens disent que Dijon a été bâti par l'empereur Aurélien. »

Le Dijon mérovingien nous apparaît là comme une place forte, un *Castrum*, au milieu d'une plaine fertile. Cette petite rivière le traversant du nord au sud, c'est évidemment le Suzon, qui, depuis plusieurs siècles, est loin d'avoir conservé la pérennité de son cours.

Il est intéressant de rechercher, avec M. Chabeuf, quelles étaient l'étendue et la forme du *Castrum* dijonnais. Après avoir coupé l'abside de Saint-Etienne, l'enceinte descendait au sud en ligne droite, traversait la rue Legouz-Gerland, atteignait la maison de M. le conseiller Masson, rue Chabot-Charny, 49, où se voit encore un fragment en arrachement; à la hauteur du n° 55 de la même rue, la muraille tournait à l'ouest, coupait l'enceinte de l'école de droit; on en rencontre ensuite des traces au n° 7 de la rue Hernoux et, en arrière de l'ancien hôtel Fyot de Mimeure, rue Amiral-Roussin, 23; puis la muraille remontait vers le nord, coupait la rue Amiral-Roussin au n° 40, suivait la ligne orientale

de la rue des Etioux, traversait l'aile occidentale du Palais des Etats, au seuil du grand escalier, suivait probablement la même ligne que prendra plus tard l'enceinte extérieure de la salle des Gardes; enfin, coupant la rue Rameau, le théâtre, la rue de La Monnoye, elle atteignait la rue Longepierre, et passait à une trentaine de mètres du portail de Saint-Michel, pour revenir à l'abside de Saint-Etienne. On calcule que le Castrum mesurait, en superficie, un peu plus de dix hectares.

Le Castrum dijonnais ne paraît pas à M. Chabeuf appartenir à la grande époque historique où les Romains donnaient à leurs camps des formes géométriques précises : il estime qu'il a dû être établi au milieu du iv^e siècle.

Des quatre portes dont parle Grégoire de Tours, celle de l'est s'ouvrait devant le grand portail de Saint-Michel ; celle du sud, rue Chabot-Charny, vers le n° 55 ; celle de l'ouest, vers le n° 40 de la rue Amiral-Roussin ; enfin, celle du nord, au point de départ des rues de la Préfecture et des Forges.

L'enceinte protectrice du Castrum étant formée, pour partie, de blocs paraissant provenir d'édifices, de temples et de tombeaux de l'époque gallo-romaine, M. Chabeuf est amené à considérer le Castrum dijonnais comme n'ayant été « que la condensation d'une ville antérieure, un lieu de refuge élevé sur les ruines et avec les débris du Dijon primitif » dont l'histoire est inconnue. Mais, à son avis, rien ne rend vraisemblable l'existence d'une ville gauloise à laquelle se serait trouvé superposé le Dijon gallo-romain.

Tout en tenant Dijon pour une ville d'origine gallo-romaine. M. Chabeuf pense que sa fondation est bien antérieure à Aurélien et « que le lieu était peuplé dès la seconde moitié du premier siècle de l'ère chrétienne ».

Au nombre des sculptures extraites du sol dijonnais, citons comme la plus remarquable le monument dit des Triumvirs, formé de fragments encastrés dans la façade d'une maison du

faubourg d'Ouche, rue de la Mégisserie, 29, fragments que l'on croit pouvoir attribuer au temps d'Adrien.

A la question de l'origine se rattache de près celle du nom : à cet égard l'on doit s'arrêter à de simples hypothèses ; et malgré une théorie nouvellement admise sur l'origine des noms de lieux, théorie d'après laquelle, dans l'ancien monde romain, un domaine prenait pour ne plus le perdre le nom de son premier possesseur, l'on ne peut que supposer que Divio (*Dijon*) a eu pour fondateur quelque Gaulois latinisé ou quelque Romain du nom de Divius.

II. — DIJON CHRÉTIEN. — DIJON DUCAL ET ROYAL

De nombreuses sépultures attestent l'importance du Dijon chrétien. Du reste, dès le temps de Grégoire de Tours, le *Castrum* ne constituait pas toute la ville : les églises n'étaient pas comprises dans l'enceinte gallo-romaine.

Une tradition constante attribue l'évangélisation de la Bourgogne à saint Bénigne, qui, d'après la version admise le plus généralement, envoyé de Smyrne par saint Polycarpe, dont il était le disciple, souffrit le martyre à Dijon, sous Marc-Aurèle, le 1^{er} novembre 178. C'est au lieu même où la croyance populaire voulait que se trouvât le corps du saint, placé dans un sarcophage et confié à la terre par les soins de sainte Léonille, que devait, au vi^e siècle, s'élever l'abbaye de Saint-Bénigne, avec son église, ses amples dépendances et son bourg.

Le premier faubourg qui se forme en dehors du *Castrum* s'élève à l'ouest : c'est le quartier de la Chrétienté, où l'on voit s'ériger d'abord le baptistère Saint-Jean, puis les deux églises Saint-Bénigne et Sainte-Paschasie. Un autre faubourg se formera à l'est, autour de l'église Saint-Etienne ; puis un troisième, celui de la Vicomté, naîtra au sud.

Robert le Pieux mourut en 1031, laissant le royaume de France à Henri 1^{er}, et le duché de Bourgogne à son troisième fils, Robert.

Celui-ci fonda la première maison capétienne de Bourgogne, et avec lui Dijon devint la capitale du duché.

A la date du 28 juin 1137, sous le règne de Hugues II le Pacifique, un incendie, allumé par la foudre, réduisit en cendres la ville de Dijon et ses faubourgs. Ce fut à la suite de ce désastre, que Hugues II résolut de donner à sa capitale une nouvelle enceinte : elle ne sera achevée, il est vrai, qu'en 1371 ; mais, sauf une rectification opérée à un certain moment à l'angle du sud-ouest, elle suffira à enserrer Dijon jusqu'au ^{xix}^e siècle. Naturellement, pour renforcer leurs fortifications, les ducs furent souvent obligés de faire procéder à des travaux considérables. En tout cas, si nous nous reportons au ^{xv}^e siècle, l'enceinte de Dijon nous paraît des plus imposantes. La ville est alors défendue par ses dix-huit tours ; à savoir, les tours Saint-Pierre, de la Bussière, Saint-Antoine, Saint-Michel, Rouge, Quarteau, Saint-Nicolas, au Fermerot, aux Anes (plus tard La Trémoille), Poincart-Bourgeoise, de Renne, Saint-Georges, Charlieu, Saint-Philibert, Quarée, Nanxion, Fondeiro et Saint-André ; et la muraille est percée de onze portes (réduites à quatre après le siège de septembre 1513), dont la garde était l'objet d'une rigoureuse surveillance.

M. Chabeuf décrit d'une façon charmante l'ensemble si pittoresque qu'offrait alors la cité dijonnaise. « C'est, nous dit-il, un « hérissément de clochers, de tours, de flèches surtout, et parmi « ces aiguilles sans nombre il en est de superbes, nervées de « plombs dorés, hautes à donner le vertige ; celle de la Sainte- « Chapelle est cerclée à mi-hauteur de la couronne ducale fleur- « delisée, d'autres plus humbles, couvertes en ardoises d'un bleu « à reflets d'acier, posent sur des charpentes peintes en rouge ; « plusieurs, avouons-le, sont décrépites et penchantes, mais on « les rétablira tôt ou tard. Il n'est église, couvent, simple « logis d'abbé, comme le Petit Clairvaux, qui ne tienne à honneur « d'avoir la sienne, et Dijon s'offre de loin comme un bataillon « armé de lances dressées ; c'est une sorte d'envolée à l'envi vers le

« ciel. » Et à ce tableau, si joliment tracé, du Dijon vu du dehors et de loin, il en ajoute un autre, non moins intéressant, pour nous faire voir tout ce que présente de capricieux l'aspect intérieur de la ville, dont les libres détours de chaque rue offrent leurs surprises.

A cette époque, les rues de la cité dijonnaise ne sont pas seulement onduleuses ; les règles les plus élémentaires de l'hygiène y sont plus méprisées encore que celles de l'alignement : le sol est « une litière d'ordures, de pourritures mêlées à la poussière et à la boue », et les cimetières intérieurs ajoutent à l'insalubrité.

Dès le milieu du ^{xv}^e siècle, la Chambre de Ville cherchait à combattre cette insalubrité et la malpropreté de Dijon : on possède une requête présentée dans ce but à Philippe le Bon, et tendante à ce que le bailli pût connaître, sommairement et sans délai, « des appels interjetés par les délinquants condamnés à l'amende pour immondices jetées dans les rues, porcs tenus dans la ville, etc. »

« Mais, ajoute M. Chabeuf, une cause permanente d'insalubrité qui persistera à travers les siècles est la rue populaire entre toutes, celle que M. Zola appellerait le ventre de Dijon, le Bourg. » S'inspirant alors de la monographie qui en a été si bien faite par M. Garnier, l'écrivain dijonnais nous trace, de sa plume habile, une curieuse description du quartier cité, dès le ^{xii}^e siècle, avec l'appellation de *Burgus*.

Le Bourg, c'est « tout l'espace compris entre le fossé du *Castrum* et le cours du Suzon », et dont a pris le nom la rue allant de la rue des Forges à la place Saint-Georges.

Alors centre commercial de Dijon, « pendant la plus grande partie du jour, le Bourg est comme un champ de foire où l'on se bouscule à grands caquets ». On trouve de tout au Bourg. D'un côté, sont les riches et puissants bouchers, qui, sur la rue des Etioux, en arrière de leurs maisons, ont leurs tueries, et, sur le devant, leurs « bancs à vendre la chair. » Du côté opposé, on voit

rôtisseurs, charcutiers, tripiers, taverniers, estassonniers ou épiciers. Au Bourg se tient le marché des herbes, du gibier, des légumes et des fruits ; les boulangers y apportent leurs pains et leurs fouasses, les merciers y étalent leurs marchandises. Dans les boutiques du Bourg on verse l'hypocras et, sorte de vin cuit, le « galant ». Là se débite « le boichet, un composé de fleur de « farine et de miel excité par un peu de levure ; saluons en lui « l'ancêtre authentique du pain d'épices dijonnais. N'oublions pas « non plus la glorieuse moutarde chère à Rabelais, pour laquelle « Dijon est en renom dès le ^{xiii}^e siècle », et dont les fabricants, quand ils seront (mais au ^{xvii}^e siècle seulement) constitués en corporation, porteront *d'azur à un entonnoir d'or*. A elle seule, la rue du Bourg comptait six auberges.

La fête patronale du Bourg, la Saint-Antoine, se célébrait le 17 janvier.

Du Bourg, M. Chabeuf nous conduit dans le dédale de l'ancienne voirie dijonnaise : son identification avec le réseau actuel est pleine d'intérêt.

La dénomination des rues, la description des maisons d'autrefois, sont pour M. Chabeuf autant de sujets d'étude qu'il nous expose sous la forme la plus attrayante. Puis notre savant guide nous mène à l'intérieur des vieux logis : nous les visitons avec lui ; il nous explique alors l'utilité des meubles, objets et ustensiles si variés dont ils sont garnis. Par une transition naturelle, il passe à l'examen des mœurs, des habitudes, du caractère du Dijonnais au moyen âge : il nous le représente laborieux, se plaisant à la vie tranquille, mais en même temps sentant tout le prix de ses vieilles franchises municipales et sachant, à l'occasion, parler et agir hardiment. Au surplus, « en ces temps de guerre universelle et sans fin, il y a dans tout homme un soldat » ; aussi la milice dijonnaise, sous le commandement du vicomte-mayeur, chef des armes de la ville, fera-t-elle noblement son devoir lors de la grande crise de 1513.

Le portrait du Dijonnais est fait de main de maître. Les pages consacrées à son genre de vie, à son alimentation, à son habillement, ainsi qu'à la toilette de la femme, sont pleines d'esprit et de savoir.

A la lecture des lignes que M. Chabeuf consacre aux petits artisans, ouvriers, gagne-deniers, quel sentiment de commisération n'éprouve-t-on pas pour cette foule, que l'histoire a voulu ignorer, mais que l'on devine, vivant « misérable, mal vêtue et mal nourrie, grouillant, entassée dans des taudis de louage, marquée pour toutes les maladies et toutes les pestes » !

M. Chabeuf nous fait assister à l'évolution sociale qui, dès le ^{xiv}^e siècle, alors que la noblesse d'épée s'épuise à la guerre, s'effectue au profit de la bourgeoisie. Celle-ci en effet, à partir de cette époque, se prépare à constituer, « par le travail et l'épargne, la richesse des classes moyennes en France » ; puis, de degré en degré, elle arrive à la chambre des Comptes du duché et aux postes des finances ; à la création du Parlement elle est appelée aux sièges et constitue, à son tour, une noblesse privilégiée, qui contracte bientôt des alliances avec l'ancienne noblesse. Alors les nobles de robe achètent par décret les biens des familles ruinées et éteintes, ils restaurent ou font reconstruire les demeures seigneuriales : c'est ainsi qu'au ^{xvii}^e siècle, à Dijon, la vieille ville se transforme en une cité parlementaire.

Dès le ^{xvi}^e siècle, on voit s'édifier sur les lisières des grands enclos monastiques de Saint-Etienne et de Saint-Bénigne, devenus trop vastes, des bordures d'habitations privées ; mais ce ne sera pas avant le ^{xvii}^e siècle que s'opéreront à Dijon des travaux de voirie de réelle importance. En 1681, la création de la place Royale, devant le logis du Roi, est déclarée d'utilité publique. L'architecte de la province, Martin de Noinville, en dresse les plans en 1686 ; l'adjudication des travaux est tranchée la même année, mais l'ouvrage ne sera terminé et reçu qu'en 1692.

La statue de Louis XIV, à cheval, sans étriers, vêtu en romain,

mais avec perruque, se dressera sur la place. Le bronze, fondu à Paris en 1690, ne put être érigé sur son piédestal avant le mois de mars 1725. La statue fut abattue et brisée en août 1792.

Au XVIII^e siècle, on exécute avec intelligence des travaux importants : le plus remarquable fut l'ouverture et la construction de la rue Condé. — A plusieurs reprises on améliore et refait le pavage ; et, d'après les ordonnances, les rues doivent être balayées tous les matins, à des heures déterminées.

Quant à l'éclairage, il se borne longtemps à la clarté de la lune : il faut attendre l'édit de 1697 pour voir apparaître les lanternes municipales.

N'oublions pas de mentionner l'établissement du canal de Bourgogne, projet grandiose conçu par les États de Bourgogne et approuvé par édits royaux en 1783.

III. — L'ENCEINTE MODERNE. — LE CHATEAU.

Le siège de Dijon par les Suisses, en 1513, allait faire subir une rude épreuve à l'enceinte ducale. Le gouverneur de Bourgogne était alors Louis II de La Trémoille, une des plus belles figures de son temps, qui devait plus tard tomber bravement à Pavie.

La Trémoille venait d'être battu en Italie, à Novare, quand il apprit que l'ennemi se disposait à attaquer la Bourgogne. Il se hâta de venir défendre sa province, où il rassembla à la hâte quelques milliers d'hommes. La milice bourgeoise de Dijon, « énergique, habituée héréditairement au maniement des armes, fut à la hauteur de tous ses devoirs. » A l'approche de l'ennemi, le 2 septembre, La Trémoille ordonne d'abattre l'église Saint-Nicolas hors les murs ; « les maçons ne s'y attaquent qu'en faisant des « oraisons, on raconta même qu'une vierge de bois s'était mise « à suer et que son enfant avait tourné la tête du côté du fau- « bourg ». On attend l'ennemi. Le 9 septembre, les Suisses

apparaissent et campent sur les hauteurs de l'est, près de la fontaine qui, en souvenir du siège, a conservé leur nom. Les batteries ennemies tonnent contre la ville : une brèche est faite, la tour Saint-Antoine est ruinée. La Trémoille voyant la situation désespérée se résigne à négocier. Les conditions des Suisses étaient inacceptables ; le feu recommença des deux côtés. L'assaut étant imminent et la prise de la ville certaine, La Trémoille tenta un suprême effort ; contre toute attente, l'ennemi consentit à une suspension d'armes. Enfin, le 13, le traité était signé, et le siège aussitôt levé. Si la crise avait été courte, le dommage éprouvé par la ville n'en fut pas moins considérable. Quoi qu'il en soit, Dijon attribua sa délivrance inespérée à la Vierge noire, Notre-Dame de Bon-Espoir, révérée en l'église Notre-Dame ; aussi, quelques années après, la Chambre de ville décidait-elle que chaque année, en souvenir de l'événement, l'image de la Vierge noire, escortée par douze sergents portant des torches aux armes de la cité, serait, en un jour qui deviendrait férié, conduite en procession solennelle.

Le siège avait prouvé l'insuffisance militaire de Dijon. La Trémoille, dès 1513, faisait élever une grosse tour pour commander le cours du Suzon. En 1515 et 1516, on construisait le boulevard de la porte Saint-Pierre.

Sous Claude de Lorraine, duc de Guise, nommé gouverneur en 1543, on se reprit aux fortifications pour les renforcer, en rectifiant le tracé de l'enceinte ducale. C'est alors, notamment, que fut établi le grand bastion de Guise ; puis s'élevèrent le bastion Saint-Nicolas, le bastion de Saulx, etc., et les murs furent renforcés au moyen de talus intérieurs.

Mais Dijon demeurait fort vulnérable ; ce ne fut cependant qu'au cours des guerres civiles du ^{xvii}^e siècle que l'on songea à protéger la ville au moyen d'ouvrages avancés et de chemins couverts.

Bientôt cependant les remparts de Dijon ne deviennent plus

des défenses que de nom. En 1716, on plante en marronniers le bastion de Guise, sur lequel, un demi-siècle plus tard, s'élèvera le Vauxhall, lieu de rendez-vous de la meilleure compagnie, devenu ensuite le Tivoli. Sur la contrescarpe de la demi-lune au Fermerot on établit, en 1757, le cours Fleury. Peu à peu, autour de la ville se noue une ceinture de verdure ; puis les portes sont démolies, les tours détruites, les murailles rasées. Ce fut après la disparition, en 1783, de la vieille porte Guillaume, que, l'année suivante, fut érigée la porte Guillaume actuelle, alors nommée porte Condé.

M. Chabeuf suit, sans en rien omettre, les détails si instructifs de la transformation qui s'accomplit ; et, dans une de ces descriptions où il excelle, nous faisant contempler avec lui, du haut de la tour de Philippe le Bon, le Dijon moderne, il nous montre, entourée de ses forts, l'ancienne capitale de la Bourgogne faisant partie, depuis l'année terrible, comme place d'armes de seconde ligne, « des défenses nécessaires de la France qui compte sur elle ».

LE CHATEAU. — A la mort de Charles le Téméraire, qui ne laissait qu'une fille, Marie, le duché faisait retour à la couronne de France. Le premier soin de Louis XI fut de songer au moyen de conserver la Bourgogne. Il envoya presque de suite une armée camper sous les murs de Dijon : et, le 29 janvier 1476/7, les délégués du roi promettaient aux Etats assemblés le maintien des droits et privilèges du duché, qui allait devenir une province. Mais, de ces droits et privilèges, les agents de Louis XI, par leur arrogance et leur avidité, semblaient faire bon marché. Sous la conduite de Chrétiennot Vyon, châtelain, pour l'abbaye de Cluny, du château de Gevrey, une révolte s'organisa dans le but de mettre Dijon aux mains de Marie de Bourgogne. Chrétiennot Vyon, à la tête d'une troupe d'hommes armés, forçait le gardien de la tour Saint-Nicolas à lui remettre les clefs, abattait la bannière royale et se ruait dans la direction des Cordeliers, où

étaient réunis les magistrats de la Chambre de ville. Le président Jean Joard, qui enjoignait à Vyon de déposer les armes, fut tué par lui. En vain les émeutiers proclamèrent-ils Marie ; en vain la cité fut-elle, au nom de la fille de Charles le Téméraire, occupée militairement : la Chambre de ville se prononça énergiquement pour le roi, ressaisit le pouvoir et prouva qu'elle entendait demeurer française.

Louis XI n'en estima pas moins qu'il lui importait de se prémunir contre le retour de séditions pouvant compromettre les droits de la couronne ; aussi résolut-il d'élever un château permettant de tenir la ville en respect. Au reçu de lettres du roi, une assemblée de la Chambre de ville, tenue le 5 juin 1478, émettait un avis favorable à son désir « tant de faire ediffier ledit « chasteaul comme d'autres fortifications pour le service et « deffense de la ville ». Mais au lieu, comme il l'avait donné à entendre, d'édifier ce « fort ou chasteaul » à ses frais, Louis XI trouvait préférable de faire payer cet ouvrage par la ville et par la province : après nouvelles réunions de la Chambre de ville, le roi, par lettres patentes du 5 décembre 1479, ordonnait la levée de deniers pour la construction de cette forteresse.

Le recouvrement de cet impôt nouveau, devant comprendre « exempts et non exempts », et où l'on peut voir le principe de la haine, qui ira toujours grandissant, de la ville contre le château, donna matière à nombreuses demandes en modération.

M. Chabeuf relève à ce propos les états des contribuables dans chaque paroisse ; et estimant avec raison qu'il n'y a jamais trop de noms propres dans une histoire locale, il nous fait connaître un certain nombre de ceux des plus imposés. Cette énonciation lui fait faire cette très judicieuse observation : « On remarquera « combien de nobles ne portent pas cette particule qui passe « depuis deux siècles pour la caractéristique des gentilshommes « alors qu'elle est souvent tout le contraire, c'est-à-dire une « simple indication du lieu d'origine. »

L'emplacement choisi pour édifier le château « était une hauteur voisine de la porte Guillaume, entre les tours Guillaume à l'ouest et Poincart-Bourgeoise à l'est ». Moussy de Saint-Martin, maître des œuvres de maçonnerie du roi en Bourbonnais, avait donné le plan de la citadelle : elle fut établie à cheval sur l'enceinte ducale, et aussi puissamment fortifiée du côté de la ville que du côté de la campagne. L'exécution des travaux fut menée assez lentement : ils ne furent terminés que sous le règne de Louis XII, un peu avant le siège de 1513.

M. Chabeuf nous fait une complète et savante description de ce château sans cesse impopulaire qui, puissamment armé des tours Saint-Martin et Guillaume, sur la campagne, Saint-Bénigne et Notre-Dame, sur la ville, fut inutile contre l'ennemi extérieur et réserva « toute sa puissance de destruction pour accabler la ville ». On verra son rôle dans les guerres civiles.

Le 7 mai 1573, Charles de Lorraine, marquis (puis duc) de Mayenne, était nommé gouverneur de Bourgogne. Avec lui, Dijon allait devenir la citadelle de la Ligue en province. En 1585, il se fait livrer le château, où des huguenots et des otages pris parmi les suspects seront ensuite enfermés. Toutefois, à partir du jour où Henri IV est entré à Paris, on comprend que Dijon ne peut tarder à revenir sous l'autorité du roi. Mayenne s'éloigne le 1^{er} février 1595, laissant la ville au vicomte Jean de Tavanès et le château au seigneur de Franchesse. Cependant, au nom du roi, le maréchal de Biron se présente sous les murs de Dijon : le 28 mai, la porte Saint-Pierre lui est ouverte, mais il lui faut déloger les rebelles, retranchés derrière des barricades. Jean de Tavanès, abandonné, se réfugie à Talant. Franchesse dirige en vain le feu sur la ville : Biron en est le maître, et la Ligue n'a plus que le château, dont le siège commence le jour même.

Le 4 juin, le siège durait toujours, et Franchesse continuait de tirer sur la ville, quand, à dix heures du matin, Henri IV, venant de Saint-Seine-l'Abbaye, fit son entrée à Dijon : il y fut

accueilli avec joie. De Dijon, Henri IV alla battre les Ligneurs à Fontaine-Française. A son retour, décidé à en finir avec le château, il en fait conduire le siège avec activité. Enfin, le 29 juin, Franchesse vint faire sa soumission et, le 30, le roi prit possession de la forteresse. Ce fut en vain que la Chambre de ville sollicita du maréchal de Biron, gouverneur de Bourgogne, d'être admise à présenter une députation au roi pour lui demander la démolition de ce château devenu plus odieux depuis les canonnades de Franchesse : Dijon n'était qu'à quelques heures de la Comté, il ne pouvait sans danger être désarmé.

Lorsque plus tard, en 1602, après sa trahison, Biron fut arrêté, le château avait paru, un instant, devoir servir de rempart à certains de ses partisans ; déjà la ville avait appelé ses milices pour en recommencer le siège si besoin était ; mais l'attitude résolue de l'envoyé du roi, Guillaume de Tavanès, décida le commandant à ouvrir ses portes sans autre résistance. Complimentée de sa fidélité, la ville tenta de nouveau, sans plus de succès, d'obtenir la démolition du château. La forteresse, du reste, ne fera plus parler d'elle avant 1630, époque à laquelle on la trouvera indirectement mêlée à cette émeute, dite du Lanturelu, qui a été, de la part de M. le Procureur Général Cunisset-Carnot, en 1894, l'objet d'une intéressante étude.

Au cours de cette émeute, qui eut pour prétexte l'édit royal de juin 1629, par lequel, en réalité, les privilèges financiers de la province de Bourgogne, pays d'États, se trouvaient supprimés, les vigneron de la rue Saint-Philibert se portèrent aux plus grands excès : les hôtels du premier président Legoux de la Berchère, du trésorier Gagne, des présidents Legrand et de Loisy, du greffier Jolly, du maître des comptes de Villemereux, furent saccagés. C'était au château que, dès le commencement des troubles, s'étaient réfugiés ceux qui, s'étant le plus compromis comme partisans de l'édit, se croyaient le plus exposés à la vengeance populaire. Ce fut au château que, lorsque la ville eut

été, par Louis XIII, déclarée responsable envers les victimes de la sédition, elle dut faire conduire presque toute son artillerie.

Pendant vingt ans encore le château ne fera plus parler de lui. Après l'arrestation, en 1650, du grand Condé, et alors que le duc de Vendôme venait d'être appelé à le remplacer au gouvernement de Bourgogne, on put, un instant, craindre une résistance de la part des commandants nommés par le précédent gouverneur : on traita et, sans coup férir, le fort fut rendu pour 10.000 livres.

A cette même année 1650 se place le passage à Dijon, où les avait précédés Mazarin, du jeune roi Louis XIV et de la reine-mère.

L'année suivante, Mazarin, momentanément sacrifié, quittait la France. Condé, sorti de prison, reprenait alors le gouvernement de la Bourgogne, qu'il cédait pour partie à Bernard, duc d'Épernon, en ayant soin d'en conserver les places principales, notamment le château, dans le commandement duquel il essaya en vain de comprendre la ville. En venant à Dijon, le 4 octobre 1651, le duc d'Épernon n'arrivait pas seul pour prendre possession de la province : il conduisait avec lui, de Guyenne, Anne de Maurès, cette Nanon, « qui pendant les neuf années que doit durer le gouvernement du duc, mènera les hommes et les choses en Bourgogne ». Ces deux personnages, en raison du rôle important joué par eux à Dijon, sont l'objet, de la part de M. Chabeuf, d'une étude très documentée, où, comme toujours, et de la façon la plus attachante, le docte écrivain aime à faire profiter ses lecteurs d'une ample moisson anecdotique.

Au temps du gouvernement d'Épernon eut lieu un nouveau siège du château, que le duc, suivant ses instructions, s'occupa de réduire. A la suite d'un incident qui amena, sur l'ordre du gouverneur, l'arrestation du major de la garnison du château, le commandant de cette forteresse fit lâcher sur la ville plusieurs volées de canon. Épernon fit preuve, en cette circonstance, d'une véritable énergie. Deux régiments, Navarre et Bour-

gogne, vinrent se ranger à ses ordres. Le château fut investi de toutes parts ; « les assiégés, dit Millotet, fatigués extraordinaire-
« ment et ne pouvant suffire à leurs gardes par le peu de monde
« qu'ils avoient et les deffiances continuelles, capitulèrent après
« que la mine eut joué et que l'on eut fait une brèche assez rai-
« sonnable.... »

Le 8 décembre 1651, deux cents soldats du régiment de Navarre prenaient possession de la forteresse, d'où, le lendemain, sortait la « petite garnison de quarante hommes qui, pendant trois semaines, avait tenu en échec une ville entière et des forces respectables ».

Les Dijonnais se réjouirent de la chute de la citadelle, et aussitôt la Chambre de ville sollicita le Parlement d'en demander la démolition ; mais le moment n'était pas favorable pour obtenir le désarmement de la capitale de la province, alors que, en Bourgogne même, la ville de Bellegarde (Seurre) tenait encore pour les Ligueurs. Il est vrai que, peu de temps après (1653), le duc forçait Bellegarde à se rendre.

En tout cas, comme nous l'apprend l'ouvrage si complet de M. Chabeuf, ici s'arrête l'histoire militaire du château. Ajoutons que, quelques années après, Condé rentré en grâce et rétabli dans son gouvernement revenait à Dijon (1660) et était salué en même temps par l'artillerie du château et par celle de la ville.

Plus tard, nous voyons le château devenir prison d'État. En effet, au commencement de 1719, après la conspiration de Cellamare, la duchesse du Maine y est transférée. Le comte de Lauragais, Mirabeau et l'énigmatique chevalier Eon de Beaumont y sont ensuite successivement enfermés.

Déclassé et devenu, en 1791, bien national aliénable, le château fut, par le Conseil général de la commune, affecté à la détention des prisonniers politiques.

Le 6 brumaire an IV (28 octobre 1795), il était concédé au département pour servir de caserne de gendarmerie, tout en de-

meurant une maison de détention. Puis une série de projets se succédèrent, visant tous à la démolition de la forteresse de Louis XI. En vain le vieil édifice fut-il un moment classé au nombre des monuments historiques ; l'arrêté de classement fut rapporté en 1887 : le *château des Gendarmes* était définitivement condamné à disparaître.

IV. — LES GRANDES ABBAYES ET LA SAINTE-CHAPELLE

SAINT-ÉTIENNE. — Au iv^e siècle, saint Urbain, évêque de Langres, avait élevé, au-dessus de la crypte où s'étaient assemblés les premiers chrétiens, une chapelle dédiée à saint Etienne. Cette chapelle devait promptement prendre une grande importance. En 874, Charles le Chauve lui accordait le droit d'avoir une monnaie particulière. Voisine du palais de l'évêque de Langres, qui, jusqu'au commencement du xi^e siècle, résidait d'ordinaire à Dijon, elle est, à partir de cette époque, gouvernée par un délégué de ce prélat. Bientôt « Saint-Etienne deviendra une véritable « abbaye, tenue de fondation royale et destinée, comme toutes « les autres, à être un fief des grandes familles de la Bourgogne ».

La chapelle, devenue trop étroite, tombait en ruines ; l'abbé Garnier de Mailly, puis son successeur Garnier le Riche, la réédifièrent. La consécration de la nouvelle église eut lieu en 1077. En 1113, l'abbaye embrassa la règle de saint Augustin.

Un incendie ayant détruit l'église en 1137, dès 1141 on travaillait à son rétablissement, et l'évêque de Langres dédiait l'édifice en 1143.

Les divers droits et privilèges concédés à l'abbaye sont soigneusement consignés par M. Chabeuf. Notons seulement que l'évêque de Langres consacrait, en 1178, l'indépendance de l'abbaye, en lui donnant le droit d'élire l'abbé, qui nommera à son tour aux offices et bénéfices.

L'histoire de Saint-Etienne, nous dit M. Chabeuf, est à peu près vide d'événements; « des abbés appartenant à la noblesse locale se succèdent sur le siège... et ne jouent aucun rôle extérieur. »

A la suite de la chute du clocher, frappé par la foudre le 30 janvier 1487/8, il fallut reconstruire l'église.

A partir de la mort du 26^e abbé (1503), l'abbaye n'eut plus que des commendataires : au nombre des grands seigneurs d'église à qui fut attribué le titre, nous trouvons, au xvi^e siècle, les cardinaux de Givry et de Bourbon.

L'abbé de Saint-Etienne avait le droit de porter la crosse, la mitre, l'anneau, les sandales et les gants. De nombreuses cures, dont celles de Notre-Dame, Saint-Michel, Saint-Médard, Saint-Nicolas et Saint-Pierre, à Dijon, étaient à sa collation ; il nommait les recteurs de plusieurs hôpitaux. « Aux processions générales, il est sur le même rang que l'abbé de Saint-Bénigne et le doyen de la Sainte-Chapelle, mais là où il faut passer un à un, le cède au premier. Aux États généraux de la province, il siège le second, après l'abbé de Saint-Bénigne, l'abbé général de Clteaux étant plutôt considéré comme le dernier des évêques. »

Saint-Etienne se ressentit des troubles de la fin du xvi^e siècle, au moment où chaque parti, celui du roi et celui de la ligue, entendait faire nommer un abbé à sa dévotion.

Au commencement du siècle suivant, les religieux de l'abbaye obtinrent leur sécularisation.

Depuis 1571, le service paroissial de Saint-Médard se faisait à Saint-Etienne.

Claude Fyot de la Marche, auteur d'une histoire de Saint-Etienne, fut le 50^e et dernier abbé. Il portait la crosse depuis 1662, quand il mourut, en 1721, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

C'est lui, nous dit M. Chabeuf, « qui a mis l'église et les bâtiments dans l'état où ils sont encore ». La dédicace venait d'être faite, en 1685, par l'évêque de Grenoble, quand, le 2 juillet de l'année suivante, la foudre frappa la flèche : il en résulta des dé-

gâts matériels considérables, et le maître des comptes Pérard fut tué. Le clocher fut remplacé par une lanterne en bois et plomb. La façade, de style que l'on a coutume d'appeler style grec, ne fut terminée qu'en 1721.

Dès le xvi^e siècle, des constructions et des aliénations avaient fort diminué le pourpris de l'abbaye.

Nous n'essaierons de décrire ni l'église, ni les bâtiments d'habitation, dont les détails sont si justement donnés et appréciés par M. Chabeuf.

Lorsque, en vertu de la bulle de Clément XII, du 9 avril 1731, confirmée par lettres patentes du mois de juillet, Dijon cessa d'être soumis, pour le spirituel, aux évêques de Langres, Saint-Etienne devint la cathédrale du nouveau diocèse. Aux termes de la déclaration royale de 1732, l'évêque de Dijon devenait conseiller-né d'honneur au parlement.

Le premier évêque de Dijon fut Jean Bouhier ; il eut pour successeur, en 1743, son neveu Claude Bouhier, remplacé lui-même à sa mort, en 1755, par Claude d'Apchon, ancien officier de marine, « modèle de toutes les vertus de l'homme et du prêtre ». Ce fut sous son épiscopat que, le 17 avril 1775, se produisit l'émeute dite des blés, au cours de laquelle il exposa noblement sa vie pour apaiser la révolte.

Claude d'Apchon, appelé en 1776 à l'archevêché d'Auch, eut pour successeur, à Dijon, Jacques-François-Joseph de Vogüé. Ce prélat mourut en 1787 et fut remplacé par René de Monstiers de Mérinville.

Nous arrivons à la période révolutionnaire. Le revenu de l'évêché était alors, brut, de 88.111 livres et, net, de 64.115 livres. Dans ce chiffre, Saint-Etienne entraînait pour 8.125 livres.

L'évêque René de Mérinville refusa le serment, se démit au concordat et mourut en 1829. J.-B. Volfus fut, à Saint-Bénigne, élu évêque constitutionnel, le 15 février 1791, et installé le lendemain.

Un grand nombre de personnages furent inhumés à Saint-Etienne, notamment Claus Sluter et Claus de Werve, plusieurs évêques de Langres, Claude Fyot, et des membres de familles parlementaires.

L'église Saint-Etienne, qui ne fut pas conservée par la Révolution, devint, en 1793, une « *halle au bled* ». Cédée ensuite à la ville pour 9000 francs, elle fut, en 1809, convertie en magasin général.

Des fouilles pratiquées en 1886 ont donné des résultats intéressants au point de vue archéologique.

Quant aux bâtiments de l'abbaye, qui étaient devenus ceux de l'évêché, ils furent vendus à un particulier, le 7 messidor an IV (25 juin 1795), pour 51.000 francs ; divisés, ils ont depuis passé par plusieurs mains.

La haute porte qui, à l'endroit où finit la rue Chabot-Charny pour devenir la place Saint-Etienne, donne accès à la cour de l'Ancien-Évêché, est celle de l'ancien pourpris de l'abbaye.

Une église placée sous le vocable de Saint-Vincent, et démolie en 1757, a donné son nom à une grande cour dont l'entrée se trouve sur la rue Vaillant. Cette église, après avoir vraisemblablement été l'oratoire particulier des évêques de Langres, avait été réunie à l'abbaye de Saint-Etienne.

SAINT-BÉNIGNE. — Au commencement du vi^e siècle, saint Grégoire, évêque de Langres, se trouvant à Dijon, eut une vision lui confirmant que le corps de saint Bénigne était à l'endroit même que la croyance populaire n'avait cessé d'indiquer. C'est à la date du 24 novembre que, de temps immémorial, on célèbre la reconnaissance par saint Grégoire du tombeau de saint Bénigne. Une église, élevée au-dessus du martyrium, fut dédiée en 511. D'après la légende, le sarcophage ayant dû être déplacé au cours des travaux, trois paires de bœufs ne purent l'ébranler quand on voulut le remettre au même lieu ; saint Grégoire, ayant alors fait allu-

mer les cierges et entonner les psaumes, mit sans peine, avec l'aide de deux prêtres, le tombeau en mouvement.

Saint Grégoire joignit à l'église un monastère sous la règle de saint Macaire, qui, avant la fin du ^{vi}^e siècle, fut remplacée par celle de saint Benott.

Saint Eustade fut le premier abbé de Saint-Bénigne.

La nouvelle abbaye fut amplement dotée par saint Grégoire, mais son principal bienfaiteur fut Gontran, roi de Bourgogne et d'Orléans. Par l'importance de ses biens, elle devint une des premières des Gaules.

Aux ^{vii}^e et ^{viii}^e siècles, Saint-Bénigne est en état de décadence matérielle et morale.

En 871, l'église et l'abbaye, qui tombaient en ruines, furent restaurées. Vingt ans plus tard, elles étaient saccagées par les Normands.

Au ^x^e siècle, on constate une nouvelle décadence, qui ne paraît pas avoir été arrêtée par les terreurs de l'an 1000. Mais, lisons-nous sous la plume si justement expressive de M. Chabeuf : « le premier jour du ^{xi}^e siècle se leva, et ce fut dans la chrétienté assoiffée de vie une explosion de reconnaissance et de joie. » Le monde entier, a dit un contemporain qui fut moine de Saint-Bénigne, Raoul Glaber, secoua ses haillons pour revêtir la robe blanche des églises ; désormais le flambeau de l'art chrétien est allumé et va rayonner pendant cinq siècles sur le monde. » Et M. Chabeuf ajoute : « A Saint-Bénigne un homme allait venir pour élever l'abbaye à son apogée. Fils de Vulpian, comte de Helderia, en Piémont, il se nommait Guillaume ; saint Mayeul, abbé de Cluny, a distingué en Italie ce moine de 29 ans et l'a emmené à Cluny ; bientôt il fait partie de la colonie des douze que la jeune et déjà si grande abbaye envoie à Saint-Bénigne pour infuser un sang neuf au monastère appauvri ; peu après il reçoit la crosse et son glorieux gouvernement commence. »

Dès l'année 1001, Guillaume entreprend la réédification de l'église. La première pierre du nouveau monument a été posée le 16 des calendes de mars 1001/2 ; la dernière le sera quinze ans plus tard.

En savant toujours consciencieux, guidé par un sentiment profondément artistique, M. Chabeuf rétablit et décrit les imposantes constructions dans la construction desquelles l'abbé Guillaume s'était montré « le maître des maîtres de l'œuvre ».

L'étude de M. Chabeuf, d'où se dégage à chaque instant une pensée hautement judicieuse, porte sur la vaste église et ses profondeurs souterraines, avec le martyrium, but des pieux pèlerinages ; sur la rotonde et les perspectives mystérieuses de ses trois étages consacrés à saint Jean-Baptiste, à la Vierge et à la Trinité.

La bénédiction de la nouvelle basilique eut lieu le 3 novembre 1016.

L'abbé Guillaume « raffermir matériellement et moralement l'ordre de saint Benoît en péril ». Sa charité est demeurée populaire. Il mourut à Fécamp en 1031.

La grande église fut dédiée par Pascal II, en mars 1106. A la suite de l'incendie de 1137, elle dut être entièrement restaurée : le pape Eugène III la consacra de nouveau, en 1147. Dans la nuit du 21 février 1271, une haute tour centrale s'écroulait et ruinait l'édifice, tout en épargnant la rotonde et le martyrium.

L'abbé Hugues d'Arc s'occupa de reconstruire l'église, dont la première pierre fut posée le 7 février 1280. Le sanctuaire était consacré le 28 avril 1288. La bénédiction du vaisseau entier eut lieu le 27 avril 1300, quelques semaines avant la mort de Hugues d'Arc. Toute fois les tours ne furent achevées qu'un peu plus tard. M. Chabeuf consigne avec soin les modifications importantes subies depuis lors par l'édifice imposant qui est aujourd'hui la cathédrale de Dijon.

Une petite flèche, qui s'élevait au-dessus de la croisée, ayant

été frappée par la foudre le 22 juin 1506, sous l'abbé Claude de Charmes, une autre, plus élevée, la remplaça aussitôt.

L'abbaye, dont le pourpris était immense, avait sa grande entrée rue Saint-Bénigne, à la hauteur de la rue du Chapeau-Rouge.

Saint-Bénigne était la première des églises dijonnaises. Son abbé, qui avait à sa collation vingt-sept prieurés et trente-neuf cures, siégeait, aux États, immédiatement après l'abbé de Cîteaux. Il jouissait de droits et de prérogatives nombreux.

Aux termes d'une charte donnée par Eudes IV en 1335, c'était à Saint-Bénigne que les ducs et les rois leurs successeurs devaient prendre possession du duché et jurer d'en conserver les privilèges.

Par lettres patentes données le 6 septembre 1363 par le roi Jean, Philippe le Hardi, son fils, était devenu duc de Bourgogne. Ce prince fit son entrée à Dijon le 24 novembre 1363 et, s'étant rendu directement à Saint-Bénigne, y prêta serment de garder inviolablement les libertés du pays. Nous devons nous borner à mentionner la cérémonie, dont M. Chabeuf nous donne avec soin les détails.

Jean sans Peur, accompagnant à la Chartreuse le corps de Philippe le Hardi, son père, mort le 27 avril 1404, fit son entrée à Dijon, le 15 juin, à une heure trop avancée pour pouvoir se rendre à Saint-Bénigne : la cérémonie de la prise de possession dut, en conséquence, être remise au lendemain, et proclamation en fut faite à son de trompe.

Depuis sept ans Charles le Téméraire avait succédé à Philippe le Bon, quand, le 3 janvier 1473/4, pour la première fois depuis son avènement, il revint à Dijon. La cérémonie de sa prise de possession, comme nous l'apprenons par la relation parfaitement circonstanciée que nous en fait M. Chabeuf, fut d'une extrême magnificence.

Cinq ans plus tard, Louis XI, devenu maître de la Bourgogne, entra à Dijon, « vêtu si mal que ne se pouoit ». Le lendemain

il se rend à Saint-Bénigne, où, comme l'observe justement M. Chaheuf, il jure tout ce qu'on veut.

Charles VIII, Louis XII, François I^{er}, Henri II et Charles IX prêtèrent également le serment à Saint-Bénigne et y reçurent celui de la ville et de la province.

Lorsque, le 4 juin 1595, Henri IV entra à Dijon, il ne put aller à l'église Saint-Bénigne, en ce moment trop exposée au feu du château : il se rendit à la Sainte-Chapelle.

Le 31 juillet 1629, Louis XIII alla à Saint-Bénigne ; mais, tandis que le vicomte-mayeur venait de prêter serment et lui demandait de « jurer les privilèges » de la ville, le roi répondit : « Faites « les voir à mon Garde des Sceaux, et je vous promets de les con- « server comme mes prédécesseurs Roys. Je vous en feray expé- « dier lettres ; je vous le promets. » Les lettres furent en effet publiées. A son tour, Louis XIV se borna aussi à donner des lettres patentes ; et bien qu'il soit venu trois fois à Dijon (en 1650, en 1658 et en 1683), il ne se rendit jamais à Saint-Bénigne.

L'histoire intérieure de Saint-Bénigne offre peu d'intérêt. Au xvi^e siècle, l'abbaye, dégénérée, tomba en commende.

Charles IX, par ses lettres patentes de 1562, ayant autorisé le lieutenant général en Bourgogne à enlever les trésors des églises, l'abbaye de Saint-Bénigne se trouva, de la sorte, privée du sien, dont le souvenir a été conservé par des inventaires de 1395 et 1518/9. La bibliothèque, qui contenait des manuscrits précieux, fut dilapidée. Un de ces manuscrits, la *Chronique de Saint-Bénigne*, écrite au xi^e siècle, a fort heureusement été retrouvée, mais il manquait quarante feuillets qui ont pu être reconstitués d'après une copie.

Plusieurs fois on avait tenté de séculariser Saint-Bénigne et de faire de son église le siège d'un nouveau diocèse : les évêques de Langres s'y étaient toujours opposés.

La réforme de Saint-Maur, introduite à l'abbaye en 1651, arrêta un instant sa lamentable décadence. Ses revenus toutefois

étaient encore considérables, aussi voit-on Saint-Bénigne compter au nombre des bénéfices de Mazarin.

Signalons, au nombre des Bénédictins de cette abbaye, l'auteur de l'*Histoire de Bourgogne*, dom Plancher, et le continuateur de son œuvre, dom Merle. Au XVIII^e siècle, Saint-Bénigne comptait encore dix-neuf moines.

M. Chabeuf nous fait connaître la transformation des bâtiments : église, cloître, abbatiale. Ajoutons, avec notre auteur toujours si bien renseigné, que la flèche avait été plusieurs fois frappée par la foudre (le 22 juin 1606, le 23 février 1625, le 24 juin 1629), quand, le 17 août 1738, un cyclone la renversa. Une nouvelle flèche alors érigée fut terminée en 1742.

Arrivés à la période révolutionnaire, nous assistons au dépouillement de Saint-Bénigne, où, d'autre part, se trouvèrent transportés plusieurs monuments provenant des églises supprimées. L'évêque constitutionnel J.-B. Volfus prit possession de Saint-Bénigne, qui devint sa cathédrale.

A l'époque de la Terreur, le représentant Bernard fit briser les sculptures du portail, et autorisa la commune à faire, dans l'église, l'exercice du canon.

Lors du concordat, J.-B. Volfus obéit au Saint-Siège et se démit ; il parut même, comme assistant, le 19 germinal an XI (9 avril 1802), à l'installation de son successeur canonique, Henry Reymond, évêque de la Côte-d'Or et de la Haute-Marne. J.-B. Volfus, de qui la réputation est toujours restée intacte, se retracta formellement en 1816 et mourut en 1822.

Selon l'expression de M. Chabeuf, on dut s'occuper de panser les plaies béantes du vieil édifice. Ce fut dans ces conditions qu'on plaça au tympan de la porte principale un bas-relief, œuvre de J.-B. Bouchardon et de son fils Edme, provenant de Saint-Etienne ; et l'on dut pourvoir à l'ameublement.

Quant à la rotonde, dépouillée dès 1791, sa démolition, adjugée le 20 février 1792, était achevée en juillet ; « pour se débarrasser

« des matériaux de rebut, on creva les voûtes et on remplit l'étage
« souterrain des décombres. »

L'ancienne abbatale (dont une aile subsiste encore, isolée de l'église par la rue Docteur-Maret ouverte en 1798) avait été vendue ; aussi affecta-t-on, en 1802, au logement de l'évêque un bâtiment construit par le dernier abbé, Poncet de la Rivière : c'est le palais épiscopal actuel.

Une restauration générale de l'église, commencée en 1830, dura quinze ans. Au cours des travaux, le 17 juin 1836, la flèche fut encore frappée par la foudre ; mais on put heureusement en empêcher l'incendie. Cette flèche était devenue penchante, à la suite d'une mauvaise réparation opérée en 1808.

Le 22 juillet 1841, les cercueils de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur, transportés, en 1791, de la Chartreuse à Saint-Bénigne, furent retrouvés à la cathédrale ; et ce fut à Saint-Bénigne que furent déposés, en 1853, les restes de la duchesse de Bedford, fille de Jean sans Peur, découverts lors de la démolition de l'église des Célestins de Paris.

En 1858, au cours des travaux exécutés pour la construction d'une sacristie, l'on retrouva l'enceinte du martyrium avec les débris du tombeau de l'évangéliste de la Bourgogne. Dès lors on songea à restaurer la crypte et, en 1891, on put de nouveau pénétrer dans la vieille chapelle Saint-Jean-Baptiste.

Après diverses réparations exécutées à l'intérieur de la cathédrale, le monument passa enfin sous la tutelle de la commission des monuments historiques. Il était urgent d'enlever la flèche, dont les oscillations devenaient de plus en plus menaçantes. Le démontage en eut lieu en 1884. En même temps, un architecte distingué procédait à une puissante consolidation du transept, par des travaux qui furent terminés pour la nuit de Noël 1892.

A l'intérieur de l'église, signalons avec M. Chabeuf, notamment : les statues du premier président Legoux de la Berchère et de Marguerite Brulart, sa femme, apportées des Cordeliers ; le

mausolée du président de Berbisey, venant des Carmes; le cénotaphe du président Claude Fremyot, jadis à Notre-Dame; des statues des Bouchardon et de Masson, d'Attiret, de Dubois; une peinture de Jouvenet, deux tableaux de Nicolas Quantin, et de belles pierres tombales. Les orgues, les cloches, la vieille horloge avec sa sonnerie toute spéciale, ne sont pas oubliées.

Au moment où M. Chabeuf a publié son livre, la nouvelle flèche n'était pas terminée. Aujourd'hui, construite sur les dessins et sous la direction d'un architecte de talent, M. Suisse, elle se dresse, élancée, dans les airs : le coq dont elle est surmontée est à environ 90 mètres du sol. D'après d'excellentes photographies d'un amateur dijonnais, M. Alfred Masson, *l'Illustration* (13 juin 1896) a reproduit cette belle flèche de Saint-Bénigne.

Par les soins éclairés de M. Suisse, l'aspect du grand portail vient d'être très heureusement modifié, par le rétablissement habile d'un fenêtrage détruit vers la fin du xvi^e siècle, et la restauration artistique de la galerie dont ce même fenêtrage est surmonté.

LA SAINTE-CHAPELLE. — Pendant une tempête qu'il essuya en 1171, en se rendant dans la Terre Sainte, le duc Hugues III fit le vœu d'ériger à Dijon une église sous l'invocation de la Vierge et de saint Jean l'Evangéliste, « cousin, apôtre et singulier ami et secrétaire de Dieu », comme dira plus tard Philippe le Bon. Cette église devait relever directement du Saint-Siège. A son retour, il se rendit à Rome et, par une bulle de 1172, le pape accepta la donation à lui faite du terrain sur lequel devait s'élever l'édifice.

La charte d'établissement fut rédigée par le duc à sa rentrée à Dijon. L'église devait s'élever à l'est du palais ducal, et être desservie par des chanoines auxquels furent assignés d'importants revenus et concédés de grands privilèges.

Ici nous ne pouvons qu'analyser le livre si complet de M. Chabeuf. Bornons-nous donc à indiquer que Eudes III, en 1201, con-

firma la charte de son père, et que la renommée acquise, au point de vue musical, par l'église des ducs, sera due à des fondations spéciales de Philippe le Bon.

Le doyen avait la mitre et la crosse; dans les cérémonies, il précédait les doyens des cathédrales. Mais la Sainte-Chapelle eut à lutter contre des rivalités sans fin. En effet, son chapitre rencontra sans cesse, et encore au *xviii*^e siècle, de l'opposition de la part des évêques de Langres, qui n'entendaient pas que la Sainte-Chapelle fût, sans milieu, soumise au Saint-Siège. D'un autre côté, Saint-Etienne soutenait pouvoir exercer le droit curial dans toute l'étendue du *Castrum* et, en conséquence, même sur la maison ducale. Enfin, à son tour, la commune ne s'inclina jamais devant certaines prétentions de la Sainte-Chapelle, au point de vue de la justice.

L'édifice, commencé en 1173, fut achevé en 1196. Dès le milieu du *xiii*^e siècle, le chapitre résolut de le reconstruire dans des proportions plus vastes. Cette fois les travaux furent effectués avec une telle lenteur, que la construction se trouva « en aventure de choir par terre » avant d'être terminée. Le choix fait, par Philippe le Bon, de la Sainte-Chapelle comme chef-lieu de son ordre de la Toison d'or, donna en vain à espérer que les travaux marcheraient plus rapidement. Enfin l'église put être dédiée le 26 avril 1500. Des deux tours, une seule fut terminée, et ce, en 1511. Une flèche s'élevait à 33 mètres environ au-dessus du comble.

Comme pour tous les monuments dont il rapporte l'histoire, M. Chabeuf nous fait de celui-ci une description qui ne laisse rien dans l'ombre. A chaque instant nous voyons surgir sous sa plume une appréciation heureuse, un souvenir instructif, une observation pittoresque. Après nous avoir expliqué l'ensemble et les proportions de la Sainte-Chapelle, il nous fait entrer dans cette église féodale aux beaux vitraux « à l'éclat pourpré », et en reconstitue le sanctuaire avec son autel aux riches parements. Puis notre attention est particulièrement attirée sur les deux chapelles les

plus rapprochées du sanctuaire : l'une est consacrée à la Sainte-Hostie miraculeuse, qui, donnée à Philippe le Bon par le pape Eugène IV, s'expose en un ostensor d'or et d'argent orné de la couronne portée par Louis XII à son sacre ; l'autre, à l'intérieur tout lambrissé, est la chapelle des ducs.

En raison de la rivalité existant entre Saint-Etienne et la Sainte-Chapelle, les tombes étaient ici peu nombreuses. Les funérailles de Pierre Berbis, en juin 1452, nous fournissent un exemple des sentiments qui animaient respectivement le chapitre de la Sainte-Chapelle et celui de Saint-Etienne. « Les deux chapitres rivaux, « nous dit M. Chabeuf, se rencontrèrent devant l'église; on com-
« mença alors par s'injurier, puis ce fut une mêlée « avec défri-
« sion de cheveux », au grand scandale et à l'amusement du
« peuple attroupé ; si bien que les uns et les autres furent impar-
« tialement convaincus d' « avoir mesprins et enfrainct la garde
« de Monseigneur le duc, les ungs à l'encontre des aultres », et
« chaque partie condamnée à cent livres d'amende ; mais ils en
« appelèrent, et il n'en fut pas davantage. »

C'est à la Sainte-Chapelle que Jean sans Peur, Philippe le Bon et Charles le Téméraire furent baptisés. En 1361, avant de conduire le corps de Philippe de Rouvres à Clteaux, on l'avait présenté à la Sainte-Chapelle. On présenta également à la Sainte-Chapelle, en février 1473 ¹/₄, les corps de Philippe le Bon et d'Isabelle de Portugal, avant de les porter à la Chartreuse.

Au xvi^e siècle, on voyait encore à la Sainte-Chapelle se passer certaines scènes grotesques peu en harmonie avec la gravité du lieu : ainsi, la fête des fous y était tolérée ; « le jour des Saints Innocents, un enfant remplissait le rôle de pape en chape de satin vert avec une cour de petits cardinaux ».

A l'époque des troubles de la deuxième partie du xvi^e siècle, les chanoines de la Sainte-Chapelle prennent ardemment le parti de la Ligue. Le 26 novembre 1590, Mayenne ayant convoqué les Etats en la Sainte-Chapelle même, les assistants jurèrent entre

les mains du doyen de ne jamais reconnaître « le roi de Navarre, excommunié et hérétique ». A son entrée à Dijon, en 1595, Henri IV ne s'en rendit pas moins à la Sainte-Chapelle où, en son honneur, les chanoines ne manquèrent pas de chanter un *Te Deum*.

Citons quelques-uns des événements se rapportant à l'histoire de la Sainte-Chapelle au xvii^e siècle. Dans cette église, en 1604, saint François de Sales prêche le carême ; en 1629, Louis XIII vénère l'Hostie ; en 1643, on porte les drapeaux pris à Rocroi ; en 1650, Louis XIV offre le pain bénit et lave les pieds à douze pauvres ; en 1656, Bossuet, alors fort jeune, fait le seul sermon prononcé par lui à Dijon. En 1656 également, la reine Christine de Suède s'arrêta à Dijon et fut haranguée à la Sainte-Chapelle.

Le duc d'Epéronn avait une grande dévotion pour la Sainte-Chapelle : il lui fit don, en 1659, d'un coffret précieux, destiné à enfermer, en temps ordinaire, la Sainte-Hostie.

Jaloux de leurs privilèges, les chanoines, au xviii^e siècle, résistèrent aux évêques du nouveau diocèse de Dijon. Ils eurent gain de cause : un arrêt du 9 août 1748 proclama l'autonomie de la Sainte-Chapelle, sous la réserve qu'elle ne pourrait chanter de *Te Deum* et faire des prières publiques qu'après la cathédrale.

La Sainte-Chapelle jouissait d'une richesse territoriale importante, quand arriva la période révolutionnaire. M. Chabeuf décrit l'état de la Sainte-Chapelle à cette époque, et il suit son histoire jusqu'au jour où tombent ses vieilles murailles.

A côté de l'église, sur l'emplacement actuel du théâtre, s'élevaient notamment le cloître, les bâtiments de service, l'auditoire de la justice. Au n° 49 actuel de la rue Chabot-Charny étaient les prisons et le pressoir.

En 1789, nous dit M. Chabeuf, le chapitre comprenait : un doyen, quatre personnalités, vingt-quatre chanoines, plusieurs chapelains, quatre massiers, un maître de musique, six enfants de chœur. Le revenu net dépassait 50.000 livres.

Le 8 janvier 1791, la municipalité, avant de fermer les portes de l'église, fit transporter la Sainte-Hostie à Saint-Michel, où elle fut reçue par le curé constitutionnel. « Pour rendre cette cérémonie aussi auguste que décente », la garde nationale avait escorté l'ostensoir porté sous un dais. En 1794, la Sainte-Hostie fut brûlée devant la façade de Saint-Michel.

A peu d'exceptions près, les monuments, le mobilier, les vitraux de la Sainte-Chapelle furent détruits ou dispersés. Le trésor, sauf un retable précieux, n'existe plus ; le souvenir n'en reste que dans la monographie qui lui a été consacrée par deux érudits bourguignons, MM. d'Arbaumont et Marchant.

Aux termes de la loi du 17 ventôse an IX (8 mars 1801), la Sainte-Chapelle était devenue un édifice communal : l'année suivante, la municipalité en adjugeait pour 26.000 francs la démolition.

V. — LES PAROISSES ET LES COUVENTS

NOTRE-DAME. — L'église Notre-Dame est citée comme offrant le type le plus parfait de l'architecture bourguignonne au moyen âge. Ce monument, dont la structure particulièrement remarquable a pu, au plus haut point, intéresser M. Viollet-le-Duc, devait naturellement occuper une place importante dans le beau livre consacré par M. Chabeuf à l'étude des monuments de Dijon. Aussi l'auteur dijonnais éprouve-t-il manifestement un légitime orgueil à nous entretenir de cet édifice qui, par son originalité élégante et grave, attire l'attention des personnes les moins expérimentées en matière d'art.

Une ancienne église, Saint-Jacques-de-Trimolois, était située entre Larrey et Chenôve. Après l'incendie de 1137, elle éleva, entre 1139 et 1170, une succursale dans un des faubourgs englobés dans la nouvelle ville. Cette succursale fut appelée Notre-Dame du Marché. Là se vénérât déjà la Vierge noire, connue

sous le nom de Notre-Dame de l'Apport ou de Bon-Espoir. Un hospice, placé sous le vocable de saint Martin, et qui sera réuni en 1676 à l'hôpital général, fut joint à cette église. Dès 1178, Notre-Dame était le siège d'une paroisse, dont le curé-né était l'abbé de Saint-Etienne, sur le territoire de qui elle était édiflée. On dut bientôt songer à la rebâtir dans des conditions plus vastes : la reconstruction eut lieu de 1220 à 1230. Sa dédicace se place à la date du 8 mai 1334. Cette haute façade carrée, dont les deux colonnades superposées surmontent hardiment la baie profonde du porche, forme un ensemble des plus harmonieux. « Sans être « prodiguée à l'extérieur, fait avec raison observer M. Chabeuf, la « sculpture monumentale est abondante et placée où il faut. » — « Toute la sculpture de Notre-Dame, a écrit M. Viollet-le-Duc, « serait digne d'être moulée et placée dans un musée ; c'est le « chef-d'œuvre de l'école bourguignonne au ^{xiii}^e siècle. »

M. Chabeuf, après avoir rétabli l'imagerie martelée du portail, attire notre attention sur la grâce aisée de l'intérieur, sur la disposition parfaite de l'œuvre.

M. Chabeuf nous montre Notre-Dame dans son état ancien. Outre les nombreux autels et le jubé existant alors, il nous signale au transept sud « un édicule isolé abritant la Vierge noire ». Après le siège, on déposera aux pieds de la statue des boulets suisses, et on y joindra plus tard la tapisserie (actuellement au musée) rappelant la crise de 1513.

Au nombre des chapelles qui sont venues se greffer sur l'édifice, notons, vers le milieu du ^{xv}^e siècle, l'établissement, contre le collatéral du sud, de « la Chapelle des Cinq-Plaies, au-dessus de laquelle Philippe le Bon s'est fait accommoder un oratoire avec cheminée et fenêtre ouvrant dans l'église ».

Notons l'exhaussement du sol primitif, effectué à la suite d'un arrêt du parlement en date du 2 mars 1644, et nécessité par les négligences apportées dans les inhumations.

La disparition, en 1687, de l'ancienne chapelle de la Vierge,

les autres travaux exécutés tant en dedans qu'au dehors de l'église, les changements apportés au maître-autel et au mobilier, sont indiqués avec soin par M. Chabeuf.

Le motif pour lequel les fausses gargouilles primitives (remplacées à une époque récente) auraient, au ^{xiii}^e siècle, disparu de la façade, mérite d'être raconté. Vers 1240, au moment où un usurier se présentait à l'église pour se marier, « une figure d'homme tenant une bourse » se détacha et l'écrasa. « Là-dessus, pour empêcher le bon Dieu de recommencer, les usuriers de la ville obtinrent à prix d'argent que l'on brisât toutes les figures ».

La façade est surmontée depuis cinq siècles, à son angle sud, de la vieille horloge prise en 1382 à Courtray par Philippe le Hardi et bien connue sous son nom populaire de Jacquemart. Nous ne pouvons pas entrer dans tous les détails des transformations qu'elle a subies depuis son installation au sommet de Notre-Dame. Disons toutefois que, dans le principe, un unique personnage frappait « du marteau la cloche de l'oreloige », et qu'il avait fallu le remettre « à pointet tout à neuf », tant il « estoit tout despeciez ». En 1500, on alloue « six francs à Jean Guillemmin, lambroisseur, pour avoir fait un Jacquemart de bois de « nouhier tout d'une pièce, de la hauteur de six pieds de hault, « armé et taillé en façon d'homme d'armes et icellui mis au gros « horloge de la ville ». C'est en cette circonstance, selon M. Chabeuf, que l'on voit pour la première fois apparaître le nom de Jacquemart.

Jusqu'au commencement du ^{xvii}^e siècle, époque à laquelle on a exhaussé la tour, Jacquemart y était seul, et une jolie pièce patoise attribuée à Jean Changenet « plaignait fort le pauvre homme de son célibat de stylite. L'appel du barozai fut entendu, et pour soulager la cloche toujours frappée au même point, on donne une compagne à Jacquemart, redevenu un pacifique Flamand ;... en 1689, on refait la tête de Jacqueline, et on met un panache de fer-blanc au mari. » Mais au mois de décembre 1714,

« parait une spirituelle pièce bourguignonne d'Aimé Piron sur ces bons époux Jacquemart, qui semblent avoir fait vœu de chasteté dans le mariage. Ce fut à cette occasion que (le serrurier) Sonnois ajouta le premier enfant, dont le marteau frappa la din-delle, ou petite cloche, mais qu'il eut l'idée saugrenue de représenter nu ».

Dans la tour, on trouve la grosse cloche de la ville, la guette : elle indiquait, au ^{xv}^e siècle, le moment d'ouvrir et de fermer les portes ; et le guetteur, qui avait sa loge dans le beffroi, devait « piquer la cloche » s'il voyait venir une troupe suspecte. Jusqu'à la Révolution elle sonna la retraite, à 9 heures en hiver, à 10 en été.

M. Chabeuf passe ensuite à ce qu'il appelle l'histoire morale de Notre-Dame, qui a le rang de première paroisse de la ville.

A l'origine, on voit l'abbé de Saint-Etienne y instituer un vicaire révocable, qui ne deviendra curé perpétuel qu'en 1667, et quatre chapelains, auxquels sont adjoints plus tard d'autres prêtres. Ainsi se forme un collège de mépartistes, dont le nombre s'élève, en 1513, jusqu'à vingt-trois. A la Révolution, sans compter le curé ni plusieurs prêtres titulaires de chapelles, il y avait encore vingt-un mépartistes.

Signalons, en passant, les querelles de Notre-Dame avec les abbés de Saint-Etienne, avec les évêques de Langres, et plus tard avec les évêques de Dijon.

Notre-Dame a toujours été l'église communale, même au temps où la municipalité avait son siège soit à la maison au Singe (sise paroisse Saint-Médard), soit à l'hôtel Rolin (de la paroisse Saint-Michel).

Nous arrivons à la période révolutionnaire.

Le 6 décembre 1790, on procède à l'inventaire du trésor. Le clergé constitutionnel continue d'officier à Notre-Dame jusqu'au 19 pluviôse an II (8 février 1794). « C'est alors que l'on porta la « main sur la Vierge noire ; l'enfant, qui était rapporté, dispa-

« rut, et un coup de hache ou de scie fit sauter les bras et les genoux de la mère; en cet état on laissa emporter la statue mutilée à une pieuse paroissienne, Marthe Lamy, qui la cacha parmi son linge. » Elle la rendit plus tard à l'église : la Vierge noire fut, en effet, rétablie à Notre-Dame en février 1804.

En 1794, la riche imagerie du portail est mutilée à coups de marteau ; les quatre statues qui, appliquées sous leurs dais, ornaient la façade, ne sont pas épargnées. Notre-Dame devient alors un dépôt de marchandises.

Notre-Dame fut rétablie le 21 messidor an IV (9 juillet 1796), avec un curé constitutionnel qui, après le Concordat, fut, le 1^{er} mai 1803, remplacé par l'ancien curé de Saint-Pierre.

Pendant une année environ, jusqu'en mars 1800, les cérémonies des théophilanthropes avaient été célébrées à Notre-Dame.

Depuis 1866, il a été effectué une restauration générale du monument. Au cours de cette restauration, dont M. Chabeuf donne tous les détails, on a érigé la haute flèche actuelle, accompagnée de quatre lanternes de pierre. En 1885, l'horloge a été réparée, et on lui a ajouté une seconde cloche et un second enfant nu.

Sur les murs quelques restes de peintures anciennes ont été retrouvés.

Les cinq verrières du transept nord, habilement restaurées, sont du XIII^e siècle.

Les travaux récents relatifs aux réparations intérieures, et comprenant notamment l'établissement d'un orgue, de vitraux, d'un maître-autel, ne sont pas oubliés par M. Chabeuf. Mentionnons avec lui la chapelle moderne, dite des Œuvres, annexée à l'église.

SAINT-JEAN. — Le lieu où s'éleva l'église Saint-Jean a été, très anciennement, dénommé le quartier de la Chrétienté. Saint Urbain, 6^e évêque de Langres, serait le fondateur de cette église, où il fut enseveli en l'an 373. Au VI^e siècle, les corps de deux

autres évêques de Langres, saint Grégoire et saint Tétric, y furent aussi déposés.

L'église Saint-Jean, que l'on trouve désignée sous le titre de basilique, fut reconstruite vers l'an 1000. Siègle d'une cure, elle fut plus tard placée sous le patronage de Saint-Bénigne : le chambrier de l'abbaye, aux droits de qui se trouvèrent, dans la suite, placés les Bénédictins de Saint-Maur, percevait sur elle une certaine redevance.

En 1447, la paroisse Saint-Jean, alors considérée comme la plus riche de la ville, fut érigée en collégiale ; le nombre des chanoines la composant, qui était originairement de neuf, était de onze à la Révolution.

Au xvi^e siècle, le monument tombait en ruines : on résolut de le reconstruire. « Grâce aux dons abondants du duc et des particuliers, et à une loterie de bijoux autorisée par Philippe le Bon », la nouvelle église s'éleva rapidement ; en effet, la première pierre en avait été posée en 1448 et, dès 1478, elle pouvait être dédiée par l'évêque de Langres.

Ce sera dans cette église que Bossuet sera baptisé, le 27 septembre 1627.

« Tout mutilé qu'il soit, Saint-Jean est encore un bel édifice « d'une carrure puissante ; la voûte en bois sans entrails, les festoyages à meneaux flamboyants des pignons sont remarquables. La flèche du transept était la plus haute de Dijon, après celle de Saint-Bénigne ; détruite par un orage le 29 janvier 1643, « il en coûta 10,000 livres pour la rétablir, deux autres moindres « surmontaient les tours. » Après s'être exprimé ainsi, M. Chaubeuf, avec la précision qu'il apporte dans l'historique et la description des monuments dont il s'occupe, nous fait connaître l'état intérieur de Saint-Jean en 1789. Puis, guide toujours intéressant à suivre, il nous conduit sur la place voisine, où, dès le xii^e siècle, se tenait une foire d'une durée de huit jours ; où, au moyen âge, avaient lieu les fêtes populaires, l'assemblée des

milices communales, les tournois et les joutes ; enfin il nous fait assister à ces fêtes populaires du 23 juin, dans lesquelles, jadis, aux frais du bâtonnier de la confrérie, flambait la « foulière » de la Saint-Jean.

Saint-Jean, dont le trésor a disparu à la Révolution, cessa d'être paroisse en 1791. Un arrêté départemental du 23 vendémiaire an V (14 octobre 1796) l'affectait au dépôt des fourrages de la garnison. On songea un instant à en faire une salle de spectacle. Dans le but d'élargir la rue, on démolit l'abside. En 1809, les flèches furent abattues. Depuis 1801 l'église, acquise par la ville, avait successivement servi de marché et de magasin de réserve de la boulangerie, quand le conseil municipal, en 1862, y rétablit une paroisse. Après avoir été restaurée, l'église Saint-Jean a été rendue au culte en 1866.

SAINT-MICHEL. — L'église Saint-Michel, bâtie en dehors du *Castrum*, et dont l'origine remonte au moins au ix^e siècle, n'a jamais cessé d'être sous le patronage de l'abbaye de Saint-Etienne. Rebâtie en 1015, elle souffrit beaucoup de l'incendie de 1137. On la répara, mais en y ajoutant notamment des bas-côtés en bois. A la fin du xv^e siècle, « Saint-Michel, nous dit M. Chabeuf, est une assez méchante bâtisse à trois nefs et trois absides, avec tour centrale, deux autres sur la façade et porche en avant ». Les paroissiens votèrent alors la reconstruction de l'église. Le nouvel édifice fut consacré le 8 décembre 1529, par Philibert de Beaujeu, évêque de Bethléem-lez-Clamecy.

Le portail, dont la base a été achevée en 1537, fait l'objet, de la part de M. Chabeuf, de fortes critiques, mais toutes appuyées sur un raisonnement impartialement artistique. « L'ensemble, « s'empresse-t-il de dire, n'en est pas moins d'une présentation « superbe, et le portail de Saint-Michel mérite pleinement la « réputation que trois siècles lui ont faite, d'être le plus beau de

« la province ». Il ajoute : « Le ^{xvi}^e siècle n'a élevé que la partie
« centrale et les deux étages inférieurs de chaque tour... ; l'œuvre
« a été achevée au ^{xvii}^e siècle... La tour centrale devait être sur-
« montée d'une troisième coupole, dont on a le projet de la main
« de Sambin, dit-on, et une figure tournante de saint Michel
« aurait couronné le tout. On dit que la faiblesse des piliers
« maitres de la croisée en empêche à jamais l'exécution. » Son
examen se termine par ces remarques : « A l'exception des fe-
« nêtres des chapelles latérales, tout le corps de l'église appar-
« tient au dernier style médiéval. Malgré la beauté des portes
« latérales, ce vaisseau, long de 61 mètres, n'est pas un chef-
« d'œuvre, pour les dehors surtout ; toutefois l'intérieur a sa
« beauté et sa grandeur ; la sculpture, large et souple, a été
« fouillée par des ciseaux habiles, mais l'accent monumental
« fait défaut à cette flore de la décadence ogivale. »

A l'approche de la Révolution, l'église Saint-Michel était desservie par un curé et dix mépartistes.

M. Chabeuf mentionne les beaux vitraux du ^{xvi}^e siècle, les œuvres de sculpture ou de peinture qui ornaient alors l'édifice. Le vieil autel, remplacé en 1763, les boiseries du chœur et des bancs d'œuvre, les anciennes sépultures parlementaires, ne sont pas oubliés.

En août 1789, la bénédiction des drapeaux de la milice des volontaires a lieu à Saint-Michel ; en janvier 1791, la municipalité propose cette église comme cathédrale ; en mai, elle est au nombre des paroisses accordées à la ville ; en 1793, on y transfère l'orgue de la Sainte-Chapelle. Puis Saint-Michel devient le temple décadaire, ensuite le temple de la Raison. Le 11 prairial an III (30 mai 1795), l'édifice est momentanément rendu au culte constitutionnel ; mais on n'y trouva « que vitraux défoncés, retables, autels et tombeaux brisés ; aux parvis des portails, dalles rompues par la chute des statues précipitées de leurs niches. » En vendémiaire an VII (1798), on désigne de nouveau Saint-Michel

pour les cérémonies décadaires ; le monument était menacé d'être converti en halle foraine, quand fut signé le concordat.

Enfin M. Chabeuf nous fait connaître l'état actuel de la décoration de Saint-Michel. A ce sujet, il attire spécialement notre attention sur le bas relief du Jugement dernier, « où, dans une série « de figures dont la saillie va de la ronde bosse des premiers plans « aux bas-reliefs des derniers, un artiste consommé a exprimé le « tumulte, la foule et l'effarement de l'humanité surprise par le « dernier jour de la création ». Cette œuvre d'art, transférée de Saint-Michel à Saint-Bénigne en 1791, a été rachetée, en l'an X, par Saint-Michel. — Notons, avec M. Chabeuf, quelques autres œuvres d'art, venues de Saint-Jean, de la Sainte-Chapelle, de Saint-Etienne, de la Visitation ; des monuments funéraires ; une belle peinture murale du *xvii^e siècle (la Mort de la Vierge)* ; quelques beaux tableaux ; une ancienne chapelle convertie en sacristie. En outre, M. Chabeuf rappelle les fêtes du centenaire de saint Bernard, célébrées à Saint-Michel en 1891.

SAINT-MÉDARD. — D'après une tradition dijonnaise, Aimard, comte de Dijon, acquit le corps de saint Médard, évêque de Noyon, et le déposa en 901 à Saint-Etienne. Quelques années après, il construisit près de l'abbaye (à l'endroit où passe aujourd'hui la rue Vaillant) une petite église qui devint la paroisse du *Castrum*, et dont plus tard le curé titulaire était le sacristain de l'abbaye. Les reliques de saint Médard, déposées dans une nouvelle châsse, furent transportées à Saint-Etienne en 1238. L'église tombait en ruines quand, en 1571, il fut décidé que les messes et les fondations paroissiales auraient lieu désormais à Saint-Etienne, où un autel spécial fut dressé. Cette même année, la communication souterraine reliant les deux églises fut supprimée. L'église Saint-Médard fut démolie en 1678.

SAINT-NICOLAS. — L'église Saint-Nicolas s'élevait hors les

murs, près de la porte de ce nom. Abattue, mais pour partie seulement, en 1513, par les ordres de La Trémoille, elle disparut entièrement moins de cinquante ans plus tard, pour être remplacée par un bastion. On agrandit alors, et on consacra en 1610, pour en faire le siège de la paroisse, une chapelle qui, sise dans la ville, avait été fondée en 1433. Supprimée en 1792, l'église Saint-Nicolas a été démolie, mais on a conservé son clocher.

SAINT-PIERRE. — « C'était, nous dit M. Chabeuf, une église du xv^e siècle, à trois nefs, avec un petit porche du xvii^e siècle, une abside carrée et une lanterne octogone au-dessus de la croisée. » La précieuse croix reliquaire du prieuré d'Epoisses, près Rouvres, avait été, dès le commencement des guerres de religion, confiée à l'église Saint-Pierre; elle ne la restitua qu'après y avoir été contrainte, en 1583, par arrêt du Parlement. Lors de la suppression du prieuré d'Epoisses, en 1770, le prieur fit don de cet objet d'art à l'église de Rouvres, qui le possède encore aujourd'hui. A la Révolution, il fut décidé que l'église Saint-Pierre serait abattue : elle fut démolie en 1793. Un retable provenant de cette ancienne paroisse est conservé au Musée.

« L'emplacement de Saint-Pierre, nous apprend M. Chabeuf, est occupé aujourd'hui par les maisons qui séparent l'ancien rempart de la rue Saint-Pierre et la chaussée élargie de celle-ci. »

SAINT-PHILIBERT. — L'église Saint-Philibert paraît à M. Chabeuf pouvoir s'identifier avec une église mérovingienne dédiée à sainte Paschasie. Ce fut d'abord la chapelle des Novices. Un souterrain la reliait à Saint-Bénigne. Devenue paroisse au xi^e siècle, sous le vocable de Saint-Philibert, elle fut reconstruite au xii^e siècle. Sa porte latérale est fort belle; sa flèche en pierre, élevée en 1513, est très élégante. Des travaux effectués à la fin du xviii^e siècle ont gâté l'harmonie du monument. M. Chabeuf, qui ne laisse rien échapper des anciens souvenirs, nous enseigne que

longtemps ce fut devant le portail que se fit l'élection du vicomte-mayeur et se tinrent les assemblées générales des habitants.

Cette paroisse, la moins riche de la ville, avait, à la Révolution, un curé et six mépartistes. Affecté, en 1796, au logement des chevaux de la garnison, l'édifice fut ensuite converti par le génie militaire en dépôt de fourrages.

LA NOUVELLE ÉGLISE SAINT-PIERRE, ET SAINTE-CHANTAL. — Dans le style du ^{xiii}^e siècle, la nouvelle église Saint-Pierre a été construite de 1853 à 1854. — Quant à l'église Sainte-Chantal, de style roman, elle a été élevée au faubourg de Larrey, vers 1880.

LA CHAPELOTTE. — Petite collégiale créée en 1182, avec un hospice ou maison-Dieu, par Dominique le Riche, la Chaplotte prit, du nom de son fondateur, le nom de Chapelle aux Riches. Son église fut consacrée en 1196. Son chapitre se composait d'un doyen et de neuf chanoines. Eglise, cloître et dépendances furent vendus en 1792. La Chaplotte a été entièrement démolie. Son emplacement, nous dit M. Chabeuf, correspond aux n^{os} 14 et 16 de la rue Berbisey.

LA MADELEINE. — Détruite aux approches du siège de 1513, l'église de la Commanderie de la Madeleine fut réédifiée dans la ville, en 1516. Malgré sa transformation partielle, l'édifice, dont l'entrée est en face de la rue de la Conciergerie, est encore fort reconnaissable. Il ne subsiste rien des quelques œuvres d'art que renfermait cette église. Elle a été aliénée le 12 messidor an IV (30 juin 1796).

LES DOMINICAINS. — Les Dominicains ou Jacobins ont été établis à Dijon par Alix de Vergy, en 1237. Nous savons par M. Chabeuf que « leur église de Dijon, très vaste, à sanctuaire « carré, à trois nefs avec voûte en berceau lambrissé et rehaussé « de peintures, renfermait de nombreuses œuvres d'art. » Le couvent, reconstruit au ^{xviii}^e siècle, a été le siège de « l'Université

« de Dijon, créée en 1722 pour la seule Faculté de droit. » Depuis le ^{xvi}^e siècle, l'élection du vicomte-mayeur se faisait aux Jacobins, dans une chapelle extérieure.

Une rectification de la voirie avait déjà nécessité la démolition de l'abside, quand, en 1803, la ville acquit l'église ; elle en fit ensuite un marché.

Les halles actuelles occupent l'emplacement de l'église et du couvent.

LES CORDELIERS. — Leur établissement à Dijon date de 1295. Leur première église, consacrée en 1318, fut presque aussitôt remplacée par une plus vaste, terminée en 1334, et dont la voûte s'écroula en 1650. Cette église, accompagnée d'une haute tour carrée, avait de beaux vitraux et des monuments funéraires nombreux et remarquables.

Le réfectoire, avec sa voûte en bois faite sous Henri IV, fut le siège des Etats généraux de 1602 à 1700. L'école des Beaux-Arts fut momentanément installée aux Cordeliers, au ^{xviii}^e siècle. Une partie de l'enclos fut vendue en 1791, et l'église aliénée quelques années plus tard. La maison a été acquise en ce siècle par les Dominicains.

LES CARMES. — « Etablis à Dijon en 1351, rue Saint-Jean, puis « rue de la Corroierie, enfin rue Gauche, aujourd'hui Crébillon, « en 1371, les Carmes, nous dit M. Chabeuf, possédaient un vaste « enclos occupé en partie aujourd'hui par le couvent de la Visita- « tion. » L'église renfermait plusieurs tombeaux remarquables. La bibliothèque contenait de précieux manuscrits. L'église a complètement disparu. « La porte de l'enclos est aujourd'hui celle du couvent de la Visitation établi en 1822. »

LES MINIMES. — Ils se fixèrent à Dijon en 1599. « Il ne subsiste qu'une partie des bâtiments et un pan de mur à bossages de l'église des Minimes. »

LES CAPUCINS. — Ces religieux furent établis à Dijon, hors la ville, en 1602. A leur couvent était attenant un vaste jardin. En 1812, un incendie se déclara dans les bâtiments, alors occupés par des prisonniers espagnols. Le couvent, récemment démoli, formait une partie de la caserne Vaillant.

L'ORATOIRE. — Le prieuré du Val-des-Choux, fondé en 1224 et transféré à Dijon en 1363, fut remplacé par l'Oratoire, en 1621. « La Cour de l'Oratoire, rue Bossuet, n° 15, a servi longtemps en ce siècle à une importante entreprise de diligences. »

LES LAZARISTES. — Etablis à Dijon en 1682, ils se fixèrent, en 1769, dans la maison de retraite des Jésuites, sur l'emplacement occupé actuellement par la prison départementale. »

LA CHARTREUSE. — Philippe le Hardi, chef de la deuxième maison capétienne des ducs de Bourgogne, choisit, dans sa capitale, un lieu de sépulture pour lui et sa descendance. Dès 1377, il songeait à fonder la Chartreuse ; ce fut toutefois le 20 août 1383 seulement que, dans un vaste terrain dit Champmol, Marguerite de Flandre et le jeune Comte de Nevers posèrent les deux premières de l'église.

Les travaux de l'église furent effectués avec rapidité, aussi la dédicace put-elle en être faite dès le 24 mai 1388, sous le vocable de la Sainte-Trinité. L'édifice, de 62 mètres de long, était surmonté d'une haute flèche.

Les pages que M. Chabeuf consacre à la Chartreuse offrent un attrait particulier : non seulement, dans l'examen de chacun des monuments décrits, l'écrivain donne la plus large preuve d'une étude approfondie du sujet, d'une connaissance exacte de l'histoire, d'une compétence incontestable en matière d'art ; mais le lecteur, séduit par la force de son argumentation, s'attachant aux détails de ses savantes explications, constate fièrement avec lui le rayonnement glorieux de cette école de la Chartreuse, de cette

série d'*imagiers* comptant dans ses rangs ce Claus Sluter de qui on a pu dire « qu'il est le plus grand des sculpteurs qui aient précédé dans notre pays la Renaissance du *xvi^e* siècle. » A la tête des sculpteurs de la Chartreuse, se placent Jehan de Marville ou de Manreville, qui apparaît dès 1372 comme imagier du duc ; le hollandais Claus Sluter, qui, après avoir été son collaborateur dès 1382, remplace Marville en 1389 ; Claus de Werve, neveu de Sluter.

Avec M. Chabeuf admirons d'abord le portail, décoré de cinq statues : au trumeau, la Vierge ; à gauche, saint Jean et, taillé par le ciseau de Sluter, « Philippe agenouillé, la couronne sur la tête et les mains jointes » ; à droite, sainte Catherine et Marguerite de Flandre.

Les statues du portail étaient, semble-t-il, mises en place dès 1393 ; mais on travaillait encore aux dais ou tabernacles en 1401.

Dans l'église nous trouvons, dans la partie la plus rapprochée de la porte, le chœur des frères, c'est-à-dire des religieux non prêtres ; puis celui des pères.

Dans le chœur s'élevaient ces deux chefs-d'œuvre qui sont le tombeau de Philippe le Hardy, « le monument le plus parfait de l'art bourguignon », et celui de Jean sans Peur et de Marguerite de Bavière.

« Jehan de Marville, qui, nous apprend M. Chabeuf, a fait le « plan de celui de Philippe le Hardy, s'adjoint en 1384 Philippe « van Thiévin, puis Pierre Beauneveu, ... qui travaillent aux « tabernacles du socle ; ils ne font que passer, et cette même année, Claus Sluter entre en scène pour la remplir pendant vingt « années. Mais le grand artiste est d'une santé délicate, et à sa « mort, survenue à la fin de 1404 ou au commencement de 1405, « il n'y a que deux *plorants* terminés, tout le surplus de l'imagerie est à exécuter. Ainsi le tombeau appartient vraiment « pour l'exécution à Claus de Werve, qui est apparu comme le « second de son oncle en 1398, et lui succède comme imagier en

« titre. Mais un artiste qui comme Sluter pensait profondément
« et ne donnait rien au hasard ni à l'improvisation, avait laissé
« peut-être des figures ébauchées, à coup sûr des modèles, en
« plâtre ou en terre pour les grandes figures, en cire pour les
« petites. Ce n'est donc pas à tort que l'opinion des siècles a
« toujours fait à Claus Sluter l'honneur du tombeau de Philippe
« le Hardi... »

Le monument était terminé et reçu en janvier 1411.

L'assassinat de Jean sans Peur ne permit pas que ce prince mît à exécution son projet de faire préparer pour lui-même un tombeau par Claus de Werve. Philippe le Bon, son fils, attendra à l'année 1443 pour faire marché à cet égard avec l'imagier aragonais Jehan de la Huerta. Celui-ci s'engage à livrer le monument dans les quatre ans devant suivre la livraison des marbres ; « mais il ne se presse pas et vit grasement en quémendant toujours des avances ; » si bien que l'on arrive en 1461 « sans que le tombeau soit en état d'être reçu, les gisants sont achevés, mais rompus ; » l'artiste, à qui de nouvelles avances de fonds sont refusées, s'enfuit alors et disparaît.

Alors arrive un nouvel imagier, le dauphinois Antoine Le Moiturier ; il refait les gisants et achève le tombeau, qui est reçu le 7 juin 1470.

M. Chabeuf, qui excelle dans les descriptions, après avoir apprécié la statue couchée du prince, nous représente d'une façon fort saisissante l'attitude des personnages se suivant processionnellement dans les galeries s'enroulant autour du tombeau de Philippe le Hardi.

A son avis le tombeau de Jean sans Peur et de Marguerite de Bavière, quoique fort beau, ne peut en réalité être considéré que comme une imitation de celui de Philippe le Hardi. C'est pour décorer la Chartreuse, que Philippe le Hardi commande, en 1390, à un imagier de Termonde, Jacques de Baerze ou de La Baerze, ces deux retables en bois sculpté et doré, qu'il fait peindre

par Melchior Broderlam. Ces deux chefs-d'œuvre sont actuellement au musée, près des tombeaux.

A la Chartreuse, mentionnons notamment, du côté de l'évangile, hors œuvre, la chapelle ducale, accostée d'une tourelle encore existante ; au sud de l'église, le petit cloître, les sacristies, la salle capitulaire, le réfectoire ; « près de là, le logement du prieur et le bâtiment des hôtes, où couchaient les rois, princes et gouverneurs, la veille de leur entrée solennelle » ; à l'ouest, le grand cloître. Et voici que, « au centre du préau, qui servait de cimetière, jaillit isolé d'une cuve profonde remplie d'eau claire, ce piédestal qui dans la nomenclature des chefs-d'œuvre porte le nom de Puits de Moïse.... Sur une pile hexagone dont l'encorbellement d'un large profil est porté par de grands anges pleurant, aux ailes déployées, se dressait le crucifix accompagné des figures de la Vierge, de saint Jean et de la Madeleine ; au-dessous saillit sur chaque face une statue de prophète » : Moïse, Zacharie, Daniel, Isaïe, Jérémie, David.

Dans l'étude des personnages, M. Chabeuf fait, d'une façon remarquable, ressortir la puissante imagination du maître d'après lequel l'œuvre a été exécutée. « Au seul Claus Sluter appartient l'honneur de la conception et aussi des modèles ; pour le Calvaire, commencé en 1395, il a pour collaborateurs Claus de Werve et Hennequin de Prindale, les autres ne sont que des praticiens et des aides. Trois des prophètes, Moïse, Zacharie et Daniel, sont de sa main même, Claus de Werve a exécuté les autres. » Les travaux de sculpture terminés, le monument reçut de riches colorations de peinture et de dorure. L'œuvre était terminée en 1404. La statue de saint Jean n'existe plus ; de la Vierge, il ne subsiste que les deux bras croisés ; la figure de Madeleine a péri.

Les Chartreux se sont longtemps distingués comme calligraphes et peintres.

Signalons l'acquisition faite en ville par les religieux, en 1413,

de la maison du Mireur ou du Miroir, comme lieu de retraite. C'est là que, pendant le siège de 1513, ils transportèrent leurs effets les plus précieux, tandis que le couvent servit de quartier général aux assiégeants.

Philippe le Bon et les trois femmes de ce prince furent inhumés à la Chartreuse, mais n'y eurent pas de monuments extérieurs.

Peu de temps avant la Révolution, une partie de la Chartreuse avait été reconstruite. Un rapport du 5 mars 1791 fait connaître son dernier état.

Il résulte de l'inventaire dressé par les agents du district, que le trésor de la Chartreuse était encore important à cette époque. Un grand nombre d'objets de valeur ont disparu ; toutefois trois cassettes cylindriques en ivoire, les deux retables, un dais en menuiserie de la fin du *xiv^e* siècle, deux tableaux de Carle Van Loo, les tombeaux sont actuellement au musée de Dijon ; et le musée de Cluny a recueilli deux tableaux d'ivoire « de cheval marin » acquis par Philippe le Hardi en 1392.

La Chartreuse fut achetée le 4 mai 1791 par Emmanuel Cretet, plus tard comte de l'Empire, qui démolit l'église et prit le titre de comte de Champmol. Tombeaux, tableaux, boiseries, cloches, objets d'art avaient été exceptés de la vente.

Nous avons vu que les cercueils de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur ont été transportés à Saint-Bénigne. Toutes les autres sépultures, y compris le cercueil de Philippe le Bon, disparurent. « Le puits de Moïse, ajoute M. Chabeuf, demeura en « place oublié, tandis que cette végétation drue qui jaillit des « décombres amoncelés jetait son manteau romantique sur le « portail béant de l'église disparue. »

Le 6 février 1833, le conseil général racheta la Chartreuse pour en faire un asile d'aliénés.

Les travaux, commencés en 1836, furent terminés en 1843. La chapelle fut consacrée en 1844.

Depuis longtemps le Calvaire surmontant le puits de Moïse était détruit. En 1842, on retrouva, parmi les débris entassés dans le puits, les jambes du Christ et les bras de la Vierge. Quant à la tête du Christ, recueillie à une époque inconnue, elle a été généreusement offerte au musée de la commission des antiquités de la Côte-d'Or.

LES BERNARDINES. — SAINTE-ANNE. — L'abbaye des Bernardines de Tart, fondée en 1131, fut transférée à Dijon en 1623. La première pierre de l'église fut posée en 1699, et l'édifice, rotonde « qui ne manque pas d'une certaine grandeur », fut achevé en 1708.

A la Révolution, cette église servit de dépôt pour les objets d'art nationalisés, et les théophilanthropes s'y réunirent pendant quelque temps; enfin la ville l'acheta en 1803, et y installa l'hospice Sainte-Anne, alors établi rue Saint-Philibert.

L'hospice Sainte-Anne a été fondé par Pierre Odebert, conseiller au Parlement, puis président aux Requêtes, et Odette Maillard, sa femme, pour être un orphelinat. Après avoir obtenu la concession d'un terrain près de l'hôpital, Odebert posait la première pierre en 1633. La porte de l'hospice existe encore au faubourg d'Ouche, avec l'inscription : *Hostel S^{te} Anne 1633*, et l'écu des Odebert. Le nombre des orphelins recueillis s'étant de beaucoup accru, la translation de l'hospice fut résolue. On profita d'une libéralité faite par Jean Maillard, en 1682, pour construire la maison de la rue Saint-Philibert.

En 1792, le Conseil général de la commune, mû par un sentiment de reconnaissance envers Pierre Odebert et Odette Maillard, arrêta que leurs tombeaux seraient transférés de Saint-Etienne dans la chapelle du collège.

Sainte-Anne n'est plus exclusivement un orphelinat : on y instruit des jeunes filles dans les travaux utiles pour la femme.

Au nombre des œuvres d'art qui décorent l'intérieur de Sainte-

Anne, citons l'édicule et le maître-autel provenant de la Visitation, par Dubois; la statue agenouillée du président Joly de Blaisy, venue des Cordeliers, et celle de l'intendant Bouchu, venue des Carmes; le *Mariage de sainte Catherine*, par Quentin.

LES DAMES DE SAINT-JULIEN. — Ces religieuses, bénédictines mitigées, venaient de l'abbaye de Rougemont, à laquelle fut réuni le prieuré de Saint-Julien-sur-Dheune. Elles vinrent à Dijon en 1673, et achetèrent l'hôtel d'Elbeuf, dont les bâtiments existent encore aux n° 65 à 71 de la rue Chabot-Charny. La chapelle a disparu.

LES CARMÉLITES. — Leur monastère, établi d'abord place Charbonnerie, en 1605, « fut transféré sur l'emplacement de l'hôtel des abbés d'Ogny, auquel avait succédé celui du président Jeanin ». A la Révolution, il fut cédé au génie militaire; il est devenu la caserne Brune. Le clocher a été abattu, mais le portail de l'église est en bon état de conservation. Un nouveau monastère des Carmélites s'est édifié au faubourg Saint-Pierre, de 1868 à 1870.

LA VISITATION. — Malgré l'opposition qu'elles rencontrèrent de la part du Parlement, les Visitandines s'installèrent à Dijon en 1622. Les bâtiments de leur couvent, qui avait donné son nom, celui de Sainte-Marie, à la rue actuelle de la Préfecture, subsistent encore en partie, occupés par la maison de Sainte-Marthe et une brasserie.

LE REFUGE. — Cette maison, dont les bâtiments forment actuellement la Manutention militaire, avait été établie en 1653.

LE BON PASTEUR. — Cette maison avait été créée en 1681. Les bâtiments du Bon Pasteur « sont occupés aujourd'hui par une école communale et les sœurs de Saint-Michel ».

LES JACOBINES. — Les Jacobines achetèrent en 1615, du pre-

mier président Brulart, l'hôtel de Langres s'élevant entre la rue des Etioux et la place Saint-Christophe (plus tard place d'Armes). L'église fut dédiée en 1642. En 1768, à la suite de spéculations qui tournèrent à leur confusion, les Jacobines furent supprimées.

Jusqu'à la Révolution, des fêtes de sociétés se donnèrent dans l'ancien couvent. Une partie des bâtiments existe encore. La forme de l'église, dont l'abside renferme un café, est bien reconnaissable.

VI. — L'HOTEL DE VILLE ET LE PALAIS DE JUSTICE

I. LE PALAIS DUCAL ET LE LOGIS DU ROI. — Le palais des ducs de la première maison capétienne de Bourgogne n'était en réalité qu'un groupement de constructions assez modestes « plan-
« tées sans symétrie entre la Sainte-Chapelle et le point où s'élève
« vera la tour de la Terrasse. Au nord s'étend le jardin, la place
« des Ducs-de-Bourgogne actuelle ; à l'ouest, les dépendances et
« les ateliers de la monnaie ; au sud, isolée par la rue de la Sainte-
« Chapelle — rue Rameau, — la basse-cour occupe la partie du
« triangle limité aujourd'hui par la rue des Bons-Enfants et la
« place Saint-Etienne ».

A partir de l'avènement de Philippe le Hardi, on agrandit et on restaure le vieux palais, mais sans plan d'ensemble. On commence par élever, en 1366, la tour neuve (la tour de Bar).

Pendant le séjour du duc, un grand luxe est déployé dans les appartements.

Philippe le Hardi étale dans ses habillements une magnificence insensée. Les plaisirs de Marguerite de Flandre « sont de
« filer, de jouer avec des tourterelles, en écoutant les sottises de
« ses fous et de sa folle Quoquerée ; elle se plait aussi à entendre
« une de ses dames toucher de l'orgue portatif acheté à Paris

« en 1393. » M. Chabeuf nous représente aussi la duchesse « comme bonne ménagère » ; et nous la voyons élever dans la basse-cour gelines, perdrix, paons et poules d'Inde.

C'est en ce palais que, le 28 mai 1371, naquit Jean sans Peur ; c'est là que plus tard, en 1390, Philippe le Hardi recevra splendidement son neveu Charles VI.

Sur l'emplacement occupé actuellement par la maison Trumet de Fontarce, n° 6 à 14 de la rue Rameau, se trouvaient les étuves, que Marguerite de Bavière fit joindre au palais par une galerie jetée par dessus la rue. La basse-cour devint plus tard le jeu de paume du roi.

En 1417, un incendie éclate dans la tour neuve. Dans cette tour, reconstruite aussitôt, sera enfermé, jusqu'en 1435, le duc René de Bar, fait prisonnier en 1431.

Au temps où les écorcheurs ravagent la Bourgogne (1435 à 1445), Philippe le Bon construit, comme tour de guette, la tour de la Terrasse, avec laquelle fait corps la salle des Gardes. Les vastes cuisines datent de la même époque.

La reconstruction du palais était à peu près terminée en 1451.

Sous le règne de Charles le Téméraire, en février 1473/4 se produit un nouvel incendie, qui toutefois ne cause pas de grands dommages.

En 1477, Georges de La Trémoille, sire de Craon, au nom du roi Louis XI, s'installait au palais comme gouverneur de Bourgogne. Peu après, Charles d'Amboise lui succédait en cette qualité, et partageait le palais avec Philippe Pot, fait par Louis XI grand sénéchal de Bourgogne. Philippe Pot mourut au palais ducal en 1493. Son tombeau, œuvre de génie d'« un imagier anonyme, Le Moiturier peut-être », est aujourd'hui au musée du Louvre. En ce monument, qui honore l'école de la Chartreuse, M. Chabeuf voit « la plus belle conception funéraire du moyen âge ».

Au commencement du xvi^e siècle, le palais ducal commençait

à s'appeler le Logis du Roi : Louis XII et Anne de Bretagne y logèrent en avril 1501.

Le 17 février 1502/3, le palais se trouva en partie ruiné par un incendie, qui dévasta les appartements. On s'occupa de suite de procéder aux réparations ; en 1504, marché était fait pour élever la cheminée de la grande salle.

Au cours de son règne, François I^{er} vint quatre fois à Dijon.

M. Chabeuf, qui a recueilli dans les documents contemporains les détails les plus complets, ne manque point, à l'occasion de chacune des entrées des souverains, de nous rapporter les divers incidents curieux se rattachant à ces événements. Il a le talent de nous initier aux mœurs et aux usages des époques où se passent les faits qu'il rapporte.

Notons l'entrée à Dijon, en 1548, de Henri II et de Catherine de Médicis ; les fêtes organisées pour la venue de Charles IX, en 1564.

Rappelons aussi les séjours de Henri IV et de Louis XIII, puis ceux de Louis XIV en 1650, 1658 et 1683. Marie-Thérèse et le Dauphin, qu'accompagnait Rossuet, habitèrent au Logis du Roi en 1674. Le duc de Bourgogne et le duc de Berry passent à Dijon en 1701 ; le duc de Bourgogne y revient en 1703.

Vers cette époque « le logis du Roi commence à être accommodé à la moderne ; les Etats prolongent à l'ouest les bâtiments au delà de la tour, pour les souder à angle droit avec leur grande salle ; on augmente ainsi l'appartement royal de très belles pièces. »

M. Chabeuf nous décrit alors cette grande façade, d'une architecture un peu nue sans doute, « mais d'un beau calibre », s'alignant au-dessous de la tour imposante de Philippe le Bon ; et nous conduisant dans l'intérieur du Palais, il nous en fait connaître la disposition.

Le 14 août 1754, Dijon assiste à l'entrée solennelle de son dernier gouverneur, Louis-Joseph, prince de Condé, qui reviendra en 1787 pour présider les derniers Etats de Bourgogne.

« Deux ans plus tard, le 28 mars 1789, la séance préliminaire
« des trois ordres a lieu dans la salle des Gardes, et les privilégiés
« y avouent que l'impôt écrase effroyablement le tiers. Ce sont,
« pour le Logis du Roi, les dernières lueurs de son passé féodal. »

II. — LE PALAIS DES ETATS. — Le Palais des Etats comprend toute la partie occidentale des bâtiments à partir de la tour, et l'aile du musée avec la façade sur la rue Rameau. M. Chabeuf fait cette juste réflexion que, si le Logis du Roi est maison royale, le palais qu'y a soudé la Province appartient à la Province.

L'histoire des Etats de Bourgogne, qui eurent longtemps une grande puissance, remonte au moins à 1283 ; mais l'indépendance provinciale finit à la mort de Charles le Téméraire.

En historien consciencieux, M. Chabeuf nous fait assister aux premières luttes des trois ordres ; il nous fait constater la diminution de la puissance des Etats, et en même temps l'accroissement du pouvoir des Elus généraux. Ceux-ci, comprenant les Elus des trois ordres, auxquels on voit s'adjoindre un Élu du duc (ensuite du roi) et plus tard deux membres de la Chambre des Comptes, cessent bientôt d'être de simples commissaires chargés d'expédier les affaires dans l'intervalle des sessions. En vain, au xvi^e siècle, les Etats institueront-ils une commission de contrôle « pour cognoistre plus clairement l'administration et le mesnage des Eslus ». Ceux-ci, de plus en plus, dirigent les affaires de la province, et en même temps la prépondérance de l'intendant va toujours s'accroissant. « En fait, les Etats ne sont plus qu'une chambre d'enregistrement. » Défectueuse dans la répartition des votes, l'élection, n'étant plus l'émanation d'une libre représentation et se trouvant subordonnée à l'autorité royale, le rôle politique des Elus devient nul, tandis que leur influence est encore réelle en ce qui concerne l'administration proprement dite de la province.

A partir seulement du xvi^e siècle, Dijon fut le siège définitif des Etats. Dès lors leurs assemblées se tinrent successivement

à Saint-Bénigne, au Logis du Roi, aux Jacobins et, depuis 1602, aux Cordeliers. Quant aux Elus, comme leur chambre menaçait ruine, ils avaient reçu asile au Logis du Roi.

En 1681, Louis XIV concéda aux Elus, pour élever un palais, un espace occupé par la monnaie, et compris entre la tour de la Terrasse et la Porte aux Lions. Les travaux commencés sur les plans de Gétard et de Noinville, et comprenant la grande salle et les trois salons rejoignant le Logis du Roi, furent reçus en 1686. Hardoin-Mansard donna le plan du vestibule, dont la construction fut reçue en 1689. La façade fut dégagée. Les Etats purent alors, le 23 juin 1700, se réunir dans leur salle, dont l'inauguration solennelle n'eut lieu cependant que trois ans après. Enfin, suivant le désir de Louis-Henri de Bourbon, prince de Condé, les Etats firent établir, sur les plans de J.-J. Gabriel, un escalier monumental, digne du nouvel édifice ; les travaux furent reçus en 1738.

Une petite chapelle, placée sous la grande salle, avait été consacrée en 1712 ; les États en firent établir une autre, dont la consécration eut lieu en 1739.

Après approbation, en 1774, d'un plan de construction d'un palais devant s'étendre jusqu'au Bourg, et destiné à contenir les logements des Elus, les bureaux, et la salle de l'Ecole des Beaux-Arts, on dut recourir à un projet moins coûteux : c'est celui qui a été exécuté, avec quelques modifications. Au-dessus de l'entrée de ces nouvelles constructions, reçues en 1780, on voit encore, rue des Forges, trace de l'inscription : *Palais des États*.

Puis les Élus méditent de construire un bâtiment « en symétrie de la salle des Etats, avec aile en retour sur la place Rameau » jusqu'au *premier pilier buttant* de la Sainte-Chapelle. » L'architecte Le Jolivet, chargé d'étudier le projet, soumet des plans qui sont approuvés en 1783. La façade sur la place Royale est désormais à peu près régulière : on fait disparaître une porte dessinée par Noinville, se dressant un peu à l'est de l'entrée ac-

tuelle, on reporte l'entrée au centre, et on établit la grille et les deux pavillons.

Quelque intéressante que soit la visite intérieure du Palais des États, nous ne pouvons l'entreprendre. La description si complète de l'aile du palais élevée sur les plans de Le Jolivet, et où les États ont placé le « muséum » ne rentre point non plus dans les limites de notre analyse ; nous ne saurions toutefois omettre de mentionner le magnifique plafond où « resplendit la glorification de la Bourgogne et des Condés, par Prudhon ».

Mais bientôt la Constituante, après avoir, le 20 octobre 1789, suspendu toutes convocations d'États, allait, le 15 janvier 1790, procéder à l'organisation de la France par départements. Peu après, les Élus étaient supprimés.

Pendant la période révolutionnaire, les bâtiments, occupés en partie par les tribunaux, demeureront à demi vides. Après avoir, plus tard, été affecté à la sénatorerie de Dijon, le Palais des États devient, en 1816, la résidence du gouverneur de la division militaire. Le tribunal d'appel (jusqu'en 1811) et le tribunal criminel y siègèrent ; jusqu'à la fin de 1816, la cour d'assises se tint dans la grande salle. Quant à l'ancien Logis du Roi, après avoir été presque entièrement affecté à la 6^e Cohorte de la légion d'honneur, il fut, ainsi que le Palais des États, acheté par la ville (1809 et 1831).

III. LES DEUX PREMIERS HOTELS DE VILLE. — La vicomté de Dijon avait été unie, avec tous ses droits de justice, à la commune de Dijon. Guillaume de Pelvy fut le premier vicomte-mayeur de Dijon (1284-1287).

Le Vicomte-mayeur, investi, à l'exclusion des condamnations capitales, des droits de haute, moyenne, et basse justice, et du commandement des milices, avait la garde de la ville ; « et c'est un des privilèges les plus jalousement maintenus, que Dijon se protège lui-même, sans introduction de troupes régulières ».

Dans le principe, on voit l'assemblée des habitants délibérer directement et se tenir devant le porche de Saint-Philibert, où les élections continueront de se faire jusqu'au xvi^e siècle. Mais le pouvoir délibérant avait dû se concentrer en une Chambre de ville, qui n'eut pas d'abord de lieu de réunion fixe ; ce fut seulement en 1350 qu'elle acheta, dans l'intérieur du *Castrum*, au n^o 38 actuel de la rue Chabot-Charny, une maison connue, en raison sans doute d'une sculpture extérieure, sous le nom de maison au Singe. Ce nom de maison au Singe demeurera à la maison communale, et la Chambre de ville adoptera même des singes pour supports de ses armes.

De ce premier hôtel de ville, de sa prison, de sa chapelle, M. Chabeuf nous fait la plus intéressante description.

Le sceau de la commune de Dijon au xiv^e siècle, entouré des figures des vingt échevins, portait au centre le maire à cheval. Le livre des Évangiles, sur lequel le maire prêtait serment devant le portail de Saint-Philibert, est conservé aux archives municipales.

La ville songea à quitter les locaux trop exigus de la Maison au Singe.

En 1500, elle acheta l'hôtel construit par le chancelier Rolin, et elle en prit possession en avril 1501, le jour de l'entrée à Dijon de Louis XII et d'Anne de Bretagne. Toutefois comme le gouverneur, à la suite de l'incendie du palais en février 1502/3, avait transporté sa demeure en cet hôtel, la ville dut, pour s'y installer effectivement, attendre la restauration du Logis du Roi, c'est-à-dire jusqu'en 1512.

La maison au Singe, vendue pour devenir une habitation particulière, a été transformée ; une partie, notamment, a été démolie en 1819 pour l'élargissement de la rue.

L'hôtel Rolin, après avoir failli, en 1511, devenir le siège du Parlement, a été pendant plus de trois siècles celui de la municipalité.

Dans son enceinte, nous dit M. Chabeuf, se concentrèrent peu à peu tous les services. On y installa prison, arsenal, poudrière, etc. La chapelle de Nicolas Rolin, au premier étage, reçut l'autel de l'ancienne maison de ville.

Nous ne nous arrêterons pas à l'histoire si mouvementée de Dijon au temps de la Ligue. Disons seulement que, le 28 mai 1595, le maire Fleutelot ouvrit à Biron les portes de la ville.

Avec une grande élévation de pensée, M. Chabeuf nous fait assister aux luttes dans lesquelles sombrèrent, à partir de 1660, les vieilles libertés dijonnaises ; il nous montre la Chambre de ville réorganisée, la commune passée sous la tutelle de l'intendant, les élections devenues illusoires ; en attendant que, dans la dernière période du règne de Louis XIV, l'Etat, à bout d'expédients financiers, mette à l'encan les charges municipales et, sans scrupule, fatigue Dijon de ses exactions.

L'hôtel de ville menaçant ruine en 1707, il fut reconstruit pour partie, et les travaux furent achevés en 1714.

M. Chabeuf nous rappelle les fêtes et les réceptions dont les beaux appartements du palais municipal ont été le théâtre ; et ici comme en maintes autres circonstances, les mœurs, les traditions, les usages sont autant de sujets dont M. Chabeuf s'empare pour émailler son livre d'intéressants récits.

Louis Moussier, écuyer, seigneur d'Athée, fut le dernier vicomte-mayeur. Il donna sa démission après la prise de la Bastille ; il eut pour successeur le financier Chartraire de Montigny, élu maire le 27 janvier 1790, et remplacé lui-même le 14 novembre 1791.

Nous ne suivrons pas M. Chabeuf dans l'énumération des maires qui se sont succédé à l'hôtel de ville de Dijon. Disons seulement que, le 11 juillet 1831, les services municipaux furent transférés au Palais des États. Le 18 avril 1833, l'ancien hôtel Rolin était cédé au département pour qu'il y placât ses riches archives, dont le précieux dépôt est actuellement confié aux mains vigi-

lantes de M. Garnier, le conservateur dont la haute érudition n'a d'égale que l'inépuisable obligeance.

IV. — HÔTEL DE VILLE CONTEMPORAIN. — La disposition, dans le nouvel hôtel de ville, des divers et importants services d'une grande cité, et les diverses phases de leur installation ont, tout naturellement, leur place dans le livre si complet de M. Chabeuf. Bornons-nous à noter que ce fut seulement en 1840 que la mairie s'établit dans les grands appartements.

La statue de Minerve, par Dubois, fut placée à la façade principale en 1844. La construction de l'aile faisant face au théâtre fut commencée en 1852 et entraîna la disparition des derniers vestiges de la Sainte-Chapelle.

Quant à la salle historique des Etats de Bourgogne, utilisée, depuis 1816, pour des cérémonies diverses et notamment, de 1832 à 1850, pour des concerts de la société philharmonique, elle vient d'être richement restaurée.

V. — LE PALAIS DE JUSTICE. — Le Parlement ou « Cour souveraine » de Bourgogne, établi par Louis XI avec le principe d'immovibilité des offices, en vertu de ses lettres patentes données à Arras le 18 mars 1476/7, devait à l'origine tenir ses sessions à Dôle, à Saint-Laurent-lez-Chalon et à Beaune ; mais les événements le fixèrent à Dijon.

Il n'est pas nécessaire, comme le fait avec raison observer M. Chabeuf, d'entrer ici « dans le détail des vicissitudes par lesquelles passa la nouvelle cour, des luttes de Dijon contre Beaune, en possession immémoriale d'être le siège des *juges d'appels*, contre le Parlement de Paris, qui obtint en avril 1485 un édit de suppression demeuré sans effet ».

La cour se composait, à l'origine, « de deux présidents, un chevalier d'honneur, Philippe Pot, un premier conseiller-né, l'abbé de Cîteaux, — c'était alors Jean de Cirey, — douze con-

« seillers, deux avocats généraux, un procureur général et
« deux greffiers ».

Après s'être établie d'abord à la Chambre des comptes, puis à l'hôtel Rolin devenu hôtel de ville, elle obtint en 1511, de Louis XII, une partie du pourpris de la Chambre des comptes. Les travaux d'installation se firent peu à peu ; ils ne purent être achevés que grâce à un subside de François I^{er}. Ce fut alors que
« sur de robustes corbeaux aux moulures refouillées et armoirées,
« Antoine Galley, dit Allement « demourant à Dijon », posa un
« riche plafond dont les mattresses poutres se coupant à angle
« droit engendrent des caissons réguliers ; ce plafond est signé
« et daté de 1522 ». C'est la date d'un des séjours de François I^{er} à Dijon.

Chargé de peintures et de dorures, le plafond a ses caissons ornés de fleurs de lis, d'hermines et de dauphins. La salamandre de François I^{er} orne les corbeaux.

Les verrières des cinq fenêtres du sud représentaient « en grisaille, le roi assis, accompagné de la Justice, de la Prudence, « de la Force et de la Tempérance. » Au nord, trois fenêtres « montraient les figures en grisaille de la *Foi*, de l'*Espérance* « et de la *Charité* ». Une peinture du commencement du xvi^e siècle, représentant le Christ, a disparu.

M. Chabeuf, continuant à nous faire la description de la salle d'audience, nous montre, au bas de celle-ci, une porte la faisant communiquer avec une autre salle qui sera plus tard englobée dans la salle Saint-Louis ; de côté, une porte réservée aux gens du roi ; à l'angle du fond, à droite, l'entrée des conseillers. Puis il nous indique pour être de la même époque : l'ancien greffe (plus tard chambre des huissiers), aujourd'hui converti en passage, et dont la vaste cheminée a été conservée ; l'ancienne chapelle, devenue, comme le vieux greffe voisin, un passage ; et, transformée en vestiaire, une pièce longue, à voûte fleurdelisée, pleine de lugubres souvenirs, où se donnait jadis la question.

Le bâtiment de la grand' chambre (devenu pour partie le cabinet actuel de M. le Premier Président) et, avec le passage qui y conduit, la Tournelle criminelle ont été édifiés dans les premières années du règne de Henri II.

M. Chabeuf rappelle l'histoire du Parlement jusqu'à l'époque de sa suspension : il nous apprend sa composition, ses usages, les actes principaux de son existence judiciaire, la solennité de ses audiences ; il nous montre son attitude et son rôle au cours des événements politiques et dans la vie sociale ; et il met en lumière le caractère et le rôle de cette grande compagnie.

De bonne heure le Parlement affirme des sentiments qui l'amènent à prendre avec ardeur parti pour la Ligue. Le 1^{er} juillet 1562, il enjoint aux magistrats, avocats ou procureurs, le serment catholique ; l'édit d'Amboise de 1563 est, de sa part, l'objet de remontrances, et il l'enregistre à regret.

En 1564 a lieu le séjour à Dijon de Charles IX et de Catherine de Médicis. Peu après, la célèbre coutume de Bourgogne, proclamée en 1459 comme loi du duché, était réformée. Les lettres patentes de septembre 1573, sanctionnant la réformation, sont entérinées le 10 décembre suivant par le Parlement.

Peut-être toutefois est-ce à la visite du roi qu'il faut attribuer ses dispositions favorables à la modification de l'aspect extérieur, alors fort misérable, du palais.

En 1571, Charles IX accorde 3,000 livres à prendre sur les amendes adjugées en la Cour, « pour estre converties à bastir et
« construire une salle et l'entrée du Palais à Dijon, pour servir à
« la commodité et au soulagement des parties poursuivant la
« justice audict Parlement, et aussi pour la décoration et embel-
« lissement dudict Palais... »

Ainsi fut établie la salle Saint-Louis ou des pas perdus, avec son portail monumental élevé sur les devis et d'après « les pour-
traicts » de Hugues Brouhée.

Les travaux ne furent achevés que vers 1579, sous le règne de

Henri III, dont la statue fut dressée au-dessus du porche. M. Chabeuf décrit, en artiste consommé, ce Palais de Justice, un des plus intéressants de France.

La chapelle, dont l'arcade s'ouvre maintenant au milieu de la muraille du fond, était originairement à droite. La clôture de la chapelle (qui existe intacte, à l'exception de quelques emblèmes détruits en 1792), et la porte de la chambre du *Scriv* ou des archives (actuellement au Musée), sont les œuvres de Hugues Sambin.

Quant à la porte extérieure de la salle des pas perdus, M. Chabeuf, sans pouvoir affirmer qu'elle soit l'œuvre de Sambin, en admire le style et déplore, à juste raison, qu'on la laisse périr.

Après nous avoir retracé le rôle du Parlement aux jours sombres de la Ligue, M. Chabeuf nous amène à l'époque où la noblesse de robe va former à Dijon « cette oligarchie « parlementaire qui le va remplir de son luxe et de son « autorité. » Le palais, nous dit M. Chabeuf, est mis en harmonie avec cette fortune agrandie; « dans la grande salle « d'audience jugée trop simple, on fait courir une haute frise en « grisaille, enfants dans des rinceaux, sur lesquels on jette en « or les fleurs de lis et l'H royale avec les L et l'A de Louis XIII « et d'Anne d'Autriche, qui sont aussi les chiffres de Louis XII « et d'Anne de Bretagne; les boiseries reçoivent également des « grisailles rehaussées d'or, figures et ornements exécutés comme « la frise par le peintre langrois Pierre Tassel. Les murs se vêtent « d'azur semé de grosses fleurs de lis d'or; une lanterne, destinée « aux personnages officiels et aux visiteurs de marque, est « établie dans l'angle en face du siège présidentiel... Ainsi embellie, la salle paraît une des plus belles de France et est « célébrée par l'avocat général Pierre de Xainctonge dans sa « mercuriale du 14 novembre 1619. »

On donne aux gens du roi, en 1621, une pièce située en face de l'entrée latérale. En 1649, on remanie la Tournelle (dont la

vieille porte marquée des croissants enlacés de Henri II subsiste encore), et plus tard, en 1720, on y ajoutera « un cabinet des délibérations et au-dessous une chambre pour donner la question ».

En 1658, Louis XIV vient à Dijon. Le 18 novembre, il prend place sur son trône, au Parlement, et fait connaître ses volontés. « Elles consistent naturellement en divers édits fiscaux et portant « création de nombreux offices, dont six de conseillers au Parlement. » Le Parlement en prononce l'enregistrement; mais comme il s'efforce ensuite de recouvrer ses libertés et de reprendre ce qu'il a cédé par force, il est interdit le 28 décembre, et le premier président Nicolas Brulart, relégué dans ses terres, ne sera rétabli que par lettres patentes du 3 décembre 1659.

La chambre des Enquêtes, instituée en 1589, ne fonctionnera régulièrement qu'à partir du 10 novembre 1662; pour elle on élèvera, précédée d'un vestibule où se voit encore aujourd'hui le soleil de Louis XIV, une salle ornée d'une cheminée en bois sculpté, et d'un plafond que Gabriel Revel signera et datera en 1688.

Vers la même époque, la grande porte de la chambre dorée est remplacée par une cheminée de Dubois.

Chaque page du livre de M. Chabeuf offre un fait, une description, une appréciation qu'il faudrait reproduire. Bornons-nous à citer la suspension du Parlement pendant treize mois, à la suite de l'affaire Varenne (1760-1761); les grandes fêtes populaires qui signalèrent, en 1762, sa réconciliation avec la couronne; l'arrêt par lequel, le 11 juillet 1763, il ordonnait que les Jésuites « auroient à se retirer avant le 1^{er} octobre ». Mentionnons, au temps du chancelier Maupeou, la suppression du Parlement de Dijon par un édit du 5 novembre 1771, son remplacement momentané, et son rétablissement intégral le 3 avril 1775.

Le 8 janvier 1777, un incendie qui commença dans la salle des pas perdus put, heureusement, être promptement éteint.

Le 11 mai 1778, nouvel exil du Parlement, qui, rétabli le 5 octobre, fait, le 15, une rentrée triomphale. « Qui n'aurait cru, observe M. Chabeuf, l'autorité du Parlement assise sur des bases inébranlables? »

M. Chabeuf nous fait connaître quelle était alors la composition du Parlement. A ce moment, il ne ressemble guère, observe-t-il, à la modeste cour créée en 1477 : « les besoins du service, « la fiscalité surtout, par la création incessante d'offices vendus « fort cher....., ont porté le nombre des officiers à près de « cent. »

M. Chabeuf nous conduit à droite du palais, dans un bâtiment construit en 1780, où siège la Juridiction des eaux et forêts, ou Table de marbre. — Il nous indique à gauche, un peu en arrière du grand pignon, le portail de la Chambre des Comptes, bâti vers 1645. Voici la salle du grand bureau, avec son plafond sculpté et doré, exécuté entre 1643 et 1652, dû probablement au ciseau de deux dijonnais, Tassin et Nicolas Moissenet ; contre la muraille, est un tableau représentant le Christ entre deux donateurs.

Puis nous arrivons à la période révolutionnaire. « Le 3 novembre (1789), l'assemblée nationale décrète que les Parlements continueront à être en vacances et que la Chambre des « vacations expédiera les affaires... Mais un nouveau décret du « 21 juin 1790, sanctionné le 23, le remplace par une cour supérieure... Le vieux Parlement de Bourgogne a vécu. »

La Chambre des Comptes, supprimée, devient une prison et une infirmerie. « La salle dorée devient un club ; après le 10 « août, une réunion tumultueuse met à l'ordre du jour la destruction de toutes les parures historiques du palais,... et deux « jours sont employés à faire une ruine de ce qui avait été le « palais du Parlement. »

Mais la loi du 20 avril 1810 institue la Cour d'appel : elle est, le 22 avril 1811, installée dans l'ancien palais parlementaire. A la fin de l'année 1816, la chambre dorée est affectée à la cour

d'assises. On détruit alors la cheminée, pour rétablir l'ancienne communication avec la salle des pas perdus. Le Parquet de la Cour est établi dans la salle des Enquêtes, la chambre correctionnelle de la Cour siège à la Tournelle. En 1821, lors de la construction d'une salle pour la chambre correctionnelle du tribunal, le portail de la Chambre des Comptes disparaît.

En 1852, on entreprend la restauration de la salle des pas perdus.

De 1862 à 1869, on élève la nouvelle salle d'assises, où l'on place le beau plafond de la Chambre des Comptes.

Après 1870, est établi l'édifice qui comprend le tribunal de commerce ; un autre bâtiment est construit pour y installer le Parquet de la Cour.

L'ancienne salle des Enquêtes est devenue la Bibliothèque de la Cour. La seconde chambre de la Cour est passée de l'ancienne Tournelle dans l'ancienne salle de la Table de marbre ; on y remarque un Christ en croix attribué à Lesueur. -- La Tournelle, réparée avec soin, est aujourd'hui la Bibliothèque de MM. les avocats ; elle est ornée d'une haute cheminée provenant du château de Turcey, datée de 1610.

La chambre dorée, magnifiquement restaurée, est devenue la première chambre de la Cour. Aux verrières « on a rétabli les vertus théologiques en grisaille ». Deux autres fenêtres, établies ou rétablies à une époque que nous ignorons, « ont reçu des écussons aux armes des plus fameux parlementaires ; en face, au midi, on voit celles des principaux gouverneurs ou commandants militaires des bailliages ressortissant au Parlement ; sur la muraille a pris place le beau Christ aux donateurs de la Cour des Comptes. » A l'audience d'inauguration de cette salle, le 16 octobre 1888, M. le Procureur général Fochier a, fort à propos, rappelé les fastes de la *Chambre dorée*.

Une tête de Christ couronné d'épines, placée dans le cabinet de M. le Premier Président, fait l'admiration des connaisseurs.

Cette peinture, œuvre du xv^e siècle, dont l'auteur est inconnu, provient, croit-on, de la Chambre des Comptes, où elle aurait orné la salle des correcteurs.

Le tribunal de première instance occupe un bâtiment du xvii^e siècle, ancien siège du *Bureau des finances* et de la *Chambre du domaine*.

VII. — L'HOPITAL ET LE COLLÈGE GODRAN

L'HÔPITAL. — On ignore les circonstances qui donnèrent lieu à la fondation à Dijon de l'hôpital du Saint-Esprit. Les bâtiments comprenaient, d'une part, la maison conventuelle ou magistrale, avec l'église consacrée en 1205 sous le vocable du Saint-Esprit ; d'autre part, l'hôpital proprement dit. Le maître ou recteur étendait sa suprématie sur plusieurs maisons de son ordre. En 1504, le dix-huitième et dernier commandeur élu, Guillaume Sacquenier, posait la première pierre de la grande salle, fort étendue depuis, du futur hôpital général. A partir de cette époque, si les hospitaliers continuent d'avoir la direction spirituelle de l'hôpital, le temporel leur échappe. En 1515, la commanderie de Dijon devient un simple bénéfice. L'administration du bien des pauvres est, en 1522, et, aux termes d'un arrêt rendu par le parlement en 1528, demeure confiée à des notables, membres du Parlement et de la Chambre de ville. En 1575, les hospitaliers, tout en conservant la jouissance de la maison conventuelle, sont remplacés dans le service religieux par des prêtres séculiers ; plus tard, à la demande des intendants des pauvres, les filles de Saint-Lazare ou de Saint-Vincent-de-Paul, avec approbation royale de 1688, entrent à l'hôpital de Dijon.

Le nouvel hôpital s'était largement développé. En 1633, Odebert avait élevé son hospice Sainte-Anne, dont le bâtiment existe encore ; les constructions importantes du sud et du nord s'édi-

fient successivement; la grande salle est doublée en longueur. « En 1630, Noinville décore le pignon de l'entrée qui reçoit un groupe de la Charité de Dubois. » Dès 1645, l'hôpital Saint-Jacques fondé en 1380, qui s'élevait jadis rue du Petit-Potet, avait été réuni à la Charité.

Les bâtiments reçoivent de notables agrandissements en 1702 et en 1720 ; enfin, de 1730 à 1733 s'élève, aux frais du premier président de Berbisey, la terrasse de l'ouest.

L'ancien hôpital du Saint-Esprit était à peu près abandonné. En 1765, on démolit le clocher, la sacristie et l'avant-corps de la vieille église du ^{xiii}^e siècle, qui disparaîtra elle-même à la Révolution. Au ^{xviii}^e siècle, on annexe à l'hôpital, pour en faire un vaste jardin, l'ancien bastion dit des privilégiés.

En 1769, sous le 38^e et dernier commandeur bénéficiaire, Calmelet, s'effectue la réunion de l'ordre régulier du Saint-Esprit à l'ordre séculier et militaire de Saint-Lazare.

En 1780, on commence à remplacer le vieil hôpital par les constructions actuelles.

En 1842, la partie antérieure de la grande salle est transformée en chapelle, et le campanile actuel est élevé.

M. Chabeuf mentionne la chapelle de Jérusalem, et les diverses œuvres d'art ou objets précieux conservés à l'hôpital. En rendant hommage aux nombreux bienfaiteurs dijonnais de l'hôpital, il rappelle cette inscription de 1639 qui se lit dans la cour Odebert : « *Nullos fundatores ostendo, quia plures, quia humiles.* »

— *La Maladière.*— A Dijon, plusieurs maladières ou maladrieries furent établies pour séquestrer les malheureux atteints de la lèpre. Il ne subsista que la Maladière du faubourg Saint-Nicolas, antérieure bien certainement au ^{xiii}^e siècle. La maison, comprenant une église, l'habitation des malades et une ferme, était gouvernée par un recteur, assisté de religieux et de religieuses.

D'abord sous l'autorité de l'abbé de Saint Etienne, elle passa

peu à peu sous celle de la Chambre de ville. Détruite lors du siège de 1513, elle avait été réédifiée.

La redoutable maladie qui avait nécessité leur établissement ayant disparu au xvii^e siècle, les léproseries furent réunies en 1617 à l'ordre de Saint-Lazare et de Notre-Dame du Carmel. Après la suppression de cet ordre en 1693, la Maladrerie de Dijon a été, en 1696, réunie à la Charité.

Les bâtiments de la Maladière, que domine encore le clocher de son église, servent aujourd'hui à l'exploitation d'une ferme.

— *Sainte-Marthe*. — « Etablies en 1678 pour le soulagement
« des prisonniers et des pauvres malades, les dames de Sainte-
« Marthe avaient leur maison rue Berbissey, n° 17, en face de
« la rue Brulart. »

LE COLLÈGE GODRAN. — Après nous avoir donné un aperçu de l'état de l'instruction publique à Dijon jusqu'au commencement du xvi^e siècle, M. Chabeuf nous apprend la fondation faite en cette ville, le 13 décembre 1531, par un prêtre, Julien Martin, d'un collège doté par lui, et « dont il donne la direction au
« vicomte-mayeur et à la Chambre de ville, mais en stipulant
« qu'aucune « lecture ou pédagogie » ne pourra se faire en autres
« lieux. » Le collège Martin « ou des Martinots », auquel fut jointe une église devenue plus tard (1599) celle des Minimes, s'éleva rue du Cygne ou des Béliots, aujourd'hui rue du Vieux-Collège. Cette maison a compté parmi ses élèves plusieurs hommes de mérite, mais sa prospérité fut de courte durée : en effet, elle allait succomber peu après l'arrivée des Jésuites.

Par son testament en date du 9 février 1581, Odinet Godran, seigneur d'Antilly, Lochères et Champseuil, président au Parlement de Bourgogne et fils du président Jacques Godran, institua conjointement pour ses héritiers « les Jésuites et la ville, pour la
« fondation d'un collège gratuit destiné aux enfants du ressort
« du Parlement ; en mémoire de son père, il s'appellera : Col-

« LÈGE DE MESSIRES JACQUES ET ODINET GODRAN. » Le testateur mourut au mois de juillet et fut inhumé aux Cordeliers. La mairie accepta de suite le legs à elle fait ; quant aux Jésuites, ils déclarèrent contraire à leur ordre l'obligation imposée de rendre des comptes à la Chambre de ville, et ils réussirent dans leur prétention. Ils prirent alors possession de l'hôtel Godran (primitivement hôtel de La Trémoille), et le démolirent pour le réédifier dans des conditions plus conformes à sa nouvelle destination.

La première pierre des bâtiments dans lesquels devait, le 29 juillet 1587, être installé le collège, fut posée le 7 mars 1581.

Expulsés par Henri IV au mois de juin 1595, les Jésuites obtenaient cependant, en 1603, leur retour à Dijon ; et c'est en réalité de ce moment, nous dit M. Chabeuf, que commence l'histoire du collège Godran.

M. Chabeuf, dont on aime à constater la compétence si variée et si étendue, apprécie, au point de vue architectural, l'œuvre d'Etienne Martellange ; il examine les constructions s'étendant par suite d'acquisitions successives, sans omettre l'église dédiée à la Vierge et à saint Bernard, et il indique la disposition des bâtiments. Puis, il nous fait voir cette institution comblée de fondations et de dons importants, et nous cite les noms des principaux personnages se rattachant, soit comme maîtres, soit comme disciples, au collège Godran.

Nous arrivons à l'année 1763 : le 11 juillet, le Parlement, auquel, l'année précédente, a été présenté l'édit contre les Jésuites, prononce leur expulsion, « ordonne la fermeture du collège et met ses biens sous séquestre ». Après le départ des Jésuites, on s'empressa, « sous l'autorité d'un bureau d'administration présidé par « l'évêque du diocèse, et dont faisaient partie de droit le premier « président, le procureur général et le vicomte-mayeur », et avec un personnel de prêtres séculiers et de laïques, de reconstituer le collège, qui conserva son importance.

A la Révolution, les biens du collège Godran ont été nationa-

lisés ; son mobilier, sauf la bibliothèque, a été dispersé. En 1793, une école centrale remplaça, mais sans succès, le collège. Dès le 30 nivôse an III (19 janvier 1795) la ville sollicita la création d'un lycée : elle l'obtint le 16 floréal an XI (6 mai 1803). L'École des beaux-arts, réorganisée en 1805, occupa l'église. En 1804, Dijon devenait le siège d'une Ecole de droit, à laquelle, l'année suivante, furent affectés les bâtiments du collège Godran.

— *L'Ecole normale d'Instituteurs* fondée à Dijon, et inaugurée en 1829, avait été originairement installée dans une partie du collège Godran.

— *La Bibliothèque.* L'avocat Févret avait, en 1707, légué sa bibliothèque au collège Godran, à la condition qu'elle fût rendue publique : ce qui eut lieu l'année suivante. A l'expulsion des Jésuites, elle fut sécularisée. Elle s'accrut, à la Révolution, de livres provenant de couvents et de maisons d'émigrés. Lors de la suppression de l'école centrale, de grandes salles furent accordées pour une installation plus ample de la Bibliothèque. Elle possède plus de 100,000 imprimés et compte plus de 1550 manuscrits ; elle a un remarquable cabinet d'estampes. M. Chabeuf s'est plu à faire connaître les richesses principales et la composition générale de ce précieux dépôt.

LE LYCÉE. — A partir de sa création en l'an XI, le lycée de Dijon (pendant un certain temps collège royal) a été établi rue Saint-Philibert, à l'hospice Sainte-Anne. Après 1870, un hôtel voisin a été ajouté à cet établissement.

L'inauguration des bâtiments dans lesquels le Lycée Carnot est actuellement installé a eu lieu en 1893.

VIII. — LES PROMENADES. — LE THÉÂTRE. — LE MUSÉE

LE PARC. — Le gouverneur de Bourgogne, Henri-Jules duc d'Enghien, fils du grand Condé, a créé le parc vers 1670, en face

du petit fief de la Colombière appartenant à sa maison. Cette magnifique promenade, d'une superficie de plus de 34 hectares, a été dessinée par Lenôtre ; elle a toutefois reçu quelques modifications. Dès 1671, la ville décida l'ouverture de l'avenue de 1313 mètres de longueur qui rejoint le parc, en partant de la place Saint-Pierre.

Le 25 ventôse an IX (16 mars 1801), le parc a été acheté par la ville.

L'ARQUEBUSE. — Ce jardin prend son nom des chevaliers de l'Arquebuse, qui s'y établirent en 1543. Le bâtiment, qui renferme actuellement un cabinet d'histoire naturelle, date du règne de Henri IV. Sur la fin du ^{xviii}^e siècle le jardin a été modifié et le bâtiment a été restauré. Les loges des marqueurs, faites à la même époque, auraient été composées avec des fragments des cloîtres de la Chartreuse.

La Révolution a supprimé la Compagnie de l'Arquebuse, dont le jardin, cédé à la ville en 1807, est devenu promenade publique. Un beau jardin botanique y a été joint en 1833. Sur la porte, un buste de Legouz de Gerland a remplacé celui de Louis XIV.

LE THÉÂTRE. — L'ancien jeu de paume des Barres, ainsi nommé à cause de la famille d'Esbarres ou des Barres dont l'hôtel était voisin et qui en étaient propriétaires, était situé rue Legouz-Gerland. La ville l'acheta en 1718 et le fit transformer : ce fut le premier Théâtre dijonnais. On résolut enfin d'en construire un sur l'emplacement du cloître de la Sainte-Chapelle : la première pierre en fut posée en 1810 ; après une longue interruption, les travaux furent repris en 1823, et l'inauguration de la salle eut lieu en 1828. La salle était « jugée alors pour l'intérieur comme pour le dehors une des plus belles de France ».

M. Chabeuf nous fait connaître avec soin les événements principaux qui se rattachent à l'existence du théâtre de Dijon.

LE MUSÉE. — Le musée de Dijon, un des premiers de la province par son importance, est aussi un des premiers en date. Son origine remonte à la délibération des Élus créant, le 2 janvier 1783, sur la proposition de Devosge, « le Musée pour les progrès de l'art et l'utilité des élèves ».

Il a été ouvert le 3 fructidor an VII (20 août 1799). Depuis cette époque ses richesses se sont considérablement accrues. Il forme actuellement, nous dit M. Chabeuf, en y comprenant le Musée de la Commission des Antiquités de la Côte-d'Or, « un total de vingt-neuf salles ». Le Musée Trimolet, légué à la ville par M^{me} veuve Trimolet, morte le 2 septembre 1878, remplit à lui seul cinq salles.

Nous n'essaierons pas d'indiquer les peintures, sculptures ou objets les plus précieux qui ornent le riche musée de Dijon. Il nous faudrait, pour être juste, reproduire intégralement la liste que M. Chabeuf en a présentée dans son livre et qu'il aurait lui-même voulu pouvoir donner plus étendue.

IX. — LES MAISONS HISTORIQUES.

Dans ce chapitre, M. Chabeuf nous donne une nouvelle preuve de sa connaissance parfaite de ce qui concerne Dijon. Non content de nous avoir, par l'étude approfondie des monuments publics et des souvenirs qui s'y rattachent, retracé d'une manière saisissante l'histoire générale de la ville, il va, d'une façon également instructive, attirer notre attention sur les éléments plus intimes de cette histoire ; et ce sera toujours avec le même goût délicat qu'il nous décrira ces divers Hôtels d'Eglise, de la Noblesse, de la Bourgeoisie, et Hôtels Parlementaires, qui contribuent à nous donner une idée plus exacte du Dijon d'autrefois.

Nous n'entreprendrons pas de faire ici l'analyse complète de tout ce que M. Chabeuf nous enseigne d'intéressant sur ces an-

ciennes demeures ; nous devons, à notre regret, nous borner à mentionner trop sommairement quelques-unes d'entre elles.

HOTELS D'ÉGLISE. — *Le Petit Cîteaux.* Le premier hôtel du général de l'ordre de Cîteaux fut élevé, au ^{xii}^e siècle, sur l'emplacement de l'abattoir actuel. Ruiné par les guerres, il fut acquis, au ^{xiv}^e siècle, par la Chambre de ville. Alors « l'abbaye reçut en échange dans la rue du Clotire — Saint-Philibert — le pourpris, dit l'hôtel d'Antigny, qui devint le Petit Cîteaux. » Les bâtiments, d'un aspect assez simple, subirent plusieurs transformations. Ce fut dans cet hôtel que, pour la première fois, un livre fut imprimé à Dijon : « *Collecta privilegiorum ordinis cisterciensis. Compendium sanctorum ordinis cisterciensis. Divione, Petrus Metlinger, 1491, IV nonas julias* ».

Le Petit Cîteaux fut vendu comme bien national le 23 février 1791. Il a été, depuis, occupé par une fabrique de draps. Les Jésuites et l'institution Saint-François de Sales s'y sont ensuite, pendant un certain temps, successivement installés.

— *Le Petit Clairvaux.* L'hôtel des riches abbés de Clairvaux, de l'ordre de Cîteaux, était simple. La vieille chapelle consacrée au ^{xiii}^e siècle a disparu ; mais « le logis existe encore en partie avec ses baies du ^{xiv}^e siècle, accolé à un bâtiment du ^{xii}^e ou du commencement du ^{xiii}^e ».

L'hôtel était ceint d'un vaste enclos dont l'entrée se trouvait au débouché de la rue James-Demontry sur la rue de la Préfecture. L'hôtel fut vendu à la municipalité le 8 août 1790.

— *Hôtel de Morimond.* Morimond, également de l'ordre de Cîteaux, avait son hôtel rue Saint-Jean (rue Monge, 17). L'hôtel, vendu à la fin du ^{xvii}^e siècle ou au commencement du ^{xviii}^e au procureur général Claude Parisot, fut dénaturé. Toutefois, en arrière on voit encore les restes d'une construction paraissant être de la fin du ^{xiii}^e siècle.

Près de l'hôtel, sur l'ancien champ de Suzon devenu plus tard place *du Morimont*, la potence et la roue furent pendant longtemps en permanence, à côté d'un calvaire ; et l'échafaud y fut dressé au temps de la Terreur.

— *Maison du Miroir*. A l'angle des rues Guillaume et des Champs (actuellement des Godrans) s'élevait un édifice du *xiii^e* siècle, dit du Miroir ou du *Mireur*, qui a donné son nom au carrefour voisin. D'abord propriété particulière, cette maison, « moitié hôtel, moitié donjon, » fut acquise en 1279 par le duc Robert II. Redevenue maison particulière, elle fut achetée par les Chartreux en 1413. Sur la façade ils firent placer un groupe de la Trinité et deux statues de chartreux. En 1767, les Chartreux firent démolir l'édifice, auquel ils substituèrent la maison actuelle. — On suppose que, sur la vieille construction, un miroir figurait au nombre des sujets qui s'y trouvaient sculptés, et que telle a été l'origine du nom populaire sous lequel elle était désignée.

HOTELS DE LA NOBLESSE ET DE LA BOURGEOISIE. — « Rue Chaudronnerie, autrefois du Griffon, ou mieux Griffon, 4, est le plus ancien logis de pierre qui soit à Dijon. » Ce serait, nous dit M. Chabeuf, la maison de la vieille famille dijonnaise des *Griffon*, dont un membre a été vicomte-mayeur dans la première partie du *xiv^e* siècle.

— L'ancien hôtel de la Sénéchaussée, rue Chabot-Charny, 61 à 65, appartint successivement aux Vergy, aux Beauffremont, aux Chabot-Charny. Par un mariage il arriva au duc d'Elbeuf, de qui il fut acheté en 1676 par les Bénédictines mitigées, dites dames de Saint-Julien. L'hôtel fut vendu à la Révolution. C'était la demeure de Léonor Chabot, comte de Charny, qui, lieutenant général en Bourgogne, refusa, en 1572, d'exterminer les protestants de la province.

— L'hôtel de la rue Chabot-Charny, 32, a été aux *Vienne*. Construit ou reconstruit au commencement du *xvi^e* siècle, il est passé

entre les mains du président Agneau-Begat (mort en 1572), dont on voit le chiffre sur un pavillon Renaissance, et qui a élevé la chapelle.

En 1637 il arrive aux Joly de Blaisy, qui le conservent jusqu'en 1779. L'hôpital général, à qui il avait été légué, l'a vendu en 1818.

— M. Chabeuf, après avoir étudié la maison du xv^e siècle, sise rue des Forges, 54 et 56, la déclare « une des énigmes monumentales de Dijon » ; il est amené toutefois à supposer qu'elle a été l'habitation de Jean de Champlitte, dit Labirant, riche négociant, mort avant 1474. Nous conduisant dans l'allée du n^o 56, de là il nous fait admirer, avec Sainte-Beuve :

‘
Une façade au fond travaillée en bijou,
Merveille à faire mettre en terre le genou,
Fleur de la Renaissance’

— Rue des Forges, 32, voici l'hôtel *Chambellan*, qui date de la fin du xv^e siècle ou du commencement du xvi^e ; « ce qui exclut, fait à juste raison observer M. Chabeuf, l'idée d'un séjour d'ambassadeurs anglais ou autres pendant la période ducale. » Cet hôtel occupait autrefois l'espace compris entre la maison Aubriot (rue des Forges, 40) et les rues Musette et de la Préfecture. Au xvi^e siècle, l'hôtel appartenait aux Maillard, qui plus tard l'ont donné à l'hospice Sainte-Anne. Il a été vendu depuis en plusieurs lots.

— La maison *Milsand*, rue des Forges, 38, « plus sculptée qu'une maison de Heidelberg », a été bâtie en 1561. Elle fut d'abord une annexe de l'hôtel Chambellan, alors aux Maillard. Devenue, comme l'hôtel Chambellan, propriété de l'hospice Sainte-Anne, elle a été acquise de cet hospice par la famille Milsand.

— La maison sise rue des Forges, 40, dont le gros œuvre est ancien, est celle du prévôt de Paris sous Charles V, Hugues

Aubriot. L'édifice actuel a été élevé sous Louis XIII pour servir de siège au bailliage.

HÔTELS PARLEMENTAIRES. — *Hôtel de Vogüé*. « Dans cet hôtel
« élevé par Etienne Bouhier de Chevigny, seigneur de Pouilly
« et de Marcilly, conseiller au parlement, le style parlementaire,
« nous dit M. Chabeuf, a produit du premier coup son chef-
« d'œuvre, et Claude Sauvageot lui a fait les honneurs d'une
« monographie dans ses *Palais, châteaux, hôtels et maisons de*
« *France du x^v^e au xvi^m^e siècle*. » La cheminée de la grande
salle du rez-de-chaussée porte la date de 1614. Cet hôtel est passé,
par mariage, dans la famille de Vogüé.

— *Hôtel Bouchu*, rue Monge, 1. Au xvi^m^e siècle, Jean Bouchu, seigneur de Lessar, président à mortier et ensuite premier président, possédait la maison sur l'emplacement de laquelle fut élevé l'hôtel actuel ; il le fit construire « par Lemuet, dit-on, ce à quoi,
« ajoute M. Chabeuf, ne contredit pas la beauté de l'œuvre ; sur
« une lucarne on lit : *Ce 2 septembre 1643 la dernière pierre a*
« *esté posée*. » L'hôtel appartenait, au xvi^m^e siècle, aux Richard de Montaugé ; en 1803 il passa par mariage aux d'Esterno. La ville l'a acheté en 1884.

— « La maison *Pouffier* ou des *Cariatides*, rue Chaudronnerie,
« 28, a été construite au commencement du xvi^m^e siècle par Jean
« Pouffier, seigneur de Taniot, échevin en 1601. » La famille
Pouffier s'est éteinte en la personne de Hector-Bernard, mort
doyen du parlement en 1736. Celui-ci est le fondateur de l'Académie de Dijon, approuvée en 1740.

L'Académie acheta en 1773 l'hôtel de Pringles, où elle établit des cours publics qui prirent une grande importance. La révolution la supprima en 1793. Par décret du 11 décembre 1808, ses biens furent attribués à l'Université.

— *Hôtel Le Gouz de Gerland*. L'arrière-façade de cet hôtel,

« datée de 1538, projette ses quatre tourelles sur la rue de la Con-
« ciergerie ». M. Chabeuf nous enseigne que trois de ces tourelles,
celles du nord, remontent aux Chissey-Varanges, famille d'épée ;
mais qu'au commencement du xvii^e siècle, l'hôtel appartenant aux
Le Gouz, ceux-ci y ajoutèrent « au sud la façade à bossages et la
« tourelle d'angle qu'on attribue à Sambin ».

— *Hôtel Bouhier de Lantenay.* C'est pour Bénigne Bouhier, sei-
gneur de Pouilly-lez-Dijon et Fontaine, brigadier des armées
du roi, que l'architecte Lenoir commença d'élever en 1759 cet
hôtel, qui peut être considéré comme « une très belle conception ». Sur son emplacement s'élevait l'hôtel de Chabot-Brion, qui ap-
partint aux Giroux, puis aux Thésut, et fut acheté par Bénigne
Bouhier en 1756. Vendu en 1781 à la Province par Bénigne
Bouhier, marquis de Lantenay, président à mortier, et Elisabeth
Normand sa femme, l'hôtel devint le siège de l'Intendance de la
Généralité de Dijon. A la révolution la nouvelle administration
s'installa au Logis du Roi, aussi l'hôtel resta-t-il vide jusqu'au
Consulat, époque à laquelle il devient palais consulaire. Un arrêté
des consuls, en date du 27 floréal an VIII (17 mai 1800), en a
fait la Préfecture.

M. Chabeuf n'omet point de mentionner les principaux per-
sonnages qui, depuis 1800, ont été reçus à l'ancien hôtel Bou-
hier de Lantenay : la succession de leurs noms correspond aux
diverses phases de l'histoire générale de la France depuis le com-
mencement du siècle.

Notons que, comme complément indispensable du chapitre
intéressant consacré par lui aux MAISONS HISTORIQUES de Dijon,
M. Chabeuf a indiqué avec soin les habitations de la ville aux-
quelles se rattache plus particulièrement un souvenir de l'exis-
tence des HOMMES CÉLÈBRES dijonnais.

X. — CONCLUSION. — DIJON CONTEMPORAIN

A l'ancien Dijon aristocratique devait succéder bientôt une ville « plus vivante, plus travailleuse, plus riche ». Pour reprendre vie, Dijon songe tout d'abord « au rétablissement de ses institutions scientifiques et littéraires » : il est doté d'un lycée en 1803, d'une école de droit en 1804, d'une faculté des lettres et d'une école secondaire de médecine en 1808, d'une faculté des sciences en 1809. La Cour d'appel y est instituée en 1810.

L'aspect de la ville se modifie peu à peu. L'activité commerciale et industrielle va s'y développer.

En 1808, le canal de Bourgogne avait été ouvert entre Dijon et Saint-Jean-de-Losne; il le sera de Dijon à La Roche en 1833.

Par les soins de l'ingénieur Darcy, les fontaines publiques sont créées à partir de 1839. Dijon, qui obtient de ne pas être laissé en dehors de la ligne principale du chemin de fer de Paris à Lyon, bénéficiera largement de sa situation au milieu du mouvement considérable qui va se produire par cette grande voie de communication.

Dijon vit d'une vie nouvelle. Mais la guerre arrive ! Le 30 octobre 1870, une poignée d'hommes s'oppose courageusement à l'entrée de troupes ennemies se disposant à prendre possession de la ville. La lutte contre une division entière avec artillerie est trop inégale ! « Le 31, en vertu de la plus honorable capitulation, Dijon est occupé ; il va l'être, sauf un court intervalle, « jusqu'au mardi 27 décembre, et du 1^{er} février 1871 au samedi « 28 octobre ! » — Quelques années après, un monument glorifiant la Résistance sera érigé sur le champ de bataille même, devenu place du Trente-October.

Depuis la guerre, la population de Dijon va chaque jour augmentant. Non seulement la ville prend, au point de vue de l'in-

dustrie et du commerce, une grande importance ; mais en même temps la rectification et l'embellissement de ses anciennes rues se poursuivent ; des quartiers nouveaux, aux voies spacieuses et aux constructions imposantes s'établissent.

Après avoir fait l'historique si complet de la famille dijonnaise, « de son mystérieux berceau gallo-romain à l'heure présente, » M. Chabeuf a eu raison de terminer son livre par cette réflexion, qu'il l'a écrit « avec la volonté constante d'être juste ».

Pour écrire l'histoire de la vieille cité bourguignonne, non seulement M. Chabeuf s'est livré aux recherches les plus sérieuses, les plus minutieuses, mais dans son examen et dans ses appréciations il a toujours été guidé par une impartialité manifeste. L'on ne saurait donc s'étonner que dans une circonstance solennelle, lors de la remise à lui faite, il y a quelques années, de la médaille d'or de la Société nationale d'Encouragement au Bien, il ait été salué comme « l'un des écrivains qui honorent le plus une province ». Au surplus, faire l'éloge de DIJON : MONUMENTS ET SOUVENIRS, c'est partager le sentiment exprimé par l'Académie Française, qui, pour cette œuvre même, a décerné à M. Chabeuf un prix Théroutanne.

En nous tenant compte du désir qui nous a guidé, de faire de ce travail un résumé aussi exact, aussi complet que possible, le lecteur, nous l'espérons, voudra bien ne pas nous savoir mauvais gré de la longueur de notre analyse. Que l'historien surtout nous pardonne, bien que ces pages reproduisent sans cesse des passages textuels de son ouvrage, d'avoir présenté d'un bon livre un mauvais abrégé.

Nous avons tenu, dans ce résumé, à suivre, chapitre par chapitre, l'ordre adopté par l'auteur. Ce livre, d'une érudition si nourrie qu'elle éclate à chaque ligne, est un monument consacré avec un véritable culte, par M. Chabeuf, à sa ville natale. Il a bien mérité de Dijon en contribuant à sa renommée et en faisant, de même que Jean-Jacques Ampère avait fait pour Rome,

revivre son histoire par ses édifices. Les pierres ont leur langage mystérieux, mais elles n'ont pas de secret pour un savant, un chercheur et un artiste tel que M. Chabeuf. Ce livre, écrit en vue de tous et pour tous, est de ceux que l'on aime à consulter chaque jour, afin de faire, en compagnie d'un guide éclairé, un voyage plein d'agrément et d'instruction à travers l'histoire si intéressante de Dijon.

LOUIS CHEVALIER,
Conseiller à la Cour d'Appel.

FACULTÉS DES LETTRES

DEVOIRS

1896-1897

(PREMIER SEMESTRE)

Les lettres N. D. J. F. veulent dire :

Novembre, Décembre, Janvier, Février

LICENCE

DISSERTATIONS FRANÇAISES

- I (N). — 1° Expliquer cette pensée de Labruyère : « *Il y a des lieux que l'on admire, il y en a d'autres qui touchent et où l'on aimerait à vivre. Il me semble qu'on dépend des lieux pour l'esprit, l'humeur, la passion, le goût et les sentiments.* »
2° Caractère de Roxane dans *Bajazet*.
- II (D). — 1° Le style de Montaigne.
2° Narration, description, caractères dans Saint-Simon (d'après les morceaux inscrits au programme).
- III (J). — 1° Poétique de Molière.
2° La composition et le style dans la *Profession de foi du vicaire savoyard*.
- IV (F). — 1° Opinions de Molière sur l'éducation des femmes.
2° Optimisme et pessimisme dans Lamartine.

AGRÉGATION

THÈMES LATINS

- I (N). — Bossuet, *Oraison funèbre de Letellier*, p. 5. « O juges. — Que dirai-je. »
- II (D). — Racine, *Préface d'Athalie*. « Je crois ne lui avoir rien fait dire. — L'âge de Zacharie. »
- III (J). — Fénelon, *Sur les occupations de l'Académie*, II, projet de grammaire : « Il serait à désirer » fin du chapitre.
- IV (F). — Labruyère, *De quelques usages*, § 72 (l'étude des textes — fin).

VERSIONS LATINES

- I (N). — Juvénal, *Sat. VII*, v. 36 (accipe nunc) — v. 63 (qui locus).
II (D). — Cicéron, *Verrines*, II, action, 3^e disc. : c. 84 (Dictum, judices)
— c. 82 (nemo enim fuit initio).
III (J). — Cicéron, *De finibus* l. V, c. 21 (Omnium enim rerum principia)
— c. 22 (hoc autem loco).
IV (F). — Salluste, *Catilina*, c. 58 : « Compertum habeo » — fin.

LICENCE

DISSERTATIONS LATINES

- I (N). — Quid sibi proponat et quid efficiat Cicero in secunda *Catilinaria* expone.
II (D). — « *Orationi et carmini parva gratia, nisi eloquentia est summa; historia, quoquo modo scripta, delectat* » (Pline le Jeune, lett. V, 8).
III (J). — Qualis satira apud Romanos fuerit, et quam conveniens romano ingenio, expone.
IV (F). — De fato apud Sophoclem.

THÈMES LATINS

- I (N). — Bossuet, *Discours sur l'histoire universelle*, 10^e époque : « Nous voilà enfin — Ainsi le compte des semaines ». ch. V, sur les Perses.
II (D). — Bossuet, *Or. fun. de Louis de Bourbon*, parallèle de Condé et de Turenne : « Ça été dans notre siècle un grand spectacle » jusqu'à « Il a fait dans les grands hommes ces rares qualités, comme il a fait le soleil. »
III (J). — Fénelon, *Dialogue des morts*, n^o 34, fin, depuis « Camillus. Il faut donc... »
IV (F). — La Bruyère, *Caractères*, du Souverain ou de la République : « Le ministre ou le plénipotentiaire est un caméléon » jusqu'à « Il ne veut pas aussi être cru imprenable. »

AGRÉGATION

THÈMES GRECS

- I (N). — Pascal, *Pensées*, art. VI, 25 : « pourquoi prendrai-je plutôt à diviser ma morale » — fin.
II (D). — Montesquieu, *Esprit des lois*, XXI, 44 : « Carthage avait un singulier droit des gens — les choses sont comme le style. »
III (J). — Montesquieu, *lettres persanes*, 83 : « S'il y a un Dieu. — Une raison d'intérêt. »

- IV (F) — Pascal, *De l'esprit géométrique*, sect. 1^{re} : « on trouvera peut-être étrange que la géométrie — les merveilles propriétés. »

LICENCE

THÈMES GRECS

- I (N). — Fénelon, *Télémaque*, l. XII : « Cependant une douleur cruelle me saisit — ô rivages, ô promontoires. »
- II (D). — Fénelon, *Télémaque*, l. V : « un bon roi peut tout sur les peuples — c'est aux peuples qu'il doit tout son temps. »
- III (J). — Bossuet, *Or. fun. de Marie-Thérèse d'Autriche*, 1^{re} partie : « Je n'ai pas besoin de vous dire que c'est Dieu qui donne. — N'en doutons pas, chrétiens. »
- IV (F). — Bossuet, *Or. fun. de Michel Le Tellier*, 2^e partie : « Mais ce qui rend sa modération — et ménager les restes de l'autorité. »

AGRÉGATION ET LICENCE

GRAMMAIRE ET MÉTRIQUE

- I (N). — 1^o Expliquer les génitifs et les accusatifs du singulier et du pluriel du substantif *πολίτης* en attique.
- 2^o Comment les adjectifs grecs forment-ils leur féminin ? Ne prendre que les principaux types.
- 3^o Les adjectifs français ont-ils toujours eu un *e* pour marquer le féminin ?
- 4^o La coupe du vers épique en grec et en latin.
- II (D). — 1^o Par quel cas le grec a-t-il remplacé l'ablatif ancien ?
- 2^o Ce qui reste en latin de l'ancien locatif.
- 3^o Expliquez les futurs suivants : *je donnerai, finirai, recevrai, prendrai*.
- 4^o Ce qui, dans la versification de la *Chanson de Roland*, remplace la rime moderne.
- III (J). — Traduire en latin et en grec : *Je disais qu'il était bon ; il disait qu'il n'était pas bon*.
- 2^o Qu'est-ce qui correspond en latin aux verbes contractés du grec ? Ne prenant que le présent de l'indicatif actif de chacun des types, voyez si toutes les terminaisons peuvent s'expliquer par des contractions phonétiques.
- 3^o De quels éléments sont composés les présents *λίσσω, βαίνω, γιγνώσκω, δίδωμι, δάμνημι, lego, venio, cognosco, sum* ?
- 4^o Montrez dans *Enéide*, I, 34-49, le rapport du rythme avec la pensée.
- IV (F). — 1^o Quel sort eut la déclinaison de *murus* en français ?

- 2° Le féminin de *long* est *longue* en français moderne. Cette forme est-elle phonétique? — Pourquoi *long* et *large* ont-ils l'un *on*, l'autre *a*, comme voyelles?
- 3° Emploi des temps et des modes dans cette phrase de Tite-Live : *Legatum nuntiare Tullo jubet, priusquam dimicent, opus esse colloquio; « si secum congressus sit, satis scire ea se allaturum quæ nihilo minus ad rem Romanam quam ad Albanam pertineant. »*
- 4° Etudiez la versification de *Œdipe-Roi*, 58-67.

LICENCE

PHILOSOPHIE

- I (N). — Lequel est le plus vrai de dire : « Je dois, donc je puis » ; ou « je puis, donc je dois. »
- II (D). — Justice et charité. Laquelle des deux est le fondement de l'autre.
- III (J). — De la solidarité morale et sociale.
- IV (F). — Individualisme et socialisme. Y a-t-il contradiction entre les deux, ou bien conciliation possible?

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE

- I (N-D). — Descartes et Spinoza. Ressemblances et différences.
- II (J-F). — Malebranche et Leibniz.

LICENCE

HISTOIRE ANCIENNE ET MOYEN AGE

- I (N). — Caractères généraux des *invasions barbares* dans l'Empire romain au v^e siècle.
- II (D). — La *lex de imperio Vespasiani*.
- III (J). — Comment l'influence de la *féodalité*, bonne pour le développement de l'individu, a été mauvaise pour celui des sociétés.
- IV (F). — Caractères des *Croisades* : leurs causes morales et sociales ; leurs effets pour la civilisation.

HISTOIRE MODERNE ET GÉOGRAPHIE

- I (N). — Les institutions de Charles VII.
- II (D). — Le Groenland.
- III (J). — L'Italie au moment de l'expédition de Charles VIII.
- IV (F.) — La Floride.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME SIXIÈME

MM. ADAM, Manuscrit de Göttingen. Descartes (Méditations, principes, méthode).	4
BIZOS, Impressions de voyage et épltres d'André Chénier. . .	353
CHEVALIER, Dijon, monuments et souvenirs, par M. Henri Chabeuf	503
DESLANDRES, Les doctrines politiques à la veille de la révolution	385
MARC, Contribution à l'étude du régime féodal sur le domaine de l'abbaye de Saint-Seine.	55, 295
RECOURA, Sur une nouvelle classe de composés du chrome. . .	463
E. ROY, Les lettres et la société dans la première moitié du xvii ^e siècle	435
ROUPNEL, Le régime féodal dans le bourg de Chatillon-sur-Seine	467
Dr ZIPFEL, Cours d'anatomie descriptive. Histoire de la dissection	425

CHRONIQUES ET BIBLIOGRAPHIE

Nécrologie. M. Lodie de Lalaire, par M. Adam	347
Réorganisation de l'école de médecine et de pharmacie.	341
Chronique universitaire (série spéciale).	4

Compte-rendu :

CH. MÉRAY — Leçons nouvelles sur l'analyse infinitésimale et
ses applications géométriques, 2^e partie, étude monographi-
que des principales fonctions d'une seule variable (M. Du-
port) 493

L'imprimeur-gérant : V. DARANTIERE.

JURISPRUDENCE

DE LA

COUR D'APPEL DE DIJON

ET DES JURIDICTIONS DU RESSORT

I

COUR D'APPEL DE DIJON (1^{re} CHAMBRE)

19 Juin 1895

LEGS UNIVERSEL — FONDATION — DONATION DÉGUISÉE
CONGRÉGATION NON AUTORISÉE

Le Tribunal civil de Chalon-sur-Saône avait rendu, le 4 juillet 1894, le jugement suivant :

Attendu que, par acte reçu Gauthey, notaire à Chalon, le 24 août 1878, l'abbé Ronjon a cédé, vendu et délaissé, sous réserve d'usufruit et moyennant les charges et conditions insérées à l'acte, à demoiselle Mélanie Calvat, dite Bergère de la Salette, la propriété d'une chapelle sise à Chalon, quartier de la citadelle, aisances et dépendances, ensemble tous immeubles par destination et objets mobiliers servant au culte ;

Attendu que l'abbé Ronjon est décédé le 5 avril 1894, laissant un testament en date du 28 janvier précédent, par lequel, « à part sa petite propriété de Crèches, son action de la Banque de France et son titre de rente de 350 francs sur l'Etat français qu'il laisse à ses héritiers, il donne tout à l'Eglise en la personne de Notre Saint-Père le Pape et des papes successeurs », désigne comme exécuteur testamentaire l'abbé Dessus, curé de Martailly, l'instituant en même temps son légataire universel, conjointement avec l'abbé Gautheron, curé de Bissey ; que ce testament est complété par divers codicilles en date du 31 janvier, 2 et 3 février, 26 mars 1894, dont les clauses importantes seront ultérieurement rapportées ;

Attendu que, par acte reçu M^e Meignan, notaire à Paris, le 8 juin 1894, le Saint-Père, représenté par le cardinal Rotelli, pro-nonce apostolique,

à renoncé expressément au bénéfice pouvant résulter en sa faveur des dispositions contenues dans les testament et codicilles ci-dessus rappelés ;

Attendu que, postérieurement à cette renonciation et suivant exploit de Jacrot, huissier à Chalon, en date du 17 juillet 1893, enregistré, les abbés Dessus et Gautheron, agissant en qualité de légataires universels de l'abbé Ronjon et aussi comme exécuteurs testamentaires dudit abbé, ont assigné Mélanie Calvat pour, notamment, voir prononcer la nullité de l'acte reçu Gauthery le 21 août 1878, soit comme constituant une donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux, et destiné à transmettre les biens donnés à un incapable à l'aide d'une interposition de personne, soit pour inexécution des conditions déterminantes imposées par le donateur, soit, dans le cas où ledit acte serait considéré comme vente, pour défaut de prix stipulé ou tout au moins pour inexécution des charges formant le prix de ladite vente ;

Attendu qu'à l'action dirigée contre elle, la demoiselle Calvat oppose une fin de non-recevoir tirée du défaut de qualité des demandeurs ; qu'elle soutient, en effet, que les abbés Dessus et Gautheron ne peuvent être considérés comme des légataires universels ; qu'ils ne sont que des légataires apparents, en réalité des exécuteurs testamentaires incapables de continuer la personne juridique du défunt ;

Sur la fin de non-recevoir :

Attendu que le testament contient, en termes exprès, l'institution d'un legs universel en faveur des abbés Dessus et Gautheron ; que cette institution est renouvelée dans le codicille du 31 janvier 1891, en faveur de l'exécuteur testamentaire qui n'est autre que l'abbé Dessus ; qu'une pareille disposition ne peut être détruite que par l'effet d'autres dispositions révélant une volonté contraire ou incompatible avec un legs universel ; que cette volonté ne saurait résulter de legs particuliers absorbant tous les biens de la succession ; que le caractère juridique d'un legs universel n'est point, en effet, déterminé par l'avantage réel que peut en retirer le bénéficiaire mais par le droit éventuel à l'universalité de l'hérédité qui lui est conféré ; que ces principes sont constants tant en doctrine qu'en jurisprudence ;

Attendu qu'il ressort manifestement du testament de l'abbé Ronjon une vocation éventuelle au profit de Dessus et Gautheron à l'universalité des biens composant la succession du testateur ; que non seulement aucune clause des testaments et codicilles ne fait obstacle à cette vocation, mais que le *de cujus* stipule même, à la date du 3 février 1891, que, « en cas de caducité ou de non-acceptation de certains legs, l'abbé Dessus voudra bien les recueillir » ; que, s'il ajoute à la vérité que ces legs recevront une destination conforme à ses intentions, cette circonstance importe peu ; que, d'une part, en effet, et ainsi qu'il a déjà été dit, les charges imposées au légataire universel, si considérables qu'elles soient, et alors même qu'elles ne lui laisseraient aucun émolument, ne détruisent pas le caractère et ne changent pas la nature du legs ; que, d'autre part, si la loi prohibe les legs faits au pro-

fit de personnes incertaines, elle n'interdit pas à un testateur, qui choisit pour légataire une personne existante et capable, la faculté d'imposer à ce légataire la charge de faire parvenir un avantage à un bénéficiaire qui, faute d'existence, n'aurait pu l'acquérir du disposant ; que la jurisprudence valide même la clause d'un testament ordonnant au légataire universel d'employer en bonnes œuvres de son choix tout ou partie de la succession ; que d'ailleurs l'abbé Ronjon, en instituant dans son dernier codicille du 26 mars 1891 ses légataires universels « à s'entendre pour seconder et favoriser l'œuvre religieuse et simultanément paroissiale qu'il a à cœur », détermine le but de ses libéralités et précise ses intentions ;

Attendu encore que le testateur se borne à prévoir le règlement des frais de sa sépulture (codicille du 3 février 1891 *in fine*), mais ne décharge pas les abbés Dessus et Gautheron de l'obligation aux dettes ; qu'en agissant ainsi, il manifeste encore son intention de créer des légataires universels ; qu'une pareille disposition peut seule, en effet, avoir pour conséquence de faire supporter par les institués le passif de l'hérédité ; que chargés des dettes, bien qu'ils ne doivent pas recueillir d'émolument, tenus *ultra vires*, les intéressés ne sont ni des fidéicommissaires, ni des prête-nom, mais bien des continuateurs de la personne ; que leur véritable qualité est donc celle qu'ils revendiquent en la cause ;

Attendu, dans ces circonstances, que la fin de non-recevoir proposée n'est point justifiée et ne saurait être accueillie ;

Au fond :

Attendu que, réalisé en la forme d'une vente, le contrat authentique du 24 août 1878 n'a été qu'une véritable donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux ;

Attendu, tout d'abord, que le prétendu vendeur ne stipule aucun avantage pécuniaire en retour de l'abandon de ses immeubles ; que manifestement il n'a point fait acte de lucre et n'a voulu poursuivre qu'un but moral et religieux ;

Attendu que si l'on entendait considérer comme un prix apparent la charge imposée à demoiselle Calvat d'entretenir la chapelle et de la faire desservir par un prêtre ou deux à son choix, charge évaluée à l'acte 700 francs, une déclaration sous signatures privées, sur timbre italien, donnée par l'intéressé le 26 février 1883, démontrerait que l'abbé Ronjon s'était en même temps dessaisi en faveur de la cessionnaire de douze obligations de l'emprunt romain, d'un revenu suffisant pour couvrir les charges d'entretien qu'entraînait la convention ; que le fait énoncé dans cette déclaration est confirmé par deux lettres en date des 6 décembre 1880, 19 janvier 1883 et par le codicille du 31 janvier 1891 ; que le caractère de l'acte de 1878 est encore précisé dans la correspondance échangée postérieurement entre l'abbé Ronjon et la demoiselle Calvat ; que cette dernière, en effet, n'exprime jamais l'idée d'une vente, mais toujours celle d'un don, d'une libéralité ; que, notamment, dans des lettres en date du 9 mars 1887, elle

engage son bienfaiteur « à reprendre ce qu'il a donné, à reprendre le don qu'il a fait » ;

Attendu, dans ces circonstances, qu'il est donc certain et d'ailleurs reconnu en quelque sorte par les parties en cause, que l'acte litigieux se réfère au premier chef à un contrat de bienfaisance, à une donation ; qu'il importe, dès lors, de rechercher si ce contrat réunit les conditions voulues pour sa validité ;

Attendu qu'aux termes de l'art. 911 C. civ. toute disposition au profit d'un incapable est nulle lorsqu'elle est faite sous le nom d'une personne interposée ; que cette nullité est d'ailleurs d'ordre public et peut être poursuivie par tous les intéressés, notamment par le donateur lui-même ou ceux qui continuent sa personne ;

Attendu qu'il résulte de la déclaration sous signatures privées ci-dessus visée en date du 29 février 1883, que dans l'acte du 24 août 1878 la demoiselle Calvat n'a point stipulé pour elle, mais pour le compte d'un ordre dit de la « Mère de Dieu pour les apôtres des derniers temps » ; que, rappelant, en effet, ce qui a été dit lors du contrat, elle reconnaît que « si l'ordre prend fin, la chapelle fera retour au diocèse d'Autun » ; qu'une pareille reconnaissance est démonstrative de l'interposition de personne ; que, d'ailleurs, la même preuve résulte encore de la correspondance ; que l'intéressé déclare, en effet, dans une lettre en date du 2 mai 1880, « n'avoir « jamais eu la pensée de vouloir aller habiter dans la maison de la très sainte « Vierge, ni de la louer à qui que ce soit, sachant très bien que l'habitation est et ne sera exclusivement qu'aux apôtres de Marie » ; que, dans une autre lettre du 29 décembre 1887, elle écrit ne pas ignorer « que les « pères du nouvel ordre occuperont l'immeuble et desserviront la chapelle ; »

Attendu que ces déclarations réitérées de la demoiselle Calvat constituent des présomptions graves et concordantes, de nature à établir qu'elle s'est chargée de transmettre la donation faite sous son nom à une congrégation qui était l'objet de toute sa sollicitude ; que, s'il était nécessaire de rapporter la preuve d'un accord entre le donateur et la personne interposée il suffirait de constater (lettre de Mélanie Calvat du 15 janvier 1883) que l'abbé Ronjon était le fondateur de l'ordre de la Mère de Dieu ;

Mais attendu que cet ordre n'a aucune existence légale ; qu'il paraît même n'avoir aucune existence religieuse régulière ; qu'il ne peut, dès lors, recevoir par donation ni directement ni par personne interposée ; qu'il ne peut donc bénéficier de la libéralité contenue dans l'acte du 24 août 1878, qui est entaché de nullité absolue ;

Attendu, au surplus, que si la donation contestée n'était point réputée faite par interposition à un incapable, elle devrait encore être annulée pour inexécution de la condition qui en a été la raison impulsive et déterminante ; qu'en effet, dans l'acte de 1878, l'abbé Ronjon, poursuivant l'œuvre de toute sa vie, cherchant encore dans ses dernières dispositions à en per-

pétuer l'existence, a formellement imposé à Mélanie Calvat l'obligation d'assurer dans la chapelle le service du culte ; qu'il est constant que cette obligation n'est pas remplie ; que l'accomplissement en est même actuellement impossible, la chapelle ayant été frappée d'interdit ; que cette ordonnance a été prise par l'autorité diocésaine dans les limites de ses pouvoirs, en dehors des demandeurs ou tout au moins sans que la preuve de leur participation à cet acte soit rapportée ; que, dans ces circonstances, il est manifeste que la volonté du donateur est méconnue et que les conditions qui ont déterminé la libéralité ne sont pas exécutées ; que, par suite, il conviendrait encore de ce chef de déclarer nul et de nul effet le contrat du 24 août 1878 ;

Attendu que les demandeurs ne justifient d'aucun préjudice pouvant justifier l'allocation de dommages-intérêts ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Sans s'arrêter ni avoir égard à toutes fins et exceptions contraires qui sont expressément rejetées, déclare Dessus et Gautheron recevables dans leur demande en nullité de l'acte reçu M^e Gauthey, le 24 août 1878 ; les déclare bien fondés dans ladite demande ;

« Dit en conséquence, nul et de nul effet le contrat de donation déguisé sous la forme d'un contrat à titre onéreux et destiné à transmettre les biens donnés à un incapable à l'aide d'une interposition de personne, contrat reçu M^e Gauthey, notaire à Chalon, le 24 août 1878 ;

Dit, en tous cas, ledit contrat annulé pour inexécution des conditions déterminantes imposées par le donateur ; dit que Mélanie Calvat sera tenue de relâcher les objets mobiliers et immobiliers compris en ladite donation et au procès-verbal de récolement reçu Charobert, notaire à Chalon, sous ses date et enregistrement, et ce dans la quinzaine de la prononciation du présent jugement, à peine de dommages-intérêts ;

Autorise dès maintenant les demandeurs à s'en mettre en possession même avec l'aide de la force armée ;

Rejette la demande de dommages-intérêts formée par Dessus et Gautheron ; ordonne l'enregistrement de la déclaration de Mélanie Calvat sur timbre italien, en date du 26 février 1883, et de ses lettres en date du 6 décembre 1880, 19 janvier 1883, 9 mars 1887, 4 mai 1887, 2 mai 1880, 29 décembre 1887 et 15 janvier 1883 ;

Condamne Mélanie Calvat en tous les dépens dans lesquels seront compris les frais d'enregistrement, de transcription et généralement tous ceux occasionnés par la résolution, les frais du référé du 30 mai 1893, le coût de l'enregistrement des déclarations et lettres susvisées, et au besoin à titre de dommages-intérêts.

Sur l'appel la Cour de Dijon a statué en ces termes :

LA COUR,

Attendu que par acte notarié du 19 janvier 1856, l'abbé Ronjon a acquis de M. Leclerc, avocat à Chalon-sur-Saône, l'emplacement et les restes d'une ancienne abbaye détruite au ^{xvi}^e siècle et située au quartier de la Citadelle sur une hauteur dominant la ville de Chalon-sur-Saône ; qu'en se rendant acquéreur de ces immeubles l'abbé Ronjon avait l'intention de restituer au culte une antique chapelle, sous le vocable de Notre-Dame de l'Immaculée Conception ; que l'achat desdits immeubles, les dépenses de diverses natures faites à cet effet s'élevèrent à la somme d'environ 30.000 fr., couverte presque entièrement par les souscriptions des habitants de Chalon auxquels l'abbé Ronjon avait fait appel ; qu'il résulte de tous les documents du procès et notamment de lettres de l'abbé Ronjon, soit au préfet de Saône-et-Loire, soit à l'autorité diocésaine, que ces souscriptions avaient été faites dans le but d'ériger une paroisse ou tout au moins une succursale au quartier de la Citadelle ;

Attendu que l'abbé Ronjon, qui avait été, dès l'année 1874, mis en rapport avec la demoiselle Mélanie Calvat, dite Bergère de la Salette, en religion sœur Marie de la Croix, demeurant à Castellamare, lui céda, par acte reçu Gauthey, notaire, le 24 août 1878, sous réserve d'usufruit et moyennant les charges et conditions insérées à l'acte, la propriété de ladite chapelle et des bâtiments y contigus ; que la demoiselle Calvat se rendit même à Chalon à cet effet, et que l'abbé Ronjon lui fit en outre la remise de douze obligations de rente sur les États romains, en lui abandonnant la jouissance sa vie durant, mais à la condition qu'à son décès elles seraient affectées à l'entretien du culte dans la chapelle de la Citadelle ; qu'il est établi avec la plus entière évidence par tous les faits de la cause, qu'en se rendant de l'Italie méridionale à Chalon pour faire cette acquisition Mélanie Calvat n'agissait pas pour son compte personnel, mais pour celui de l'ordre dit de la Mère de Dieu pour les apôtres des derniers temps ; que la longue correspondance échangée de 1878 à 1890, par Mélanie Calvat avec l'abbé Ronjon, ne laisse aucun doute à cet égard ; qu'elle déclara dans les termes les plus formels que l'acquisition de la chapelle et de l'habitation contiguë a été faite dans le but de réunir les apôtres des derniers temps « encore dispersés et attendant avec impatience l'heure précise de se réunir » ; que Mélanie Calvat, en rappelant à l'abbé Ronjon qu'il a cédé ces immeubles à Notre-Dame de la Salette, précise qu'ils sont destinés à l'ordre de la Mère de Dieu dont le but « a été révélé et la règle donnée à la Bergère de la Salette dans la célèbre apparition du 19 septembre 1846 » ; qu'elle définit elle-même dans ses lettres la mission des Apôtres des derniers temps « qui vivront de l'esprit des premiers apôtres et sont appelés à faire revivre la foi et à prêcher l'Evangile à tous les peuples » ; qu'elle indique même à l'abbé Ronjon les noms des premiers membres de cet or-

dre qui vivront en communauté et dont il doit être le fondateur et le bienfaiteur ;

Attendu que l'abbé Ronjon est décédé le 5 avril 1891, après avoir fait, à la date du 28 janvier de la même année, un testament complété par plusieurs codicilles, par lequel, à part sa petite propriété de Crêches, son action de la Banque de France et son titre de trois cent cinquante francs de rente sur l'Etat français qu'il laisse à ses héritiers, il donne tout à l'Eglise en la personne de Notre Saint-Père le Pape et des papes successifs ; qu'il désignait comme exécuteur testamentaire l'abbé Dessus, curé de Mortailly, l'instituant en même temps son légataire universel, conjointement avec l'abbé Gautheron, curé de Bissey ;

Attendu que par acte reçu M^e Meignan, notaire à Paris, le 8 juin 1891, le cardinal Rotelli, pro-nonce apostolique, a renoncé expressément, au nom du Saint-Père, au bénéfice des dispositions dernières de l'abbé Ronjon ; qu'en suite de cette renonciation, les abbés Dessus et Gautheron, agissant en leur qualité de légataires universels de l'abbé Ronjon, ont assigné Mélanie Calvat en nullité de l'acte du 21 août 1878, comme constituant une donation déguisée sous la forme d'un contrat à titre onéreux destiné à transmettre les biens du donateur à un incapable, sous le nom d'une personne interposée ;

Attendu que Mélanie Calvat conteste aux intimés la qualité de légataires universels, et leur oppose une fin de non-recevoir en leur déniaut le droit de provoquer l'annulation de l'acte dont il s'agit ;

Sur la fin de non-recevoir :

Attendu que lorsqu'un testament contient en termes exprès l'institution d'un légataire universel, le caractère de cette disposition ne peut être détruit que par l'effet d'autres stipulations démontrant une intention contraire de la part du testateur, ou incompatibles avec un legs universel ; que s'il ressort du testament que la qualification de légataire universel n'a été de la part du testateur que le résultat d'une erreur, on ne saurait donner le caractère d'universalité à une telle institution ;

Attendu, en fait, qu'il est établi de la façon la plus manifeste, tant par les termes mêmes du testament que par l'ensemble des circonstances du procès, que l'abbé Ronjon, loin de donner aveuglément aux intimés la qualité de légataires universels, a agi en parfaite connaissance de cause et avec la ferme volonté de les instituer en cette qualité ;

Attendu que le testament ne contient aucune disposition incompatible avec l'existence d'un legs universel ; que le legs universel peut être fait à plusieurs personnes conjointement et n'embrasser qu'éventuellement la totalité des biens du testateur ; qu'un légataire peut être universel alors même qu'il ne recueille pas le patrimoine entier du testateur, du moment que sa vocation est telle qu'au cas de nullité ou de caducité des autres legs, cette nullité lui profite exclusivement ; que ce n'est pas l'étendue de

l'émolument et l'avantage qu'en retire le légataire, mais le droit éventuel à l'universalité de la succession qui caractérise les dispositions universelles; que l'institution ne perd pas son caractère d'universalité, bien que le testateur ait grevé le legs de charges absorbant tout le patrimoine et qu'il ait imposé au légataire l'obligation d'employer en œuvres pies et charitables tout ou partie de la succession; qu'en instituant les intimés ses légataires universels, l'abbé Ronjon leur a donné expressément vocation éventuelle à l'universalité des biens composant sa succession; qu'il a pris soin d'affirmer et préciser par ses codicilles des 31 janvier, 3 février, 26 mars 1894, le caractère d'universalité de son institution; que notamment par son codicille du 3 février 1894, il stipule dans les termes les plus formels « qu'en cas de caducité ou de non-acceptation de certains legs, Monsieur l'abbé Dessus, en qualité de légataire universel, voudra bien les recueillir et leur donner la destination conforme à ses intentions »; que le caractère et le but de legs universel sont précisés par le codicille du 26 mars par lequel l'abbé Ronjon, peu de jours avant sa mort, recommande aux abbés Dessus et Gautheron « de s'entendre pour seconder et favoriser l'œuvre religieuse et simultanément paroissiale qu'il a à cœur »; que sa pensée manifeste était donc de leur confier l'œuvre qu'il avait entreprise en lui maintenant son double caractère religieux et diocésain; que les abbés Dessus et Gautheron sont en conséquence les continuateurs de la personne du testateur, ainsi qu'il a pris soin de les désigner lui-même dans son testament, n'ayant d'autre but que de respecter sa volonté libre et éclairée en réalisant cette œuvre paroissiale, constant objet de ses efforts et préoccupation de toute sa vie; que seuls, à l'exclusion de tous autres héritiers, ils ont vocation à l'hérédité entière et sont tenus de ses dettes; que leur qualité est si indéniable qu'elle ne leur a été contestée ni par les héritiers du sang, ni par le Trésor public, et qu'ils ont librement disposé des valeurs mobilières de la succession; qu'on ne saurait les considérer comme de simples exécuteurs testamentaires ou des fidéicommissaires chargés de transmettre à une personne incertaine partie du patrimoine de l'abbé Ronjon; que c'est donc à juste titre que les premiers juges ont reconnu aux intimés la qualité de légataires universels ayant le droit d'exercer les actions que le testateur eût pu exercer lui-même;

Au fond :

Attendu qu'aux termes de l'art. 911 C. civ., toute disposition faite au profit d'un incapable est nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées;

Attendu, en fait, que dans le prétendu acte de vente du 24 août 1878, l'abbé Ronjon et la demoiselle Mélanie Calvat ont eu recours à ce double mode de dissimulation; qu'il est hors de doute que ce contrat onéreux renferme une donation déguisée au profit de l'Ordre des apôtres des derniers temps; que l'abbé Ronjon n'a stipulé aucun prix en paiement des immeu-

bles qu'il était censé vendre à la demoiselle Calvat ; qu'on ne saurait considérer comme un prix apparent la charge imposée à l'appelante d'entretenir la chapelle et de la faire desservir par des prêtres à son choix ; que cette charge, évaluée à l'acte à la somme annuelle de 700 francs, fut couverte par l'abbé Ronjon lui-même qui fit à cet effet abandon à Mélanie Calvat de douze obligations des Etats romains d'un revenu à peu près équivalent ; que la demoiselle Calvat a, à maintes reprises, reconnu dans ses lettres le caractère de libéralité de l'acte litigieux ; qu'elle a exprimé à l'abbé Ronjon soit sa gratitude du don qu'il avait fait à Notre-Dame de la Salette, soit des regrets, des scrupules et des hésitations que ce prêtre manifestait sur la destination qui pourrait être donnée par les donataires à la chapelle de la Citadelle ; que, notamment par ses lettres des 9 mars et 4 mai 1887, Mélanie Calvat écrit à l'abbé Ronjon : « Vous êtes parfaitement le maître de faire ce que bon vous semble de tout ce qui vous appartient... Reprenez ce que vous aviez donné à la Vierge Immaculée... Vous êtes libre, mais je ne puis pas vous dire : Reprenez votre don, et cela par la simple raison que je n'en suis pas propriétaire » ; que c'est donc à juste titre que les premiers juges ont décidé que l'acte du 24 août 1878 est purement gratuit ; qu'ils ont avec non moins de raison déclaré que cette donation avait été faite par l'intermédiaire de la demoiselle Calvat à l'Ordre des apôtres des derniers temps ; qu'il a déjà été démontré par les considérations ci-dessus développées que les immeubles, objet de la donation, devaient servir de lieu de retraite aux membres de cet ordre en voie de formation et d'organisation à une époque antérieure à l'acte du 24 août 1878 ; que Mélanie Calvat n'a cessé de reconnaître elle-même de la façon la moins équivoque dans les lettres précitées qu'elle n'est pas propriétaire desdits immeubles et qu'ils ont été donnés par l'abbé Ronjon aux apôtres des derniers temps ; que dans un acte sous signature privée en date du 26 février 1883, elle déclare formellement que « si l'Ordre de la mère de Dieu pour les apôtres des derniers temps prend fin, la chapelle avec toutes ses dépendances fera retour au diocèse d'Autun » ; qu'une déclaration aussi nette et aussi précise ne peut laisser aucun doute sur l'interposition de personne ; que déjà, dans une lettre du 2 mai 1880, Mélanie Calvat affirmait à l'abbé Ronjon « qu'elle savait très bien que l'habitation est et ne sera exclusivement qu'aux apôtres de Marie » ; qu'après avoir reconnu, dans sa lettre du 4 mai 1887, qu'elle n'est pas propriétaire desdits immeubles, elle complète sa pensée par sa lettre du 29 décembre suivant en précisant « que les pères du nouvel ordre occuperont l'immeuble et desserviront la chapelle » ; que les premiers juges ont donc vu à bon droit dans ces déclarations répétées un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes de nature à établir que la demoiselle Calvat s'est chargée de transmettre la donation faite sous son nom à une congrégation, objet de toute sa sollicitude ; qu'en effet, aussitôt après le décès de l'abbé Ronjon, deux des ecclésiastiques désignés par Mélanie Calvat, dans sa

entre du 15 janvier 1883, comme faisant partie de l'ordre des apôtres des derniers temps et l'un d'eux même comme supérieur dudit ordre, se sont rendus à Chalon, s'autorisant d'un mandat de Mélanie Calvat pour prendre possession des immeubles de la Citadelle ; que l'un de ces prêtres, dans une lettre adressée le 15 mai 1891 à l'autorité diocésaine, déclare expressément que Mélanie Calvat a accepté la libéralité de l'abbé Ronjon « non pour elle, mais pour les membres de l'ordre de la Mère de Dieu » ; que cet ordre n'a aucune existence légale et ne paraît même pas avoir été reconnu par l'Eglise ; qu'il ne peut donc recevoir une libéralité soit directement, soit par l'intermédiaire d'un tiers ; qu'en conséquence il ne peut bénéficier de la donation à lui faite le 24 août 1878 par l'abbé Ronjon ; que cette donation est entachée d'une nullité d'ordre public ; qu'elle doit donc être annulée de ce chef sans qu'il y ait lieu d'examiner tous autres moyens ; que, dans ces conditions, loin de méconnaître la pensée de l'abbé Ronjon, les légataires universels respectent au contraire ses dernières volontés ; que libres de remplir, selon les circonstances et à l'époque qu'ils jugeront convenable, le vœu du défunt, ils se conforment scrupuleusement à ses intentions et à celles des souscripteurs en voulant maintenir à l'œuvre de la chapelle de la Citadelle son caractère paroissial et diocésain ;

Sur les dépens :

Attendu que l'appelante succombe dans ses prétentions et qu'elle doit en conséquence supporter les dépens ;

Par ces motifs et ceux énoncés au jugement dont appel en ce qu'ils n'ont rien de contraire au présent ;

Dit qu'il a été mal appelé et bien jugé ; et sans s'arrêter à tous moyens, fins et conclusions contraires :

Confirme ledit jugement et dit qu'il sortira son plein et entier effet ;

Condamne la demoiselle Mélanie Calvat à l'amende et aux dépens d'appel.

Il s'agissait, dans l'affaire soumise à la Cour, d'une fondation ; fonder, c'est assigner certains biens à un but, et cela avec un caractère de perpétuité. Le but assigné peut être extrêmement variable ; on peut fonder dans un but religieux, de bienfaisance, d'instruction populaire ; mais le caractère juridique essentiel de la fondation reste toujours le même. C'est la destination perpétuelle assignée aux biens donnés.

Ce caractère particulier fait de la fondation une institution juridique originale, qui ne se confond pas avec le legs ou la donation ordinaires. Un certain nombre de législations étrangères

tiennent compte de cette physionomie originale de la fondation, et édictent à son égard des règles spéciales. Le projet de Code civil allemand contient des dispositions relatives à la fondation. La législation française est muette sur ce point ; dans le Code civil on ne trouve aucune disposition spécialement applicable aux fondations ; dans les lois administratives une recherche minutieuse permet de découvrir quelques brèves et fugitives mentions ; on peut citer un décret de 1806, la loi du 13 germinal an X, la loi scolaire de 1850, celle du 15 juillet 1850. Ce sont là des textes épars ; il n'y a aucune vue d'ensemble, point de construction juridique.

En présence de ce silence, intentionnel ou non, du législateur, la jurisprudence et la doctrine ont dû se préoccuper de déterminer le régime applicable aux fondations ; et, en l'absence de règles spéciales, elles en ont puisé les éléments dans le droit commun : droit commun de la constitution des personnes civiles, en tant que la fondation tend à s'ériger en personnalité indépendante, en patrimoine vivant pour ainsi dire de sa vie propre, à l'état autonome, ce qui est la forme la plus originale et la plus intéressante de la fondation, droit commun de la donation et du legs avec charges, en tant qu'elle assigne aux biens donnés une destination précise qui enlève au bénéficiaire apparent l'émolument réel de la libéralité, tel est le double moule juridique dans lequel se trouvent, par la force des choses, cachées les fondations. Mais le contenant n'a pas été créé pour le contenu, c'est un vêtement d'emprunt que les fondations revêtent, et de là des difficultés multiples, où se manifeste l'insuffisance de ce régime de droit commun pour une institution qui, en réalité, sort du droit commun. De ces difficultés on pourrait multiplier les exemples ; nous n'en citerons qu'un : ce sont les nombreux procès qu'a fait naître l'application aux fondations de l'article 900 du C. civil. On sait que l'article 900 répute non écrites, dans les donations et les testaments, toutes conditions illicites et contraires aux lois

la condition tombe, mais la libéralité reste, la volonté du donateur est mutilée. L'article 900 s'applique-t-il aux fondations ? L'affirmative paraît bien s'imposer, du fait que les fondations sont soumises au droit commun des libéralités ; mais c'est à la négative qu'on se sent conduit, lorsque, s'attachant au caractère intime de la fondation, on observe que l'affectation des biens à un but déterminé n'a d'une condition que l'apparence juridique. En réalité cette affectation c'est la fondation même, c'est sa raison d'être, sa cause première, son essence. Si, l'affectation ne pouvant se réaliser parce qu'elle est impossible ou illicite, on l'efface et qu'en même temps on maintienne la libéralité, on fait plus qu'interpréter, plus même que mutiler la volonté du donateur ; on refait son œuvre, on se substitue à lui. Qu'un pareil résultat blesse profondément l'équité, c'est un point sur lequel il est inutile d'insister. La jurisprudence a voulu éviter cette conséquence logique, mais déplorable, de l'application aux fondations du droit commun des libéralités. Elle y a réussi par sa théorie célèbre de la cause impulsive et déterminante ; mais les objections multiples que cette théorie soulève, et que soulèvent toutes les théories analogues édifiées dans le même but, manifestent d'une façon éclatante le vice de la conception fondamentale : traiter comme des libéralités ordinaires les fondations qui sont une institution originale.

L'affaire sur laquelle la Cour de Dijon a été appelée à statuer ne présentait pas de difficultés de cet ordre. La fondation n'y apparaît que sous l'un des aspects où elle est sans conteste analogue aux libéralités ordinaires et doit être traitée comme celle-ci. La fondation faite par l'abbé Ronjon en faveur « de l'ordre des apôtres des derniers temps », par l'intermédiaire de la demoiselle Calvat, dite bergère de la Salette, avait été déguisée sous les apparences d'une vente ; les faits de la cause manifestaient, à l'évidence, le véritable caractère de ce prétendu acte à titre onéreux. D'ailleurs ce déguisement de la nature de l'acte avait pour cause l'incapacité

du bénéficiaire de la fondation, ainsi qu'il arrive le plus souvent ; l'ordre des apôtres des derniers temps n'avait aucune existence légale, il n'avait même pas été reconnu par l'Eglise. Dans ces conditions il n'y avait qu'à appliquer l'article 911 C. civil, et c'est ce qu'ont fait le tribunal civil de Chalon-sur-Saône, et, sur appel, la Cour de Dijon.

Une fin de non-recevoir avait été opposée par la demoiselle Calvat aux demandeurs, qui agissaient en qualité de légataires universels de l'abbé Ronjon. Elle soutenait que, ne devant retirer aucun émolument du legs universel qui leur était adressé, les demandeurs n'étaient en réalité que des exécuteurs testamentaires. La Cour de Dijon, comme les premiers juges, a écarté cette fin de non-recevoir ; elle a décidé que le caractère d'un legs universel tenait au droit éventuel à l'universalité de la succession, nullement à l'avantage réel et à l'étendue de l'émolument que le légataire en retire. Sur ce point comme sur le précédent la Cour a certainement appliqué les vrais principes de la matière. La jurisprudence s'est à plusieurs reprises prononcée en ce sens, et la doctrine est en majorité conforme (Dalloz, Jurisp. gén., v° dispositions ; Demolombe, Don. et test., IV, n° 533 et 613 ; Aubry et Rau, t. VII, paragr. 714. — Contra : Orléans, sous Cassation, 5 juillet 1886, Dalloz, 1886, I, 263 ; voyez aussi Geouffre de Lapradelle, Théorie et pratique des fondations perpétuelles).

H. T.

II

TRIBUNAL CIVIL DE BEAUNE

(17 Mai 1895)

PARTAGE — RAPPORT — COMPTES DES COPARTAGEANTS
AVANCE DES DROITS DE MUTATION

Le tribunal civil de Beaune a rendu, le 17 mai 1895, un jugement ainsi conçu :

Attendu que M^{re} de Bèze est décédée le 29 mai 1892, laissant quatre héritiers au nombre desquels : M^{re} Jeanne-Marie-Charlotte Ligier de Laprade, veuve de M. François-Léonce Chagot actuellement, et M. Marie-Amable-Arthur Ligier de Laprade, décédé, laissant sa veuve commune en biens d'acquêts et donataire d'après leur contrat de la moitié des biens meubles et immeubles composant sa succession, et pour seule et unique héritière M^{lle} Marie-Yvonne Ligier de Laprade, sa fille mineure ; que M. Chagot est également décédé sans ascendants ni descendants, laissant sa veuve pour sa légataire universelle ;

Attendu que M. Chagot a adressé à M^e Dubled, notaire à Liernais, le 26 novembre 1892, en plusieurs chèques, la somme de 58.620 francs destinée au paiement de la part des droits de succession dû M^{re} de Bèze, à la charge tant de M^{re} Chagot que de la succession de M. Ligier de Laprade, son frère ; que dans un projet d'état liquidatif de la succession de M^{re} de Bèze, communiqué aux héritiers, M^e Dubled a fait figurer : 1^o au débit de son compte général avec la succession, les frais de déclaration de succession de M^{re} de Bèze ; 2^o et au crédit les versements qui ont été effectués par les héritiers pour y faire face ; qu'il a fait ensuite effectuer par la succession de M. de Laprade le rapport à la masse à partager de la part de frais de déclaration de succession à sa charge, et qu'il a fait également opérer par M^{re} Chagot le prélèvement sur la masse nette à distribuer de la somme versée par son mari pour le compte de la succession de M. de Laprade ;

Attendu que ce mode d'opérer a été critiqué par M^{re} veuve de Laprade, qui, par exploit de Bégulier, huissier à Liernais, en date du 12 février dernier, a fait signifier à M^e Dubled qu'elle s'opposait formellement à ce que dans l'état liquidatif il soit question de comptes particuliers existant entre M^{re} veuve Chagot et la succession de M. de Laprade pour faciliter le paiement des droits de succession à sa charge, ajoutant qu'elle ne conteste pas ces avances, mais qu'elle entend régler ce compte avec M^{re} Chagot directement ; qu'elle veut que, dans l'état liquidatif, la part revenant à la succes-

sion de M. de Laprade soit fournie entièrement et qu'il ne soit pas question desdites avances pour droits de mutation qui, d'après elle, n'ont rien à voir dans la succession de M^{me} de Bèze ; que, de son côté, M^{me} Chagot a fait signifier au notaire, le 4 mars 1895, par exploit du même huissier, d'avoir, dans l'état liquidatif de la succession de M^{me} de Bèze, à faire effectuer à la masse à partager le rapport de toutes sommes qui peuvent être dues par la mineure de Laprade pour droits de succession qui ont pu être avancés par un ou plusieurs de ses cohéritiers, pour en attribuer, à titre de prélèvement, le montant à ceux de ses cohéritiers qui en auraient fait l'avance pour elle, sans avoir égard à tous moyens comminatoires qui auraient pu être employés pour éviter le rapport à la masse des sommes avancées ;

Attendu que M^e Dubled, en présence de ces prétentions contradictoires et notamment des significations réciproquement faites par M^{me} Chagot et M^{me} de Laprade, a, conformément aux art. 837 C. civ. et 997 C. pr. civ., dressé le 8 mars 1895 procès-verbal de la difficulté, puis le 13, déposé son procès-verbal au greffe du tribunal, en renvoyant les parties à se pourvoir devant M. Delorme, juge-commissaire aux opérations de liquidation dont s'agit, nommé par le jugement d'entre les parties du 11 novembre 1893 ; que le juge-commissaire a lui-même renvoyé les consorts Chagot et de Laprade par devant le Tribunal civil de ce siège pour voir statuer sur le différend ;

Attendu que c'est à juste raison que le notaire a fait opérer dans le projet de liquidation contesté le rétablissement par la mineure Laprade des sommes avancées par le sieur Chagot pour acquitter les droits de mutation à la charge de ladite mineure ou plutôt de son auteur ;

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'art. 828 C. civ., il doit être procédé par le notaire commis aux comptes que les copartageants peuvent se devoir ; qu'il est hors de doute que ces comptes doivent comprendre toutes les sommes dont les parties peuvent être créancières ou débitrices vis-à-vis des autres à l'occasion de la succession ;

Attendu, d'un autre côté, que les art. 829 et 830 du même code doivent, d'après une jurisprudence et une doctrine qui semblent aujourd'hui définitivement établies, s'entendre dans ce sens que les rapports doivent être faits non seulement par les héritiers à la succession, mais par la succession aux héritiers pour les sommes qui peuvent être dues par elle, même pour des causes postérieures à son ouverture ;

Attendu qu'il est certain que ces principes doivent être appliqués aux droits de mutation (bien que ces droits soient à la charge personnelle de l'héritier), lorsqu'ils ont été acquittés par l'un des copartageants dans l'intérêt soit de la masse tout entière, soit de l'une ou plusieurs des parties ; que cela est d'une pratique constante et, d'ailleurs, de toute équité ; qu'il est juste, en effet, que celui-là qui, dans l'intérêt général, a versé les sommes réclamées par le Trésor, soit, dans l'acte même de liquidation, remboursé de ses avances, de façon à ne pas être exposé, dans l'avenir, à des

difficultés pouvant provenir soit du mauvais vouloir, soit de l'insolvabilité de ses cohéritiers ;

Attendu que la dame de Laprade soutient à tort que cette manière de procéder crée une sorte de privilège en dehors des prévisions de la loi au profit de l'héritier, et ce au préjudice des tiers qui seraient créanciers des autres copartageants ;

Attendu, tout d'abord, qu'en présence de l'interprétation qui vient d'être donnée de l'art. 823 et des art. 829 et 830 C. civ., cette objection tombe d'elle-même ; qu'en effet, les créanciers ne sauraient avoir, lorsqu'ils agissent en son nom, plus de droits que leur débiteur ;

Mais attendu encore qu'en procédant ainsi qu'il a été dit, le notaire, loin d'avoir créé un droit de préférence, comme le lui reproche M^{me} de Laprade, n'a fait que subroger M^{me} Chagot dans le privilège accordé au Trésor pour le recouvrement des droits de mutation par décès, par l'art. 32 de la loi du 22 frimaire an VII, et ce en vertu du § 3 de l'art. 1251 C. civ. qui prononce la subrogation de plein droit au profit de celui qui, étant tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt à l'acquitter ;

Attendu, au surplus, que la dame de Laprade ne conteste même pas dans son opposition du 12 février dernier le chiffre des avances faites par M. Chagot ; qu'elle se borne à déclarer qu'elle entend régler ce compte avec M^{me} Chagot directement ; qu'à ce point de vue elle n'est pas plus précise dans ses conclusions ;

Attendu que la réclamation de M^{me} de Laprade est, dans ces conditions, non seulement mal fondée, mais sans intérêt ; qu'il y a lieu de la condamner aux dépens et de dire que M^e Dubled, notaire, fera opérer par la mineure de Laprade le rétablissement de toutes les sommes qui ont pu être avancées par un ou plusieurs de ses cohéritiers pour le paiement des droits de succession à sa charge, pour en attribuer le montant à titre de prélèvement à ceux de ses cohéritiers qui en auraient fait l'avance ;

Par ces motifs,

Statuant sur le procès-verbal de difficultés déposé au greffe,

Déclare M^{me} de Laprade mal fondée dans son opposition du 12 février 1895 prérappelée ;

Dit que M^e Dubled pourra passer outre à cette opposition et continuer les opérations de sa liquidation ;

Dit qu'il fera faire par la mineure de Laprade le rétablissement de toutes sommes qui peuvent être dues par elle pour droits de succession qui ont pu être avancés par l'un ou plusieurs de ses cohéritiers pour en attribuer à titre de prélèvement le montant à celui ou ceux qui en auraient fait l'avance pour elle sans avoir égard à l'opposition susvisée ;

Condamne la dame de Laprade es qualités aux dépens de l'incident.

La décision du tribunal de Beaune, dont nous ne voulons critiquer que quelques motifs, fait une application très exacte des règles des art. 828 et suiv. C. civ., sur le rapport et le prélèvement en matière de partage de succession. Il est juridique et il est équitable de décider que, lorsqu'un héritier a avancé la part d'un de ses cohéritiers dans les droits de mutation dus à l'occasion de la déclaration de la succession, il y a lieu à rapport par celui pour qui l'avance a été faite et à prélèvement par celui qui l'a faite.

Il n'a jamais été contesté que, si un cohéritier, gérant une succession encore indivise, se trouve payer de ses deniers tous les droits de mutation, il a droit de prélever sur la succession, lors du partage, la somme qu'il a avancée ; elle fait partie de son compte de gestion ; elle rentre dans les frais d'administration que la jurisprudence lui permet de prélever (1). Il est en effet de jurisprudence que le rapport et le prélèvement s'opèrent, quand la succession est restée indivise, aussi bien en ce qui concerne les sommes dues par le cohéritier qui a administré et a encaissé les revenus qu'en ce qui concerne les sommes dues à ce cohéritier s'il a fait des avances au cours de son administration (2). Nous avons même soutenu, contrairement à la Cour de Cassation, qu'il faut accorder le droit de prélèvement à l'héritier qui, agissant dans l'intérêt commun, a payé de ses deniers les dettes de la succession, pour sauvegarder les biens de la famille et en empêcher l'aliénation (3).

Mais notre hypothèse est un peu différente, et la question peut paraître plus délicate quand il s'agit d'un héritier qui, sans administrer la succession indivise, se borne à envoyer au notaire chargé de la liquidation une somme représentant sa part dans

(1) V. à cet égard le rapport de M. le conseiller Petit lors de l'arrêt de cassation du 7 juill. 1892, D., 93, 1, 5.

(2) V. à cet égard, sur la jurisprudence, la note de M. Labbé dans Sirey, 1888, 1, 5, et notre note dans Sirey, 1893, 1, 129.

(3) V. notre note dans Sirey, 1893, 1, 129. — *Contra* : Cass., 7 juill. 1892, S., 93, 1, 129 ; de Loyne, note dans Dalloz, 93, 1, 5.

les droits de mutation et la part d'un de ses cohéritiers, les deux autres cohéritiers faisant de leur côté le paiement de leur part. On peut se demander s'il n'y a pas là une avance faite personnellement à ces cohéritiers et donnant lieu à une créance toute personnelle. Le tribunal de Beaune ne l'a pas admis et avec raison. Le droit au rapport et au prélèvement existe dans cette hypothèse comme dans la précédente. Il ne peut en être autrement, d'abord pour ceux qui considèrent que les droits de mutation sont une dette de la succession ; l'avance qui en est faite devient, en effet, pour eux, un acte de gestion, qui donne lieu au prélèvement d'après les idées que nous avons rappelées. Or, la jurisprudence est précisément fixée en ce sens que la dette des droits de mutation par décès est une dette de la succession en même temps qu'une dette personnelle de l'héritier (1). Mais la solution restera encore la même pour ceux qui n'admettraient pas cette jurisprudence d'ailleurs fort contestée (2) ; il suffit, pour la justifier, de rappeler que tous les héritiers sont tenus solidairement du paiement des droits de mutation ; le Trésor a de plus un privilège sur les revenus des biens de la succession pour le recouvrement de ces droits ; il résulte de là, à notre avis, que celui des héritiers qui, pendant l'indivision, fait l'avance d'une somme à la charge d'un de ses cohéritiers, fait un acte qui est de l'intérêt de tous, et qui profite à la masse ; il y a là une avance qui rentre dans la gestion des biens communs, aussi bien que le paiement de l'impôt foncier ou les frais de réparations des immeubles indivis. C'est la masse héréditaire qui, par suite de ces avances, a droit à faire effectuer le rapport par celui qui doit les supporter définitivement, et doit subir le prélèvement par celui qui les a faites. Le droit au prélèvement existe, en résumé, quelle que soit la solution qu'on préfère admettre sur le caractère

(1) V. les indications dans Baudry Lacantinerie et Wahl, *Successions* n° 1777.

(2) Baudry Lacantinerie et Wahl, *loc. cit.*

de la dette des droits de mutation. Le tribunal de Beaune n'indique pas bien nettement à laquelle des deux solutions de la difficulté il se rallie ; il se borne à dire qu'il y a eu une avance faite dans l'intérêt général ; le motif est exact.

Le tribunal de Beaune ne s'est pas contenté de se placer à ce point de vue ; il a, dans ses motifs, esquissé dans quelques formules toute une théorie du rapport des dettes et des comptes entre copartageants ; mais il n'est pas très sûr que ces formules soient rigoureusement exactes. « Les comptes de l'art. 823, dit-il, doivent comprendre toutes les sommes dont les parties peuvent être créancières et débitrices les unes vis-à-vis des autres à l'occasion de la succession. » Ces expressions nous conduiraient à admettre le prélèvement de toute créance qu'un des successibles avait contre le défunt et qu'il a, à la suite du décès, contre la succession. Sans doute cette solution est soutenue (1) ; mais elle est bien contestable ; le but de l'institution du rapport et du prélèvement ne se rencontre guère dans cette hypothèse. Il ne s'agit plus ici d'assurer à chaque héritier la réalisation des droits qu'il a à exercer comme héritier, comme ayant à prendre une part de la succession et comme ayant géré dans l'intérêt commun les biens héréditaires. Il s'agit d'assurer le paiement d'une créance qui est indépendante du droit héréditaire ; les deux qualités de créancier et d'héritier paraissent ici bien distinctes. Nous croyons plutôt qu'il n'y a de rapportables que les dettes d'un cohéritier envers le défunt et les dettes postérieures à l'ouverture de la succession et ayant pour cause l'indivision (2).

Notre jugement dit encore que la jurisprudence et la doctrine semblent définitivement établies en ce sens que « les rapports doivent être faits non seulement par les héritiers à la succession, mais par la succession aux héritiers pour les sommes qui peuvent leur être dues par elle, même pour des causes postérieures à

(1) V. Baudry Lacantinerie et Wahl, n. 3841.

(2) V. Deschamps, *Rapport des dettes*, n° 81.

son ouverture. » La jurisprudence et la doctrine sont bien loin d'être d'accord sur la portée des art. 828 et suiv., et la Cour de Cassation est bien loin d'en arriver à la formule, d'ailleurs peut-être trop large, nous venons de le voir, qu'emploie le tribunal de Beaune (1). Un arrêt récent de la Cour de cassation paraît revenir à une conception très restrictive du rapport et du prélèvement : la Cour de cassation a, en effet, refusé d'étendre les art. 828 et 829 au cas où un héritier, agissant dans l'intérêt commun, a payé de ses deniers une dette de la succession.

Nous nous permettrons une dernière observation. Le tribunal de Beaune, reproduisant un motif qui se retrouve dans des arrêts de la Cour de cassation, dit qu'on ne peut soutenir qu'en admettant le prélèvement des avances faites par un cohéritier dans l'intérêt commun, on crée un privilège en dehors des prévisions légales : les autres créanciers ne sauraient, en effet, avoir plus de droits que leur débiteur. Mais la réponse n'est guère péremptoire. Avec ce raisonnement chaque créancier pourrait s'opposer au concours d'autres créanciers du même débiteur. Il ne s'agit pas ici des droits du débiteur, mais des droits du créancier à l'égard des autres créanciers : il faut justifier le droit de préférence résultant du droit au prélèvement par des raisons directes et spéciales et non par ce motif que les autres créanciers ne sauraient s'y opposer parce qu'ils n'ont pas plus de droits que leur débiteur.

A. T.

(1) V. notre note dans *Sirey*, 93, 1, 129.

III

COUR D'APPEL DE DIJON (2^e CHAMBRE)

(27 mars 1895)

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — OPPOSITION. — SAISIE-EXÉCUTION. — DÉCLARATION SUR LE PROCÈS-VERBAL. — RÉITÉRATION. — DÉLAI.

Lorsque l'opposition à un jugement par défaut rendu par un tribunal de commerce a été faite non par un exploit régulier contenant assignation mais par simple déclaration formulée au moment de l'exécution, après le commandement itératif imposé à l'huissier venant procéder à la saisie au domicile du débiteur, ladite opposition est irrecevable lorsqu'elle n'a été réitérée qu'après l'expiration du délai de trois jours à ce imparti, en ce cas, par l'art. 438 C. pr. civ.

BACHELLERY C. PRESSON

Le sieur Presson a assigné Bachellery devant le tribunal de commerce de Saint-Dizier en paiement de frais et honoraires de mandat. Le 27 avril 1894, jugement donnant défaut contre Bachellery faute de comparaitre et le condamnant à payer la somme réclamée. — Ce jugement ayant été signifié, le 16 juin commandement est fait à Bachellery d'avoir à payer. — Le 12 juillet l'huissier se présente pour procéder à une saisie-exécution et fait itératif commandement sur lequel Bachellery forme opposition. Cette opposition est renouvelée par exploit dans la huitaine, c'est-à-dire le 20 juillet.

Sur cet exploit jugement contradictoire du tribunal de commerce de Saint-Dizier en date du 31 août 1894, déclarant l'opposition de Bachellery non recevable.

Appel par Bachellery devant la Cour de Dijon.

ARRÊT

La Cour,

Attendu que, lorsque l'opposition à un jugement rendu par défaut contre une partie qui n'a pas constitué d'avoué est faite, non par exploit régulier contenant assignation, mais par simple déclaration formulée au moment de l'exécution, elle doit être reiterée dans le délai de trois jours imparti, en matière commerciale, par l'article 438 C. p. civ.; qu'on arguerait vainement des dispositions de l'article 458 du même Code aux termes duquel l'opposition aux jugements rendus contre une partie qui n'a pas d'avoué est recevable jusqu'à leur exécution;

Attendu que cette faculté ne saurait être appliquée lorsque l'opposition est intervenue après le commandement itératif imposé à l'huissier venant procéder à la saisie au domicile du débiteur; que, dans ce cas, il y a lieu de décider, conformément aux dispositions de l'art. 459 du même Code, qu'il est intervenu un acte d'exécution dont le débiteur a eu nécessairement connaissance et qui l'empêche désormais de faire opposition au jugement dans les conditions ordinaires; qu'en effet, si la signification du jugement avec le commandement n'y obéir n'a d'autre but que de faire connaître au défaillant la décision intervenue, il en est autrement du nouveau commandement que l'art. 586 prescrit à l'huissier au moment de la saisie, lequel fait partie intégrante des formalités de ladite saisie; que l'acte par lequel le débiteur demande à l'huissier en voie de procéder à la saisie qu'il soit sursis à ses opérations, implique qu'il a eu connaissance non seulement du jugement, mais encore de son exécution; qu'il ne peut plus, dès lors, faire statuer sur le bien fondé de son opposition qu'en se conformant aux conditions auxquelles l'art. 438 a subordonné l'exercice de ce dernier moyen de recours contre le jugement;

Attendu que le tribunal de commerce de Saint-Dizier a fait une juste application de ces principes en déclarant Bachellery non-recevable dans son opposition au jugement rendu contre lui le 27 avril 1894 au profit de Presson, et, par voie de conséquence, en refusant d'examiner le bien fondé de la demande reconventionnelle par lui formulée; qu'il y a lieu de confirmer à cet égard sa décision;

Attendu que l'appel de Bachellery, en tant qu'il porterait sur le fond de la condamnation intervenue, ne serait pas recevable, le chiffre de la contestation telle qu'elle a été appréciée par les premiers juges à la date ci-dessus indiquée étant inférieur au taux fixé par la loi pour rendre les jugements des tribunaux de commerce susceptibles d'appel;

Par ces motifs,

Confirme.

L'arrêt rapporté ci-dessus tranche une question délicate rela-

tivement à l'opposition formée contre les jugements par défaut faute de comparaitre des tribunaux de commerce. On sait qu'en matière civile, la partie défaillante qui n'a pas constitué avoué peut faire opposition jusqu'à l'exécution du jugement (C. p. civ., art. 158) ; celle-ci est alors suspendue, mais l'opposition doit être réitérée dans la huitaine, passé lequel temps elle ne sera plus recevable et l'exécution sera continuée (C. p. civ., art. 162). En matière de commerce la loi reproduit les mêmes dispositions avec cette différence que le délai pour réitérer l'opposition est seulement de trois jours (C. pr. civ., art. 438).

Dans l'espèce soumise à la Cour de Dijon le défaillant s'était, sans protestation, laissé signifier le jugement avec commandement d'avoir à y obéir. Ce n'est qu'au moment où l'huissier se présenta pour saisir qu'il déclara, sur l'itératif commandement précédant toute exécution aux termes de l'art. 586 C. p. civ., s'opposer à l'exécution du jugement. L'opposition ainsi faite aurait dû être réitérée dans les trois jours ; elle ne l'a été que dans la huitaine. L'exécution n'a cependant pas été reprise. Dans ces conditions l'opposition était-elle recevable ?

L'affirmative s'impose, si l'on considère l'itératif commandement prescrit par l'article 586 C. p. civ. comme ne constituant pas un acte d'exécution ; — ou si l'expiration du délai de trois jours fixé par l'art. 438 du même Code n'entraîne pas déchéance du droit de former opposition.

I

Le commandement prescrit à l'huissier saisissant est-il un acte d'exécution dans le sens de l'art. 438 C. p. civ. ?

Si le commandement a ce caractère l'opposition, étant recevable jusqu'à l'exécution, a pu être valablement formée par Bachelery huit jours après le commandement, l'exécution n'ayant pas été commencée.

Le législateur, en ce qui concerne l'opposition, n'admet comme exécution que l'exécution nécessairement connue du défaillant contre lequel elle est dirigée ; il se place à un point de vue tout relatif et tout personnel à ce dernier. C'est une question d'appréciation pour le juge qui se déterminera d'après les circonstances. (Dalloz, Rép., v° jugement par défaut, n° 211 ; suppl. eod. verb., n° 103). Certains actes seuls indiqués à l'article 159 C. p. civ. emportent présomption légale que l'exécution a été connue du défaillant ; or le commandement n'est pas compris parmi eux. La règle générale s'appliquera donc : les tribunaux décideront souverainement si cet acte emporte connaissance suffisante de l'exécution du jugement de la part du débiteur (Req., 16 juillet 1888, D. P., 89, 1, 235 ; — Civ. rej., 11 juin 1860, D. P., 61, 1, 125 ; — Req., 23 oct. 1888, D. P., 89, 1, 188).

Cependant la question n'est pas une simple question de fait. Sans doute il appartient aux tribunaux de juger, suivant les cas, que tel acte d'exécution est suffisant ou insuffisant ; mais il faut que cet acte soit un *acte d'exécution* c'est-à-dire un acte qui vis-à-vis de la partie contre laquelle il est dirigé entraîne la réalisation du jugement, lequel ne reste plus à l'état de simple titre dont celui qui l'a obtenu pourra, si bon lui semble, user à une époque indéterminée. Or il paraît difficile d'attribuer ce caractère au commandement.

a) En ce qui concerne le simple commandement de payer accompagnant la signification du jugement, il n'y a pas de doute. Un tel acte est un acte préliminaire à l'exécution, préparatoire de celle-ci, il est une menace d'exécuter, il ne constitue pas l'exécution (Boitard, I, p. 402 ; Poncet, p. 378 ; Carré, p. 298 ; *contra* : Delaporte, I, 164). La jurisprudence applique ici son principe du pouvoir d'appréciation des tribunaux, ce qui explique les solutions divergentes (Dalloz, Rép., v° jugement par défaut, n° 160 et 161) ; néanmoins la solution que nous proposons paraît avoir triomphé, c'est celle de la Cour de Cassation ; elle a passé

dans la loi italienne (Lyon, 25 février 1882, D. P., 82, 2, 228).

b) En ce qui concerne l'itératif commandement prescrit par l'article 586 C. p. civ., on doit, croyons-nous, décider de même. Il n'existe aucun motif de distinguer ; s'il est vrai que la loi paraît le considérer comme une formalité de la saisie-exécution, le commandement itératif ne perd pas pour cela son caractère de menace ; c'est un dernier avertissement donné au débiteur, c'est l'annonce d'une exécution imminente, mais ce n'est pas encore l'exécution. Il n'est pas exact de dire en principe que l'opposition faite sur ce commandement implique que le débiteur a eu connaissance de l'exécution du jugement, celle-ci n'étant pas encore commencée et l'huissier pouvant ne pas continuer la procédure.

II

L'article 438 C. pr. civ. établit-il la déchéance du droit de former opposition lorsque celle-ci n'a pas été réitérée dans les trois jours ?

En admettant même le système de la Cour de Dijon qui voit dans l'itératif commandement un acte d'exécution suffisant, l'opposition réitérée tardivement avant la continuation des poursuites eût été encore recevable, non plus comme réitération de l'opposition formée au moment de l'exécution, mais comme opposition nouvelle. L'article 438 C. p. civ. dispose en effet que l'opposition non réitérée dans les trois jours « sera censée non avenue », c'est-à-dire qu'elle sera considérée comme inexistante. Par suite son effet principal qui est d'arrêter l'exécution va cesser, et celle-ci pourra être reprise par le créancier. Que si ce dernier ne fait aucune diligence, le débiteur profitera de ce retard imputable au poursuivant et formera une nouvelle opposition dans les formes légales. Cette opposition sera parfaitement recevable ; décider autrement ce serait instituer une déchéance qui n'est pas édictée par la loi.

La jurisprudence s'est prononcée dans le sens contraire à celui de l'arrêt critiqué (Dalloz, Répert., v° jugement par défaut, n° 329; — Req., 3 février 1864, D. P., 64, 1, 118; — Paris, 4 décembre 1894, Gaz. Pal., 95, 1, 188 et la note. — *Contra*: Lyon, 30 novembre 1830, Sirey, chr.).

Paul GUERRIER.

JURISPRUDENCE
DE LA
COUR D'APPEL DE DIJON
ET DES JURIDICTIONS DU RESSORT
(Suite).

IV

COUR D'APPEL DE DIJON (1^{re} CHAMBRE)

(24 Janvier 1896)

TESTAMENT OLOGRAPHE — LEGS UNIVERSEL — 1^{er} RECOURS CONTRE L'ORDONNANCE STATUANT SUR LA DEMANDE D'ENVOI EN POSSESSION — OPPOSITION — APPEL — 2^o RÔLE DU PRÉSIDENT — MÉCONNAISSANCE D'ÉCRITURE OU DE SIGNATURE — PRÉSUMPTION GRAVE DE NON SINCÉRITÉ — APPRÉCIATION.

LEGROS C. FAUVERNEY-MOREAU

Le Président du Tribunal civil de Dijon avait rendu, le 1^{er} août 1895, l'ordonnance suivante :

Nous, président,

Considérant que l'opposition de Fauverney est régulière en la forme et n'est pas contestée de ce chef;

Au fond :

Considérant que, par ordonnance du 21 juin 1895, Gilbert Legros, se prétendant légataire universel de Pierre Fauverney, aux termes d'un testament olographe à lui attribué, en date du 15 mai 1895, a été envoyé en possession de l'hérédité dudit Pierre Fauverney; que cette ordonnance a été rendue en l'absence des héritiers naturels, qui n'avaient pas été appelés;

Considérant que Pierre Fauverney-Moreau, l'un d'eux, a formé oppo-

sition à l'envoi en possession et demande le retrait de notre ordonnance par ce double motif : 1° qu'il prétend avoir la preuve qu'il y a eu captation de l'hérédité par le légataire universel pris en qualité de ministre d'un culte ; 2° que le testament n'est pas l'œuvre entière du testateur ;

Considérant, sur le premier moyen, que le juge, auquel l'envoi en possession est demandé, doit apprécier la forme du testament olographe, en vérifier les vices, rechercher s'il contient une institution universelle et s'il peut être considéré comme ayant une existence légale, mais qu'il n'a pas à se préoccuper des circonstances extrinsèques qui, en dehors de la forme et des conditions matérielles de régularité du testament, auraient pu conduire le testateur à modifier ses libéralités ;

Considérant que le fait de captation, invoqué par Fauverney-Moreau, en admettant qu'il soit ultérieurement établi, et qu'il ait eu pour conséquence de changer l'institution universelle, que le testament contient, est absolument étranger à la forme du titre et ne peut vicier, à ce point de vue, son existence légale ;

Mais considérant, sur le second moyen, que l'examen attentif du testament incriminé semble indiquer que l'écriture n'est pas uniforme et paraît avoir été tracée par deux mains différentes ; que la forme de certaines lettres est dissemblable ; que la signature ne paraît pas être de la même main que le corps de l'acte ;

Considérant que ces irrégularités ne peuvent faire l'objet de la part du juge d'une décision définitive, sans préjuger la question du fond et faire grief au principal, mais qu'elles font naître des doutes sérieux sur la sincérité et la validité du testament ; que foi ne peut donc plus être accordée à un acte, dont la régularité est aussi sérieusement contestée, et que c'est le cas de rapporter l'ordonnance d'envoi en possession ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de toutes les parties, aussi bien de l'héritier naturel que du légataire universel, de maintenir le séquestre qui a été nommé par notre ordonnance du 5 juillet 1895, et de continuer ses pouvoirs jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné ;

Par ces motifs,

Au principal, renvoyons les parties à se pourvoir ;

Et, statuant sur l'opposition formée par Fauverney-Moreau à notre ordonnance d'envoi en possession, en date du 21 juin 1895, au profit de Gilbert Legros, de l'hérédité de Pierre Fauverney, la déclare régulière en la forme ;

Au fond, disons que notre ordonnance en date du 21 juin 1895 est purement et simplement rapportée ;

Disons, en outre, que, jusqu'à ce qu'il ait été statué au fond et définitivement sur l'existence et la validité du testament de Pierre Fauverney précité, ou jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le séquestre nommé par notre ordonnance du 5 juillet 1895 est maintenu dans ses fonctions, avec les pouvoirs qui lui ont été conférés par ladite ordonnance.

Sur l'appel, la Cour de Dijon a statué en ces termes :

LA COUR,

Attendu que l'ordonnance du président portant envoi en possession, au profit d'un légataire universel institué par le testament olographe, peut être frappée d'opposition par les héritiers légitimes; que cette opposition doit être portée devant le magistrat même qui a rendu l'ordonnance, alors surtout que les héritiers légitimes se bornent à réclamer des mesures provisoires n'excédant pas les limites d'un référé;

Attendu que l'ordonnance contradictoire rendue en pareil cas est susceptible d'appel;

Attendu que l'ordonnance d'envoi en possession a pour effet de donner la force exécutoire au testament olographe ou mystique, afin de permettre au légataire universel d'exercer la saisine de fait;

Attendu que le président est incompétent pour examiner les vices intrinsèques dont le testament peut être entaché; qu'il ne saurait, en ce cas, refuser l'envoi en possession, les droits des héritiers demeurant réservés; qu'il se constituerait, en effet, juge du fond, tandis qu'il n'a pour mission que de rechercher si le testament est régulier en la forme, et si, d'après son contexte, il a les apparences d'un acte sincère; que le président doit notamment vérifier si le testament est daté et signé, s'il a été régulièrement déposé, s'il renferme un legs universel, et s'il n'existe pas d'héritiers à réserve;

Attendu que, lorsque les héritiers légitimes s'opposent à l'envoi en possession du légataire universel, en contestant l'écriture ou la signature du testateur, il appartient au président d'apprécier le caractère de cette méconnaissance d'écriture ou de signature; que, dans ce cas, s'il existe des doutes graves sur la sincérité du testament, le président peut refuser l'envoi en possession; que si, au contraire, les motifs de suspicion semblent peu sérieux, et si les héritiers se bornent à de simples allégations dénuées de preuves, l'opposition à l'envoi en possession ne saurait être accueillie;

Attendu, en fait, que le testament olographe, fait le 15 mai 1895 par Pierre Fauverney au profit de Gilbert Legros, parait régulier en la forme; que la signature du testateur n'est pas méconnue par l'intimé, qui se borne à prétendre que, l'écriture n'étant pas uniforme, le testament ne doit pas être l'œuvre entière de Pierre Fauverney;

Attendu que, si l'écriture n'est pas uniforme, il ne s'ensuit pas forcément que ce ne soit pas la même main qui l'a tracée; qu'elle a pu varier selon les circonstances de temps et de santé dans lesquelles se trouvait le testateur; que, jusqu'à présent du moins, il n'existe aucune présomption grave tendant à établir que le testament ne soit pas l'œuvre exclusive de Pierre Fauverney; qu'il a pu s'y prendre à plusieurs reprises pour écrire son testament, et que son écriture a pu varier selon qu'il était assis ou couché,

valide ou affaibli par la maladie; que la méconnaissance de l'écriture par l'intimé n'est donc pas, en l'état, de nature à empêcher l'envoi en possession du légataire universel; que l'intimé était en conséquence mal fondé en son opposition à l'ordonnance du 21 juin 1895 portant envoi en possession de l'appelant; que, dans ces conditions, il n'y a pas lieu de maintenir le séquestre; que cette mesure conservatoire n'est pas suffisamment justifiée par les circonstances de la cause;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel interjeté par Gilbert Legros de l'ordonnance rendue le 4^{er} août 1895 par M. le président du Tribunal civil de Dijon :

Dit qu'il a été bien appelé, et, infirmant en conséquence ladite ordonnance, par décision nouvelle,

Dit qu'il n'y avait pas lieu à rapporter l'ordonnance du 21 juin 1895, envoyant Legros en possession de la succession de Fauverney (Pierre);

Ordonne que ladite ordonnance du 21 juin 1895 sortira son plein et entier effet;

Dit toutefois qu'il n'y a pas lieu de maintenir le séquestre des biens de la succession, dont le légataire universel prendra possession immédiate;

Condamne l'intimé en tous les dépens, etc...

M. VIEILLARD-BARON, av. gén.; M^{es} METMAN et DURNET, av.

Deux solutions, contenues dans cet arrêt, méritent d'être relevées.

I

Par la première, que nous sommes heureux de constater tout d'abord, la Cour de Dijon revient très nettement et très loyalement sur la jurisprudence qu'avaient établie ses plus récentes décisions, — antérieures au présent arrêt, — et qui n'admettait aucune voie de recours contre l'ordonnance du Président, statuant, en vertu de l'art. 1008 C. Civ., sur la demande d'envoi en possession du légataire universel, institué par testament olographe.

Nous avons cherché, dans une précédente chronique (*Revue*

bourguignonne de 1895, II^e partie, p. 194-203) à retracer l'élaboration de cette jurisprudence, et nous avons émis quelques doutes sur son bien fondé. A l'appui de notre critique, nous avons pu citer, en terminant nos observations, un arrêt de Cassation, rendu le 3 avril 1895 (voir cet arrêt avec le rapport de M. le conseiller Crépon dans *Sirey*, 95, 1, 221) qui condamnait la doctrine, alors suivie par la Cour de Dijon. Et, nous exprimions l'espoir, que cette décision de la Cour suprême fixerait la jurisprudence, jusqu'alors si flottante des Cours d'appel, dans le sens le plus favorable aux recours dirigés contre les ordonnances, accordant ou refusant l'envoi en possession.

L'arrêt de Dijon, que nous rapportons aujourd'hui, entre, en effet, de la façon la plus franche, dans le nouveau courant ouvert par la Chambre civile, le 3 avril 1895.

Il décide, à propos de deux ordonnances, statuant sur une demande d'envoi en possession, formée par un légataire universel, institué par testament olographe :

1^o Que l'ordonnance d'envoi en possession, rendue en l'absence des héritiers légitimes, peut être, par ceux-ci, frappée d'opposition, devant le magistrat même, de qui elle émane ;

2^o Que la nouvelle ordonnance, rendue par ce magistrat, contradictoirement avec les héritiers du sang (et qui, dans l'espèce, rapportait l'envoi en possession) est susceptible d'appel, déféré à la Cour.

Nous n'avons pas à revenir sur les raisons décisives, à notre avis, justifiant la légitimité de ces recours contre une décision, qui, bien qu'on en ait dit, se présente avec les caractères distinctifs d'un acte de juridiction contentieuse (Voy. notre chronique de jurisprudence précitée. — Adde : Bordeaux 29 janvier 1896, *la Loi* des 3-4 mai 1896).

Nous voulons seulement préciser, en deux mots, la nature du premier des recours, reconnu par notre arrêt. Celui-ci décide :

« ... que l'ordonnance du Président, portant envoi en possession
« au profit d'un légataire universel, institué par le testament
« olographe, peut être frappée d'*opposition* par les héritiers légi-
« times. »

Qu'est-ce que cette *opposition*?

Ce n'est assurément pas la voie de recours ordinaire, connue sous cette dénomination technique, et organisée par les articles 157 et sq. Proc. Civ., à l'encontre des jugements par défaut. Car le défaut, légitimant l'opposition proprement dite, suppose une partie qui devait être appelée au procès, qui, de fait, y a été appelée, et contre laquelle le jugement a été rendu en son absence (Garsonnet, *Traité théorique et pratique de Procédure*, t. V, n° 1025, p. 422). Or, si les héritiers légitimes n'ont pas comparu, lors de l'ordonnance primitive, sollicitée par le légataire universel, c'est que celui-ci ne les a pas appelés devant le magistrat chargé de répondre à sa requête. En tout cas, ils n'avaient aucun droit à y être appelés. Ils ne sont donc pas défaillants. Et la voie de l'opposition (au sens technique de ce mot) ne saurait leur être ouverte.

A lire notre arrêt, on pourrait être tenté de croire que l'opposition, qu'il consacre au profit des héritiers du sang, est moins une voie de recours proprement dite contre l'ordonnance primitive, que la faculté d'obtenir une décision nouvelle, sauvegardant les intérêts des opposants, en vertu des pouvoirs généraux du Président, toujours libre de revenir sur sa décision première, ou, tout au moins, de la modifier, à la suite d'une meilleure information, et sur référé (Cpr. Bertin, *Ordonnances sur requête et référé*, 2^e édition, t. I, n° 113 et sq. et Voy. le développement de ce système avec les autorités à l'appui dans Dall., *Supplément au Rép.*, v° Dispositions entre-vifs et testamentaires, n° 919). Telle est l'idée que suggéreraient peut-être certaines expressions de

notre arrêt validant l'opposition « devant le magistrat même
« qui a rendu l'ordonnance, *alors surtout que les héritiers légitimes se bornent à réclamer des mesures provisoires, n'excédant pas les limites d'un référé* » (Comp. les termes de Req., rej., 24 avril 1844, Sir., 45, 1, 66).

Nous ne pensons pas pourtant que la pensée de la Cour de Dijon réponde à la conception qui vient d'être esquissée. Et, si telle était la portée de sa décision, nous n'hésiterions pas à nous séparer d'elle, sur ce point.

Nous savons bien qu'une pratique, inaugurée, dit-on, par M. le Président de Belleyme, et aujourd'hui courante, non seulement au Tribunal de la Seine, mais en nombre d'autres tribunaux, reconnaît au Président, *en matière de saisie-arrêt*, la faculté d'ordonner, en délivrant le permis de saisir, qu'il lui sera référé en cas de difficulté, et, sur ce référé, de modifier, dans une mesure notable, même de rapporter, en tout ou en partie, son ordonnance primitive. Après de longues hésitations et des résistances fort sérieuses, cette pratique a été consacrée par les arrêts (Paris 14 et 15 décembre 1882, Sir., 83, 2, 151 ; — Paris 19 février 1886, Sir., 88, 2, 163 ; — Paris 3 octobre 1891, Sir., 92, 2, 209), à condition, du moins, que la nouvelle décision du Président intervienne avant que le Tribunal ait été saisi de la demande en validité de la saisie-arrêt (Civ., rej., 10 novembre 1885, Sir., 86, 1, 8 ; — Civ., cass., 16 décembre 1889, 5 mars 1890, 1^{er} juillet 1890, Sir., 90, 1, 481 ; — Civ., cass., 24 février 1892, Sir., 93, 1, 144 ; — Paris, 14 décembre 1892, Sir., 94, 2, 31 ; — Toulouse 22 février 1893, Sir., 93, 2, 273 ; — Civ., cass., 5 mars 1895, Sir., 95, 1, 168 ; — *Contra* : Alger 7 novembre 1892, Sir., 94, 2, 31). Or, on a proposé d'appliquer la même pratique en notre matière, et d'admettre que le Président, statuant sur l'envoi en possession, qui lui est demandé par le légataire universel en vertu de l'art. 1008 C. Civ., pût également réserver aux intéressés, et notamment aux héritiers du sang, le droit de se pourvoir en référé devant lui contre sa propre

ordonnance, en vue d'en obtenir soit la restriction soit la suspension (Voy. en ce sens, note de M. Cohendy dans D. P., 94, 2, 9; note de M. H. Cuénot dans *Pandectes françaises périod.*, 1895, 2, 81).

Sans revenir ici sur la controverse relative à la légalité de cette pratique, dans la procédure de la saisie-arrêt, et, en nous bornant à rappeler qu'elle y a été critiquée par les raisons les plus graves (Voy. notamment note dans Sirey, 1886, 1, 9; — adde : A. Tissier, *Théorie et pratique de la tierce-opposition*, n° 90, p. 151), nous n'hésitons pas à dire qu'en tout cas semblable procédé est inadmissible dans l'hypothèse de l'art. 1008 C. Civ. — En effet, si l'on a pu soutenir, non sans quelque exagération, d'ailleurs, en matière de saisie-arrêt, que le permis de saisir apparaît comme une autorisation purement gracieuse du Président, qui, pouvant être refusée, a pu également n'être accordée que sous condition (Garsonnet, *Traité théorique et pratique de procédure*, t. III, § 595, p. 698), il n'en est certainement pas de même de l'ordonnance statuant sur la demande d'envoi en possession du légataire. Du moment que celui-ci justifie que les conditions prescrites par les articles 1006 et 1008 C. Civ. sont réunies dans sa personne, le juge ne peut pas se refuser à lui conférer, par son ordonnance, la saisine de fait lui permettant de faire valoir pratiquement sa saisine de droit. Et, sauf les recours proprement dits, auxquels elle reste exposée suivant le droit commun, cette ordonnance est, de tous points, soumise à la règle générale des jugements : *Data sententia, desinit esse judex*. (Comp. Paris 15 janvier 1894, Sir., 94, 2, 168.)

Aussi bien, nous ne sachions pas que la pratique ait introduit dans ces sortes d'ordonnances la réserve du référé au Président en cas de difficultés. En tout cas, elle ne se rencontrait pas dans notre espèce. Ce n'est donc pas par relation à une réserve de ce genre, ce n'est pas non plus en vertu d'une théorie plus générale, reconnaissant au Président le pouvoir de revenir à son gré sur sa décision primitive, que notre arrêt légitime la faculté d'opposition.

L'allusion, qui y est faite au référé, s'explique, à notre avis, beaucoup plus simplement. Au lieu de se pourvoir en rétractation ou en réformation de l'ordonnance d'envoi en possession, l'héritier légitime peut, s'il le juge à propos, et à condition d'urgence, s'adresser au juge des référés pour obtenir de lui une simple *mesure provisoire*, ne faisant pas grief au principal (art. 806 et 809 Proc. Civ.) telle, par exemple, que la nomination d'un séquestre. C'est là l'exercice pur et simple du référé de droit commun, applicable en notre matière comme en toute autre (Nancy 20 décembre 1892, D. P., 94, 2, 9 ; — Demolombe, t. XXI, n° 514). La Cour de Dijon voit, dans cette faculté, un motif de plus de consacrer, au profit de l'héritier légitime, le droit d'opposition devant le Président. Elle n'identifie pas pourtant ce droit d'opposition avec l'exercice du référé. A notre avis, d'ailleurs, l'arrêt a tort de paraître considérer comme simple mesure provisoire, n'excédant pas les limites d'un référé, le rapport de l'ordonnance d'envoi en possession, demandé dans l'espèce par les héritiers légitimes. (Nancy 20 décembre 1892, précité et Paris 15 janvier 1894, précité).

En définitive, il faut dire que l'opposition, ouverte aux héritiers légitimes contre l'ordonnance accordant au légataire universel, institué par testament olographe, l'envoi en possession, ne peut être autre chose que la voie de recours extraordinaire, organisée par le Code de Procédure dans les art. 474-479, sous le nom de tierce opposition. Elle est admise ici en vertu de l'art. 474 Proc. Civ., aux termes duquel : « Une partie peut former tierce opposition à « un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle « ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés. » Et, conformément à l'art. 475, elle doit être portée devant le juge même ayant rendu la décision attaquée. C'est ce qu'a reconnu l'arrêt de Cassation du 3 avril 1895, en citant l'art. 474 Proc. Civ., à propos de la thèse qu'il consacrait. Et il ne nous paraît pas douteux que

la Cour de Dijon, bien qu'elle ait précisé moins nettement sa pensée, ait entendu reproduire la même doctrine.

Il en résulte (et c'est tout l'intérêt pratique de ce débat) que ce recours, porté par les héritiers légitimes, non entendus lors de l'ordonnance primitive, devant le Président, ayant ordonné l'envoi en possession, doit être soumis aux règles générales de la tierce-opposition (Voy. sur ces règles : Tissier, *Théorie et pratique de la tierce-opposition*, p. 240-290). Et notamment, on serait conduit à décider que, succombant dans l'exercice de ce recours, les héritiers légitimes devraient encourir l'amende fixée par l'art. 479 Proc. Civ.

II

Admettant l'appel formé devant elle contre l'ordonnance, qui rapportait une décision antérieure d'envoi en possession, la Cour de Dijon a eu à préciser le rôle du Président, appelé à statuer sur la demande du légataire universel par application des art. 1006 et 1008 C. Civ.

Dans l'espèce, il n'était pas contesté : 1° qu'il y eût un testament paraissant régulier en la forme ; 2° que ce testament contiut un legs universel ; 3° qu'il eût été régulièrement déposé ; 4° que le *de cujus* ne laissât pas d'héritiers réservataires.

Mais, sans nier la régularité apparente du testament, les héritiers du sang, qui s'opposaient à l'envoi en possession, alléguaient à son encontre : 1° un prétendu vice de captation ; 2° certaines défauts dans l'écriture de l'acte testamentaire, leur permettant de soutenir que le testament n'était pas l'œuvre entière du testateur.

Le juge du premier degré avait écarté délibérément de son examen le premier de ces griefs, relatif à une prétendue captation. Il s'agissait là, en effet, d'un vice intrinsèque, dont l'examen de-

1. 'vait rester réservé aux juges du fond (Orléans 30 décembre 1847, Sir., 48, 2, 286 ; — Laurent, t. XIV, n° 26. — Contra : Poitiers 5 mars 1856, Sir., 56, 2, 205). Il ne semble pas d'ailleurs que l'objection, dirigée de ce chef contre l'envoi en possession, ait été reprise en appel.

Sur le second point, au contraire, le Président avait tenu compte des critiques proposées par les héritiers légitimes contre l'écriture du testament. Et : « Considérant que l'examen attentif « du testament incriminé semble indiquer que l'écriture n'est pas « uniforme et paraît avoir été tracée par deux mains différentes ; « que la forme de certaines lettres est dissemblable, que la signature ne paraît pas être de la même main que le corps de l'acte », il avait rapporté l'ordonnance primitive d'envoi en possession. — La Cour a réformé sa décision. L'arrêt observe : «... que si l'écriture n'est pas uniforme, il ne s'ensuit pas forcément que ce ne « soit pas la même main qui l'a tracée ; qu'elle a pu varier selon les « circonstances de temps et de santé, dans lesquelles se trouvait le « testateur,...qu'il a pu s'y prendre à plusieurs reprises pour écrire « son testament, et que son écriture a pu varier selon qu'il était « assis ou couché, valide ou affaibli par la maladie... » Bref, sans nier positivement les défauts allégués, la Cour constate qu'il n'existe aucune *présomption grave*, tendant à établir que le testament ne soit pas l'œuvre exclusive du *de cuius*. Elle en tire cette conséquence que l'envoi en possession doit être maintenu au profit du légataire universel.

S'il ne fallait voir dans cette décision que l'expression d'une appréciation de fait sur la valeur des reproches adressés par les héritiers légitimes à l'écriture du testament, il nous suffirait de constater qu'elle se rattache sans effort à la doctrine généralement admise. Il ne suffit pas, en effet, que les héritiers légitimes se bornent à méconnaître purement et simplement l'écriture du testament, pour que le juge doive refuser l'envoi en possession. Sans quoi, il est vraisemblable qu'il ne l'accorderait jamais (Lau-

rent, t. XIV, n° 26 ; — Agen 26 août 1836, Sir., 56, 2, 515). Il faut qu'on fasse valoir contre la sincérité de l'écriture des griefs précis et justifiés qui suscitent dans l'esprit du juge un doute sérieux sur la régularité de l'acte testamentaire (Troplong, *Donations et testaments*, t. III, 1500 ; — Demolombe, t. XXI, n° 507 ; — Aubry et Rau, § 710, texte et note 8, quatrième édition, t. VII, p. 446 ; — Caen 7 mars 1873, *Rec. des arr. de Caen et de Rouen*, t. 37, 1, 90 ; — Caen 4 mars 1874, *ibid.*, t. 38, 1, 157 ; — Caen 7 mars 1873, D. P., 75, 2, 137 ; — Poitiers 17 mars 1880, Sir., 82, 2, 186 ; — Rouen 23 mars 1880, Sir., 81, 2, 232 ; — Nancy 4 août et 19 décembre 1893, D. P., 94, 2, 117 ; — Cpr. : Req. rej., 27 mai 1836, Sir., 56, 1, 711).

Mais il semble que notre arrêt, si on le rapproche de l'ordonnance qu'il réforme, révèle une tendance un peu excessive dans le sens d'un examen *très superficiel*, par le magistrat statuant sur l'envoi en possession, de la régularité extérieure de l'acte testamentaire. En effet, pour qu'il y eût lieu de refuser l'envoi en possession, la Cour de Dijon paraît exiger une *présomption grave*, tendant à établir que le testament n'est pas l'œuvre exclusive du *de cujus*.

Evidemment, ce qui détermine cette manière de voir, c'est que la Cour envisage l'envoi en possession comme une solution, essentiellement provisoire, ne compromettant aucun des intérêts en présence, qui restent tous réservés pour le fond.

Il est vrai. Mais pourtant il importe de se souvenir que, d'après une jurisprudence, aujourd'hui solidement assise, l'envoi en possession, constituant le légataire institué, défendeur à la vérification d'écriture, oblige l'héritier légitime à démontrer contre lui le défaut de sincérité de l'écrit, tandis qu'en l'absence d'envoi en possession, c'est au légataire invoquant le testament qu'incombe la vérification (Civ. cass., 25 juin 1867, Sir., 67, 1, 389 ; — Civ. cass., 5 août 1872, Sir., 72, 1, 319 ; — Req. rej., 10 janvier 1877, Sir., 77, 1, 303 ; — Lyon 19 juin 1886 et Amiens 23 juin 1886,

Sir., 86, 2, 247 ; — Chambéry 20 novembre 1888, Sir., 89, 2, 237 ; — Poitiers 24 février 1892, D. P., 93, 2, 350).

Dès lors, et quand on considère l'importance d'une semblable preuve, n'est-on pas incliné à penser qu'il serait plus sage et plus conforme à l'équilibre désirable entre les positions respectives des deux parties, de ne pas attribuer au légataire cette situation avantageuse, le dispensant de toute justification positive, en présence de doutes motivés, de la part des héritiers, sur la sincérité de l'écriture, et sans exiger, comme le fait notre arrêt, une *présomption grave* contre celle-ci. Remarquons qu'au point de vue des intérêts en présence, rien ne rend nécessaire l'envoi en possession, et que tous les droits à sauvegarder le seront facilement au moyen d'un séquestre.

Assurément, ces considérations n'ont pas échappé à la Cour.

Peut-être pourrait-on plutôt, en s'attachant à la *tendance* révélée par sa décision, y voir un commencement de réaction contre la jurisprudence, si contestable, qui impose aux héritiers légitimes de prouver le défaut de sincérité de l'écriture du testament olographe, à l'encontre du légataire universel envoyé en possession. Nous reconnaissons sans peine que, si cette dernière jurisprudence était écartée, la solution donnée par notre arrêt ne soulèverait aucune objection sérieuse.

F. G.

V

TRIBUNAL CIVIL DE DIJON (2^e CHAMBRE)

(5 mars 1896)

SAISIE-ARRÊT — LOI DU 12 JANVIER 1895

VASSELON C. V^e LOFFRE

Le Tribunal,

Attendu que la dame Loffre, créancière de Vasselon, a fait, par exploit de Vacher, huissier à Dijon, en date du 6 août 1895, procéder contre ce dernier à une saisie-arrêt entre les mains de la compagnie P.-L.-M. ;

Attendu que Vasselon, dont le traitement n'était que de quinze cents fr., demande la nullité de cette saisie comme n'ayant pas été faite suivant les formes de la loi du 12 janvier 1895 ;

Attendu que la dame Loffre prétend que sa procédure est régulière, la saisie pratiquée par elle devant porter non seulement sur les appointements de son débiteur, mais encore sur les retenues qu'il supporte mensuellement en vue de la retraite, sur le capital produit par la réunion de ses retenues, enfin sur la pension de retraite à laquelle il pourrait avoir droit ;

Attendu que les retenues destinées à constituer une pension de retraite ne sont en réalité qu'une portion du traitement, qu'en vertu de conventions particulières, l'employé ou fonctionnaire restitue chaque mois et non un supplément d'émolument. Que par suite, elles ne peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt particulière, étant comprises dans le chiffre total du traitement dont le dixième peut seul être saisi ;

Attendu qu'il est de toute évidence que le chiffre fixé par le législateur de 1895 est celui du traitement brut, le montant des retenues n'existant d'ailleurs qu'en vertu de règlements particuliers, opposables aux seuls contractants ;

Attendu enfin que ce système aboutirait à augmenter le montant des salaires ou traitements qui peut être saisi et irait à l'encontre du législateur ;

Attendu d'un autre côté que le capital produit par ces retenues ne saurait également être l'objet d'une saisie-arrêt, ces retenues étant, en vertu

du règlement même qui les institue, définitivement acquises à la compagnie P.-L.-M. sans aucune répétition possible de la part des intéressés ;

Attendu que ce règlement fait loi entre les parties, qui y ont consenti, et qu'il n'est pas permis d'y déroger ;

Attendu que si depuis la loi du 27 décembre 1890 l'ouvrier renvoyé peut avoir droit à des dommages-intérêts et s'il est dans les usages de la compagnie de restituer à ses employés quittant volontairement son service, le montant des retenues versées par lui, ce n'est là qu'un droit éventuel qui ne saurait faire l'objet d'une saisie-arrêt avant qu'il soit né ;

Attendu dans ces conditions que la saisie-arrêt pour être opérante ne pourrait intervenir qu'autant qu'une décision judiciaire aurait accordé des dommages-intérêts, ou que l'ouvrier renvoyé ou partant volontairement, se trouverait dans une des conditions prévues par les règlements pour obtenir le remboursement de ses retenues, ces dernières étant jusque-là la propriété exclusive de la compagnie ;

Attendu que ce même raisonnement s'applique aux pensions payées par la caisse des retraites de la Compagnie, ces pensions n'étant qu'un droit éventuel qui demande pour naître la réalisation de certaines conditions et qui jusque-là n'est qu'à l'état d'espérance et par suite échappe à toute saisie ;

Attendu en conséquence que la saisie dont s'agit, étant irrégulière tant en la forme qu'au fond, doit être annulée ;

Attendu en fait que la créance de la dame Loffre n'était que de dix fr. ; que par suite en admettant qu'elle pût de bonne foi croire fondé le système qu'elle soutient aujourd'hui, il lui suffisait, pour obtenir satisfaction, de saisir-arrêter les appointements de son débiteur ;

Attendu qu'en opérant autrement, elle semble avoir volontairement accumulé contre lui des frais absolument frustratoires ;

Attendu en conséquence que Vasselon est bien fondé à lui demander à ce sujet des dommages-intérêts ;

Attendu que cette saisie-arrêt a été faite au nom de la dame Loffre ; qu'elle doit en conséquence en être déclarée responsable sauf son recours dans le cas où ses instructions auraient été dépassées ;

Attendu que le Tribunal a les éléments suffisants pour fixer à cent francs la réparation à laquelle peut avoir droit Vasselon,

Par ces motifs ;

Le Tribunal,

Après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en matière ordinaire et en dernier ressort,

Déclare nulle et de nul effet la saisie opérée le 6 août 1895, entre les mains de la compagnie P.-L.-M. contre Vasselon,

En prononce la mainlevée,

Condamne la dame Loffre à payer à Vasselon à la signification du pré-

sent jugement avec les intérêts de droit, la somme de cent francs à titre de dommages-intérêts ;

La condamne aux dépens qui seront distraits au profit de l'administration de l'enregistrement.

Une des tentatives les plus louables du législateur moderne, désireux d'alléger les charges pesant sur l'ouvrier, se rencontre dans la loi du 12 janvier 1895. La saisie-arrêt, mesure rigoureuse mais souvent indispensable au créancier, aboutissait fréquemment à des résultats déplorables. Pour garantir une somme modique il fallait user d'une procédure coûteuse, dépassant la plupart du temps le montant de la dette, et ruinant la famille pauvre, déjà dans l'impossibilité de remplir ses engagements. Le but poursuivi par la loi nouvelle est de mettre un terme à une pareille situation. Les employés ou fonctionnaires touchant un traitement fixe inférieur ou égal à 2000 francs, les ouvriers payés à la journée dont il est impossible de calculer avec précision le salaire, formeront une catégorie à part. Vis-à-vis d'eux plus de papier timbré. Les exploits d'huissier seront remplacés par une lettre recommandée. La contre-dénonciation faite au tiers saisi sera supprimée. On ira devant le juge de paix, qui fixera les limites de la saisie, afin d'éviter ces retards forcés, conséquence inévitable de l'encombrement des tribunaux civils.

Pendant le législateur n'a pas prévu une hypothèse de nature à se présenter fréquemment dans la pratique. Le créancier d'un ouvrier opère une saisie arrêt entre les mains de son patron. Il arrête non seulement le montant de ses salaires, mais encore les sommes qui lui sont dues pour des causes indépendantes du contrat de louage. Incontestablement les articles 557 et suivant du Code de Procédure civile sont seuls applicables à cette dernière créance. Pourra-t-on les étendre à la première, en la comprenant dans le même exploit ? — En faveur de la négative on invoquerait avec beaucoup de force l'article 6 de la loi nouvelle. Son texte absolument impératif n'établit aucune distinction. « La saisie-

arrêt sur les salaires et les appointements ne pourra être opérée, que sur le visa du greffier de la justice de paix. — S'il n'y a point de titre la saisie arrêt ne pourra être pratiquée qu'en vertu de l'autorisation du juge de paix du domicile du débiteur saisi, nous dit-il. » Il semble par suite indispensable d'exiger deux saisies-arrests distinctes, rentrant dans le domaine de la procédure de droit commun, et de la procédure spéciale. — Mais ne vaut-il pas mieux, pour résoudre la question, se préoccuper de l'esprit général de la loi, et se demander, puisqu'elle n'a pas statué sur ce cas particulier, quelle eût été sa solution probable. En se plaçant à ce point de vue, la seconde opinion paraît présenter de sérieux avantages. Les frais seront les mêmes, que la somme saisie soit plus ou moins élevée. Si l'on a le droit légitime de recourir contre l'ouvrier sans observer les formalités exceptionnelles, n'est-il pas préférable de comprendre dans la même poursuite les différentes créances, au lieu de recourir à une procédure parallèle pour saisir son salaire, et arriver ainsi à augmenter les frais. Le but humanitaire dont le législateur s'est avant tout préoccupé se trouve mieux atteint grâce à cette solution. Il n'en est rien. Le sort de celui que l'on a voulu protéger loin d'être amélioré se trouverait aggravé. Malgré le soin pris par le créancier de se borner à arrêter la quotité saisissable prévue par la loi, la situation de son débiteur, au lieu d'être immédiatement réglée par le juge de paix, resterait pendant jusqu'au jugement de validité ; elle empirerait de jour en jour, les salaires s'accumulant inutilement entre les mains du tiers saisi. D'autre part, comment empêcher un résultat inévitable ? Le magistrat cantonal ignorant l'opposition pratiquée devant une autre juridiction, en autoriserait une seconde, et ainsi, contrairement à l'article 7 de la loi nouvelle, on parviendrait à saisir non plus le dixième mais le 5^e du salaire.

Indépendamment de ces considérations le système combattu aurait le grave inconvénient d'ouvrir la voie aux applications les plus fantaisistes. On n'hésitera pas à saisir en même temps que

les salaires une créance imaginaire afin d'arriver, par ce moyen détourné, à employer la procédure ordinaire tout à la fois plus vexatoire et plus lucrative. Une tentative en ce sens a déjà été faite contre les employés de chemin de fer ; mais elle s'est heurtée à une appréciation très judicieuse du tribunal de Dijon.

Le créancier d'un employé de chemin de fer aux appointements de 1500 francs, avait opéré contre lui une saisie-arrêt, entre les mains de la compagnie P.-L.-M. Il l'avait fait porter selon la formule consacrée sur ce qu'elle « doit ou devra », et, pour éluder la loi de 1893, soutenait que ces expressions comprenaient non seulement le traitement, mais encore la somme que peut toucher éventuellement l'employé, soit sous forme de restitution de retenues, en cas de renvoi, soit sous forme de pension de retraite. Ces deux dernières créances échappant, d'après lui, à l'application de la loi nouvelle, il avait dû recourir à la procédure de droit commun. Il serait difficile de ne pas apercevoir les conséquences de ce dangereux système. Le raisonnement appliqué aux employés de chemin de fer s'étendait à tous les ouvriers versant des retenues mensuelles destinées à alimenter une caisse de retraite, leur permettant d'espérer une pension dans leur vieillesse. Ainsi, la plus grande partie de la population ouvrière, attachée au service de l'état, aux usines, manufactures, compagnies de toutes sortes, allait se trouver privée du bénéfice que la loi avait eu pour but de lui conférer.

De pareils résultats eussent été la preuve d'une imprévoyance inexplicable du législateur. Mais il faut reconnaître que cette critique n'était pas fondée.

Si nous analysons le caractère des retenues et de la pension de retraite, nous arrivons à cette conclusion, qu'elles se confondent avec le salaire. Une première conséquence semble dériver immédiatement de cette identité. Pour les saisir on devra observer les règles applicables au salaire lui-même. Mais il faut aller plus loin, et se demander, si l'on peut, préjugant de l'avenir, les considé-

rer comme définitivement acquises à l'ouvrier, par cela seul qu'un jour elles feront peut-être partie de son patrimoine. Ces deux points de vue nous conduisent à examiner, sur chacune de ces créances, les deux questions suivantes : En quelle forme peut-on les saisir ; et peut-on les saisir ?

Les compagnies de chemin de fer, s'inspirant du système organisé par l'État à l'égard des fonctionnaires, ont créé des caisses de retraite, dans l'intérêt de leurs employés. Sans vouloir entrer dans des détails sortant du cadre de notre étude, disons d'un mot comment elles sont alimentées. Leurs ressources principales consistent dans les sommes qu'y dépose annuellement la compagnie, et dans les retenues opérées mensuellement sur le traitement de son personnel. Ces retenues, généralement du vingtième, sont prélevées sur l'intégralité du salaire. L'ouvrier ne touche pas au jour de la paye son salaire nominal, mais des appointements diminués du montant de la retenue. Le capital formé par ces économies forcées est destiné à augmenter constamment. Quand sonnera l'heure de sa retraite, on lui restituera les parcelles de son traitement sous forme de pension. Mais si avant cette époque il résilie le contrat qui le lie à la compagnie, elle lui rendra souvent tout ce qu'il a déposé entre ses mains. Se basant sur cette éventualité le créancier saisit à l'avance ce capital. Dans quelle forme devra-t-il procéder ? — Les notions qui précèdent ne permettent pas la moindre hésitation. Comment distinguer la retenue, du salaire dont elle n'est qu'une fraction, et ne pas la soumettre à l'article 6 de la loi de 1895. Les règles s'appliquant au tout s'appliquent à plus forte raison à la partie, et il paraît difficile de soustraire la saisie portant sur des parcelles du traitement, aux règles applicables à la saisie portant sur son intégralité.

Mais il semble inutile de nous étendre longuement sur ce sujet. Y a-t-il lieu de se préoccuper de la forme de l'opposition, à propos d'une créance insaisissable ? Nous ne le croyons pas, et passant à l'examen de cette deuxième question, nous débutons par

une distinction. — Les principes sont différents suivant que l'on envisage les retenues présentes ou futures, et les retenues antérieurement opérées sur les appointements de l'ouvrier.

Pour les premières il suffit de se demander sur quoi porte la saisie autorisée par la loi de 1893. Les textes des articles 4 et 6 sont on ne peut plus clairs. Ils fixent la quotité saisissable au dixième du traitement nominal, sans se préoccuper des diminutions de salaire provenant de versements périodiques dans une caisse de retraites. Si l'employé a consenti à remettre à la compagnie, en échange de certains avantages, une partie de ses émoluments, il y a là un contrat auquel les tiers ne sont pas intervenus et qui ne saurait porter atteinte à leurs droits. Ils n'ont donc pas à se préoccuper, pour déterminer la procédure à suivre, de ce que l'employé touche réellement, mais du chiffre de ses appointements. Lors des longues discussions soulevées à la Chambre et au Sénat, au cours des travaux préparatoires, les orateurs ont pris pour exemple de traitements échappant à la procédure de la loi nouvelle, des traitements s'élevant à 2005 et 2100 francs (1). Toute autre solution aboutirait à de choquantes inégalités. Tel employé, dont les appointements dépassent 2000 francs, pourrait invoquer le bénéfice de la loi de 1893, sous prétexte que la compagnie lui verse une somme inférieure à ce chiffre. Tel autre au contraire moins rétribué, mais touchant l'intégralité de son salaire, eût dû supporter les frais d'une procédure coûteuse. Les résultats auraient varié suivant que les retenues eussent été plus ou moins fortes d'après les différentes sociétés. Où serait la limite à l'arbitraire, si la seule base dont l'officier public chargé d'instrumenter ait à se préoccuper, n'était le salaire nominal ? Or ce salaire comprend tout à la fois les mensualités versées entre les mains de

(1) Séance du 27 juin 1893, *Journ. off.*, 28 juin 1893, Chambre, Débats parlementaires, p. 1832 et suiv.

Séance du 27 novemb. 1894, *Journ. off.*, du 28 nov. 1894, Sénat, p. 921 et suiv.

l'employé et la retenue déposée dans la caisse des retraites. L'opposition englobe donc la retenue en même temps que le traitement dont elle fait partie ; il ne peut être, dès lors, question de la saisir séparément ; ce serait la saisir deux fois.

Reste à se demander ce que va devenir le capital, montant des retenues antérieures à l'opposition, versées depuis plusieurs années dans la caisse des retraites. Il constitue une somme parfois importante. Si l'ouvrier quitte le service de la compagnie, elle la lui remettra probablement, car elle avait pour objet de constituer une retraite, qu'il ne doit plus espérer désormais. Le créancier peut-il en prévision de cette éventualité faire porter son opposition sur ce capital ? Les principes indiscutables en matière de saisie-arrêt conduisent à répondre négativement. Mais il faut envisager successivement la question au point de vue des compagnies de chemins de fer particulières, et des chemins de fer de l'Etat, car on arrive au même résultat par des voies différentes.

On ne conçoit pas une saisie-arrêt sans objet. Que la créance sur laquelle elle porte soit pure et simple, qu'elle soit soumise à des modalités, conditionnelle, éventuelle, à terme, aussi loin que l'on aille dans cette voie, il est impossible de pratiquer une opposition, quand le saisi ne peut rien réclamer au tiers saisi. Les conventions librement intervenues entre les compagnies de chemins de fer, notamment celle de Paris-Lyon-Méditerranée, et ses ouvriers, nous permettront précisément d'appliquer cette règle fondamentale. D'après les statuts de la caisse des retraites, les retenues opérées sur le salaire quotidien sont définitivement acquises à la compagnie. Le jour où un employé cesse de faire partie des cadres, il n'a aucun droit à exercer. N'a-t-il pas cependant mérité par ses services, sa bonne conduite, la remise de ses économies. La compagnie s'en réserve l'appréciation. Si elle les lui rend, c'est en quelque sorte à titre gracieux, désirant ne pas conserver des sommes dont elle s'enrichirait à ses dépens. Mais il est impossible, en vertu des clauses du contrat de louage, de lui re-

connaître contre elle une action en répétition. La cour de cassation n'a pas hésité à appliquer maintes fois le principe (1). En présence de cette situation, comment faire porter l'opposition sur les retenues versées depuis plusieurs années dans la caisse des retraites ? Un acte conservatoire suppose nécessairement que le tiers saisi est débiteur. La saisie est pratiquée entre ses mains dans le but de retenir ce qu'il *doit* à son créancier. Mais s'il a le droit de ne rien lui remettre, si comme, dans le cas particulier, c'est pour lui une pure faculté soumise à ses convenances, la saisie n'est pas possible. Elle est radicalement nulle faute d'objet.

— La loi du 27 décembre 1890 a restreint, dans une certaine mesure, la portée de la clause insérée dans les règlements des compagnies de chemins de fer. Avant sa promulgation, quelle que fût la cause de résiliation de son contrat, fût-ce même le renvoi arbitraire, l'ouvrier ne pouvait pas répéter le capital versé dans la caisse des retraites (2). Aujourd'hui, l'ouvrier injustement congédié peut en obtenir, comme nous le verrons plus loin, la restitution. Mais toutes les autres causes de résiliation du contrat laissent subsister la faculté stipulée par les compagnies à leur profit ; car on ne peut étendre la loi de 1890 à des cas qu'elle n'a pas prévus.

En ce qui concerne les employés des chemins de fer de l'Etat leur situation est différente. D'après le règlement du 13 janvier 1883 complété par les décrets des 9 juillet 1888 et 11 juin 1891, ils ont droit, le jour où ils cessent de faire partie des cadres, à la restitution de leurs retenues. Aussi, y a-t-il lieu de se demander si un créancier ne pourrait pas, en prévision de cet événement et sans en attendre la réalisation, immobiliser entre les mains de la compagnie les sommes qu'elle lui devra de ce chef.

— La possibilité de saisir une créance éventuelle, notion très élastique, admise par les auteurs et la jurisprudence, mais souvent

(1) Cass., 10 mai 1875, S., 75, 1, 264 ; 24 mai 1876, S., 76, 1, 220.

(2) Cass., 18 juin 1879, S., 79, 1, 88.

mal comprise, semble, de prime abord, ne pas s'y opposer. Cependant le Tribunal de Dijon n'hésite pas à déclarer qu'un droit éventuel ne peut être l'objet d'une saisie-arrêt ; mais il ajoute, avant qu'il soit né. Il n'y a aucune contradiction entre sa décision et la doctrine courante, comme il est facile de le montrer en précisant le sens de cette expression assez vague. — La dette du tiers saisi dépend-elle d'un événement qui se réalisera sûrement, le saisissant n'a pas besoin d'en attendre l'accomplissement pour sauvegarder ses droits. Il existe d'ores et déjà dans le patrimoine de son débiteur une créance dont l'existence est certaine ; qui n'est pas autre chose qu'une créance à terme. L'opposition sera régulière. Voilà en quel sens doit être entendue l'opinion de la jurisprudence. Reportons-nous aux espèces rapportées dans les arrêts. Nous y voyons l'application de cette idée, fort juste. Ils autorisent, par exemple, la saisie des reprises que la femme pourra avoir à la dissolution du mariage contre son mari (1). On est sûr, en effet, que le lien conjugal se rompra fatalement un jour. Le contrat de mariage constitue au profit de la femme ou de ses héritiers un droit éventuel à des reprises. Sa créance existe en germe, au lendemain de son union, et quelque rigoureuse que soit cette solution, on doit en autoriser la saisie, sauf au juge à ne pas la maintenir, si lors de la déclaration affirmative, l'événement ne s'étant pas encore réalisé, le tiers saisi n'est pas débiteur du saisi. — Mais s'agit-il d'un événement simplement probable, de ce que dans le langage ordinaire on appelle une pure éventualité, il paraît impossible d'en faire la base d'une opposition. Lorsqu'on se trouve, comme dans notre hypothèse, en présence d'un droit dépendant d'une circonstance fortuite, tel que le renvoi d'un ouvrier, il n'existe à son profit, antérieurement à cet événement, aucun germe de créance. S'il a consenti des retenues sur son salaire quotidien, c'est avant tout en vue d'une pension de retraite ;

(1) *Riom*, 10 déc. 1884, S., 86, 2, 215.

ce n'est pas en prévision de la rupture du contrat de louage qui constituera un accident malheureux dans son existence, le privera d'un avenir assuré, faiblement compensé par la remise d'un capital modeste. C'est seulement, lors de sa sortie, que son créancier sera fondé à opérer une saisie entre les mains de la compagnie ; car peut-être aura-t-elle des obligations envers son ouvrier, par suite de ce renvoi. Désormais le germe de la créance existe ; mais jusque-là on se trouvait en face d'une naissance possible, d'une simple espérance. Or, où s'arrêterait-on, s'il était permis, se livrant aux ressources de son imagination, en prévision des accroissements dont le patrimoine d'un débiteur pourrait être l'objet, de saisir des créances dont le principe est entièrement douteux. Comme l'a fort bien exprimé la cour de cassation (1), « si la saisie-arrest pouvait avoir pour unique objectif des droits purement éventuels, elle pourrait s'étendre sans limites, et apporter aux relations et aux intérêts privés de trop fâcheuses entraves, pour ne pas atteindre l'intérêt public (2). »

Il n'était pas indifférent de faire cette incursion sur le domaine des chemins de fer de l'Etat. Nous venons de le voir, on ne peut saisir d'avance le capital produit par les retenues, alors même qu'au jour de sa sortie des cadres, la compagnie serait obligée, d'après ses règlements, de le rendre à l'ouvrier. Cette situation tend à devenir générale depuis la loi du 27 décembre 1890. Aux termes de son article 2, les compagnies de chemins de fer ont dû soumettre à l'homologation ministérielle les statuts de leur caisse de retraites, dans le courant de l'année 1891. L'Etat a-t-il

(1) Cass., 15 mai 1876, D., 76, 1, 437.

(2) La nullité de la saisie d'une créance sur laquelle le débiteur n'a pas de droit au moment où elle est formée est généralement admise. — Roger, *saisie-arrest*, n° 171 bis ; Garsonnet, *Procédure*, t. III, n° 599 et 543 ; — Req., 6 janvier 1880 (D., 80, 1, 361), et Vassy, 6 av. 1883, P., 83, 2, 255. Une jurisprudence assez contestable autorise la saisie du montant de l'assurance sur la vie ; mais il est à remarquer qu'elle prévoit le cas où l'assuré est mort ; en effet à ce moment son droit est né.

voulu les obliger par cette disposition à supprimer la clause, privant l'ouvrier du montant de ses retenues, même s'il était renvoyé sans motif légitime ; nous ne le croyons pas. L'article 2 répéterait ce que l'article 1^{er} a déjà dit. Le but poursuivi a été de forcer les grandes compagnies à adopter des dispositions analogues à celles du règlement de 1883, De là résulterait le droit pour l'ouvrier, quel que fût le motif de la rupture de son contrat, de réclamer le montant de ses retenues. Sa situation se confondrait désormais avec celle des employés des chemins de fer de l'Etat. Il était utile de montrer, qu'au point de vue de la saisie-arrêt, elle n'était nullement modifiée.

A la saisie-arrêt du capital éventuel formé par les retenues, se rattache celle des dommages-intérêts, qui, depuis la loi du 27 décembre 1890, peuvent toujours être répétés en cas de renvoi intempestif par l'ouvrier. Les principes généraux posés dans l'article 1382 lui permettaient d'actionner la compagnie, s'il se trouvait lésé par la rupture brusque et injustifiée de son contrat de louage. Aussi, pour éviter ce résultat, lui faisait-elle accepter une clause des statuts, par laquelle elle se réservait le droit de le congédier, si bon lui semblait, sans avoir à lui payer la moindre indemnité. Bien que les compagnies aient toujours usé de cette disposition avec la plus parfaite équité, elle pouvait paraître exorbitante. Dans la crainte d'abandonner l'un des contractants sans défense aux exigences de l'autre, la loi nouvelle annule de plein droit toute disposition qui lui enlèverait la faculté de réclamer la réparation du dommage causé. Puis visant les statuts qui refusent à l'employé toute action en répétition au sujet de ses retenues, elle veut au contraire qu'on en tienne compte dans la fixation des dommages-intérêts. Tout renvoi donnera donc ouverture à une action de l'ouvrier contre la compagnie. Si le juge estime qu'elle est fondée, que rien ne justifie la mesure prise à son égard, il lui allouera une somme, comprenant le montant des retenues effectuées jusqu'à ce jour et une indemnité

pour la rupture du contrat de louage. Ce « droit éventuel », en reproduisant les termes de la loi elle-même, pourra-t-il être l'objet d'une saisie-arrêt ? — Nous répondrons, comme nous l'avons déjà fait : Il est impossible de prendre pour gage une créance qui n'est pas encore née au profit du débiteur. Sait-on si l'ouvrier sera jamais renvoyé ? si son renvoi sera injustifié ? Son droit est aussi problématique, à ce point de vue, que le gain d'une loterie ou l'indemnité dont la compagnie sera peut-être tenue envers lui à raison d'un accident dont elle sera responsable. Il apparaîtra seulement le jour de son renvoi. A partir de ce moment, il aura un germe de créance. Avant même qu'il ait songé à le faire valoir, qu'il ait intenté son action ; avant que l'on n'ait connu la décision du magistrat, et que l'on n'ait su s'il sera alloué une indemnité on pourra la saisir ; mais impossible de la frapper d'opposition, au moment où elle n'est encore qu'une pure éventualité.

Ces développements au sujet des retenues opérées sur le salaire restreignent, dans une large proportion, les explications auxquelles peut prêter la saisie de la retraite. Les principes sont identiques. Aussi nous résumerons-nous suivant l'ordre déjà adopté quant à la forme de l'opposition, et quant au fond.

En ce qui concerne la procédure de la saisie portant sur la pension de retraite, nous ne trouvons dans la loi de 1895 aucun texte s'y référant expressément. Mais l'article 6, statuant d'une façon générale sur les salaires et appointements, nous paraît devoir s'y appliquer. — Au point de vue économique, la pension de retraite se confond avec le salaire. Logiquement, l'ouvrier sans autres ressources que celles de son travail doit, durant sa jeunesse, subvenir à ses besoins présents et, en outre, se constituer un pécule, produit de ses économies journalières, destiné à lui permettre de vivre sur ses vieux jours. Sa vigueur, son agilité, sa souplesse n'ont qu'un temps. Qui donc viendra à son aide lorsqu'elles auront disparu ? Mais il n'est pas toujours facile de mettre à exécution ces idées sages. La modicité de ses gains le porte à les

dépenser tout entiers, et, le plus souvent, il se trouverait, à la fin de sa carrière, réduit à la misère, si l'Etat et les grandes compagnies n'avaient eu l'idée de consacrer le système déjà si ancien des pensions de retraite. Sa base est celle de l'épargne forcée, de la rétribution modeste dans le présent, compensée par les avantages futurs. Le salaire de l'employé, faiblement appointé, recevant, selon les principes admis, le minimum nécessaire pour vivre avec économie, se compose en définitive de deux parties. Tout d'abord ses appointements, puis sa pension de retraite. Celle-ci s'est formée petit à petit, principalement des retenues qu'il a consenties sur son traitement et qui ont fructifié ; puis de sommes déposées annuellement dans la caisse des retraites et destinées à augmenter le capital fourni par les retenues. Ainsi se constitue une masse, dont la seconde partie est un supplément ajouté au salaire de l'ouvrier et qui explique ses exigences restreintes pendant qu'il est en activité. — Ceci posé, était-il utile que la loi de 1893 parlât dans son article 1^{er} de la pension de retraite, puisqu'elle était comprise implicitement dans le salaire dont elle fait partie intégrante. Il faut reconnaître toutefois qu'une disposition précise sur ce point eût fait disparaître toute équivoque et empêché une tentative, qui fort heureusement n'a pas été couronnée de succès. Mais il était vraiment bien difficile de supposer au législateur l'intention de soumettre aux règles de droit commun la saisie d'une retraite modeste, s'élevant au maximum à la moitié du traitement. Il a voulu rendre la procédure moins coûteuse à l'égard des employés en activité de service, afin de ne pas les exposer à des poursuites ruineuses. A plus forte raison désirait-il qu'il en fût de même le jour où ils se trouveraient réduits au minimum nécessaire à leur existence. Nul n'ignore avec quel soin il a toujours protégé les pensions de retraite, déclarant insaisissables de plein droit celles des fonctionnaires et approuvant l'extension donnée par la jurisprudence à ces dispositions en faveur des particuliers. Dans une loi essentiellement favorable à

l'ouvrier, comprendrait-on qu'il eût voulu abandonner ces errements et alors qu'il ne touche qu'une partie de son ancien traitement, l'exposer à des frais hors de proportion avec sa situation.

Tels seraient certainement les principes à suivre, si la pension de retraite était due à l'employé. Mais peut-on la saisir antérieurement à son ouverture ? — Une courte analyse des différents éléments qui servent à la constituer permet de simplifier cette question un peu complexe. Examinons une à une les différentes parties dont elle est formée. Nous trouvons, les retenues, le montant des amendes infligées aux employés, les sommes déposées par la compagnie elle-même chaque année à la caisse des retraites. Pour les retenues nous devons reproduire la distinction déjà formulée. Toutes celles qui sont postérieures aux poursuites sont comprises dans l'opposition au salaire lui-même, et il ne peut être question, par suite, de les saisir à nouveau. Quant à celles qui proviennent de versements antérieurs au premier acte de procédure et qui constituent un capital, il faut se demander s'il est possible de les immobiliser d'ores et déjà. La même question se pose au sujet de la part pouvant revenir à chacun des employés sur le montant des amendes imposées au personnel et sur les sommes déposées chaque année dans la caisse des retraites. La réponse à cette interrogation est des plus simples. Un droit existe-t-il au profit de l'ouvrier sur ces différentes sommes ? l'opposition est régulière. Mais dans le cas contraire, et c'est notre hypothèse, on doit répondre négativement. Le but poursuivi par l'employé qui subit une retenue sur son salaire, est, avant tout, l'obtention d'une pension de retraite. Chaque jour son espérance se fortifie ; à mesure qu'il vieillit il se rapproche de l'époque où elle se changera en certitude. Mais tant qu'il n'a pas rempli les conditions multiples susceptibles de transformer en une créance certaine de simples probabilités, aucun droit n'existe à son profit. Les compagnies n'assument pas la charge assez lourde de fournir à leurs vieux serviteurs des ressources utiles à leur vieillesse, sans exiger en re-

tour une longue suite de services. Elles veulent en premier lieu que l'ouvrier leur ait consacré une partie de son existence, généralement vingt-cinq ans. Il aura ainsi tout à la fois versé dans la caisse commune une somme assez considérable, et fait preuve d'un long dévouement. Elles lui interdisent en second lieu de réclamer sa pension avant un certain âge, lui assurant ainsi une existence tant qu'il est encore jeune, et se réservant en même temps le bénéfice de sa longue habitude. Elles exigent enfin qu'il soit admis à la retraite, conservant la faculté de la lui refuser, si elles estiment qu'il s'est rendu coupable d'une faute susceptible d'entraîner une déchéance aussi rigoureuse. — En présence de l'incertitude où se trouve l'employé jusqu'au jour où, remplissant toutes les conditions exigées par les statuts, il a une créance certaine contre la compagnie, on doit repousser jusqu'à l'idée même de la saisie-arrêt. Comment vouloir, alors que le tiers saisi n'est point débiteur, ne le sera peut-être jamais de l'ouvrier, l'empêcher de payer à celui-ci une dette imaginaire. Il faut forcément attendre la naissance du droit, car ce jour-là seulement, un lien juridique existera entre le patron et l'ouvrier.

Telles sont, en résumé, les différentes questions tranchées par le Tribunal de Dijon. La prétention exorbitante de sauvegarder ses droits, en saisissant une pension de retraite, ou un capital formé par des retenues, tant que l'ouvrier est en pleine activité, aboutirait aux conséquences les plus nuisibles pour celui que le législateur moderne a entendu protéger. Il était intéressant de montrer, par une courte analyse des principes certains en matière de saisie-arrêt, l'inadmissibilité de cette théorie et de rendre à la loi de 1895 toute sa portée.

E. DE MUNCK-FRANCOURT.

L'imprimeur-gérant : V. DARANTIERE.

JURISPRUDENCE
DE LA
COUR D'APPEL DE DIJON
ET DES JURIDICTIONS DU RESSORT

(Suite).

VI

COUR D'APPEL DE DIJON (2^e CHAMBRE)

(27 Janvier 1896)

CONSORTS CHOPARD CONTRE POMPIERS DE LONGECOURT

Sur la non-recevabilité de l'appel,

Attendu que la demande principale est inférieure à 1500 fr. ;

Attendu d'autre part que les intimés prétendent que la demande reconventionnelle est basée exclusivement sur la demande principale, et que, par application de l'art. 2 *in fine* de la loi du 41 avril 1838, le jugement attaqué a été rendu en dernier ressort ;

Attendu qu'il s'agit de rechercher si ce moyen est justifié ;

Attendu que par leur demande reconventionnelle, les consorts Chopard contre lesquels les intimés avaient réclamé une condamnation en paiement de 800 fr. avec intérêts et à 200 fr. de dommages et intérêts, ont conclu contre lesdits intimés à une condamnation à 4000 fr. de dommages et intérêts pour le préjudice qui leur aurait été causé par *des agissements en dehors du procès* ;

Mais attendu qu'ils n'ont jamais indiqué quels étaient ces agissements, ni s'ils étaient antérieurs ou postérieurs à la demande principale ; qu'enfin au cours de l'instance, les appelants n'ont formulé aucune articulation de faits, aucune offre de preuve pouvant permettre d'apprécier la nature de ces agissements ; qu'ils ont ajouté, il est vrai, pour expliquer le caractère de ces prétendus agissements, que les demandeurs, en leur qualité d'administrateurs de la compagnie de sapeurs-pompiers de Longecourt, avaient propagé dans le pays des délibérations provoquées par eux contre M^{me} veuve Chopard et contre Chopard fils ;

Qu'ils ont expliqué en plaident qu'il s'agissait des délibérations prises par la compagnie des sapeurs-pompiers de Longecourt à l'effet de décider

s'il y avait lieu de former une demande en restitution de 800 fr., en 200 fr. de dommages-intérêts contre les consorts Chopard, et aussi de déléguer à cet effet des membres du conseil d'administration pour agir en justice au nom de ladite compagnie ;

Attendu qu'en provoquant de telles délibérations, les demandeurs n'ont fait qu'user de leur droit ; que ces délibérations étaient le premier acte préparatoire et nécessaire de la demande en restitution d'une somme déposée entre les mains de Chopard père, décédé en 1893 ; qu'il n'est d'ailleurs pas indiqué dans les conclusions des appelants éventuels que ces délibérations aient contenu autre chose que l'autorisation de former en justice les demandes contenues dans l'assignation ;

Attendu que si les membres du conseil d'administration ou les membres de la compagnie des sapeurs-pompiers ont propagé dans le pays que les délibérations dont il s'agit avaient été prises, ils n'ont en réalité fait qu'user du droit appartenant à toute partie de faire connaître dans son entourage qu'elle a l'intention de produire devant les tribunaux une réclamation qu'elle y porte ensuite ;

Que dans ces conditions on ne peut voir dans les délibérations dont il s'agit et dans leur divulgation que des actes préparatoires de la demande, se confondant avec celle-ci ;

Qu'il suit de là qu'à tous points de vue la demande reconventionnelle des consorts Chopard, telle qu'elle a été formulée est basée exclusivement sur la demande principale qui était inférieure à 4500 fr. ; qu'en conséquence le jugement attaqué a été rendu en dernier ressort ;

Que l'appel n'est donc pas recevable ;

Attendu qu'en admettant même par hypothèse que cette demande reconventionnelle ne soit pas basée exclusivement sur la demande principale, il n'en résulterait pas cependant que le jugement n'ait été rendu en dernier ressort ;

Attendu en effet que la condamnation à 4000 fr. de dommages et intérêts n'a pas été demandée d'une manière solidaire contre les intimés ainsi qu'il résulte des conclusions des consorts Chopard ; que cette demande reconventionnelle a été faite contre Gevrey, Pagand et Guillaume, demandeurs principaux, en leur qualité de membres du conseil d'administration de la compagnie des sapeurs-pompiers de Longecourt ;

Attendu que des documents de la cause et des explications des parties, il appert que ladite compagnie a été autorisée par simple arrêté préfectoral en 1885 ; qu'elle n'est donc pas une personne morale ; que si tous les membres de cette compagnie ne figurent pas nominativement dans le litige actuel, il n'en est pas moins certain qu'ils sont tous représentés par les trois membres du conseil d'administration, et sont en réalité parties au procès ;

Attendu que cette compagnie, après avoir été composée en 1885 de 42 membres, ces membres sont encore aujourd'hui au nombre de 28, et que

c'est en leur nom qu'agissent Gevrey, Pagand et Guillaume ; que cela résulte des documents produits aux débats ; qu'il suit de là que la demande reconventionnelle des consorts Chopard en 4000 fr. de dommages-intérêts, en y ajoutant les 1000 fr. de la demande principale avec intérêts à 4 0/0 sur 800 fr. depuis le 1^{er} janvier 1892, s'adresse conjointement, mais non solidairement, aux 28 membres de ladite compagnie, dont les obligations se partagent par égales parts entre eux, de même que les droits pouvant leur appartenir, et se divisent par suite en autant de vingt-huitièmes qu'il y a de membres figurant en réalité dans le litige actuel ;

Qu'il n'en serait autrement que si les consorts Chopard avaient déclaré dans leurs conclusions qu'ils demandaient contre leurs adversaires une condamnation solidaire, mais qu'ils ne l'ont pas fait ;

Que la demande reconventionnelle en 4000 fr. de dommages et intérêts, même sans la diviser entre M^{me} veuve Chopard et Chopard fils, est donc bien inférieure à 4500 fr. à l'encontre des 28 membres de la compagnie des sapeurs pompiers de Longecourt, et qu'il en est encore ainsi en y ajoutant les 1000 francs, objet de la demande principale, et les intérêts comme il a été dit ci-dessus ;

Attendu que la partie qui succombe, etc.

Par ces motifs, la Cour..... dit que l'appel n'est pas recevable.....

Les trois membres du conseil d'administration de la compagnie de sapeurs-pompiers de Longecourt ont assigné par devant le tribunal civil de Dijon M^{me} veuve Chopard et M. Jules Chopard, et ils ont conclu à la restitution d'une somme de 800 fr., déposée au nom de ladite compagnie, en 1886, entre les mains de M. Chopard père, aujourd'hui décédé et dont ils sont les représentants.

Ils demandaient en outre les intérêts de cette somme depuis le 1^{er} janvier 1892, au taux de 4 0/0, et enfin 200 francs à titre de dommages et intérêts.

Par un jugement en date du 23 juillet 1893 le tribunal a accueilli en leur entier les prétentions des demandeurs, et condamné les défendeurs à leur payer les sommes réclamées.

Lesdits défendeurs, tout en contestant formellement la valeur de cette demande, avaient déposé des conclusions reconventionnelles en 4000 fr. de dommages et intérêts, qui ont été rejetées par le tribunal.

Les consorts Chopart ont interjeté appel, et saisi la Cour du litige.

Les intimés ont soutenu que cet appel était irrecevable, et la cour a fait droit à leurs conclusions.

Pour l'intelligence complète de la question, il convient d'observer tout d'abord que la demande principale ne dépassait pas le taux du dernier ressort ; sur ce point tout le monde était d'accord. Mais les appelants prétendaient que les conclusions reconventionnelles prises par eux devant le tribunal modifiaient le caractère de l'affaire, qui était devenue susceptible du second degré de juridiction.

Il faut analyser soigneusement ces conclusions, et voir leur contenu. Elles se formulaient ainsi : les consorts Chopart défendeurs en première instance demandaient 4000 fr. de dommages et intérêts, pour réparation du préjudice qui leur aurait été causé soit par les agissements des consorts Gevrey en dehors du procès, soit en propageant dans le pays des délibérations prises par la compagnie des sapeurs-pompiers .

Les appelants soutenaient que ces conclusions contenant une demande de dommages et intérêts supérieure au taux du premier ressort, rendaient l'affaire susceptible d'appel.

Les dommages et intérêts n'étaient pas réclamés, disait-on, pour le préjudice causé par la demande principale, mais pour deux causes taxativement déterminées : 1° des agissements en dehors du procès ; 2° la propagation de délibérations prises antérieurement au procès. On en concluait qu'une telle réclamation échappait à l'article 2 de la loi de 1838, qu'elle était de nature à affecter le ressort, et à permettre la discussion au fond devant le juge du second degré.

Cependant la cour ne l'a pas pensé, et avec raison, selon nous.

En ce qui concerne la première cause de préjudice, la cour décide que jamais ces agissements prétendus n'ont été précisés ni même indiqués ; qu'on ne sait pas en quoi ils consistent ; ni s'ils

sont antérieurs ou postérieurs au procès; qu'enfin ni en première instance, ni en appel aucune articulation de faits, aucune offre de preuve, n'a permis d'apprécier la nature et le caractère de ces agissements.

En conséquence, on est amené à penser qu'en somme, le préjudice allégué repose en dernière analyse sur la demande principale elle-même, et que la demande en réparation qui en est faite tombe sous l'application de l'article 2 de la loi de 1838. Elle doit donc être écartée comme impuissante à affecter le ressort.

Cette solution est conforme à une jurisprudence constante. Lorsque la cause du préjudice n'est pas précisée, la demande reconventionnelle est censée fondée sur la demande principale (Dalloz, Suppl. au Rép., vi^e *Degré de juridiction*, n° 123).

« Cette opinion, dit cet auteur, doit être approuvée, car à défaut d'indications contraires, il est naturel de croire que si le défendeur joint à ses moyens de défense une demande en réparation, il le fait à titre de récrimination directe contre l'agression qui est venue l'atteindre. »

Cette demande n'est donc au fond qu'un accessoire de la demande dirigée contre lui.

Donc, à défaut de causes suffisamment déduites dans les conclusions, les agissements prétendus des demandeurs ne devaient pas être considérés comme une source de préjudice pouvant se différencier nettement de la demande principale, et les juges du fait ont un pouvoir souverain pour apprécier ainsi les choses. (Rousseau et Lasney, *Appel*, n° 104 ter. — Cf. Crépon, de l'*Appel*, t. 1^{er}, n° 578-579. — Caen, 1^{er} juin 1871, D., 72, 2, 60. — Cass., 6 décembre 1881, D., 82, 5, 132. — Besançon, 8 mars 1893, D., 94, 4, 368.)

En ce qui concerne le second élément de préjudice, la propagation de certaines délibérations prises avant l'instance par la compagnie de pompiers, la cour a pensé avec raison qu'il s'agissait là d'actes préparatoires du procès, se confondant avec lui, et ne

pouvant par conséquent devenir une source de réclamation distincte de la demande principale.

C'est encore l'application d'une jurisprudence constante, dont on peut trouver de nombreux monuments au supplément du Rép. de Dalloz, v^o *Degré de juridiction*, n^o 124.

La deuxième partie de l'arrêt nous offre, à un autre point de vue, une intéressante application des principes qui régissent les demandes collectives, et de la division que doit subir l'objet de la demande, lorsqu'il n'est ni indivisible, ni réclamé solidairement, et qu'il y a plusieurs demandeurs et plusieurs défendeurs.

La cour remarque que la demande reconventionnelle est dirigée contre trois demandeurs, et que leur condamnation n'est point sollicitée *avec solidarité*.

Elle conclut de cette forme de la demande que son objet se divise de plein droit, par portions égales, entre chacun des demandeurs. Chacune de ces portions ne représente que 1333 fr. 33, et est par conséquent inférieure au taux du dernier ressort.

L'appel ne serait donc point recevable, même en supposant que le préjudice allégué ne repose pas exclusivement sur la demande principale.

Mais il y a plus ; ces demandeurs représentent au procès une société, une compagnie de sapeurs-pompiers. En fait il est établi qu'elle comprend vingt-huit membres. Cette compagnie est régulièrement autorisée, mais elle n'est pas reconnue d'utilité publique, elle ne constitue donc pas une personne morale.

La demande reconventionnelle formée contre elle, en vertu d'un titre collectif, si on la suppose admise, ne pourrait être exécutée contre chacun des vingt-huit membres que pour sa part et portion, puisqu'on n'a pas argué de la solidarité. L'intérêt pour chacun d'eux serait donc bien inférieur au taux du dernier ressort. Il est donc surabondamment démontré qu'à aucun point de vue

l'appel n'était recevable. Surcette question la jurisprudence n'est pas moins certaine que sur les précédentes.

V. D., Suppl. au Rép. Vi^e *Degré de juridiction*, n^o 35 et suiv. — Rousseau et Laisney, *Appel*, n^o 96 et suiv. — Crépon del' *Appel*, n^o 497 et suiv.

Cass., 21 mai 1889, D., 90, 1, 132. — Nancy, 3 février 1891, D., 92, 2, 162. — Cf. Req., 6 fév. 1893, D., 93, 1, 263. — Rennes, 9 août 1893, D., 95, 2, 482, etc.

Les solutions admises par la cour de Dijon sont donc de tous points juridiques. Cet arrêt doit être recueilli comme consacrant une fois de plus une jurisprudence bien fixée et conforme aux vrais principes.

O. LANGERON,
Avocat à la Cour d'Appel.

VII

COUR D'APPEL DE DIJON (1^{re} CHAMBRE)

(18 Mars 1896)

COMPAGNIE DES TRAMWAYS ÉLECTRIQUES CONTRE VEUVE CHARPIAT ET CARILLON

La Cour,

Attendu que le 16 avril 1895, Charpiat, en traversant la rue des Godrans, a été renversé par une voiture de la Compagnie des Tramways électriques ;

Qu'ayant vainement saisi la barre du wagon, le malheureux Charpiat a été violemment projeté sur le trottoir, mais que son pied gauche engagé sous la voiture fut coupé à hauteur de la cheville ;

Qu'il reçut encore d'autres blessures très graves et qu'il succomba le même jour ;

Attendu qu'il résulte des constatations faites par les ingénieurs du contrôle, à la suite de cet accident, que la voiture sous laquelle est tombé Charpiat marchait à une vitesse supérieure à celle autorisée par l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1895, et qu'elle n'était pas munie d'un frein ayant une puissance conforme à celle prescrite par ledit arrêté ;

Attendu que le conducteur de ladite voiture et le directeur de la Compagnie des Tramways ont été déferés à raison de ces faits à la juridiction correctionnelle sous l'inculpation d'homicide par imprudence ;

Qu'ils ont été acquittés par jugement du 29 juillet 1895 par le motif que les infractions ci-dessus spécifiées n'avaient pu occasionner dans une mesure quelconque l'accident dont Charpiat a été victime ;

Que les juges correctionnels ont formellement déclaré, ensuite des témoignages recueillis et surtout de l'affirmation des ingénieurs du contrôle, que la vitesse exagérée de la voiture et l'insuffisance des freins reprochés aux inculpés n'avaient pu en aucune façon déterminer l'accident qui n'eût pu être évité dans les conditions où il s'était produit alors même que le wagon aurait marché à la vitesse la plus réduite et aurait été pourvu du frein le plus puissant ;

Que le jugement rendu par le tribunal correctionnel ayant acquis force de chose jugée, les juges civils sont liés par les termes précis et exprès de cette sentence ;

Qu'il ne leur est pas permis de méconnaître ce qui a été décidé d'une manière absolue par la juridiction répressive ;

Qu'en conséquence le tribunal civil de Dijon ne pouvait plus reconnaître entre la mort de Charpiat et les infractions relatives à la vitesse excessive et l'insuffisance du frein, un rapport de cause à effet ;

Que les juges correctionnels ayant formellement constaté que ces infractions n'avaient aucunement causé l'accident, les juges civils ne pouvaient baser leur sentence sur les mêmes faits ;

Que leur jugement est inconciliable avec la chose jugée par le tribunal correctionnel ;

Attendu, en effet, qu'une décision rendue par la juridiction répressive est souveraine dès qu'elle a acquis l'autorité de la chose jugée ;

Qu'on ne saurait donc remettre en question devant la juridiction civile le même fait affirmé ou nié irréfragablement par les juges de répression ;

Qu'en conséquence l'action civile ne peut avoir d'effet vis-à-vis d'un inculpé acquitté que dans le cas où la déclaration de non culpabilité n'exclut pas nécessairement l'idée d'un fait dont il pourrait encore répondre envers la partie civile ;

Que notamment, en cas de poursuite pour homicide par imprudence, l'exception de la chose jugée ne saurait prévaloir lorsque les termes du jugement correctionnel qui a acquitté le prévenu laissent subsister à sa charge la possibilité d'un quasi délit ; mais à la condition essentielle que l'examen des faits pouvant constituer un quasi délit ne puisse amener une contradiction entre ce qui a été jugé au criminel et ce qui doit être jugé au civil ;

Que ce n'est donc qu'en dehors des faits définitivement écartés par les juges correctionnels que les juges civils ont le droit de rechercher s'il existe une faute donnant ouverture à une action en dommages-intérêts ;

Qu'en conséquence, le tribunal civil de Dijon a considéré à tort l'exagération de la vitesse et l'insuffisance du frein comme ayant occasionné l'accident survenu à Charpiat ;

Qu'en motivant son jugement sur ces faits, il a, contrairement au principe fondamental de l'autorité de la chose jugée, décidé manifestement le contraire de ce qui avait été irrévocablement jugé par le tribunal correctionnel ;

Que les juges civils, strictement liés par la chose jugée, n'auraient pu motiver une condamnation en dommages intérêts que si l'action civile avait été basée sur des éléments distincts de ceux sur lesquels le tribunal correctionnel avait définitivement prononcé ;

Qu'en dehors des faits relatifs à l'exagération de la vitesse et à l'insuffisance du frein, le jugement dont est appel relève uniquement comme élément de faute à la charge de l'appelante l'espace restreint entre la bordure du trottoir et la saillie extérieure des voitures ;

Qu'on ne saurait davantage accepter à cet égard l'appréciation du tribunal civil de Dijon qui reconnaît lui-même que la compagnie des Tramways a observé les distances prescrites par le cahier des charges ;

Qu'en conséquence elle ne pouvait encourir aucune responsabilité de ce chef, et qu'il n'appartenait pas à la juridiction civile d'interpréter ou apprécier un acte émanant de l'autorité administrative ;

Attendu qu'en dehors des circonstances ci-dessus indiquées les intimés n'en relèvent aucune autre d'où résulterait une faute à laquelle pourrait être attribué l'accident du 16 avril 1895 ;

Qu'on ne saurait prétendre que le conducteur a manqué de prudence en ne signalant pas au moyen de la trompe l'approche du tramway ;

Qu'il résulte en effet de tous les témoignages recueillis que, bien que l'arrêté préfectoral précité ne l'obligeât à faire usage de la trompe qu'au croisement des rues, le conducteur a redoublé de vigilance à raison de l'affluence des passants dans la rue des Godrans par suite du marché qui se tenait le 16 avril 1895 dans ce quartier ;

Que les divers témoins entendus au cours de l'information affirment que le conducteur cornait à coups répétés pour signaler l'arrivée du tramway ;

Qu'il ne résulte donc aucunement des débats l'indice d'une faute de ce chef à la charge de l'appelante ;

Attendu que les diverses constatations auxquelles il a été procédé et les renseignements recueillis au cours de l'information judiciaire ou versés au procès n'ont fourni aucun élément nouveau de nature à justifier, par un motif différent de ceux écartés par le jugement correctionnel, la demande en dommages-intérêts formée par les intimés ;

Que dès lors, si douloureuse que soit leur situation, leur demande ne peut être accueillie en présence des termes formels du jugement correctionnel ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel émis par la Compagnie des tramways électriques, du jugement rendu par le tribunal civil de Dijon le 49 décembre 1895,

Dit qu'il a été bien appelé et mal jugé ; infirme le dit jugement et par décision nouvelle, émendant,

Déclare la veuve Charpiat et Carillon ès qualités, mal fondés en leur demande, les en déboute ;

Les condamne en tous les dépens de première instance et d'appel.

Il est bien certain que la chose jugée par le tribunal correctionnel ne peut plus être remise en question devant le tribunal civil au point de vue des conséquences dommageables du fait précédemment poursuivi. Lorsque, comme dans l'espèce, la juridiction correctionnelle a déclaré que certains faits d'imprudence ou certaines négligences, bien que constatés, n'ont pas été la cause de l'accident survenu, le tribunal civil ne peut ensuite, au point de vue des réparations civiles, décider que l'imprudence ou la négligence relevées ont occasionné l'accident en tout ou en partie. Ce serait évidemment aller à l'encontre de la précédente décision rendue au criminel ; il y aurait contradiction entre les deux jugements ; on serait en effet en présence de prévenus acquittés au correctionnel et cependant ensuite condamnés au civil pour avoir causé la mort d'une personne par les mêmes faits d'imprudence ou par les mêmes négligences que le tribunal de répression avait auparavant écartés comme étrangers à cette mort.

Le tribunal civil, saisi de la demande en réparation du dommage causé par la mort d'un individu écrasé au passage d'un tramway, avait spécialement relevé, comme fait d'imprudence non apprécié auparavant par le tribunal correctionnel, la largeur trop étroite de l'espace laissé entre la bordure du trottoir de la rue et la saillie extérieure de la voiture. La Cour écarte ce motif en disant que la Compagnie des tramways a observé les distances prescrites par le cahier des charges, qu'elle ne peut encourir aucune responsabilité de ce chef, et que la juridiction civile ne peut interpréter un acte émanant de l'autorité administrative.

Nous ferons ici une courte observation. Sans doute l'interprétation de l'acte administratif de concession sur le domaine public échappe à la compétence des tribunaux civils pour ne relever que de la juridiction administrative. Mais on peut se demander s'il n'y avait pas eu faute commise non seulement dans la construction de la voie en vertu de la concession consentie par l'administration sur le domaine public, mais aussi dans l'exploitation du tramway? Or les tribunaux civils ne sont-ils pas toujours compétents pour statuer sur les conséquences des fautes commises par le concessionnaire d'un chemin de fer ou d'un tramway dans l'exploitation de sa concession? Si le matériel est défectueux, mal fait, si notamment les voitures ont une saillie trop large, n'y a-t-il pas une faute commise indépendante de l'appréciation de l'acte administratif de concession sur le domaine public? De plus, en admettant que la juridiction administrative seule puisse être saisie, il reste à savoir si devant cette juridiction, on ne pourra pas admettre la responsabilité de la Compagnie; notre arrêt dit que, en se conformant à l'acte de concession, elle n'encourt aucune responsabilité. Ne peut-on pas soutenir qu'elle a pu commettre une faute en prenant l'initiative de proposer un tracé défectueux et dangereux on en observant un tracé qu'elle devait considérer comme dangereux? L'autorisation administrative ne la couvre pas nécessairement. Il peut y avoir double imprudence et de la Compagnie concessionnaire et de l'administration.

VIII

COUR D'APPEL DE DIJON (1^{re} CHAMBRE)

(18 Mai 1895)

A la date du 29 novembre 1893, le tribunal civil de Langres a rendu le jugement suivant :

Le Tribunal,

Attendu que par ses testament et codicille des 10 et 11 juillet 1817, François Daubrive, curé de Vicq, a légué à la fabrique de cette commune différents biens et notamment la maison dont il s'agit au procès, à la condition de les affecter à un établissement dirigé par des sœurs congréganistes, chargées d'instruire les jeunes filles de la commune et de donner des soins aux pauvres malades ;

Attendu que ce legs a été recueilli par la commune de Vicq, régulièrement autorisée à cet effet, et que les charges ont été exécutées par elle jusqu'au moment où l'école a été laïcisée conformément à la loi ; qu'après cette laïcisation, les consorts Boudard, légataires universels de François Daubrive, ont demandé et obtenu la révocation de cette disposition pour inexécution des charges ; qu'il a été notamment ordonné que la maison léguée leur serait restituée par la commune ;

Attendu qu'à la suite de cette révocation, Pierre-Edmond Boudard, l'un des légataires universels, a introduit contre ses colégataires une demande en licitation de la dite maison ;

Attendu que cette demande est contestée, tant par les défendeurs primitifs que par la dame Flad, religieuse institutrice à Vicq, intervenante au procès, et qu'il s'agit aujourd'hui d'apprécier le mérite de ces diverses contestations ;

Sur le bien fondé de l'intervention :

Attendu que le testateur, après avoir énuméré les biens par lui légués à la fabrique, sous la charge précédemment indiquée, s'exprimait en ces termes : « Et après l'approbation du gouvernement et l'établissement formé, la jouissance des biens appartiendra et passera de suite en suite aux institutrices qui se succéderont respectivement, en sorte que ledit établissement subsiste à perpétuité, et les revenus en seront perçus par les institutrices tels qu'ils pourront exister, soit en nature de fruits, soit en argent, et elles acquitteront chaque année les contributions assises sur les dits biens.

Les titres et papiers, concernant les susdits biens ainsi légués et légale-

ment inventoriés, seront transmis avec l'acte d'inventaire par un de mes exécuteurs testamentaires..... entre les mains des dites institutrices qui les conserveront avec soin.

Au renouvellement des baux et reconnaissances des susdits biens, M. le Curé desservant et M. le Maire de Vicq y seront invités, tant pour y présider que pour en faire valoir les intérêts et les charges imposées. Ainsi soit-il. »

Attendu que l'intervenante, qui était l'une des institutrices congréganistes en fonctions au moment de la laïcisation de l'école, et qui, depuis cette époque, dirige une école privée à Vicq, prétend aujourd'hui s'opposer à la licitation de la maison, ou tout au moins, faire prescrire toutes les mesures nécessaires pour que cette licitation, si elle est ordonnée, ne puisse entraver en rien l'exercice du droit de jouissance résultant pour les institutrices de la disposition qui précède ;

§ I. — Attendu tout d'abord que cette disposition, en admettant qu'elle dût être considérée comme un véritable legs fait directement aux institutrices, serait radicalement nulle à un double point de vue, soit comme adressée à des personnes incertaines, soit surtout comme constitutive d'une servitude personnelle perpétuelle ;

Attendu, il est vrai, qu'on s'efforce subtilement de faire ressortir qu'il ne s'agissait pas dans ce legs d'un droit d'usufruit au sens légal du mot, mais d'une sorte de jouissance *sui generis*, droit innommé, qui ne tomberait pas sous le mode d'extinction prescrit par l'article 619 du Code Civil ; qu'en effet, la question n'est pas de savoir si ce droit est actuellement éteint, mais plutôt d'examiner s'il a jamais pu prendre naissance, et que ce point n'est pas douteux, étant donné son caractère à la fois personnel et perpétuel absolument prohibé par le législateur ;

§ II. — Mais attendu qu'il semble inexact d'interpréter cette clause du testament dans le sens d'une libéralité directe et personnelle aux institutrices ; qu'en réalité, c'est à l'établissement « à former » que le testateur voulait affecter la propriété et la jouissance de ses immeubles ; que cette intention résulte clairement de son langage aux termes duquel la jouissance appartiendra et passera de suite en suite aux institutrices, *en sorte que ledit établissement subsiste à perpétuité* ;

Qu'au fond cette clause est uniquement relative aux détails de gestion et d'administration de la fondation, et qu'elle confie aux institutrices la perception des revenus, non point dans le but de les gratifier personnellement, mais dans celui d'assurer l'exécution complète d'une autre clause du testament par laquelle il est expressément indiqué que les immeubles légués ne pourront être convertis à d'autres usages ;

Attendu, d'ailleurs, que cette dernière interprétation doit être acceptée avec d'autant plus de raison qu'elle est la seule qui pût aboutir à un résultat licite et par suite à l'exécution utile la plus conforme aux volontés certaines du disposant ;

Attendu enfin qu'il est incontestable en fait qu'ainsi a toujours été comprise et interprétée la clause litigieuse ; qu'en effet, les institutrices n'ont jamais, depuis mil huit cent dix-sept, prétendu un droit quelconque au legs qu'elles réclament aujourd'hui ; qu'elles ne l'ont jamais expressément accepté ; qu'elles n'ont jamais formé une demande régulière en délivrance ; qu'au contraire la gestion des biens légués paraît avoir toujours appartenu à la commune qui a été seule autorisée à recueillir tout le bénéfice du legs ; que même plusieurs des biens légués ont été aliénés et leurs prix remployés en rentes sur l'Etat, sans que les institutrices aient participé d'aucune manière à cette opération ; que surtout une fraction des revenus a été prélevée et mise en réserve dans le but d'augmenter le capital de la fondation, sans aucune opposition de leur part et même sans leur intervention formelle ;

Attendu qu'il résulte logiquement de ces différentes considérations que la dame Flad n'a pas qualité pour se prévaloir personnellement du testament de l'abbé Daubrivy et que son intervention doit être rejetée comme irrecevable et mal fondée ;

Sur la contestation principale élevée par les défendeurs :

Attendu que les consorts Boudard soutiennent, à l'encontre de leur légataire Pierre-Edmond Boudard, que la révocation du legs particulier recueilli par la commune de Vicq n'a pas pu avoir pour effet de faire tomber la charge d'affectation spéciale dont était grevée la maison litigieuse et que cette affectation s'oppose énergiquement à la licitation de l'immeuble ;

§ I. — Attendu que s'il est parfaitement exact, en principe, que celui qui profite de la révocation ou de la caducité d'un legs, reste tenu de remplir les charges en sous-ordre dont ce legs était grevé, il faut pourtant nécessairement admettre que son obligation doit cesser lorsqu'une impossibilité matérielle ou juridique s'oppose à cette exécution ;

Or, attendu qu'il résulte manifestement du testament de l'abbé Daubrivy que la charge imposée par lui à la fabrique consistait à instituer et à entretenir à perpétuité un établissement d'utilité publique, dans l'intérêt des jeunes filles et des pauvres malades de la commune de Vicq ; que ce point est mis en pleine lumière par les lignes suivantes : « Voulant et désirant depuis longtemps former à *perpétuité* dans la paroisse du dit Vicq, *sous l'autorisation du Gouvernement*, un établissement d'instruction pour les jeunes filles et autres, qui sera composé de deux sœurs institutrices qui seront demandées et prises ou dans la Congrégation de Saint-Vincent-de-Paul, ou dans celle de Saint-Charles si cela se peut, et si cela ne se peut, en prendre d'une autre Congrégation *approuvée par le Gouvernement* » ;

Qu'au surplus, en vertu d'une clause précédemment transcrite, le testateur ordonne que les baux et reconnaissances seront renouvelés sous la présidence et la direction du curé *desservant* et du *maire* de Vicq ;

Qu'enfin, c'est ainsi qu'a été interprétée, sans contestation aucune, de-

puis mil huit cent dix-sept, la volonté du disposant ; qu'en effet, l'entretien d'un établissement d'instruction ne rentrant pas dans les attributions ordinaires des fabriques, c'est la commune, représentant légal des véritables bénéficiaires, qui a été autorisée à recueillir le legs et à remplir les charges ; que c'est encore la commune qui, conformément à cette autorisation et sans protestation de quiconque, a administré et entretenu la fondation jusqu'au jour où une impossibilité légale l'a empêché de continuer ;

Or, attendu qu'il est de toute évidence que les légataires universels n'ont pas qualité pour se substituer à la commune et pour organiser et entretenir eux-mêmes un établissement public communal ; qu'il est donc nécessaire d'admettre, en présence de cette impossibilité absolue, que la charge imposée par le testateur, à titre de condition essentielle de son legs particulier, revêtait, sous ce rapport, un caractère personnel et qu'elle n'a pas survécu à la révocation de ce legs dont l'attributaire pouvait seul la remplir ;

§ II. — Attendu cependant que les consorts défendeurs insistent, en soutenant que s'il est actuellement impossible de réaliser exactement les intentions du testateur « *in formâ specificâ* », la charge créée par lui pourrait tout au moins être exécutée par équipollent, en les obligeant à organiser et à entretenir un établissement congréganiste privé, fonctionnant d'après les règles établies par la loi du 30 octobre 1886, sous la surveillance de l'État, et se rapprochant ainsi, dans la plus large mesure, de l'institution prévue par l'abbé Daubrive ; qu'ils font surtout remarquer que, si celui-ci avait pu entrevoir, en mil huit cent dix-sept, les modifications législatives qui ont rendu sa volonté inexécutable, il aurait assurément choisi cette dernière forme d'institution, seule susceptible, aujourd'hui, d'assurer l'enseignement confessionnel auquel il tenait essentiellement ;

Mais attendu que, sans méconnaître la grande valeur et l'exactitude probable de cette considération, il faut nécessairement constater que telle n'a point été en fait la volonté de l'abbé Daubrive ; que par suite les juges n'ont pas le pouvoir, sous le prétexte de l'interpréter, de la modifier en substituant une charge différente à celle qu'il a prescrite, alors encore qu'il est probable qu'il eût opéré lui-même cette modification s'il avait pu lire dans l'avenir ; que la théorie de l'exécution par équipollent, admissible peut-être sous le régime du droit prétorien (Dig., l. 16, 33-2), serait une porte ouverte à l'arbitraire, et ne saurait être acceptée sans un texte formel, sous une législation précise et codifiée ; qu'au surplus cette solution n'est que l'application évidente des principes posés tant par l'article 1475 que par l'article 1456 du Code civil ;

§ III. — Attendu d'ailleurs qu'en admettant même le principe de l'exécution par équipollence, il serait encore juridiquement impossible d'ordonner cette exécution, dans les termes où elle est sollicitée par les défendeurs, et surtout de rejeter la demande en licitation introduite contre eux ;

Attendu, en effet, qu'une pareille exécution impliquerait nécessairement, soit l'inaliénabilité et l'indivisibilité perpétuelle de la maison léguée, si elle est considérée comme étant leur copropriété, soit, dans l'hypothèse contraire, la reconnaissance d'un patrimoine « existant en soi », en l'absence de tout sujet juridique, la fondation n'ayant aucune existence légale, et par suite ne constituant pas une personne civile capable de le posséder; que tels sont incontestablement l'idée dominante des consorts Boudard, et le terrain très élevé sur lequel ils ont placé le débat en faisant plaider que la solution qu'ils demandent au tribunal d'accueillir constituera une étape nouvelle dans « la marche progressive du droit qui tend à isoler le patrimoine de la fondation de la personne des héritiers du fondateur »;

Mais attendu, d'une part, que la clause d'inaliénabilité et d'indivisibilité perpétuelle est assurément contraire à l'ordre public; que le testateur n'aurait pas pu la stipuler directement et qu'il paraît inadmissible de lui permettre de l'établir par la voie indirecte d'une affectation spéciale et perpétuelle de ses immeubles; qu'à la vérité la jurisprudence a été justement conduite à déclarer certains biens perpétuellement indivisibles, mais que cette exception résulte uniquement de leur nature et de cette considération qu'ils ne peuvent être utilisés par les copropriétaires, qu'au moyen d'une jouissance commune; qu'il paraît donc impossible de l'étendre à l'hypothèse où l'indivision formerait la condition de la jouissance concédée à des tiers;

Attendu, d'autre part, que l'existence d'un patrimoine purement objectif semblerait impliquer une contradiction irréductible, le patrimoine ne pouvant exister sans un sujet et ayant été justement défini « l'expression de la puissance juridique dont une personne se trouve investie comme telle », que par suite l'admission du principe invoqué par les consorts Boudard aboutirait en fait à la création d'une personne morale en dehors de toute intervention législative et à la constitution d'une sorte de main-morte d'autant plus dangereuse, au point de vue social, qu'elle existerait sans contrôle et sans limitation possible;

Attendu, en définitive, que ces conséquences extra-légales suffiraient seules à démontrer, s'il en était besoin, le vice initial du principe invoqué par les consorts Boudard et qu'il est nécessaire, en attendant l'intervention du législateur, de rétablir la question dans le cadre plus étroit des lois actuellement existantes;

§ IV. — Attendu, en résumé, qu'il résulte de tout ce qui précède que la révocation du legs particulier de l'abbé Daubrive a eu pour effet d'anéantir à la fois *ce legs et la condition* à laquelle il était subordonné; que la maison léguée est rentrée libre de toute charge dans le patrimoine de ses colégataires universels qui représentent le testateur, chacun pour une part égale et avec un droit égal, que s'il subsiste pour eux une obligation quelconque d'en faire un emploi conforme aux désirs de leur auteur, cette obligation purement morale est dépourvue de toute sanction juridique;

Qu'ainsi la demande en licitation formée par Pierre-Edmond Boudard contre ses colégataires doit être nécessairement accueillie puisqu'il résulte des éléments de la cause, et qu'il n'est même pas contesté, que cet immeuble est impartageable en nature ; — Attendu, enfin, que cette maison ne peut être vendue qu'en un seul lot et que le tribunal possède tous les éléments nécessaires pour en déterminer la mise à prix ;

Sur les conclusions subsidiaires des consorts Boudard :

Attendu qu'elles tendent à l'insertion, dans le cahier des charges, d'une clause destinée à obliger l'adjudicataire à respecter et à subir le droit de jouissance légué aux institutrices ;

Attendu qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter, étant antérieurement démontré qu'en réalité les institutrices n'étaient point légataires de l'abbé Daubrive et qu'elles ne peuvent prétendre aucun droit personnel sur ses immeubles ;

Par ces motifs, le Tribunal jugeant contradictoirement en matière ordinaire, en premier ressort et publiquement,

Déclare la dame Flad irrecevable et mal fondée dans son intervention ;

Et sans s'arrêter à toutes conclusions contraires des consorts Boudard défendeurs, ainsi qu'à leurs offres et conclusions subsidiaires dont ils sont déboutés ;

Ordonne qu'aux poursuites et diligences de Pierre-Edmond Boudard, il sera procédé à la barre du tribunal, à la vente aux enchères sur licitation, de la maison indivise située à Vicq et dépendant de la succession de l'abbé Daubrive, sur la mise à prix de cinq mille francs ;

Condamne la dame Flad aux dépens occasionnés par son intervention.

Sur l'appel interjeté contre ce jugement, la cour de Dijon a rendu l'arrêt suivant :

La Cour,

Au fond, adoptant les motifs des premiers juges, confirme le jugement dont est appel, etc.

Cette intéressante décision doit être rapprochée d'un précédent arrêt rendu par la cour de Dijon le 30 juin 1893 et qui a été publié antérieurement dans cette Revue avec une remarquable et importante dissertation de M. Saleilles. V. *Revue Bourguignonne*, t. III, année 1893, p. 872 à 889.

IX

COUR D'APPEL DE DIJON

(20 Novembre 1895)

TRICOT CONTRE BOUTHENET

Après en avoir délibéré conformément à la loi :

La Cour :

Attendu que, à la suite d'un accident survenu le 28 mars 1894, Bouthenet a assigné Tricot, son patron, en paiement d'une somme de 40,000 fr. ; qu'il prétend justifier sa demande par une double cause :

1^o La responsabilité civile résultant d'une faute commise par son patron ;
2^o l'obligation qu'aurait assumée ce dernier, en échange des retenues opérées sur le salaire quotidien de ses ouvriers, d'indemniser, en qualité d'assureur, ceux d'entre eux qui seraient blessés sur ses chantiers ;

Attendu que, pour apprécier le bien fondé de la demande au premier de ces points de vue, le tribunal civil d'Autun a ordonné une expertise ; mais que la matière du litige nécessite moins des constatations matérielles que la recherche des circonstances dans lesquelles s'est produit l'accident dont Bouthenet a été victime, et que dès lors c'est par voie d'enquête régulière qu'il y a lieu de procéder à la vérification des faits articulés par lui, lesquels sont reconnus pertinents et admissibles ;

Sur le second élément de la demande :

Attendu qu'il n'est pas contesté qu'en échange d'une assurance contre les accidents, garantie par Tricot à ses ouvriers, il était fait, du consentement de ces derniers, une retenue de 2 pour cent sur le prix de leur journée de travail ; — que, d'autre part, pour réaliser cet engagement, l'appelant a contracté, le 17 juin 1894, avec la C^{ie} « La Providence » une assurance aux termes de laquelle des indemnités étaient garanties pour les cas d'accidents spécifiés par la police en faveur des ouvriers qu'il occuperait à la journée, à la semaine, au mois, à l'année, ou à la tâche, avec cette stipulation formelle qu'il n'existerait de lien de droit qu'entre la C^{ie} et le souscripteur, et que celui-ci aurait seul qualité pour réclamer les sommes qui pourraient être dues en vertu de ce contrat ;

Attendu que nonobstant cette dernière clause qu'explique le caractère incertain de la personne au profit de laquelle le bénéfice de l'assurance devait être réalisé, il serait contraire à l'intention commune des ouvriers et du patron de soutenir que Tricot s'est, d'une manière générale, constitué leur assureur, en l'absence de toute allusion entre eux aux conditions du

contrat, soit en ce qui concerne la nature des accidents, soit en ce qui concerne le montant des indemnités ;

Qu'en fait, la convention intervenue entre eux doit être interprétée en ce sens que les ouvriers connaissaient l'existence d'une assurance collective contractée antérieurement par le patron et stipulaient que ce dernier leur en procurerait le bénéfice en échange de l'abandon d'une partie de leur salaire ;

Qu'il suit de là qu'en principe ils s'obligeaient implicitement à se soumettre, en ce qui les concernait, aux conditions imposées par la police au patron lui-même, puisqu'ils n'ignoraient pas que celui-ci n'était qu'un intermédiaire entre eux et la société d'assurance ; mais que, d'autre part, il incombait à Tricot de leur faire connaître ces conditions et de les mettre ainsi en demeure de s'y conformer ;

Que dès lors si, à raison de cette ignorance, une déchéance était encourue pour contravention à l'une des clauses de la police, tout au moins à celles qui ne sont pas de l'essence de tout contrat d'assurance, Tricot devait seul en supporter les conséquences, et n'en restait pas moins tenu, pour réparer le préjudice causé aux ouvriers par sa négligence, de servir à ceux-ci, à titre de dommages-intérêts, l'indemnité sur laquelle ils étaient en droit de compter ;

Attendu que c'est en appliquant ces principes qu'il y a lieu d'apprécier la fin de non-recevoir par laquelle Tricot prétend repousser dès maintenant la prétention de Bouthenet de réclamer éventuellement le bénéfice du contrat d'assurance précité par ce motif que l'intimé a refusé de se soumettre à une visite médicale réclamée par la société « La Providence » ;

Attendu que l'art. 9 de la police édicte d'une manière générale déchéance pour le sinistré « qui refuse de se laisser visiter par le médecin » et que l'art. 12 indique d'une manière plus explicite, en cas d'incapacité temporaire, que le sinistré doit se tenir, jusqu'à complète guérison, sous le contrôle du médecin et de tous délégués de la C^{ie} ;

Attendu, il est vrai, que le 10 novembre 1894, Bouthenet a refusé de se laisser visiter, et qu'il a renouvelé son refus sur sommation à lui faite le 27 du même mois ; mais qu'il n'est pas contesté qu'antérieurement, à deux reprises différentes, le 28 mars et le 23 juillet, il s'était prêté aux constatations faites par le médecin de la C^{ie}, et que lorsqu'il s'est opposé à un nouvel examen, il avait depuis quatre mois déjà adressé au Procureur de la République d'Autun une demande d'assistance judiciaire pour engager contre Tricot un procès en dommages-intérêts ;

Attendu qu'on pourrait se demander si, dans ces conditions, Bouthenet ne serait pas fondé à soutenir qu'il n'a pas contrevenu aux exigences formulées d'une manière générale par l'art. 9 précité et qu'il échappe aux conditions plus étroites de l'art. 12 formellement édictées en vue d'une incapacité de travail temporaire dont la C^{ie} ne tient compte que pour un délai maximum de 180 jours expiré depuis longtemps lors de son refus ; —

Mais que fallût-il admettre comme d'ores et déjà constant que Tricot se trouve déchu du droit d'exiger de la C^{ie} l'indemnité convenue, l'appelant n'en serait pas moins tenu, le cas échéant, de faire état de cette indemnité à Bouthenet ;

Qu'en effet, celui-ci est en droit de se prévaloir de ce que les conditions rigoureuses imposées par la C^{ie} n'ont été portées à sa connaissance ni par l'affichage de la police dans le chantier, ni par la sommation à lui faite le 27 novembre ; si bien qu'il a pu croire légitimement avoir satisfait à l'obligation qu'implique tout contrat d'assurance en se laissant visiter deux fois à quatre mois d'intervalle, rien ne lui faisant supposer qu'il dût, jusqu'à la fin du procès, se tenir à la disposition de tout délégué de la C^{ie} ;

Attendu, en conséquence, que la fin de non recevoir soulevée par Tricot doit être repoussée et qu'il y a lieu dès maintenant de reconnaître à Bouthenet, pour le cas où il n'établirait pas l'entière responsabilité de son patron, en vertu de l'art. 1382 du Code Civil, le droit d'obtenir tout au moins de celui-ci, dans les conditions prévues au contrat, le paiement de la somme qui devrait lui être attribuée d'après la police d'assurance, suivant la gravité de l'infirmité dont il aura fait la justification.

Sur les dépens d'appel :

Attendu qu'ils doivent être divisés entre les parties dans la mesure où leurs prétentions ont été admises,

Par ces motifs :

Statuant sur l'appel interjeté par Tricot, du jugement rendu par le Tribunal civil d'Autun, le 18 juin 1895 ;

Déclare l'action de Bouthenet recevable, même en tant qu'elle se fonde sur l'assurance intervenue entre son adversaire et la C^{ie} « La Providence » ; dit que cette action ne produira effet que conformément aux clauses de la police du 17 juin 1894, c'est-à-dire à concurrence des sommes dont l'allocation est prévue pour le genre de blessure qui sera constaté, et au cas seulement où Bouthenet ne serait pas entièrement indemnisé par l'effet de son action en responsabilité ;

Confirme et complète quant à ce, en tant que de besoin, la décision des premiers juges ;

La réforme, au contraire, en ce qu'ils ont ordonné une expertise ; reconnaît n'y avoir lieu à ladite expertise ;

Dit qu'il sera procédé par voie d'enquête ordinaire, par devant le juge qui sera à ce désigné, à la preuve des faits allégués par Bouthenet à l'appui de sa demande en responsabilité, tels qu'ils sont précisés dans ses conclusions de 1^{re} instance ; réserve à Tricot la preuve contraire ;

Dit que les dépens exposés devant la cour seront supportés pour les quatre cinquièmes par Tricot et pour un cinquième par Bouthenet.

Renvoie pour l'exécution la cause et les parties à raison de l'infirmité

partielle du jugement, devant le tribunal civil de Chalon-sur-Saône à ces fins désigné ;

Ordonne la restitution de l'amende consignée.

L'arrêt de la cour de Dijon contient des solutions fort intéressantes à plus d'un point de vue.

Le rôle du patron qui a contracté une assurance collective au profit de ses ouvriers et qui, après avoir opéré une retenue sur leur salaire, l'a transmise régulièrement à une compagnie d'assurances, est aujourd'hui nettement précisé. Ce n'est pas celui d'un assureur. Il est le gérant d'affaires de ses ouvriers ; en cette qualité il a pris l'engagement, dont il est responsable, de les assurer à une compagnie sérieuse et solvable (1).

Cette théorie devait-elle trouver son application dans le cas particulier soumis à la cour de Dijon ? Par un article formel inséré dans la police d'assurances, la compagnie avait stipulé qu'elle n'entendait avoir de rapports qu'avec le patron. Or il ne n'agissait pas de savoir si cette clause était opposable à l'ouvrier, et si, sans en tenir compte, il pouvait réclamer directement à la compagnie le paiement de l'indemnité. Cette question, résolue négativement par la doctrine, est tranchée en sens contraire par une jurisprudence constante. Une autre voie s'ouvrait à l'ouvrier. Il s'adressait à son patron et lui demandait le paiement de l'indemnité d'assurance. Celui-ci personnellement engagé à la lui procurer devait exécuter son obligation (2). Mais ne pouvait-il pas lui opposer les déchéances que la compagnie aurait eu le droit d'invoquer s'il eût agi directement contre elle ? La négative paraît s'imposer de prime d'abord. Par une convention formelle, librement acceptée, le patron avait consenti à devenir le seul obligé et le seul créancier de la compagnie qui apparaissait ainsi

(1) Cass. civ., 1^{er} juillet 1885, D., 86, 1, 261. — Rennes, 22 mars 1887, D., 88, 2, 224. — Montpellier, 5 mai 1888, D., 88, 2, 292. — Grenoble, 11 décembre 1888, G. Pal., 20, 21 mai 1889. — Paris, 21 juin 1895, D., 96, 2, 43.

(2) Rouen, 25 janvier 1892 et la note, D., 92, 2, 121. — Paris, 8 avril 1895, D., 96, 2, 137 et les renvois.

comme n'existant pas vis-à-vis de l'ouvrier. Lui était-il possible, en modifiant cette situation pour les besoins de la cause, de se présenter comme un simple intermédiaire entre l'ouvrier et la compagnie, et de lui refuser l'indemnité stipulée dans la police, sous prétexte qu'il n'avait pas observé les conditions d'une convention, à laquelle il devait, d'après la volonté même de son patron, demeurer absolument étranger.

En principe les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; lorsque la compagnie a manifesté sa volonté de n'avoir aucun rapport avec les ouvriers, que le patron a accepté ces conditions, il paraît assez difficile de le regarder comme leur simple représentant. Son rôle vis-à-vis d'eux est celui d'un véritable assureur ; il n'y a aucune raison d'établir une différence entre ce cas et celui où, tout en percevant des retenues sur le salaire de ses employés il ne s'est pas adressé à une compagnie d'assurance. Ne nous étonnons pas dès lors de leur langage s'ils se tournent vers lui et lui disent « c'est vous-même qui avez voulu que la compagnie me fût absolument étrangère, ne vous plaignez pas de ce que j'ignore son existence et de ce que je réclame, sans que vous puissiez m'opposer les déchéances résultant de conventions auxquelles je n'ai pas participé, l'indemnité qui m'est due ».

Mais ce système est-il exact ? Tout dépend de la portée de la clause d'après laquelle il n'existe de lien de droit qu'entre la compagnie et le patron. Dans toute convention il faut rechercher avant tout l'intention des parties contractantes et se préoccuper du but poursuivi. La compagnie, en admettant comme son obligé unique le patron, a voulu simplement remédier à de graves inconvénients. Sans cette stipulation il eût fallu assurer tous les ouvriers individuellement ; au départ et à l'arrivée de chacun d'eux opérer des mutations dans la police collective. Il est beaucoup plus simple de contracter une assurance pour un nombre de têtes déterminé, et d'avoir pour créancier le patron qui représente l'univer-

salité de ses employés. Mais il ne s'ensuit pas que ceux-ci ne soient pas les véritables assurés, et que le patron ait voulu assumer la lourde responsabilité de devenir leur assureur. Cette idée paraît d'autant plus exacte à l'heure actuelle, qu'il serait difficile d'attribuer à la clause que nous examinons un effet absolu. Elle ne peut enlever à l'ouvrier, d'après une jurisprudence constante, le bénéfice de l'action directe, et si les compagnies, fort bien renseignées à ce sujet (1), la maintiennent dans les polices, c'est uniquement en vue des avantages que nous venons de signaler.

En restreignant ainsi la portée de la clause que nous avons examinée, la théorie de la gestion d'affaires reparait avec toutes ses conséquences. Il faut reconnaître d'ailleurs qu'il est assez difficile de comprendre comment l'ouvrier aurait considéré le patron comme son propre assureur, sans arrêter avec lui le montant de l'indemnité due en cas de sinistre. Si telle eût été son intention, il n'aurait pas laissé au hasard ou à l'appréciation du juge le soin de préciser l'objet de la convention. Au fond, ni l'un ni l'autre n'ont voulu modifier leur situation habituelle. En consentant une retenue sur son salaire l'ouvrier savait parfaitement que son patron n'était pas l'assureur; qu'il s'était adressé à une compagnie et qu'en cas de sinistre, c'était toujours elle qui serait, en définitive, responsable. D'autre part, il ignorait, au moment où il a versé les primes, les dispositions de la convention intervenue entre le patron et la Compagnie; il n'a donc pas pu soupçonner la clause lui donnant son patron comme seul obligé, et il a dû le considérer comme un simple intermédiaire.

Si tel est son rôle, même en ce cas, il faut se demander quels seront ses droits le jour où le sinistré l'actionnant directement, le mettra en demeure de lui procurer l'indemnité d'assurance. Son paiement est subordonné à certaines conditions rigoureuses; ne sont-elles pas observées, la Compagnie est autorisée à refuser le

(1) Rennes, 22 mars 1887, D., 88, 2, 224. — Paris, 21 juin 1895, D., 96, 2, 43.

versement de la prime. En reprenant la théorie de la gestion d'affaires, il faut reconnaître que le maître de la chose est obligé de remplir tous les engagements pris en son nom par le gérant, du moment qu'il a ratifié cette gestion ; le patron est en droit d'opposer à l'ouvrier les obligations imposées par la police avec les déchéances qui y sont attachées. C'est le principe consacré par la Cour de Dijon. « L'ouvrier, dit-elle, s'oblige implicitement à se soumettre aux conditions imposées par la police au patron lui-même. »

Telles sont les conséquences inévitables d'idées aujourd'hui généralement admises. Pour les repousser, il faut envisager le patron comme un véritable assureur. La Cour de Rouen, dans un arrêt du 25 janvier 1892 (1), déclara que dans une assurance collective les ouvriers ne sont pas les assurés de la Compagnie ; il n'y en a qu'un, le chef d'atelier, qui a traité en son nom personnel. Mais alors, il faut refuser à l'ouvrier le droit d'agir directement contre la Compagnie. En même temps, le patron étant le seul assuré, aucune des déchéances de la police ne pourrait être opposée à l'ouvrier, qui est considéré comme entièrement étranger au contrat. Malheureusement, il paraît impossible de détruire toute l'harmonie de ce système, et d'en déduire une conséquence inattendue en déniaut au patron le rôle d'assureur, pour lui reconnaître celui de gérant d'affaires. Il y a là un ensemble de décisions contradictoires. — La véritable théorie est résumée dans un arrêt de la cour de Paris du 25 mai 1895 (2). « Dans une assurance dite collective au profit des ouvriers, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui, bien que non désignés nominativement, sont assurés par l'intermédiaire de leur patron en qualité de *negotiorum gestor*. » C'est aussi l'idée dont est partie la cour de Dijon.

Il suit de là qu'il semble fort difficile d'autoriser l'ouvrier à

(1) D., 93, 2, 121.

(2) D., 96, 2, 243.

réclamer au patron l'indemnité d'assurances sans se préoccuper des obligations imposées par le contrat. Des déchéances sont-elles encourues, contrairement à la théorie émise par la cour de Rouen, elles lui seront opposables. Mais à une condition essentielle, c'est qu'il en ait eu connaissance. On ne peut reprocher à personne de ne pas s'être conformé à des prescriptions qu'il ignorait. Le patron, en gardant le silence, a commis une négligence coupable dont il doit supporter les conséquences ; le gérant d'affaires répond de toutes ses fautes. Son premier devoir était de porter à la connaissance de l'ouvrier les obligations dont il était tenu en cas d'accident. S'il ne l'a pas fait, en vain la Compagnie lui opposerait-elle les déchéances de la police, il ne pourra pas à son tour les opposer à l'ouvrier. Il a causé un préjudice dont il doit indemnité. Le montant de cette indemnité est égal à la prime d'assurance qui aurait dû être versée au sinistré, s'il avait été mis à même de se conformer aux stipulations du contrat, par les soins de son gérant d'affaires.

Cependant il ne faut pas prendre cette théorie dans un sens trop absolu, et une distinction est utile pour en saisir la véritable portée. Si le patron a donné connaissance à ses ouvriers des clauses de la police, la question ne saurait présenter de difficulté. Qu'il ait fait afficher dans ses ateliers un placard connu sous le nom de règlement de chantier, où sont indiquées les principales causes de déchéance ; qu'il ait lu à son personnel la convention intervenue entre lui et la Compagnie ; l'ouvrier est averti. S'il consent une retenue sur son salaire, il a, par cela même, accepté toutes les conditions stipulées en son nom. En sens inverse n'est-il pas logique, si le patron n'a eu recours à aucun mode de publicité permettant à l'ouvrier de connaître les obligations prévues à la police, de déclarer ce dernier irresponsable de la négligence d'autrui, et de ne pas lui faire supporter la moindre déchéance. Telle est la question qui se posait pour la première fois devant la cour de Dijon.

L'ignorance complète dans laquelle se trouve l'ouvrier, étant la cause de la fin de non-recevoir qu'il pourra opposer au patron, il suffit d'examiner quelles sont exactement les déchéances dont il n'a pas dû soupçonner l'existence. Admettre qu'il ait entendu toucher l'indemnité stipulée au contrat sans se conformer à aucune obligation, serait aller trop loin. Il y a avant tout à résoudre dans la circonstance une question d'intention et de bonne foi. Actuellement les ouvriers savent parfaitement que les compagnies d'assurances subordonnent à certaines conditions le paiement de l'indemnité. En consentant à payer une prime, ils ont consenti par là même à s'y soumettre. Mais quelles sont ces conditions ? Ce sont celles, dit l'arrêt, « qui sont de l'essence du contrat d'assurance. » Il faut entendre par là les stipulations tellement générales que le contrat ne se concevrait pas sans elles, et que l'ouvrier a entendu accepter implicitement. Question d'appréciation pour les tribunaux. A eux de déterminer souverainement quelles sont les clauses de droit commun, celles au contraire qui sont des clauses exorbitantes ou exceptionnelles. Ce criterium, en théorie fort simple, sera souvent dans la pratique d'une application fort difficile. Son domaine sera essentiellement contingent, et l'on verra des appréciations diverses aboutissant à des résultats très différents. Aussi croyons-nous que les magistrats devront se montrer rigoureux. Il faut éviter les surprises. Le patron loyal ne doit pas hésiter à dévoiler à ses ouvriers les conditions auxquelles il a contracté en leur nom. Toutes les fois qu'on ne se trouvera pas en présence d'une de ces clauses dont le nombre est essentiellement restreint, et qui se rencontrent sans exception dans toutes les polices, il faudra sans hésitation la déclarer inopposable à l'ouvrier.

La cour de Dijon nous fournit un exemple de ce que l'on peut appeler dans un contrat d'assurances une clause de droit commun et une clause exceptionnelle. L'ouvrier qui refuserait après l'accident de se laisser visiter par le médecin de la compagnie serait

déchu de ses droits ; car il n'ignore pas que l'on exige toujours cette visite indispensable à la constatation du sinistre. La police porte-t-elle au contraire, que, jusqu'à complète guérison, il sera tenu de recevoir le médecin de la compagnie, sous peine d'être privé de ses droits à l'indemnité, on ne pourra lui opposer une pareille déchéance étant donné qu'il s'est soumis à un premier et même à un second examen. On rencontre en effet dans une pareille stipulation une surveillance constante, exceptionnelle et exorbitante que l'ouvrier ne peut être présumé avoir acceptée.

En terminant, la cour de Dijon tranche une question fort délicate. L'ouvrier qui a contracté une assurance contre les risques professionnels peut-il en cumuler le bénéfice avec celui de l'action en responsabilité intentée contre son patron tenu aux termes de l'article 1382. L'arrêt répond négativement conformément à une jurisprudence à peu près unanime (1). Cependant les cours de Rennes et de Paris admettent l'ouvrier à réclamer en même temps la prime qui lui est due puisque la condition prévue au contrat s'est réalisée, et indépendamment l'indemnité intégrale du préjudice causé (2). A laquelle de ces deux opinions faut-il s'en tenir ?

Toute la question se ramène à une idée fort simple. Quelle est la nature de la prime due à l'ouvrier par la compagnie, en cas d'assurance des risques professionnels. — Est-ce une véritable indemnité ? A-t-elle voulu le garantir de tout ou partie du préjudice souffert ? Ce préjudice une fois réparé, tout recours de l'ouvrier disparaît ; c'est seulement dans la mesure où il n'a pas été indemnisé des suites de l'accident, qu'il peut intenter une nouvelle action. A raison d'un même dommage le sinistré n'a pas droit à deux indemnités mais à une seule, la réparation du préjudice souffert. — Si au contraire le contrat d'assurance contre les risques professionnels est un contrat de capitalisation, semblable

(1) Boulogne-sur-Mer, 10 juillet 1885, S., 85, 2, 203. — Caen, 18 fév. 1885, S., 85, 2, 121. — Nîmes, 20 mars 1895, D., 96, 2, 73.

(2) 30 janvier 1889 et 26 décembre 1893, D., 94, 2, 231.

par exemple à l'assurance sur la vie, toute autre doit être la solution. L'ouvrier a accepté un aléa ; il a versé des primes qui se sont accumulées et représentent le résultat de ses économies. Un accident survient, il doit toucher une somme déterminée à l'avance sans qu'on ait à se préoccuper s'il y a ou non un préjudice. Si je perds un membre, vous me paierez tant, a dit l'ouvrier. La compagnie a accepté ; elle doit remplir son obligation. L'action en responsabilité contre le patron apparaît comme absolument distincte et sans influence possible sur le versement d'une somme due en toute hypothèse. Rien ne s'oppose au cumul.

En présence de deux solutions aussi opposées il faut avant tout se préoccuper de l'intention des parties. Quel caractère ont-elles voulu attribuer au contrat qui les lie ? La jurisprudence, en admettant comme un principe absolu que l'ouvrier a entendu, en s'assurant contre les risques professionnels, se procurer la réparation d'une partie du dommage souffert, a-t-elle justement interprété sa volonté ? N'était-il pas plus exact au contraire de décider, avec la cour de Paris, que ce qu'il a voulu c'est toucher en tous les cas la somme stipulée, indépendamment de l'indemnité à laquelle il peut avoir droit par suite de la faute du patron. C'est plutôt là, pensons-nous, la présomption qu'il faudrait admettre, sauf à modifier la solution, si les termes du contrat manifestent une autre volonté.

E. DE MUNCK-FRANCOURT.

X

COUR D'APPEL DE DIJON (CHAMBRE CORRECTION.)

19 février 1896

PORT D'ARMES PROHIBÉES — LOI DU 14 AOÛT 1885

PISTOLETS DE POCHE — LONGUEUR

La loi du 14 août 1885 qui autorise la fabrication et la vente d'armes jusque-là prohibées, est une loi purement économique qui n'a pas eu pour but de porter atteinte aux mesures restrictives antérieurement prises dans l'intérêt de la sécurité publique et qui a, par suite, laissé subsister les dispositions de la loi du 24 mai 1834, de l'ordonnance du 23 février 1837 et de l'art. 314 C. pén. sur le port des armes prohibées.

Dès lors, le port du pistolet de poche, prohibé par l'ordonnance du 23 février 1837, constitue un délit.

Et il y a lieu, à cet égard, de considérer comme pistolet de poche seulement les pistolets ou revolvers ayant moins de 158 millimètres de longueur.

Min. pub. c. Rocher.

La Cour,

Attendu que l'art. 314 C. pén. n'a fait que rappeler d'une façon générale les termes de la déclaration du 23 mars 1728, en en modifiant seulement les pénalités; que la loi du 24 mai 1834 a maintenu les mêmes dispositions en y ajoutant quelques modifications de détail; que l'ordonnance du 23 février 1837 a confirmé cette législation en interdisant d'une manière spéciale les pistolets de poche;

Attendu que la loi du 14 août 1885, sur la liberté du commerce et la fabrication des armes, est une loi purement économique et destinée à faciliter l'industrie, en permettant la fabrication et la vente d'armes jusque-là prohibées; mais qu'elle n'a pas pour effet d'autoriser le port des dites armes; que rien ne peut faire supposer dans ses termes qu'elle ait voulu abroger la législation antérieure et ériger en droit ce qui, jusque-là, était un délit, qu'il y a donc lieu de décider, avec une jurisprudence constante, que le port du pistolet de poche constitue un délit prévu par la loi.

Attendu qu'il y a lieu, ce principe admis, de rechercher quels sont les pistolets de poche interdits;

Attendu que l'ordonnance du 27 février 1837, en prohibant les pistolets

de poche, n'en a pas caractérisé les éléments distinctifs ; qu'en l'absence de toute détermination légale la question, sur ce point, est abandonnée à l'appréciation des tribunaux ;

Attendu qu'une décision prise entre les départements de la guerre, des finances et de l'intérieur, à la date du 23 juin 1858, porte que seront seuls prohibés les pistolets ou revolvers ayant moins de 458 millimètres de longueur ; que cette décision a fait l'objet d'une circulaire adressée aux préfets, insérée au *Bulletin officiel de l'Intérieur*, pour en assurer l'exécution, à la date du 41 avril 1859 ; que les termes de ce document démontrent suffisamment qu'il s'applique aussi bien au port qu'à la fabrication desdites armes ; que, s'il est vrai que cette décision et cette circulaire n'ont pas force de loi, elles ne doivent pas moins être prises en considération sérieuse pour la solution à donner à la poursuite actuelle, alors surtout qu'il n'existe pas d'autre disposition contraire ; que cette circulaire, rendue publique, a été adressée à tous les agents administratifs ; qu'elle est devenue la règle de leur conduite et a pu être considérée par tous les citoyens comme l'expression de la légalité ;

Attendu, en fait, qu'il résulte du procès-verbal du commissaire de police, à la date du 22 décembre 1895, que le revolver dont Rocher était porteur mesurait une longueur de 460 millimètres ;

Attendu qu'un revolver de cette longueur ne pouvait pas facilement être caché dans une poche ; qu'il ne doit donc pas être classé dans la catégorie des revolvers dont le port est prohibé ;

Par ces motifs ;

Confirme le jugement dont est appel dans la partie frappée d'appel ;

Renvoie Rocher des fins de la poursuite d'appel sans dépens.

I. La jurisprudence semble aujourd'hui fixée en ce sens que les dispositions de la loi du 24 mai 1834, de l'ordonnance du 23 février 1837 et de l'art. 314 du code pénal, sur le port d'armes sont demeurées en vigueur malgré la loi du 14 août 1885 qui autorise la fabrication et la vente d'armes jusque-là prohibées.

Cette théorie a été combattue et quelques décisions judiciaires ont consacré la solution contraire (Douai, 27 mars 1886, D. P., 86, 2, 153. — Tribunal correct. d'Oloron, 3 juillet 1886, Dalloz., Rép., Sup., v° *Armes*, n° 10). On disait que la loi de 1885 en rendant libres la fabrication et le commerce des armes, avait implicitement fait disparaître le délit puni par l'article 314 du Code pénal, le droit de fabriquer et de vendre devenant illusoire, si l'acheteur pouvait être poursuivi pour la détention des objets qu'il lui était

permis de se procurer. C'est à cette objection qu'a voulu répondre dans sa première partie l'arrêt rapporté ci-dessus. La loi de 1885 n'est qu'une loi économique tendant à réaliser un progrès dans l'ordre industriel et commercial, mais elle n'a apporté aucune modification aux dispositions prohibitives concernant le port d'armes (En ce sens : Paris, 22 juin 1886, D. P., 86, 2, 157 ; S., 86, 2, 193 ; — Grenoble, 28 janvier 1886, S., 86, 2, 193 ; Gaz. Pal., 86, 2, supp. 27 ; — Nîmes, 23 octobre 1886, S., 1886, 2, 216 ; — Trib. correct. Montreuil-sur-Mer, 29 juin 1886, Gaz. Pal., 87, 1, supp. 20 ; — Trib. correct. Orléans, 20 juin 1888, Gaz. Pal., 88, 2, supp. 41 ; — voir aussi Garraud, *Traité théorique et pratique du droit pénal français*, t. IV, n° 406).

II. — Le principe de la prohibition subsistant, il s'agit de savoir quelles sont les armes prohibées, et spécialement (ce qui est l'espèce de notre arrêt) si tous les pistolets de poche doivent être considérés comme rentrant dans les termes de l'ordonnance du 27 février 1837. Ce texte n'en a pas caractérisé les éléments distinctifs, de telle sorte que l'on peut se demander quelle longueur doivent avoir les pistolets ou revolvers pour être réputés armes prohibées. En l'absence de toute détermination, les tribunaux jouissent d'un pouvoir d'appréciation ; aussi les recueils de jurisprudence contiennent-ils des solutions souvent contradictoires. Il a été jugé par exemple, d'une part, que d'une manière générale, un revolver était une arme dont le port est prohibé (Paris, 22 juin 1886 précité ; Besançon, 22 mars 1871, D. P., 72, 3, 28) ; et que notamment le revolver à six coups ayant 20 centimètres de long rentre dans la catégorie visée par l'ordonnance de 1837 (Paris, 9 février 1865, J. du dr. crim., n° 8096).

D'autre part la cour de Grenoble a, de même que notre arrêt, refusé de voir une arme prohibée dans le revolver ou pistolet de poche d'une dimension supérieure ou égale à 158 millimètres (Grenoble, 2 octobre 1888, Gaz. Pal., 88, 2, 607). Ce chiffre a été ar-

rété dans un accord intervenu le 23 juin 1838 entre les ministères de l'intérieur, de la guerre et des finances, et signalé aux préfets, le 11 avril 1839, par une circulaire insérée au *Bulletin officiel de l'Intérieur*. La publication de cette circulaire adressée à tous les agents administratifs a permis aux citoyens, comme le fait remarquer l'arrêt critiqué, de croire autorisé le port d'une arme ayant les dimensions dont il s'agit. Au fond les cours de Grenoble et de Dijon excusent l'agent à raison de sa bonne foi et de l'erreur qu'il a pu commettre. N'est-ce pas élever l'erreur de droit à la hauteur d'une circonstance justificative, alors qu'en principe le juge n'en peut jamais tenir compte pour exonérer de la peine l'auteur d'une infraction et qu'il s'agit en outre d'un délit puni comme infraction matérielle, quelle que soit la bonne foi de l'agent ou l'innocence de ses intentions (Garraud, loc. citat., n° 408 ; — Chauveau-Hélie, IV, n° 1396 ; — Conf. Cass. 15 juin 1877, Bull. crim., n° 143) ?

Dans l'espèce que nous examinons, il semble que la cour de Dijon ait voulu prévenir cette critique en constatant souverainement que le revolver de 160 millimètres dont le prévenu était porteur ne pouvait être facilement caché dans une poche. Ce point admis, il est certain que l'arme ne rentrait plus dans la catégorie des pistolets prohibés ; mais cette constatation de fait est-elle elle-même bien exacte ? Il est permis de se le demander.

XI

COUR D'APPEL DE DIJON (1^{re} CHAMBRE)

(28 février 1896)

COMPÉTENCE COMMERCIALE — ASSURANCE A PRIME

ACTE COMMERCIAL *ex persona*.

*Société anonyme des clôtures mécaniques de la Côte-d'Or
c. la compagnie française d'assurances « Le Phénix ».*

La Cour,

Attendu que si le contrat d'assurances à prime est toujours commercial de la part de l'assureur, qui fait un véritable acte de commerce, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'assuré ;

Qu'en effet, il ne se livre à aucune spéculation en se garantissant par une assurance contre les dangers d'un incendie, et qu'en principe, vis-à-vis de lui, le contrat est civil ;

Qu'alors même que l'assuré serait commerçant, cette qualité serait insuffisante pour donner par elle-même au contrat d'assurance un caractère commercial ;

Que ce contrat ne peut revêtir ce caractère que si le commerçant a souscrit sa police d'assurance principalement à l'occasion de son commerce ou de son industrie ;

Qu'il en est ainsi lorsqu'il s'agit notamment de l'assurance de marchandises destinées au commerce ;

Que les machines et le matériel nécessaires à la fabrication desdites marchandises doivent être à cet égard assimilés aux marchandises elles-mêmes ;

Qu'ils constituent en effet au même degré les éléments de l'industrie ou du commerce de l'assuré et la condition indispensable à ses profits ;

Attendu qu'il importe peu que les machines et le matériel puissent être considérés comme immeubles par destination ;

Que cette circonstance ne saurait modifier leur caractère essentiellement industriel et déterminé par leur affectation naturelle et nécessaire à l'exploitation industrielle et à l'entreprise commerciale ;

Attendu que lorsque la police a trait à la fois aux marchandises, aux machines et matériel et aux bâtiments qui les renferment, le caractère civil ou commercial du contrat est subordonné à l'importance des risques commerciaux ou civils ;

Qu'il importe donc d'examiner si le commerçant a assuré sa chose spé-

cialement en sa qualité de commerçant, et si les objets assurés servent principalement à l'exploitation de son commerce ou de son industrie ;

Attendu, en fait, qu'en vertu d'une police et d'avenants souscrits par les parties en cause, la société anonyme des clôtures mécaniques de la Côte-d'Or a assuré à la compagnie d'assurances *Le Phénix*, pour une valeur totale de trois cent dix-huit mille francs, ses bâtiments industriels, ses machines et son matériel de fabrication, ses matières premières et ses marchandises fabriquées ;

Qu'il résulte des termes de la police et des avenants que sur ladite somme de trois cent dix-huit mille francs, cent mille s'appliquent aux marchandises, cent trente mille aux machines et au matériel industriel, et quatre-vingt-huit mille seulement aux bâtiments de l'usine, dont la destination industrielle est au surplus précisée avec soin par la police ;

Qu'en conséquence, à concurrence tout au moins de la somme de deux cent trente mille francs, l'assurance a été contractée pour des objets étant sans conteste le produit ou le moyen d'exercice de l'entreprise commerciale en vue de laquelle la société des clôtures métalliques a été créée ;

Que les bâtiments n'étant compris dans la police que pour une valeur de beaucoup inférieure, l'assurance qui les concerne peut être considérée comme l'accessoire des autres objets assurés et ne saurait en conséquence modifier les conditions générales du contrat qui conserve son caractère commercial ;

Attendu qu'aux termes des articles 631 et 632 du Code de commerce, toute contestation entre commerçants relativement à une obligation ayant un caractère commercial est de la compétence de la juridiction consulaire ;

Que le tribunal civil de Beaune était donc incompétent pour connaître du litige ;

Attendu que la partie qui succombe doit supporter les dépens ;

Par ces motifs,

Statuant sur l'appel émis par la société des clôtures métalliques de la Côte-d'Or, contre le jugement rendu par le tribunal civil de Beaune le 4 juillet 1895, dit qu'il a été bien appelé et mal jugé ;

Infirme le jugement dont est appel et, par décision nouvelle, émendant : dit que la demande de la compagnie *Le Phénix* a été portée à tort devant les juges civils, et renvoie en conséquence ladite compagnie à se pourvoir devant le tribunal de commerce compétent ;

Condamne la compagnie *Le Phénix* aux dépens de première instance et aux dépens de la cause d'appel.

(M. MAILLET, premier président ; M. VIEILLARD-BARON, avocat général ; MM. GOUGET et NOURISSAT, avocats).

Les solutions contenues dans cet arrêt sont conformes à la ju-

risprudence et ne sauraient donner lieu à de longues observations.

Le contrat d'assurances terrestres n'est pas réglementé par notre loi commerciale : de là, des controverses assez nombreuses et des difficultés assez sérieuses qui ont dû être tranchées par la doctrine et la jurisprudence. Par notre arrêt, la cour de Dijon a eu à déterminer si, dans l'espèce qui lui était soumise, le contrat d'assurances devait être considéré comme un acte civil ou comme un acte commercial.

L'article 633 C. Com. range l'assurance maritime parmi les actes commerciaux : on ne peut argumenter de ce texte pour soutenir que l'assurance terrestre, par analogie, doit toujours être regardée comme un acte commercial.

Les auteurs et la jurisprudence distinguent en général entre les assurances mutuelles et les assurances à prime. Le contrat d'assurances mutuelles est en principe un contrat civil pour tous ceux qui y ont participé : comme on l'a dit très exactement, les mutuellistes ne se proposent pas de réaliser des bénéfices, ils n'agissent pas dans un but de spéculation, ils veulent seulement réduire les pertes qu'ils pourront éprouver dans le cas où se produiront certains risques. La commercialité ne peut exister pour un contrat d'assurances mutuelles que dans l'hypothèse où la convention devrait être soumise aux règles de la théorie des actes commerciaux *ex personâ* : des contrats qui, par leur nature, sont civils, deviennent commerciaux lorsqu'ils sont accomplis par un commerçant pour les besoins de son commerce (1).

Pour les assurances à prime, on décide que le contrat a un caractère mixte : il est commercial pour l'assureur, car celui-ci fait

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. I, nos 164 et 171. — Ruben de Couder, *Dictionnaire de droit commercial*, v^o assurance mutuelle. — Cass., 8 février 1860, D. P., 60, 1, 83. — Cass., 17 juin 1879, D. P., 79, 1, 343. — Cass., 15 juillet, 1884, Sir., 1885, 1, 348.

un acte de spéculation en y participant : il est civil pour l'assuré qui, lui, n'a pas l'intention de réaliser un gain, mais veut seulement se mettre à l'abri de certaines chances de perte pouvant résulter d'un incendie, d'un accident quelconque (1). Mais pour l'assurance à prime, comme pour l'assurance mutuelle, l'assuré devra être considéré comme ayant fait acte de commerce lorsqu'il sera commerçant, et que l'assurance à laquelle il a participé aura été faite pour les besoins de son commerce : ici encore sont applicables les règles de la commercialité *ex personâ* ou de la *théorie de l'accessoire* (2).

Dans notre espèce, le contrat d'assurance portait à la fois sur des risques commerciaux et des risques civils : cette particularité n'était pas de nature à engendrer une bien sérieuse difficulté. Toutes les fois qu'un acte a pour objet, simultanément, des agissements civils et des agissements commerciaux, pour caractériser la nature de cet acte, il faut déterminer quels sont, parmi ces agissements, ceux qui peuvent être considérés comme constituant la chose principale, et ceux qui, au contraire, doivent être regardés comme la chose accessoire, le principal l'emportant sur l'accessoire (3).

La Cour de Dijon a décidé avec raison que l'importance des marchandises et du matériel industriel assurés obligeait à considérer les immeubles comme l'accessoire et par suite l'assuré devait être regardé comme ayant fait un acte de commerce puisqu'il avait la qualité de commerçant et qu'il avait contracté pour les besoins de son commerce (4).

(1) Dalloz, *Répertoire*, *Suppl.* v^o acte de commerce, n^{os} 233 et suiv., n^{os} 395 et suiv. — Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. I, n^o 164. — Cass., 16 juillet 1872, D. P., 73, 1, 97. — Cass., 8 juillet 1877, Sirey, 77, 1, 417. — Aix, 15 janv. 1884, D. P., 85, 2, 49. — Cass., 8 novemb. 1892, D. P., 93, 1, 79.

(2) Rouen, 22 avril 1847, D. P., 48, 2, 150. — Cass., 24 janvier 1865, D. P., 65, 1, 78. — Trib. de la Seine, 29 juillet 1871, D. P., 72, 3, 56.

(3) V. Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, t. I, n^o 175. — Nancy, 5 mars 1894, D. P., 94, 2, 232.

(4) Cass., 8 juillet 1877, D. P., 78, 1, 345. — Lyon, 30 mai 1849, D. P., 50, 5, 6.

Il était donc justiciable du tribunal de commerce en vertu de l'article 631 C. com.

XII

COUR D'APPEL DE DIJON (2^e CHAMBRE)

(25 Février 1896)

COMMUNAUTÉ CONJUGALE — PARTAGE — SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS
FRUITS — POSSESSION DE BONNE FOI — ART. 550 C. CIV.

Lorsque le mari ayant survécu à sa femme, avec laquelle il était marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, est, depuis le décès de celle-ci, resté en possession des valeurs et biens composant la société d'acquêts et les a employés à son usage personnel, il est dû compte par sa succession à la succession de la femme des fruits, arrérages et intérêts que ces biens ont pu produire depuis la dissolution de cette société, sans qu'il puisse d'ailleurs être soutenu que le mari ayant possédé de bonne foi a fait les fruits siens et n'en est pas redevable.

Veuve Pardon c. consorts Aujas et autres.

Arrêt :

La Cour,

Attendu que les époux Pin-Aujas, mariés en 1839 sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, paraissent avoir cessé la vie commune depuis l'année 1848 ; que la femme Pin est décédée le 21 février 1880 ; que ce décès a donc entraîné la dissolution de la communauté (art. 1441 C. civ.) ; que Pin lui-même est décédé le 4 octobre 1893 ; que ce dernier était, depuis le décès de sa femme, resté en possession des valeurs et biens composant la société d'acquêts et les a employés à son usage personnel, ainsi que cela résulte des documents et circonstances de la cause, ce qui n'est du reste pas contesté par l'appelante ;

Attendu que cette dernière, en sa qualité de légataire universelle de Pin, doit par suite rendre compte de ces valeurs et biens aux héritiers de la femme Pin, pour être procédé au partage ; que jusqu'à ce partage ces valeurs restaient au compte de la communauté d'acquêts ayant existé entre les époux Pin ; que cette communauté doit donc profiter des fruits ;

Attendu qu'aux termes des art. 1476 et 1872 C. civ. les règles concer-

nant le partage des successions et les obligations qui en résultent s'appliquent aux partages entre époux communs en biens et autres associés ; que le copartageant resté en possession des valeurs faisant partie de la masse à partager jouit de ces valeurs au nom de ses copartageants auxquels, lors de la liquidation et du partage, il doit compte et rapport des fruits, arrérages ou intérêts que ces valeurs ont pu produire depuis la dissolution de la communauté ou de la société ; que les fruits ainsi rapportés font partie intégrante de la société et forment avec les fonds une seule et même masse à partager sur laquelle le partage doit s'opérer ; que la légataire universelle de Pin doit, par suite, tenir compte des fruits et revenus produits par les biens de la société d'acquêts, et ce depuis le 22 février 1880, date de la dissolution de cette société ;

Attendu que vainement elle prétend que Pin a ignoré le décès de sa femme et qu'il aurait possédé de bonne foi les valeurs de la communauté et aurait fait siens les fruits produits par ces valeurs depuis le 22 février 1880 jusqu'au 4 octobre 1893 ;

Attendu en effet, que l'art. 550 C. civ. édicte que le possesseur de bonne foi est celui qui possède comme propriétaire en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignore les vices ; que, d'une part, il n'est nullement établi que Pin ait ignoré le décès de sa femme ; que, depuis 1848, il n'a jamais fait de recherches sérieuses à l'effet de s'assurer de l'existence ou du décès de celle-ci ; que le long temps écoulé depuis 1848 a dû le laisser tout au moins dans l'incertitude sur le point de savoir si sa femme était existante ou était décédée ; qu'il ne pouvait donc pas avoir la croyance ferme jusqu'en 1893 de l'existence de sa femme ; que, d'autre part, il ne possédait pas les valeurs de la société d'acquêts comme propriétaire en vertu d'un titre translatif de propriété dont il ignorait les vices ; qu'en effet le mari commun en biens ne possède pas, jusqu'au partage, comme propriétaire exclusif, les valeurs de la communauté ; qu'il est seulement l'administrateur de cette communauté avec des pouvoirs étendus (art. 1422 et suiv. C. civ.) ; que, comme tout gérant d'une société, il doit compte de sa gestion et spécialement de la gestion qu'il a continuée dans l'intérêt commun jusqu'au partage depuis la dissolution de la société ; que les fruits et intérêts produits par les valeurs communes depuis cette dissolution font partie intégrante de la masse à partager ; que, par suite, c'est à bon droit que les premiers juges ont ordonné la rectification de la liquidation et du partage ;

Attendu toutefois, qu'il y a lieu de modifier le jugement attaqué en ce qu'il a déclaré que la veuve Pardon devrait compte des intérêts (ce qui semble indiquer les intérêts au taux légal) de la part revenant aux héritiers de la femme Pin depuis le 22 février 1880 ; qu'il ne peut s'agir, ce qui du reste n'a pas été contesté en plaidant par les intimés, que des fruits, arrérages ou intérêts réellement produits par les valeurs existant au jour de la dissolution de la société d'acquêts en février 1880 ;

Sur les conclusions subsidiaires de l'appelante :

Attendu que, par suite des rectifications qui sont nécessaires, il y a lieu de renvoyer devant le notaire liquidateur ; que ce dernier devra, par suite, procéder à des recherches pour fixer quels ont été les fruits et intérêts des valeurs et biens de la communauté depuis le 22 février 1880, ce qui modifiera la composition de la masse à partager et, par suite, les attributions à faire, sauf aux parties à contester ultérieurement, s'il y a lieu, ces nouvelles attributions ;

Attendu que la partie qui succombe doit être condamnée aux dépens ;

Par ces motifs et ceux non contraires des premiers juges,

Statuant sur l'appel émis par la veuve Pardon contre le jugement du Tribunal civil de Mâcon du 30 juillet 1895 :

Confirme ledit jugement en ce qu'il a renvoyé les parties devant le notaire liquidateur ;

Le réforme toutefois en ce qu'il a dit que la veuve Pardon devrait tenir compte aux héritiers de la femme Pin des intérêts, depuis le 22 février 1880, de la part leur revenant dans la communauté Pin-Aujas ;

Et dit que la veuve Pardon doit tenir compte des fruits, arrérages et intérêts réellement produits par les valeurs et biens de la communauté Pin-Aujas depuis le 22 février 1880, date de la dissolution de cette communauté ;

Dit également que, ce rapport étant effectué, le notaire liquidateur fera les attributions à chacune des parties, dans la mesure de ses droits respectifs, des sommes, valeurs et biens composant l'actif de ladite communauté, sauf le droit pour ces parties, si elles le jugent utile, de soulever toute contestation relativement à ces attributions ;

Confirme le jugement en ce qui concerne les réserves formulées par les intimés relativement à la consistance des biens et effets de la communauté Pin-Aujas, cette réserve ne s'appliquant éventuellement qu'à des omissions possibles et pouvant amener un supplément de partage ;

Rejette comme mal fondées toutes autres conclusions des parties ;

Condamne la veuve Pardon aux dépens d'appel.

L'arrêt de la Cour de Dijon tranche une question qui jusqu'alors n'avait été examinée ni par la doctrine, ni par la jurisprudence. Il mérite à ce titre une attention toute spéciale. La Cour constate d'abord, ce qui n'a du reste jamais été contesté, que les fruits et revenus produits par les biens communs depuis la dissolution de la communauté doivent être compris dans la masse à partager. C'est en somme l'application faite au partage de la communauté, en vertu de l'article 1476 du code civil, de la ma-

xime régissant les partages successoraux : *Fructus augent hereditatem* (Aubry et Rau, V, § 519, p. 425, texte et note 3). Le survivant des époux, qui a connaissance de la dissolution de la communauté, ne reste en possession des biens communs qu'à titre d'administrateur ; il possède à la fois pour lui et pour son conjoint ou les héritiers de celui-ci, et par suite il doit tenir compte des fruits et intérêts qu'il a réellement perçus au cours de sa gestion (Cass., 20 juillet 1858, Sirey, 58, 1, 748. — Paris, 10 avril 1861, Sirey, 62, 2, 97. — Laurent, t. XXIII, n° 6).

Ce n'est pas sur cette règle générale universellement reconnue que nous devons insister. L'intérêt de l'arrêt réside tout entier en ce qu'il a refusé d'appliquer les principes contenus aux articles 549 et 550 du Code civil. Pour échapper à la règle *Fructus augent hereditatem* l'époux survivant alléguait qu'ayant possédé de bonne foi les biens communs il en avait fait les fruits siens dès l'instant de la perception. La Cour n'a pas admis ce système : elle a considéré que l'époux survivant ne remplissait ni la condition de possession dans le sens donné à ce mot par l'article 549, ni la condition de bonne foi. La question qui se posait peut se formuler de la manière suivante : En droit l'époux survivant resté en possession des biens communs peut-il invoquer le bénéfice accordé par la loi au possesseur de bonne foi lequel, sans être recherché ultérieurement, a la faculté d'épuiser tous les revenus de la chose qu'il serait injuste et désastreux de revendiquer contre lui ?

La question ainsi précisée dans ses termes appelle nécessairement, étant données d'ailleurs les constatations de fait de l'arrêt, une réponse négative.

Deux conditions sont nécessaires pour acquérir les fruits suivant la disposition de l'article 549 du Code civil : il faut en premier lieu posséder, en second lieu être de bonne foi.

I. — Il faut d'abord une possession. Mais cette possession est une possession *sui generis* dont les caractères spéciaux sont indi-

qués par l'article 550. Ne fera pas les fruits siens tout possesseur de fait quelconque ; cette faveur n'est accordée qu'à celui qui possède en vertu d'un titre translatif ou constitutif de propriété, qui possède *animo domini*.

Dans l'espèce quel était le titre invoqué par l'époux survivant pour éviter de rendre compte des fruits perçus ? Celui de chef de la communauté. Ce n'est pas là un titre constitutif ou translatif de propriété ; le mari ne possède pas les biens communs à *titre de propriétaire* ; il n'est qu'un administrateur, ayant des pouvoirs étendus, même certains pouvoirs d'aliénation, et c'est en cette qualité d'administrateur qu'il perçoit les fruits c'est-à-dire en vertu d'un titre qui n'est ni constitutif, ni translatif de propriété ; l'*animus domini* manque à sa possession. La meilleure preuve que le mari ne possède pas les biens communs à titre de propriétaire, c'est qu'il ne peut en disposer entre vifs à titre gratuit (article 1422 du C. civil). Il n'est plus, comme sous l'ancien droit, *seigneur et maître de la communauté*, qu'il administre seulement, suivant l'expression de la loi elle-même (Code civ., art. 1421 (consultez sur ce point Dalloz, Rép., Sup. v^o Contrat de mariage, n^o 376)). La première condition exigée du possesseur par l'article 549 pour qu'il fasse les fruits siens, ne se rencontre donc pas chez le mari demeuré en possession des biens communs,

II. — En outre de la possession à titre de propriétaire il faut une seconde condition : la bonne foi. La bonne foi est (art. 550) l'ignorance des vices du titre ou plus exactement la croyance que le titre en vertu duquel on possède n'est et ne peut être entaché d'aucun vice. C'est l'hypothèse classique du légataire qui possède en vertu d'un testament révoqué, de l'acquéreur *a non domino*. Le légataire, l'acquéreur croient leurs titres parfaitement réguliers, l'un ignore la disposition qui révoque son legs, l'autre croit avoir acheté du véritable propriétaire, il ne peut leur venir à l'idée que leurs titres soient entachés de précarité.

Dans l'espèce soumise à la Cour de Dijon, rien de semblable. Le mari, au moment où sa possession commence, n'est pas dans cette croyance que son prétendu titre ne peut être entaché d'aucun vice ; il sait que ce titre peut ne pas exister à raison de la dissolution de la communauté qui a pu se produire par suite du décès de sa femme. Serait-il bien fondé à dire qu'il ignore celui-ci ? Mais cette ignorance n'équivaut pas pour lui à la croyance ferme que son titre subsiste. Il est, et ceci est suffisamment indiqué, du reste, par les faits rappelés par la cour, dans l'*incertitude* relativement à l'existence de sa femme, et par suite relativement à l'existence de la communauté, dans laquelle il puise son titre. Cette incertitude seule est exclusive de la bonne foi. La possession revêt, par le fait même, un caractère *précaire*, le mari sachant qu'il n'est pas définitivement et à jamais chef de la communauté, puisque celle-ci peut et doit se dissoudre un jour et qu'ainsi son titre n'est valable que sous la condition que le mariage subsiste. A chaque perception de fruits l'époux doit se demander si cette condition s'est réalisée, c'est-à-dire s'assurer de l'existence certaine de la communauté à cette époque.

Ajoutons que l'arrêt critiqué s'est, du reste, inspiré de l'esprit de la loi. Le législateur, en permettant au possesseur de bonne foi de faire les fruits siens, a voulu remédier à une situation éminemment injuste et rigoureuse : il eût été, en effet, peu conforme à l'équité de priver le possesseur de fruits qu'il aurait légitimement dépensés, soit à raison de la conviction où il aurait été, en ce qui concerne la régularité de son titre, soit à raison de l'impossibilité où il se serait trouvé de s'éclairer sur les vices de celui-ci. Or, nous avons vu que le mari n'a pu avoir cette conviction nécessaire de l'existence de son titre ; la Cour déclare qu'en fait, il ne s'est livré à aucunes recherches sérieuses pour s'assurer si la communauté subsistait ou non. Il a profité, sans essayer de s'éclairer sur la validité de sa possession, de l'intégralité des

fruits des biens communs, alors que, en se plaçant même dans l'hypothèse la plus favorable, celle où le mariage aurait subsisté, une partie de ces fruits et revenus devait, à défaut d'une séparation judiciaire qui n'existait pas, revenir à la femme et servir à pourvoir aux besoins de cette dernière. En aucune façon, le mari n'a donc pu compter sur la totalité des fruits des biens communs ; s'il l'a fait, il est en faute. Ni le texte, ni l'esprit des articles 549 et 550 du Code civil ne sont favorables à sa prétention.

Paul GUERRIER.

JURISPRUDENCE

DE LA

COUR D'APPEL DE DIJON

ET DES JURIDICTIONS DU RESSORT

(NOUVELLE SÉRIE)

TOME II

TABLES

I. — JUGEMENTS ET ARRÊTS PUBLIÉS DANS CE VOLUME

27 mars	1895	Cour d'appel de Dijon.	21
17 mai	—	Tribunal civil de Beaune.	44
18 —	—	Cour d'appel de Dijon.	68
19 juin	—	— — —	4
20 novembre	—	— — —	74
24 janvier	1896	— — —	27
27 —	—	— — —	57
19 février	—	— — —	85
25 —	—	— — —	93
28 —	—	— — —	89
5 mars	—	Tribunal civil de Dijon	40
18 —	—	Cour d'appel de Dijon.	63

II. — ANNOTATIONS D'ARRÊTS ET ÉTUDES DE JURISPRUDENCE

MM. BAILLY, Note sur un arrêt de la Cour de Dijon du 28 février	
1896	90
F. GÉNY, Note sur un arrêt de la Cour de Dijon du 24 janvier	
1896	30

MM. PAUL GUERRIER, Note sur un arrêt de la Cour de Dijon du	
27 mars 1895	22
— Note sur un arrêt de la Cour de Dijon du	
25 février 1896	95
O. L. Note sur un arrêt de la Cour de Dijon du 18 mars 1896	59
E. DE MUNCK-FRANCOURT, Note sur un arrêt de la Cour de	
Dijon, du 5 mars 1896	42
— — Note sur un arrêt de la Cour de	
Dijon, 20 novembre 1895. . .	77
A. T., Note sur un arrêt de la Cour de Dijon du 17 mai 1895	16
H. T., — — — 19 juin 1895	10

III. — TEXTES AUXQUELS SE RÉFÈRENT LES DÉCISIONS CI-DESSUS

CODE CIVIL

Article 549	93	Article 1156.	71
— 550	93	— 1175.	71
— 828	15	— 1251.	16
— 829	15	— 1382.	69, 76
— 830	15	— 1383.	63
— 900	68	— 1422.	94
— 911	4, 8	— 1476.	93
— 1008	27	— 1872.	93
— 1134	74		

CODE DE PROCÉDURE CIVILE

Article 158	22	Article 586	22
— 159	22	— 806	27
— 438	22	— 807	27
— 474	27		

CODE DE COMMERCE

Article 631, 632, 633.	90
--------------------------------	----

CODE PÉNAL

Article 314	85
-----------------------	----

LOIS SPÉCIALES

Déclaration du 23 mars 1728	85
Loi du 22 frimaire an VII	46
Loi du 24 mai 1834	85
— 23 février 1837	85
— 14 avril 1838	57
— 14 août 1885	85
— 27 décembre 1890.	41
— 12 janvier 1895.	40

IV. — TABLE ALPHABÉTIQUE

ACCIDENT	64, 74	ÉCOLE CONGRÉGANISTE	68
ACQUITTEMENT	64	ENVOI EN POSSESSION	27
ACTE DE COMMERCE	89	FAUTE	64, 74
AFFECTATION	68	FONDATION.	4, 68
APPEL	27, 58	FRUITS	93
ARME	85	HOMICIDE PAR IMPRUDENCE	64
ASSURANCE A PRIME	87	INDEMNITÉ	74
— COLLECTIVE	74	JUGEMENT PAR DÉFAUT.	21
— CONTRE LES ACCIDENTS	74	LAICISATION D'ÉCOLE	68
AUTORITÉ ADMINISTRATIVE.	65	LEGS UNIVERSEL	1, 27, 68
CADUCITÉ	70	LICITATION	68
CHOSE JUGÉE AU CRIMINEL.	64	OPPOSITION.	21, 27
COMMUNAUTÉ CONJUGALE	93	ORDONNANCE	27
COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE	65	PARTAGE	44, 68, 93
— COMMERCIALE	89	PATRIMOINE.	72
COMPTES DES COPARTAGEANTS.	44	PENSION DE RETRAITE.	40
CONGRÉGATION NON AUTORISÉE	4	PERSONNE INVENTAIRE.	69
DÉCHÉANCE	75	— MORALE.	58
DEMANDE RECONVENTIONNELLE.	59	POLICE D'ASSURANCE	64
DERNIER RESSORT	58	PORT D'ARME PROHIBÉE	85
DOMMAGES-INTÉRÊTS	40, 57, 63	POSSESSION DE BONNE FOI.	93
DONATION DÉGUISÉE	4	PRÉSIDENT DU TRIBUNAL	27
DROITS DE MUTATION	44	RAPPORT.	44
ÉCOLE COMMUNALE	68	— DE DETTES	44

RESPONSABILITÉ.	64, 74	SOCIÉTÉ D'ACQUÊTS.	93
RETENUES	40, 74	SUCCESSION.	14
RÉVOCATION.	68	TESTAMENT OLOGRAPHE.	27
SAISIE-ARRÊT	40	TRAITEMENT.	40
— EXÉCUTION	21	TRIBUNAL DE COMMERCE	21,89
SALAIRE.	40, 74		

L'imprimeur-gérant : V. DARANTIERE.

CHRONIQUE UNIVERSITAIRE

FACULTÉ DE DROIT

La Faculté a inauguré, à la rentrée, le régime nouveau du doctorat.

Dans la branche des sciences juridiques, à côté des enseignements traditionnels, deux conférences sont faites, l'une en droit romain, par M. Desserteaux, l'autre en droit français par MM. Tissier et Gény ; elles permettent aux étudiants d'approfondir, sous la direction des maîtres, les questions les plus importantes et d'apprendre à manier, dans des exposés oraux, la langue du droit.

Dans la branche des sciences économiques et politiques, tout était à créer. La Faculté, sentant qu'elle travaillait pour la cause de la future Université de Bourgogne, a ajouté avec joie à son domaine, celui, si vaste, des sciences économiques et politiques, et elle n'a reculé devant aucun effort pour assurer l'organisation complète des nouvelles études ; elle y a réussi, grâce au concours dévoué de plusieurs professeurs qui n'ont pas hésité à se charger d'un double enseignement. Voici le résumé, pour le premier semestre, de la nouvelle organisation.

Dans le groupe des sciences politiques, M. Gény (Droit international public) traite des conflits entre États et spécialement de la guerre ; M. Deslandres (Droit administratif), du contentieux administratif, et (Droit public et droit constitutionnel comparés) de la formation des principes politiques modernes dans l'élaboration et la rédaction de la constitution de 1791. Enfin M. Stouff (Histoire du droit public) étudie les libertés publiques en France au moyen âge.

Dans le groupe des sciences économiques M. Mongin (Législation et économie industrielles) étudie la protection du travail industriel ; M. Truchy (Législation financière), le budget de l'État et les impôts, et (Histoire des doctrines économiques) l'histoire des doctrines socialistes. Au second semestre M. Truchy commencera un cours d'économie politique.

Chacun de ces enseignements comporte en principe un cours public et une conférence. Le cours attire, à côté des élèves inscrits, des étudiants de licence et de doctorat, et nombre d'auditeurs bénévoles ; parmi eux la Faculté a été heureuse de compter, au cours de M. Gény, de nombreux officiers de la garnison et M. le général Darras, commandant la division. La conférence, réservée aux étudiants inscrits, leur apprend les méthodes de travail propres aux sciences économiques et politiques, et les guide dans des travaux où, mesurée à leurs forces grandissantes, une initiative de plus en plus large leur est laissée.

Signalons en terminant un point qui a son importance : le cours de M. Stouff (Histoire du droit public) est suivi par les aspirants à la licence ès-lettres historique. Le cours d'économie politique de M. Truchy, qui sera fait dans le second semestre, sera suivi par les mêmes étudiants (Décret du 31 décembre 1894). A l'avenir les aspirants au doctorat en droit ès-sciences économiques et politiques pourront suivre à la Faculté des Lettres les cours d'histoire moderne, d'histoire du moyen âge, et d'histoire ancienne : cours d'institution (Décret du 30 avril 1895). Ainsi, et rapidement se fait la pénétration des divers ordres d'enseignements pour arriver à constituer un corps unique, une Université au vrai sens du mot, et quand le projet de loi, qu'examine en ce moment une commission de la Chambre, nommée le 19 décembre dernier, viendra conférer au groupe dijonnais le titre d'Université, il ne fera que constater le fait accompli.

FACULTÉ DES LETTRES

L'événement de l'année dans les Facultés des lettres a été la mise en vigueur d'un arrêté ministériel du 28 juillet 1894, qui institue un *diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie*. A Dijon, quatre mémoires ont été présentés pour ce diplôme en 1894-1895 (la *Revue* imprime la première partie de l'un d'eux, de M. Marc, dans le présent numéro, et les titres des trois autres sont donnés dans l'en-tête). Cette seconde année 1895-1896 nous promet déjà quatre mémoires encore, dont deux sont préparés à Dijon par des étudiants et deux autres par des professeurs du dehors. On peut, en effet, faire un travail de ce genre n'importe où, pourvu que le sujet ait été agréé d'abord par les professeurs et maîtres de conférences d'Histoire et de Géographie de la Faculté. Les candidats mettront ainsi à profit les archives départementales ou communales des villes qu'ils habitent, ou étudieront, en géographes, toute la région à l'entour. Pour cela les conseils ne leur feront pas défaut, non plus que la direction, de la part des maîtres de la Faculté. Ajoutons que si le diplôme est désormais nécessaire pour l'agrégation d'Histoire et de Géographie, il peut aussi être recherché par des jeunes gens désireux seulement de se familiariser par un travail de quelque étendue avec les études historiques et géographiques.

L'agrégation de grammaire continue d'être préparée à la Faculté des lettres de Dijon de façon à faire honneur à des traditions déjà anciennes, et qui sont justifiées par maint succès : plusieurs de nos agrégés sont maintenant professeurs dans des lycées comme Lille, Poitiers, Besançon, Angoulême, etc. Leurs noms formeraient une liste déjà longue, qui remplira un jour la plus belle page d'un livre d'or de la Faculté des lettres.

Enfin un régime nouveau sera inauguré pour les examens de la licence à partir de juillet 1896. Philosophes et historiens que

préoccupait jusqu'alors l'épreuve de la dissertation latine, pourront la remplacer désormais par un thème, qui attestera suffisamment leurs connaissances en latin. Outre cela tous les candidats pourront, à la place d'une des quatre compositions écrites, présenter, un mois à l'avance, un mémoire sur un sujet de littérature, de philosophie ou d'histoire, choisi par eux de concert avec les professeurs. Quant aux épreuves orales, l'une d'elles sera la discussion du mémoire pour ceux qui auront préféré cette épreuve écrite ; pour deux autres, les candidats auront le choix entre diverses matières enseignées à la Faculté dans les cours ou conférences ; enfin les trois qui restent sont des explications de textes grecs, latins et français, dont la liste a été dressée par la Faculté elle-même.

Une moitié de l'examen oral est donc laissée au choix des candidats, comme l'était déjà une partie de l'examen écrit. La préparation totale devient ainsi, non pas plus facile, mais plus intéressante ; elle attirera sans doute un certain nombre d'étudiants, qui auront tout avantage et profit à compléter par des études supérieures l'enseignement qu'ils ont reçu au lycée ou au collège.

FACULTÉ DES SCIENCES

L'enseignement préparatoire au certificat d'études physiques, chimiques et naturelles institué par le décret du 31 juillet 1893, a fonctionné pour la première fois à la Faculté des sciences pendant l'année scolaire 1894-1895. Cet enseignement a été complètement organisé dès la rentrée. Trois cours nouveaux de physique, de chimie et d'histoire naturelle ont été institués et confiés à des professeurs spéciaux. L'enseignement expérimental, qui tient une si large place dans la préparation au certificat, a pu également fonctionner régulièrement dès la rentrée malgré une installation encore provisoire.

18 élèves ont suivi les nouveaux cours. La Faculté a délivré, soit à la session d'août, soit à celle de novembre, 15 certificats.

ÉCOLE DE MÉDECINE

Depuis le 1^{er} novembre dernier l'Ecole de médecine et de pharmacie jouit des avantages réservés aux Ecoles réorganisées. C'était là le but poursuivi par tous ceux qui désiraient assurer la vitalité de cet établissement et qui comprenaient l'importance de son rôle pour la prospérité de la future Université de Dijon. Désormais l'Ecole de médecine et de pharmacie, pourvue d'un personnel enseignant plus nombreux et disposant de locaux plus vastes, d'un matériel scientifique plus complet et d'une maternité considérablement agrandie, pourra, pendant trois ans, enseigner et retenir à Dijon tous les étudiants bien avisés qui éviteront ainsi les difficultés de plus en plus grandes du début des études médicales et pharmaceutiques dans les grands centres.

Du reste, la réorganisation de l'Ecole de Dijon est une mesure particulièrement opportune au moment où l'encombrement toujours croissant de certaines Facultés et spécialement de celle de Paris devient un sujet de préoccupation pour tous ceux qui ont le souci de ne pas laisser le niveau médical s'abaisser. Tous les jeunes gens bien inspirés ne sauraient donc mieux faire que de passer leurs trois premières années d'études à l'Ecole de médecine de Dijon, où ils pourront maintenant prendre leurs douze premières inscriptions et subir leurs deux premiers examens de doctorat. Si l'on se souvient que ces examens portent exclusivement sur l'Anatomie et la Physiologie, sciences dont l'étude, si facile à l'Ecole de Dijon, est devenue si compliquée dans les grandes Facultés, on comprendra que le recrutement des étudiants de l'Ecole de Dijon peut être à l'avenir considéré comme assuré. Les étudiants laborieux sauront aussi apprécier à sa valeur l'avantage que leur procure la possibilité de pouvoir subir leurs deux premiers examens de doctorat devant un jury composé en majorité de leurs maîtres de l'Ecole.

FACULTÉ DES LETTRES DE DIJON

DEVOIRS

AGRÉGATION DE GRAMMAIRE ET LICENCE ÈS-LETTRES

Année scolaire 1895-1896

Les lettres N. D. J. F. veulent dire : NOVEMBRE, DÉCEMBRE, JANVIER, FÉVRIER

LITTÉRATURE LATINE

Dissertations latines

- I (N). — Explicanda erunt hæc Fabii verba, imaginem optimi magistri adumbrantis : « Non austeritas ejus tristis, non dissoluta sit comitas, ne inde odium, hinc contemptus oriatur. Minimo iracundus; nec tamen eorum quæ emendanda erunt dissimulator; simplex in docendo; patiens laboris; assiduus potius quam immodicus. »
- II (D). — Nescire quid antea quam natus sis acciderit, id est semper esse puerum (Cic., or. 34).
- III (J). — Stoicorum disciplina quid scriptorum romanorum ingeniis aut profuerit aut nocuerit.
- IV (F). — Amicus quidam, postquam Silenum (Ecloga VI) legit, Virgilio gratulatur et significat timere se ne nimiam laudem Alexandrino poeticæ generi tribuat : esse majora quæ ejus ingenium poscant.

Versions latines

- I (N). — Cicéron, Ad Quintum fratrem, lib. I, ep. 2 : « Staius ad me = Nunc respondebo. »
- II (D). — Juvénal, Satire X : « Omnibus in terris = Jam ne igitur laudas. »
- III (J). — Tite-Live, livre XXVII, chap. XIII : « Ita concio dimissa. »
- IV (F). — Cicéron : Pro Plancio, ch. xxxvi et xxxvi = Ubi enim.

Thèmes latins

- Agrégation. — I (N). — La Bruyère, Des biens de fortune, § 21 (on ne peut mieux user).
- II (D). — Bossuet, Or. fun. d'Henriette de France. Exorde = Vous verrez.

- III (J). — Racine, Préface des Frères ennemis = La catastrophe.
 IV (F). — La Bruyère, De la Société et de la C. § 38 : Vivre avec des gens = § 41.
Licence. — I (D). — Bossuet, Discours sur l'Hist. univ. Les époques, chap. VII (vers la fin) « Qui croirait en effet = Fin du chapitre.
 II (F). — Télémaque, livre XII (commencement) : Cependant Télémaque = Après ce malheur de Lichas.

LITTÉRATURE GRECQUE

Thèmes grecs

- Agrégation.* — I (N). — Pascal, *Fragment d'un traité sur le vide* : « Cependant il est étrange de quelle sorte on révère leurs sentiments », jusqu'à : « Toujours présentes dans les livres qu'ils en ont laissés. »
 II (D). — Pascal, *De l'esprit géométrique* : « Je ne parle pas ici des vérités divines », jusqu'à : « Par une douceur toute céleste qui la charme et l'entraîne. »
 III (J). — Fénelon, *Lettre à l'Académie française. Projet de rhétorique* : « Il ne faut pas faire à l'Eloquence le tort de penser, » jusqu'à : « Et pour rendre la vertu aimable. »
 IV (F). — Fénelon, *Ibid. Projet de poétique* : « On gagne beaucoup en perdant tous les ornements superflus », jusqu'à : « Aux bergers qu'il fait parler ».
Licence. — I (N). — Fénelon, *Télémaque*, livre VIII : « Ils entrèrent dans le port de Salente, » jusqu'à : « avec une incroyable diligence. »
 II (D). — Fénelon, *Ibid.*, livre XII : « Pendant que j'étais dans cette fureur », jusqu'à : « et secourir les malheureux. »
 III (J). — Bossuet, *Or. fun. de Marie-Thérèse*. Proposition et division : « Entrons, messieurs dans les desseins de la Providence », jusqu'à : « rien de dangereux pour elle. »
 IV (F). — Bossuet, *Or. fun. d'Anne de Gonzague*. Péroration : « Et vous, prince », jusqu'à la fin.

LITTÉRATURE FRANÇAISE

- Agrégation.* — (N). 1^o Sainte-Beuve (*Chroniques parisiennes*, p. 12-14) s'exprime en ces termes à propos des *Burgraves* : « Il paraît bien que c'est beau, mais surtout *solennel*, écrit Janin : en bon français, ennuyeux... Magnin a fait une lourde école en louant et en osant comparer à Eschyle... La lecture est plus favorable à la pièce que la représentation. A la lecture, les grandes choses reparaissent et le tendu accable moins... La Préface, comme toutes les Préfaces de Hugo, surpasse la pièce... [Mais, là encore] Hugo voit gros, il voit noir. » Discuter ce jugement.

2° Prendre la phrase de Renan sur la critique historique proposée aux examens d'Agrégation de Juillet 1895.

(D) 1° Expliquer cette pensée de Schérer : « Le romantisme nous a donné moins une littérature que le lieu d'une littérature, si j'ose ainsi dire, et la liberté d'en avoir une. »

2° Stendhal, regrettant que la littérature française manque de pittoresque, s'exprime ainsi, *Mémoires d'un touriste*, p. 87 : « Par malheur, il n'y a pas de hautes montagnes auprès de Paris. Si le ciel eût donné à ce pays un lac et une montagne passable, la littérature française serait bien *changée*. » Qu'en pensez-vous ?

(J). 1° Schérer a dit : « Le sermon est un genre faux. J'entends par genre faux celui dans lequel on ne peut ni penser, ni dire juste. » Dans quelle mesure ce jugement s'applique-t-il au *sermon sur la Providence* ?

2° Discuter cette opinion de Voltaire (*Discours de réception à l'Académie française*) : « Les grands talents sont toujours nécessairement rares, surtout quand le goût et l'esprit d'une nation sont formés. Il en est alors des esprits cultivés comme de ces forêts où les arbres pressés et élevés ne souffrent pas qu'aucun porte sa tête trop au-dessus des autres. Quand le commerce est en peu de mains, on voit quelques fortunes prodigieuses et beaucoup de misères ; lorsqu'enfin il est plus étendu, l'opulence est générale, les grandes fortunes rares. C'est précisément, messieurs, parce qu'il y a beaucoup d'esprit en France qu'on y trouvera dorénavant moins de génies supérieurs. »

(F) 1° Comparer les idées de J.-J. Rousseau et de Bossuet sur le théâtre.

2° Comparer l'esprit gaulois et l'esprit français et expliquer le jugement de Taine : « Le génie français aime la simplicité, la clarté, la grâce, avec je ne sais quoi de frondeur et de jovial qui n'exclut pas pourtant la profondeur et l'élévation. »

Licence. — (N) 1° Le pessimisme dans les poèmes d'A. de Vigny.

2° De l'utilité qu'il peut y avoir pour les jeunes gens à faire des vers français, même mauvais.

(D) 1° Le sentiment de la nature dans les poèmes d'A. de Vigny.

2° Essayer de répondre à la question de La Bruyère, ch. des *Ouvrages de l'Esprit* : « D'où vient que l'on rit si librement au théâtre et que l'on a honte d'y pleurer ? Est-il moins dans la nature de s'attacher sur le pitoyable que d'éclater sur le ridicule ? Est-ce l'altération des traits qui nous retient ?... Est-ce une peine que l'on sent à laisser voir que l'on est tendre et à marquer quelque faiblesse, surtout en un sujet faux et dont il semble que l'on soit la dupe ?

(J) 1° En quoi Lamartine se rattache-t-il encore au XVIII^e siècle ? En quoi s'en distingue-t-il ?

2° Expliquer et discuter ce jugement de La Bruyère, ch. des *Ouvrages de l'Esprit*. « Ronsard et Balzac ont eu chacun dans leur genre assez de bon et de mauvais pour former après eux de très grands hommes en vers et en prose. »

LITTÉRATURE FRANÇAISE

(F) 1° Comparer le *Lac* et la *Tristesse d'Olympio*.

2° Montrer l'importance de cette pensée de Pascal (Art. VIII) pour la critique en général. « A mesure qu'on a plus d'esprit, on trouve qu'il y a plus d'hommes originaux. »

GRAMMAIRE

Agrégation. — (N) Même sujet que pour la licence.

(D) id. id.

(J) id. id.

(F) Expliquer la constitution des formes verbales qui se rencontrent dans *Odyssée*, VII, 163-185.

Licence. — (N) Formation du comparatif et du superlatif en latin et en grec.

(D) L'optatif grec. — Les restes de l'optatif en latin.

(J) De l'emploi de la particule *ἄν*

(F) Expliquer la constitution des formes verbales qui se rencontrent dans Platon, *Protagoras*, ch. 1.

MÉTRIQUE

Agrégation. — (N) Différences essentielles entre le vers épique des Grecs et celui des Latins. Prendre les exemples *Odyssée*, VIII et *Géorgiques*, II.

(D) Même sujet que pour la licence.

(J) Le trimètre iambique grec : Prendre pour base d'études les *Phéniciennes*.

(F) Faire les remarques de prosodie intéressantes que suggère *Odyssée*, VIII, 46-96.

Licence. — (N) Différences essentielles entre le vers épique des Grecs et celui des Latins. Prendre les exemples *Odyssée*, XI et *Enéide*, VI.

(D) La strophe alcaïque et la strophe sapphique chez les Grecs et les Latins.

(J) Le trimètre iambique grec : Prendre pour base d'étude l'*Œdipe Roi*.

(F) Faire les remarques de prosodie intéressantes que suggère *Odysse*, XI, 4-50.

PHILOSOPHIE

Dissertation de Philosophie.

- (N) 1. Peut-on définir la perception extérieure « une somme ou un total » de sensations ?
- (D) 2. Etudier, à propos des idées générales, la théorie de Taine sur les *idées-copies* et les *idées-modèles*.
- (J) 3. De l'inconscient en psychologie, par rapport à l'intelligence, à la sensibilité et à la volonté.
- (F) 4. Etudier l'idée de cause et les modifications qu'elle subit dans les différentes sciences.

Histoire de la Philosophie.

- (N-D) Montrer dans la doctrine propre à Socrate le germe des philosophies postérieures (platonisme, aristotélisme, épicurisme et stoïcisme).
- (J-F) Etudier dans la philosophie grecque la théorie des « lois non écrites » (τὰ ἀγράφα νόμιμα).

HISTOIRE

Histoire ancienne.

La Religion égyptienne au temps des Pharaons.
Raconter le règne d'un prince de la dynastie des Lagides.
La guerre sociale.
Les impôts directs chez les Romains.

Histoire du moyen âge.

Le bénéfice militaire dans la période franque.
La trêve royale.

Histoire moderne.

La marine et les colonies au temps de Richelieu.

Géographie.

La chaîne de partage des eaux en Europe.
Les Alpes centrales.

L'imprimeur-gérant : V. DARANTIÈRE.



